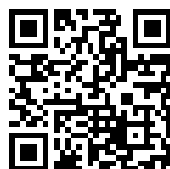

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

DC

801

L4

S68

v.31

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE

DE LAON.

TOME XXXI.

(Années 1900 à 1904).

LAON

IMPRIMERIE DU *Journal de l'Aisne*, RUE SERURIER, 22

1905

THE UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARIES

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE
DE LAON.

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE

DE LAON.

TOME XXXI.

(Années 1900 à 1904).

LAON

IMPRIMERIE DU *Journal de l'Aisne*, RUE SÉRURIER, 22

1905

60066416-12

SOCIÉTÉ ACADEMIQUE DE LAON

STATUTS

*modifiés par délibération de l'Assemblée générale
extraordinaire du 11 Novembre 1904.*

TITRE I.

ARTICLE PREMIER.

Il est formé entre les adhérents aux présents Statuts une Association d'une durée illimitée qui sera régie par la loi du premier juillet 1901.

ARTICLE DEUXIÈME.

Cette Association sera connue sous la dénomination de : *Société Académique de Laon.*

Son siège sera situé à Laon, rue Sainte-Geneviève, dans l'un des locaux du Musée communal ou dans tout autre endroit de la ville qui serait ultérieurement choisi par les membres du bureau dont il sera ci-après parlé.

ARTICLE TROISIÈME.

Le but de cette Association sera de continuer l'œuvre de l'Association de fait qui a jusqu'ici existé à Laon sous la même dénomination et qui était régie par des Statuts portant la date du 29 décembre 1850, approuvés par décision ministérielle du 17 mars suivant.

Elle aura donc pour objet de contribuer au développement des sciences, des belles-lettres et des arts, d'étudier et de décrire les monuments anciens et modernes du département de l'Aisne, de recueillir et

de publier les matériaux qui peuvent servir à l'histoire de la contrée, enfin d'encourager les publications utiles.

ARTICLE QUATRIÈME.

Elle pourra correspondre avec les autres Sociétés constituées dans les mêmes vues, mais tout sujet politique ou religieux relatif à des événements remontant à moins de cinquante ans devra être exclu de ses discussions et de ses travaux.

ARTICLE CINQUIÈME.

L'Association se compose de membres titulaires, de membres honoraires et de membres correspondants.

ARTICLE SIXIÈME

Nul ne pourra devenir membre de l'Association à un titre quelconque, s'il n'est présenté au préalable par deux de ses membres qui feront connaître par écrit au Président du bureau les noms et qualités de leur candidat, et s'il désire être membre titulaire, honoraire ou correspondant.

L'admission est portée à l'ordre du jour de la plus prochaine séance, et le vote a lieu au scrutin secret.

Ne seront élus membres titulaires ou honoraires que ceux qui réuniront les trois quarts des voix des membres titulaires présents ou représentés ; la simple majorité relative suffira pour l'élection des membres correspondants.

Après trois tours de scrutin sans résultat, l'élection sera ajournée.

ARTICLE SEPTIÈME.

Les membres titulaires ont seuls droit de prendre part aux élections et aux délibérations relatives aux affaires sociales.

Les membres honoraires et correspondants peuvent assister aux séances et prendre part aux travaux de l'association, mais ils n'ont voix délibérative que sur les questions relatives à ces travaux.

Ils sont invités à communiquer à la Société leurs travaux et les fruits de leurs recherches.

Les membres de l'association, quels que soient leurs titres, ont l'usage des archives et de la bibliothèque ; les livres et mémoires qu'ils pourront demander leur seront communiqués par l'archiviste-bibliothécaire, sur récépissé et pour un temps que déterminera le conseil d'administration.

Les sociétaires qui auront des lectures ou des communications à faire à l'association devront au préalable soumettre leurs documents au bureau qui, s'il le juge utile, les soumettra à l'examen d'une commission spéciale avant de statuer sur l'opportunité de leur lecture ou de leur communication en séance.

ARTICLE HUITIÈME.

La cotisation annuelle due par les membres titulaires est fixée à vingt francs et celle des membres correspondants à cinq francs : elles seront acquittées dans le mois de janvier, les membres nouvellement élus la paieront dans le mois qui suivra leur admission.

ARTICLE NEUVIÈME.

La qualité de membre de l'Association se perd : 1° par le décès ; 2° par la démission et 3° par la

radiation prononcée pour motifs graves par l'Assemblée générale sur le rapport du bureau, qui aura préalablement appelé le membre intéressé à lui fournir des explications.

TITRE II.

Administration, fonctionnement.

ARTICLE DIXIÈME.

L'Association est administrée par un bureau ou conseil composé de six membres au maximum : un président, un vice-président, un secrétaire général, un secrétaire des séances, un trésorier et un archiviste-bibliothécaire.

Les membres du bureau sont élus chaque année pour un an, dans la séance de rentrée du mois de novembre, directement par les membres titulaires composant l'Assemblée générale ; ils demeurent en fonctions jusqu'à leur remplacement et peuvent être réélus.

En cas de vacances, l'Assemblée générale est convoquée dans le délai maximum de deux mois à l'effet de compléter le nombre des membres du bureau.

La présence d'au moins trois membres du bureau est nécessaire pour la validité de ses délibérations qui sont prises à la majorité des voix ; en cas de partage, celle du président est prépondérante.

Toutes les fonctions des membres du bureau sont gratuites.

La garde du sceau de la Société ainsi que toutes les pièces composant les archives et la bibliothèque sera confiée à l'archiviste-bibliothécaire.

ARTICLE ONZIÈME

Le président veille aux intérêts généraux de la Société, il convoque les Assemblées ; la police des réunions lui appartient, il veille à l'exécution des statuts et règlements et décide dans les cas non prévus après avoir pris l'avis du bureau, il signe les procès-verbaux de chaque séance ainsi que les pièces expédiées par la Société ; il est chargé de faire le discours d'ouverture dans les séances publiques et il préside les délibérations des sections et commissions.

Il représente l'Association en justice et dans tous les actes de la vie civile.

ARTICLE DOUZIÈME.

En l'absence du Président, le Vice-Président, à défaut du Vice-Président, le Secrétaire-Général remplit les mêmes fonctions et jouit des mêmes prérogatives.

ARTICLE TREIZIÈME.

Le Secrétaire-Général est chargé de la correspondance ; il fixe l'ordre du jour de concert avec le Président et fait le rapport annuel des travaux de la Société.

ARTICLE QUATORZIÈME.

Le Secrétaire des séances rédige et signe les procès-verbaux des séances.

Il remplace le Secrétaire-Général en cas d'absence ou d'empêchement et il est lui-même suppléé par le plus jeune des membres présents à la séance et, en cas de refus de ce dernier, par tout autre membre désigné en séance.

ARTICLE QUINZIÈME.

Le Trésorier fait la recette et la dépense ; il en tient un registre, il a la garde des jetons de présence et en fait la remise aux membres de la Société qui ont assisté aux séances précédentes. Il fait au nom du bureau, dans la séance de rentrée, un rapport sur la situation financière de l'Association et présente les comptes.

ARTICLE SEIZIÈME.

Les membres de l'Association, quels que soient leurs titres, sont convoqués au moins une fois par mois, sauf pendant la période des vacances, du premier août au premier novembre, au siège social, en séance ordinaire, aux jours et heures indiqués par les lettres de convocation, qui énonceront sommairement l'objet de la réunion.

Ils pourront organiser des séances publiques, qui auront pour but des conférences, des concours et des distributions de prix.

ARTICLE DIX-SEPTIÈME.

Une Assemblée générale, composée des seuls membres titulaires, se réunit au moins une fois par an au mois de novembre, et chaque fois qu'elle est convoquée par le bureau ou sur la demande du quart au moins des membres titulaires.

Son ordre du jour est réglé par le Conseil d'administration.

Son bureau est celui dudit Conseil

Elle entend les rapports sur la gestion du Conseil d'administration et sur la situation financière et morale de l'Association.

Elle approuve les comptes de l'exercice clos fin du mois d'octobre qui précède, vote le budget de l'exercice suivant, délibère sur les questions mises à l'ordre du jour et pourvoit au renouvellement des membres du Conseil d'administration, comme il est dit ci-dessus sous l'article dixième.

Toutes les décisions de cette Assemblée sont prises à la majorité des voix des membres titulaires présents ou représentés ; pour que ces décisions soient valables, les suffrages exprimés doivent représenter au moins la moitié du nombre des membres titulaires inscrits.

Les membres titulaires ne pourront se faire représenter que par un autre membre titulaire, qui ne pourra en tous cas réunir plus de quatre voix y compris la sienne.

TITRE III.

Ressources de l'Association.

ARTICLE DIX-HUITIÈME.

Les recettes annuelles de l'Association se composent :

1° Des cotisations et souscriptions de ses membres, des abonnements et des produits divers.

2° Des subventions, encouragements ou secours, qui pourront lui être accordés par le gouvernement, le département, les communes ou les particuliers.

TITRE IV.

Modification des Statuts et dissolution.

ARTICLE DIX-NEUVIÈME.

Les statuts ne peuvent être modifiés que sur la proposition du Conseil d'administration ou du quart

des membres titulaires, soumise dans ce dernier cas au bureau, au moins un mois avant la séance.

L'Assemblée extraordinaire, spécialement convoquée à cet effet, ne peut modifier les statuts qu'à la majorité des deux tiers des membres présents.

L'Assemblée, pour pouvoir dans ce cas délibérer valablement, doit comprendre au moins la moitié plus un des membres titulaires.

ARTICLE VINGTIÈME

L'assemblée générale appelée à se prononcer sur la dissolution de l'association, et convoquée spécialement à cet effet, doit comprendre au moins la moitié plus un des membres titulaires en exercice. Si cette proportion n'est pas atteinte, l'assemblée est convoquée de nouveau, mais à quinze jours au moins d'intervalle, et cette fois elle peut valablement délibérer quel que soit le nombre des membres présents.

Dans tous les cas, la dissolution ne peut être votée qu'à la majorité des deux tiers des membres présents.

ARTICLE VINGT-ET-UNIÈME

En cas de dissolution volontaire, statutaire, ou prononcée en justice, l'assemblée générale désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation des biens de l'association.

L'actif net produit par la liquidation et comprenant les archives, bibliothèque et deniers, serait remis, mais à titre de dépôt seulement, à la ville de Laon.

Dans le cas où il se constituerait dans les dix ans qui suivraient la dissolution de la Société Aca-

démique une association ayant pour but de reprendre et de poursuivre l'œuvre interrompue de cette dernière société, ces archives, bibliothèque et deniers seraient remis par les soins de la ville de Laon, et à titre d'attribution définitive, à cette société nouvelle, dont ils constitueraient le premier actif.

Si, à l'expiration des dix années qui suivraient la dissolution de la Société Académique, aucune association nouvelle ne s'était constituée pour reprendre et continuer son œuvre, les archives, bibliothèque et deniers provenant de la liquidation de cette société seraient remis par les soins de la ville de Laon aux associations analogues qui existeraient alors dans cette ville et qui auraient été spécialement et éventuellement désignées, pour ce cas particulier, comme devant être attributaires définitifs de cet actif, par l'assemblée générale chargée de statuer sur la liquidation.

TITRE V.

Surveillance et règlement intérieur.

ARTICLE VINGT-DEUXIÈME.

Le président de l'Association devra faire connaître dans les trois mois à la Préfecture de l'Aisne tous les changements survenus dans l'administration ou la direction.

Les registres et pièces de comptabilité de l'Association seront présentés sans déplacement, sur toute réquisition du Préfet, à lui-même ou à son délégué.

Le rapport annuel et les comptes sont adressés chaque année au Préfet du département.

ARTICLE VINGT-TROISIÈME.

Un règlement préparé par le Conseil d'administration et approuvé par l'Assemblée générale, arrêtera s'il y a lieu, les conditions de détail propres à assurer l'exécution des présents statuts.

Pour copie conforme :

Laon, le 12 novembre 1904.

Le Président de la Société,

J. SOUCHON.

SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE DE LAON.

RAPPORT

SUR

LES TRAVAUX DE LA SOCIÉTÉ.

MESSIEURS,

En vous faisant aujourd'hui la présentation du Tome XXXI du Bulletin, privilège que nous vous devons et dont nous sentons tout le prix, notre premier soin sera de chercher à traduire, en quelques mots, l'impression dominante que fait naître la lecture de ce nouveau recueil, et, dans ce dessein de fixer ainsi, le moins imparfaitement qu'il se peut, au seuil même de cet ouvrage, les traits les plus expressifs de sa physionomie et les reliefs de sa personnalité, nous croyons ne pas nous éloigner beaucoup de la vérité en disant que cette œuvre nouvelle se distingue tout à la fois : Dans l'ordre de votre activité générale, par l'entendement le meilleur de vos traditions, allié au souci le plus éclairé de vos lendemains ; dans l'ordre de vos travaux proprement dits, par la variété.

Selon des usages, depuis longtemps suivis, ce tome XXXI est divisé en deux parties : L'une est consacrée aux procès-verbaux, l'autre contient les mémoires.

Si cette deuxième partie comprend, reproduits presque toujours en leur entier, les travaux les plus

importants des Membres de la Société, la première portion du Bulletin ne le cède en rien cependant, comme intérêt, à celle qui la suit, car elle a pour effet de nous rendre, en un tableau bien vivant, ce qu'a été l'existence même de l'association dans les différentes phases de son activité, c'est-à-dire : Ses rapports avec les Sociétés correspondantes, ses communications et ses lectures, ses initiatives d'organisation et ses efforts constants vers le mieux, ses transformations propres à toute vie collective, ses recherches et ses études les plus fécondes.

..

Les Sociétés correspondantes de notre association sont nombreuses, et de l'envoi de leurs publications résulte, en même temps que des richesses nouvelles pour notre bibliothèque, l'élément premier de nos réunions, car, selon un heureux usage, le Président de la Société prend soin, au début de chaque séance, de signaler les parties les plus intéressantes de ces diverses publications.

Beaucoup d'entr'elles sont à retenir. En leur ensemble, du reste, et invariablement, elles contribuent à donner la mesure exacte de l'activité, qui règne parmi les innombrables groupements d'information mutuelle que sont les sociétés locales françaises.

A ces communications succèdent, le plus souvent, les lectures, qui vous font, Messieurs, le plus grand honneur.

Les unes sont l'objet au procès-verbal d'une courte mention, soit à raison de leur brièveté, soit parce que les auteurs se réservent les manuscrits ; les autres y figurent telles qu'elles existent aux notes mêmes, dont l'abandon a été fait à la Société. Les

plus complètes de ces dernières, nous les nommons plus spécialement mémoires, composent, nous l'avons déjà indiqué, la partie seconde et finale du Bulletin.

Au premier rang, par ordre de date, de ces communications et lectures, nous voyons, en la séance du 5 janvier 1900, M. Bouxin signaler à ses collègues l'existence de deux pierres curieuses, l'une rampe Saint-Marcel, et l'autre rue Sérurier, et, à une séance suivante, notre savant collègue M. Labouret établir que la pierre de la rampe Saint-Marcel se trouvait exactement placée au lieudit « La Chapelle Saint-Roch », ancien lieu de pèlerinage.

Nous remarquons ensuite deux communications de M. Lobgeois, consacrées aux sceaux de l'ancienne Basoche de Laon en 1778 et des Notaires de cette même ville en 1706. Ce fut l'occasion, pour notre regretté collègue, de réveiller le souvenir de ces anciennes corporations locales, et de rappeler que Laon était la résidence d'un notaire royal, spécialement chargé de garder le scel de la juridiction de Vermandois et de l'apposer sur les grosses délivrées par les notaires relevant de cette juridiction. Le sceau de 1706, représenté à la Société au cours de la séance même, était un des sceaux créés aussitôt après l'édit de Louis XIV du mois d'août 1706, supprimant les offices spéciaux de notaire garde scel.

Un peu plus loin, procès-verbal du 9 août 1901, une figure très caractéristique, celle du cardinal Mathieu de Laon ou Mathieu d'Albano, fait l'objet d'une courte étude, due à la plume de M. Bouxin, qui nous a ainsi donné une esquisse utile de l'existence très remplie de ce savant bénédictin.

Quelques mois plus tard, nous devons encore à l'obligeance de notre même collègue, des extraits

d'une correspondance échangée entre M. l'abbé Duveuf, devenu plus tard curé-archiprêtre de Laon, et MM. de Visme, sous-préfet, Dauchy, préfet de l'Aisne, et Laurent, juge au Tribunal criminel de notre ville. La lettre adressée à M. Dauchy, datée de Bernbourg (Haute-Saxe), 9 mars 1802, a trait au retour du prêtre en France. La dernière lettre est envoyée de Montcornet (20 février 1804). Dans cette correspondance, M. Duveuf fait preuve d'un esprit plein d'originalité. Quant au sentiment qu'il nourrit à l'endroit de sa résidence de 1804, Montcornet, il est plutôt difficile de le qualifier d'enthousiaste. Cependant, ce nous semble, après l'exil, n'était-ce pas encore l'inespéré que la ville de Montcornet ?

Nous noterons ici un historique, qu'a bien voulu nous présenter M. Ply, de deux verrières de l'Eglise de Chevières (Oise), aux souvenirs desquelles se trouve mêlé un Chanoine de Laon, Mestre, né à La Fère-sur-Oise en 1545. Non loin de là, nous trouvons à citer du même auteur, la communication d'un discours du Curé d'Hartennes, du 14 juillet 1790, discours vraiment riche d'imprévus.

Nous avons aussi à signaler le très savant compte-rendu, fait par M. Labouret, sur des sépultures anciennes retrouvées à Saint-Erme, sur les fouilles qui ont suivi, et sur la découverte d'un aqueduc ancien à Laverigny, chez M. Monbrun, notre sympathique collègue.

Nous terminons enfin ce rapide examen des principales communications et lectures, contenues aux procès-verbaux, par un bref aperçu du très important travail consacré par M^{re} Baton aux églises cathédrale, abbatiales, collégiales, et paroissiales de l'an-

cien Laon, ainsi qu'aux anciennes chapelles et monuments ecclésiastiques.

Commencée le 1^{er} mars 1901, cette lecture a occupé la majeure partie de dix-huit séances, et n'est pas encore terminée.

A la suite de l'intention formelle exprimée par M^{gr} Baton de faire don à la Société de ce travail sur le vieux Laon religieux, nous avons eu l'espoir de pouvoir faire paraître cette histoire locale dans le présent bulletin.

Mais, à notre grand regret, M^{gr} Baton n'a pu nous confier qu'une faible portion de son manuscrit, remise au net ; nous avons pensé que, dans ces conditions, le travail ne pourrait, en raison de son importance, que gagner beaucoup à être publié en entier. Ce sera, espérons-le, l'œuvre principale du Bulletin le plus prochain.

Dans la partie de cette œuvre, très documentée, dont la lecture a été faite à la Société, M^{gr} Baton nous a déjà fait parcourir : la Cathédrale, Saint-Remy-Porte, Saint-Martin-au-Parvis et l'Ancien Hôtel-Dieu ; l'Évêché, le Beffroi de la Ville, Notre-Dame-au-Marché et Saint-Pierre-au-Marché ; Saint-Étienne-de-la-Ville et Saint-Étienne-des-Champs ; l'Oratoire de Saint-Béat, la Maison de retraite des Prêtres infirmes, l'Ancien Séminaire de Laon, le Grenier du Chapitre ; la Chapelle Saint-Antoine, la Chapelle de Jacques de Troyes, l'Église des Templiers et l'Église du Val-des-Écoliers ; l'Église Sainte-Geneviève, la Chapelle Saint-Corneille et Saint-Cyprien, l'Église Sainte-Benoîte ; les Hospitaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem et les Cordeliers ; l'Église Saint-Michel, l'Église Collégiale de Saint-Jean-au-Bourg, et l'Église Saint-Cyr ;

les Églises Saint-Victor-des-Chenizelles, Saint-Julien et Saint-Just ; la Congrégation de Notre-Dame.

Cette énumération partielle suffit pour nous prouver l'importance de cette reconstitution et l'intérêt réel qu'elle présente.

Ce travail complète heureusement les données, qui, sur certains points, nous sont fournies par le plan de Laon de 1777 (Tome XXV du Bulletin), et tend à établir qu'à cette dernière date, c'est-à-dire assez avant la fin du dix-huitième siècle, un certain nombre d'anciens édifices religieux avait déjà disparu.

Il nous permet en outre, d'accord en cela avec le plan, que nous venons de rappeler, de faire ressortir qu'à défaut de titres, plans, ou vestiges de constructions, il existe encore à Laon et sous une forme curieuse, un élément tangible d'information, ou, si l'on veut, une trace très visible de l'emplacement d'anciennes églises, aujourd'hui complètement, ou presque complètement détruites. Ce sont les places ou placettes, qui devaient s'ouvrir au devant du porche de ces anciens édifices consacrés au culte.

Citons, par exemple, en commençant par la partie orientale de la ville, l'espèce de rectangle irrégulier, qui se remarque toujours à l'endroit, où la rue Saint-Pierre-au-Marché se brise, à angle droit, pour se prolonger ensuite jusqu'à l'extrémité Est de la rue du Cloître. D'après le plan de 1777, l'Église Notre-Dame-au-Marché devait occuper l'emplacement de la maison, qui fait face à cette placette et forme l'angle de cette rue Saint-Pierre-au-Marché. Le mur Sud de cet immeuble porte encore des traces de fenêtres et de sculptures anciennes.

Aussitôt après le porche de cette église, devait s'ouvrir la porte de clôture, qui fermait cette partie

de la ville réservée au Chapitre, et empêchait l'accès à ce qui forme la rue du Cloître d'aujourd'hui.

Si de là nous passons à la paroisse, qui était alors la plus voisine, l'Église Sainte-Geneviève, nous pouvons remarquer la petite place presque carrée, qui est reliée à la rue Sainte-Geneviève par une allée, appelée deuxième impasse.

Quelques pas plus loin, rue Porte-d'Ardon (ancienne Porte Royer), l'emplacement de l'ancienne Église Sainte-Benoîte nous est tout de suite révélé par la place presque minuscule, qui s'ouvre sur le côté Est de cette rue, et précède l'ancienne grand'porte de ce temple disparu, dont les restes sont occupés actuellement par un chantier d'entrepreneur de maçonnerie.

Les mêmes remarques peuvent être faites pour les emplacements des anciennes Églises Saint-Martin-au-Parvis, Saint-Cyr, Saint-Julien, et Saint-Jean-au-Bourg.

L'entrée principale de Saint-Martin-au-Parvis est marquée par cette impasse, qui s'ouvre la troisième sur le côté Sud de la rue Sérurier, un peu au-dessus de la rue du Change. On y remarque encore une voûte, qui devait précéder le porche de cette église, dont le mur Sud se voit toujours sur la Place du Parvis.

La Place Marquette, ancienne Place Saint-Cyr, servait de sortie et de cimetière à l'Église de ce nom.

La première Placette sur le côté occidental de l'ancienne rue Fosse-Saint-Julien, depuis peu rue Carlier-Hennecart, servait de dégagement à l'Église Saint-Julien.

Enfin la petite Place et la rue, qui forment, à notre époque la rue du Pressoir et la voûte Saint-Jean, donnaient accès à l'Église Collégiale de Saint-Jean-au-Bourg.

b

Les procès-verbaux de vos séances témoignent donc bien, Messieurs, nous venons de le voir, de l'ardeur que vous ne cessez d'apporter dans vos recherches sur le passé ; mais là ne se bornent pas les effets de votre fidélité au travail.

Dans l'ordre des initiatives d'organisation, vos efforts n'ont pas été moindres et nous pouvons sans peine signaler les résultats satisfaisants obtenus par vous.

Vous avez très heureusement tranché la question des jetons, qui depuis longtemps était en suspens, et décidé de fixer ainsi le souvenir des présences, qui contribuent tant à donner de la vie et de l'agrément à nos réunions.

C'était largesse de votre part de faire aussi bien les choses.

Ce n'était pas largesse unique, car si vos gracieuses libéralités allaient ainsi à la personne de nos collègues les plus empressés, elles n'étaient pas moins grandes dans le soin que vous vouliez bien mettre à faire classer et cataloguer votre bibliothèque. Vous n'avez reculé devant aucun sacrifice utile, cependant que vous combliez de vos encouragements ceux, qui, sur l'initiative et sous la haute direction de M. Glinel, consacraient à ce travail quelques heures quotidiennes.

Une autre question, Messieurs, vous préoccupait depuis longtemps, la question des modifications à apporter à vos statuts. Le Tome XXXI vous offre, dès ses premiers feuillets, le nouveau contrat de notre existence sociale. Notre collègue, M. Baudet, n'a épargné, ni son temps, ni ses soins, et, grâce à lui, nous avons, dans cette voie, très rapidement abouti.

A défaut de la faculté de recevoir des dons et des

legs, faculté, que plusieurs d'entre nous souhaitaient à la nouvelle personne morale que nous sommes, notre association, grâce aux formalités très simples, édictées par la loi de 1901, à la capacité juridique et peut légalement recevoir des subventions, encouragements, et secours.

C'est un gage nouveau de prospérité pour la Société Académique, dont la situation financière, grâce au dévoué et très compétent concours de son Trésorier, demeure toujours si bien établie.

Mais là encore, Messieurs, ne s'est pas bornée votre action collective.

Aux sacrifices déjà grands, que nous venons d'énumérer, vous avez cru devoir en ajouter un nouveau et très important, en prenant à votre charge le soin de faire paraître à trois cents exemplaires, l'étude de M. Matton sur les anciennes papeteries de l'Aisne à partir de 1564.

Nous avons tous salué, comme il convenait, l'apparition de cette œuvre considérable de notre savant ancien collègue.

Enfin, la Société a continué son œuvre générale de recherches, d'études, et d'encouragements, en s'intéressant à des fouilles pratiquées à Montigny-la-Cour, en contribuant à faire donner le nom de notre compatriote Arsène Houssaye à une rue de la ville, et en se rendant acquéreur, pour sa bibliothèque, d'un registre obituaire de la Paroisse Saint-Remy-au-Parvis.

Mais au premier rang de ces heureuses initiatives, nous devons encore faire figurer la part considérable, pour ne pas dire déterminante, que la Société a pu prendre, grâce aux très hautes relations de M. Glinel, dans les négociations, qui ont abouti à

faire entrer à notre bibliothèque municipale le premier volume manuscrit de l'Histoire de Laon, de Claude Leleu, manuscrit, qui se trouvait à Paris, à la Bibliothèque Sainte-Geneviève.

Il nous reste à souhaiter qu'une question posée au sujet de la sépulture de Guillaume de Harcigny, puisse être menée jusqu'à sa solution. Ce serait faire acte de fidélité à la mémoire de cette grande personnalité laonnoise.

Nous rappellerons aussi que la Société Académique, non moins soucieuse de remplir dignement ses devoirs d'hospitalité envers les Sociétés voisines, a fait les honneurs de la visite de notre ville, le 20 avril 1902, à la Société de l'Histoire de l'Art et des Traditions picardes, dite « Les Rosati Picards ».

Il nous reste enfin, avant d'aborder l'étude rapide de la dernière partie du Bulletin, un dernier et très cher devoir à remplir, le souvenir consacré à la mémoire de nos disparus.

Depuis le dernier Bulletin, la Société a vu le départ de MM. Berthault, Démaret, Labouret, Quenaidit, et Ravaud, membres titulaires.

MM. Démaret et Ravaud, bien qu'habitant au loin, ont tenu à rester au milieu de nous comme membres correspondants.

M. Labouret, craignant de ne plus pouvoir, en raison de l'état actuel de sa santé, assez bien remplir tous ses devoirs d'activité sociale, scrupule peut-être excessif mais infiniment respectable, a tenu, avant de se séparer de nous, et dans un sentiment de délicatesse, dont nous ne saurions trop le remercier, à nous présenter comme membre correspondant, son fils, Avocat à Lille. Cette extrême attention, de la part de notre bien sympathique collègue, nous a

infiniment touchés, sans pouvoir toutefois parvenir à diminuer les sentiments d'affectueux regrets que sa retraite faisait naître en chacun de nous.

M. Lobgeois, qui vient de nous être ravi prématurément, laisse un grand vide parmi nous. Vous connaissez, Messieurs, ses travaux, son dévouement à notre association, et nous n'oublierons pas le collègue excellent, facilement porté à saisir l'occasion d'être, sous la forme la plus imprévue, mais aussi la plus aimable, finement frondeur, et dont l'esprit, plein de fantaisie, contribuait beaucoup à augmenter le charme de nos réunions.

Les vides, survenus, dans les rangs de nos membres correspondants, ne sont pas moins nombreux.

M. Bouxin nous a été enlevé à l'âge de la pleine maturité, et à l'heure, où les travaux déjà donnés nous permettaient tant d'espérances.

La Société a aussi perdu un de ses membres les plus considérables et les plus distingués, en la personne de M. le Comte de Montesquiou, dont la haute personnalité s'affirmait, parmi nous, par tant de dévouement à notre association. M. le Comte de Montesquiou, son fils, a consenti à venir prendre, au milieu de nous, la place occupée par son père. Au lendemain de ce deuil, il ne pouvait nous être donné, Messieurs, un plus consolant témoignage de bien réelle sympathie.

Nous avons encore à déplorer la mort de Madame de Saint-Chamans, de M. Lecomte, un de nos doyens, et de M. Menu.

Enfin, M. Matton, redoutant de ne plus pouvoir apporter parmi vous, et en raison de son âge, la même somme de travail, a cru devoir se retirer.

*
* *

Les mémoires, qui forment la deuxième partie du nouveau Bulletin, sont au nombre de douze.

Tous, sans exception, personne ne songera à nous contredire, répondent bien au véritable but que s'est assigné la Société.

Aujourd'hui qu'il est si facile de chercher au loin l'inconnu, rien n'est plus ignoré souvent que ce qui nous touche de très près.

N'en est-il pas ainsi pour cette partie Sud de Laon, si riche en coquets villages, en sites gracieux, en coteaux boisés, et en capricieuses vallées.

Au nombre de ces jolies localités peut figurer le village d'Arrancy, dont M. de la Tour du Pin nous fait l'histoire, en une monographie, qui, le dernier chapitre excepté, occupe la première place des Mémoires.

D'une marche rapide, M. de la Tour du Pin, parcourt le passé d'Arrancy, au Moyen-âge, sous les premiers Châtelains, au temps de la Ligue, sous les règnes paisibles, au temps des guerres, sous l'ancien régime, pendant la Révolution, sous l'Empire et la Restauration, sous les régimes changeants, (nous reproduisons ainsi textuellement les titres de ces différents chapitres.)

Plus près de nous encore qu'Arrancy, se trouvent les communes de Bruyères, Chérêt, et Vorges, que M. Gaëtan Legrand nous fait revivre, en leur existence moyenâgeuse, par la communication, (c'est le deuxième mémoire), d'une Charte conservée à la Bibliothèque de Laon, et par laquelle Philippe de Beaumanoir, Grand Bailli de Vermandois authentique une vente faite à la commune de Bruyères,

de la Mairie de Bruyères et de la Mainmairie de Chérêt.

Cette étude met en évidence ce qu'avaient de tout à fait particulier certains groupements fédératifs de la région du Laonnois, dont un des premiers en date fut celui de Bruyères, Chérêt, Vorges, et Valbon, dont Bruyères était le chef-lieu.

C'est plus que le Laonnois tout entier que nous retrouvons dans l'étude, qui suit, et qui est consacrée à l'Assemblée électorale du nouveau Département de l'Aisne en 1791. M. Souchon nous la décrit avec ses innombrables scrutins et ses non moins nombreux discours de son Président Jean Debry.

Consciencieuse Assemblée, s'il en fut. Divisée en six bureaux, comprenant chacun, des électeurs des six districts, un président, un secrétaire et six scrutateurs, il ne lui fallut pas moins de cinquante scrutins, pour arriver à élire douze Députés, quatre Députés suppléants, et quelques Membres du personnel judiciaire.

Jean Debry, désigné comme Président du bureau définitif, ne fut élu Député que le septième, mais à la presque unanimité des votants.

Après chaque élection partielle, il se crut obligé de souhaiter la bienvenue à l'élu. Son abondance et sa variété n'eurent d'égale que l'ardeur de ses sentiments humanitaires.

Dans cet ordre d'idées, nous soulignerons, entr'autres, ces quelques mots empruntés à l'une de ses dernières harangues : « Sous l'empire de la « Liberté, tout doit être doux et fraternel comme elle ».

Comment supposer dans cet homme politique, si fécond en douces paroles, le futur acteur, aujourd'hui si discuté, du Drame de Rastatt.

Sans quitter Laon, siège de l'Assemblée de 1791, nous allons, dans le quatrième mémoire, faire un rapide parcours du versant Nord de notre cité, au dix-huitième siècle, sous la forme d'une courte notice consacrée aux anciens cimetières, qui, successivement se sont échelonnés au bas des murs de ville, de la porte Lupsault à la Citadelle.

Le dessin, reproduit à la page 86, nous prouve que, depuis 1740, la physionomie de cette partie, *intra muros*, de la ville, est demeurée presque la même, alors, qu'au dehors des murs, les tristes champs de repos ont partout fait place à une suite ininterrompue de jardins et de promenades, jusqu'à cette porte Lupsault, que nous retrouverons tout à l'heure, et que couronnait jadis la Tour de Louis d'Outremer, si chère à Victor Hugo.

Notre grand romancier, Alexandre Dumas, qui a eu la bonne fortune de trouver, parmi nous, un historien accompli de sa vie, nous apparaît, dans le cinquième mémoire, à l'heure de certains démêlés, qu'il eut avec François Buloz, et que M. Glinel a si bien su nous décrire.

Le romanesque et le réel se côtoient en ce récit, en pouvait-il être autrement, pour se terminer sur la morale à tirer de bien des procès. En ces sortes de combats singuliers, le vainqueur, trop souvent, demeure pour l'avenir le vaincu, et les succès de prétoire ne parviennent pas à effacer certaines blessures.

François Buloz en fit, dans cette affaire, la triste expérience.

Certains traits survivent du portrait physique et moral, vigoureusement brossé par Dumas, si invraisemblables, par certains côtés, qu'ils apparaissent à la postérité.

Nous avons vu précédemment l'esquisse d'une élection en 1791, esquisse, qui nous peint, sous un jour plutôt rose, un acte important, mais paisible, de la vie électorale à cette époque, nous passons maintenant à l'étude presque intime d'une personnalité Saint-Quentinoise, savant aussi modeste que plein de mérites, qui, au lendemain de la Révolution, ne trouva que déboires en l'existence, et dont une biographie restait à faire.

C'est une lacune que M. Sonchon a bien voulu combler, en partie, dans le sixième mémoire.

M. le Président de la Société Académique nous indique, par les extraits d'une correspondance, échangée entre le Naturaliste Poirer et le Libraire Agasse, combien était précaire la situation de ce digne savant, et, à quelles sollicitations il était le plus souvent réduit.

Livré tout entier aux luttes d'une existence purement spéculative, Poirer, sûrement dénué de tout sens pratique, était voué à être, sans cesse, la victime d'événements, qu'il ne savait prévoir.

Nous quittons le récit des infortunes du savant Poirer, pour passer à un essai historique très complet sur les cloches du canton du Marle.

Ce septième mémoire constitue une biographie très soignée de ces chantres, vieilliss, de misères et d'algèbres, qui, non contents de faire cortège à bien des événements de notre vie, conservent encore, en leurs lourds marteaux, quelques souvenirs intéressants de ceux qui ne sont plus.

Mais si nous devons de la gratitude aux chercheurs, qui nous décrivent avec soin les survivants des temps, qui nous ont précédés, de quelle reconnaissance ne sommes-nous pas redevables à ceux

qui parviennent à faire renaître, dans toute la splendeur de leurs détails, les choses anciennes, détruites pour toujours.

C'est une reconstitution totale d'un passé ainsi disparu que nous devons, dans le huitième mémoire, à M. Broche, qui, avec maîtrise, nous fait l'histoire de l'Ancien Palais des Rois à Laon.

Ce palais élevé à l'extrémité occidentale de la cité, place de l'Hôtel-de-Ville actuel, dominait, de sa masse imposante, tout le quartier de l'Éperon et l'ancienne Porte Lupsault.

Édifice curieux par le corps même du Palais, par la Chapelle, et par la Tour de Louis d'Outremer. Les derniers vestiges, qui existaient encore au commencement du dix-neuvième siècle et se composaient de la Tour et d'une faible portion du Palais proprement dit, ont disparu en 1831, *comme frappés d'alignement*, terme bien digne, en sa vulgarité, de l'acte lui-même, que la postérité ne pourra jamais qualifier que de vandalisme.

La période révolutionnaire n'est donc pas la seule coupable de pareils actes de destruction ; chaque époque a ses barbares.

M. Broche nous dit encore, en ce mémoire, qu'entre ce monument du Palais et les murs de la ville s'étendait un jardin assez étroit, formant terrasse, dont la Compagnie des Archers avait obtenu la libre disposition pour s'exercer au tir.

Notons en passant ce détail, il a son importance, car il se rapporte au seul souvenir vivant, qui nous reste, de cette partie de l'ancienne Ville, et ce souvenir n'est autre que la petite ruelle ou passage, qui s'ouvre vers le Nord à gauche, lorsqu'on fait face à l'Hôtel-de-Ville, et se poursuit, après un coude à

angle droit, derrière ce monument public, pour aboutir, bien resserré maintenant par le nouveau pont du tramway, à l'endroit même, où se termine la promenade du Nord, au-dessus de l'ancienne Porte Lupsault.

Le nom de cette ruelle ou passage, dite *rue du Jardin de l'Arc*, doit au travail de M. Broche de rester historique.

Exemple, frappant entre mille, de l'utilité qu'il y a, à n'aborder, que d'une main légère et d'un geste entendu, la question du rajeunissement des noms de rues.

M. Broche nous fait aussi connaître ce qu'étaient es détenteurs de la Conciergerie du Palais et les Châtelains royaux.

Ces derniers n'habitaient pas, comme les Concierges royaux, l'enceinte du Palais. Leur maison s'élevait, à l'angle de la rue Châtelaine, qui leur doit son nom, et l'ancienne rue du Soleil-Tobie, présentement rue de la Préfecture.

A ce mémoire, enrichi des vues du Palais, de la Tour de Louis d'Outremer, et de la Maison des Châtelains royaux, succède l'analyse faite par M. Souchon, analyse qui nous rend si bien l'ouvrage de M. Alfred Lefort, Membre de l'Académie de Reims, sur les Français à Luxembourg, Vauban et la Forteresse.

En amateur laborieux, M. Lefort a su faire, d'une station balnéaire, l'objet d'un travail très consciencieux sur cette contrée, si curieuse en elle-même, si curieuse aussi par les événements considérables, dont elle a été le théâtre. Peuple heureux s'il en fut, en son indépendance presque exempte de toutes charges publiques ; mais cité, qui nous rappelle

d'amers souvenirs, et dont Vauban avait su faire une citadelle, alors presque sans égale.

Revenons au pays Laonnois, avec M. J. Leclerc, qui nous révèle, en un essai biographique consacré au Général d'Autencourt, une figure à peine connue, jusqu'à ces derniers jours, des plus anciens habitants du village de Montigny-sous-Marle.

Figure attachante que celle de ce soldat de l'époque napoléonienne, l'un de ces merveilleux instruments de l'administration presque impeccable de la Grande Armée. Certaines de ses qualités les meilleures l'attardèrent trop longtemps, malheureusement pour lui, en des postes presque subalternes, où il savait se rendre si utile.

Auxiliaire précieux de Drouot, il contribua, pour beaucoup, à l'équipement de divers corps de l'artillerie de la Garde, au retour de Russie.

Son dernier emploi fut le commandement de la Subdivision de la Nièvre et de l'Allier. Mort à Nevers, le 2 janvier 1832, il a laissé de nombreux écrits sur ses campagnes.

Dans le mémoire, qui suit, M. Gaëtan Legrand consacre quelques pages, fortement documentées et des plus intéressantes, à l'examen de ce qu'était la renonciation à la communauté au xiv^e siècle, époque à laquelle il a retrouvé les traces d'une renonciation à communauté contestée devant le Grand Bailli de Vermandois.

Ce droit de renonciation appartenait d'abord aux femmes nobles seulement, et ne s'exerçait que pour les meubles.

Ce ne fut, qu'à partir de 1448, que la renonciation à communauté devint le droit commun dans le Vermandois.

A la fin du quatorzième siècle, l'existence de la renonciation est certaine, mais les règles diffèrent selon qu'il s'agit de roturiers ou de nobles.

L'uniformité n'apparaît qu'en 1556. L'égalité devient alors entière, les effets sont les mêmes pour tous, et le code civil n'apportera que peu de changements.

A cet avant-dernier et onzième mémoire, succède une notice consacrée à quelques souvenirs, concernant une maison, encore existante, de l'ancienne cité, et qui doivent de revoir le jour, à l'état, presque parfait, de conservation des anciens titres de propriété de cet immeuble.

*
**

Si nous n'avions, Messieurs, la crainte de beaucoup dépasser les bornes de notre mission, nous vous demanderions de vouloir bien, ici, accorder asile à quelques vœux, qui répondent, nous l'espérons du moins, aux sentiments, qui vous animent.

La Société Académique se faisant l'interprète fidèle de désirs exprimés au cours de nos entretiens, ne pourrait-elle pas, par la voie de la presse, toujours si accueillante à nos communications, faire appel aux bonnes volontés de tous, en priant nos concitoyens de vouloir bien nous signaler ce qui, soit en leurs demeures, soit en leurs vieux titres, pourrait mériter l'attention de nos chercheurs et trouver ainsi, dans leurs études, une sauvegarde contre la destruction ou l'oubli.

N'existe-t-il pas, en effet, en notre ville, quelques vieilles maisons contenant des inscriptions, sculptures, ou pierres tombales, non encore explorées et dignes de votre observation ? Et dans ces anciennes demeures, ne peut-on pas trouver encore, oubliés en

quelque recoin, de rares vieux contrats, qui pourraient, nous redire bien des coutumes de ceux, qui les ont habitées autrefois ?

Nul doute qu'à cet appel ne répondent de nombreux concours.

Poursuivant toujours le même but, c'est-à-dire l'extension de notre action, ne pourrions-nous pas aussi, Messieurs, à la veille du jour, où va paraître le XXXI^e volume, chercher à augmenter encore le nombre de nos Sociétés correspondantes ?

Vos richesses bibliographiques ne pourraient qu'y gagner beaucoup.

Nous terminons, Messieurs, sur ce dernier vœu, digne aussi à tous égards, croyons-nous, de votre accueil le plus bienveillant.

*
* *

Et maintenant que, parvenu au terme de notre route, il ne nous reste plus qu'à jeter le regard sur le chemin parcouru, tant par vos devanciers, Messieurs, que par vous-mêmes, la conclusion s'offre à nous, facile.

Comme toute œuvre humaine, la Société Académique a connu les jours les plus divers, jours d'efforts, jours de succès, jours de fatigues aussi ; mais, si changeantes qu'aient pu être, au cours de ses cinquante-cinq années d'existence, les étapes de sa vie publique et sociale, toujours, on la retrouve fidèle au but de ses Fondateurs, sans cesser, jamais, d'être, avant tout, laborieuse, large en ses vues, souple au progrès, ardente au mieux, ouverte à tous, ... ce qu'elle est, aujourd'hui.

H. SERVANT.

Laon, le 24 Juin 1905.

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE

DE LAON.

1^{re} PARTIE

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES.

SÉANCE DU 10 NOVEMBRE 1899.

Présidence de M. Ch. GLINEL, Président.

Le procès-verbal de la précédente séance du 21 juillet est lu et adopté.

M. le Président donne lecture d'une lettre qu'il a reçue de M. Cortilliot pour s'excuser de ne pouvoir assister à cette séance de rentrée. M. Cortilliot demande en même temps à être relevé de ses fonctions de secrétaire des séances. Son éloignement de Laon lui rend quelquefois difficile l'assistance régulière aux séances ; il prie donc ses collègues de vouloir bien le remplacer, non sans les remercier des témoignages de confiance qu'il a reçus d'eux. Il déclare d'ailleurs voter pour la réélection des Président, Vice-Président, Secrétaire général et Trésorier sortants du Bureau. M. Ermant qui a envoyé ses excuses déclare de son côté voter pour le renouvellement intégral du Bureau.

Avant de procéder au scrutin en vue de ce renouvellement, M. Glinel demande à ses collègues de remettre aux mains d'un collègue plus jeune et plus

actif l'honneur et le fardeau de la présidence, qu'il aurait voulu, durant les deux années qui viennent de s'écouler, exercer d'une manière plus utile aux intérêts de la Société et plus en rapport avec l'antique renommée de celle-ci.

Ces communications faites, il est passé au scrutin, lequel, suivant les termes des statuts, est secret.

A l'unanimité des votants sont élus :

Président, M. Ch. GLINEL ;

Vice Président, M. LOBGEAIS ;

Secrétaire Général, M. SOUCHON ;

Secrétaire des Séances, M. CORTILLIOT ;

Trésorier, M. LION.

Les membres du Bureau ainsi reconstitué, par l'organe de M. le Président, remercient leurs collègues de la nouvelle marque de confiance qui vient de leur être donnée.

Les membres sortants de la Commission de lecture sont également réélus à l'unanimité. Cette Commission se compose donc, sous la présidence de M. Glinel, Président, de MM. Batou, Cortilliot, Lobgeois, Souchon et abbé Marlier.

M. le Trésorier rend compte de la situation financière de la Société. La balance entre les recettes et les dépenses fait ressortir un encaisse de 4.663^f35.

M. le Président fait passer sous les yeux de ses collègues les volumes et brochures reçus depuis la dernière séance, il signale en particulier :

1° Dans le Bulletin historique et philologique du Comité des Travaux historiques et scientifiques, pour 1898 ;

A. — Une communication de notre savant collègue M. Souchon, d'un extrait du plus ancien registre des comptes de la ville de Laon (1356-1359).

B. — Une communication de M. T. Eck sur le

port de la croix et de l'épée accordé aux mayeurs de Saint-Quentin, en 1717.

2° Dans les Annales de l'Académie de Macon pour 1893 ;

A. — Une histoire de Saint-Point par M. Léonce Lex, archiviste de Saône-et-Loire, localité où, le 4 mars 1869, a été inhumé Alphonse de Lamartine, décédé à Paris, le 28 février précédent.

B. — Une étude par M. Paul Maritain, avocat à Macon, de la maison sise en ladite ville, rue Baudron de Sénécé n° 3, où est né Lamartine, avec réfutation de la légende qui fait naître le poète rue des Ursulines n° 8, erreur que l'apposition sur cette dernière maison d'une plaque commémorative a contribué à accréditer.

3° Dans les mémoires de l'Académie de Nîmes, année 1898, quatorze lettres inédites ou paraissant telles de Florian, du 25 février 1787 au 11 messidor an II, lettres présentées par M. Benoît Germain, Président du Conseil des Prudhommes et membre de l'Académie de Nîmes ;

4° Dans le Bulletin de la Société d'Anthropologie de Paris, année 1899, une communication de M. Vauvillé sur :

A. — Le cimetière gallo-romain des Longues-Raies, territoire de Soissons ;

B. — Un ciseau en silex taillé et poli trouvé à Couvrelles, canton de Braine ;

C. — Découverte de sépulture ancienne sur le territoire de Couvrelles.

5° Dans les mémoires de l'Académie des Sciences, Lettres et Arts d'Arras, pour 1898 une communication sur :

A. — L'introduction à l'étude du rôle social d'une

Académie de province, par M. Louis Blondel, ancien Président du Tribunal de Commerce d'Arras ;

B. — Les paroles adressées par l'abbé Rohart, vice chancelier, à M^{gr} Deramecourt, Président de ladite Académie, à l'occasion de sa nomination à l'Évêché de Soissons, et lors de la remise de l'anneau pastoral offert au Prélat par l'Académie d'Arras. — La réponse de Sa Grandeur.

6° Dans les travaux de l'Académie Nationale de Reims, 103^e et 104^e volumes (1897-1898) :

Vol. 103^e. — La nécrologie du dessinateur et graveur champenois Adolphe Varin, par M. Frédéric Henriet, de Château-Thierry.

Vol. 104^e. — Le beau travail de M. A. Lefort sur les Français à Luxembourg.

M. le Président expose que, dans une précédente séance, il avait été décidé que la Société Académique ferait l'acquisition de ce dernier ouvrage. L'auteur nous a devancés et a bien voulu faire l'envoi à titre gracieux et avec dédicace, d'un exemplaire de son savant travail à notre Société. M. Glinel a déjà remercié M. Lefort ; l'Académie lui renouvelle ses remerciements en y ajoutant ses félicitations. Elle charge M. Souchon, l'un de ses membres, d'analyser cet ouvrage.

M. le Président communique ensuite une lettre de M. H. Binet, Directeur au grand Séminaire de Soissons, demandant dans quelles conditions on pourrait acquérir pour les Archives Diocésaines, les volumes parus et à paraître de notre bulletin. Il sera répondu par M. le Secrétaire général que les réserves de la Société ne permettent de faire remonter les envois au delà des cinq ou six derniers volumes parus. Le prix de chaque volume serait de 5 francs.

L'ordre du jour appelle la décision à prendre sur

la candidature de M. Henri Servant, ancien notaire à Laon, avocat en cette ville, présenté comme membre titulaire par MM. Glinel et Georges Baillet. L'assemblée décide qu'elle passera immédiatement au vote et, à l'unanimité des suffrages, M. Servant est élu.

M. le Président a la satisfaction d'annoncer à ses collègues que M. Harduin de Grosville, Président honoraire du Tribunal de Laon, ancien membre titulaire de la Société Académique, désire s'y rattacher comme membre correspondant. La Société décide, à l'unanimité, l'admission de M. Harduin de Grosville comme membre correspondant, et charge son Président de notifier cette décision, avec les remerciements et les sympathies de ses anciens collègues, au nouveau correspondant.

Il est ensuite donné lecture par M. Glinel d'une fort intéressante étude sur Alexandre Dumas, homme politique.

La séance est levée à dix heures un quart.

SÉANCE DU 8 DÉCEMBRE 1899.

Présidente de M. Ch. GLINEL, Président.

M. le Président a reçu et présente les excuses de MM. BERTHAULT, CASSE, CORTILLIOT, LABOURET et PERINNE.

En l'absence de M. Cortilliot, M. Ravaut veut bien se charger du procès-verbal de la séance.

Le procès-verbal de la précédente séance du 10 novembre est lu et adopté.

M. le Président procède à l'installation de M. Servant élu membre titulaire dans cette séance du

10 novembre et lui souhaite la bienvenue, en se félicitant de voir entrer dans la Société, un travailleur qui unit la science juridique à un culte fervent pour les études et les recherches historiques et archéologiques.

M. Servant remercie ses nouveaux collègues et les assure de son concours dévoué à l'œuvre commune.

M. le Président fait passer sous les yeux de ses collègues les volumes et brochures reçus depuis la dernière séance, il signale en particulier :

1° Dans les mémoires pour 1897 de la Société des Antiquaires de France, une étude de M. Jadart, conservateur de la bibliothèque de Reims, sur les fouilles du cimetière antique de Frontigny, commune de la Malmaison (Aisne) ;

2° Une circulaire ministérielle relative au 38^e congrès des Sociétés savantes qui s'ouvrira à Paris le 5 juin 1900 ;

3° Une lettre en date du 13 juillet 1899 de la Commission d'organisation du Congrès international de Numismatique qui se tiendra à Paris les 14, 15 et 16 juin 1900 ;

4° Une lettre en date du 18 septembre 1899 du Ministre de l'Instruction publique, relative aux échanges internationaux. Le Ministre recommande que les adresses soient écrites dans la langue du pays à qui les envois sont destinés ;

5° Une lettre en date du 20 juillet 1899 de la Commission d'organisation du Congrès international des Traditions populaires, qui se tiendra à Paris du 10 au 12 septembre 1900 ;

6° Une lettre de M. Mascart, Président du groupe V. — Électricité — relative à la participation de la Société à l'Exposition centennale de 1900.

M. le Président communique, de la part de M. J.

Leclerc, instituteur à Neuville, par Corbeny, des renseignements inédits et manuscrits sur les seigneurs et monuments de Neuville. Des remerciements seront adressés à M. Leclerc.

En ce qui touche la participation de la Société au prochain Congrès des Sociétés savantes, M. Souchon veut bien se charger de représenter à ce Congrès la Société Académique de Laon. Le délai pour le dépôt des mémoires va jusqu'au 30 mars 1900.

M. le Capitaine Quénaidit, continuant la très intéressante série de ses lectures, apporte aujourd'hui une étude très documentée sur les règles et les procédés de l'Initiation Nègre.

A la suite de cette lecture, M. le Président fait part du désir que lui a exprimé M. Souchon d'être déchargé, dans la plus large mesure possible, des fonctions d'archiviste bibliothécaire, qui lui sont rendus difficiles par ses travaux officiels. M. le Président croit pouvoir compter pour aider M. Souchon sur M. Mestre, qui a travaillé pendant un certain nombre d'années à la Bibliothèque municipale. La question est votée en principe, conformément aux désirs de M. Souchon, et toute latitude est fixée au Bureau pour fixer la somme qui pourrait être allouée à M. Mestre, en rémunération de son concours.

La séance est levée à dix heures.

SÉANCE DU 5 JANVIER 1900.

Présidence de M. Ch. GLINEL, Président.

M. le Président présente les excuses de MM. BERTHAULT, RAVAUD et SOUCHON qui se trouvent empêchés d'assister à la séance.

Le procès-verbal de la séance précédente du 8 décembre, rédigé par M. Ravaut est lu et adopté.

A l'occasion de la première réunion de l'année 1900, M. le Président exprime à ses collègues des vœux bien sympathiques. Il souhaite que cette année nouvelle qui voit finir ou commencer un siècle — puisqu'un débat s'est ouvert sur cette question — soit féconde en intéressants travaux et marque, pour la Société Académique de Laon, une période d'activité, de recherches utiles et de savantes études.

M. le Président fait passer sous les yeux de ses collègues, les volumes et brochures reçus depuis la dernière séance, il signale en particulier :

1° Dans la Revue des Études historiques, pour 1899 une étude de M. Bittard des Portes intitulée : Mesdemoiselles de la Tour du Pin la Charce. — Souvenirs de la fin du XVII^e siècle. Cette notice, qui met en relief l'héroïsme d'une femme à laquelle était apparentée l'une des plus honorables et des plus illustres familles de notre contrée, mériterait d'être reproduite ;

Dans le même ouvrage, un article de M. Langlois : Méthode de bibliographie locale. D'après l'auteur, dont M. le Président partage l'avis, si l'on veut tenir constamment à jour un catalogue, l'emploi des fiches est suffisant, mais nécessaire ;

2° Dans le Bulletin de la Bibliothèque de l'École des Chartes, l'Histoire de la Cathédrale de Noyon, par Eugène Lefèvre-Pontalis ;

3° Dans le Bulletin de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe, années 1899 et 1900, un article de M. Gouin sur la pasteurisation et la stérilisation des produits de la laiterie.

M. le Président insiste pour que l'impression du Bulletin soit terminée dans le plus bref délai possible. Il est temps d'affirmer l'existence de la Société à

l'administration départementale qui l'encourage par des allocations annuelles, et aux membres correspondants qui peuvent s'étonner de ne pas recevoir un volume depuis longtemps attendu par chacun d'eux.

La parole est donnée à M. l'abbé Bouxin qui donne lecture de la note suivante :

Pierre sculptée enclavée dans le mur d'une maison de la rampe Saint-Marcel.

Cette pierre, longue de 80 centimètres et large de 0m09, se trouve à 75 centimètres seulement du sol dans un mur de moellons formant le pignon d'une maison de la rampe Saint-Marcel.

Cette pierre qui paraît être une pierre du pays est ornée de quatre motifs sculptés en relief peu accentué : une étoile à cinq branches ou pointes, un objet assez semblable à un maillet, une fleur de lis et une seconde étoile à cinq rayons. La surface sur laquelle se trouvent ces objets est légèrement concave.

Par leur disposition, les sculptures indiquent que la pierre était autrefois placée verticalement et non horizontalement comme aujourd'hui et qu'elle devait, selon toute apparence, faire partie des côtés ou tableaux d'une ouverture quelconque, porte ou fenêtre.

D'où vient cette pierre ? De quel édifice religieux ou profane, a-t-elle été tirée ? A quelle époque appartient-elle ? Que représentent ou symbolisent les motifs sculptés qui la décorent ? Autant de points d'interrogations, autant de questions que je prends la liberté de livrer aux investigations des archéologues et de ceux qui s'occupent de symbolisme.

Il y avait avant la Révolution, et même dès avant le 13^e siècle une église à Saint-Marcel. Cette pierre en proviendrait-elle ? C'est possible.

Les étoiles, si l'on rend à la pierre sa position verticale, ont deux pointes en haut et une en bas.

M. l'abbé Bouxin donne également lecture de la seconde note suivante :

Il y a quelques semaines seulement, on pouvait voir encore sur la façade de la première maison de la rue

Sérurier une ancienne inscription (xvi^e ou xvii^e siècle) ainsi conçue : « Tant seulement Dieu soit en ayde ». Par suite de la restauration de l'immeuble, l'inscription a disparu. Qu'est-elle devenue ? A-t-on conservé les pierres sur lesquelles elle était gravée ? Je n'en sais rien, mais personne ne trouvera mauvais que j'exprime ici la peine et le regret que me cause la disparition de ces vestiges du passé, de ces témoins de la vie de nos pères.....

Je me suis demandé à cette occasion, et je prends la liberté de vous dire tout simplement ma pensée, je me suis demandé s'il ne serait pas du devoir de la Société Académique de faire quelque chose pour la conservation des curiosités que possèdent encore plusieurs maisons de la ville.

Il y a quelque temps, Monseigneur le Nordez, évêque de Dijon, instituait dans son diocèse une Commission d'art religieux ayant pour but de préserver de la ruine les objets et œuvres d'art qui se trouvent dans les églises ou les presbytères, d'en empêcher l'aliénation par vente, échange ou don, d'en assurer la conservation et d'en procurer une intelligente restauration (Notes d'Art, 11^e année, page 260).

La Société Académique, qui est dans cette ville la Commission tout naturellement désignée pour la conservation des choses anciennes présentant quelque intérêt, la Société Académique ne pourrait-elle faire quelque chose d'analogue ?

Ne pourrait-elle *faire dresser la liste* des curiosités encore existantes ?

Ne pourrait-elle les *faire dessiner ou photographier* afin d'en conserver dans ses archives au moins le souvenir ? J'ai constaté par moi-même, il y a quelques années, que généralement les habitants montrent volontiers ce qu'il y a d'intéressant dans leurs maisons. Beaucoup seraient certainement flattés de voir dessiner ou photographier la tourelle qui orne leur demeure, la rampe en bois ou en fer forgé de leur escalier, la cheminée monumentale de leur cuisine, leurs plafonds à poudres et à solives moulurés, les boiseries finement sculptées qui décorent telle ou telle pièce de leur habitation.....

La Société ne pourrait-elle même employer une partie de ses ressources pour sauver *en les achetant* quelques-unes de ces curiosités ? Il y a encore dans plusieurs maisons des pierres tombales, des chapiteaux, des statues plus ou moins mutilées, qui ne seraient point déplacés dans un musée lapidaire.

M. Cortilliot dit qu'il a eu connaissance de l'existence de la pierre de la rue Sérurier, signalée par M. Bouxin. Il peut rassurer son collègue. Le propriétaire de la maison a soigneusement conservé ce qu'il croit être un souvenir du glorieux maréchal. L'avis unanime des membres présents sur la question posée par M. Bouxin est qu'elle mérite d'être sérieusement étudiée et que la Société ne devra pas la perdre de vue.

La fin de la séance est occupée par une intéressante étude du capitaine Quénaidit sur la transmutation des métaux.

La séance est levée à dix heures.

SÉANCE DU 2 FÉVRIER 1900.

Présidence de M. GLINEL, Président.

M. le Président a reçu et présente les excuses de MM. G. BAILLET, BOUXIN et CASSE.

Le procès-verbal de la précédente séance du 5 janvier est lu et adopté.

A l'occasion de la lecture de ce procès-verbal, M. Labouret fait connaître qu'il est allé voir la pierre dont une communication de M. l'abbé Bouxin signalait l'existence, rampe Saint-Marcel. Cette pierre est exactement au lieu dit « La Chapelle Saint-Roch ». C'était autrefois un lieu fréquenté de pèlerinage. Il

arrive encore aujourd'hui que des pèlerins, sur la foi de l'ancienne tradition, se rendent sur l'emplacement de la chapelle et se mettent dévotement à genoux au milieu de l'avenue. La pierre, par elle-même, n'est pas intéressante. M. Labouret a visité les caves de la maison et n'y a rien trouvé de remarquable.

M. le Président fait passer sous les yeux de ses collègues les volumes et brochures reçus depuis la dernière séance, il signale en particulier :

1° Dans les Annales de la Société historique et archéologique de Château-Thierry, pour 1898 :

A. — Une biographie de M. Vrette, décédé, Président de la Société historique et archéologique de Château-Thierry, ancien principal du collège de cette ville et de celui de Laon, par M. Moulin.

B. — Une notice sur M. l'abbé Poquet par M. le chanoine Palant.

C. — Une analyse raisonnée de l'étude de M. Gustave Larroumet sur Racine, par M. Maurice Henriet, procureur de la République à Senlis.

D. — Souvenirs d'une excursion archéologique à Villers-Cotterêts et à la Ferté-Milon par M. le Comte de Marsy.

E. — Les dépendances de l'abbaye de Chézy en 1789 par M. le docteur Corlieu.

F. — Contribution à l'histoire de Charly, par le même,

G. — Procès, condamnation et mort de l'abbé Thirial, ancien curé de Saint-Crépin, à Château-Thierry (16 prairial an II), par le même.

H. — La Fontaine aux archives de Chantilly, par M. Maurice Henriet.

I. — La cloche italienne de l'église de Charly-sur-Marne et les cloches hollandaises de l'église de Saulchery par M. Berthelée.

M. le Président communique ensuite une lettre circulaire de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, du 15 janvier 1900, faisant suite à celle du 12 juillet 1899, relative au 38^e congrès des Sociétés savantes, qui se tiendra à la Sorbonne du 5 au 8 mai 1900.

A propos de lettres récemment publiées, de Fabre d'Olivet, M. le Capitaine Quénaidit demande si quelques renseignements pourraient être obtenus sur l'un des destinataires de ces lettres, qui s'appelle Noizet et qui est qualifié « allégoriste ». Il serait intéressant de rechercher quel était ce compatriote et à quels travaux littéraires, il a pu se livrer.

Continuant ensuite la série de ses intéressantes lectures, M. le Capitaine Quénaidit initie ses collègues à la constitution et à l'action de la Société secrète chinoise dite « La Triade ». Comme toutes celles qu'il a antérieurement présentées, cette étude du capitaine Quénaidit sur un sujet absolument nouveau et inconnu, est fortement documenté et intéresse très vivement les membres présents de la Société Académique.

La séance est levée à dix heures.

SÉANCE DU 2 MARS 1900.

Présidence de M. GLINEL, Président.

M. le Président a reçu et communique les excuses de MM. BERTHAULT, G. BAILLET, GILBERT et PERINNE de la campagne.

Le procès-verbal de la précédente séance du 2 février est lu et adopté.

M. le Président fait passer sous les yeux de ses

collègues les volumes et brochures reçus depuis la dernière séance ; il signale en particulier dans les Mémoires de la Société des Lettres, Sciences et Arts de Bar-le-Duc, pour 1899, une notice très intéressante par M. Labourasse, inspecteur de l'Enseignement primaire en retraite, sur l'abbaye et le domaine de Saint-Jean d'Heures, appartenant à M. et M^{me} Rattier. A la tête des pièces justificatives, lettres de confraternité données à Gérard II, « abbé de Jandeures », par Etienne, abbé de Saint-Jean de Laon, 1285.

L'ordre du jour appelle la délibération de la Société « l'Œuvre de Bossuet » et sur le concours qui lui est demandé à cette effet par Monseigneur Deramecourt, évêque de Soissons.

M. le Président donne lecture de la lettre suivante que Sa Grandeur lui a fait l'honneur de lui adresser :

« Évêché de Soissons, le 22 février 1900.

« TRÈS HONORÉ MONSIEUR,

« J'ai l'honneur et le plaisir de vous annoncer que
« M. Ferdinand Brunetière a bien voulu accepter
« de venir faire une conférence à Soissons, le
« mercredi 18 avril, sur l'*Œuvre de Bossuet*.

« A cette fin, M. le Président du Comice agricole
« a mis à notre disposition la grande salle de la
« Société.

« Ce sera pour le Diocèse de Soissons, dont plusieurs paroisses ont eu Bossuet pour Évêque,
« l'occasion de rendre enfin l'hommage de sa tardive reconnaissance à une gloire éminemment
« française. Nous n'y manquerons pas.

« Voulez-vous me permettre d'associer l'académie
 « locale dont vous êtes le Président, à cet hommage,
 « en vous nommant Membre du Comité de l'*Œuvre*
 « *de Bossuet* dans le département de l'Aisne ?
 « MM. les Présidents des Sociétés savantes du
 « département et quelques Ecclésiastiques notables
 « de Soissons vous seraient unis dans cette œuvre.

« C'est ce Comité qui recevrait M. Brunetière ;
 « c'est en son nom que se feraient les invitations à
 « la conférence ; c'est sous ses auspices que s'orga-
 « niserait, dans le département, la souscription pour
 « le monument de Meaux ; c'est lui, en un mot qui
 « provoquerait le retour d'estime et d'admiration
 « que mérite Bossuet, et que M. Brunetière vient
 « favoriser de sa parole autorisée.

« Les trois collègues de M. Brunetière à l'Acadé-
 « mie Française à qui l'Aisne a donné naissance :
 « MM. Lavisse, Hanotaux et H. Houssaye, seraient
 « priés d'accepter le titre de membre d'honneur du
 « Comité. L'Évêque de Soissons en serait le Prési-
 « dent ; M. Séblin, sénateur, M. Ermant, député,
 « M. Émile Deviolaine, conseiller général en seraient
 « les Vice-Présidents ; MM. de Barral, Pierre
 « Bénard, Glinel, Henriet, Poissonnier, Perinne de
 « la Campagne et Emmanuel Lemaire, Présidents de
 « nos Sociétés locales en seraient membres, avec
 « M. le chanoine Alexandre Littière, supérieur du
 « Grand Séminaire de Soissons, représentant du
 « clergé ; M. le chanoine Martigny, supérieur du
 « Séminaire Saint-Léger serait nommé secrétaire ;
 « M. Chocus, ancien avoué à Soissons et M. le cha-
 « noine Viéville seraient trésoriers.

« Si vous voulez bien, Monsieur, accepter ce
 « projet, je vous serais reconnaissant de me donner
 « votre assentiment et celui de votre honorable

« Société, et de me permettre d'invoquer votre nom
 « pour faire les invitations qui conviennent à la
 « conférence de M. Brunetière. Ces convocations
 « seraient faites largement.

« Le 18 avril, à midi, je serais heureux de vous
 « recevoir à ma table avec le distingué conférencier.
 « Votre respectueux et obligé serviteur.

« Signé : A. V. ÈVÈQUE DE SOISSONS. »

La discussion s'engage alors sur la question de savoir si la Société donnera mandat à son Président de la représenter officiellement dans le Comité dont la lettre ci-dessus prévoit l'organisation.

M. Lion exprime la crainte que la Société ne crée, en donnant ce mandat à son Président, un précédent qui pourrait plus tard être invoqué si d'autres participations lui étaient demandées. Cette opinion est combattue par plusieurs membres présents. Il est ensuite procédé à un vote par *oui* et par *non*. Par onze oui contre un non, M. le Président — dont la personne est en cause — s'abstenant, il est décidé que la proposition de Monseigneur Deramecourt sera favorablement accueillie et que M. Glinel lui répondra dans ce sens.

M. Lion tient alors à déclarer que s'il a été, en principe, opposé à la participation officielle de la Société à la conférence organisée à Soissons sur l'Œuvre de Bossuet, il est au contraire d'avis, maintenant que cette participation est votée, que la Société doit donner à cette solennité un large concours pécuniaire, si ce concours lui est demandé par le Comité.

M. Cortilliot demande la parole pour faire remarquer que plusieurs questions antérieurement posées

sont restées jusqu'ici sans solution. C'est ainsi qu'au cours de séances précédentes, il avait été décidé que des commissions seraient nommées pour examiner une proposition relative à la révision des statuts de la Société, et une autre proposition relative au rétablissement des jetons de présence.

M. le Président pense que cette question des jetons de présence peut être immédiatement résolue. Elle a été, en effet, déjà discutée et l'opinion de chacun est faite. A l'unanimité, il est alors décidé que chaque membre présent aux séances de la Société recevra un jeton de bronze et que cinq jetons de bronze pourront être échangés contre un jeton d'argent conforme à l'ancien modèle dont le coin est à la Monnaie. Cette mesure aura son effet à partir du 1^{er} mars 1900.

Quant à la révision des statuts, il sera bon de voir sur quoi elle peut utilement porter. La Commission qui s'en occupera sera composée de M. Glinel, Président, de MM. Lobgeois, Batou, Souchon et Cortilliot, secrétaire.

Ces questions étant ainsi réglées, M. Glinel donne lecture d'une traduction faite par lui d'une monographie que M^{lle} Yedda Blaze de Bury a récemment fait paraître dans la Revue *Cosmopolis*, sous le titre de « *Soixante années de la Revue des Deux Mondes* ». Cette lecture intéresse vivement les membres présents qui en remercient leur très sympathique Président.

La séance est levée à dix heures.

SÉANCE DU 6 AVRIL 1900.

Présidence de M. GLINEL, Président.

M. le Président a reçu et présente les excuses de MM. BERTHAULT et LION.

Le procès-verbal de la précédente séance du 2 mars est lu et adopté.

M. le Président fait passer sous les yeux de ses collègues les volumes et brochures reçus depuis la dernière séance, il signale en particulier dans le Bulletin de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne, pour 1899 une notice de M. Albert Maisonnobe, archiviste départemental, sur la généalogie de la famille de Roquefeuil qui a compté à Laon plusieurs représentants.

M. le Président fait connaître ensuite qu'il a écrit à l'Évêché, pour savoir dans quelles conditions des places pourraient être réservées aux Membres de la Société qui désireraient assister à la conférence de M. Brunetière, le 17 avril 1900, à la Bourse de Commerce de Soissons. M. le chanoine Viéville lui a répondu qu'une place était offerte au Président et que trois places de premier rang, payantes, étaient attribuées aux Membres de la Société. M. Casse et l'abbé Démaret s'inscrivent immédiatement pour occuper chacun l'une de ces places. M. le Président se charge d'en donner avis à M. Viéville.

La séance est ensuite consacrée à une fort intéressante lecture de M. Glinel sur de curieux procès soutenus par Dumas père d'abord contre Buloz, à l'occasion de sa collaboration à la *Revue des Deux Mondes*, et contre Guilhaudet, à l'occasion des représentations et de la reprise de *la Tour de Nesle*. M. Glinel a réuni dans son travail des éléments de

nouvelle et irréfutable information, sous forme de lettres dont il possède les originaux et qui fixent désormais *ne varietur* la nature des relations plutôt aigres douces qui existèrent entre Buloz et Dumas, et aussi la part exacte qui lui revient dans la paternité de *la Tour de Nesle*.

La Commission de lecture sera saisie de ce travail de double intérêt local et bio-bibliographique, en vue d'une reproduction dans le prochain volume de son Bulletin.

La séance est levée à dix heures.

SEANCE DU 14 MAI 1900.

Présidence de M. GLINEL, Président.

Le procès-verbal de la précédente séance du 6 avril est lu et adopté.

M. le Président fait passer sous les yeux de ses collègues les volumes et brochures reçus depuis la dernière séance, il signale en particulier dans :

1° Le catalogue de la librairie F. Michaud, à Reims un essai de bibliographie champenoise n° 2 ;

2° Les Travaux de l'Académie Nationale de Reims (1896-1897), une bibliographie monumentale et archéologique du canton de Beine ;

3° Le Recueil de l'Académie des Sciences Belles-Lettres et Arts de Tarn-et-Garonne, une lecture par M. Henry de France sur la bataille de Waterloo, d'après les souvenirs du colonel Combes-Brassart. Le récit du colonel Combes a été écrit le 22 juin 1815 au château de Leschelles près Guise.

M. le Président annonce qu'il a reçu de M. le chanoine D. Ramon O'Callaghan une lettre datée de

Tortosa, province de Catalogne (Espagne), du 23 avril 1900, offrant à notre Compagnie et lui envoyant un ouvrage dont il est l'auteur et qui a pour titre « Los codices de la catedral de Tortosa ». Imp^{ie} José L. Foguet y Sales-Moncada 49-1897. (Les manuscrits de la cathédrale de Tortosa). L'auteur demande à être nommé Membre honoraire de notre Société. L'envoi du chanoine ne paraît pas devoir comporter cette faveur. Il lui sera donc simplement répondu par des remerciements.

La Société a également reçu une brochure intitulée « École internationale des Expositions — Association internationale pour le développement de la Science, des Arts et de l'Éducation ». Il est proposé aux Membres de notre Compagnie de s'inscrire comme membres du Congrès de « l'École Internationale » moyennant une cotisation de 25 francs à verser au Groupe Français du Comité, 6, rue de la Comète, à Paris. Aucun des membres présents à la séance ne se fait inscrire comme membre de cette association et de ce futur congrès.

Enfin, M. le Président communique une lettre de M. Rolland, 2, rue des Chantiers, à Paris, du 5 avril 1900, offrant l'envoi d'un catalogue manuscrit, avec prix, d'un dossier de livres, brochures, découpures, portraits, vues, cartes, etc, concernant le département de l'Aisne. M. Souchon voudra bien se mettre en rapport avec M. Rolland et voir quel peut être pour la Société l'intérêt de cette proposition.

À la suite de ces communications M. le Président s'adresse à ses collègues dans les termes suivants :

« MESSIEURS,

« Je suis assuré d'être l'interprète de vos sentiments en expirant tout haut la satisfaction que

« nous avons tous éprouvée à la nouvelle du rescrit
 « papal qui a élevé à la dignité de Protonotaire
 « Apostolique M. l'archiprêtre Baton, ancien Vice-
 « Président de notre Société.

« Cette décision du Souverain Pontife a réjoui le
 « cœur des habitants des deux paroisses de Saint-
 « Martin et de Notre-Dame, successivement confiées
 « au vénérable Prélat ; elle ne pouvait non plus
 « laisser indifférente les Collègues d'un des membres
 « les plus anciens, les plus savants et les plus méritants de cette Compagnie.

« Les travaux distingués de Monseigneur Baton,
 « son exercice antérieur de la Vice-Présidence, la
 « haute dignité enfin dont il vient d'être investi, nous
 « imposent un agréable devoir.

« Je vous propose donc, Messieurs, d'offrir à
 « Monseigneur Baton le titre de Président d'honneur
 « de la Société Académique de Laon. »

La proposition ainsi formulée est adoptée à l'unanimité et Monseigneur Baton remercie ses collègues du nouveau témoignage d'une sympathie dont il est profondément touché.

M. Glinel répondant à une question de M. Cortil-liot sur l'époque probable de la délivrance des jetons de présence, conformément au vote de la dernière séance, dit qu'il s'est occupé de faire rechercher à la Monnaie le coin de la Société, et qu'il va commander les jetons de bronze et d'argent qui devront être distribués aux membres présents aux séances, avec rappel à partir du 1^{er} mars 1900, ainsi qu'il a été décidé le 2 mars.

M. Souchon donne lecture du rapport général qui doit servir d'introduction au Bulletin en cours de préparation. Le rapport est approuvé.

M. le Président lit ensuite le récit du colonel

Combes-Brassart sur les événements qui se sont produits la veille, le jour de la bataille, et au lendemain de Waterloo. Ce récit présente pour nous cet intérêt particulier que le colonel Combes l'a écrit au château de Leschelles, appartenant à M. le comte Caffarelli, exactement le 22 juin 1815, c'est-à-dire le quatrième jour après la bataille de Waterloo.

La séance est levée à dix heures.

SÉANCE DU 8 JUIN 1900.

Présidence de M. GLINEL, Président.

M. le Président a reçu et présente les excuses, de MM. LION et RAVAUD.

Le procès-verbal de la précédente séance du 4 mai est lu et adopté.

M. le Président fait passer sous les yeux de ses collègues les volumes et brochures reçus depuis la dernière séance. Il expose ensuite l'état des négociations qu'il a entamées avec la Monnaie pour la frappe et la livraison des jetons de présence. D'accord avec M. le Trésorier, il a commandé 150 jetons en argent et 300 jetons en bronze. Les jetons seront patinés en vieil argent, et la livraison sera faite dans un très prochain délai.

M. Glinel commence ensuite la lecture d'une Bibliographie de Champfleury, qui prend son œuvre à l'année 1843.

La séance est levée à neuf heures et demie.

SÉANCE DU 13 JUILLET 1900.

Présidence de M. GLINEL, Président.

M. le Président a reçu et présente les excuses de MM. BERTHAULT, LOBGEAIS et PERINNE de la Campagne.

En l'absence de M. Cortilliot, secrétaire, aussi excusé, M. Ravaud est désigné pour remplir l'office de secrétaire de la séance.

Le procès-verbal de la précédente séance du 8 juin est lu et adopté.

M. le Président fait passer sous les yeux de ses collègues les volumes et brochures reçus depuis la dernière séance, il signale en particulier dans :

1° Les publications du Ministère de l'Instruction publique et Beaux-Arts : A. -- Le Bulletin archéologique du Comité des Travaux historiques et scientifiques pour l'année 1899. 3^e livraison ; B. — Le Bulletin du même Comité — historique et philologique — Année 1899, nos 1 et 2 ; C. — Le Bulletin du même Comité — Section des Sciences économiques et sociales — Congrès des Sociétés savantes de 1899 tenu à Toulouse.

2° Le Bulletin de la Société des Sciences historiques et naturelles de l'Yonne pour 1899, un article de M. Ch. Demay sur les travaux de décoration exécutés dans la cathédrale d'Auxerre pendant le XVIII^e siècle.

M. le Président donne lecture d'une circulaire ministérielle relative au Congrès international des arts du dessin, qui sera tenu à Paris en juillet 1900.

M. Glinel fait ensuite connaître que l'acquisition de 150 jetons d'argent et de 300 jetons de brouze a été effectuée à la Monnaie, moyennant une dépense totale de 412 fr. 65. Ainsi qu'il a été précédemment

convenu, tout membre présent à une séance recevra un jeton de bronze, et cinq jetons de bronze pourront être ensuite échangés contre un jeton d'argent. Il est procédé par les soins de M. le Trésorier à une première distribution aux membres présents.

Il est donné communication d'une lettre de M. le comte de Montesquiou déclarant n'avoir pas reçu le Bulletin depuis 1892, quoique régulièrement inscrit comme membre correspondant. M. Souchon est chargé de faire le nécessaire. Il profite de la présente réunion pour remettre à chacun des membres présents un exemplaire du dernier Bulletin paru -- Tome 39 de la collection.

M. le Président rend au compte ensuite de la très intéressante solennité littéraire à laquelle il a eu l'honneur de représenter la Société, avec MM. Ply et Démaret. Il s'agit de la conférence faite à Soissons par M. Brunetière, de l'Académie Française, sur l'Œuvre de Bossuet, conférence présidée par Monseigneur Deramecourt. Y assistaient également Monseigneur Baton et M. Cortilliot. Cette conférence a été tout particulièrement intéressante.

M. Glinel achève la lecture de la Bibliographie de Champfleury, qu'il avait commencée dans la séance précédente.

La séance est levée à dix heures.

SÉANCE DU 16 NOVEMBRE 1900.

Présidence de M. GLINEL Président.

M. le Président a reçu et présente les excuses de MM. BERTHAULT, PERINNE, RAVAUD, ROUSSEAU et TILORIER.

En l'absence de M. Ravaud qui avait bien voulu

remplir les fonctions de secrétaire à la séance précédente du 13 juillet, il n'est pas donné lecture du procès-verbal de cette séance.

M. le Président rappelle que l'ordre du jour porte le renouvellement du Bureau, conformément aux statuts. Les membres sortants, qui sont rééligibles sont : M. GLINEL, Président ; M. LOBGEOS, Vice-Président ; M. SOUCHON, Secrétaire Général et Archiviste ; M. CORTILLIOT, Secrétaire des Séances et M. LION, Trésorier.

Il est alors procédé au vote, par scrutin secret. Le nombre de votants est de 17, plusieurs membres ayant usé de la faculté du vote par correspondance. Le dépouillement donne à chacun des membres sortants exactement le même nombre de 16 voix. Le Bureau reste donc constitué ainsi qu'il l'était l'année précédente, et M. le Président, se faisant l'interprète autorisé de ses collègues, adresse aux membres de la Société qui viennent de prendre part au scrutin tous les remerciements de leurs élus pour la nouvelle preuve de sympathie personnelle et de confiance qu'il leur ont ainsi donnée.

M. le Président fait connaître qu'il a reçu depuis la précédente séance : 1° Une lettre de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, en date du 6 août 1900, avec dix exemplaires du programme du 39^e congrès des Sociétés savantes qui s'ouvrira à Nancy le 9 avril 1901 ; 2° Une lettre du même Ministre du 11 septembre 1900 indiquant qu'il a fait parvenir aux Sociétés savantes les exemplaires de notre 30^e Bulletin adressés dans ce but à son département ; 3° Une lettre adressée le 23 septembre par M. le Préfet de l'Aisne à M. le Maire de Laon, relative au vote de la subvention annuelle de 200 francs par le Conseil Général ; et invitant la Société, si elle veut

solliciter le même bénéfice pour l'année 1901, à faire parvenir sa demande à la Préfecture avant le 1^{er} juillet 1901.

L'Assemblée renouvelle les remerciements qu'elle a déjà adressés au Conseil Général, et bonne note est prise de la date indiquée pour le renouvellement en temps utile de la demande de subvention.

M. le Président fait ensuite passer sous les yeux de ses collègues les volumes et brochures reçus depuis la dernière séance, il signale en particulier dans : 1^o Le Bulletin de la Société archéologique, historique et scientifique de Soissons — tome V, année 1895 — une publication par M. Félix Brun, employé au ministère de la Guerre, de lettres inédites concernant le Soissonnais et les pays voisins pendant la guerre de la Fronde (1648-1653), et tome VII « Les Ducs de Soissons » par M. l'abbé Pécheur ; 2^o Le Bulletin archéologique du Comité des travaux historiques et scientifiques — 1^{re} livraison de l'année 1900 : A. — Un rapport de M. Lefèvre-Pontalis sur les fouilles de M. Vauvillé dans l'enceinte fortifiée d'Ambleny ; B. — Une communication de M. Pilloy à la Société académique de Saint-Quentin sur l'épigraphie de l'Aisne à l'occasion de la découverte d'un certain nombre d'objets dans les cimetières romains ou francs du département de l'Aisne, à Leury, Soissons, Monceau-le-Neuf, Erlon et Aulnois. 3^o Le Bulletin de la Société d'Anthropologie de Paris, tome X^e de la 4^e série, une note de M. Vauvillé, relative à une station gallo romaine sur Pernant et tome I^{er} de la 5^e série, une note du même Auteur sur les rouelles en bronze et les monnaies gauloises découvertes ensemble à Ambleny, et sur l'enceinte gauloise de cette commune ; 4^o Les mémoires de la Société d'Agriculture de la Marne

(1899-1900), un article fort intéressant de M. Edgard Grosjean, médecin à Montmirail, et ayant pour titre « au soir de la bataille de Montmirail », 11 février 1814.

M. le Président donne ensuite la parole à M. Lion, trésorier, qui présente pour l'exercice 1899 le bilan des recettes et des dépenses de la Société dont l'encaisse à ce jour est de 3.693 fr. 05. Les comptes présentés par M. le Trésorier sont approuvés à l'unanimité. M. Cortilliot a la parole pour communiquer une lettre qu'il a reçue de M. Delhorbe-Brizon, de Montigny, lui signalant l'existence d'un cimetière probablement gallo-romain et la découverte de plusieurs pièces qui peuvent paraître intéressantes, mais dont M. Delhorbe ignore la valeur. Il est décidé qu'une commission composée de MM. Labouret et Gilbert, auxquels pourra s'adjoindre M. Glinel, Président, se rendra à Montigny et constatera sur place l'importance de la découverte.

M. le Président donne ensuite de la fort intéressante étude de M. le docteur Grosjean, signalée plus haut aux Mémoires de la Société d'Agriculture de la Marne, sur la bataille de Montmirail. Il en résulte que le terrain de cette bataille est en réalité beaucoup plutôt sur le département de l'Aisne que sur celui de la Marne, et qu'elle devrait s'appeler bataille de Brie-sur-Marne ou Marchais-en-Brie.

La séance est levée à dix heures.

SÉANCE DU 14 DÉCEMBRE 1900.

Présidence de M. GLINEL, Président.

M. le Président a reçu et présente les excuses de MM. BERTHAULT, LABOURET, PLY, QUÉNAIDIT et SOUCHON.

Le procès-verbal de la précédente séance du 16 novembre 1900 est lu et adopté. A propos du procès-verbal, M. le Président fait connaître que la visite projetée chez M. Delhorbe-Brizon, à Montigny-la-Cour, a dû, pour convenances personnelles réciproques, être ajournée d'un commun accord aux premiers jours de janvier. D'ici-là, d'ailleurs, aucune fouille ne sera faite sur le terrain où des trouvailles qui peuvent être intéressantes ont été antérieurement signalées.

M. le Président fait passer sous les yeux de ses collègues les volumes et brochures reçus depuis la dernière séance, il signale en particulier une communication faite par M. Thieullen, membre de la Société d'Anthropologie de Paris, 72, rue d'Assas, au congrès international d'Anthropologie et d'Archéologie préhistoriques tenu à Paris du 20 au 25 août 1900, sur les Pierres-Figures à retouches intentionnelles, à l'époque du creusement des vallées (2 exemplaires).

M. le Président donne ensuite lecture d'une lettre du 25 novembre 1900 de M. Rolland, libraire, 2 rue des Chantiers, à Paris, proposant l'envoi d'un catalogue manuscrit de pièces diverses concernant le département de l'Aisne (livres, brochures, découpures, vues, portraits, cartes, etc.).

M. Leclerc, instituteur à Neuville, a communiqué à la Société une notice biographique, dont il est l'auteur, sur le général d'Autencourt. C'est l'étude curieuse d'un des personnages assurément intéressants de l'épopée impériale ; et l'auteur a donné à son travail des soins consciencieux dont il serait injuste de ne pas lui tenir compte. La biographie du général d'Autencourt ne doit pas être perdue, non seulement pour l'histoire du département de l'Aisne,

mais pour celle des guerres du premier empire. A ce titre, sa publication dans le Bulletin de la Société serait justifiée. On observe toutefois que M. Leclerc n'a pas encore donné à son travail toute la cohésion désirable ; les faits gagneraient à être présentés notamment dans un ordre chronologique mieux suivi. M. le Président voudra donc bien, en remerciant M. Leclerc de son intéressante communication, appeler son attention sur les observations de détail qui précèdent, et lui demander de revoir son travail qui pourra ensuite être utilement soumis, en vue de la publication dans le prochain Bulletin, au Comité de lecture.

M. le Président fait connaître ensuite qu'il a reçu, pour en disposer personnellement comme il croira devoir le faire, le manuscrit d'une troisième étude de M. Godart sur Camille Desmoulins. Il s'agit surtout, dans cette étude, de la législation et du régime de la presse pendant la Révolution. Le travail de M. Godart est précédé d'une préface dont M. le Président donne lecture. L'auteur y résume son travail et en détermine les divisions et la philosophie. Cette lecture intéresse très vivement tous les membres présents. M. Cortilliot dit qu'il paraîtrait bien désirable que ce travail, qui complète les études antérieures de M. Godart, fut publié. Le rapide examen du manuscrit présume, pour 300 exemplaires, une dépense de mille francs. Ne trouverait on pas à la couvrir par des souscriptions particulières, par des concours qui pourraient être demandés à la Société Académique de Vervins et à la ville de Guise, et, pour le surplus, par la Société Académique de Laon.

M. Glinel dit que le manuscrit lui a été donné sans conditions. — L'impression peut donc en être faite, s'il apparaît que les frais en soient couverts, ce dont

il doute jusqu'à plus ample informé. Il y aurait lieu, en tous cas, avant de prendre une détermination définitive, de s'assurer les concours éventuels dont a parlé M. Cortilliot. La question est donc réservée.

La séance est levée à dix heures.

SÉANCE DU 25 JANVIER 1901.

Présidente de M. GLINEL, Président.

M. Cortilliot présente les excuses de M. Ravaud, empêché d'assister à la présente séance.

Le procès-verbal de la précédente séance du 14 décembre 1900 est lu et adopté.

M. le Président, en ouvrant la séance qui est, à la fois, la première d'une année nouvelle et d'un siècle nouveau, adresse à ses collègues tous ses souhaits de santé et de bonheur pour eux et leurs familles. M. Lobgeois répond par des vœux semblables au nom de M. Glinel et de ceux qui lui sont chers. Il est sûr d'être ici le très fidèle interprète des sentiments de toute la Compagnie.

M. le Président fait passer sous les yeux de ses collègues les volumes et brochures reçus depuis la dernière séance, il signale en particulier dans :

- 1° Les Annales de la Société historique et archéologique de Château-Thierry — 1899 : A. — Les cloches de l'arrondissement de Château-Thierry, par Berthelé ; B. — Un résumé du congrès des Sociétés savantes tenu à Toulouse le 11 avril 1899, par M. Henriet, Président de la Société de Château-Thierry ; C. — Un compte-rendu très complet et très intéressant de la célébration du deuxième centenaire de Racine, à Paris, à la Ferté-Milon, à Port-Royal, à la

Bibliothèque Nationale, par M. Maurice Henriet, procureur de la République à Senlis ; D. — Le discours de réception de Valincourt nommé le 27 juin 1699, au fauteuil qu'occupait Jean Racine à l'Académie française. — Jean-Baptiste-Henri du Troussel de Valincourt, né à Paris le 1^{er} mars 1650, y décédé le 5 janvier 1730. Foisset aîné, dans la biographie universelle publiée par Michaux, disait de lui « qu'il « était de ceux qui jouent le rôle d'auteur auprès des « gens de qualité et celui d'homme de qualité auprès « des auteurs ». E. — Le catalogue du Musée de Château-Thierry par M. Frédéric Henriet, son conservateur. 2^o Le Bulletin du Comité des travaux historiques et scientifiques — Section des Sciences économiques et sociales — année 1899, un rapport de M. des Cilleuls sur une conférence de M. Souchon sur la situation des ouvriers en France au ix^e siècle ;

3^o Les Travaux de l'Académie Nationale de Reims — 1898-1899 — Tome 1^{er} ; une note sur la maison natale de Colbert à Reims, à l'angle des rues Cérès et Nanteuil, n^o 13 de la rue Cérès, occupée par V^{ve} Duholde et fils, par M. H. Jadart. Le tome 1^{er} de l'année 1899-1900 des mêmes Travaux contient un aperçu bibliographique par Henri Jadart d'un recueil liturgique rémois. L'ordinaire de la Métropole de Reims est conservé dans quatre manuscrits d'époques différentes tous possédés par la Bibliothèque municipale de Reims. La copie du texte le plus ancien, la concordance avec les autres textes et la correction des épreuves pour cette partie du travail ont été faites avec le soin le plus consciencieux par M. l'abbé Bouxin, membre correspondant de l'Académie de Reims, vicaire de la cathédrale de Laon. Grâce à lui et à la révision générale de M. le Chanoine général Ulysse Chevalier, les ordinaires de

Notre-Dame ont vu le jour de manière à mériter l'approbation et les éloges de M. Léopold Delisle, ajoute le savant M. Jadart. Une fois de plus nous avons le droit de nous glorifier de compter, parmi nos membres correspondants, notre savant et sympathique collègue, M. l'abbé Bouxin.

M. Glinel dit qu'il a cherché à recueillir des renseignements sur la famille du général d'Autencourt. Il a consulté l'intermédiaire des Chercheurs et des Curieux. Il s'est adressé à un notaire de Nevers qui ne lui a pas encore répondu.

M. le Président communique ensuite une lettre qu'il a reçue du secrétaire du Congrès des Américanistes. Ce Congrès, dans sa séance du 22 septembre 1899, a émis le vœu suivant : 1° Qu'une statue soit élevée à Jacques Marquette, dans sa ville natale, Laon, et que ce vœu soit transmis à M. Ermant, député, maire de la ville de Laon, et au Président de la Société historique de cette Ville ; 2° Qu'il soit fait une nouvelle et exacte publication des documents relatifs au Père Marquette. Au sujet de cette publication de documents, M. Glinel parle de la visite qu'il a reçue du P. Hamy, et de l'entretien au cours duquel le P. Hamy a indiqué le désir d'offrir à la Société, pour qu'elle en fasse elle-même la publication, son travail sur le Père Marquette. Après échange d'observations, la Société décide qu'elle ne croit pas devoir prendre à sa charge un travail aussi considérable et nécessairement onéreux pour ses finances.

M. Cortilliot demande où en est l'affaire des fouilles de Montigny-la-Cour. M. le Président fait connaître que, d'après une lettre qu'il a reçue de M. Delhorbe-Brizon, ces fouilles sont ajournées ; que, d'ailleurs, rien ne sera fait par M. Delhorbe, soit avec M. Del-

vincourt, soit avec M. Lelaurain, sans que la Société Académique en ait été prévenue.

M. Souchon est heureux d'informer ses collègues que, parmi les thèses qui vont être prochainement soutenues à l'École des Chartes pour l'attribution du diplôme d'archiviste-paléographe, il en est une qui intéresse directement notre vieille cité laonnoise. Elle est l'œuvre de M. Lucien Broche et a pour titre : « Histoire des Institutions Communales de la « Ville de Laon ». Cette étude, à en juger par le sommaire imprimé, paraît fort consciencieuse. Elle est divisée en treize chapitres, où l'auteur traite successivement : de l'établissement de la Commune — de la charte de Laon — des magistrats municipaux — des rapports de l'Évêque et du Chapitre avec la Commune — de l'échevinage, juridiction peu connue jusqu'à présent — des finances et des propriétés communales — etc. Comme on le voit, M. Broche a insisté beaucoup plus sur les institutions municipales que sur les incidents de la révolution communale, bien connus par le récit d'Augustin Thierry ; et c'est le côté nouveau de son travail. Inutile d'ajouter que la partie documentaire répond aux exigences de la critique moderne. M. Broche a fait des recherches non-seulement dans les dépôts publics d'archives et dans les bibliothèques, mais encore dans des collections particulières qui lui ont été libéralement ouvertes. En résumé, il y a lieu d'espérer que cette thèse sera un succès pour l'auteur, dans son examen de sortie de l'École. Si, plus tard, il songeait à l'imprimer, la Société Académique pourrait peut-être participer à la publication, et il serait à désirer que la question fut posée ultérieurement à la Commission de lecture.

M. le Ministre de l'Instruction publique a fait

savoir que le Congrès des Sociétés savantes aurait lieu, cette année, à Nancy, du 10 au 12 août. M. Casse veut bien accepter la mission d'y représenter la Société Académique de Laon.

La Société archéologique du Midi de la France, à Toulouse demande à échanger ses publications avec celles de la Société Académique de Laon — Adopté. Même décision en ce qui concerne la Société Académique de Vaucluse.

La Société historique de Château Thierry réclame nos bulletins XXII à XXVI. Ces bulletins lui ont certainement été envoyés sous le couvert du ministère de l'Instruction publique. M. le bibliothécaire voudra bien cependant faire le possible pour répondre favorablement au désir d'une Société voisine et amie.

La bibliothèque de Saint Quentin demande les documents publiés sur Quentin de la Tour dans le bulletin de 1893. Après échange d'observations il est décidé que les publications de la Société devront être, à l'avenir, envoyées aux bibliothèques municipales de Laon, Soissons, Saint-Quentin, Vervins et Château-Thierry.

La séance est levée à dix heures.

SÉANCE DU 1^{er} MARS 1901.

Présidence de M. LOBGEAIS, Vice-Président.

M. Lobgeois présente les excuses et les regrets de M. Glinel, Président, qui se trouve empêché d'assister à la séance. Il a reçu également les excuses de MM. Perinne et Ravaud.

Le procès-verbal de la séance du 25 janvier 1901 est lu et adopté.

M. le Président fait passer sous les yeux de ses

collègues les volumes et brochures reçus depuis la dernière séance, il signale en particulier dans :

1° Le Bulletin historique et philologique du Comité des Travaux historiques et scientifiques — 1900 : N° 1 et 2 — une communication de M. Théophile Eck sur les prétentions des ducs de Bourgogne sur les villes picardes, et notamment sur la ville de Saint-Quentin au xv^e siècle ;

2° Une Brochure, don du savant M. Jadart, secrétaire de l'Académie de Reims, intitulée : « Les « dessins de Jacques Cellier, artiste rémois du « xvi^e siècle », conservés à la Bibliothèque Nationale et à la bibliothèque de Reims, avec cette dédicace : « Offert à ses confrères de Laon, en souvenir d'un « organiste de Laon ». — Jacques Cellier avait, en effet, été organiste de l'église Notre-Dame de Laon, avant d'être organiste de l'église Notre-Dame de Reims. — Le mémoire de M. Jadart a été lu à la réunion de la Société des Beaux-Arts des départements, tenue à Paris le 7 juin 1900 ;

3° Le livre d'or du centenaire de la fondation de l'Académie de Var, la dédicace ainsi conçue : « A « Messieurs les Membres de la Société Académique « de Laon (Aisne), confraternel témoignage », avec cachet de la Société et cette devise *sparsa colligo* ;

4° Le bulletin de la Société archéologique de Vervins — 1895-1896 — le contrat de mariage de Jean Debry avec Marie-Josèphe Dupeuty, reçu le 9 octobre 1780 par Jean-Charles Solon, notaire à Vervins. Étude actuelle de M^e Quennouelle.

M. le Président a reçu une lettre du Directeur de l'*Argus de la Presse* qui, en vue d'une prochaine publication de l'*Argus des Revues*, demande la communication du nom des membres de la Société. Il est

décidé que la liste lui en sera transmise par les soins du secrétaire.

M. Labouret dépose sur le bureau une lettre que lui a adressée M. Lelaurain au sujet des fouilles à entreprendre chez M. Delhorbe-Brizon, à Montigny-la-Cour. M. Lelaurain offre de pratiquer les fouilles à ses frais, risques et périls, d'en communiquer le résultat général à la Société Académique, de lui donner la préférence sur tous autres amateurs dans le cas où elle voudrait acquérir tout en partie des objets découverts, enfin de laisser les délégués de la Sociétés libres de suivre le travail en tout temps, quand bon leur semblerait. En présence de ces propositions et prenant en considération les avantages qu'elles offrent pour la Société, il est décidé que M. le Secrétaire en donnera communication à M. Delhorbe et lui dira que, ne pouvant exécuter de fouilles par elle-même, comme il le lui avait proposé, la Société lui demande d'accepter que M. Lelaurain se substitue à elle dans l'exécution désirable de ce travail. Cette résolution est prise à l'unanimité.

M. Lobgeois communique ensuite à ses collègues un sceau de l'ancienne Basoche de Laon. M. Combiér, dans son histoire du Bailliage de Vermandois avait déjà signalé l'existence de ce sceau particulier. Celui que présente M. Lobgeois est de 1778 ; il porte dans un ovale une plume droite sur une masse en sautoir.

M^{gr} Baton commence la lecture d'une très intéressante étude sur les Églises de Laon anciennes et modernes. Il signale notamment la dispersion si regrettable du Trésor de la Cathédrale. Une restitution si compétente du Laon — religieux ne pouvait être mieux tentée ni venir plus à propos ; elle rentre

admirablement dans le cadre des travaux de la Société et fournira sans doute à son prochain Bulletin une œuvre d'histoire locale dont les membres de la Société seront heureux de suivre les développements.

Après M^{re} Baton, M. le Capitaine Quénaidit communique des vues de Laon et de Sissonne qui ont figuré à l'Album offert par les officiers de notre 45^e de ligne à leurs frères d'armes du 45^e russe. Il signale ensuite une lettre de M. Eck sur deux pastels de De la Tour ; il intéresse vivement ses collègues avec ses communications sur l'Iconoclaste Laporte et sur l'Occulte à l'Exposition universelle de 1900. Il paraît qu'il en avait un peu partout ; mais encore fallait-il savoir le découvrir. Il montre enfin deux curieuses gravures reproduisant les cérémonies de l'initiation de Napoléon I^{er}, comme membre de la secte des Illuminés.

La séance est levée à dix heures un quart.

SEANCE DU 26 AVRIL 1901.

Présidence de M. GLINEL, Président.

M. le Président a reçu et présente les excuses de MM. Georges BAILLET, BERTHAULT et PERINNE de la Campagne.

Le procès-verbal de la précédente séance du premier mars dernier est lu et adopté.

M. le Président fait passer sous les yeux de ses collègues les volumes et brochures reçus depuis la dernière séance, il signale en particulier dans :

1^o La Revue des Études historiques, 66^e année 1900 : A. — Une note de C. A. (Charles Azard) sur M. le Président Combier, notre regretté Président d'honneur, qui publia sous les auspices de la Société

historique dont il était membre son important travail sur les justices seigneuriales du Vermandois ; B. — Un compte-rendu critique par M. Joret-Desclozières de la vie militaire du général Foy, par Girod de l'Ain ; C. — Une revue du Bulletin de notre Société, Tome 39, par M. H. M. (Henri Moysset).

2° Le Bulletin de la Société archéologique, historique et scientifique de Soissons — année 1898 — les notices nécrologiques sur Frédéric Moreau, l'abbé Pêcheur, l'abbé Poquet et Vérette ;

3° Les Mémoires de la Société Académique de Saint-Quentin — années 1897 et 1898 : A. — Des extraits du Journal de Charles de Croix, chanoine de l'église collégiale de Saint-Quentin (6 février 1645 — 3 octobre 1685), 2^e et dernière partie, publiés par M. Henry Cardon ; B. — Une notice historique sur Nauroy et ses environs au point de vue des origines et du développement du protestantisme (1559-1837) par le pasteur Pannier ; C. — Une histoire de l'Abbaye bénédictine de Saint-Nicolas-aux-Bois, du diocèse de Laon, 2^e et dernière partie, par R. Duval.

4° Les Mémoires de la Société archéologique de Rambouillet — année 1899 : A. — Une relation de M. Lorin, avoué, correspondant du ministère de l'Instruction publique et secrétaire général de cette Société, sur le bi-centenaire de Racine, célébré le 25 avril 1899, à Magny-lès-Hameaux ; B. — Une notice du même M. Lorin sur le critique théâtral François de Suttières, dit Francisque Sarcey, né à Dourdan le 8 octobre 1827, mort à Paris le 14 mai 1899.

5° Le bulletin du Comité historique et archéologique de Noyon, la relation d'une excursion du 8 juin 1898 à l'abbaye de Longpont et à Soissons ;

6° L'étude sur Saint-Quentin dans le passé,

d'après les archives anciennes de cette ville — une lettre de l'Infante Isabelle, fille de Philippe II, roi d'Espagne, par M. Théophile Eck — Offert à titre d'hommage par M. G. Ermant, notre collègue à la Société Académique de Laon. (M. le Président a remercié M. Ermant au nom de la Société qui ratifie et renouvelle ces remerciements).

7° Une deuxième étude sur les pierres-figures à retouches intentionnelles à l'époque du creusement des vallées quaternaires — Hommage de l'auteur, M. A. Thieullen, membre de la Société d'Anthropologie de Paris. — Paris — Imprimerie Larousse — 1904.

M. Cortilliot demande la parole pour rappeler que la Société avait reçu en communication une biographie du Général Dautencourt, et qu'elle avait prié l'auteur de ce travail, M. Leclerc, instituteur à Neuville, d'y apporter quelques modifications. Il lui semblerait fâcheux que cette question fût perdue de vue. M. le Président répond qu'il a fait part à M. Leclerc des désirs de la Société. Il a l'assurance qu'il y sera donné satisfaction, probablement même avant les vacances. En tous cas, il ne négligera pas cette affaire qui est intéressante et, si besoin est, il en écrirait de nouveau à M. Leclerc.

M. Lobgeois rappelle que MM. Midoux et Matton ont publié un ouvrage sur les filigranes aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles. Cet ouvrage, qui est signé de MM. Midoux et Matton, porte : « La suite en préparation ». Or, depuis 1868, cette suite n'a pas été publiée. M. Midoux en a fait tous les dessins ; M. Matton en a préparé le texte, et il est prêt à donner ce travail à l'impression. Il en a parlé à Monsieur le Préfet qui se serait montré disposé à intervenir, au cas où la Société Académique ne le ferait pas elle-même.

Il serait très fâcheux de priver la Société d'un travail qu'elle a commencé, qui est important et qui compléterait une œuvre dont elle a favorisé les débuts. Mais il y a autre chose : Si M. Matton fait imprimer son ouvrage avec le concours de l'administration préfectorale et en dehors de la Société, que fera-t-on des dessins de M. Midoux ?

M. Labouret dit que ces dessins appartiennent en propre au Musée de Laon.

M. Lobgeois est d'avis qu'il faut trancher la question de savoir si la Société veut poursuivre la publication des Filigranes, et celle aussi de la propriété des dessins de M. Midoux.

M. Labouret répète que ces dessins sont la propriété du Musée, et que, s'il est couvert par une autorisation du Maire, Président de la Commission du Musée, il donnera les dessins pour la publication de M. Matton. Il a eu, comme M. Lobgeois, connaissance d'un projet de publication avec le concours du département auquel on demanderait une subvention de 2.000 francs.

M. Glinel pense que si, aujourd'hui, on demandait à M. Matton de donner son texte à la Société, celle-ci prendrait — par cela même — une obligation implicite de faire la publication ; et cela pourrait l'entraîner loin.

M. Lobgeois dit qu'il n'a pas été chargé par M. Matton de faire une offre quelconque à la Société. Il lui a paru utile de mettre ses collègues au courant d'une situation nouvelle créée par la démarche de M. Matton auprès du Préfet, et de donner l'occasion de rechercher si une publication utile et désirable ne pourrait pas être faite, sinon par la Société seule, du moins d'accord entre elle et l'administration.

Sur l'avis de M. le Président, la question sera mise

à l'ordre du jour de la prochaine séance, pour la détermination à prendre.

M. Lobgeois rappelle ensuite qu'il a communiqué à ses collègues le Sceau de la Basoche de Laon, en 1778. Il leur communique aujourd'hui le Sceau des Notaires de Laon, en 1706, dont M^e Legrand, avocat, est possesseur. Dans une note très étudiée et très documentée, M. Lobgeois considère ce sceau par rapport à son nom de lieu, à ses armes, à sa légende, à sa date.

Il est décidé que la communication de M. Lobgeois sera insérée *in extenso*, au procès-verbal de cette séance.

Voici le texte de cette note :

« Sceau des Notaires de Laon au XVIII^e siècle.

« A la dernière séance, j'ai eu l'honneur de vous
 « communiquer le Sceau de la Bazoche de Laon,
 « année 1778, en vous rappelant que les statuts de
 « cette confrérie étaient rapportés dans le grand
 « ouvrage de M. Combier « *Etude sur le Bailliage*
 « *de Vermandois* », page 117. Cette Bazoche des
 « clercs du Palais n'a vécu que quelques années,
 « jusqu'à la Révolution de 1789 qui a détruit toutes
 « les corporations. En naissant, elle descend tout de
 « suite au rang de chambre de discipline connais-
 « sant sous la présidence d'un prévôt des contesta-
 « tions qui pourraient s'élever entre clercs et aussi
 « des affaires où l'un d'eux serait intéressé. Elle a
 « perdu les privilèges, les fêtes, les rois des
 « anciennes bazoches.

« Aujourd'hui, je vous présente le Sceau des
 « Notaires de Laon en 1706, que M. Legrand, avocat

« démique les renseignements que vous m'avez fait
 « l'honneur de m'adresser sur les projets du R. P. Hamy,
 « concernant la biographie de Jacques Marquette. L'avis
 « unanime des membres de la Société est qu'avant de
 « proposer une décision quelconque, la Commission de
 « lecture soit mise à même de connaître le texte de
 « l'ouvrage que son savant auteur désire livrer à la
 « publicité.

« Agrérez, etc.

« Signé : GLINEL, *Président.* »

« Laon, le 1^{er} juillet 1901.

« Au Révérend Père Hamy,

« MON RÉVÉREND PÈRE,

« J'ai l'honneur de vous communiquer la copie de la
 « lettre que j'ai adressée le 18 juin dernier à M. le Cha-
 « noine Palant, et qui n'a amené aucune réponse de cet
 « honorable ecclésiastique. Adressée à l'auteur de la
 « biographie de Jacques Marquette, cette lettre lui confir-
 « mera le désir manifesté par la Société Académique de
 « Laon et nous mettra sans doute sur la voie d'une solu-
 « tion.

« Veuillez, etc.

« *Le Président de la Société Académique,*

« Signé : C. GLINEL. »

M. le Président dit que, depuis l'envoi par lui fait
 de ces lettres, la question n'a pas fait un pas.

M. le Chanoine Ply demande s'il ne serait pas pos-
 sible d'insister pour une réponse du Père Hamy, par
 l'intermédiaire de M. Briffoteaux qui est en corres-
 pondance suivie avec lui. Il en est ainsi décidé.

M. le Président fait part à la Société des distinc-
 tions nouvelles dont viennent d'être honorés deux de
 ses membres. M. Casse a été nommé officier de l'In-
 struction publique ; M. Baillet a été élu bâtonnier de
 l'ordre des avocats de Laon. M. Glinel se fait l'inter-

prête des sentiments de tous en adressant à MM. Casse et Baillet de sympathiques compliments.

M. l'abbé Bouxin signale un article de la *Revue bénédictine* sur le cardinal Mathieu d'Albano, laonnois d'origine. Il est décidé que l'étude de M. Bouxin sera annexée au procès-verbal de la séance.

Voici le texte de cette étude :

Article de la *Revue bénédictine* sur le cardinal *Mathieu d'Albano, Laonnois d'origine.*

La *Revue Bénédictine*, de Maredsous (Belgique), a publié dans ses numéros d'avril et de juillet derniers, en deux articles, le premier de 28 pages in-8°, le second de 23, une étude fort intéressante et très documentée que j'ai cru devoir signaler à votre attention.

Cette étude a pour objet la biographie d'un *Laonnois*, qui n'est pas sans doute un inconnu, mais dont la figure insuffisamment mise en relief par nos historiens locaux tant anciens que modernes, demandait plus et mieux que les deux pages de Dom Marlot (*Hist. de Reims*, t. III, p. 248-9) l'alinéa de Dom Lelong (*Hist. civile et ecclésiastique de Laon*, p. 240), les huit lignes de Devisme (*Manuel histor. du département de l'Aisne*, p. 317) et la demi-page de Melleville (*Hist. de Laon*, t. II, p. 412).

Ce personnage que l'auteur de l'article, Dom Ursmer Berlière, appelle *une des figures les plus caractéristiques de la Société religieuse du XI^e siècle*, est le cardinal Mathieu, que les uns nomment Mathieu de Laon, du lieu de son origine, les autres Mathieu d'Albano, parce qu'il fut évêque de cette ville, voisine de Rome.

Mathieu naquit donc *au pays de Laon — Laudunense solum educavit et docuit* (*Dialogues de Hugues d'Amiens*, Martène, *Anecd.* V, 891 ; *Patr. lat.* t. 192, 1142), à la fin du XI^e siècle, vers 1085, de parents distingués par leur noblesse et leur fortune. Il fit ses études à Laon sous la direction du célèbre écolâtre Anselme. Au sortir de l'école il entra dans le clergé de Laon, puis il devint chanoine de Reims ; mais bientôt il résigna son bénéfice ecclé-

« deux bazoches se rencontra-t-elle dans notre Ville ?
 « Aucun document ne le démontre jusqu'à présent.
 « Je suis personnellement porté à penser que jus-
 « qu'au XVIII^e siècle les clercs du Palais et les clercs
 « de notaire entraient dans la fameuse confrérie des
 « *Brayes*.

« Château-Thierry avait une bazoche notariale
 « particulière et puissamment organisée : son his-
 « toire est une des plus curieuses des bazoches
 « notariales de province. Cette bazoche réunissait
 « les clercs de l'ordre extra-judiciaire et de l'ordre
 « administratif et ne comprenait pas les clercs du
 « Palais. Ses prérogatives étaient nombreuses et
 « considérables, les redevances qu'elle touchait,
 « bien spéciales. Elle avait ses cavalcades, ses fêtes
 « du Gâteau du Roi et de la reine Blanche, sa fonda-
 « trice.

« Suivant les exemples de sa mère, Louis IX
 « étendit l'organisation des corporations : il créa la
 « classe nouvelle des légistes et favorisa l'étude du
 « droit par la rédaction du code connu sous le nom
 « d'*Etablissements de Saint-Louis*.

« C'est vraisemblablement en souvenir des bien-
 « faits de ce saint roi que les clercs de la bazoche
 « de Laon avaient inséré, dans leurs statuts du
 « 13 mai 1778, l'article 20 ainsi conçu : Il sera dit
 « chaque année le dimanche qui suivra la fête de
 « Saint-Louis, en la chapelle de l'Auditoire, une
 « messe basse en l'honneur de Saint-Louis, à
 « laquelle tous les membres de la bazoche devront
 « assister.

« Au moyen-âge les membres des confréries
 « étaient tenus d'assister à la messe dite chaque
 « année pour célébrer la fête de leur patron. Le
 « sentiment religieux de tout un peuple uni dans la

« même foi orthodoxe rendait naturelle cette mesure
 « obligation. D'autre part, l'autorité royale allait
 « sans cesse grandissant : Louis VI l'avait déjà déc-
 « larée *pouvoir public* ayant le droit et le devoir
 « d'agir dans tout le royaume pour défendre l'ordre
 « et la justice. Les rois eurent l'esprit de suite
 « dans leur politique intérieure, et ils ne manquaient
 « pas d'intervenir dans la police et la réglementation
 « des corporations, dans le but de restreindre ou
 « de prévenir les abus.

« E. LOBGEAIS.

« Laon, ce 26 avril 1901. »

M^{gr} Baton a la parole pour continuer sa très intéressante lecture sur les monuments religieux de Laon. Il décrit cette fois les anciennes dépendances de la cathédrale et l'ancienne église Saint-Remi-Porte.

M. le Capitaine Quenaidit annonce la prochaine apparition d'un ouvrage sur les timbres des anciennes généralités, avec texte. M. Labouret rappelle que ces dessins ont été faits, pour le département de l'Aisne, par M. Midoux, et que le musée de Laon les possède.

La séance est levée à dix heures.

SÉANCE DU 14 JUIN 1901.

Présidence de M. GLINEL, Président.

M. le Président a reçu et présente les excuses de M. LABOURET..

Le procès-verbal de la précédente séance du 26 avril est lu et adopté.

M. le Président fait passer sous les yeux de ses collègues les documents reçus depuis la dernière séance. Il signale en particulier :

1° Les Mémoires de la Société des Antiquaires de France — Tome V, Paris 1901 — une note relative à une pierre gnostique acquise par le cabinet des Médailles découverte pendant l'été de 1898 par un maçon, à Corbeny, dans les fondations d'un ancien prieuré transformé aujourd'hui en caserne de gendarmerie ;

2° Le Bulletin de la Société littéraire de la Brie, une carte, dressée par M. Albert Melaye, géomètre-expert à Dammartin, des voies romaines dans les départements de Seine-et-Marne et départements limitrophes, parmi lesquels figure, bien entendu, notre département de l'Aisne. M. Melaye offre un exemplaire de cette carte à notre Société.

M. le Président rappelle que des concours dont le programme est tenu à la disposition de membres de la Société, ont été organisés pour 1902 et 1904 par l'Académie Stanislas, de Nancy.

M. Lobgeois dit qu'à la précédente séance du 26 avril, il a entretenu la compagnie de la publication d'une suite de l'ouvrage que MM. Matton et Midoux ont fait paraître en 1868 sur les filigranes xiv^e et xv^e siècles. La question avait alors été réservée et M. Lobgeois devait revoir M. Matton à ce sujet. La démarche a été faite ; mais M. Matton étant alors malade a remis lui-même à son prochain rétablissement l'examen des conditions dans lesquelles pourrait être faite la publication de son texte, accompagné des dessins préparés par M. Midoux en vue précisément de cette publication.

M. Berthault confirme ce qui a été dit à ce sujet par M. Labouret à la précédente séance : Les des-

sins de M. Midoux appartiennent à la Ville ; lui-même en tant que représentant la Commission administrative du Musée, croit devoir déservir tous ses droits. Il lui semble que, tout au moins, un certain nombre d'exemplaires de la nouvelle publication devrait être mis à la disposition de cette commission.

Il est décidé que MM. Glinel et Lobgeois chercheront à revoir M. Matton avant la prochaine séance, et tous pouvoirs leur seront donnés pour recevoir ses propositions et prendre avec lui tels arrangements qui sauvegarderont tous les intérêts.

M. le Président donne communication d'une lettre en date du 23 mai 1901 par laquelle M. le Recteur de l'Académie de Lille, demande, pour la Bibliothèque universitaire de cette ville, l'échange de nos publications depuis l'origine de la Société, contre le Bulletin de l'Université et de l'Académie de Lille. Le principe de l'échange est admis ; mais il est décidé que les trois derniers volumes parus seront seuls envoyés par M. le Secrétaire général.

M. le Chanoine Palant, de Cilly, a informé M. le Président que Madame Petit, née Marquette, de Chéret donne généreusement une somme de mille francs pour la publication d'un ouvrage du R. P. Alfred Hapuy, qui aurait pour titre : « Jacques Marquette, de Laon, missionnaire explorateur, et le « Mississipi ». Ce volume aujourd'hui terminé, aurait 300 pages environ. Il en serait tiré 400 exemplaires dont 200 appartiendraient en propre à la Société Académique et 200 seraient remis à l'Auteur qui les destine à l'Amérique.

L'auteur et la Donatrice, sur le désir conforme de M. le Chanoine Palant, ont exprimé le vœu que l'ouvrage en question soit publié sous le patronage et

la direction des Sociétés Académique et Géographique de Laon, et qu'une demande officielle de subvention soit adressée au Ministère. Personnellement, M. le Chanoine Palant pense que cet ouvrage pourrait tenir la place du volume annuel publié par notre Société.

M. Cortilliot dit qu'il partage cet avis et que, dans les conditions nouvelles où l'affaire se présente, il lui semblerait fâcheux de laisser échapper l'occasion d'associer la Société, à peu près sans frais pour elle, à une publication dont l'intérêt local ne saurait être mis en question.

MM. Glinel et Lobgeois demandent si les 1.000 francs donnés par M^{me} Petit suffiraient à la publication à 400 exemplaires du volume annoncé par M. le Chanoine Palant. Il ne leur paraît pas que la Société puisse assumer le patronage d'une œuvre qu'elle ne connaît pas encore.

En ce qui concerne la dépense, M. Cortilliot estime que, si l'ouvrage n'a pas plus de 300 pages, comme le dit M. Palant, les frais d'impression ne dépasseront pas 1.000 francs. Au surplus, il partage absolument l'avis de MM. Glinel et Lobgeois sur la nécessité d'une communication préalable du manuscrit à la Société.

Il est donc décidé que M. Glinel priera M. Palant de lui envoyer le volume en question que la Commission de lecture examinera.

La parole est ensuite donnée à M^{gr} Baton qui continue son attachante lecture sur les monuments religieux de Laon. Les membres présents écoutent avec le plus vif intérêt les détails fournis cette fois sur Saint-Martin au Parvis, sur l'ancien Hôtel-Dieu, rue Sérurier et sur la chapelle de l'ancien Évêché.

La séance est levée à dix heures.

SÉANCE DU 9 AOUT 1901.

Présidence de M. GLINEL, Président.

M. le Président a reçu et présente les excuses de MM. LABOURET, LION et RAVAUD.

Le procès-verbal de la précédente séance du 14 juin est lu et adopté.

M. le Président fait passer sous les yeux de ses collègues les documents reçus depuis la dernière séance, il signale en particulier dans :

1° Le Bulletin de la Société historique de Compiègne, année 1899 : A. — Une description des fouilles archéologiques exécutées dans la forêt de Compiègne sous la direction de M. Albert de Roucy, par M. Cauchemé, Inspecteur du Palais, et membre titulaire de la Société, 1^{re} partie, contenant un rapport de M. de Roucy sur les fouilles du Mont Berny ; B. — Excursions archéologiques faites par la Société de 1875 à 1900. Tome II. — Plusieurs communes du département de l'Aisne sont comprises dans ces excursions, notamment : Berny-Rivière, Blérancourt, Braine, Camelin, Chauny, Coucy-le-Château, Fère-en-Tardenois, La Ferté-Milon, Saint-Quentin, Soissons, Taillefontaine, Vic-sur-Aisne, Villers-Cotterêts et Vivières ;

2° Le Bulletin de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Isle de France — 27^e année, 1900 — une très intéressante notice de M. J. Souchon, notre savant secrétaire général, sur les deux hôtels parisiens habités de 1352 à 1733 par les évêques de Laon ; l'un rue Pavée, démoli par suite du percement de la rue de Savoie ; l'autre rue de Bourbon, aujourd'hui probablement n° 26 de la rue de Lille ;

3° Les mémoires du Comité des Travaux historiques et scientifiques — Bulletin archéologique,

année 1901 — une notice de M. Jules Pilloy, sur l'orfèvrerie lapidaire et l'émaillerie au v^e siècle, la plaque de Monceau-le-Neuf.

M. Souchon demande s'il peut envoyer franco les trois volumes de nos bulletins, dont il a été décidé à la dernière séance que le service serait fait à l'Académie de Lille. Adopté.

L'ordre du jour appelle la question, réservée à la dernière séance, des négociations à suivre avec M. Matton pour la publication de son travail sur les filigranes — M. le Président fait, à ce sujet, la communication suivante :

« MESSIEURS,

« Deux de nos savants collègues, MM. Etienne Midoux, « de regretée mémoire, et Auguste Matton, archiviste « départemental honoraire, ont publié dans le 16^e volume de notre Bulletin et fait paraître en 1868 chez les « libraires Dumoulin et Claudin, leur « Étude sur les « Filigranes des papiers employés en France aux xiv^e « et xv^e siècles, accompagnée de 600 dessins lithographiés ».

« M. Midoux a poursuivi la recherche de ces filigranes « de papiers jusqu'à la fin du xviii^e siècle, et il en a « recueilli un grand nombre de types qui se confondent « aujourd'hui dans la collection de ses dessins, acquise « par la Ville de Laon pour le musée municipal.

« L'honorable M. Matton, que vous aviez chargé votre « Président et votre Vice-Président de pressentir, a écrit « sur ces filigranes un texte qui, dans son opinion, pourrait être imprimé, avec ou sans les planches, et qu'il « abandonnerait volontiers à notre Société, si elle consentait à faire paraître ce texte à ses frais, et lui en réserverait un certain nombre d'exemplaires.

« Vous êtes appelés, Messieurs, à examiner s'il convient d'imposer à notre Société ce sacrifice et, avant de « statuer, à en apprécier l'étendue. »

M. Lobgeois ajoute que M. Matton voudrait que

l'ouvrage fut imprimé en in 4° et non en in 8°. Il y tient essentiellement ; d'abord à cause des planches qui pourront y être jointes, puis parce qu'il serait ainsi de même format que les publications des archives ; et enfin conforme à un tirage à part fait lui antérieurement sur le même sujet.

M. Souchon — L'ouvrage dont la publication est en cause est-il la suite de ce travail de M. Matton ?

M. Lobgeois — Non. L'ouvrage à publier actuellement est une étude sur les papeteries de l'Aisne à partir de 1564. Sur la question de savoir si les dessins de M. Midoux devraient être joints au texte, mon sentiment est que nous devrions nous borner à publier actuellement ce dernier. Les dessins pourront par la suite faire la matière d'un album tiré à part.

Sur la question des frais de publication, M. Cortillot dit qu'il sera bien entendu qu'en raison du nouveau format demandé par M. Matton, le prix sera établi proportionnellement à celui que paie la Société pour ses impressions. Il est décidé que la Société se charge de faire imprimer à ses frais, dans ces conditions, trois cents exemplaires du texte de M. A. Matton, réservant la question des dessins de M. Midoux.

A la précédente séance, il avait été résolu que M. le Président demanderait à M. le Chanoine Palant communication du travail du R. P. Hamy sur l'explorateur Marquette. M. Glinel a fait cette demande et voici le texte des lettres qu'il a écrites à ce sujet :

« Laon, 18 juin 1901.

« A M le Chanoine Palant, curé de Cilly.

« MONSIEUR LE CHANOINE,

« J'ai communiqué à mes collègues de la Société Aca-

« démique les renseignements que vous m'avez fait
 « l'honneur de m'adresser sur les projets du R. P. Hamy,
 « concernant la biographie de Jacques Marquette. L'avis
 « unanime des membres de la Société est qu'avant de
 « proposer une décision quelconque, la Commission de
 « lecture soit mise à même de connaître le texte de
 « l'ouvrage que son savant auteur désire livrer à la
 « publicité.

« Agrérez, etc.

« Signé : GLINEL, *Président.* »

« Laon, le 1^{er} juillet 1901.

« Au Révérend Père Hamy,

« MON RÉVÉREND PÈRE,

« J'ai l'honneur de vous communiquer la copie de la
 « lettre que j'ai adressée le 18 juin dernier à M. le Cha-
 « noine Palant, et qui n'a amené aucune réponse de cet
 « honorable ecclésiastique. Adressée à l'auteur de la
 « biographie de Jacques Marquette, cette lettre lui confir-
 « mera le désir manifesté par la Société Académique de
 « Laon et nous mettra sans doute sur la voie d'une solu-
 « tion.

« Veuillez, etc.

« *Le Président de la Société Académique,*

« Signé : C. GLINEL. »

M. le Président dit que, depuis l'envoi par lui fait
 de ces lettres, la question n'a pas fait un pas.

M. le Chanoine Ply demande s'il ne serait pas pos-
 sible d'insister pour une réponse du Père Hamy, par
 l'intermédiaire de M. Briffoteaux qui est en corres-
 pondance suivie avec lui. Il en est ainsi décidé.

M. le Président fait part à la Société des distinc-
 tions nouvelles dont viennent d'être honorés deux de
 ses membres. M. Casse a été nommé officier de l'Ins-
 truction publique ; M. Baillet a été élu bâtonnier de
 l'ordre des avocats de Laon. M. Glinel se fait l'inter-

prête des sentiments de tous en adressant à MM. Casse et Baillet de sympathiques compliments.

M. l'abbé Bouxin signale un article de la *Revue bénédictine* sur le cardinal Mathieu d'Albano, laonnois d'origine. Il est décidé que l'étude de M. Bouxin sera annexée au procès-verbal de la séance.

Voici le texte de cette étude :

Article de la *Revue bénédictine* sur le cardinal *Mathieu d'Albano, Laonnois d'origine.*

La *Revue Bénédictine*, de Maredsous (Belgique), a publié dans ses numéros d'avril et de juillet derniers, en deux articles, le premier de 28 pages in-8°, le second de 23, une étude fort intéressante et très documentée que j'ai cru devoir signaler à votre attention.

Cette étude a pour objet la biographie d'un *Laonnois*, qui n'est pas sans doute un inconnu, mais dont la figure insuffisamment mise en relief par nos historiens locaux tant anciens que modernes, demandait plus et mieux que les deux pages de Dom Marlot (*Hist. de Reims*, t. III, p. 248-9) l'alinéa de Dom Lelong (*Hist. civile et ecclés. de Laon*, p. 240), les huit lignes de Devisme (*Manuel histor. du département de l'Aisne*, p. 317) et la demi-page de Melleville (*Hist. de Laon*, t. II, p. 442).

Ce personnage que l'auteur de l'article, Dom Ursmer Berlière, appelle *une des figures les plus caractéristiques de la Société religieuse du XII^e siècle*, est le cardinal Mathieu, que les uns nomment Mathieu de Laon, du lieu de son origine, les autres Mathieu d'Albano, parce qu'il fut évêque de cette ville, voisine de Rome.

Mathieu naquit donc *au pays de Laon — Laudunense solum educavit et docuit* (*Dialogues de Hugues d'Amiens*, Martène, *Anecd.* V, 891 ; *Patr. lat.* t. 192, 1142), à la fin du XI^e siècle, vers 1085, de parents distingués par leur noblesse et leur fortune. Il fit ses études à Laon sous la direction du célèbre écolâtre Anselme. Au sortir de l'école il entra dans le clergé de Laon, puis il devint chanoine de Reims ; mais bientôt il résigna son bénéfice ecclé-

siastique pour se faire moine bénédictin. Dans ce but il se rendit à Paris au prieuré de Saint-Martin-des Champs. Peu de temps après son admission, il fut envoyé à Cluny, d'où il revint au bout de sept ans avec le titre de prieur de Saint-Martin-des-Champs. Rappelé dans la suite à Cluny pour seconder Pierre le Vénérable dans la réforme de l'Ordre, il se distingua par sa prudence, sa fermeté et son ardeur pour le bien. En 1126, étant allé à Rome avec l'abbé de Cluny, il fut remarqué par le pape Honorius II, qui le retint auprès de lui et bientôt le nomma cardinal et évêque d'Albano. En 1127, il était envoyé en France comme légat, et de Reims où il se trouvait en 1128, il approuvait l'acte de Barthélemy de Vir remplaçant par des bénédictins les religieuses de Saint-Jean de Laon. De retour à Rome, il ne séjourna que peu de temps dans cette ville et revint en France pour accompagner Innocent II, successeur d'Honorius II. De là Mathieu se rendit en Allemagne pour régler plusieurs affaires importantes. Sa mission terminée, il reprit le chemin de la France et assista au concile tenu à Reims par Innocent II, en octobre 1131. A cette date s'arrête le premier article de la *Revue Bénédictine* ; le second commence par le récit d'une polémique qui éclata entre Mathieu d'Albano et les abbés bénédictins de la province de Reims réunis en grand nombre à l'occasion du concile. Ceux-ci, sous l'influence du célèbre abbé de Clairvaux, S. Bernard, avaient introduit dans leurs monastères quelques modifications se rapprochant des usages de Citeaux. Mathieu, lui, aurait voulu qu'on conservât dans toute leur intégrité les coutumes de Cluny. Il y eut, à cette occasion, échange de lettres un peu aigres-douces de part et d'autre. La polémique cessa au départ du cardinal qui accompagna Innocent II se dirigeant vers l'Italie. Mathieu toutefois ne rentra pas dans ce pays, mais revenant sur ses pas, il se rendit à Aix-la-Chapelle où le roi Lothaire avait convoqué une diète. Là de fréquentes et sérieuses attaques de dysenterie ayant gravement compromis sa santé, il se retira à Cluny où il fut obligé de séjourner une année entière pour reprendre un peu de forces. A cette époque éclate entre le pape et lui un dissentiment dont les causes ne sont

pas bien connues. L'abbé de Cluny, Pierre le Vénérable, intervient et écrit au pape une lettre respectueuse mais ferme. Innocent II n'en donne pas moins au cardinal l'ordre formel de le rejoindre au plus tôt, et celui-ci malgré sa faiblesse se met immédiatement en route pour l'Italie. Peu de temps après son arrivée, il est chargé de concert avec S. Bernard, de rétablir l'ordre dans l'église de Milan troublée par un schisme provoqué par l'archevêque Anselme. Mais bientôt la maladie dont il avait souffert l'année précédente à Cluny le reprend avec une nouvelle violence à Milan. les chaleurs de l'été, les fatigues du voyage occasionnent une fièvre qui l'affaiblit considérablement. Arrivé à Pise, il prend son logement dans le monastère de S. Frigidien et lutte quelques mois contre le mal. Malgré ses douleurs il refuse d'interrompre ses travaux, prenant aux affaires de la curie une part aussi active que par le passé, et accomplissant avec une ponctualité rigoureuse tous ses devoirs de religieux. Cette lutte dura jusqu'au mois de décembre ; mais à cette époque ses forces le trahissent et il doit se mettre au lit. Sentant sa fin prochaine, il fait à ses frères et à ses serviteurs de touchants adieux et se prépare à la mort de la manière la plus édifiante. Ses derniers moments furent comme le reflet de sa vie entière passée au service de Dieu, dans l'amour de ses frères et de son cloître, dans le respect de la discipline. Il mourut le jour de Noël 1135 après avoir été jusqu'au dernier soupir, dit Pierre le Vénérable, le modèle du moine et l'incarnation de la règle de Cluny.

La pensée m'était venue, en terminant cet imparfait résumé, de faire ressortir les trésors de science et d'érudition renfermés dans le travail du bénédictin Dom Urmsier Berlière ; mais à quoi bon ? Qui dit bénédictin n'a-t-il pas tout dit ? Et quel éloge pourrait-on ajouter à celui que contient ce simple mot ? Puissent les Laonnois qui se sont fait un nom dans l'histoire, rencontrer tous de semblables biographes !

Auguste BOUXIN,

Vicaire.

Laon, 8 août 1901.

M^{sr} Baton continue ensuite la lecture de son travail sur les établissements religieux de Laon. Il parle successivement de l'Évêché, dont la grande salle fut construite par l'évêque Garnier — des hôtels de la Bove et de Sissonne — de la Halle, du Beffroi de la Ville devenu la citadelle en 1595 — de Notre-Dame-au-Marché également démolie en 1595 — de Saint-Pierre-au-Marché qui réunit les biens des deux églises Saint-Georges et Notre-Dame, qui était église paroissiale, avait un chapitre comprenant un doyen et douze chanoines — de Saint-Etienne-de-la-Ville, ainsi nommé pour la distinguer de Saint-Etienne-des-Champs, proche Saint-Martin — de l'Oratoire de Saint-Béat dont la grotte souterraine fut comblée lors de la construction de la citadelle. La tradition dit que Saint-Béat fut inhumé dans cette grotte. La châsse du Saint, datant de 1227 fut érigée par St-Pantaléon, pape, sous le nom d'Urban IV.

La séance est levée à 10 heures et demie.

SÉANCE DU 8 NOVEMBRE 1901.

Présidence de M. Ch. GLINEL, Président sortant.

M. le Président a reçu et présente les excuses de MM. ERMANT, CASSE, PLY, BERTHAULT, PERINNE DE LA CAMPAGNE, GILBERT et M^{sr} BATON.

Le procès-verbal de la précédente séance du 9 août est lu et adopté.

L'ordre du jour de la présente séance porte qu'il sera procédé à l'élection du Bureau pour l'année 1901-1902. A ce sujet, et avant de passer au vote, M. le Président expose que M. Souchon a demandé

a être déchargé des fonctions de bibliothécaire-archiviste, qu'il a cumulées depuis le décès de M. Midoux, avec celles de secrétaire général. On reviendrait ainsi à l'ancien état de choses, et le Bureau comprendrait un Président, un Vice-Président un Secrétaire-général, un Secrétaire des séances, un Trésorier et un bibliothécaire-archiviste. Il en est ainsi décidé à l'unanimité et c'est dans ces conditions qu'il est passé au vote, au scrutin secret, conformément aux statuts.

Le vote par correspondance étant admis, M. le Président verse au scrutin cinq bulletins qui lui ont été personnellement adressés et le nombre des votants se trouve ainsi porté à 13.

Sont élus avec 12 voix chacun :

MM. GLINEL, Président ;

LOBGEOIS, Vice-Président ;

CORTILLIOT, Secrétaire des séances ;

LION, Trésorier ;

SERVANT, Bibliothécaire-archiviste ;

SOUCHON, absent, est élu par 13 voix, Secrétaire général.

Le Bureau se trouvant ainsi complètement reconstitué, M. Ch. Glinel, Président, adresse ses remerciements à ses collègues. Il leur promet tout son zèle et leur demande en échange leur plus actif concours dans l'intérêt de la Société.

M. le Président fait part des pertes éprouvées par l'Académie depuis sa dernière réunion, dans les termes suivants :

M. Alexandre Sorel, Président honoraire du Tribunal civil de Compiègne et Président de la Société historique de cette ville est décédé le 28 août dernier. Sa notoriété juridique et historique dépassait de beaucoup les limites de son arrondissement. Dès la réception de la lettre de

faire part, j'ai adressé au nom de tous mes respectueuses condoléances à la famille de l'éminent défunt et au Vice-Président de la Société historique. J'ai reçu de M. le Secrétaire de cette Société une réponse qui atteste les sentiments de solidarité existant entre nos deux Compagnies.

Notre Société a perdu ces jours derniers, en la personne de Madame la Marquise Douairière de Saint-Chamans, née Ernestine-Marie-Charlotte de Rougé, décédée en son château de Couvron le 30 octobre 1901, la seule correspondante qu'elle eut l'honneur de compter parmi ses membres. Nous étions fiers de cette haute marque de sympathie qui, nous l'espérons, se serait traduite un jour par quelque communication intéressante, dont une mort prématurée nous prive à jamais. Nous croyons devoir vous demander s'il ne conviendrait pas d'adresser à la famille de la noble et charitable défunte la respectueuse expression de nos profondes condoléances.

Il en est décidé et M. Glinel voudra bien être auprès de M. le Marquis de Saint-Chamans l'interprète autorisé des sentiments de la Société Académique tout entière.

Depuis la dernière réunion, M. le Président a reçu de M. Elmond Brucelle, de Soissons, en même temps qu'un travail sur le collège municipal de cette ville, une demande d'admission comme membre correspondant. M. Brucelle est admis en cette qualité. M. le Président le lui fera savoir en le remerciant de son envoi.

C'est une admission comme membre correspondant que demande aussi M. Veulin, bibliothécaire à l'Imprimerie Firmin-Didot, en invoquant divers travaux personnels (notes manuscrites sur quelques du département de l'Aisne et leurs relations avec la Russie depuis 1725). Mais M. Veulin estime que cet envoi devrait le dispenser du paiement de toute cotisation. La majorité ne pense pas ainsi et elle décide

que, qu'il persiste dans sa demande, M. Veulin ne sera admis qu'aux conditions de ses statuts.

Ces questions réglées, M. Lion, trésorier, a la parole pour exposer la situation financière de la Société dont l'encaisse ressort à la somme de 4.308 fr. 40. En présence de ce chiffre d'actif, M. Cortilliot demande, maintenant surtout que M. Servant vient d'accepter la charge de bibliothécaire, s'il ne serait pas intéressant d'acheter, lorsqu'ils se présentent sur des catalogues, certains livres ou documents d'histoire, d'archéologie, de biographie ou de bibliographie locales ; et de constituer ainsi, en dehors des envois des Sociétés correspondances, un fonds de bibliothèque où les membres de la Société pourraient trouvé de précieuses indications, faire d'utiles recherches et rencontrer peut-être de curieux éléments d'étude. Cette proposition, sur laquelle les membres présents échangent quelques premières vues, est renvoyée à l'examen d'une prochaine séance. Il est décidé dès à présent, en ce qui concerne le classement de bibliothèque auquel M. Servant va procéder, que tout crédit lui est ouvert pour s'adjoindre suivant qu'il en aura besoin un aide dans des conditions dont ses collègues le laissent personnellement juge.

M. le Président fait passer sous les yeux de ses collègues les documents reçus depuis la dernière séance. Il signale en particulier dans le bulletin archéologique du Ministère de l'Instruction publique (année 1901) une note de M. Théophile Eck sur deux moulins de Vermand, de facture gallo-romaine, et une notice de M. J. Pilloy sur quatre fibules découvertes à Monceau-le-Neuf.

Enfin, M. l'abbé Bouxin, aux lieu et place de M^{gr} Baton donne lecture de la suite des études de ce

dernier sur les établissements religieux de Laon. La communication non moins intéressante et non moins bien accueillie que les précédentes, porte cette fois sur St-Etienne de la Ville au quartier Saint-Georges et sur la maison de retraite des Prêtres pauvres et infirmes qui fut ouverte à Laon d'abord et ensuite transférée à Notre-Dame de Liesse.

La séance est levée à dix heures et demie.

SÉANCE DU 13 DÉCEMBRE 1901.

Présidence de M. GLINEL, Président.

M. Perinne s'excuse de ne pouvoir assister à la séance.

Le procès-verbal de la précédente séance du 9 novembre est lu et adopté.

M. le Président fait connaître qu'ayant transmis à M. le Marquis de Marcieux, gendre de M^{me} la Marquise de Saint-Chamans, l'expression des regrets par lesquels notre Compagnie avait accueilli la nouvelle de la mort de Madame de Saint-Chamans, correspondante de la Société, a reçu de l'honorable destinataire, une lettre datée du Mans, le 11 de ce mois, et des remerciements dont il fait part à ses collègues.

M. le Président fait passer sous les yeux de ses collègues les documents reçus depuis la dernière séance.

M. l'abbé Chevalier, Directeur du Bulletin d'Histoire et d'Archéologie du diocèse de Valence, demande l'échange de cette publication avec le Bulletin de la Société — Adopté.

M. Souchon donne lecture de la communication qu'il se propose de faire au prochain congrès des Sociétés savantes, à Paris. C'est une réponse à la 23^e question posée, et le tableau d'une assemblée

électorale départementale, en 1794. M. Souchon entre dans les plus intéressants détails sur celle qui se tint, à la cathédrale même de Laon, le 4 septembre de cette année, et les jours qui suivirent ; il suit pas à pas ses travaux, reproduit les discours nombreux et qui paraissent aujourd'hui si prodigieusement emphatiques qui y furent prononcés, et donne jour par jour le nom des élus, parmi lesquels figure Saint-Just. — On ne voit cependant pas que Saint-Just ait siégé à l'assemblée en cette qualité.

M^{re} Baton continue la lecture de ses notes sur les établissements religieux de Laon. Il parle aujourd'hui de Saint-Pierre au Marché qui fut fondé par Sainte-Clotilde en 545 et démoli en 1745 ; puis de l'ancien Séminaire de Laon, La fondation en remonte à la fin du xvi^e siècle ; elle est due au cardinal César d'Estrées, évêque. En 1660, des bourses y furent fondées par Jacques de Barillon. En 1823, MM. Billourdel procèdent à sa réouverture, et en 1830 M. l'abbé Thévenart restaure sa chapelle. Ce fut M^{re} de Garsignies, évêque, qui en 1855, transporta à Soissons le grand séminaire de Laon. Les bâtiments devinrent en 1882 l'Institution actuelle des jeunes filles sourdes-muettes et aveugles, dite Institution Notre Dame, dirigée par des religieuses de la Sagesse.

M. le Chanoine Ply communique ensuite un fort curieux travail sur deux verrières de l'église de Cheverrières, dans l'Oise. Ces verrières qui représentent Sainte-Célinie et Saint-Remi, ont été données par Nicolas Botté. Leur histoire, à laquelle est mêlé un chanoine de Laon, Mestre, né à La Fère-sur-Oise, en 1545, est, pour notre département, pleine d'intérêt local et tout à fait attachante.

La séance est levée à dix heures.

SÉANCE DU 17 JANVIER 1902.

Présidence de M. GLINEL, Président.

M. le Président a reçu et présente les excuses de M. J. BAILLET, BERTHAULT, PERINNE et Capitaine QUÉNAIDIT.

Le procès-verbal de la précédente séance du 13 décembre est lu et adopté.

M. le Président fait passer sous les yeux de ses collègues les documents reçus depuis la dernière séance.

M. Souchon, sur la proposition de M. le Président, accepte de représenter la Société Académique de Laon au prochain congrès des Sociétés savantes de Paris.

M. Glinel offre à l'Académie pour sa bibliothèque un exemplaire de la Revue hebdomadaire qui a publié sa récente monographie sur Alexandre Dumas, homme politique.

M. Lobgeois communique une offre qu'il a reçue de M. Renard, libraire, pour l'achat d'un registre obituaire de la paroisse Saint-Remy-au-Parvis. C'est un ouvrage broché de 40 pages, in-4°, calligraphié en forme de caractères d'imprimerie et portant indication des fêtes et jeûnes du diocèse, suivant état de Gobert, curé et de Le Carlier, avocat. On relève dans ce volume des mentions se rapportant aux familles Marquette, de Belloc, de la Suze, Beffroy, etc. M. Renard en porte le prix à 30 francs. Il est décidé que M. Lobgeois voudra bien prier M. Renard de lui envoyer son volume en communication ; et il sera définitivement statué après examen.

M. le Président a reçu de M. Louis Farcy, d'Angers une lettre dans laquelle cet honorable correspondant donne des indications sur les cloches de la

cathédrale et sur l'emploi hypothétique du mot *tuba* dans le sens de *lanterne*. M. Louis de Farcy propose en même temps une souscription de la Société à l'ouvrage qu'il écrit en ce moment sur la cathédrale d'Angers. M. le Président lui a répondu en le renvoyant à la si complète histoire de la cathédrale par M. le Chanoine Bouxin. Quant à la souscription, les finances de la Société ne permettent pas une dépense de ce genre.

M. le Président demande à ses collègues de s'associer à un hommage de reconnaissance justement mérité par M. Servant pour le travail important qu'il a déjà accompli dans le classement de la bibliothèque. Il va sans dire que cette proposition rencontre une unanime et sympathique adhésion. M. Servant tient à déclarer qu'il est fort utilement aidé dans son travail par le concierge du Musée.

MM. Glinel et Lobgeois présentent ensuite la candidature de Madame Tolmer comme membre correspondante. M. Lobgeois rappelle que Madame Tolmer est une des lauréates du dernier concours littéraire du *Gaulois*. M. Glinel demande si le vote doit être ajourné à la prochaine séance. M. Cortilliot insiste pour un scrutin immédiat. Les statuts ne s'appliquent pas d'une part expressément aux membres correspondants en ce qui concerne les délais de scrutin et d'autre part il y aurait manque de galanterie à imposer à la candidate un délai, alors que son admission est certainement dans toutes les intentions comme dans tous les désirs. Il en est ainsi décidé et Madame Tolmer est admise, à l'unanimité, comme membre correspondant.

La parole est donnée à M. le Chanoine Ply qui lit un discours curieux prononcé le 14 juillet 1790 par le curé d'Hartennes.

M. le Chanoine Bouxin donne ensuite communication d'une correspondance échangée entre Valery de Visme, sous-préfet et l'abbé Duveuf qui fut archiprêtre de la cathédrale de Laon.

Continuant ensuite la série de ses intéressantes lectures sur les anciens établissements religieux de Laon, M^{gr} Baton parle cette fois du Grenier du Chapitre qui était situé en face de la ruelle Rouge. On y recevait les redevances en nature dues par les fermiers du chapitre. Ce grenier fut transformé d'abord en atelier de menuiserie, puis en maison d'habitation ; — de la chapelle Saint-Antoine, qui date de 1384 et fut approuvée par le pape Clément VII ; elle subsista jusqu'en 1799, époque à laquelle Delvincourt l'acheta pour 648 livres ; — de la chapelle de Jacques de Troyes, qui avait été construite par Jacques Pantaléon, chanoine puis archidiacre de la cathédrale. Elle fut bâtie en 1237 en l'honneur du Saint-Sacrement. Son fondateur lui laissa des ornements précieux, avec défense de les aliéner jamais.

M^{gr} Baton consacre une courte et substantielle étude à ce Jacques Pantaléon qui devait devenir en 1261 le grand pape Urbain IV, après avoir été légat en Allemagne, chapelain de Saint-Jean de Latran, évêque de Verdun, patriarche de Jérusalem. C'est lui qui, en 1249, envoya de Rome à sa sœur, abbesse en Thiérache, la célèbre et vénérée Sainte-Face, en accompagnant ce don d'un Bref dans lequel il rend un pieux hommage à la cathédrale de Laon dont, dit-il, il fut le fils comme prêtre et dont la grâce de Dieu l'a fait le père comme souverain-pontife.

La séance est levée à dix heures et demie.

SÉANCE DU 21 FÉVRIER 1902.

Présidence de M. GLINEL, Président.

M. le Président a reçu et présente les excuses de M^{me} TOLMER, de MM. BERTHAULT et LION.

Le procès-verbal de la précédente séance du 17 janvier est lu et adopté.

M. le Président fait passer sous les yeux de ses collègues les documents reçus depuis la dernière séance. Il signale en particulier l'Histoire de l'Observatoire de Paris, de sa fondation à 1793, par M. C. Wolf, membre de l'Institut, astronome honoraire de l'Observatoire, avec hommage de l'auteur. Notre éminent compatriote qui, on le sait, est né à Vorges, a terminé ses études au collège Rollin et, en 1818, entré à l'Ecole normale supérieure, comme élève de la section des Sciences, après avoir été lauréat du concours général. Il est actuellement professeur à la Faculté des Sciences de l'Université de Paris. L'histoire dont il s'agit est, d'après son savant auteur, celle des bâtiments de l'Observatoire et de leurs transformations successives, des instruments qui ont été employés, des astronomes qui ont occupé ces bâtiments, et du régime sous lequel ils ont vécu. M. le Président a remercié de leur généreux envoi l'auteur et l'éditeur. M. C. Wolf se propose de raconter dans un autre volume la seconde période de l'histoire de l'Observatoire, depuis 1793 jusqu'à nos jours.

M. Souchon, à propos d'une communication faite à la séance du 13 décembre 1901, dit que si Saint-Just n'a pas figuré sur la liste des électeurs primaires de septembre 1791, à l'Assemblée qui se tint à Laon, c'est qu'il fut reconnu ensuite qu'il n'avait pas à cette époque l'âge légal de 25 ans.

M. le Président donne communication d'une lettre de M. Molle, bibliothécaire-archiviste de la Société d'Archéologie, Sciences et Arts du département de l'Oise, à Beauvais, nous demandant, sur l'initiative de notre compatriote M. Bataille, pharmacien à Beauvais, membre de ladite Société, et au nom de celle-ci, l'échange de ses mémoires, à partir du tome XI, c'est-à-dire à partir de 1890, avec nos bulletins, tout au moins avec les plus récents. Notre honorable correspondant estime, ajoute M. le Président, et notre Société estimera sans doute que les travailleurs des deux Compagnies ne pourront que gagner à cet échange. Il est décidé que satisfaction sera donnée à M. Molle et à la Société de l'Oise dans toute la mesure du possible.

Il est également décidé que M. Servant, bibliothécaire, fera établir de nouvelles vitrines pour classer les ouvrages qui n'ont pu trouver place dans celles existantes. A ce sujet, M. le Président dit que le travail de M. Servant est déjà fort avancé et qu'il a malheureusement révélé de regrettables lacunes dans les collections de la Société.

M. Labouret signale l'arrivée au musée de Laon de la collection provenant du legs Doublemart. Notre musée s'enrichit ainsi de meubles, de tableaux, d'armes, de faïences. On compte 34 tableaux, dessins ou peintures, 28 épées ou poignards, etc., etc.

En l'absence de M^{sr} Baton, M. Bouxin donne lecture de la partie de ses notes qui a trait à l'église des Templiers. La date de l'arrivée des Templiers à Laon reste incertaine, incertaine aussi celle de la construction de leur chapelle, qui demeure un type précieux de l'architecture du XII^e siècle et se trouve classée aujourd'hui parmi les monuments historiques. Plusieurs auteurs estiment qu'on a là une

reproduction du Saint-Sépulcre, à Jérusalem. La chapelle comporte trois parties bien distinctes : un porche, une rotonde un sanctuaire. On y relève des inscriptions aux noms de Grégoire Chapelain, Jacques de Hauteavesne, commandeur, et Pierre Spifame, frère. La lecture du manuscrit de M^{gr} Baton se continue par l'église Saint-Nicolas du Val des Ecoliers. Ce fut d'abord un hôpital. Au ^{xii}^e siècle des religieux l'occupèrent. Un incendie ruina tout l'édifice en 1469. Une quête générale eut lieu dans la ville et dans le diocèse et permit une reconstruction. En 1609, il n'y avait plus que deux religieux de l'ancien ordre, et ils furent alors remplacés par des Minimes.

M. Lobgeois fait connaître qu'il a reçu en communication de M. Renard, libraire, le manuscrit dont il avait été question à la précédente séance, et il le soumet à l'examen de ses collègues. L'achat en est décidé au prix de 30 fr. 45, port compris.

M. le Chanoine Bouxin communique plusieurs lettres écrites par M. Duveuf, ancien archidiacre à Laon. La première datée de Bernbourg (Haute Saxe), 9 mars 1802, est adressée à M. Dauchy, Préfet de l'Aisne, et a trait au retour du prêtre en France. M. Duveuf demande dans quelles conditions de sécurité ce retour peut avoir lieu pour les anciens émigrés. La seconde lettre, sans adresse, est datée de Vervins (18 décembre 1802) et la troisième est envoyée de Montcornet (20 février 1804) à M. Laurent, juge au tribunal criminel de Laon.

M. Cortilliot dépose sur le bureau le manuscrit de l'ouvrage du P. Hamy sur Marquette, explorateur, et demande que la commission de lecture soit saisie de ce travail pour lequel l'auteur sollicite le patronage de la Société. La question est posée de savoir si les

statuts de la Société lui permettent de s'intéresser à des travaux présentés par des étrangers ; et conformément aux statuts la décision à prendre est renvoyée à la prochaine séance.

La séance est levée à dix heures.

SEANCE DU 21 MARS 1902.

Présidence de M. LOBGEOS, Vice-Président.

M. Lobgeois a reçu et présente les excuses de M. GLINEL, Président, empêché par un deuil de famille d'assister à la séance, et de MM. Cortilliot et Labouret.

En l'absence de M. Cortilliot, secrétaire, qui s'est trouvé dans l'impossibilité de faire parvenir en temps utile le registre des délibérations, il n'est pas donné lecture du procès-verbal de la dernière séance.

M. le Président invite M. Servant à prendre place au bureau pour y remplir les fonctions de secrétaire.

M. Lobgeois informe la Société que M. Cortilliot, dans sa lettre d'excuse, demande en outre que l'examen de la proposition qu'il a faite et qui figure à l'ordre du jour soit remis à la prochaine séance. La Société décide en conséquence d'ajourner l'examen de cette proposition, qui figurera à l'ordre du jour de ladite séance.

M. le Président fait passer sous les yeux de ses collègues les documents reçus depuis la dernière séance. Il signale en particulier dans les annales de la Société historique et archéologique de Château-Thierry (année 1900). A. — Un intéressant article de M. le docteur Corlieu sur la tombe de la Fontaine au Père-Lachaise et un second article du même auteur

sur la famille de la Haye, de Charly, dont plusieurs membres occupèrent des fonctions dans la diplomatie ; B. — Une note de M. Frédéric Henriet sur la famille Balhan ; C. — Une communication de M. Maurice Henriet sur la première représentation d'*Iphigénie*, à Beauvais ; D. — Une note de M. J. Henriet relative à la conférence de M. Brunetière à Soissons, le 11 juillet 1900, sur l'œuvre de Bossuet ; E. — Une relation par M. Minouflet d'une excursion au Mont Beuvray ; F. — Une étude de M. L. B. Riomet sur les Cloches du canton de Fère-en-Tardenois.

M^{sr} Baton reprend ensuite la lecture de son travail sur les anciennes églises de Laon.

La séance est levée à neuf heures trois quarts.

SÉANCE DU 11 AVRIL 1902.

Présidence de M. GLINEL, Président.

M. le Président présente les excuses de M. PERINNE DE LA CAMPAGNE, empêché pour raison de santé, d'assister à la séance.

Le procès-verbal de la précédente séance du 21 février est lu par M. Servant, et adopté.

M. le Président fait passer sous les yeux de ses collègues les documents reçus depuis la dernière séance.

M. Glinel donne lecture d'une lettre, en date du 8 de ce mois, de M. Pierre Dubois, docteur en droit, secrétaire des Rosati picards, membre titulaire de la Société des Antiquaires de Picardie, l'informant que la Société des Rosati (Société de l'Histoire de l'Art et des Traditions picardes) se propose de visiter à Laon, le dimanche 20 avril. Les excursionnistes, au nombre

de 20 environ, arriveront en gare à 10^h20 du matin et repartiront à 5^h15. Ils déjeuneront à l'hôtel de l'Écu. Ils font appel à la sympathie de votre Président qui leur a répondu affirmativement en ce qui le concerne.

Lecture est également donnée d'une lettre-circulaire adressée au Président de la Société Académique par M. G. de Jaer, secrétaire de la Société pour développer l'enseignement de l'art religieux, demandant l'appui et l'aide de notre Société. Il est répondu que, malgré tout l'intérêt qui s'attache aux études dont il s'agit, les ressources de la Société ne lui permettent pas de donner le concours demandé.

M. le Président fait ensuite textuellement la communication suivante :

M. A. Hamy, membre de plusieurs sociétés savantes, notamment de la Société de Boulogne sur-Mer, offre à la Société Académique de Laon de publier parmi ses mémoires, aux frais personnels de l'auteur, un travail assez considérable sur la première exploration du Mississipi, la vie, les travaux et la mort de notre concitoyen, Jacques Marquette.

Une somme de six cent cinquante francs, inférieure aux prix payés d'ordinaire par la Société, suffirait à M. Hamy.

Dans ces conditions, la Société ne jugerait elle pas à propos d'autoriser M. Hamy à ajouter au titre de son ouvrage : « Publié sous les auspices de la Société ».

Telle est la proposition de M. Hamy. Il est entendu que deux cents exemplaires brochés seraient remis à la Société en échange de cette stipulation.

Sur la communication de M. le Président telle qu'elle vient d'être rapportée, M. Cortilliot demande la parole. Il dit que cette proposition s'écarte sensiblement de celles que M. Hamy lui a, la veille, données comme concertées entre M. Glinel et lui. D'après

M. Hamy, l'entente se serait faite sur les bases suivantes :

- 1° Patronage de la Société au livre publié ;
- 2° Subvention de cinq cents francs par la Société ;
- 3° Acceptation par le comité de lecture de l'appréciation de MM. Glinel et Cortilliot sur la valeur de l'ouvrage et l'intérêt de sa publication ;
- 4° Abandon par M. Hamy de 200 volumes à la Société.

Ces conditions s'écartent sensiblement de celles qu'expose la communication de M. le Président. M. le Président répond que sa communication a été écrite sous les yeux mêmes de M. Hamy, qu'elle reproduit exactement les conclusions de la longue conservation qu'il a eue avec lui et que c'est bien sur son texte que la Société peut et doit délibérer. M. Cortilliot a le regret de constater que, dans ces conditions, M. Hamy ne lui a pas exposé la situation telle qu'elle existe, avec la sincérité désirable. M. le Président exprime le même regret. Il lui paraît d'ailleurs qu'avant de s'occuper des concours financiers qui pourraient être éventuellement donnés par la Société à M. Hamy, il y a lieu de se prononcer sur le principe même du patronage. Les statuts le permettent-ils ? M. Servant est d'avis qu'il faut interpréter les termes de l'article des statuts dans leur sens littéral et restrictif. Le mot de patronage n'y est pas inscrit. Une longue discussion s'engage à ce sujet à laquelle prennent part MM. Lobgeois, Glinel, Lion, Servant, Ply, Souchon, Cortilliot, et de cette discussion il résulte que l'imprécision des termes des statuts permet de soutenir l'affirmative comme la négative. M. Servant demande alors l'application de l'article 6 du règlement qui dit qu'en cas d'indécision sur l'application des statuts le Pré-

sident décide après avoir pris l'avis du Bureau. M. Glinel consulte successivement M. le Vice-Président, M. le Secrétaire général, M. le Trésorier, M. le Bibliothécaire-archiviste et M. le Secrétaire des séances, tous présents à la séance. L'avis de MM. le Secrétaire général, le Trésorier et le Bibliothécaire-archiviste est *contre* le patronage ; M. le Vice-Président s'abstient ; M. Cortilliot se prononce *pour*. M. le Président dit que, tenant compte de la majorité qui s'est formée parmi les membres du Bureau contre l'interprétation donnée par M. Cortilliot aux statuts, il décide, conformément à l'article 6, que ces statuts sont contraires au principe du patronage. Reste la question d'un concours d'argent. Elle ne pourrait être résolue que sur une demande spéciale de M. Hamy et sur communication de son livre à la Commission de lecture.

La séance est levée à dix heures.

SÉANCE DU 6 JUIN 1902.

Présidence de M. GLINEL, Président.

Le procès-verbal de la séance précédente du 11 avril 1902 est lu et adopté. A la suite de cette lecture et à propos de ce procès-verbal, M. Cortilliot donne lecture de la motion suivante :

Nous soussignés....

Considérant que les statuts et règlement de la Société Académique de Laon contiennent des stipulations qui n'ont jamais été appliquées, ou qui sont tombées en désuétude, ou qui prêtent à des interprétations contradictoires ;

Estimant qu'il y a lieu de mettre lesdits statuts et

règlement en harmonie avec les usages qui se sont établis et de présenter sans une forme telle qu'ils ne puissent donner lieu à aucune discussion ;

Emettons le vœu :

Qu'une Commission soit nommée pour procéder, dans le plus bref délai possible, à la révision des statuts et du règlement de la Société.

Ce vœu porte les signatures de MM. Cortilliot, Lobgeois et de M^{re} Baton, ces deux derniers ayant signé en séance. M. Servant soulève la question de savoir si la proposition ci-dessus n'aurait pas dû être déposée avec les trois signatures statutaires, et s'il est conforme aux statuts que des signatures soient données après lecture d'une motion et l'ouverture d'une séance. M. Cortilliot répond que c'est par déférence pour ses collègues et d'accord en cela avec M. Lobgeois, Vice-Président, l'un des signatures de la proposition, qu'il a voulu laisser à chacun de ses collègues la faculté de s'y associer. Après discussion, et considérant que rien dans les statuts ne s'oppose à ce qu'une proposition, émanant d'un des membres de la Société, ne soit signée, en séance, par plusieurs autres, la proposition de révision, telle qu'elle est présentée, est déclarée recevable, et il est procédé à la constitution de la Commission à laquelle sera renvoyé l'examen des statuts et du règlement actuel. M. Servant fait observer que les auteurs de la proposition ne peuvent pas être nommés membres de la Commission. M. Cortilliot reconnaît l'exactitude de cette observation, mais il rappelle que la Commission a le devoir d'entendre les membres de la proposition, et qu'ils ne peuvent déposer leur rapport qu'après les avoir entendus. Sous le bénéfice de ces observations, MM. Berthault, Souchon, Servant et Gilbert sont nommés membres de la Com-

mission qui se réunira sous la présidence de M. Glinel, Président.

M. le Président fait passer sous les yeux de ses collègues les documents reçus depuis la dernière séance. Il signale en particulier dans les mémoires de la Société d'Anthropologie de Paris, 6^{me} série, tome 2, fascicule 1^{er}, un article de M. Ed. Piette sur « les causes des grandes extensions glaciaires aux « temps plistocènes » ».

La parole est ensuite donnée à M^{gr} Baton, qui continue la lecture de ses intéressantes recherches sur les anciennes églises de Laon. M^{gr} Baton parle cette fois de l'église Sainte-Geneviève, des chapelles Sainte-Marie, Saint-Nicaise et Sainte-Agnès — de l'église Saint-Corneille et Saint-Cyprien, située presque en face l'église Sainte-Geneviève, mais qui ne forma jamais une paroisse. M^{gr} Baton signale ici une curieuse correspondance échangée entre les curés de Laon, dont il donne la liste, et S. E. le cardinal de Rochechouart, aumônier de la reine — une autre correspondance entre les mêmes curés et M^{gr} de Sabran, également aumônier de la reine. Il parle ensuite de l'église Sainte-Benoîte, rue Porte d'Ardon ou Porte Royer.

M. le Président annonce que M. Servant, bibliothécaire, termine le classement des ouvrages qui constituent la bibliothèque de la Société. Le travail a été considérable ; il est achevé dans les meilleures conditions d'ordre et de méthode, de manière à se rendre compte de l'arrivée régulière de chaque publication reçue et à rendre les recherches faciles. M. Servant qui a mené ce travail à bonne fin reçoit tous les remerciements de ses collègues.

La séance est levée à dix heures.

SÉANCE DU 8 AOUT 1902.

Présidence de M. GLINEL, Président.

M. le Président a reçu et présente les excuses de MM. BAILLET, CORTILLIOT, PERINNE, le Capitaine QUÉNAIDIT et SERVANT.

En l'absence du secrétaire des séances, la lecture du procès-verbal de la dernière réunion est ajournée à une date ultérieure.

M. le Président fait passer sous les yeux de ses collègues les documents reçus depuis la dernière séance. Il signale en particulier un hommage à la Société Académique par M. Jehan de Hennezel d'Ormois, à Chavailles, de la généalogie de la Maison de Hennezel (1392-1902) dont il est l'auteur. C'est une « merveilleuse monographie » pour employer la juste qualification que donne à cet ouvrage M. de la Tour du Pin-Chambly, marquis de la Charce, dans une excellente introduction à ce remarquable travail de notre jeune et savant compatriote. Remerciements à M. de Hennezel d'Ormois.

En l'absence de M. Servant, M. Glinel donne lecture du rapport qui lui a été adressé par M. le Bibliothécaire-archiviste de la Société. Dans ce rapport, d'un grand intérêt, M. Servant rend compte des multiples opérations qu'a nécessitées le classement méthodique des collections de la Société. Ce travail est actuellement terminé pour la bibliothèque ; quant aux archives, M. Servant n'a pas eu le temps de s'en occuper ; la correspondance et les diverses pièces manuscrites ont été séparées du reste et déposées dans une armoire spéciale. M. Servant entre ensuite dans des détails minutieux sur les deux catalogues rédigés par lui et qui permettrait aux membres de

la Société de se retrouver très rapidement et très facilement dans nos dix dix mille volumes. Ces catalogues, ingénieusement conçus, serviront indéfiniment et on y inscrira sans peine les futurs accroissements de la bibliothèque. La lecture du rapport terminée, M. le Président et les membres présents adressent leurs chaleureuses félicitations à M. Servant au nom de la Société à qui il a rendu un signalé service en menant à bonne fin, en très peu de temps, un travail long, parfois rebutant, mais qui a mis en valeur les richesses de notre Société.

M. le Président présente comme membre correspondant M. de Hennezel fils, de Chavailles. M. de Hennezel est élu à l'unanimité membre correspondant.

M^{gr} Baton continue sa lecture sur les monuments anciens de Laon. Il parle successivement des Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem, puis de divers établissements charitables qui se trouvaient dans le quartier de la Porte d'Ardon et enfin des Cordeliers. Ceux-ci s'étaient d'abord installés dans la rue des Casernes : Saint-Louis leur donna comme résidence l'ancien Palais royal, situé rue des Cordeliers ; au début, ces religieux vécurent en mauvaise intelligence avec ceux de Saint-Jean de Laon, leurs voisins, mais ces querelles intestines finirent par s'apaiser. Il est juste de rappeler que dans l'église des Cordeliers on remarquait divers objets d'art, entre autres un tableau des frères Lenain représentant le martyr de Saint-Crépin et surtout le monument de Guillaume de Harcigny, déposé aujourd'hui au Palais de Justice. L'assemblée écoute avec intérêt cette lecture attachante qui remet en mémoire mille détails obscurs de notre histoire locale.

La séance est levée à dix heures.

SÉANCE DU 21 NOVEMBRE 1902.

Présidence de M. Ch. GLINEL, Président.

Le procès-verbal de la séance du 6 juin 1902 est lu par M. Cortilliot, secrétaire, et adopté.

Le procès-verbal de la séance du 8 août 1902 est lu par M. Souchon qui, en l'absence de M. Cortilliot, a bien voulu remplir les fonctions de secrétaire et adopté.

M. le Président fait passer sous les yeux de ses collègues les documents reçus depuis la dernière séance. Il signale en particulier :

1° « Au Mississippi » la première exploration (1673), le Père Jacques Marquette, de Laon, prêtre de la Société de Jésus (1637-1675), et Louis Jolliet, d'après M. Ernest Gagnon, par Alfred Hamy, Paris, H. Champion 1903 (exemplaire offert à la Société Académique par M. Glinel) ;

2° La cathédrale Notre Dame de Laon. Historique et description par le chanoine Auguste Bouxin, 2^e édition. Laon, Imprimerie du *Journal de l'Aisne* (Exemplaire offert par l'auteur).

Aux ouvrages ci-dessus qui enrichiront des collections de la Société Académique, M. Cortilliot dit qu'il est chargé par son confrère M. E. Fleury, directeur du *Journal de Saint-Quentin*, d'ajouter un exemplaire de la publication faite sous le titre de « Le Département de l'Aisne à l'Exposition de 1900 ». La Société reçoit l'hommage qui lui est fait de cet intéressant document et M. Cortilliot est prié d'en remercier en son nom M. Fleury.

M. Lion, Trésorier, présente le compte des recettes et dépenses et la situation de caisse à ce jour. L'excédent de recettes sur les dépenses est de 392^{fr} 85

qui, avec le dépôt de 3.200 francs chez MM. Lefèvre, Evrard et C^{ie} et les cotisations à recouvrer, constitue un avoir social de 4.000 francs en chiffres ronds.

M. Glinel prend ensuite la parole et s'exprime en ces termes :

MESSIEURS ET HONORÉS COLLÈGUES,

Au moment de quitter pour toujours le fauteuil de la présidence où votre persistante indulgence m'a retenu pendant cinq années, je ne puis me défendre d'une émotion bien naturelle au souvenir de l'intimité et du charme de nos séances, de l'union et de la confiance qui régnaient entre nous tous et de l'empressement sympathique que vous avez mis à me faciliter l'accomplissement de mes devoirs envers notre chère Société. Je vous ai demandé et je vous réitère mon humble requête, la permission de remettre à des mains plus vaillantes et à un collègue plus jeune et nécessairement plus actif la direction de notre Compagnie. Je garde à chacun de vous, Messieurs, une sincère et profonde reconnaissance, particulièrement aux membres de notre bureau dont j'ai apprécié le précieux concours et plus spécialement encore à notre distingué et savant Vice-Président, M. Ed. Lobgeois : tous, je vous remercie du plus profond de mon cœur.

Je forme les vœux les plus ardents pour que mon successeur réussisse auprès de vous, Messieurs, de toutes les manières dans l'intérêt et pour la gloire de l'œuvre commune.

Au surplus pour rentrer dans le rang, tant s'en faut que je déserte, et ma collaboration vous est acquise, ainsi que ma bonne volonté, pour les publications ultérieures de notre Compagnie.

Le travail commun, nous le savons tous, M. le Chanoine Auguste Bouxin, décédé à Laon, le 27 octobre dernier, nous aidait efficacement à l'accomplir. Il était venu à nous, en qualité de membre correspondant, le 24 mai 1890, sur la présentation du vénérable archiprêtre dont il était le vicaire et de Monsieur l'Aumônier

de notre Lycée, et depuis cette époque il avait pleinement confirmé la bonne opinion que son passé et son caractère sacré nous avaient fait concevoir de lui ; ses communications nous furent précieuses et le tome 30^e du Bulletin de la Société contient une étude approfondie de Monsieur Bouxin sur les Prévôtés du chapitre de la cathédrale de Laon au treizième siècle.

En dehors de nos travaux, le magnifique monument religieux qui fait la gloire de notre cité a trouvé dans Monsieur Bouxin un historien fidèle qui en a célébré les merveilles en chrétien et en artiste.

La cathédrale de Laon, si intelligemment restaurée et consolidée, durera, nous l'espérons, de longs siècles encore, et tous ceux qui la visiteront salueront avec respect et gratitude la mémoire de celui qui l'a si bien étudiée et décrite dans son ensemble comme dans les moindres détails, de même que les annales de notre Compagnie témoigneront à jamais du trop court passage au milieu de nous du collègue savant et laborieux que nous avons perdu.

Quel éloge faire maintenant de l'homme que vous avez vu à l'œuvre, de l'érudit modeste qui se dérobaît à toutes les félicitations, si méritées qu'elles fussent, du prêtre zélé, dévoué et charitable qui n'a jamais oublié que lui-même ? Les regrets dont je tente vainement de me faire l'écho, l'honorable M. Henri Jadart, Secrétaire général de l'Académie de Reims, correspondant de notre Société comme M. Bouxin l'était de ladite Académie, les exprimait éloquemment dans une lettre qu'il me faisait l'honneur de m'adresser, au nom de sa savante Compagnie et au sien propre ; c'est qu'en effet l'érudition et les mérites de Monsieur le Chanoine Bouxin avaient été appréciés à leur valeur au delà même du diocèse de Soissons, qu'il édifia par sa charité et par ses vertus, et notamment dans la grande ville qui avoisine la nôtre.

Nous ne pouvons que déplorer la mort prématurée de Monsieur Bouxin, qui n'avait que 47 ans, et nous joignons nos regrets profonds à tous ceux dont il a été l'objet, en priant son honorable famille d'en agréer la douloureuse expression.

Des marques d'unanime assentiment accompagnent cette lecture, après laquelle M. Glinel annonce qu'il va conformément à l'ordre du jour, être procédé, dans la forme statutaire, aux élections pour le renouvellement du Bureau.

M. Lobgeois dit aussitôt que le départ très regrettable de M. Glinel a pour conséquence sa propre retraite : il décline donc toute candidature à la vice-présidence et se joint d'ailleurs au Président sortant pour adresser à la compagnie les meilleurs souhaits de prospérité.

M. Servant rappelle que, l'an dernier, il a reçu et accepté le mandat spécial de réunir et de cataloguer les documents de la bibliothèque. Ce travail est aujourd'hui terminé, il lui paraît donc que l'on peut, de nouveau, charger un même titulaire des fonctions de secrétaire général et de bibliothécaire-archiviste. Cette proposition est adoptée et le bureau à élire se composera donc d'un Président, d'un Vice-Président, d'un Secrétaire-général-bibliothécaire-archiviste, d'un Secrétaire des séances et d'un Trésorier.

Aux votes qui vont être émis par les membres présents s'ajoutent ceux de MM. G. Baillet, Berthault, Perinne, Quénaidit, Rousseau et Tilorier qui ont usé de la faculté du vote par correspondance. Le nombre des votants est donc ainsi porté à 17, soit au premier tour une majorité nécessaire de 9 voix.

Le dépouillement auquel il est procédé donne les résultats suivants :

Pour la présidence : M. Souchon 11 voix, M. Lobgeois 3, M. Glinel 2, M. Cortilliot 1 = 17.

Pour la vice-présidence : M. Lobgeois 10 voix, M. Servant 2, M. Glinel, M. Gilbert, M. Casse, M. Labouret 1 = 16 plus un bulletin blanc.

Pour le secrétariat général : M. Servant 9 voix, M. Souchon 6, M. Baudet 1 = 16 et un bulletin blanc.

Pour le secrétariat des séances : M. Cortilliot 14 voix, M. Gilbert 1, M. Servant 1 = 16 et un bulletin blanc.

Pour les fonctions de trésorier : M. Lion 15 voix, M. Gilbert 1 = 16 et un bulletin blanc.

Le bureau serait donc ainsi constitué, avec M. Souchon, Président, M. Lobgeois, Vice-Président, M. Servant, Secrétaire général, bibliothécaire-archiviste, M. Cortilliot, Secrétaire des séances et M. Lion, Trésorier ; mais M. Lobgeois déclare maintenir sa volonté déjà exprimée de se retirer du bureau en même temps que M. Glinel. M. Cortilliot, de son côté, remercie ses collègues du nouveau témoignage de confiance qu'ils viennent de lui donner en renouvelant à la presque unanimité son mandat de secrétaire des séances ; mais son éloignement de Laon, ses travaux quotidiens, ceux qu'il doit fournir pour plusieurs autres Sociétés, ne lui permettraient pas de remplir les fonctions de secrétaire de la Société Académique avec toute la régularité désirable et il prie ses collègues de vouloir bien lui désigner un successeur.

Dans ces conditions M. Glinel proclame élus seulement et membres du bureau MM. Souchon, Servant, Lion, et il prie M. Souchon de prendre place au fauteuil de la présidence. M. Souchon dit que son premier devoir est d'adresser à ses collègues l'expression de sa très vive reconnaissance ; il leur demande de vouloir bien lui permettre de reporter à la prochaine séance ses remerciements dans leur forme officielle ; il leur dira seulement aujourd'hui

qu'il est très touché de l'honneur qui lui est fait et qu'il mettra tout son zèle à justifier ce nouveau témoignage d'une confiance dont il est fier.

Il est procédé ensuite à un second tour de scrutin pour l'élection d'un Vice-Président et d'un Secrétaire des séances ; le nombre des votants n'est plus que de 11 et la majorité est ainsi réduite à 6 voix.

Pour la vice-présidence : M. Glinel 4 voix, M. Casse 4 voix, M. Cortilliot 2, M. Marlier 1 = 11.

Pour le secrétariat des séances : M. Casse 5 voix, M. Gilbert 4, M. le Capitaine Quénaidit 1, M. Labouret 1 = 11.

Il n'y a donc pas de majorité et il devrait être procédé à un troisième tour de scrutin, mais MM. Gilbert, Cortilliot et Casse déclarent n'être candidats à aucune fonction du bureau, ils prient leurs collègues de ne pas égarer sur leurs noms des suffrages dont ils leur sont reconnaissants, mais qu'ils ne sauraient accepter. Dans ces conditions aucune candidature n'étant posée d'ailleurs, il est décidé que l'élection du vice-président et du secrétaire des séances sera renvoyée à la prochaine séance que sera élue la commission de lecture, et que la commission de révision des statuts sera complétée.

M. Servant a fait imprimer et remet à chaque membre présent un extrait du rapport qu'il a présenté dans la séance du 8 août 1902 sur le classement méthodique de la Bibliothèque de la Société.

M. Glinel donne ensuite lecture d'un travail que lui a adressé M. Jadart, secrétaire perpétuel de l'Académie de Reims. Après avoir rappelé les liens qui l'unissent à notre région et à notre Société, et évoqué le souvenir de dom Mabillon qu'il a rattaché au pays laonnois, M. Jadart énumère les études

archéologiques auxquelles il a pu se livrer au cours des dernières vacances. C'est ainsi qu'il passe successivement en revue : 1° Une croix de carrefour, du xvii^e siècle, à Amifontaine ; — 2° L'Épithaphe Longe du xviii^e siècle, à Anizy-le-Château ; — 3° L'Épithaphe Du Glas, de 1703, à Arrancy ; — 4° Un vitrail du xvi^e siècle, à Berrieux ; — 5° Le monument de Mauchamp, à Berry-au-Bac ; — 6° La tombe de Bertrand du Cor, 1303, à Evergnicourt. — Cette lecture sera continuée à la prochaine séance.

La séance est levée à dix heures.

SÉANCE DU 19 DÉCEMBRE 1902.

Présidence de M. SOUCHON, Président.

MM. BAUDET, CASSE, CORTILLIOT, LABOURET, ROUSSEAU, SERVANT, LION, TILORIER, QUÉNAIDIT et PERINNE, empêchés d'assister à la séance se sont excusés par lettre.

M. Glinel est désigné par ses collègues pour remplir les fonctions de secrétaire.

Le procès-verbal de la séance du 21 novembre 1902, rédigé par M. Cortilliot est lu et adopté.

M. le Président fait passer sous les yeux de ses collègues les volumes et brochures reçus depuis la dernière séance. Il signale en particulier : 1° La monographie de la commune de Lhuitre (Aube) par M. Arsène Thévenot, littérateur et poète distingué, qui s'est fait connaître en Champagne par des travaux intéressants. Lhuitre est son pays natal et il en a écrit l'histoire après avoir amassé des

matériaux si considérables qu'il a vraiment épuisé la question. Cet ouvrage est remarquable et c'est à juste titre que la Société Académique de l'Aube a décerné à l'auteur son prix triennal de cinq cents francs ; 2° Dans les mémoires de l'Académie Nationale de Reims (1899-1900) la relation d'un voyage à Reims fait à l'occasion du sacre de Louis XVI en juin 1773 par Antoine-Nicolas Duchesne. Duchesne était né à Versailles en 1747 : son père, peintre et architecte, lui fit donner une excellente éducation. Le goût du jeune homme le portait vers les sciences naturelles, surtout la botanique qu'il étudia sous Bernard de Jussieu. De bonne heure, il voyagea pour son instruction et s'habitua à rédiger des relations de ces courses qu'il faisait pédestrement, comme c'était l'usage autrefois. Ces relations ont été conservées et se trouvent entre les mains d'un descendant de Duchesne qui a bien voulu autoriser la reproduction de l'une d'elles. Le récit de Duchesne est très intéressant. Rentré chez son père, le jeune homme reprit ses paisibles occupations et ses chères études qui le conduisirent à une carrière fort honorable. Sous la Révolution, il fut nommé grâce à Fourcroy, qui le protégeait, professeur à l'école centrale de Versailles et devint ensuite professeur au Prytanée de Saint-Cyr et censeur au Lycée de Versailles. Il créa la Société d'Agriculture de cette ville, rédigea de 1802 à 1822 l'Annuaire de Seine-et-Oise et mourut presque octogénaire le 18 février 1827. On trouvera la biographie de cet aimable savant dans la nouvelle Biographie générale de Didot et surtout dans la Bibliographie universelle de Michaud. Le Dictionnaire Larousse lui a consacré seulement deux lignes et la grande Encyclopédie ne mentionne que son fils aîné qui fut

conservateur des Estampes à la Bibliothèque royale sous le règne de Louis XVIII.

L'ordre du jour appelle l'élection d'un Vice-Président et d'un Secrétaire des séances. Le nombre des votants est de quinze, dont dix ont envoyé leurs suffrages par correspondance. M. Perinne de la Campagne est élu vice-président par douze voix contre deux données à M. Labouret et une à M. Baudet. M. Casse est élu secrétaire des séances par douze voix contre deux données à M. Georges Baillet et un bulletin blanc. M. le Président veut bien se charger d'informer nos honorables collègues de leur nomination.

M. Monbrun, membre correspondant, demande à être inscrit parmi les membres titulaires de la Compagnie.

M. le Président prononce alors le discours suivant :

Aujourd'hui que le Bureau de la Société Académique est définitivement constitué pour l'année 1902-1903, permettez-moi, Messieurs, de venir vous offrir à tous, en son nom, la cordiale expression de notre très vive gratitude. Si nous n'avons pas encore acquis l'autorité et l'expérience de nos prédécesseurs, nous vous apportons en revanche une bonne volonté, un dévouement absolus que, nous l'espérons, vous ne craindrez pas de mettre à l'épreuve. En ce qui ne concerne personnellement, je vous dois des remerciements particuliers pour le grand honneur que vous m'avez fait en m'appelant à présider vos travaux. Vous venez de me conférer en quelque sorte le droit de cité laonnoise ; je n'avais comme titre à cette faveur que les treize années que j'ai déjà passées dans notre vieille et pittoresque ville et les diverses fonctions que j'ai exercées dans le bureau depuis bientôt treize ans aussi. Si j'arrive relativement jeune à la plus haute dignité de la Société, c'est un défaut qui s'atténuera avec

le temps, et dont vos bienveillants suffrages m'ont d'ailleurs absous, à la très grande majorité.

Vous avez cru devoir, Messieurs, apporter cette année quelques modifications dans le Bureau. Mais si les hommes passent, les traditions restent, et la Société Académique de Laon sera, sous la présidence actuelle, ce qu'elle a été depuis sa fondation, une assemblée d'hommes de bonne compagnie, se réunissant périodiquement pour échanger librement leurs idées. C'est à dessein que je dis librement, car toutes les opinions, pourvu qu'elles soient sincères et désintéressées, sont admises à nos séances, écoutées avec tolérance, discutées sans aigreur. Notre champ d'action s'étend sur la littérature, l'archéologie, l'histoire, les sciences, c'est-à-dire que nous pratiquons le plus large éclectisme. Mais nous écartons — et nous écarterons toujours — les personnalités blessantes, les querelles de parti, les questions irritantes susceptibles d'amener la division parmi nous. J'ose dire que, tous, nous formons une grande famille, et que si nous venons ici, c'est d'abord pour mettre en commun des connaissances variées, et aussi pour resserrer des relations amicales dont le relâchement serait singulièrement nuisible au développement de la Société.

Ce développement, il faut l'avouer, ne s'est pas effectué normalement depuis quelque temps. Vous savez, Messieurs, quelles pertes cruelles nous avons subies dans ces dernières années. Or, les vides n'ont pas tous été comblés et le nombre des membres titulaires est en décroissance. J'appelle votre attention sur cette situation fâcheuse : il nous appartient d'y mettre fin en nous livrant, chacun dans notre entourage, à une propagande qui ne pourra que flatter ceux à qui elle s'adressera. Il y a certainement à Laon plusieurs personnes dont le concours nous serait très précieux et dont la présence parmi nous augmenterait encore l'intérêt de nos réunions. J'ajoute que notre budget s'en ressentirait et qu'un accroissement de recettes nous permettrait de multiplier nos publications, ce signe extérieur de notre vitalité. Le tome 30 du Bulletin date, je le rappelle, de 1900 ; nous allons faire paraître l'année prochaine l'étude de

M. Matton sur les Papeteries du département de l'Aisne, mais il importerait de nous préoccuper bientôt de notre 31^e volume, dont l'apparition ne devrait pas, selon moi, être retardée au delà des premiers mois de 1904.

Il ne me reste plus maintenant qu'à exprimer un regret, c'est que les membres du bureau que nous remplaçons, MM. Glinel, Lobgeois et Cortilliot, n'aient pas consenti à conserver leurs fonctions : ils s'en acquittaient avec tant de conscience et de distinction. Pour ma part, je déplore que M. Glinel ne soit pas ce soir à ma place, et je crains que le changement ne paraisse trop brusque. Il est vrai que mon aimable prédécesseur m'a prodigué de si affectueux encouragements que je me sens déjà rassuré : j'aurai plus d'une fois encore à faire appel à sa grande expérience, et j'espère enfin, Messieurs, que votre indulgence contribuera à me rendre la tâche facile. C'est sur cette bonne impression que s'achèveront nos séances de l'année 1902 : puisse sa remplaçante inaugurer une ère de prospérité pour la Société Académique de Laon.

M^{rs} Baton continue ses intéressantes lectures sur les églises et monuments religieux de Laon, et M. Glinel continue la lecture du travail de M. Henri Jadart sur les Inscriptions que notre savant correspondant a relevées dans le Laonnois.

La séance est levée à dix heures.

SÉANCE DU 23 JANVIER 1903.

Présidence de M. SOUCHON, Président.

MM. ERMANT et CORTILLIOT empêchés d'assister à la séance se sont excusés par lettre.

M. le Président installant le bureau pour l'année 1902-1903 fait ensuite procéder à la lecture du pro-

cès-verbal de la séance du 19 décembre 1902, lequel est adopté et fait passer sous les yeux de ses collègues les volumes et brochures reçus depuis la dernière séance. Il signale en particulier :

1° Dans les comptes-rendus des séances de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres (1902) un rapport de M. Maxime Collignon, membre de cette Académie, sur les travaux des écoles françaises d'Athènes et de Rome pendant les années 1900-1901. On voit dans ce rapport qu'un élève de l'Ecole de Rome, M. Poupardin, a envoyé à l'Académie le texte transcrit et annoté d'un petit cartulaire de Saint-Vincent de Laon, manuscrit du xiv^e siècle, aujourd'hui déposé aux Archives du Vatican ;

2° Dans les mémoires de l'Académie Nationale de Reims (1900-1901), le journal publié par M. Henri Jadart, de Pierre Chastelain, bénédictin de la congrégation de Saint-Maur, né à Reims en 1709 et mort au couvent de Saint-Nicaise de cette ville en 1783. Dom Chastelain pendant sa vie religieuse fit de nombreuses étapes en divers monastères de la Picardie et de l'île de France. C'est ainsi qu'il résida de 1740 à 1742 et de 1761 à 1763 à Soissons où se trouvait l'abbaye bénédictine de Saint-Crépin-le-Grand ;

3° Les anciennes familles militaires du Laonnois, œuvre d'un membre correspondant de la Société Académique, M. de la Tour du Pin Chambly. C'est une très intéressante étude sur les familles nobles qui habitaient la région à la fin du siècle dernier, et dont la plupart ne comptent plus de représentants aujourd'hui. L'auteur a voulu les sauver de l'oubli, et dans une courte monographie il a rappelé l'origine, les alliances, les armes de chacune d'elles de sorte que son livre constitue un véritable nobiliaire

local ; 4° Dans le bulletin archéologique du Comité des Travaux historiques et scientifiques, le compte-rendu du Congrès des Sociétés savantes tenu à Paris en 1902 en ce qui concerne la section d'Archéologie. Dans cette section, notre département était représenté par M. Eck, conservateur du Musée Lécuyer à Saint-Quentin, qui dans la séance du 3 avril a fait une communication sur les cimetières gallo romains de Sissy et Berthenicourt.

M. le Président donne connaissance à ses collègues : 1° D'une circulaire de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts au 11° congrès des Sociétés savantes qui doit s'ouvrir à Bordeaux, le 14 avril 1903 ; 2° D'une autre circulaire de l'Alliance Française relative à l'Assemblée générale de ses adhérents qui aura lieu à Paris, le 23 février prochain ; 3° D'une Carte de visite de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne accompagnée de vœux en latin ; 4° D'une lettre de M. Glinel transmettant une note de M. Waslet, professeur au Lycée de Laon, dont le correspondant Dom Albert Noël, moine bénédictin de l'Abbaye de Baronville (Belgique), né à Charleville voudrait compléter dans la mesure du possible et avec rabais, la collection des Bulletins qu'il possède de notre Société. Après examen des volumes réellement disponibles, il est décidé que la Société peut laisser seulement les tomes 27, 28, 29, 30 à raison de 3 francs l'exemplaire, livrables en port dû et M. Glinel se charge de la réponse à faire.

L'ordre du jour appelle ensuite l'organisation des deux commissions de lecture et de révision des statuts.

Sont désignés pour la première :

MM. GLINEL ;
 M^{er} BATON ;
 CORTILLIOT ;
 LOBGEIS ;
 SOUCHON ;
 MARLIER.

Et pour la seconde :

MM. BERTHAULT ;
 GILBERT ;
 SERVANT ;
 SOUCHON ;
 CASSE.

M. Monbrun, déjà membre correspondant, est élu membre titulaire à l'unanimité sur la présentation de MM. Glinel et Souchon.

Enfin, M. le Président exprime le désir d'être prévenu assez à l'avance des communications que MM. les Membres de la Société auraient l'intention de présenter aux séances et donne la parole d'abord à M. l'abbé Démaret qui continue la lecture de l'intéressant travail de M^{er} Baton sur les églises et monastères de Laon, puis à M. le Capitaine Quénaidit qui entretient la Société de faits curieux concernant la Clairvoyance et la Psychométrie, qu'il nous définit : « La perception des événements *passés* par les psychomènes ou individus sensitifs ». Après quoi, rien ne se trouvant plus à l'ordre du jour, la séance est levée à dix heures du soir.

SÉANCE DU 6 MARS 1903.

Présidence de M. SOUCHON, Président.

MM. CORTILLIOT, ERMANT, PERINNE DE LA CAMPAGNE et l'abbé DÉMARET s'excusent par lettre de ne pouvoir assister à la séance.

Le procès-verbal de la séance du 23 janvier est lu et adopté.

M. le Président fait passer les yeux de ses collègues les volumes et brochures reçus depuis la dernière séance et leur donne ensuite connaissance :

- 1° De la lettre particulière d'excuses de M. l'abbé Démaret devenu curé doyen de Ribemont, et de laquelle on ne peut déduire avec certitude si notre distingué collègue demeure sociétaire : M. le Président qu'il fera le nécessaire pour savoir s'il reste membre correspondant ;
- 2° D'une proposition de M. Bercet, d'Anor, offrant de céder pour 60 francs, rendus franco, 14 volumes du Bulletin de la Société Académique de Laon. La Société décide de proposer la somme de 50 francs en port dû ou de 60 francs en port payé ;
- 3° De la réponse de Dom Albert Noël qui déclare ne pouvoir faire l'acquisition des volumes de la Société qu'il désirait posséder aux conditions posées, et on passe à l'ordre du jour ;
- 4° D'une lettre de M. Caneaux, garde-chasse, à Saint-Erme, du 8 février informant notre collègue M. Lion de la découverte de quatre sépultures anciennes pouvant présenter un certain intérêt, puis d'une autre lettre du même à la date du 14 février à notre collègue M. Labouret, l'avertissant des explorations commencées la veille par M. Delvincourt et de leurs premiers résultats et l'engageant à voir de

son côté le propriétaire du terrain des fouilles, M. Serville. M. Labouret mettant à profit le renseignement qui lui était adressé, s'est rendu le lendemain à Saint-Erme pour observer les objets fournis par les fosses mises à jour et il en rend compte dans une notice dont l'ordre du jour appellera bientôt la lecture ; 5° De deux lettres de M. le Marquis de la Tour du Pin, des 3 et 22 février, faisant à M. le Président l'offre d'une monographie du village d'Arrancy pour le Bulletin de la Société Académique de Laon dont il est d'ailleurs membre. Quelques réflexions sur l'opportunité de cette insertion sont d'abord échangées entre notre collègue M. Lobgeois et M. le Président, puis comme pour tout autre travail de cette espèce, l'examen de ladite monographie est renvoyé d'un commun accord à la commission de lecture ; 6° D'une lettre de M. l'abbé Berriot, curé de Bruyères-sous-Laon, demandant à M. le Président si la Société Académique possède encore un exemplaire des *Mémoires sur la Ligue dans le Laonnois* et à quel prix il pourrait l'avoir. M. le Président se charge de la réponse.

M. Monbrun remercie par lettre les membres de la Société Académique qui par leurs suffrages l'ont élu membre titulaire.

M. le Chanoine Palant, curé de Cilly informe notre trésorier, M. Lion, qu'il est toujours prêt à payer sa cotisation annuelle à la Société Académique, mais il dit n'avoir reçu aucun Bulletin depuis 1894 et prie qu'on les lui fasse tenir : il est décidé qu'on lui enverra le tome 30^e.

M. Correale, professeur à l'Ecole normale de Foggia (Italie), demande le prix de l'abonnement aux publications de la Société : réponse lui a été faite.

L'ordre du jour appelle maintenant la présentation comme Président d'honneur de la Société de M. Glinel, ancien Président.

M. le Président expose dans une délicate allocution les motifs de cette présentation ainsi que les titres de notre distingué sociétaire à la sympathie de ses collègues :

C'est avec un grand plaisir que nous avons pris connaissance, dans le Journal officiel du 9 février dernier, de l'arrêté de M. le Ministre Chaumié conférant le titre d'officier de l'Instruction publique à M. Glinel, et c'est avec une légitime fierté que nous y avons vu son nom suivi de cette mention : membre de la Société Académique de Laon. L'honneur qui a été fait à notre ancien Président rejaillit donc sur la Compagnie tout entière et nous avons contracté ce jour là une dette de reconnaissance envers lui : je m'en acquitte aujourd'hui en lui adressant au nom de tous mes sincères et chaleureuses félicitations. Je craindrais de blesser l'excessive modestie de notre collègue en parlant de ses titres académiques, ou plutôt en les rappelant, car nul de vous, Messieurs, n'a oublié qu'il y a cinq ans, dans la séance du 14 février 1893, M. Lobgeois, alors vice-président de la Société, a prononcé un éloquent discours pour fêter la nomination de M. Glinel comme officier d'Académie, discours dont mes paroles ne seraient qu'un écho très affaibli. Je me bornerai à dire que cette nouvelle distinction est le plus juste couronnement d'une carrière laborieuse, et qu'elle était attendue impatiemment par tous ceux qui ont assisté en juillet 1902 aux fêtes données à Villers-Cotterêts en mémoire du Centenaire d'Alexandre Dumas. En cette occasion, le Président de la Société Académique de Laon a eu, on peut le dire, tous les honneurs de la journée et l'accueil qu'il a reçu de la famille et des amis de Dumas lui a montré combien ses honorables travaux sont appréciés dans le monde littéraire parisien. J'ajouterai que nous nous réjouissons de voir récompenser en Monsieur Glinel, non-seulement le savant, mais aussi

l'homme de bien dont la vie a été entièrement consacrée à l'étude et à la pratique des vertus civiques. Nous savons tous quels services il rend à ses concitoyens dans ses fonctions si diverses, nous avons tous fait appel en maintes circonstances à son infatigable complaisance ; c'est pourquoi nous sommes heureux de profiter d'une occasion solennelle comme celle-ci pour lui exprimer notre vive et respectueuse affection et lui en donner une preuve nouvelle en le priant d'accepter le titre de président d'honneur de la Société Académique. Nous avons craint un instant l'année dernière de le voir s'éloigner de nous : nous espérons ainsi le retenir plus longtemps encore, profiter de sa grande expérience, en même temps que de son active et précieuse collaboration.

Cette proposition est votée par acclamation en y joignant les adhésions de MM. Cortilliot, Ermant et Bailliet.

M. Glinel est donc proclamé Président d'honneur de la Société Académique de Laon. M. Labouret donne ensuite lecture d'une première notice sur les fouilles de Saint-Erme dont il a été parlé plus haut ; puis d'une autre relative à la découverte d'un aqueduc ancien il y a quelques années chez M. Monbrun, à Lavergny, ainsi que sur la trouvaille récente de deux fibules chrétiennes en argent massif, au même endroit, et qui sont présentées à l'examen des membres présents. M. Labouret soupçonne en outre la présence d'une mosaïque blanche et noire.

M. le Président commence la lecture d'une note sur l'histoire de Laon, de Claude Leleu. Elle est suspendue un instant vers 9 heures par l'entrée en séance de M. Glinel à qui M. le Président annonce la décision honorifique de la Société à son égard. M. Glinel répond par un discours rempli d'une chaleureuse émotion en exprimant ses remerciements et

sa vive gratitude pour l'acte de ses collègues qui lui fait prendre un rang privilégié avec deux éminents collaborateurs : M^{gr} Baton et M. le Président de Florival.

MESSIEURS ET HONORÉS COLLÈGUES,

Il y a près de vingt-quatre ans, quand j'eus l'heureuse fortune d'être admis parmi les membres de cette Compagnie, je n'ambitionnais pas autre chose que d'apporter un modeste concours à l'œuvre commune. Par suite d'une bienveillante indulgence, j'ai été successivement, et toujours prématurément élu aux diverses fonctions que comporte votre Bureau — j'en excepte toutefois celles de bibliothécaire qu'un spécialiste hors ligne remplit ici avec tant le zèle et de succès.

Pendant les cinq derniers exercices, vous m'aviez confié la charge difficile de présider vos séances et, si j'ai renoncé à une mission qui m'était rendue agréable de toutes les manières, c'est que l'heure allait venir d'imprimer aux travaux et aux publications qui sont la raison et le but d'une Société savante, une impulsion plus forte, en lui infusant, si je puis dire, un sang nouveau.

Le savant archiviste du département de l'Aisne se trouvait tout désigné pour diriger cette évolution et je le remercie d'en avoir vaillamment accepté la charge.

Je le prie, en outre, d'accueillir le témoignage de ma profonde gratitude en raison de l'initiative qu'il a bien voulu prendre de me proposer à mes collègues pour la présidence d'honneur de la Société Académique, en m'élevant au rang immérité par moi de deux de nos éminents collaborateurs M^{gr} Baton et M. le Président de Florival.

Cette marque de sympathie m'a vivement touché et je la retourne sincèrement à M. Souchon, mon distingué successeur ; la ratification que vous venez de lui donner avec tant d'empressement dépasse de beaucoup — et j'en suis confus — la somme de mes services passés.

En outre, ma dette de reconnaissance s'accroît par l'accueil, éloquemment traduit par notre excellent prési-

dent, que vous avez fait à ma promotion récente au grade d'officier de l'Instruction publique. Deux titres ont été visés à mon égard par l'arrêté de M. le Ministre : celui de conseiller municipal et celui de membre de la Société Académique de Laon. Je reporte donc à mes concitoyens et à mes collègues une part notable de l'honneur qui a été accordé en ma personne à notre chère Cité et à l'une des Sociétés locales pour lesquelles l'Administration municipale s'est constamment montrée si généreuse et si libérale.

Des liens in-lissolubles s'établissent ainsi entre nous, Messieurs, et je ne saurais oublier ni ce que la Société Académique faisait pour moi, il y a cinq ans, ni ce qu'elle y ajoute aujourd'hui.

La retraite qui d'ailleurs ne m'impose point le repos, me sera donc d'autant moins pénible qu'elle se couronne des palmes d'or qu'un de nos aimables collègues me souhaitait naguère et qu'elle se pare d'un titre honorifique auquel j'attache un prix inestimable, car je le dois à vos libres et affectueux suffrages.

M. le Président reprend alors, et achève sa lecture sur l'histoire de Laon de Claude Leleu qui présente un vif intérêt local. L'œuvre de Claude Leleu comprenant deux volumes dont le premier se trouve à la Bibliothèque parisienne Sainte-Geneviève tandis que le second existe à la Bibliothèque municipale de Laon parmi ses manuscrits, M. Glinel est chargé de voir s'il ne serait pas possible de réunir ici ces deux volumes d'un même ouvrage pour le plus grand profit des chercheurs et érudits laonnois.

M. Lion donne communication d'une lettre du 28 février de M. Brucelle, de Soissons par laquelle cette personne déclare ne pas vouloir acquitter la cotisation de membre correspondant pour 1902, n'ayant jamais demandé, dit-elle, à faire partie de la Société Académique de Laon ni directement, ni indi-

rectement. M. Brucelle profite de cette correspondance pour informer notre trésorier qu'il a écrit en collaboration avec M. l'abbé Lefèvre, curé de Chalandry, une histoire de cette commune, présentée en ce moment au concours d'histoire locale de la Société Académique de Saint-Quentin, et il demande s'il serait possible de l'insérer dans notre Bulletin, ou si notre Société pourrait en faire un tirage à part. Réponse a été faite par M. Lion : 1° Que M. Brucelle a été admis comme membres correspondant sur sa demande et sur la présentation de M. Glinel à la séance du 8 novembre 1901 ; 2° Que la Société n'imprime que les ouvrages de ses membres dans son Bulletin et n'édite pas de fascicules en dehors. Nouvelle lettre de M. Brucelle le 4 mars contestant qu'il ait jamais adressé une demande ferme d'admission comme membre correspondant à M. Glinel et qu'il ne le deviendrait ainsi que M. l'abbé Lefèvre qu'autant que la Société Académique pourrait les aider l'un et l'autre. L'incident est clos, mais M. Lobgeois exprime à ce propos le vœu qu'il serait bon d'agir pour que monographies de nos villages du Laonnois nous soient réservées au lieu de les voir adresser à d'autres sociétés.

M. Servant demande le vote d'une somme suffisante pour faire exécuter la reliure d'un certain nombre de volumes, Bulletins et Mémoires de la Société des Antiquaires de Picardie. Un crédit de cent francs est mis à la disposition de M. Servant qui s'entendra avec le relieur.

M. Labouret annonce que l'Etat vient d'adresser au Musée municipal une collection des costumes provenant des fouilles d'Antinoë.

La parole est donnée à M^{re} Baton pour continuer la lecture de son intéressant travail sur les églises et monastères de Laon.

Enfin à une question posée au sujet du travail de M. Matton, M. Glinel répond que l'ouvrage est à l'impression et exigera 9 ou 10 feuilles. M. le Président désire qu'il soit prêt pour la session du Conseil général. La dépense sera environ de 600 francs.

Les communications étant épuisées et rien ne se trouvant plus à l'ordre du jour, la séance est levée à dix heures.

SÉANCE DU 3 AVRIL 1903.

Présidence de M. SOUCHON, Président.

M^{rs} BATON, MM. PERINNE DE LA CAMPAGNE, le Chanoine MARLIER et LABOURET se sont excusés de ne pouvoir assister à la séance.

M. le Président informe ses collègues de la démission de M. le Capitaine Quénaidit dont il est pris acte, et fait part d'une proposition du libraire parisien Lechevallier qui serait acheteur de sept ou huit exemplaires de *La Ligue dans le Laonnois*, de Richart, au prix de 5 francs l'exemplaire. Cette offre ne paraissant pas suffisante, M. le Président dit qu'il verra M. Lechevallier avant de préciser l'affaire et pour quatre ou cinq volumes seulement.

Lecture est donnée aussi d'une lettre de M. l'abbé Démaret qui exprime le désir de rester attaché à la Société Académique de Laon comme correspondant ce qui est accepté avec une vive satisfaction.

M. le Président annonce encore que M^{rs} Baton donnera une partie de son travail sur le vieux Laon religieux à la Société et communique à ses collègues les diverses publications reçues depuis la dernière

séance. Il signale en particulier dans : 1° Les Annales de la Société historique et archéologique de Château-Thierry (1901), divers articles intéressants sur les ancêtres et les parents maternels de Racine ; un séjour de Bossuet au Château du Charmel en 1670 ; le combat de Neuilly-Saint-Front livré le 3 mars 1814 par le maréchal Marmont à une partie de l'armée de Blücher, combat que l'historien Thiers a placé par erreur à Oulchy-le-Château, etc. ; 2° Les Mémoires de l'Académie de Dijon (1901-1902), un travail de M. Henri Chebœuf, intitulé « l'Art et l'Archéologie » ; cette étude a obtenu le second prix Bordin à l'Académie des Beaux-Arts.

M. Servant donne lecture de deux lettres de M^{lle} Belin des 19 et 31 mars dernier, desquelles il résulte que le manuscrit de Claude Leleu offert par elle à la Bibliothèque de Laon a été donné à son père par le frère de celui-ci. M. Glinel dit qu'il a vérifié et collationné ledit manuscrit qui présente une pagination intervertie : 17 feuillets coupés, 41 feuillets en blanc et la table du 2^e volume ; en outre M. Ruelle l'a informé que la commission municipale doit prendre l'initiative auprès du Ministre de l'Instruction publique pour réclamer ce deuxième volume qui se trouvait à Laon en 1823.

M. Cortilliot demande quelles sont les intentions du Président pour le prochain Bulletin à publier ; les éléments ne manquant pas pour l'établir depuis l'apparition du dernier remontant à trois ans, il serait bon d'y songer, et l'imprimerie aurait déjà le temps, d'avril à juillet, de commencer l'impression des procès-verbaux. M. le Président répond qu'il s'occupe de préparer les éléments du prochain Bulletin.

L'ordre du jour appelle ensuite la lecture par M. le Président d'une relation inédite de fêtes données en

1781 au Château de Bruys ; elle est suivie d'une autre continuant toujours l'intéressant travail de M^r Baton sur les anciennes églises et vieux monastères de Laon.

Après quoi, M. Cortilliot s'enquiert de ce que devient la révision des statuts. M. le Président répond que le Bureau de la Société pour 1903 n'ayant pu être constitué et installé que tardivement, et par suite aussi les diverses commissions qui se renouvellent annuellement, le temps a manqué jusqu'ici pour soumettre cette question à l'étude. M. Cortilliot insiste toutefois pour qu'elle ne soit point perdue de vue et annonce qu'il déposera une proposition relative à Arsène Houssaye, à la prochaine séance.

Communications sont faites enfin :

1° D'une Circulaire de la Société Belfortaise d'Emulation, demandant à être renseignée sur les rapports existant entre notre Société et la Ville de Laon et notamment sur le sort de nos collections en cas de dissolution ; 2° D'une autre Circulaire de l'éditeur Doin qui a formé le projet de publier un annuaire général des Sociétés savantes, et qui sollicite dans ce but des renseignements complets sur l'état actuel et l'organisation de notre Société.

Rien ne se trouvant plus à l'ordre du jour et toutes les communications étant épuisées, la séance est levée à dix heures.

SÉANCE DU 19 JUIN 1903.

Présidence de M. SOUCHON, Président.

MM. BERTHAULT, CASSE et PERINNE DE LA CAMPAGNE se sont excusés de ne pouvoir assister à la séance.

M. Glinel, remplaçant M. Casse, est délégué aux

fonctions de secrétaire. Il donne lecture du procès-verbal de la séance du 3 avril qui est adopté.

M. le Président fait passer sous les yeux de ses collègues les ouvrages parus depuis la dernière séance. Il signale en particulier dans la Thiérache (tome 18) : 1° Une communication de M. le docteur Gannelon, de Vervins, reproduisant un article paru dans la Bibliothèque de l'Ecole des Chartes en 1892 sous la signature H. Moranvillé et concernant la trahison de Jean de Vervins, seigneur de Bosmont, en 1347 ; 2° Le récit par M. Mennesson de l'excursion faite par les membres de la Société archéologique de Vervins dans les environs de Laon.

L'ordre du jour appelle le vote sur les candidatures en qualité de membres correspondants de la Société de M. l'abbé Lefèvre, curé de Chalandry, et de M. Broche, archiviste aux archives nationales. Ces deux candidatures sont admises à l'unanimité des membres présents et MM. Lefèvre et Broche proclamés membres correspondants.

M. le Président présente à ses collègues une étude de M. Broche sur la date de la construction de la chapelle de l'ancien évêché de Laon et donne lecture de l'analyse par lui faite du travail de notre nouveau collègue. Il ressort de cette analyse que cette chapelle aurait été édifiée entre les années 1160 et 1165 et qu'en tout état de cause la Cathédrale aurait été bâtie postérieurement aux dates ci-dessus indiquées.

M. Cortilliot donne lecture de la proposition suivante portée également à l'ordre du jour :

MESSIEURS,

Une importante cérémonie réunissait tout récemment, au cimetière du Père-Lachaise, les sommités littéraires et artistiques de Paris, au pied du monument que son

filis et ses amis consacraient à la mémoire d'Arsène Houssaye.

Arsène Houssaye est pour nous un compatriote. C'est chez nous, au pied de la montagne de Laon, qu'il écrivit son premier livre signé du pseudonyme d'Alfred Mousse. C'est chez nous qu'il dicta ses dernières chroniques, et toute son œuvre — œuvre considérable — est empreinte du souvenir de son pays natal.

Arsène Houssaye nous tient de plus près à d'autres titres encore. Il fut ici même, l'un des nôtres, et notre Compagnie voulut le compter au nombre de ses membres d'honneur. Dans la séance du 26 février 1896, notre Président vous annonçant la mort d'Arsène Houssaye se faisait l'interprète des sentiments de notre Compagnie et l'associait aux regrets inspirés par la perte que faisaient en lui les lettres françaises.

Est-il besoin de vous rappeler qu'Arsène Houssaye a fait au Musée de Laon — à ce Musée qui est l'œuvre de vos devanciers — plusieurs hommages artistiques.

Directeur de notre première scène nationale, historien, critique d'art, poète et romancier, Arsène Houssaye a laissé, partout où il a passé, à tout ce qu'il a touché, le souvenir ineffaçable de l'artiste de talent, sinon de génie, et l'empreinte non moins ineffaçable de son charme personnel.

Paris l'a honoré au jour de ses funérailles solennelles. Il vient de perpétuer sa mémoire par ce monument devant lequel M. Abel Hermant, l'un des successeurs de notre éminent compatriote à la présidence des gens de lettres, a prononcé le discours ému que vous avez tous voulu lire.

La Ville de Laon ne s'honorerait-elle pas en prenant sa part dans ces hommages rendus à l'un des meilleurs enfants du Laonnois, et en perpétuant chez nous aussi son souvenir ?

Et n'appartient-il pas à la Société Académique de prendre l'initiative de cet hommage à l'un de ses membres ?

Je vous propose donc, Messieurs, d'émettre le vœu que le nom d'Arsène Houssaye soit donné à une rue de Laon, et de prier notre Président de vouloir bien transmettre ce vœu à la Municipalité.

La proposition de M. Cortilliot est adoptée à l'unanimité et avec le plus vif empressement, et M. le Président se charge de transmettre à M. le Maire de Laon l'extrait du procès-verbal de la présente séance concernant ce vœu et son adoption. Lecture est ensuite donnée d'un travail de M^{re} Baton, sur l'ancienne église Saint-Michel.

M. Cortilliot rappelle sa proposition relative à la révision des statuts de la Société et M. le Président répond qu'il réunira à ce sujet la commission de révision avant la fin de l'année académique.

Rien ne se trouvant plus à l'ordre du jour, la séance est levée à dix heures du soir.

SEANCE DU 24 JUILLET 1903.

Présidence de M. SOUCHON, Président.

MM. CORTILLIOT et LION s'excusent de ne pouvoir assister à la séance.

Le procès-verbal de la séance du 19 juin est lu et adopté.

M. le Président communique d'abord une lettre de M. Broche, nouveau membre correspondant, qui exprime sa vive satisfaction de faire partie de la Société Académique de Laon, puis il dépose sur le Bureau les ouvrages reçus depuis la dernière séance. Il signale en particulier : 1^o Dans le Bulletin de la Société Archéologique de Soissons (année 1899) un travail de M. Félix Brun, chargé de la conservation des archives historiques du ministère de la Guerre, intitulé : « Lettres et documents tirés du ministère « de la Guerre » et concernant le Soissonnais, le Laonnois et le Vermandois pendant le xvii^e siècle ; 2^o Dans les mémoires de la Société Académique de

l'Aube (année 1902), un article de M. Louis le Clerc sur l'abbaye de Notre-Dame de Seillières ; l'auteur cite, au cours de son travail, de nombreuses chartes du moyen-âge dans lesquelles on peut relever les noms de plusieurs dignitaires de la Cathédrale de Laon, dans les années 1244-1245, c'est à-dire : Guy de Trainel, archidiaque à Laon, Henri, chanoine de Laon, Jean de Romilly, trésorier du Chapitre de Laon, et Guy de Romilly, chanoine de Laon ; 3° Deux brochures de M. Broche, dont l'une a été analysée dans la précédente séance : l'autre contient un inventaire par ordre chronologique des documents originaux, du dixième au dix-neuvième siècle, qui se trouvent à la bibliothèque de Laon dans la collection dite des Autographes.

M. le Président rend compte aussi de la séance tenue le 29 juin par la Commission de révision des statuts à laquelle assistaient, avec le Président, MM. Berthault et Gilbert, membres de cette commission. Les trois signatures de la proposition de révision avaient été convoqués, mais M. Cortilliot a pu seul assister à la séance, où il a donné lecture des divers articles des statuts et du règlement qui lui paraissaient susceptibles de suppression et de modification. Après délibération, la commission a décidé une refonte des statuts et du règlement et M. Berthault a bien voulu se charger de préparer un rapport à ce sujet.

L'ordre du jour appelle maintenant la lecture de M. Souchon, Président, sur une élection dans le département de l'Aisne sous la Restauration.

La parole est ensuite donnée à Mgr Baton qui continue la lecture de son travail sur le vieux Laon religieux en communiquant ses recherches : 1° Sur l'Eglise Saint-Jean au Bourg qui fut la plus grande

des églises paroissiales d'alors, et collégiale ; 2° Sur l'Eglise paroissiale de Saint-Cyr ; 3° L'Eloge d'un curé de Saint-Jean par un ermite du diocèse de Laon.

M. le Président informe enfin qu'il a déposé à la Préfecture une demande de renouvellement de subvention pour la Société Académique, et qu'il y a joint le travail de M. Matton, qui est maintenant imprimé et prêt à être distribué aux sociétaires. Ce travail présenterait tout son intérêt, s'il était possible d'y joindre les filigranes, qui sont nombreux. Comme ils ne sont pas en ordre, M. Labouret pense qu'il faudrait d'abord en faire un atlas méthodique et qu'alors il serait possible de se rendre compte du prix de ce nouveau travail, destiné à compléter le premier.

Rien n'étant plus à l'ordre du jour et toutes les communications étant épuisées, M. le Président déclare ouvertes les vacances de la Société en cette année 1903 et donne rendez-vous pour la prochaine séance, au mois de novembre.

SÉANCE DU 20 NOVEMBRE 1903.

Présidence de M. SOUCHON, Président.

Le procès-verbal de la précédente séance du 24 juillet est lu et adopté.

M. le Président dépose sur le Bureau les ouvrages reçus depuis la dernière séance. Il signale en particulier : 1° Dans le Bulletin de la Société historique de Compiègne un long et intéressant article de M. le lieutenant-colonel Palat, intitulé : « Compiègne en 1814 ». Ce mémoire d'un officier très érudit contient le récit détaillé des opérations militaires qui eurent lieu

dans les premiers mois de 1814 autour de Compiègne et dans les environs de cette ville, c'est-à-dire dans la région comprise entre Beauvais, Noyon, La Fère et Soissons ; 2° Dans les travaux de l'académie nationale de Reims, une courte notice de M. l'abbé Bigot, membre correspondant de l'académie, sur les droits des seigneurs de Roucy, puis le récit d'une excursion en Champagne, publié après la mort de son auteur, M. Natalis Rondot, industriel à Reims et à Paris, décédé en 1900. Étant âgé de 18 ans, en 1839, M. Rondot se rendit à pied de Saint-Quentin à Troyes, par Laon et Reims et il écrivit en dix-sept pages une relation de son voyage accompagnée de dessins qui dénotent un très-vif sentiment artistique.

Au sujet de ces dessins, M. le Président fait remarquer que ceux de l'Hôtel de Ville et de la Cathédrale de Laon n'ont pas été reproduits dans le Bulletin de l'Académie nationale de Reims, et il propose d'écrire à Madame Rondot pour les avoir à cause de l'intérêt local qu'ils peuvent présenter.

Enfin il donne les diverses communications personnelles suivantes :

Depuis notre dernière réunion, Messieurs, j'ai été avisé que, sur la bienveillante proposition de M. le Préfet, le Conseil général a renouvelé, à la session d'août, la subvention de deux cents francs que cette assemblée nous accorde depuis longtemps. J'ai immédiatement répondu à M. le Préfet de l'Aisne en lui exprimant, en votre nom, tous mes remerciements.

Le tirage du livre de M. Matton a été achevé pendant les vacances, et l'ouvrage distribué aux divers membres de la Société ; il rest maintenant à en faire l'envoi aux Sociétés correspondants. Le prix du volume, expédié franco, a été fixé à cinq francs pour les personnes ne faisant pas partie de la Société : une remise de 25 0/0 sera consentie en faveur des libraires, qui en ont déjà demandé trois exemplaires.

J'ai reçu une lettre de faire part de M. Charles Givelet, archéologue décédé à Reims, à l'âge de 82 ans. M. Givelet était connu par de nombreux travaux sur l'histoire et l'archéologie de la région ; sa mort paraît avoir causé dans le pays d'unanimes regrets. J'ai chargé mon confrère M. Jadart d'exprimer à l'Académie de Reims toute la part que nous prenions à la perte qu'elle vient de faire en la personne du plus ancien de ses membres titulaires.

A propos de Reims, je dois dire ici que la bibliothèque de cette ville a récemment acheté un petit manuscrit, qui n'est autre qu'un cartulaire de la Ville de Laon. Il est regrettable que le vendeur n'ait pas cru devoir s'adresser à la municipalité laonnoise, qui n'eût pas hésité, j'en suis sûr, à faire l'acquisition de ce cartulaire, pour le joindre à un autre, plus ancien, qui se trouve dans les archives de la Ville. Celui de Reims date du xv^e siècle : c'est un original. Notre collègue, M. Broche en a fait la découverte le mois dernier lors d'un voyage à Reims : il a obtenu qu'on le lui adressât en communication aux Archives nationales et il se propose de l'étudier en détail. J'ajouterai que beaucoup de chartes de ce cartulaire étaient déjà connues par les copies qu'en avaient prises successivement les divers historiens de Laon, mais le manuscrit n'en avait pas moins sa place marquée dans les archives de la Ville. Si nous avions été prévenus, nous aurions pu tenter une négociation analogue à celle qui a amené le retour à notre bibliothèque du premier volume de l'histoire de Laon, de Claude Leleu. Je suis vraiment heureux que la modeste communication que j'ai eu l'honneur de vous faire dans la séance du 6 mars dernier ait eu un résultat aussi satisfaisant. Je suis loin d'ailleurs de m'en attribuer tout l'honneur, que je reporte presque en totalité sur notre collègue M. Glinel, dont les relations avec M. Ruelle ont singulièrement facilité l'échange du précieux volume, sur la Commission de la Bibliothèque, et sur la municipalité, qui a consenti à un sacrifice pécuniaire important pour hâter la solution définitive de la question.

Par décret inséré au *Journal officiel* du 20 septembre, M. Paul Baudet a été nommé conseiller de Préfecture de l'Aisne. Vous voudrez bien, Messieurs, vous joindre à

moi pour complimenter notre collègue, qui apportera à l'administration préfectorale le concours de sa longue expérience des affaires. Le même journal nous a appris que le Gouvernement avait agréé la nomination faite par M^r l'Évêque de Soissons, de M. le Chanoine Marlier à la cure de Laon vacante par la démission de M^r Baton. Au nom de tous j'adresse à notre collègue nos sincères et respectueuses félicitations. On peut dire que l'autorité civile et l'autorité religieuse ont été bien heureusement inspirées en plaçant, pour la seconde fois à la tête du clergé de notre belle cathédrale, un érudit et un lettré. Le vénérable prédécesseur de M. l'Archiprêtre Marlier va pouvoir jouir maintenant d'un repos certes mérité : nous espérons néanmoins qu'il ne renoncera pas à ses chères études et au travail si intéressant qu'il a entrepris sur les monuments religieux du vieux Laon ; nos vœux seraient comblés s'il consentait, suivant son aimable promesse, à ce qu'une partie de cette magistrale étude fût publiée dans le prochain Bulletin.

L'ordre du jour appelant le renouvellement du Bureau, M. le Président procède à l'ouverture des lettres qui lui ont été adressées et présente les excuses de MM. Perinne, Léon Rousscau, Baillet, Cortilliot, Ermant, l'abbé Lefèvre. Les bulletins de vote contenus dans quelques unes de ces lettres ajoutés à ceux des membres présents à la séance donnent un total de treize votants. — Majorité absolue. Le dépouillement du scrutin fournit les résultats suivants :

Présidence : M. Souchon, 12 voix. — M. Glinel :
1 voix.

Vice-Présidence : M. Perinne, 10 voix. — M. Glinel :
2 voix ; M. Labouret : 1 voix.

Secrétaire général : M. Servant, 11 voix. — M. Casse :
1 voix.

Secrétaire des Séances : M. Casse, 11 voix. — M. Labouret : 1 voix ; M. Brismontier : 1 voix.

Trésorier : M. Lion, 12 voix. — M. Gilbert : 1 voix.

En conséquence les membres sortants du Bureau sont maintenus dans leurs attributions respectives.

Président : M. SOUCHON.

Vice-Président : M. PERINNE.

Secrétaire général : M. SERVANT.

Secrétaire des Séances : M. CASSE.

Trésorier : M. LION.

Et M. le Président clôt la lecture du résultat du vote en remerciant les membres votants à la fois de la confiance et de l'honneur qu'ils viennent de lui renouveler, et il exprime l'espoir que le travail et les communications reprendront activement cette année.

M. Lion présente enfin un rapport sur l'état financier de la Société dont l'avoir s'élève à la somme de 3.656 fr. 85.

Les comptes de M. le Trésorier sont approuvés.

M. le Président informe ses collègues qu'il faudra songer à publier un Bulletin l'année prochaine avant la session du Conseil Général, les matériaux étant suffisants pour le composer.

Enfin M^{rs} Baton annonce qu'il a reçu 12 volumes des œuvres de M. l'abbé Poquet, ancien curé-doyen de Berry-au-Bac et ancien membre de la Société Académique de Laon, de la part des héritiers de celui-ci et pour être remis à ladite Société, ce dont M. le Président prend acte.

Aucune lecture n'étant présentée et l'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à dix heures.

SÉANCE DU 11 DÉCEMBRE 1903.

Présidence de M. SOUCHON, Président.

M. Lion s'excuse par lettre de ne pouvoir assister à la séance et informe en même temps M. le Président qu'il vote pour le renouvellement de la Commission de lecture qu'appelle l'ordre du jour.

M. Berthault, également excusé par M. Cortilliot, espère présenter son rapport sur la révision des statuts à l'une des prochaines réunions.

Le procès-verbal de la précédente séance du 20 novembre est lu par M. Casse et adopté ; puis M. le Président formule des remerciements aux héritiers de M. l'abbé Poquet pour le don des ouvrages de ce dernier à la Société, ainsi qu'à M^{re} Baton qui a été l'intermédiaire pour la remise des volumes, tous en bon état ; enfin il constate que le vœu précédemment exprimé en séance par M. Cortilliot, d'attribuer le nom d'Arsène Houssaye à l'une des rues de la ville a reçu satisfaction.

Conformément à l'ordre du jour, M. le Président dépose sur le Bureau la liste des ouvrages reçus depuis la dernière séance. Il signale en particulier : 1° Une notice de M. Arsène Thévenot sur Danton et sa famille. Cette courte étude contient un tableau généalogique de la famille, et des détails intéressants sur le séjour de Danton à Arcis-sur-Aube, où la maison habitée par lui existe encore. Un des chapitres est intitulé : « Réhabilitation de Danton ». Ce titre demande une explication. En réalité M. Thévenot a simplement voulu dire que, dans ces dernières années, Danton a été mieux jugé, depuis qu'on l'a séparé des autres terroristes, ses alliés, mais il n'a pas assumé la responsabilité — fort

lourde, d'ailleurs — d'une entière réhabilitation du célèbre tribun. Il a établi, non sans raison, une distinction entre les deux phases de la carrière politique de Danton. Dans la première phase, Danton est ministre de la justice. Si l'on ne peut pas affirmer qu'il ait organisé les massacres de septembre 1792, il n'en doit pas moins être rendu responsable, car son éloquence enflammée avait tant excité les masses révolutionnaires qu'elles finirent par marcher seules au carnage : puis il contribue à l'établissement du tribunal révolutionnaire et du comité de salut public ; il vote la mort de Louis XVI et celle des Girondins. M. Thévenot n'hésite pas à flétrir énergiquement de tels excès : il montre-ensuite comment, à partir du mois de juin 1793, Danton s'efforce d'arracher à l'échafaud les victimes du tribunal révolutionnaire, comment il lutte contre Robespierre pour mettre un terme aux discordes civiles, comment enfin il paie de sa vie cette conduite courageuse, en demandant pardon à Dieu, en qui il croyait encore, et aux hommes, auxquels il ne croyait plus, d'avoir institué ce tribunal qui l'envoyait à la mort. M. Thévenot, en résumé, s'est borné à plaider — avec éloquence — les circonstances atténuantes en faveur de Danton ; il ne pouvait guère aller plus loin sans partialité : il reconnaît du reste que l'exécution de Danton a sauvé la cause de la liberté, puisqu'elle a amené la chute de Robespierre et la fin du régime de la Terreur ; 2° Dans le Bulletin archéologique du Ministère de l'Instruction publique, une communication de M. Broche, notre collègue, intitulée : *Inventaire du mobilier du palais épiscopal au décès de l'évêque Geoffroy le Meingre (1370-1371)*, d'après le document original qui se trouve à la Bibliothèque Nationale, dans la collection dite de Picardie. On sait

que les évêques de Laon avaient obtenu des rois de France l'abolition du droit de dépouille et la liberté de tester. S'il arrivait qu'un d'eux mourût ab intestat, la garde des biens meubles laissés par lui appartenait au chapitre cathédral, qui était chargé d'en dresser l'inventaire et d'en faire la remise aux héritiers du défunt. Les rédacteurs de l'inventaire étaient assistés d'un officier royal. Au décès de Geoffroy le Meingre, on ne dressa pas moins de cinq inventaires mobiliers, un pour le palais épiscopal, les autres pour les résidences d'Achery, d'Anizy, de Pouilly et de Presles. Un seul a été conservé, c'est celui que M. Broche a publié. Cet inventaire, assez court, et qui comporte quatorze alinéas, est très intéressant d'abord au point de vue archéologique, mais de plus le rédacteur, en mentionnant quelques termes techniques, a ajouté leur traduction en langue vulgaire et a ainsi donné un réel intérêt philologique. Ainsi au premier alinéa, on lit :

..... Item, unam patellam ferream, gallice *frasviere* (1) ;
 item, unam aliam patellam ferream, vocatam
 gallice *paelle semoire* (2), et au sixième alinéa :
 item, duos tripedes, gallice *hétaux* (3) ; item,
 quoddam vas cupreum, vocatum gallice *quiquaudaine* (4),
 etc.

Il est procédé ensuite au renouvellement de la Commission de lecture ; les membres sortants sont unanimement confirmés dans leurs attributions, et cette commission pour l'année 1904 est donc constituée par : M^{re} Baton, MM. Cortilliot, Lobgeois, Glinel et l'archiprêtre Marlier.

(1) Signifie râpe, mortier et moulin à broyer.

(2) C'est une sorte de passoire.

(3) Etaux.

(4) Fontaine fixée au mur et servant sans doute de lavabo.

La candidature de M. Gaëtan Legrand, avocat à Laon, comme membre correspondant est présentée par MM. Cortilliot et Glinel ; elle est agréée à l'unanimité des Membres présents. M. Lobgeois exprime le regret que la Société Académique n'ait pas eu jusqu'ici la communication du travail de M^{me} Tolmer, intitulé *Perrinaïk*, honorablement mentionné par le journal *le Gaulois* et que ses collègues liraient certainement avec intérêt.

M. Servant donne enfin lecture de sa communication sur les anciens cimetières de l'Hôtel-Dieu de Laon. Ce travail très documenté et remarquablement méthodique intéresse vivement la Société qui en remercie l'auteur par l'organe de son Président et en apprécie le sérieux mérite.

La séance est levée à 9 heures et demie.

SÉANCE DU 24 JANVIER 1904.

Présidence de M. SOUCHON, Président.

Le procès-verbal de la précédente séance du 11 décembre est d'abord lu et adopté.

M. le Président présente et fait agréer les excuses de MM. BAILLET, LABOURET et PERINNE, puis il lit une lettre de M. Matton qui donne sa démission de membre de la Société Académique de Laon, sans exprimer aucun motif de cette décision inattendue. Cette démission est acceptée et M. le Président passe à l'ordre du jour, tout en regrettant, sur la proposition de M. Lobgeois, la retraite d'un sociétaire aussi actif que fut M. Matton.

M. le Président fait passer sous les yeux de ses collègues les diverses publications parvenues à la

Société depuis sa dernière réunion. Il signale en particulier : 1° Dans les Mémoires de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Île-de-France un mémoire de M Poupardin, ancien élève de l'Ecole des Chartes et de l'Ecole de Rome, sur un cartulaire de Saint-Vincent de Laon. Il est à remarquer que le célèbre monastère situé dans notre Ville possédait autrefois plusieurs cartulaires. Dom Anselme le Michel, qui travailla dans les archives de l'abbaye au début du xvii^e siècle, en a signalé jusqu'à six, et il en a encore connu un autre qui se trouvait dans la bibliothèque du savant Petau. Ce dernier eut une singulière destinée : de la bibliothèque Petau, il passa dans celle de la reine Christine de Suède. Après l'achat de celle-ci par le pape Alexandre VIII, en 1690, il fit partie des 72 manuscrits donnés par le souverain pontife aux archives romaines, où il resta inconnu pendant deux siècles ; ce n'est qu'en 1897 qu'il fut retrouvé et classé définitivement dans le riche dépôt du Vatican. Ce cartulaire est divisé en deux parties. La première contient quarante-et-une chartes latines allant de l'année 886 à l'année 1121-1122 ; la seconde neuf actes français de la fin du xiii^e siècle, entre lesquels est intercalée une pièce latine de la même époque. En dehors de trois préceptes royaux et de deux bulles papales la partie latine du manuscrit comprend surtout des documents provenant de la chancellerie des évêques de France et la partie française des chartes des vidames du Laonnois. Tous ces textes ont un caractère commun, c'est de se rapporter plus spécialement aux possessions conventuelles situées dans le voisinage même de l'abbaye, ce qu'on appelait le *Districtus Sancti Vincentii* ; c'est ainsi que l'on voit figurer la charte de Philippe le Bel supprimant la commune de Laon,

l'abbaye étant nécessairement en conflit avec la commune au sujet des limites de leurs juridictions respectives ; 2° Dans les Mémoires de la Société des Antiquaires de Picardie, une notice de M. Thorel, conseiller à la cour d'appel d'Amiens, sur les *Rébus de Picardie*. Dans cette intéressante et amusante étude l'auteur montre que si le rébus n'a pas été inventé en Picardie, il s'y est singulièrement développé par suite du caractère facétieux de ses habitants. On peut dire qu'ils ont perfectionné le genre et se sont surtout distingués aux xv^e et xvi^e siècles, dans les rébus illuminés, c'est-à-dire en images. Quelques-uns de ces rébus illuminés nous ont été conservés dans deux albums manuscrits de la Bibliothèque nationale. M. Thorel en a reproduit la plupart et presque tous sont vraiment spirituels. Les calembours y abondent et sont parfois d'un goût douteux, souvent d'une compréhension difficile : il arrive même que l'ensemble de plusieurs figures respectivement traduites en français finit par présenter un sens en latin. A la fin de son travail M. Thorel a consacré tout un chapitre à l'étymologie du mot rébus, et en écartant les opinions admises jusqu'ici il a proposé une explication qui, si elle n'est pas absolument probante, est cependant très vraisemblable ; 3° Les fouilles d'Azy, ouvrage offert à la Société par l'auteur, M. Camuzon d'Essomes. Cette plaquette, luxueusement éditée et illustrée, contient le récit des fouilles faites en 1902 et 1903 près du village d'Azy, fouilles qui ont amené la découverte de poteries, d'armes, de silex, de fragments d'armures, d'objets de bronze, de colliers en corail, verre et autre, et enfin de 41 monnaies, dont 28 gauloises et 13 romaines.

L'ordre du jour appelle ensuite la présentation de

M. l'abbé Berriot, curé de Bruyères, comme membre correspondant, présenté par M. Souchon et Servant, et de M. de Nazelles, maire de Guignicourt, présenté par MM. Souchon et le baron de Trétaigne.

Ces présentations sont acceptées et la Société est informée que M. de Nazelles communiquera bientôt des documents sur Dupleix de l'Inde, faisant partie de ses papiers de famille.

M. le Président continue la séance en analysant le livre : *Les Français à Luxembourg* de M. Lefort, offert dernièrement à la Société Académique, et donne ensuite la parole à M^{re} Baton qui continue la lecture de ses recherches sur l'histoire religieuse de Laon. Il y est question en cette réunion : 1° De l'église Saint-Victor des Chenizelles, détruite par les Anglais au xiv^e siècle, et qui existait déjà en 1031. — 2° De l'église Saint-Julien fondée au x^e siècle. — 3° De la paroisse de Saint-Just dont l'église devait se trouver sur l'emplacement du cimetière actuel, paroisse peu importante réunie plus tard à celle de Saint-Cyr. — 4° De la congrégation Notre-Dame fondée en 1622 pour l'instruction des filles et qui remplit sa mission pendant 170 ans, jusqu'en 1792.

Enfin le nouveau sociétaire, M. Legrand, présente pour sa bienvenue une intéressante communication sur la transcription d'une charte de Philippe de Beaumanoir, relative à Bruyères et qui se trouve à la bibliothèque de Laon. Philippe de Beaumanoir qui est notre compatriote résidait à Guiscard ; il était bailli du Vermandois et fut un jurisconsulte éminent comme prouvent ses commentaires des lois françaises sans addition de droit romain. Dans la charte étudiée par M. Legrand, il s'agit de la vente d'un fief royal dit la mairie de Bruyères et de la main-mairie de Chérêt en 1239. Cette charte ne

paraît pas avoir été connue et n'a pas été rédigée par Philippe de Beaumanoir lui-même. Il serait désirable qu'elle fut insérée dans le prochain Bulletin en préparation.

Rien n'étant plus à l'ordre du jour et les communications étant épuisées, la séance est levée à dix heures un quart.

SÉANCE DU 25 MARS 1904.

Présidence de M. SOUCHON, Président.

Le procès-verbal de la précédente séance du 24 janvier est lu et adopté.

M. le Président présente et fait agréer par la Société les excuses de MM GLINEL, LION et PERINNE DE LA CAMPAGNE, et communique les remerciements de MM. Berriot et de Nazelle pour leur récente admission comme membres correspondants ; il dépose ensuite sur le Bureau les différentes publications reçues depuis la dernière séance.

Conformément à l'ordre du jour, M. le Président présente les candidatures comme membres correspondants de MM. Barbier, de Laon, et Riomet, instituteur à Villeneuve-sur-Fère : le premier présenté par MM. Souchon et Servant et le second par MM. Souchon et Casse. A ces deux candidatures, M. le Président demande la permission d'en joindre une troisième qui est celle de M. Black, avoué à Laon, présenté par MM. Lion et Servant. Ces trois candidats agréés à l'unanimité sont en conséquence déclarés admis comme membres correspondants. M. le Président est chargé de les en informer.

Il est ensuite communiqué par M. le Président :

- 1° Une lettre de M. le Président de la Société Académique de Beauvais qui, répondant à une lettre de M. Souchon, regrette la cessation entre les Sociétés de Laon et de Beauvais de l'échange de leurs publications, propose de le reprendre à partir de 1901 et invite, par avance, notre Société à prendre part au congrès archéologique, qui se tiendra à Beauvais en 1905. —
- 2° Le relevé du compte courant de la Société à la banque Lefèvre, Evrard et Cie, présentant au 31 décembre dernier un solde créditeur de 3.461 fr. 65.

M. le Président communique en outre et tout spécialement en raison de l'intérêt très particulier et local qu'ils présentent les ouvrages suivants :

- 1° Un exemplaire, offert par M. de Nazelle, du catalogue des manuscrits qu'il a en sa possession et qui concernent le marquis de Dupleix. Ce catalogue est précédé d'une préface dans laquelle M. de Nazelle expose par suite de quelles circonstances ces manuscrits sont parvenus entre ses mains. —
- 2° Un exemplaire, offert par l'auteur, de l'histoire de la commune d'Arrancy, par M. le Marquis de la Tour du Pin. —
- 3° Un exemplaire d'une brochure publiée par M. Bercet, secrétaire de la mairie d'Anor, et intitulée : La Loi de Prisches et la charte d'Anor. L'auteur demande en échange un exemplaire de l'ouvrage de M. Matton. La Société charge M. Souchon de remercier M. le Président de la Société Académique de Beauvais ainsi que MM. de Nazelle et de la Tour du Pin, et décide qu'un exemplaire de l'ouvrage de M. Matton sera adressé à M. Bercet.

M. le Président fait ensuite part à la Société que la Commission des statuts s'est réunie le matin

même de ce jour, 25 mars 1904, et rend ainsi compte de ce qui a été fait :

A cette séance de la Commission assistaient M. Souchon, Président, MM. Berthault et Gilbert, Membres, et M. Cortilliot, l'un des signataires de la proposition de modification des statuts.

MM. Casse et Servant, empêchés, s'étaient fait excuser.

La Commission, après avoir entendu la lecture du rapport de M. Berthault, en a adopté, sauf quelques modifications de détail, les conclusions, et a exprimé le désir qu'un exemplaire imprimé de ce rapport fût adressé à chaque membre titulaire.

Cet exposé fait, M. le Président s'excuse de ne pouvoir, séance tenante, déposer sur le Bureau le manuscrit du projet adopté par la Commission, sur le rapport de M. Berthault, ce dernier ayant désiré conserver ce manuscrit jusqu'au mercredi suivant, afin de pouvoir y faire les légères retouches décidées par la Commission. M. le Président propose de faire imprimer ce projet sur feuilles avec blanc suffisant pour recevoir les observations, d'en faire adresser un exemplaire à chaque membre titulaire en même temps qu'un exemplaire des anciens statuts existant à la Bibliothèque, et de porter à l'ordre du jour de la prochaine séance la discussion de ce projet.

A l'unanimité cette proposition est adoptée.

M. Cortilliot exprime alors l'espoir qu'une seule séance suffira pour l'examen complet et l'approbation des nouveaux statuts. M. Servant exprime au contraire la crainte qu'une séance ne soit insuffisante pour cet examen, car il y aura lieu de veiller à ce qu'il soit fait une exacte application de la loi de 1901, et de prendre telles ou telles précautions selon que la Société croira devoir opter pour la personnalité restreinte ou bien pour la personnalité complète qu'assure seule la reconnaissance d'utilité publique.

M. Gilbert demande alors à M. Servant ce qu'il entend par cette distinction. M. Servant répond que par cette distinction, il n'entend rien autre que ce qui est contenu dans la loi même du premier juillet 1901, qui prévoit deux sortes de personnalités.

M. Cortilliot déclare qu'il n'est pas question, dans le projet, qui doit être soumis à la Société, de demander la reconnaissance d'utilité publique et que la personnalité restreinte paraît devoir suffisamment répondre au but de la Société. MM. Baudet et Servant font remarquer que cette question présente au contraire le plus grand intérêt, notamment au point de vue de la capacité de recevoir des dons et des legs. M. Cortilliot fait alors observer que le projet, qui a été arrêté par la Commission prévoit ce cas et assure à la Société la capacité de recevoir des dons et des legs. M. Baudet répond que la loi de 1901 n'autorise pas les associations, qui n'ont que la personnalité restreinte, à recevoir des dons et des legs.

M. Servant ajoute que les dispositions de cette loi de 1901 intéressant l'ordre public, il est impossible d'y déroger par des conventions particulières. Toute stipulation de la nature de celle à laquelle M. Cortilliot fait allusion serait donc réputée non écrite, si la Société n'était pas reconnue d'utilité publique. Au surplus, dit-il, les quelques observations qui viennent d'être échangées, prouvent que l'examen des nouveaux statuts semble devoir demander un temps assez long. M. Baudet fait ensuite un rapide exposé des principales dispositions de la loi de 1901 qui concernent les deux sortes de personnalités.

Après échange de ces observations, M. le Président fait ressortir l'intérêt qu'il y aura à ce que chaque membre titulaire ait le temps nécessaire pour étudier

en tous ses détails le projet de modification des statuts et propose dans ce but que les exemplaires imprimés qui, selon la décision déjà prise, doivent remis à chaque membre en même temps que la convocation à la prochaine réunion, soient adressés quinze jours au moins avant cette séance. Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

M. Souchon donne ensuite lecture du mémoire qu'il destine au Congrès des Sociétés savantes et qu'il a dressé en réponse à ces deux questions du programme : 1° En l'an X, à la veille du Concordat, quels sont les édifices servant au culte et non aliénés ? 2° Quels sont les édifices non aliénés qui ont été rendus au culte, et ceux qui ne l'ont pas été ?

De vifs remerciements sont adressés à M. Souchon pour la lecture de ce mémoire, qui fait ressortir le peu de changement survenu dans cet ordre de choses, pendant la tourmente révolutionnaire. L'Assemblée croit devoir exprimer en outre à son Président toute sa reconnaissance pour cette communication, qui constitue à son égard la plus délicate attention, puisqu'elle lui permet de connaître, dans sa primeur, ce travail si intéressant au point de vue de l'histoire locale et si fortement documenté au point de vue administratif.

M. Servant demande à la Société quelle suite a été donnée au projet de la sépulture de Guillaume de Harcigny, dont il est question au compte rendu de la séance de la Société du 7 mai 1880, tome 25, page xxv. En l'absence de M^{sr} Baton, il ne peut être utilement répondu à cette question.

M. le Président fait connaître à la Société que le général de Saint-Priest, émigré, blessé à la bataille de Reims, fut inhumé en 1814 dans la cathédrale de Laon. Après 1830, le Conseil municipal ordonna,

par une délibération, l'enlèvement du monument. Le corps dut alors être enlevé par la famille, car il n'existe pas trace qu'une concession ait été accordée pour le transfert des restes dans le cimetière de notre ville.

Avant de clore la séance, M. le Président croit devoir signaler à l'attention de ses collègues une thèse dans laquelle M. Anchel, ancien élève de l'Ecole des Chartes, soutient que Barthélemy de Vir doit être dénommé Barthélemy de Joux.

La séance est levée à dix heures.

SEANCE DU 8 JUILLET 1904.

Présidence de M. SOUCHON, Président.

M. le Président commence par dire qu'il a pour premier devoir, dès le début de la séance, d'adresser au dévoué secrétaire de la Société, M. Casse, encore retenu sur son lit de douleur à la suite du triste accident dont il a été victime, les témoignages d'affectueux intérêt que lui porte la Société Académique et les vœux qu'elle forme pour son prompt et complet rétablissement.

M. Souchon donne lecture de la lettre d'excuses que lui a adressée M. Casse et ajoute que ce dernier avait pris soin de lui envoyer, précédemment à cette lettre, le procès-verbal commencé sur projet de la dernière séance, et accompagné des notes qu'il avait prises. Selon le désir exprimé par M. Casse lui-même, le procès verbal a été complété d'après les notes de M. le Secrétaire.

En l'absence de M. Casse, M. Souchon prie

M. Servant de vouloir bien remplir les fonctions de secrétaire.

Le procès-verbal de la dernière séance du 25 mars est lu et adopté.

M. le Président présente et fait agréer les excuses de MM. Berthault, Ermant et Perinne de la Campagne, empêchés d'assister à la séance. A sa lettre d'excuses, M. Berthault, rapporteur du projet de nouveaux statuts, a cru devoir joindre une lettre et une note qui lui ont été, sur sa demande, adressées par M. Abot, chef de division à la préfecture de l'Aisne, et qui sont relatives à la question des nouveaux statuts.

M. Souchon communique ensuite la lettre de remerciements de M. Black pour sa récente admission comme membre correspondant.

Conformément à l'ordre du jour, M. le Président dépose sur le Bureau les différentes publications reçues depuis la dernière séance.

Avant de passer à l'article deux de l'ordre du jour qui porte : « Discussion du projet de modification des statuts », M. le Président fait remarquer que la séance ne réunit pas les deux tiers des membres titulaires et qu'en conséquence il ne pourra, à titre définitif tout au moins, être procédé à la discussion de ce projet. La Société peut cependant, ajoute-t-il, prendre dès maintenant connaissance du projet qui lui est soumis, et en faire, à titre provisoire, l'examen détaillé. Sous le bénéfice de cette réserve, la parole peut être donnée sur la question à tout membre qui en ferait la demande.

M. Baudet demande la parole, qui lui est aussitôt donnée. M. Baudet fait observer que le projet de statuts présenté à l'Assemblée ne paraît pas contenir une application suffisante des prescriptions de la loi du

1^{er} juillet 1901. Cette loi, dans ses articles 5 et 6, édicte un ensemble de précautions, dont le rapport ne semble pas tenir compte, ce qui équivaudrait à un oubli complet du côté juridique de la question soumise à l'examen du rapporteur et de la Commission.

M. Servant demande alors qu'il soit donné lecture de ces deux articles 5 et 6 à l'Assemblée, qui pourra reconnaître ainsi tout le bien fondé de l'observation de M. Baudet. Ce point important de l'étude qui occupe en ce moment la Société, mérite d'autant mieux de retenir toute l'attention de l'Assemblée que les premières lignes du rapport qui précède le projet des statuts nouveaux font ressortir la nécessité de mettre ces statuts en harmonie avec la législation récente.

Lecture est donnée des articles 5 et 6 de la loi du 1^{er} juillet 1901.

M. Cortilliot exprime le désir qu'il soit fait une application complète des dispositions de cette loi de 1901. C'est bien là le but que se propose la Société qui se trouvera ainsi bénéficier de tous les avantages attachés à la constitution de sa personnalité civile. M. Cortilliot fait remarquer que la demande primitive de révision des statuts portait simplement sur la mise des anciens statuts en harmonie avec les usages qui ont prévalu dans la Société et que le travail de la Commission n'avait pas porté sur d'autres points.

M. Baudet donne ensuite, avec autant de soin que de compétence, un aperçu complet de toutes les modifications qu'il y aurait lieu, selon lui, d'apporter au projet présenté, à l'Assemblée, projet dans lequel le côté juridique de la question ne paraît pas avoir été envisagé.

M. Lobgeois propose le renvoi du projet à la Commission et la nomination de M. Baudet en qualité de

membre nouveau de cette Commission. Après échange d'assez nombreuses observations sur l'utilité de ce renvoi, à titre d'étude complémentaire, M. le Président dit qu'il croit devoir reprendre et mettre aux voix la proposition de M. Lobgeois. Cette proposition est adoptée à l'unanimité.

M. le Président remercie M. Baudet de l'étude si complète qu'il a bien voulu faire, et du concours si utile qu'il a cru devoir, dans cette circonstance donner à la Société Académique.

M. Barbier, nouveau membre correspondant élu entre en ce moment en séance.

M. Legrand donne ensuite lecture d'une étude qu'il a faite sur la renonciation à communauté dans le Vermandois. Cette institution de la renonciation à communauté paraît remonter aux croisades. Jusqu'au ^{xiii}^e siècle, la renonciation à communauté était permise aux femmes nobles seulement. Il suffisait de renoncer aux meubles pour être exonéré des dettes. Beaumanoir donne des indications sur ce point. A partir du ^{xiv}^e siècle, deux nouvelles notions apparaissent : la renonciation aux meubles et conquêts ; la renonciation permise aux roturiers. Si la femme noble conserve la faculté de renoncer aux meubles seulement, l'un quelconque des époux roturiers peut renoncer aux meubles et conquêts, mais il devra toujours payer la moitié des dettes. Beaumanoir excepté, le premier texte connu qui mentionne la renonciation à communauté dans notre région est un coutumier de 1448. Mais c'est surtout l'ancienne coutume de Laon, antérieure d'un demi-siècle environ à la coutume officielle de 1556, qui fournit des renseignements précis. Il existe donc une lacune, et durant un siècle et demi environ les éléments d'information font défaut. Les archives communales de

Laon contiennent des conclusions échangées vers 1380 devant le grand bailli de Vermandois, à l'occasion d'un procès entre la communauté des habitants de Laon et une dame de Maizy. La valeur d'une renonciation à communauté y fait l'objet d'une assez longue discussion. M. Legrand s'occupe de la publication de ces documents. De leur phraséologie assez embrouillée, M. Legrand arrive à extraire des principes se rapprochant sensiblement de ceux contenus dans l'ancienne coutume de Laon : faculté pour la femme noble de renoncer aux meubles seulement et à l'un quelconque des époux roturiers de renoncer aux meubles et conquêts, mais sans pouvoir s'exonérer de plus de la moitié des dettes. La femme peut encore renoncer en jetant ses clés sur la fosse de son mari. La coutume de 1556 reformera ces bizarreries et fera disparaître ces inégalités. La femme seule aura la faculté de renoncer, qu'elle soit noble ou roturière ; elle devra renoncer à la communauté toute entière et elle échappera au paiement de toutes les dettes. Il n'y aura plus de différence entre femmes nobles et roturières, si ce n'est quant à la longueur du délai pendant lequel la formalité devra être remplie. La déclaration de renonciation devra être faite en justice.

La séance est levée à dix heures trois quarts.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

DU 11 NOVEMBRE 1904.

Présidence de M. SOUCHON, Président.

Le vendredi onze novembre mil neuf cent quatre, à huit heures 1/2 du soir, la Société Académique de Laon s'est réunie en Assemblée générale extraordinaire à Laon, rue Sainte-Geneviève, en la salle de sa bibliothèque, dépendant du musée communal de cette ville, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de M. Souchon, Président.

A cette délibération ont pris part : MM. Souchon, Président ; de Florival, Président d'honneur, non présent, mais représenté par M. Glinel ; Baton, Président d'honneur, non présent mais représenté par M. Souchon ; Glinel, Président d'honneur ; Baillet, non présent, mais représenté par M. Servant ; Baudet ; Brismontier, non présent, mais représenté par M. Glinel ; Casse, non présent, mais représenté par M. Souchon ; Ermant, non présent, mais représenté par M. Souchon ; Gilbert ; Labouret ; Lion, non présent, mais représenté par M. Souchon ; Marlier, non présent, mais représenté par M. Souchon ; Monbrun ; Perinne de la Campagne, non présent, mais représenté par M. Souchon ; Léon Rousseau, non présent, mais représenté par M. Servant ; Servant ; Tilorier, non présent, mais représenté par V. Glinel ; tous membres titulaires, ayant voix délibérative. Les pouvoirs donnés par MM. de Florival, Baton, Baillet, Brismontier, Casse, Ermant, Lion, Marlier, Perinne de la Campagne, Léon Rousseau et Tilorier sont demeurés annexés au présent procès-verbal. MM. Legrand ; Black, non présent, mais représenté par M. Servant, tous deux membres correspondants

ayant voix consultative. Le pouvoir donné par M. Black est demeuré annexé au présent procès-verbal. Les membres titulaires non présents, ni représentés, sont : MM. Courtois, Lobgeois, Ply. M. Casse, secrétaire n'étant pas présent, bien que représenté, M. Souchon prie M. Servant de vouloir bien remplir les fonctions de secrétaire.

Le procès-verbal de la dernière séance du 8 juillet, est lu et adopté.

M. le Président fait part à l'assemblée que M. Berthault lui a adressé sa démission de membre titulaire et exprime les regrets que cette détermination va causer à la Société. M. Glinel ajoute qu'il croit devoir joindre ses regrets personnels à ceux que M. le Président vient d'exprimer au nom de tous, à l'occasion de cette décision de M. Berthault, qui appartenait depuis longtemps déjà à l'Association.

M. Souchon présente ensuite les excuses de M. Barbier, membre correspondant, empêché d'assister à la séance.

M. le Président expose à la Société :

Qu'en conséquence du renvoi à elle fait par la délibération du huit juillet dernier du précédent projet de modification des statuts, la Commission de Révision a tenu le 19 octobre 1904 une séance à laquelle assistaient MM. Souchon, Président, Baulet et Servant, Membres. MM. Casse et Gilbert, empêchés s'étaient fait excuser.

M. Berthault avait, des avant cette réunion, envoyé sa démission de membre titulaire à M. Souchon.

Dans cette séance, et sur le rapport qu'avait bien voulu prendre soin de dresser M. Baudet, la Commission a arrêté les termes d'un nouveau projet de modification des statuts. C'est ce nouveau projet qui va être présenté à l'examen de la Société et discuté à titre définitif si l'assemblée juge bon de le décider.

La séance réunissant plus des deux tiers des membres titulaires présents ou représentés, une délibération définitive peut être prise valablement.

L'Assemblée consultée décide alors, à l'unanimité des membres titulaires, présents ou représentés, que sur la lecture, qui va être faite de ce projet nouveau, la discussion sera aussitôt ouverte. Lecture est donc donnée par M. Baudet du nouveau projet, et la Société, après avoir apporté quelques additions et avoir successivement adopté chacun des articles, vote, à l'unanimité des membres titulaires, présents ou représentés, l'ensemble des articles composant ce projet de modification des statuts, modifications qui vont avoir pour résultat de mettre les statuts de la Société en harmonie complète avec la législation récente.

L'Assemblée vote ensuite, toujours à l'unanimité des membres titulaires, présents ou représentés :

- 1° L'impression des statuts modifiés ainsi qu'il vient d'être dit. —
- 2° L'envoi d'un exemplaire imprimé à chacun des membres titulaires, honoraires et correspondants. —
- 3° L'exécution des formalités prescrites par la loi du 1^{er} juillet 1901, et tous les pouvoirs nécessaires au Bureau pour remplir ces formalités.

La question de modification des statuts se trouvant ainsi épuisée, M. le Président dit qu'il sera certainement l'interprète fidèle des sentiments de tous en adressant à M. Baudet les remerciements de la Société pour le travail si complet qu'il a bien voulu faire et qui permet d'arriver aujourd'hui à une solution si prompte et si satisfaisante pour l'avenir de l'association.

Sur la proposition de M. Baudet, il est décidé qu'il sera fait l'achat d'un exemplaire de la loi de 1901.

M. Servant demande alors la parole pour proposer à

l'Assemblée d'offrir la Présidence d'honneur de la Société Académique à Monsieur le Préfet de l'Aisne et Monsieur le Maire de Laon. Ce serait, dit-il, revenir à des usages invariablement suivis autrefois et qui, loin d'avoir été intentionnellement abandonnés, n'ont subi qu'une interruption momentanée par suite de circonstances remontant à quelques années seulement. Le moment serait d'autant mieux choisi pour reprendre le cours de ces anciennes traditions que la Société, pour acquiescer, conformément aux décisions qui viennent d'être prises, la capacité juridique, aura à déclarer incessamment son existence aux représentants de l'autorité publique. Ce sont là du reste des traditions de haute courtoisie, auxquelles nous sommes tous soucieux de demeurer fidèles, imitant en cela l'exemple qui nous est donné par toutes les Sociétés locales ayant un but analogue à celui que se propose la Société Académique. A l'unanimité, l'Assemblée décide d'offrir la Présidence d'Honneur de la Société Académique à Monsieur le Préfet de l'Aisne et à Monsieur le Maire de Laon, et donne mandat à son bureau de faire dans ce but toutes les démarches qu'il jugera utiles.

Avant de se séparer, l'Assemblée décide en outre et conformément à des usages suivis jusqu'ici, de conférer à M. Cortilliot, en sa qualité d'ancien président de l'Association, le titre de Président honoraire de la Société.

La séance est levée à dix heures.

Et tous les membres présents, agissant, les uns en leur nom personnel et les autres tant en leur nom personnel qu'au nom et comme mandataires des membres représentés, ont signé le procès-verbal.

Signé: Souchon, Glinel, Baudet, Cortilliot, Gilbert, Labouret, Monbrun, Servant, et Gaëtan Legrand.

SÉANCE DU 16 DÉCEMBRE 1904.

Présidence de M. SOUCHON, Président.

En l'absence de M. Casse, secrétaire, M. Souchon prie M. Servant de vouloir bien remplir les fonctions de secrétaire.

Le procès-verbal de la précédente séance du 11 novembre est lu et adopté.

M. le Président ouvre la séance par ces quelques mots consacrés à la mission que le bureau avait reçue et qu'il a eu l'honneur de remplir auprès de Monsieur le Préfet de l'Aisne et de Monsieur le Maire de Laon :

En exécution de la décision prise par vous, Messieurs, dans la réunion extraordinaire du 11 novembre dernier, nous nous sommes rendus sans tarder, Monsieur Servant et moi, à la Préfecture et à l'Hôtel de Ville : je n'ai pas besoin de vous dire que nous y avons reçu le plus aimable accueil. Monsieur Goulley et Monsieur Ermant nous ont remerciés d'avoir pensé à eux dans la réorganisation de la Société et ont bien voulu nous annoncer qu'ils acceptaient avec grand plaisir le titre de Président d'Honneur de l'Association nouvelle. Ils lui ont souhaité une longue et heureuse existence, et nous ont assuré qu'étant donné l'esprit d'entente et de conciliation et aussi de respect à la loi dont elle s'inspirera désormais, nous avions le droit de compter sur toutes les sympathies et de solliciter tous les concours.

M. le Président ajoute qu'il lui reste à exprimer à la Société les regrets que vient de lui faire parvenir Monsieur Goulley, Préfet de l'Aisne, qui se proposait d'assister à la séance et qui se trouve, au dernier moment, empêché.

M. Souchon présente en outre à l'Assemblée les excuses des membres titulaires non présents, mais

représentés, ainsi que les excuses de M. Barbier, membre correspondant, retenu par les nombreuses obligations que lui occasionne la fin prochaine de l'année. Il est ensuite communiqué une lettre adressée à M. le Trésorier et dans laquelle Madame Tolmer, en envoyant le montant des cotisations de 1903 et de 1904, dit toute la satisfaction qu'elle éprouve à pouvoir, malgré son éloignement, rester membre correspondant.

Avant de passer à l'ordre du jour, M. le Président annonce que M. Legrand, membre correspondant, toujours si fidèle aux réunions, se trouve en ce moment éloigné de Laon par suite du décès tout récent de son père. M. Souchon dit qu'il est certain de bien traduite les sentiments de ses collègues en adressant à M. Legrand, dans ces si douloureuses circonstances, les témoignages de cordiale sympathie de tous les membres de l'Association.

La première question portée à l'ordre du jour est celle du compte rendu des formalités remplies pour obtenir à la Société la capacité juridique conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901. M. le Président procède à ce compte rendu dans les termes suivants :

J'ai, Messieurs, à vous rendre compte des formalités que j'ai dû accomplir en vue d'obtenir pour la Société la capacité juridique et la faire bénéficier d'une situation régularisée. Dès que les statuts nouveaux ont été imprimés, j'en ai fait timbrer deux exemplaires et je suis allé de concert avec M. le Secrétaire général les déposer le 2 décembre à la Préfecture, en même temps que la déclaration prescrite par la loi. Un récépissé m'a été aussitôt remis et je n'ai plus eu qu'à envoyer au *Journal officiel* l'insertion obligatoire, qui a paru dans le numéro du 11 décembre dernier. En même temps un registre, destiné à l'inscription des changements apportés dans la constitution de l'Association, a été paraphé par M. le Préfet de

L'Aisne : c'est ce registre dont la communication sans déplacement est imposée par l'article 6 du chapitre I du titre 1 du décret du 16 août 1901. Vous voyez, Messieurs, que ces prescriptions diverses n'ont pas été très compliquées. Grâce à leur exécution, la Société Académique de Laon, qui comptait cinquante-quatre ans d'existence, va revivre dans l'association nouvelle.

Celle-ci restera fidèle tout d'abord aux traditions de haute courtoisie et d'estime réciproque dont personne ne s'est jamais départi jusqu'à présent dans la Société. Nous continuerons également l'œuvre de nos devanciers, c'est-à-dire l'étude et la publication de tout ce qui intéresse le Département de l'Aisne en général, Laon et ses environs plus particulièrement. Mais nous tiendrons compte de ce fait que, depuis 1850, de grands changements se sont produits dans le monde. Les méthodes ont été complètement modifiées, et il convient maintenant à l'historien, à l'archéologue et au littérateur d'étudier les questions qu'il traite dans un esprit d'impartialité absolue, qui n'exclut pas la plus rigoureuse critique et un style d'une extrême sobriété. Nous n'oublierons pas non plus qu'on a accusé autrefois d'exclusivisme les Sociétés savantes. Sans discuter si ce reproche a pu un jour être adressé à la Société Académique, nous sommes d'avis que, dans une association d'information mutuelle comme la nôtre, on ne doit décourager aucune initiative. Tant que vos honorables suffrages me maintiendront à la Présidence, je veillerai à ce qu'elle soit ouverte à tous. Nous avons eu et nous aurons encore, je l'espère, les officiers de la garnison. L'Université ne vient pas assez à nous, et je le regrette. Les instituteurs, en particulier, pourraient nous apporter un si précieux concours. Le hasard les met souvent en présence de documents inédits, conservés dans des collections particulières, qui ont une réelle valeur et qu'il serait urgent de sauver de l'oubli. Je n'insiste pas, Messieurs, et n'ai pas besoin de conclure ; vous comprendrez tous, j'en suis sûr, l'intérêt que présenterait l'extension de nos relations et de notre influence, pour la Société d'abord et pour le développement intellectuel de la région laonnaise.

A l'unanimité des Membres, présents ou représen-

tés, l'exécution des formalités remplies est approuvée.

M. le Trésorier présente ensuite le rapport sur la situation financière de la Société et le projet de budget pour l'exercice 1904-1905. Ce rapport et ce projet de budget sont approuvés et votés à l'unanimité des membres présents ou représentés et M. le Trésorier est spécialement autorisé à ne faire le recouvrement des cotisations pour l'année 1905 qu'à partir du mois de mai prochain. Les questions financières se trouvant épuisées, il est décidé, à la même unanimité que précédemment, qu'on portera à l'ordre du jour de la plus prochaine séance l'admission de MM. l'Eleu, Avocat au Mans, et Marquiset Fils, Architecte à Laon, présenté comme membres titulaires, le premier par MM. Souchon et Servant, et le second par MM. Glinel et Souchon.

L'ordre du jour appelle à ce moment le renouvellement du Bureau ou Conseil d'Administration. Il est, en conséquence, procédé au scrutin, qui donne les résultats suivants :

Président, M. Souchon : 15 voix ; M. Glinel : 1 voix.

Vice-Président, M. Perinne de la Campagne : 14 voix ; M. Marlier : 1 voix ; M. Glinel : 1 voix.

Secrétaire-général-Archiviste-Bibliothécaire, M. Servant : 15 voix ; M. Brismontier : 1 voix.

Trésorier, M. Lion : 13 voix ; M. Baudet, 3 voix.

Secrétaire des séances, M. Casse : 16 voix.

La réélection de MM. Souchon, Perinne de la Campagne, Servant, Lion et Casse est aussitôt proclamée et le nouveau Bureau se trouve ainsi constitué au complet. Au nom du Bureau tout entier, M. Souchon remercie l'Assemblée de ce nouveau témoignage de confiance et de sympathie.

M. Matton, dont la démission de membre correspondant ne remonte qu'au 24 janvier 1904, ayant exprimé le regret de n'avoir pas reçu quelques exemplaires de son ouvrage : *Les anciennes papeteries de l'Aisne*, ainsi que les deux derniers bulletins parus, le Bureau est autorisé à lui faire remettre cinq volumes des anciennes papeteries et un exemplaire de chacun des tomes 29 et 30 du Bulletin.

M. le Président commence alors la lecture du compte-rendu analytique de l'ouvrage : *L'assassinat des Ministres français au Congrès de Rastadt*. Dans la première partie de ce travail, M. Souchon résume, en quelques pages et sous la forme la plus saisissante, les principaux faits qui ont précédé et accompagné ce tragique événement de la vie politique extérieure du Directoire, et qui, tels qu'ils figurent en cet ouvrage, contribuent à présenter cet événement sous un jour historique absolument nouveau.

La lecture de la seconde partie est remise à la plus prochaine séance.

M. Dejante, instituteur à Fresnes-sous-Coucy, ayant envoyé en communication à la Société une étude manuscrite sur l'Abbaye de Saint-Jean de Laon, M. le Président a cru devoir présenter sur ce travail un rapport dont il donne lecture. Cette lecture terminée, l'Assemblée charge le bureau d'adresser à l'auteur ses félicitations et ses encouragements. Rien ne se trouvant plus à l'ordre du jour, M. Cortilliot dépose sur le Bureau de la Société une note ainsi conçue : *Proposition relative à la publication du Journal manuscrit de Devisme, Député aux Etats Généraux (5 mai 1789)*, et demande l'inscription de cette note à l'ordre du jour de la prochaine séance.

La séance est levée à dix heures et quart.

RAPPORT

sur le classement général
de la Bibliothèque de la Société Académique
et sur le Catalogue.

MESSIEURS,

La mission, que nous tenons de votre confiance, touche à son terme, mais notre travail, si modeste soit-il, vous apparaîtrait, ce nous semble, comme dépourvu de la conclusion, qui lui convient, si nous omettions de vous donner aujourd'hui un aperçu des documents nombreux, qui depuis quelques mois ont fait l'objet de nos soins presque quotidiens, et constituent la bibliothèque de la Société Académique.

Notre rôle sera d'autant plus facile à remplir, qu'il s'agit là pour vous, Messieurs, non pas d'inconnus, mais bien de témoins fidèles de vos si intéressants travaux, depuis de longues années.

Amis sûrs, collaborateurs à l'occasion toujours prêts mais aussi trop discrets, ils ne devaient qu'à eux-mêmes et à leur excessive réserve de n'être pas tous mieux connus de vous.

Les livres sans doute, Messieurs, comme les personnes, peuvent être sujets à ce très particulier état d'âme, qui, d'une préférence avouée pour la retraite, peut insensiblement conduire, avec le cours des années et l'habitude aidant, à un goût immodéré de la solitude et à la recherche, presque incessante, de demeurer inaccessibles.

A ce mal d'âge mûr, (votre bibliothèque ne vient-elle pas de franchir la cinquantaine), vous avez certainement, Messieurs, voulu porter remède, le jour où vous avez décidé qu'un classement général, suivi d'un catalogue, serait fait sans retard.

S'il nous est aussi promptement permis de vous solliciter, Messieurs, à un examen rapide de votre bibliothèque, aujourd'hui classée et cataloguée, nous devons cette réelle satisfaction à la haute compétence et à l'obligeance si connue de notre Président, qui, non content d'avoir pris l'initiative de cette mesure, a bien voulu demeurer constamment à notre disposition pour nous fortifier de sa grande expérience et nous faciliter les décisions à prendre au cours de ce travail, que vos constants et si sympathiques encouragements contribuaient déjà, Messieurs, à rendre pour nous si attachant.

Votre bibliothèque, Messieurs, est divisée en trois parties distinctes.

La première partie comprend les bulletins et ouvrages publiés par la Société Académique et occupe les vitrines A, A *bis*, et B.

La deuxième partie, de beaucoup la plus importante, se compose des revues, bulletins et mémoires, qui nous sont envoyés périodiquement par nos Sociétés correspondantes. Les vitrines C, D, E, F, G et H, sont spécialement réservées à cette seconde partie.

Enfin la troisième partie est consacrée aux ouvrages divers offerts par leurs auteurs à votre Société à titre de dons gracieux ; cette partie de votre bibliothèque, que nous pourrions appeler la bibliothèque générale, est classée sous les vitrines I, J et K.

La première partie de votre bibliothèque com-

mence, (c'était pour elle droit de primatie), par une collection complète et reliée des bulletins et ouvrages publiés par la Société Académique. Dans un sentiment de précautionneux attachement à ce qui constitue, Messieurs, votre œuvre personnelle depuis plus de cinquante années, nous avons fait suivre cette première collection d'une autre collection semblable, destinée comme la première à demeurer, spécialement et à perpétuité, la propriété définitive de votre Société. Les lacunes qui existent ne nous ont pas permis, à notre grand regret, de constituer au complet cette deuxième collection, à laquelle il manque les tomes 1, 8, 9, 10 et 18, ainsi qu'un exemplaire des deux ouvrages : « Les Élections aux États généraux de 1789 » ; et « Cinquante ans de l'histoire du Chapitre de Notre-Dame de Laon », publiés par votre Société.

Nous venons d'exprimer ici, Messieurs, un premier regret ; hâtons-nous de dire notre espoir que, dans un avenir prochain et grâce au concours de tous, il nous sera possible de combler ces premières lacunes. La Société Académique ne se doit-elle pas à elle-même de pouvoir compter, aux premiers rangs de sa bibliothèque, et pour son usage personnel, deux collections au moins, entièrement complètes, des bulletins et ouvrages qu'elle a publiés ?

À la suite des deux collections, que nous venons de vous signaler, figurent, par séries d'années d'édition, les exemplaires qui restent des bulletins et ouvrages publiés par la Société, après envois, faits aux administrations et à nos Sociétés correspondantes, des exemplaires qui leur reviennent de droit.

Nous pouvons remarquer que le nombre de ces exemplaires qui nous restent, est fort inégal selon les années ou, pour plus exactement parler, selon les tomes.

Il n'existe plus d'exemplaires pour les tomes 1, 8, 9, 10 et 18, ainsi que pour les deux ouvrages : « Les Élections aux États généraux de 1789 », et, « Cinquante ans de l'histoire du Chapitre de Notre-Dame de Laon ».

Nous trouvons ensuite, comme comprenant le plus petit nombre d'exemplaires, les tomes 4 et 17, qui n'en comptent plus qu'un seul. Assez naturellement du reste, le tome 30, qui en compte encore le plus grand nombre, n'est autre que le dernier publié. Nous en trouvons 153. Enfin l'ouvrage : « La Ligue dans le Laonnois » compte encore 110 exemplaires.

La deuxième partie de la bibliothèque, qui est consacrée aux revues, bulletins et mémoires, que nous adressent périodiquement nos Sociétés correspondantes, comprend près de 6.700 volumes ou brochures. Le classement en a été opéré dans chaque vitrine, en commençant par la gauche et par les rayons supérieurs, et en suivant l'ordre alphabétique par noms de provinces, départements, ou villes d'où chaque Société est originaire, ou dont elle porte le nom. La collection des publications de ces Sociétés étant destinée à s'accroître chaque année, il a été laissé, sur la deuxième rangée de chaque rayon, une place suffisante pour recevoir, pendant dix ou quinze ans environ, les publications nouvelles. Cette précaution permettra donc d'éviter, pendant un temps assez long, toute modification dans le classement général.

La troisième partie de la bibliothèque, qui est réservée aux ouvrages divers, offerts par leurs auteurs à votre Société, à titre de dons gracieux, compte près de 2.000 volumes ou brochures. Cette troisième partie comporte, d'après la nature des ouvrages, les huit divisions suivantes : 1. Théologie ; 2. Jurispru-

dence ; 3. Philosophie et Sciences morales et politiques ; 4. Sciences et Arts ; 5. Belles-Lettres ; 6. Histoire ; 7. Littérature étrangère ; 8. Manuscrits.

Une partie distincte, dans les vitrines I, J et K, est assignée à chacune de ces huit divisions.

Ce classement général ainsi opéré, nous nous sommes surtout préoccupés de faire le choix d'un catalogue, qui, par sa forme, fût de nature à réaliser les conditions de classement, de groupement et de recherche, les mieux appropriées au caractère particulier de ce qui constitue la partie principale de votre bibliothèque, c'est-à-dire aux revues, bulletins, et mémoires.

Nous avons cru préférable, pour mieux atteindre ce but, d'adopter pour le catalogue deux registres distincts.

L'un de ces registres, consacré spécialement aux revues, bulletins et mémoires, ainsi qu'à la collection des bulletins et ouvrages publiés par la Société, (c'est-à-dire à la 1^{re} et à la 2^{me} partie de la bibliothèque), comprend deux fiches à la page. Chaque fiche est divisée en trois parties. La première, formant en-tête, doit recevoir le nom de la Société qui a publié les ouvrages décrits sur la fiche. La deuxième partie, divisée en huit colonnes, comprend successivement : le numéro d'ordre ; l'énonciation de chaque publication annuelle, semestrielle, trimestrielle, etc. ; les années de ces publications ; le total des volumes que comprend chacune de ces publications ; la lettre de la vitrine ; les numéros de rayon ; enfin les numéros de rangée. La partie finale, ou troisième partie, de chaque fiche est réservée aux observations. Ce registre se termine par une table alphabétique qui renvoie aux numéros de folio.

Cette disposition spéciale de registre permet donc

d'embrasser, d'un seul et rapide coup d'œil, l'ensemble de chaque collection et de cataloguer, avec ordre et sans interruption, les publications de vos Sociétés correspondantes, au fur et à mesure de leur réception. Il est non moins facile de mesurer, par les numéros d'ordre suivis d'une ligne demeurée en blanc, les lacunes, trop nombreuses malheureusement, qui existent dans chaque collection.

Nous avons dit déjà que la première partie de votre bibliothèque était également cataloguée sur ce registre-fiches. Aussi ajouterons-nous, à titre de plus ample explication, qu'une fiche est consacrée à chaque tome des bulletins et ouvrages publiés par la Société Académique. Cette fiche, qui porte sur les premières lignes l'énonciation des tomes existants à la date de la confection du catalogue, pourra recevoir les mentions des sorties, qui s'effectueront par la suite, et constituera ainsi un véritable sommier de comptabilité pour les tomes, qui feront l'objet de prêts, d'échanges ou de cessions.

En ce qui concerne la bibliothèque générale (3^{me} partie de la bibliothèque), il a été fait choix d'un registre établi dans la forme la plus habituellement adoptée pour les catalogues de bibliothèque. Divisé en deux parties, la première reçoit l'énonciation des ouvrages selon l'ordre alphabétique et par nom d'auteurs. Pour la facilité des recherches, la lettre alphabétique figure à l'angle supérieur de chaque folio.

La deuxième partie de ce registre comprend les ouvrages classés, selon leur nature, et en huit divisions distinctes. Le premier folio de cette deuxième partie est consacré à une table indicatrice du folio initial de la partie de registre réservée à chacune des huit divisions. En outre, tous les folios portent à

leur angle supérieur l'indication de la division à laquelle ils sont consacrés.

Nous avons déjà fait, Messieurs, au cours de ce rapide exposé, une discrète allusion aux lacunes trop nombreuses qui existent dans vos collections de revues, bulletins et mémoires. Permettez-nous de revenir sur ce côté plutôt pénible de notre tâche.

Nous ne saurions trop le redire, il n'existe peut-être pas une seule de vos collections, qui ne compte de grands vides. Plusieurs d'entr'elles, et non des moindres, se trouvent, de ce fait, réduites à l'état le plus regrettable.

Aussi combien serait-il désirable, Messieurs, que votre Société voulût bien accorder toute son attention et consacrer tous ses soins à ramener, dans la mesure du possible, par des recherches patientes, et, graduellement aussi, par quelques sacrifices pécuniaires, les plus notables de ces absents. Les collections, auxquelles nous faisons allusion, le méritent à tous les titres.

Mais si compléter ce que l'on possède comme collections est bien, conserver ce que l'on a est peut-être encore mieux. Et le juste souci de ce mieux nous amène tout naturellement, Messieurs, à vous demander aussi un léger sacrifice en faveur de la conservation des collections que la Société possède. Ce serait mal entendre la sollicitude que nous vous connaissons pour votre Société, que de passer sous silence l'état, ou vraiment regrettable, ou seulement digne d'intérêt, de quelques-unes de vos plus belles collections brochées. Leur conservation convenable ne saurait être désormais assurée qu'au prix d'une modeste reliure.

Certaines d'entr'elles, les plus belles de toutes assurément, à supposer qu'elles échappent, par leur

état actuel, à la nécessité absolue de ce remède immédiat, gagneraient infiniment à le recevoir de votre part le moins tard possible. La grandeur de leur format, les planches et dessins qu'elles contiennent, les rendent, à l'état de brochures, impropres à être consultées, si soigneusement que ce soit, sans qu'il en résulte de vrais dommages pour elles.

A titre d'exemple, bornons-nous à citer :

Les Revues et Annales du Musée Guimet.

Les Bulletins et Mémoires de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile de France.

Les Bulletins, Mémoires, ouvrages divers, et albums archéologiques de la Société des Antiquaires de Picardie.

Nous gardons l'espoir que cette brève énumération suffira pour rallier à notre proposition, Messieurs, l'unanimité de vos suffrages.

Au cours du classement de votre bibliothèque nous avons rencontré d'assez nombreux documents, paraissant tous concerner les archives de la Société Académique. Nous avons réuni ces différentes pièces dans la partie basse de la vitrine G, qui leur demeure spécialement affectée. Il reste à en faire l'examen détaillé et le classement. Ce sera l'œuvre de demain.

En vous faisant aujourd'hui, Messieurs, la remise de votre bibliothèque, qui, compris les exemplaires des bulletins et ouvrages publiés par la Société, compte en l'état actuel, plus de dix mille volumes ou brochures, nous sommes heureux de pouvoir vous exprimer nos sentiments de profonde gratitude pour les témoignages de confiance, que vous n'avez cessé de nous donner ; nous vous en demeurons infiniment reconnaissants. Si, comme nous l'espérons, vous jugez que cette œuvre, qui est aussi la vôtre, Messieurs, peut recevoir une dédicace, nous vous

proposerons d'en faire le très respectueux hommage à celui d'entre nous, qui a eu le mérite de cette initiative, qui doit en conserver l'honneur, et auquel, avant de nous séparer, nous nous permettons de souhaiter, très cordialement, une présidence aussi longue qu'elle a été déjà, pour le plus grand bien de notre Société, pleinement féconde.

II. SERVANT.

Laon, le 24 juillet 1902.

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE

DE LAON.

2^e PARTIE

MÉMOIRES COMMUNIQUÉS.

ARRANCY. (1)

I. — AU MOYEN-AGE.

Étymologie. — 1^{re} Mention historique (XII^e siècle). — *Aransot-la-Cour et Aransot-la-Ville.* — *La paix de Montchâlons.* — *La Châtellenie et le Doyenné de Montaigu.* — 1488. *Compte de Guillaume de Roucy.* — *Coseigneurie à La Bôve et à Neuville.*

Avant la Révolution Arrancy et quelquefois Arensy, est le nom du petit village situé à la naissance d'une vallée d'érosion qui fournit une des sources de l'Ailette, le ruisseau de Bièvre.

Les bords de cet entonnoir sont sillonnés de petites sources qui se perdent aussitôt dans le sable pour renaître plus bas en ruisselets rapides. Cette configuration du terroir se prête à une double étymologie

(1) Notre collègue M. de la Tour du Pin va faire paraître incessamment une monographie de la commune d'Arrancy : nous sommes heureux d'en publier dans le Bulletin de la Société Académique les principaux passages.

correspondant à chacune des deux formes du nom : *aire des sources* pour Arancy, — *sable des sources* ou plutôt « sources des sables » pour Arensy. La finale *cy*, *sy* ou *zy*, très commune dans cette région des collines du Laonnois, paraît y correspondre partout à la présence de sources. Ce fait d'observation se justifierait étymologiquement en se rapportant à la racine *sy* ou *viz* qui se trouve dans les langues primitives et dans maints dérivés actuels.

On trouve les mêmes variations d'orthographe, correspondant aux mêmes époques, pour un village du même nom — Arrancy dans la Meuse.

L'existence du village d'Arancy se révèle dès le haut moyen-âge par l'assignation que l'illustre évêque de Laon, Barthélemy de Vir, fait des revenus de son église, qui relevait du doyenné de Montaigu, à l'abbaye bénédictine de Saint-Vincent de Laon, en 1145.

Est-ce à titre de domaine du riche évêché, ou à titre de fief de la puissante maison de Roucy, à laquelle Barthélemy appartenait par sa mère, qu'est faite cette attribution ? L'une et l'autre supposition se valent et même se corroborent, car il paraît constant que les seigneurs immédiats étaient de la maison de Montchâlons, qui relevait de celle de Roucy en même temps que de l'évêché de Laon. On ne voit d'ailleurs pas que ces seigneurs aient résidé ailleurs qu'à Montchâlons ou à Vaurseine, et il est probable que les villages du voisinage étaient compris dans la commune ou « paix » de Montchâlons, qui date du commencement du XIII^e siècle. Des redevances minimales, une culture facile, notamment celle de la vigne sur des coteaux bien exposés, procuraient un bien-être grâce auquel la petite vallée était très peuplée. Deux écarts, dont l'un, St-Jacques (jadis Arançot-la-Ville), disparu au siècle dernier,

et l'autre, Aransot (jadis Aransot-la-Cour), réduit à une seule ferme, témoignent de cette sur-population d'alors. C'est d'ailleurs un phénomène commun en cette région, et dont l'apparition la plus marquée se remarque au temps de Saint-Louis.

Les terres de la montagne d'Arenсот furent concédées aux Bénédictins de Foigny en 1141, avec l'agrément de l'évêque Barthélemy, par les frères Clairembaut et Hugues de Montchâlons, et Clairembaut de Roucy, leur suzerain. Ces donations ainsi faites par son grand-père et son grand-oncle furent confirmées par Gobert de Montchâlons, seigneur de Bouconville, en 1275. La seigneurie d'Aransot-la-Cour ne paraît pas s'être étendue toujours à Aransot-la-Ville ni à Arancy, car aux mêmes époques nous voyons ces fiefs relever des seigneurs de Montaigu. Mais il faut dire que ceux-ci étaient également de la maison de Roucy, suzeraine, comme il a été dit, de celle de Montchâlons. C'est sans doute à cette dernière qu'appartenait en 1357 un certain Jean, seigneur d'Arancy, Aransot, Ployart-et-Vaurseine.

En 1488, un compte des revenus seigneuriaux d'Arancy et Ployart, qui existait encore au commencement de ce dernier siècle dans les archives de la famille au château d'Arrancy, est fourni à Guillaume de Roucy. On y dénombre 52 familles. Guillaume tenait sans doute les droits de sa femme Jeanne, fille d'Édouard d'Apremont de la maison de Montchâlons-La Bôve : on trouve peu à près l'indice d'une coseigneurie chez une autre branche de la même souche maternelle, celle des seigneurs de Neuville-en-Laonois, les Juvénal des Ursins.

Telle est la condition politique des gens et des terres d'Arancy à la fin du moyen-âge. Il ne reste plus une seule des familles nommées dans ce chapitre

ou dénombrées en 1488. Mais elles ont laissé un monument du XII^e ou du XIII^e siècle, l'église paroissiale, dédiée à Saint-Remy, dont la partie la plus ancienne atteste par la solidité de sa construction les sacrifices dont étaient capables les habitants d'alors.

On peut dire d'ailleurs que ce chapitre de l'histoire locale est commun à toutes les localités de la région sur lesquels régnait le patronage de l'évêché de Laon, l'autorité des Montchâlons et la suzeraineté des Roucy.

Ce sont les vicomtes de Pierrepont, de cette maison de Roucy, qui sont les seigneurs dominants des petits fiefs susdits ; les hommages en sont rendus à leur châellenie de Montaigu : — plus tard seulement, quand ce château eut été repris sur les Anglo-Bourguignons et rasé par Charles VII, ce fut à la châellenie d'Eppes. Plus tard aussi la justice seigneuriale passa en appel de l'évêque au Roi, c'est-à-dire, comme on disait dans le pays, « à la grosse tour de Laon. »

On ne saurait dire si le voisinage des maisons fortes de Vaurseine, de Neuville, de La Bôve et de Montaigu, qui appartenaient à la souche des seigneurs ou des suzerains de notre village, fut pour lui une protection plus qu'un péril. Il se ressentit sans doute de leurs vicissitudes pendant la guerre de Cent ans, où les deux partis se les disputèrent violemment. Ainsi, en 1432, la petite garnison qui tenait La Bôve pour le Roi fut attaquée, forcée, et, pour avoir refusé de se rendre, pendue par un parti d'Anglo-Bourguignons. Le château ne rentra qu'en 1441 sous l'obéissance du Roi, qui y installa de nouveaux châtelains. Néanmoins ce fut une héritière des Montchâlons-La Bôve, nommée Marguerite, qui porta La Bôve en mariage dans une famille chevaleresque de la Thié-

rache, les Proisy, avec la coseigneurie sur Ployart et Arancy ; la partageant, comme il a été dit, avec les des Ursins de Neuville.

Les des Ursins étaient une famille puissante qui avait succédé à Neuville à une autre famille de prévôts des marchands de Paris — les Le Mercier — et possédait de grandes richesses, de belles alliances et de hautes charges.

C'est un phénomène général, à la fin du moyen-âge, que la disparition des anciennes familles féodales; elles avaient le plus souvent pris parti pour le roi anglais qui s'était fait proclamer Roi de France. Elles périrent au cours de la guerre de Cent ans par le fer ou par la confiscation ; une classe nouvelle, celle des chevaliers du Roi, les remplaça dans leurs domaines inféodés.

II. — LES PREMIERS CHATELAINS.

1530. *Donation des Seigneurs de Neuville.* —
1545. *Les Du Glas.* — 1585. *Terrier portant dénom-
brement des feux, fiefs, rotures et communaux.*

Arancy, à la fin du moyen-âge était donc un petit village retiré, dont la seigneurie, d'un revenu insignifiant, était indivise entre les châtelains de La Bôve, qui venait d'être érigée en baronnie, et ceux de Neuville.

Un de ces derniers, dont on y distingue encore la tombe, Charles des Ursins, était grand prieur d'Aquitaine dans l'Ordre de Malte et avait pour « maître

d'hostel » un gentilhomme breton du nom de Du Glas, qui avait sans doute été gouverneur de ses neveux, les cohéritiers de la seigneurie de Ployart et Arancy, car ceux-ci lui en firent donation par acte de 1530, à l'occasion de son mariage avec une demoiselle d'honneur de leur tante, la dame d'Espence, née Yolande des Ursins. Isabeau de Wignacourt, cette demoiselle, n'était pas de moindre maison que l'époux qu'elle agréait : Olivier du Glas prétendait descendre de l'illustre race écossaise des Douglas, et cela aida sans doute au brillant établissement de tous les fils qui naquirent de cette union, où les dons de la fortune n'égalèrent certainement pas ceux de la naissance.

Olivier du Glas n'entra en pleine jouissance de son fief qu'à la mort du grand Prieur, en 1545 : il en fit alors le dénombrement et l'aveu au château d'Eppes, qui avait remplacé celui de Montaignu comme siège du fief dominant. Il déclare dans cet aveu son droit de haute, moyenne et basse justice sur le village d'Arancy, où il y a un pressoir banal, et estime à 30 livres la part de moitié qu'il a dans les revenus seigneuriaux. Il se déclare ensuite propriétaire par indivis du moulin d'Arancy, de 28 arpents de terres, prés et vignes dans les alentours du village, et fieffé de cent arpents, tant bois que terres, sur la montagne de Sainte-Croix. Il n'est pas question dans cet aveu de maison seigneuriale, à Arancy, mais seulement dans l'aveu rendu en même temps pour Ployart. Nous savons ainsi que ce premier châtelain résida à Ployart dans ce qui forme aujourd'hui la ferme. Il y eut sa sépulture en 1558, ainsi que sa femme, dans la chapelle seigneuriale qu'il avait fait ajouter à l'église, du côté de l'Évangile,

« avec un huis par où il avait coutume de s'y rendre en sortant de sa demeure. »

L'année même de sa mort, la sentant sans doute approcher, il fait le partage entre vifs à ses enfants, en exprimant qu'il veut tenir entre eux une parfaite égalité, et pour cela compenser les cadets par une donation (celle du marais Longueval), des déboursés pour équiper et rééquiper l'aîné qui avait été fait prisonnier à la bataille de Saint-Quentin, comme aussi pour marier leur sœur à un gentilhomme du voisinage.

Un acte de 1568 — un baptême de cloche à Arancy — montre bien l'établissement de la seigneurie par la qualité des parrains, qui sont, comme coseigneurs, le baron de La Bôve (François de Proisy, chevalier, grand bailli du Vermandois) Louis Duglas, écuyer, coseigneur de Poyart, et Isabeau de Mandy, sa femme, Philippe Duglas, écuyer, coseigneur d'Arancy, et Françoise d'Athies (de Fay d'Athies) sa 1^{re} femme.

Une reconnaissance de cet acte, signée en 1599, porte les noms de Jehan Legros, maire ; Nicolas Ledent, greffier de la justice ; Michel et Antoine Ledent, Mathieu La Bôve et Philippe Deligny, habitants d'alors.

En 1571, Philippe Duglas rend hommage à Guillemette de Nassau Sarrebruck, dame de Montaigu (des comtes de Roucy) pour le fief de la Suze, comprenant grange, étable, jardin et pourpris, que vient de lui échanger Jean-Jacques de Suzanne, chevalier, gouverneur de Sainte-Menehould, seigneur de Cerny et de Wiège. Dès l'année suivante, Philippe achève son établissement par l'acquisition d'une maison attenante à la Vigne de la Suze, dite « Maison des Seigneurs ». La possession lui en resta malgré une

procédure en retrait lignager engagée en 1596, par Louis de Lénoncourt, seigneur de Wiège. — Cette maison occupait bien l'emplacement du château actuel et formait avec l'acquisition précédente le manoir, dont les bâtiments d'exploitation ont subsisté jusqu'en 1860.

Telle est l'origine première du château d'Arrancy : le premier des châtelains fut donc Philippe, qui fit encore nombre d'autres acquisitions tant fiefs que rotures, principalement sur des forains, et fut le véritable créateur du domaine, auquel toute acquisition était incorporée féodalement.

Un terrier de 1585, conservé aux archives du château, donne la description la plus complète du village d'Arancy et de ses écarts. Le village présentait 43 feux, ou maisons habitées par des chefs de famille, plus le moulin d'Arancy et l'habitation d'Arenсот. Les maisons étaient groupées comme aujourd'hui : l'une d'elles s'appelait la maison du seigneur, mais le dit seigneur habitait à cette date Arenсот-la-Cour (la ferme d'Arançot, dont il construisit la tour crénelée qui sert de pigeonnier).

Au-dessous d'Arenсот-la-Cour, qui ne forme qu'un feu, Arenсот-la-Ville formait un hameau de 9 maisons, qu'on appelle aussi Saint-Jacques, ayant maire, échevins, greffe et justice particulière, mais ne formant pas paroisse. Avec ces deux écarts la paroisse était de 54 feux, fournissant (à une moyenne de 4 1/2 têtes par feu) 240 habitants environ.

Les terres sont immatriculées sous 900 cotes, et distinguées en rotures et fiefs. Parmi les déclarants figurent 39 forains. En outre de ces propriétés particulières, il y en a de communes, sous forme de routis ou d'aisances, entre autres 51 arpents à

« la Montagne neuve » tant sur le terroir d'Arancy que sur celui de Poyart.

On peut considérer comme normale et heureuse la répartition de la propriété foncière, tant au point de vue de la qualité qu'à celui de l'étendue telle qu'elle ressort du terroir de 1585, entre les divers éléments établis sur la paroisse, tant en manses particulières qu'en aisances communes, biens d'église, fief et domaine privé des seigneurs. Nous disons des seigneurs parce que le domaine de Saint-Jacques ne faisait pas encore partie de celui d'Arancy, ayant été échangé en 1572 par Madeleine de Cuvillier, fille du seigneur d'Eppes, à Louis Du Glas, seigneur de Poyart, contre une maison à Laon.

III. — AU TEMPS DE LA LIGUE.

La guerre dans le Laonnois ; la Ligue à Laon.
— *Désolation des campagnes. — Aliénation des biens d'église et des communaux.*

Les premiers troubles jetés dans l'état de la propriété se manifestèrent par l'aliénation temporaire ou définitive des biens d'église. Il fallait soutenir la Ligue, qui par son alliance avec les Espagnols, maîtres alors de notre frontière du Nord, prenait pied dans le Laonnois, quoique les habitants en fussent peu portés aux querelles religieuses.

Déjà en 1588, l'église de Liesse avait dû vendre des terres pour l'acquit des charges de guerre. Les alternatives de succès et de revers de chacun des

belligérants avaient pesé cruellement sur les campagnes avoisinantes, depuis que les Allemands y avaient été conduits par le Prince d'Orange en 1567 et que les Espagnols avaient en 1578 envahi la Thiérache. La tactique de chacune de ces armées et de chacun de leurs corps de partisans était d'épuiser les ressources du pays par des destructions intentionnelles quand leurs déprédations n'y suffisaient pas, afin que l'ennemi ne pût pas venir les y remplacer.

Un autre bien d'église, celui d'Aransot, avait été amodié ou affermé en 1531 pour sept ans à Philippe Du Glas ; il pouvait mieux y tenir contre les pillards que dans la maison seigneuriale. Cette amodiation d'un domaine de 232 arpents, qui lui fut imputée plus tard à dérogéance, ne tarda pas à être convertie en acquisition à réméré (1586) et à fortifier ainsi la position du seigneur d'Arancy.

Ce ne fut pas domnage pour la petite population dont il était le protecteur naturel ; car, selon un écrivain local, « en febvrier 1589 les simulateurs « et ligueurs ayant levé les cornes plus hault qu'ils « n'avaient encore faict, conjurèrent de soulever la « ville de Laon en faveur de la Ligue contre le Roi. « M. l'Évêque de Laon, de la Maison d'Arancy, « — Valentin, frère de Philippe — ne voullant « assister à telle journée qu'il jugeait sanguinaire, « se départit de la ville et se retira au château de « Presles ». Cela ne l'empêcha pas, quand la chose fut faite, d'y donner publiquement son adhésion sous la foi du serment. Mais il ne manquait pas d'interposer son autorité en faveur des récalcitrants, tant des citadins qui avaient été jetés dans la grosse tour de Laon, que des malheureux campagnards victimes de la soldatesque de Balagny qui battait

l'estrade autour de Liesse pour les princes catholiques, tandis que La Noue, dit Bras de fer, tenant la campagne pour le Roi, ne souffrait pas qu'ils s'aventurassent plus loin. En vain les gens de la Ligue pressaient-ils l'évêque de sommer les seigneurs du pays laonnois de venir à eux ; ceux-ci entendaient rester neutres et inclinaient plutôt de l'autre côté : leur principal souci était de protéger leurs tenanciers contre les exactions des gens de Laon. Cela tantôt par des négociations, comme nous en voyons entamées en vue d'une trêve entre l'évêque et son frère d'Arancy ; tantôt en montant à cheval et courant sus aux pillards, comme nous le voyons du seigneur de Berrieux et des gentilhommes du voisinage. Le plus en vue d'entre eux, le seigneur de Neuville, grand bailli du Vermandois, avait même voulu rejoindre l'armée royale. Cela lui coûta son château dans lequel il fut assiégé et pris par un capitaine de la Ligue, le seigneur de Rieux, qui s'y signala par sa cruauté et l'expia plus tard, ayant été pris par les gens du Roi, au bout d'une corde.

Le récit des vicissitudes comme celui des ravages de cette guerre civile, dont l'épisode marquant pour la contrée fut le siège et la prise de Laon par Henri IV, (25 mai au 22 juillet 1594), déborderaient le cadre de cette monographie. Qu'il suffise de dire, pour en donner une idée, que chacun des deux partis prétendait lever l'impôt ; si bien que les malheureux paysans n'avaient d'autre ressource que d'émigrer dans les villages voisins de celui où ils figuraient sur le rôle de la taille, pour venir de là cultiver à la dérobée leurs champs. Autrement, quand ils ne pouvaient payer et avaient paru récalcitrants, ils étaient saisis par les partisans et jetés dans la grosse tour de Laon, d'où ils ne pouvaient sortir qu'en se

rachetant et aliénant pour cela leurs dernières ressources.

On voit le seigneur d'Arancy s'employant à ce rachat pour plusieurs des siens ; les avis qu'il leur en faisait tenir sont signés « votre ami Duglas. »

Les paysans n'étaient pas seuls à souffrir ; la misère générale atteignait le clergé, et l'on rapporte que l'évêque de Laon introduisit pour y remédier l'usage d'accompagner d'une piécette l'offrande du pain bénit. Des gentilshommes vendaient leurs biens pour pouvoir répondre dans un équipement convenable à l'appel du ban ; ainsi longtemps encore après nous voyons un acte de carence dressé à la suite d'une saisie infructueuse sur François de Chambly, seigneur de Chamouille, dont les meubles et les immeubles avaient été déjà mis en vente.

La désolation des campagnes, leur abandon même laissant les champs en friche, est partout constatée officiellement dans le Vervinois. Aussi les biens communaux sont-ils engagés ou aliénés presque partout. C'est ainsi que le seigneur d'Arancy, qui avait des ressources personnelles en dehors de celles qu'il ne pouvait plus tirer de son domaine, put-il y incorporer la « grande taille » de Festieux en 1595 ; en 1596, les aisances de Ployart et d'Arancy sur la Montagne neuve.

La cherté des vivres ne profitait pas au producteur, parce qu'elle était en raison du peu qu'il en avait pu sauver. Ainsi en 1595, le blé valait 2 écus le jalois (60 à 70 verges), le vin, 24 sols le pot, l'avoine, 30 sols le pichet, la botte de foin, 10 à 12 sols ; la nourriture d'un cavalier et de son cheval un écu par jour.

Enfin, la famine et l'abandon de toute police de voirie engendrèrent les ravages de la peste et du charbon.

IV. — LES RÈGNES PAISIBLES.

L'action royale remet l'ordre dans les campagnes. — Accroissements de la terre domaniale. — Fondation de messe.

Une ère réparatrice succède après la paix de Vervins, en 1598, à la guerre civile. Le gouvernement paternel d'Henri IV porte sa sollicitude sur nos campagnes et tout d'abord sur la viabilité, qui n'existait pour ainsi dire plus.

C'est ainsi qu'en 1601, la visite des chemins d'Arancy est faite par « le maître des ouvrages du Roi au baillage du Vermandois » résidant à Laon, à la requête du procureur du Roi, assisté du seigneur du lieu, d'Antoine Ledent, lieutenant en la justice, et de plusieurs habitants.

Il visite d'abord « le grand chemin royal qui conduit de Poyart à Montaigu passant devant le château d'Arancy » — château qui venait d'être construit, probablement sur l'emplacement de la maison seigneuriale, par l'évêque de Laon ; ensuite la chaussée Brunehaut (la voie romaine de Laon à Reims). Il trouve le tout impraticable, usurpé par les gens du seigneur ou obstrué. Le seigneur est ajourné de ce fait par le procureur à 1602.

Le domaine seigneurial d'Arancy prit à cette époque un nouvel accroissement à la faveur du remploi que fit en sa faveur la seconde femme de Philippe Douglas, Marie de Coignet ; elle vendit à cet effet le domaine de Pontchartrain dont elle était héritière. Toute la partie de l'héritage de Louis Douglas, qui s'était accrue de Saint-Jacques échangé par la dame de Cuvilliers contre une maison à Laon, et était passée à sa fille Nicole, femme d'Antoine

de Beauvais, fut réunie à la part de Philippe pour la somme de 17,000 livres, à savoir le bois dit de Ployart en 1613 ; le surplus en 1617. — Le bois des Combes avait été acheté précédemment par Philippe à François de Proisy.

Le château, dont la construction avait été commencée par Valentin Douglas probablement dans l'intervalle qui s'écoula entre la pacification du pays (1595) et la mort de ce prélat en 1598, était certainement achevé en 1615, car le marquis de Cœuvres, Annibal d'Estrées, lieutenant général au gouvernement de l'Île de France et de la ville de Laon, ordonne en cette année-là « aux manants et habitants » d'Arancy de s'armer et veiller à la garde dudit château, et au seigneur d'y tenir la main.

Quelques années auparavant, en 1609, il y avait eu litige entre les habitants et le seigneur à la suite de l'abandon de leurs usages et biens communs, que les premiers avaient dû faire au second pendant les troubles, pour subvenir au poids des tailles comme on l'a vu précédemment. Ils étaient soutenus en dessous main par le seigneur de La Bôve qui avait promis de payer les frais. Ils alléguaient que ces usages « qui étaient tenus du Roi » et depuis la vente tenus de la même façon par le seigneur, étaient rachetables ; et ils en offraient remboursement, sauf pour la part qu'ils disaient n'en avoir pas été payée. — Les noms des réclamants qui figurent dans cette action en revendication ne sont plus portés, aucun, dans la commune, et paraissent ainsi inutiles à rapporter ici. Ces noms se retrouvent dans les villages voisins, ce qui montre bien l'exode accompli à la suite des guerres. Ils ont été remplacés par une immigration, portant la marque d'une origine lointaine pour certaines familles, dont le nom indique-

rait une provenance limousine. Ils furent déboutés par la Cour des Aides en 1611, ce qui ne les empêcha pas de continuer à exercer d'anciens droits de pâturage et d'affouage sur les biens aliénés, et d'encourir de ce chef plusieurs procès.

Les principales terres en question, dites « de la Montagne neuve », ressortissaient pour deux tiers à Arancy, pour un tiers à Ployart.

Il est probable que la poursuite de ces revendications fut entravée par les troubles que la régence de Marie de Médicis et son recours à de nouveaux États généraux en 1614 ne surent contenir, et dont notre région allait être de nouveau le théâtre jusque sous les murs de Laon, tenus par les mécontents.

Le fils de Philippe, Marc, venait alors de lui succéder, tant par héritage que par donation de sa mère ; son père n'avait jamais quitté le « chasteau d'Aransot ». Marc vécut peu d'années, et c'est à sa mort en 1623 que remonte la fondation, à la cure d'Arancy, d'une messe basse qui devait être dite tous les vendredis pour le repos de son âme et de celle de ses prédécesseurs dans la chapelle où est enterré son corps. Cette fondation fut faite par Jeanne de Brouilly, sa veuve, qu'il laissa mineure. Elle prit pour douaire le château d'Arancy, qu'elle devait remettre plus tard à son héritier, le fils unique de Marc, Charles Duglas.

Marc avait fait hommage au châtelain d'Eppes pour le domaine d'Arancy en 1615 ; cet hommage fût renouvelé par sa mère, Marie de Coignet, en 1622, et par Jeanne de Brouilly, en 1624.

La tombe et le portrait de Marie de Coignet se voient encore la première dans la chapelle seigneuriale de l'église de Ployart, le second au château d'Arancy.

V. — LE TEMPS DES GUERRES.

Incursions dévastatrices. — Litiges divers ; assiette des biens. — Famine de 1709.

La guerre étrangère avait épargné nos provinces frontières depuis la paix de Vervins. Elle y réparait en 1636. Les Espagnols unis aux Impériaux, Allemands et Lorrains, envahissent la Picardie. On guerroya pendant bien des années, principalement en Thiérache, et un des chefs de ces troupes ennemies, le comte d'Erlach, s'y fit un renom terrible qui dure encore aujourd'hui dans la mémoire des populations.

Le Laonnois n'a d'abord à supporter que le logement des troupes royales commandées par Turenne ou par le maréchal du Plessis-Praslin ; ce n'est guère une moindre charge. Mais le 24 août 1650, des escadrons détachés de l'armée de l'archiduc Léopold, campée à Rethel et à Château-Porcien, pénètrent dans la vallée de la Bièvre et la ravagent sans merci.

Au mois d'octobre 1652, une autre armée ennemie, commandée par le comte de Fuensaldagne et le prince de Ligne, s'étant avancée jusqu'à Corbeny et Craonne, ses trainards sont venus de nouveau fondre sur Arancy et l'ont pillé d'une manière plus cruelle encore que la première. C'est à ce moment que remonte la destruction totale des archives communales, comme cela a été attesté par un acte publié en 1659.

Un aveu et dénombrement rendu par Charles Douglas au châtelain d'Eppe en 1660 et 1662, porte les traces de cette calamité, à laquelle vint en 1664 s'en ajouter une autre d'une nature différente, mais

guère moins terrible : une grêle violente accompagnée de foudre désola les campagnes d'Ailles, Sainte-Croix, Bouconville, La Bôve, Ployart, Arancy, Aransot. « C'était une scène d'horreur », dit le procès-verbal du lieutenant général du baillage.

Un autre procès-verbal de la même époque, intéressant par ses constatations, est celui de la recherche des « preuves » de filiation noble pour la réception d'un fils de Charles Duglas dans l'ordre de Malte. Les commissaires de l'ordre y font en effet la description de l'église paroissiale du village, où ils signalent les armoiries de la famille placées à la clef de voûte du chœur, puis à la chapelle du Saint Rosaire située à main droite en entrant, et enfin formant litre (qui se voit encore) dans la chapelle seigneuriale située du côté opposé où sont les tombes de Philippe et de Marc Duglas, celle-ci chargée des pennons d'alliance au nombre de huit, décrits au procès.

Le monument le plus intéressant de cette époque, qui en a laissé beaucoup dans les archives du château, est un dénombrement des paroisses fourni par MM. les curés à M. Le Pelletier de la Houssaye, intendant de la généralité, en 1695, pour l'établissement de la capitation.

Le curé d'Arancy, M. Parmentier, qui résidait au village voisin, relate l'existence de 32 feux abritant ensemble 120 habitants, dont 8 mendiants, c'est-à-dire indigents ne figurant pas au rôle des impositions, et un gentilhomme pourvu de quatre fils, dont trois servant le Roi comme capitaines et un la Religion à Malte, et de quatre filles religieuses ; son revenu est d'environ 500 livres. La taille est de 220 livres et la dime de 150 livres moins 25 livres de décimes payés par le curé.

Ces chiffres sont sujets à révision. Ainsi l'on sait d'ailleurs que le seigneur, Charles Douglas, avait bien plus des huit enfants susdits, puisqu'il en eut jusqu'à 23, comme c'est inscrit sur sa tombe, et qu'il jouissait de la pension de 2,000 livres dont le Roi gratifiait les gentilshommes pères de plus de douze enfants. C'était le recrutement des cadres de son armée qui en faisait une terrible consommation.

La longue possession seigneuriale de Charles Douglas (1638 à 1703) ne fut pas exempte de difficultés : il eut à soutenir le village pendant deux années de famine, 1664 et 1693. Il y fut aidé en cette dernière année par un maire nommé Jean Deseustes. Il soutint aussi les habitants dans un procès contre ceux de Poyart qui prétendaient un droit de pacage sur la montagne de Sainte-Croix. Ce litige soulevé en 1678 ne fut clos qu'en 1752. Charles, ayant été avantagé par sa mère sur la vicomté d'Amifontaine dont elle était héritière, put achever l'œuvre domaniale de Philippe et de sa femme en achetant beaucoup de parcelles aux forains, dont le grand nombre tenait aux calamités qui avaient pesé sur le pays, et en les échangeant aux habitants à sa convenance et à la leur — ce dont on retrouve trace encore aujourd'hui, où la terre ne supporte pas d'enclaves et où réciproquement les biens des particuliers sont massés à l'entour du village.

Charles Douglas dut par contre évacuer Aransot, dont les moines de Foigny, qui n'avaient été autorisés à le vendre qu'à réméré en 1586, reprirent possession en 1664.

Les seigneurs, qui du temps de la Ligue s'étaient rendus à peu près indépendants, s'inclinaient sous les arrêts du Parlement et n'avaient plus guère d'autre rôle politique que celui de promulguer et de

faire exécuter les édits royaux. C'est ainsi qu'on voit Charles Duglas chargé comme haut justicier d'insultier contre les blasphémateurs.

La condition sociale ne se différencie presque plus à la fin du XVII^e siècle que dans l'ordre des préséances, où le clergé du diocèse de Laon se refusait à accorder des honneurs à autres qu'à ses ministres pendant le service divin. Une opposition à cette prétention, formée en 1699 par les seigneurs du voisinage, nous donne les noms des principaux, qui étaient avec Duglas, MM. de Brodart, de Miremont, de La Bôve, le marquis d'Ausbourg, de Bezanne, etc. . Ils sont rappelés au service par la guerre de la succession d'Espagne, qui eut de nouveau pour théâtre cette frontière, mais ne se termina pas sans que le Laonnois ne reçut l'insulte plutôt que les sévices d'un major général des Hollandais, le comte de Growestein, qui au lendemain de notre victoire de Denain, y poussa néanmoins la pointe la plus hardie. C'était peu de chose pourtant qu'un tel incident de guerre à côté des énormes contributions qu'elle coûtait et qui ne furent pas étrangères à la famine de 1709.

VI. — L'ANCIEN RÉGIME.

*Travaux publics. — Les derniers seigneurs. —
État des esprits à la veille de la Révolution.*

Avec la régence du duc d'Orléans et la toute puissance des ministres s'ouvre une ère d'ancien régime, qui fut le triomphe de l'administration par l'activité des intendants, marqua par ses bienfaits et périt par son excès de centralisation.

En ce qui est de la région, les marais de l'Ailette commencent à être desséchés, les routes sont rétablies par corvées fournies par les villages voisins, en attendant d'être pavées : des établissements publics de toutes sortes sont créés ; la guerre s'est éloignée des frontières pour être reportée à l'étranger.

Ses ravages sont toutefois longs à réparer.

C'est à cette époque que remonte la constitution des municipalités à peu près sur les bases actuelles, la régularisation des rôles d'imposition, la création d'ateliers de charité pour remédier au vagabondage (1763-67), l'établissement d'un service médical pour les campagnes, la répression de la contrebande, du braconnage et du libertinage. Enfin tout ce qui fait encore aujourd'hui l'objet de l'administration.

Arancy est compris dans l'ensemble des travaux publics par la réfection et plus tard par le pavage (1789) de la route royale qui en longe le terroir.

Le rôle politique des seigneurs avait complètement disparu, puisque n'étant pas les représentants des communautés ils n'étaient plus restés ceux du pouvoir royal, lorsque la famille qui avait exercé la seigneurie à Arancy s'éteignit en la personne de Louis-François-Marie-Hyacinthe, comte Duglas, lieutenant-colonel au Régiment du Roi. Sa veuve se retira à Soissons et sa fille Marie-Anne en Artois, près d'une sœur mariée au marquis de Bertoult, en sorte que le domaine dont Marie-Anne était héritière, fut loué à un fermier nommé Deligny, qui s'établit dans le château.

La seigneurie exercée conjointement par la baronnie, devenue marquisat, de La Bôve, se réduisait à la perception de quelques impôts dont le produit était affecté à certains besoins de la paroisse, tels qu'entretien de l'église (qui avait été complètement restaurée

en 1706) et de l'école. Celui des chemins se faisait par corvée. Ces impôts, qui figurent au dénombrement fourni par le seigneur de La Bôve en 1729, étaient principalement celui de 12 deniers tournois pour droit de bourgeoisie, de cinq deniers par chariot et 1/2 denier par charrette pour droit de rouage. Ils étaient partagés entre les coseigneurs.

Un dénombrement postérieur du village d'Arancy constate qu'il possédait 40 feux, 7 charrues en cultures, 40 arpents de prés et 115 de bois en 1760, au moment où s'ouvrit la succession du comte Douglas.

L'absence du propriétaire n'est jamais favorable à la paix sociale. Un procès qui dura 20 ans fut ainsi intenté par les habitants à Mademoiselle Douglas dès 1769, en réintégration de communaux que ses auteurs auraient envahis.

Si le rôle politique des seigneurs avait cessé, leur rôle patronal se manifestait encore d'une manière marquée dans les institutions libres qui se développaient en faveur du bien public. Ainsi on trouve les plus considérables d'entre eux dans la Société d'agriculture créée en 1761 pour les circonscriptions de Laon, Guise et Noyon. Cette société ne put malheureusement empêcher l'année 1764 d'être désastreuse pour l'agriculture et d'engendrer une disette l'année suivante. Le dernier règne eut ainsi des commencements difficiles.

On avait pu espérer mieux, lorsque sous l'impulsion de Turgot des assemblées de notables des trois ordres se tinrent dans toutes les provinces — pour la nôtre à Soissons en 1787 — et se ramifièrent par élection. Tout ce qui restait de grands seigneurs, c'est-à-dire à ce moment-là de grands propriétaires, entra en correspondance avec l'administration, et il

fut même question de rendre à nos pays d'Élection la constitution des pays d'État. Ce fut là le principe des conseils généraux.

Mais les esprits étaient agités par des idées nouvelles ; elles eurent leur influence sur la rédaction des *Cahiers* de l'année 1789, qui fut malheureusement encore une année de disette. On s'en prit à peu près partout à des exactions problématiques ou à des institutions qui n'y étaient pour rien.

Toutes les classes fournissaient à l'envi de ces contempteurs du passé et de tout droit historique. Des curés même s'en mêlaient. L'un d'eux qui d'ailleurs mourut fou, vint briser à coups de hache la barrière du château, vide de ses hôtes depuis trente ans.

Ainsi finit le chapitre de l'histoire d'Arancy sous l'ancien régime.

VII. — ARRANCY PENDANT LA RÉVOLUTION.

L'Administration révolutionnaire. — Pillage des biens. — Misère générale.

Aux souffles précurseurs de la Révolution, la petite paroisse d'Arancy s'agite et contraint ses officiers municipaux à démissionner. C'étaient sans doute des gens tranquilles qui doivent faire place aux esprits avancés. Le cabaretier devient maire, mais l'on ne peut rien savoir de sa gestion : ni lui ni ses prédécesseurs ou successeurs éphémères, qualifiés procureurs ou agents, n'ont laissé d'autre marque de leur passage à l'administration que le soin qu'ils ont pris de n'en pas laisser de traces.

C'est donc par conjecture que l'on peut placer à l'an III le partage de biens communaux — au lieu dit « le Marais », chemin d'Arrancy à Ployart ; — la désaffectation et la location de l'église à un industriel pour y fabriquer du salpêtre ; la disparition totale de son mobilier. Mais s'il ne reste aucune trace de l'action municipale, il pleut sur son agent qui correspond avec le district un déluge de papiers publics. Pour donner une idée du volume de cette pluie, il suffit de noter que le nombre de ces papiers consacrés aux actes des pouvoirs publics s'est élevé en 1789 à 121, l'année suivante à 291, puis à 210, enfin en 1793 à 162. Ensuite on ne peut plus énumérer, parce qu'il a été créé un « Bulletin des lois » où les actes de l'administration départementale sont mélangés avec les décrets de la Convention.

Livrés à eux-mêmes, les villageois se livraient à des pilleries de toutes sortes : le domaine communal — routis, chemins ruraux — disparaissait sous les usurpations, au point qu'on ne pouvait plus circuler. Quant au domaine seigneurial, chacun en prenait à sa convenance ; un fermier s'installait au château et en sauvait par le fait ainsi le gros œuvre : mais le mobilier disparut si bien, qu'en 1795, lorsque les propriétaires légitimes se présentèrent pour rentrer en possession, ils durent coucher dans leur voiture.

Le régime nouveau n'avait pas rendu les habitants plus heureux : voici ce que constatent les premiers feuillets du registre ouvert par le Conseil municipal reconstitué après l'orage : « les trois quart des habitants vont à l'aumône » ; cela dans une population où la matrice générale de 1791 avait constaté 88 propriétaires. — Le même document

nous apprend que « sur 75 feux dont se compose le village, 60 ménages ne se chauffent que de ce qu'ils dérobent dans les propriétés particulières », — voilà pour la moralité. — Quant à l'instruction, « sur 307 habitants, 40 seulement savent lire ».

A cette dernière époque, un inspecteur des finances voulant inscrire au rôle des patentes quelques habitants pourvus d'un état, s'attirera cette réponse du maire :

« J'ignore, Monsieur, qui a pu vous donner les
« renseignements sur les individus portés cy contre.
« Le but des patentes est de remplacer les maîtrises
« que l'on n'aurait pas dû détruire, et jamais les
« maîtrises n'ont frappé sur le manouvrier. Au sur-
« plus après deux années de mauvaise récolte, il
« est plus facile aux habitants de MOURIR DE FAIM
« que de payer le plus léger surcroît d'impôt ».

Il y avait avant tout pour les habitants d'Arrancy un intérêt très particulier à faire disparaître la trace de leurs actes collectifs, parce que l'un de ceux-ci n'avait pas plus tourné à leur profit qu'il n'avait été engagé à leur honneur. Ils avaient, en l'an II, mis à profit l'absence et l'emprisonnement à Arras des ci-devant seigneurs — le marquis de Bertoult et la marquise née Duglas, pour leur renouveler un procès en réintégration de communaux qu'ils disaient usurpés par eux ou par leurs auteurs. Comme les défendeurs n'avaient pu comparaitre ni même être saisis de la citation, ils leur avaient imposé des arbitres ; puis comme ils avaient détruit les titres, ils avaient obtenu de procéder par simple témoignage devant le tribunal de paix, qui n'avait pu manquer de juger selon ces déclarations que personne ne venait contredire. Enfin

ils avaient obtenu par ce jugement saisie-arrêt des revenus du domaine chez le fermier, qui était probablement consentant.

Ce procès entamé contre deux prisonniers, fut poursuivi bien vite contre deux morts, dont une suppliciée. — On conçoit qu'il y ait eu défaut. — Mais ce fut au tour des demandeurs à faire défaut, quant un peu d'ordre étant rétabli, la cause fut portée en l'an IV devant le tribunal de première instance, qui les débouta et les condamna à restitution et aux dépens. Ils firent bien opposition, mais ne comparurent pas davantage au second jugement confirmatif du premier, et disparurent collectivement plutôt que d'en recevoir signification. Ce qui ne les empêcha pas de conserver individuellement les terres à leur convenance, au point qu'il fallut de nouveaux procès, appuyés sur la production de titres retrouvés, pour les faire restituer.

On conçoit aisément dans ces conditions la disparition des annales qui en auraient conservé la trace, et ces faits ne seraient pas relatés ici même, si la chose n'était caractéristique du moment, et n'avait dû reprendre à un autre quand les circonstances y parurent de nouveau favorables.

VIII. — SOUS L'EMPIRE ET LA RESTAURATION.

L'ordre se rétablit. — Premier budget communal. — Poids des guerres et des incursions. — M. de Mausson rétablit une seconde fois la situation.

Le langage ferme et douloureux, relaté précédemment, qui peint par la plume du maire la

situation des habitants d'Arrancy à l'issue de la période révolutionnaire, n'est pas celui d'un homme de parti, mais bien d'un magistrat, sur la personnalité duquel il faut s'arrêter pour se rendre compte de la marche des affaires de la commune, dans la période de relèvement qui va succéder à la crise révolutionnaire.

M. de MauSSION, qui venait d'être appelé à la charge de maire par M. Dauchy, préfet du gouvernement consulaire, était conseiller au Châtelet de Paris et appelé à succéder à son père au Grand Conseil quand éclata la Révolution. Il en avait vu les débuts avec une complaisance juvénile pour les aspirations généreuses qui s'y fourvoyaient, mais repoussé les principes et subi les rigueurs. A peine échappé à la prison, il avait épousé une orpheline, Mademoiselle de Bertoult, nièce et donataire de la dernière dame d'Arancy de la maison de Douglas. C'était en 1795 : elle était née en 1784 et lui en 1774. La vie s'ouvrait donc pour eux, mais sous de cruels auspices et avec une tâche difficile : relever un foyer, une commune et bientôt un canton ; car les nouveaux administrateurs, étaient pour la plupart des agents formés dans les bureaux des intendants de l'ancien régime et recherchaient la collaboration des autorités sociales, comme seule capable de correspondre à leur tâche difficile.

Cette tâche était particulièrement rude à Arrancy par les conditions de ses débuts : voici les termes mêmes dans lesquels le futur maire les décrit :

« Nous fîmes ensemble un premier voyage en
« pluvieuse an IV à Arancy... le château était dans un
« tel délabrement et un tel dénuement que bien nous
« prit d'avoir apporté des matelas ; autrement nous

« aurions couché sur le carreau. Nous y manquâmes
« absolument de tout ».

Voilà pour le gîte : quant aux biens, ils étaient partie abandonnés, partie envahis par les habitants. Ils avaient eu soin, pendant la Terreur, de se faire ouvrir l'armoire aux archives du château et de faire un autodafé des titres qui les auraient gênés dans leurs revendications, sous prétexte qu'ils étaient féodaux. Ils étaient d'ailleurs excusables si l'on en juge par le coup d'œil sous lequel ils apparaissent à leur nouveau concitoyen : « La commune d'Arensy est com-
« posé en général de manouvriers dont l'industrie
« s'exerce au dehors ; à l'exception d'un seul gros
« propriétaire, presque toutes les propriétés appar-
« tiennent à des forains, soit étrangers au pays, soit
« habitant les villages environnants : et cette pro-
« portion est telle que la masse des habitants, en
« retranchant l'exception ci-dessus, ne possède pas
« la vingt-quatrième partie du sol sur lequel elle
« vit ».

Pour comprendre ce phénomène, il faut se reporter de plus d'un siècle en arrière, au temps des guerres, où cela a été expliqué, et songer que la même cause, la misère des temps, avait dû produire tout récemment des effets semblables. Ainsi le beau domaine des moines, qui s'étendait à Arensot sur le plateau de Festieux jusqu'à la Maison-Rouge et était alors amodié plus que libéralement à des habitants, avait été confisqué nationalement et vendu à des étrangers.

En résumé il n'y avait un sol dans la poche de personne, ni du châtelain, ni de la commune, ni des habitants ; et le terroir mal cultivé, où des céréales ne rendaient pas plus de trois fois la semence, ne suffisait pas, à un tiers près, à la subsistance des

gens, dont le pain de seigle était, pour plus de moitié, le seul aliment.

Il n'y avait plus ni cure, ni école, ni garde des propriétés, ni même, on peut dire, de municipalité. Le premier soin du maire appelé à rétablir l'ordre dans ce chaos fut, comme on le voit au registre qu'il ouvrit, de faire inventaire. Ce fut, on l'a dit, bientôt fait — puis de proposer au préfet l'institution d'un Conseil municipal, dont le noyau fut formé des agents qui avaient fonctionné depuis 1791, et figuraient assez exactement, par leurs diverses professions, l'échantillon de la population.

On correspondait avec Laon tous les huit jours par un courrier qui faisait en même temps le service de la poste et recevait cinq sols par paquet.

Ce n'est pas tout que de faire inventaire ; c'est aisé surtout lorsqu'il n'y a rien. Mais il faut liquider le passé dans ces conditions anormales. Voici comment M. de Maussion s'en exprime en présence des réclamations qui ne manquent pas de se produire et de se faire écouter :

« Il eût été à désirer que l'administration laissât
« dans l'oubli qu'elles méritaient les réclamations
« des maires et agents des communes rurales durant
« les premières années de la Révolution. On eût
« évité aux communes la surcharge de dettes pour
« des dépenses faites sans fruit, et qui plus est
« préjudiciables à leurs intérêts ; et aux maires
« actuels, qui ont besoin d'être environnés de la
« confiance de leurs concitoyens, le désagrément de
« s'en aliéner quelques-uns : il n'est que trop connu
« que l'habitant des campagnes attribue à personna-
« lité, à partialité et à déni de justice toutes les
« démarches, tous les actes de l'autorité qui contra-
« rient le moins du monde ses petites idées ».

Le premier souci de l'administration, communale aussi bien que départementale, était de créer un budget, et pour cela d'établir les bases des quatre contributions directes, qui avaient été substituées aux anciennes formes de l'impôt et en différaient d'ailleurs moins en fait qu'en dénomination. Il y eut des opérations préliminaires à l'établissement du cadastre, pour lesquelles furent désignés des « indicateurs ». Puis celui-ci fut terminé pour la commune en 1808 et un livre de mutations créé.

En l'an XII et années suivantes, le principal des impositions auquel furent taxés les propriétaires d'Arrancy fut d'environ 1,300 fr. pour l'impôt foncier, de 150 à 200 fr. chacun pour le mobilier (qu'on appelait alors somptuaire) et les portes et fenêtres, auxquels vinrent s'ajouter des centimes additionnels, contributions de guerre ou autres, qui portaient l'ensemble à environ 2,500 fr.

Les contributions de guerre jouaient alors un grand rôle dans les finances de l'État, comme la conscription et son accompagnement de recherches de réfractaires et poursuite de déserteurs, de levées même de vétérans, dans l'action gouvernementale. Cette action ne se reflétait guère dans les campagnes que sous ces deux formes. Notre petit village fournissait alors en moyenne six conscrits de la classe, dont la moitié au moins était appelée sous les drapeaux, et dont un petit nombre rentrait au village avec un congé de réforme et une petite pension pour blessures reçues ou infirmités contractées aux armées. La vie militaire ne se passait pas alors dans les garnisons ni dans les camps d'instruction. Le gros du budget y passait.

Aussi fut-ce un grand embarras de pourvoir à tout ce qui était à reconstituer : le culte, l'école, la

police, le garde-verdure et le proyer. Aux yeux de l'État, qui ne songeait qu'à lui, aucune de ces dépenses n'était obligatoire, et chacune d'elles devait être défrayée par une taxe spéciale payée par « feu ». Ce système séduisant en théorie ne put durer parce qu'en épargnant les propriétaires forains, il écrasait les petits communiens résidents. Mais, quoiqu'il en soit, c'est sur ces bases que la commune se réorganisa d'abord.

L'église fut réparée, son mobilier remplacé, ses ornements prêtés par « un particulier », disent les écritures tenues par M. de Maussion. — C'étaient probablement ceux de la chapelle de l'évêque Douglas. Ce seul chapitre de la restauration de l'église monta à deux mille francs, dont le bailleur devait être défrayé par la rétrocession de la chapelle seigneuriale, plus une participation aux revenus éventuels de la fabrique et à celui des biens communaux qui avaient été partagés et devaient être frappés d'une taxe spéciale. Enfin cent francs devaient être ajoutés en centimes au principal de l'impôt foncier. La cote mobilière devait fournir de quoi porter à 333 fr. par trimestre le traitement du desservant, qui n'était que de 700 fr. par an au budget des cultes.

Celui-ci desservirait en même temps qu'Arrancy les deux villages voisins, Poyart et Vaurseine, chacun dans leur église. Mais le presbytère fut racheté à Arrancy par emprunt d'un millier de francs gagé, comme il a été dit ci-dessus, sur l'impôt foncier.

Quant à l'école, elle fut installée pour les trois villages à Poyart comme point central, et l'on garantit au maître un traitement de 400 fr. à fournir par ménage, y compris les écolages. Il ne devait enseigner que la lecture, l'écriture et un peu de calcul,

mais faire en outre à l'église les fonctions de clerc-laïc.

Un puits fut foré sur la place de l'église, devant l'emplacement de l'ancien four banal. Le garde-verdure fut nommé et son salaire fixé à 150 francs à fournir par maison ; enfin il fut convenu que le proyer « mangerait une vache par jour », c'est-à-dire serait nourri pendant une journée alternative-ment par chaque propriétaire d'une des vaches qu'il menait paître sur les routis et terrains vagues.

Il fallait vivre de peu, les bêtes comme les gens ! Les journées les plus longues se payaient 12 sols pour les femmes, 15 pour les hommes. Les manouvriers formaient le gros d'une population de 300 âmes, qui comptait en outre une douzaine de domestiques et autant de mendiants. Ces moyens d'existences précaires devenaient problématiques, même chez les petits propriétaires, lorsqu'une mauvaise récolte ou une gelée excessive venait, comme en l'an XI, détruire le maigre fruit de leurs labeurs. On évalua le dégât à 13,000 fr., c'était plus de moitié de la récolte.

Ce fut bien autre chose lorsque l'Empereur eut attiré sur le pays les deux invasions successives de 1814 et de 1815.

La première accabla nos petites vallées sous les passages de troupes, dans les alternatives violentes des dernières luttes qui eurent pour théâtre le plateau de Craonne si voisin, et les marais de Laon. Le sort des populations aux alentours des champs de bataille ne diffère guère de celui des soldats, qui y éprouvent plus souvent leur cruauté que leur charité. Ce dernier cas se vit à Arrancy, où l'on retrouva longtemps dans les bois et les fossés les restes des traînards dont on se racontait élogieusement le meurtre.

Ceux-ci de leur côté, les Cosaques entre-autres, faisaient main basse sur tout et enfumaient les populations dans les « Creuttes » où elles s'étaient réfugiées. M. de Maussion, qui était resté comme maire à son poste, faillit y perdre la vie, pour avoir tiré sur un soldat qui poursuivait une femme : son château fut de nouveau pillé et ses fermes incendiées. On évalue les dégâts à onze mille francs, sans compter 1,900 francs de réquisitions.

L'année suivante, 1815, ce furent les débris des troupes françaises écrasées à Waterloo qui vinrent se reformer à l'abri de nos coteaux. Puis les Alliés tinrent le pays sous une longue et onéreuse occupation pour faire rentrer les lourdes contributions de guerre. Les réquisitions y ont été pour onze cents francs.

Après que tous ces terribles fléaux furent passés, il fallut recommencer le travail de la fourmi : amortir les dettes contractées par la commune, indemniser, si faiblement que ce fut, les victimes des réquisitions, rétablir les communications.

La reconnaissance des chemins publics se fit en 1821. Leur distinction en chemins vicinaux dont l'entretien est obligatoire et en chemins ruraux dont l'entretien est laissé aux riverains date de cette époque : un arrêté du maire visa les ordonnances par lesquelles Turgot avait fait régler la largeur des premiers à dix-huit pieds, 6 mètres, et des seconds à douze, et prescrivit de s'y tenir.

Peu à peu les champs, qui avaient été abandonnés faute de bras pendant les guerres, se voient de nouveau fécondés. Le chiffre de la population qui a augmenté jusqu'à 337 en 1806 ne décroît pas encore ; mais l'argent revient lentement aux caisses de l'État : en 1820 seulement on peut acquitter les traitements

des agents qu'un « particulier » — toujours ce particulier — a défrayés jusque là. Mais celui-ci a lieu de se plaindre du retard de l'administration départementale à correspondre aux efforts de l'administration communale pour se libérer ; il parle du « malheureux système de centralisation » que l'Empire avait légué à la Monarchie, restaurée en principe, mais non rétablie sur ses bases historiques. Une des causes de ces difficultés dans l'action libératrice était la superposition des « notables », ou plus hauts imposés, au conseil municipal, dès qu'il s'agissait d'une mesure financière à prendre pour se libérer. Cette disposition s'inspirait visiblement de celle qui constituait en deux chambres le pouvoir législatif de l'État ; elle ne céda qu'en 1818 à la conception beaucoup plus simple d'introduire ces notables au conseil pour le même objet.

Quoiqu'il en fût, l'habileté, l'autorité et le dévouement de M. de Maussion rétablirent encore une fois la situation, si bien que dès 1822 il pouvait renseigner ainsi un nouveau préfet :

« La commune d'Arancy n'a aucune espèce de revenu ni de moyen de s'en faire ; néanmoins elle suffit à tous ses besoins par l'union et la bonne volonté des habitants, fidèlement attachés à leurs devoirs et au Roi que le Ciel a rendu à la France. »

Les peuples heureux n'ont pas d'histoire : l'on ne trouve rien à noter dans les années paisibles de 1820 à 1830. Rien ne change, pas même le budget de la commune qui est de 650 fr. ainsi répartis : au desservant, 250 fr. ; au maître d'école, 200 fr. ; au garde, 120 fr. ; plus les frais de perception — un dixième, — et ce qui retombe sur la masse, du fait des insolubles. L'économie la plus stricte est apportée dans les dépenses de la commune : c'est

après longtemps où l'on s'en est passé, que l'on voit ouvrir en faveur du secrétaire de mairie un crédit de douze francs formé de la réunion de deux crédits de six francs chacun : celui des frais de mairie et celui des dépenses imprévues.

Aussi, toutes dettes payées, y a-t-il un petit fonds de réserve constitué.

Ainsi se clôt cette période réparatrice, qui mérite une place à part dans l'histoire locale comme dans l'histoire générale. Il s'y est rencontré, dans ce pauvre village, un homme de bien et de valeur pour seconder un gouvernement animé de bonnes intentions.

IX. — SOUS LES RÉGIMES CHANGEANTS.

*Les Révolutions. — L'impôt foncier devient lourd.
— Transformation des voies de communication. —
Prosperité relative sous l'Empire.*

IX.

Le tableau change avec la révolution de 1830. Le maire, qui, sauf le court intervalle des Cent jours et pendant les sessions de la Chambre des députés où il avait été appelé, avait présidé à la vie communale, est remplacé par un étranger au village. Peut-être n'a-t-il pas voulu prêter le nouveau serment, dont la prestation remplit celles des pages du

registre municipal qui ne sont pas consacrées à la réorganisation de la garde nationale. Cette institution joue, sur le papier du moins, un rôle aussi prépondérant que celui des choses militaires sous l'Empire. Les impôts montent, car il faut augmenter tous les agents de la mairie.

Puis le procès des usages est repris par le conseil contre la descendance des anciens seigneurs, et tout particulièrement contre l'ancien maire ; c'est lui surtout que l'on ne craint pas de traduire au conseil de Préfecture comme ayant abusé de son mandat aux dépens des intérêts qui lui étaient confiés en cachant les lois édictées pour leur sauvegarde.

Le procès paraît avoir été soulevé par la question d'une imposition à mettre sur les biens jadis communaux que les habitants se sont partagés pendant la Révolution, comme il avait été convenu en projet pour rembourser les avances faites par M. de Mausson. Leurs détenteurs n'ont pas honte de mettre au bout de leur protestation « qu'on trouvera des ressources plus efficaces » dans une revendication qu'ils se proposent de faire valoir incessamment contre l'auteur de ces avances.

En effet cela ne traina pas : la menace est du 7 avril 1832 ; elle est réalisée le 9 par une délibération du Conseil ; le 10, il nomme une commission d'investigation ; le 11, celle-ci dépose son rapport, qui porte sur dix-huit pièces soi-disant usurpées en 1774, 84, 86, 90, 93, 94 (n'est-ce pas l'inverse qui s'est produit alors ?) 1804, 6, 14, 26 ; le 12, la commission en découvre quarante et une autres, envahies depuis 1804. — L'affaire n'eut d'ailleurs pas de suites : il semble que les meneurs aient reculé ou n'aient été suivis qu'à regret, car le conseil de Préfecture ne fut saisi que l'année suivante et

répondit par un arrêté d'incompétence, en n'apercevant rien de neuf dans ces allégations et renvoyant en conséquence aux jugements rendus par les tribunaux civils en l'espèce, lorsqu'elle s'était produite comme cela a été rapporté à son moment.

Le conseil municipal d'alors n'était plus, comme le premier qui fut rétabli, à la désignation du préfet, mais à celle des électeurs municipaux ainsi qualifiés par le cens. Ceux-ci avaient été en 1831 au nombre de 25 pour une population recensée de 268 individus tenant à 68 feux.

Six décès s'y produisirent l'année suivante, dont trois foudroyants par l'invasion du choléra. La population en fut plus effrayée qu'éprouvée, le reste du village ayant été épargné ; des mesures prophylactiques avaient été prises aussitôt par le médecin d'épidémie désigné par l'administration, le Dr Fleury, de Festieux.

La question de l'école surgit en 1833, tant au point de vue de l'acquisition d'un local qu'à celui de la gratuité à la charge de la commune. Pour celle-ci on répondit que la charité privée faisait le nécessaire ; pour l'autre, plutôt que de contracter l'emprunt nécessaire à une acquisition, on attendrait la certitude d'une subvention dont le Ministère de l'Instruction publique ouvrait la perspective — mais qui ne se réalisa jamais.

Bientôt le gouvernement lui-même cherche à retrouver ses appuis naturels dans les autorités sociales. M. de Maussion est rappelé à la mairie en 1835, et les registres municipaux, retrouvant sous sa main leur tenue régulière, conservent de nouveau la trace de cette sollicitude vigilante pour les intérêts communaux que, même pendant l'interruption de son mandat, il n'avait cessé d'exercer depuis quarante ans.

Lorsqu'il mourut quatre ans après, on inscrivit sur sa tombe ces mots « le soutien des pauvres et l'ami de tous » qui convenaient à sa simplicité autant qu'à sa bonté. Il eut pour successeur, également sur la désignation préfectorale, son gendre, le vicomte de La Tour du Pin Chambly, qui était venu depuis peu habiter près de lui, en quittant les rangs de l'armée comme capitaine d'État-major. Ce sera, à la mairie, la même tradition de dévouement, avec une forme qui sentit moins le magistrat que le soldat.

Un regard jeté sur le budget à ce moment nous montre qu'il s'équilibrait aux environs de 4,000 fr. pour la partie obligatoire, en laissant même un boni, grâce à des subventions de l'État et du département montant ensemble à près de 200 fr. pour fournir au traitement de l'instituteur.

Quant à la partie facultative fournie par les impositions communales elle se bornait, comme il a été déjà dit :

à une indemnité de logement au curé,	100 fr.
salaires du garde-champêtre,	250
traitement de l'instituteur,	250
complété par le logement et environ	160 fr. d'écolages.

Le terroir de la commune, 558 hectares, produisait alors, année moyenne, pour :

- 15,000 fr. de grains (semences déduites).
- 6,000 fr. de vins (à 80 fr. la pièce).
- 3,000 fr. de fourrages et jachères.
- 3,000 fr. de bois.
- 1,000 fr. de jardinages.

28,000 fr.

Ces produits se consumaient sur place, sauf les bois et les vins, et ne suffisaient guère qu'aux

besoins de la consommation, quoique les rendements obtenus eussent doublé depuis le commencement du siècle, en sorte que les plus valides devaient chercher à gagner au dehors leur vie et celle de leur famille, en sus de la question purement alimentaire. Rencontrant au cours de leurs émigrations volontaires ou de leur service militaire des conditions meilleures, ces jeunes gens perdaient l'esprit de retour, et il avait déjà commencé à se produire un phénomène régulier de dépopulation, qui alla s'accroissant jusqu'à un décroissement de moitié pendant la longue administration de M. de La Tour du Pin.

Les débuts de cette administration furent marqués par une répression énergique des violences, qui en étaient venues au point de terroriser les habitants paisibles en se renouvelant chaque dimanche au cabaret. L'excitation des esprits en 1830, l'incurie du maire dénué de toute autorité avaient amené ces mœurs regrettables, dans lesquelles se signalaient particulièrement trois familles, qui vidaient leurs différends à coups de bâton et ne traitaient pas mieux les étrangers ; une mort fut même consécutive aux coups portés dans une de ces rixes. Ce n'est pas tout : ceux qui auraient voulu séparer les combattants étaient écartés à coups de pierres ; le vénérable M. de Maussion lui-même en était menacé. Mais les mutins eurent bientôt fait d'être mis à la raison par M. de La Tour du Pin. Paraissant au plus fort de la mêlée, il en imposait, malgré sa petite taille, par sa crânerie ; et qui ne pliait pas était enlevé par les gendarmes le lendemain matin. Les mœurs se sont certainement très adoucies depuis ces temps là.

Un autre progrès s'est produit encore plus vite, celui des impôts : la révision du cadastre en 1845

leur fournit une base arbitraire, contre laquelle le maire conduisit en vain le conseil à la lutte. Il fait pourtant ressortir que le revenu cadastral qui fournit cette base étant estimé, à moitié de la réalité, à environ 10,000 fr., et que l'impôt foncier s'élevant environ au tiers de cette somme, est en réalité du sixième du revenu, ce qui est excessif par rapport aux autres communes rurales du canton. Si les locations moyennes y sont en effet de 35 fr. à l'hectare, à Arrancy elles ne devraient être comptées qu'à 28 fr. Mais ces réclamations ne furent pas admises. Le fisc lâche difficilement sa proie.

Pendant cette période, l'effort du progrès s'est porté sur l'amélioration des chemins vicinaux. On vote annuellement pour cela trois journées de prestations et cinq centimes additionnels aux quatre contributions. Un bon ouvrier formé à la nouvelle méthode d'empierrement l'applique à l'infrastructure par un blocage qui subsiste encore aujourd'hui.

Voici que survient, avec les premiers jours de l'année 1848, une nouvelle révolution. Les habitants de Sainte-Croix, village voisin où règnent les idées communistes, se portent en armes, tambour battant et drapeau déployé, contre le château d'Arrancy, où l'on a quelque peine à les tenir en respect. C'était le bienfait de l'organisation des gardes nationales, qui, il faut le dire bien vite, rachetèrent bientôt leur longue et coûteuse inutilité par leur bonne attitude aux sanglantes journées de juin. Cette crise de la Révolution avait été précédée d'une crise financière, dite de l'impôt des 45 centimes, qui avait avec la panique engendré la misère.

M. de La Tour du Pin s'efforça de la conjurer en créant un chemin de débocquetage et de ronde, au terrassement duquel venaient travailler les habitants

demeurés sans ouvrage et sans ressources. Plus tard, quand le rétablissement de l'ordre eut ramené la prospérité, l'écart entre ces salaires de charité et le salaire normal fut compensé par un rappel sur les comptes déjà réglés ; rappel auquel les intéressés ne pouvaient guère s'attendre. Cette leçon n'a pas été inutile pour rétablir la notion de justice dans l'établissement des salaires.

Le suffrage universel, qui faisait son apparition dans cette époque troublée et n'était pas étranger à ces secousses, n'eut à Arrancy rien de révolutionnaire. Le conseil municipal, renouvelé à chaque modification de la constitution, porta toujours à la mairie M. de La Tour du Pin, et se montra envers les officiers de la commune — le maître d'école et le garde-champêtre — d'autant plus facile à grossir leur traitement que ses membres y étaient plus désintéressés. La commune n'était pas plus riche pour cela ; elle ne possédait ni revenus ni établissements quelconques, sauf l'église. On mit à sa disposition, en 1851, un lavoir du château, à titre purement gracieux et révocable.

Une ère de prospérité s'ouvrit de nouveau dans les premières années qui suivirent les deux plébiscites auxquels est dû le rétablissement du régime impérial, et qui avaient rencontré dans nos petites communes rurales la presque unanimité. Ce n'est pas cependant qu'on y fût porté vers l'Empire. Le rapide essor que prirent alors les campagnes fut compensé à Arrancy par le tort qu'on y éprouva, lorsque la route nationale de Cambrai à Châlons, qui en passait assez près, se vit abandonnée pour une artère de circulation nouvelle et autrement puissante, mais plus éloignée de son territoire — le chemin de fer de Saint-Quentin à Reims par Tergnier, La Fère et Laon. Ce n'est pas

tout : il fallut créer des affluents à la voie ferrée ; un chemin qui remontait depuis Chamouille toute la vallée de la Bièvre et franchissait entre la Maison rouge et le camp romain le plateau de la falaise champenoise.

La culture de la vigne, les industries domestiques disparurent sous l'effet des nouvelles facilités de communication, et la grande culture intensive prit possession de la haute vallée d'Arrancy, par la création de la belle ferme qui en occupe le centre et en emploie la population pour la plus grande partie.

Le reste de cette population s'élimine peu à peu ; mais par un singulier phénomène, à mesure que celle-ci décroît, ses charges s'accroissent : le traitement de l'instituteur est porté à sept cents francs, dont les écolages, qui sont eux-mêmes augmentés, fournissent le tiers, la commune un autre tiers, l'État et le département le surplus. Sous ce régime c'est encore la commune qui choisit l'instituteur ; mais la désignation du maire a été revendiquée par le gouvernement impérial. Les prestations ne sont pas augmentées, mais elles sont de plus en plus réparties sur la route n° 54. — On appelle ainsi le chemin de moyenne communication décrit plus haut : il a été exécuté à l'entreprise par M. de La Tour du Pin qui en a cédé les terrains et conservé seulement les berges.

Le village, qui a dû s'ouvrir à la traversée de la route, et la vallée, dont les fonds marécageux ont été défrichés de leurs beaux bois, ont pris alors l'aspect sous lequel nous les voyons aujourd'hui.

Un dernier plébiscite, dans lequel l'unanimité des votants n'empêche pas de remarquer la grande pro-

portion des abstentions sur les 51 électeurs demeurés dans la commune, clôt la période impériale. Elle n'a pas été sans bienfaits et laisse un bon souvenir dans la population (1).

(1) Les statuts de la Société Académique nous obligent, à notre grand regret, à laisser de côté le dernier chapitre de la monographie d'Arrancy, qui comprend la période tout à fait contemporaine. Les extraits publiés permettront au lecteur d'apprécier ce consciencieux et intéressant travail.

UNE CHARTE INÉDITE

DE

Phillippe de Beaumanoir

GRAND BAILLI DE VERMANDOIS.

L'original de la charte que nous publions est conservé à la Bibliothèque de Laon (cart. 2, n° 12). C'est un parchemin (0^m51/0^m70) en parfait état, d'une écriture très régulière.

Par cet acte, Philippe de Beaumanoir, grand bailli de Vermandois, authentique une vente faite par-devant Raoul dit Haton, panetier du Roi et Gobert dit Sarrazin, châtelain du Roi à Laon, par Ernould dit Marandiaux, écuyer, à la commune de Bruyères, de la mairie de Bruyères et de la mainmairie de Chérét.

Cette charte ne paraît pas avoir été connue des auteurs qui ont écrit sur le célèbre jurisconsulte. Elle n'est mentionnée ni par Beugnot (Les coutumes du Beauvoisis), ni par Bordier (Philippe de Remi, sire de Beaumanoir, p. 39 et suiv., liste des documents constatant les offices de Beaumanoir), ni par Salmon (Coutumes de Beauvaisis — introd. p. 9 et suiv.).

Un historien local, M. Hidé, l'avait certainement

lue ; car, dans la liste des seigneurs de cette localité, il indique Gobert de Bruyères comme approuvant, en 1289, la vente d'une mairie à Bruyères et d'une mainmairie à Chéré^s. (Hidé. L'administration et la juridiction municipale de la commune de Bruyères du XII^e au XVIII^e siècle. Bulletin de la Société Académique de Laon, T. XI. p. 70).

Notre excellent ami M. Lucien Broche la cite au n^o 58 de son « Inventaire sommaire des documents originaux de la Bibliothèque de Laon ».

Écrite et scellée en 1289, elle ne contient pas d'information nouvelle sur la vie quelque peu errante de Beaumanoir.

Car il est acquis depuis longtemps qu'en 1289, ce dernier remplissait la charge de grand bailli de Vermandois.

Elle ne fournit pas non plus de renseignements sur la langue de l'auteur des Coutumes de Beauvaisis puisqu'elle n'a pas été rédigée par Beaumanoir lui-même.

Néanmoins, nous avons jugé utile de la transcrire et de l'éditer, les documents qui émanent du grand juriste étant peu nombreux, et rien de ce qui le touche ne devant être laissé dans l'ombre.

Cette charte est intéressante à un autre point de vue. Elle concerne, en effet, un de ces groupes fédératifs qui, au moyen-âge, formaient, dans la région du Laonnois, de véritables petites Républiques (1).

(1) V. Luchaire. Manuel des Institutions françaises, p. 451. Sur une confédération du même genre, Melleville. Notice sur la commune du Laonnois (qui ne doit pas être confondue avec la commune de Laon). Bulletin de la Société Académique de Laon, T. III, p. 170.

La première en date de ces fédérations fut précisément celle de Bruyères, Chérét, Vorges et Valbon (1) dont Bruyères était le chef-lieu. Sa charte de fondation du 20 avril 1129 (2) fut confirmée par Philippe-Auguste en 1186 (3).

Il ne faut pas confondre cette commune avec la « mairie » dont parle le texte. La « mairie » paraît être plutôt un fief relevant du Roi et consistant en redevances diverses.

Quant à la « mainmairie » dont il est question, il est assez difficile d'en expliquer le sens. Cette expression ne s'appliquerait-elle pas à une mairie de moindre importance, en quelque sorte, à une sous-mairie ?

GAËTAN LEGRAND.

(1) Les communes de Bruyères, Chérét et Vorges font actuellement partie du canton de Laon. La commune de Valbon n'existe plus. Son emplacement est marqué par un château moderne faisant partie du territoire de Vorges. V. Matton. Dict. topographique du département de l'Aisne.

(2) L'original se trouve à la Bibliothèque communale de la ville de Laon. (Cart. 2). V. pour la date et la description, Luchaire : Louis VI, p. 201.

(3) V. Ordonnances des Rois de France, T. XI, p. 245.

CHARTRE DU 9 OCTOBRE 1289 (a).

A Tous ciaux qui ces présentes Lettres verront et orront, Phelippes de Biau manoir chevaliers, baillius de Vermendois, salut.

Saichent tuit que par devant Raul dit Haton pane-
tier le roi et Gobert qu'on dit Sarrazin chastelain (b)
le roi à Laon, estauvliz pour nous et en liu de nous
dou coumandement le roi à recevoir les reconnois-
sances et les couvenances en la prévosté de Loon,
vint Ernous diz Marandiaus escuiers, fuis de monsi-
gneur Jehan de Fraisnoy en Loorrainne chevalier et
reconnut que il, pour son apparant et très grant

(a) Nous remercions sincèrement M. Souchon, archi-
viste du département de l'Aisne qui a bien voulu colla-
tionner le texte lu par nous.

(b) En 1293, Colart Rahier et son fils Raoul abandon-
nent à Saint-Vincent diverses rentes assises aux terroirs
de Saint-Vincent et de Semilly; et l'acte est passé par-
devant Gobert Sarrazin. V. René Poupardin. — Cartu-
laire de Saint-Vincent de Laon. — Mémoires de la Société
de l'Histoire de Paris, T. XXIX, p. 246.

Relativement aux fonctions du châtelain, M. Matton,
ancien archiviste du département de l'Aisne, s'exprime
ainsi dans sa notice sur la commune de Laon au XIII^e
siècle. (Bulletin de la Société Académique de Laon.
Tome XVI, p. 131) :

« Le moine Hermann, dans son Histoire des Miracles
de Sainte-Marie de Laon, donne une preuve certaine de
l'intervention du peuple dans les affaires sérieuses, en
racontant les incidents de la procédure entamée contre le
voleur Anselme, contre de la cathédrale.

Lorsque le verdict populaire avait été rendu, l'évêque

pourfit, a vendu et par tittle de loial vendaige, oïroie et clame dou tout quite a toîz jours perpetuellement au maieur as jurez et à toute la Communauté de Bruières parmi le pris de sis vins livres et cinquante sous de parisis desquels cis Ernous reconnut que il a receu et eu dou maieur, des jurez et de toute la Communauté devant diz plain creant et plain paiement en bonne monnoie à lui délivrée et baillie, la mairie que il avoit et tenoit comme sienne en hounmaige et en fiet de Gobert dit de Bruières escuier, jadis fill de monsieur Perron qu'on disoit le Cornut (a) chevalier en la vile et es appendances de la Communauté de Bruières, et toutes les choses appartenans à la dite maire, c'est à savoir la moitié dou grain des terraiges des terres seans ou treffons qui fu Jehan de Seris (b) escuier et ses parçonniers.

confiait les épreuves et l'application de la peine au bras séculier du châtelain, chargé par le roi du soin de protéger l'église où officiaient de nombreux chanoines, qui s'étaient faits les successeurs des officiers du municipale gallo-romain, pour aider les évêques à diriger les esprits. L'homme du roi punissait à merveille les coupables en les pendant et en détruisant leurs maisons. Lorsque la guerre éclatait, l'expéditif châtelain déployait encore toutes ses ressources dans l'art de détruire, et il y excellait. — Le châtelain de Laon demeurait à la porte du cloître tenant à l'église de Saint-Remy et levait la herse du château du roi ; c'est à cela que la rue de la Herse doit son nom. »

(a) Beau-frère de Clarenbaud de Chivres dit le Camus qui était mayeur en 1269. Lui-même était mayeur en 1275. V. Hidé. — *L'administration et la juridiction municipale de la commune de Bruyères du 12^e au 18^e siècle.* — Bulletin de la Société Académique de Laon, T. XI, p. 63 et suivantes.

(b) V. Hidé. Loc. cit., p. 53.

Et toute la partie qui appartient à iceli mairie, des rentes d'avainne des viles de Bruières, de Vorges et de Chéret. Et toute la partie à la devant dite mairie appartenant en toutes les ventes des possessions seans a Bruières ou terroir et en toute la Communauté et es waaignaiges d'icelie Communauté de Bruières ou que eles soient, appartenans a ladite mairie.

Derechief, la moitié de touz les deniers de bonne monnoie que les personnes ci desous dénommées doivent de mainmairie et de cens chascun an, as termes ci desous devisez, seur les possessions ci-desous escrites pour la raison de la mainmairie de Chéret, c'est asavoir Jehans li Moignes seur sa vigne au Moncelet (*a*), quatre deniers de bonne monnoie au tiers jour de la feste Saint Remi en octobre, et quatre deniers de cele monnoie au tiers jour dou Noël et quatre deniers de bonne monnoie au tiers jour de la feste de Pasques, li quel douze denier sont de mainmarie et quatre deniers de bonne monnoie de cens au tiers jour de la feste de Saint Remi devant dite.

Derechief, li enfant Pierart de Monthenout, (*b*) seur leur vigne qui jadis fu Renier Couet seant au Moncelet, quinze deniers de bonne monnoie de cens a paier au tiers jour de la dite feste de Saint Remi en octobre.

Derechief, Ysabiaus dite la Brunele seur sa maison seant au Moncelet, quatre deniers de bonne

(*a*) Aujourd'hui lieudit *la Moncelle*. — Les vignes ont pour la plupart disparu.

(*b*) Monthenault, commune du canton de Craonne (Aisne).

monnoie au tiers jour de la feste Saint Remi devant dite et quatre deniers d'icelle monnoie au tiers jour de la feste dou Noël, et quatre deniers de cele monnoie au tiers jour de la feste de Pasques, et tout sont de mainmairie, et quatre denier de cens ou tiers jour de ladite feste de Saint Remi.

Derechief, icele Ysabiaus seur une autre maison qui fu Perron le Ploieur, quatre deniers de bonne monnoie de mainmairie en chascun tiers jour de chascun des trois termes deseur noumez ; et sept deniers et maaille (a) de ladite monnoie de cens ou tiers jour de la feste Saint Remi deseur dite.

Derechief, Rose dite des Bos, seur sa terre as pressoirs, cuinc deniers de bonne monnoie de mainmairie en chascun tiers jour des trois deseur dites festes de Saint Remi, de Noël et de Pasques, et quinze deniers de cens d'icelle monnoie ou tiers jour de la feste Saint Remi en octobre.

Derechief, la femme Gobert Brunel, quatre deniers de bonne monnoie de mainmairie en chascun tiers jour des trois dites festes, et sept deniers et maaille de bonne monnoie de cens au tiers jour de la dite feste de Saint Remi, seur son manoir.

Derechief, Huars diz Choles, un denier de bonne monnoie de cens, seur sa sausoie (b) à paier ou tiers jour de la dite feste de Saint Remi. Thierris diz Cours Vilains, seur sa vigne seant au Moncelet, quatre deniers de bonne monnoie de mainmairie en chascun tiers jour des trois diz termines de Saint Remi, dou Noël et de Pasques.

(a) Maille, petite monnaie de billon au-dessous du denier. « Il n'a ni denier ni maille. »

(b) Le mot est assez peu lisible.

Derechief, li enfant Remi la Chate, seur leur vigne au Moncelet, sept deniers et maaille de bonne monnoie de mainmairie à chascun tiers jour des trois festes deseur noumées.

Derechief, Waterons diz li Bégues, seur sa vigne au Moncelet, une maaille de bonne monnoie de mainmairie, en chascun tiers jour des trois deseur diz termes. Erme qui fut femme Wiart chastelain, seur sa vigne au Moncelet, quatre deniers de bonne monnoie de mainmairie en chascun tiers jour des trois festes deseur noumées. Et Evrars diz la Langue, seur sa maison, quatre deniers de bonne monnoie de mainmairie en chascun tiers jour des trois festes de Saint Remi en octembre, dou Noël et de Pasques, et deus deniers de cele monnoie de cens ou tiers jour de la dite feste de Saint Remi. Et la moitié de toutes les ventes qui de ces possessions deseur devisées appartenans à la mainmairie deseur devisée eschieent et pueent et doivent escheoir quant on vent icelles possessions. Laquele dite mainmairie appartient a lounaige et au fiet de la devant dite mairie.

Derechief, toutes les autres choses qui appartiennent et pueent et doivent appartenir à toute la mairie deseur noumée. En après quatre muis et trois los de vinaiges par an à paier en la feste de Saint Martin en yver, lesquez li diz Ernous avoit et tenoit comme siens assenez par parties seur les possessions ci desous devisées, c'est asavoir demi mui seur une vigne que Raulins Buneriaus tient ou liu qu'on dit en Radon (a) entre la vigne de l'église de Liecies (?) d'une part, et la vigne Mourardin, d'autre.

(a) Actuellement lieudit *les Rridons*. La pente y est très rapide.

(b) Presles, commune du canton de Laon.

Derechief, demi mui seur une vigne que Mourardins tient ou dit liu en Radon laquele fu jadis Gerart de Praelle (b) tenant à la vigne Raulin Bunerel, d'une part et à la vigne les enfans Thoumas Foret, d'autre. Trois los de vinaige seur la vigne Clarenbault dit bourjoise seant ou liu dit en la Cuere entre la vigne Jehan dit Restoret, dune part, et la vigne Jehan des Portes, d'autre part.

Derechief, dis setiers seur une vigne Oudart Mouree séant ou liu dit au Pouplier entre la vigne Raulin dit le Chastelain, d'une part, et la vigne Jehan Truquel, d'autre part.

Derechief, deus muis seur une vigne que Jehans diz Truquiaus tient ou liu au Pouplier entre la vigne Oudart Mourée d'une part, et la vigne Jehan le Cavetier marit Houdet la Runge fer, d'autre part. Et sis setiers seur une vigne que Martins li Charpentiers tient ou liu dou Pouplier devant dit entre la vigne Raulin le Chastelain, d'une part, et la vigne asse dit Keuet, d'autre part.

Derechief, quatre sous de parisis de cens par an à paier en la feste de Saint Remi en octobre : les quez icis Ernous avoit et tenoit comme siens assenez, c'est asavoir trois sous de parisis seur les Ozières Ermenjart dite Lempereressc derière la maison Wiart Bunerel, deçous les fossez de la vile de Bruières tenans as Ozières Lionne dit Lempereur, d'une part, et as Ozières Jehan Lempereur, d'autre part. Et douze deniers parisis seur les Ozières que Jehans diz des Portes tient derière la maison Wiart dit Bunerel entre les Ozières Ermenjart dite Lempereressc, d'une part, et le curtill Bonne, d'autre part. Li quel quatre mui et trois los de vinaiges et li quatre sous de parisis de cens assenez si còm devisé

est, ne sont mie de la deseur dite mairie ne des appartenances d'icele.

Ainsi com toutes les choses ci deseur devisées en la manière que il est dit et escrit, li devant diz Ernous, par devant les diz Raul et Gobert reconnut. Liquez Ernous, au maieur et as jurez deseur diz, à leur successeurs et à toute la Communauté de Bruières quita, donna et otroia et clama dou tout quite à touz jours des ore en avant, perpetuellement, et en iaus translata tout le droit, toute l'action, la propriété, la possession et toute la signerie que il avoit et pooit et devoit avoir, coument et par quelconques raison que ce fust en toute la dite mairie et en toutes les appartenances d'icele en quelconques choses que eles soient, et en touz les quatre muis et trois los de vinaiges et es quatre sous de parisis de cens par an ci deseur devisez. Et promist en bonne foi loiaument li devant diz Ernous par devant les diz Raul et Gobert, que il, à nul jour des ore en avant, par nule raison en aucune manière contre cest devant dit vendaige ou contre la quitance, le don et lotroiance, ne contre la translation ci deseur devisées, n'ira ou fera aler en nule maniere par lui ne par autrui. Et que il, en la devant dite mairie ni en la mainmairie ou es pourfiz et es issues d'iceles, ni es appartenances, ni es quatre muis et trois los de vinaiges, ni es quatre sous de parisis de cens par an deseur devisez, aucune chose de droit par raison d'eschéance ou de succession, d'éritaige ou d'acquest, de don, de lais, ne par autre raison, des ore en avant, à nul jour, ni réclamera ou demandera, ne reclaimer ou demander fera en nule manière, par lui ne par autrui. Ne ne querra ou fera querre par autrui, art, ou engien, cause ne voie matere ou estrument, ne ne proposera raison, exception ou dila-

tion nule en jugement ou hors, en appert, ou celeement, par devant aucun signeur ne justice en nule court, par coi li maires ne li juret deseur dit ne leur successeur ou la Communauté deseur dite, pour locoison des choses ci deseur devisées, ou d'aucune d'iceles, fuissent à damaigie, moleste, greve ne inquiete en aucune manière.

Ainçois proumist en bonne foi, loiaument, li devant diz Ernous à porter loial et perpetuel warandie au maieur, as jurez, à leur successeurs et toute leur Communauté deseur diz : de toutes les choses ci deseur devisées, vendues et quitées de lui si com dit est envers touz signeurs et toutes personnes qui a droit et a loi en vourroient, parmi tel service et tez redevances, comme ces devant dites choses vendues devoient au jour et ou tans que les couvenances dou vendaige deseur devisé furent faites.

Et tant pour la warandie deseur dite porter ainsi com pour toutes les couvenances ci deseur devisées tenir et warder fermement et remplir entièrement, li devant diz Ernous en obliga lui et ses hoirs, ses successeurs et touz ses biens meules et nonmeules, présens et à venir. Et renonça en ce fait espécialement à ce que il puist dire que il ait esté deceus es dites couvenances parmi outre la moitié de juste pris, et que la devant dite somme d'argent ne li ait esté entièrement païé et délivrée, et dou tout convertie en son propre profit à tout droit et à toute aide de droit, et à toutes autres raisons, deffenses et aides qui de droit et de fait à empeschier ces dites couvenances à lui porroient aidier et au maieur, as jurez, à leur successeurs et à leur communauté devant diz nuire.

En tesmoignaige des ques choses li dît Raul et Gobert en ont sélées ces lettres de leur seaus.

Et nous, au tesmoignaige d'iciaus, les avons, avec leur seaus, séeelées dou seel de la baillie de Vermendois (a), sauf le droit le roi et l'autrui.

Qui furent faites en l'an de grace mil deus cens quatre vins et nuf ou mois de octobre.

Sur le repli : Guiart.

ERRATUM : Page 46, au lieu de : Charte du 9 octobre 1289, lire : Charte d'octobre 1289.

(a) Aucun des sceaux n'a subsisté.

L'ASSEMBLÉE ÉLECTORALE
DU
DÉPARTEMENT DE L'AISNE
en 1791.

C'est à Laon que se réunit, le dimanche 4 septembre, l'assemblée électorale du département de l'Aisne pour l'année 1791. Arrivés de la veille au chef-lieu, les électeurs se présentèrent, dès huit heures du matin, à l'église Notre-Dame (ancienne cathédrale), lieu choisi pour la tenue de leurs séances. Après avoir entendu la messe du Saint-Esprit, ils constituèrent un bureau provisoire, composé d'un président d'âge (François Guille, ancien colonel d'artillerie, chevalier de Saint-Louis), d'un secrétaire et de trois scrutateurs, puis nommèrent trente-six commissaires chargés de la vérification des pouvoirs. Pendant que ceux-ci procédaient à cette opération, l'assemblée reçut une visite, celle de la municipalité laonnoise, venue pour lui présenter ses devoirs. Le maire Caignart, dans un discours qui eut les honneurs du procès-verbal, exprima combien la ville de Laon était fière de posséder en ce jour les électeurs du département tout entier. La députation partie, un membre du comité de vérification lut son rapport. Tous les pouvoirs furent déclarés réguliers, et il n'y eut qu'une contestation pour la commune de Blérancourt, où avait été élu Louis-Antoine de Saint-Just. Ses adversaires prétendaient qu'il n'avait pas l'âge exigé par la loi : le président provisoire ayant assuré

qu'il avait entre les mains une lettre de Saint-Just, déclarant avoir justifié de l'âge réglementaire, l'examen de cette question et des autres de même nature fut reporté au moment où l'assemblée fonctionnerait légalement.

Dans la séance du soir, on s'occupa du bureau définitif. L'appel nominal constata la présence de 570 électeurs. Jean Debry, de Vervins, fut nommé président par 302 voix, Jean-Étienne Fache, de Château-Thierry, secrétaire par 308 voix.

Le lendemain matin, 5 septembre, le président et le secrétaire prêtaient le serment constitutionnel, et Debry remerciait ainsi ses collègues :

Amis et frères,

« Je n'ai point d'expressions pour vous rendre ma
« sensibilité. Je sais combien je suis inférieur à la
« place dont vous m'honorés, mais votre bonté, qui
« m'y a élevé, est un titre pour moi à votre indul-
« gence. Je vous promets du zèle et de l'attention :
« organe de vos volontés, puisse-je, — et j'en ai
« l'assurance — n'avoir à proclamer que des noms
« qui le seront ensuite par tous les cœurs françois,
« et que la postérité chérira à jamais ». Fache pro-
nonça également quelques paroles, que le procès-
verbal (1) n'a pas reproduites. Ensuite, le scrutin
fut ouvert pour l'élection de trois scrutateurs titu-
laires et de trois suppléants. Entre temps, l'affaire de
Saint-Just était traitée à nouveau, et il était décidé
que le jeune citoyen ne serait admis comme électeur

(1) Archives départementales de l'Aisne; L 612.

qu'en prouvant qu'il avait réellement vingt-cinq ans (1).

L'ordre du jour de l'après-midi appela le vote pour l'élection du premier député, mais aucun candidat n'obtint la majorité absolue. La journée suivante (6 septembre) fut employée à chercher une combinaison pour que les électeurs pussent mieux se concerter, et arriver à un résultat. Finalement le moyen le plus pratique parut être de diviser l'assemblée en six bureaux, comprenant chacun des électeurs des six districts. Le vote et le dépouillement du scrutin devaient se faire dans chaque bureau qui choisirait un président, un secrétaire et six scrutateurs.

Le lendemain matin (7), cette décision était exécutée, et on revenait à l'élection du premier député. Au troisième tour seulement, Jean-François Belin, cultivateur à Guise, l'emporta par 338 voix contre 255 accordées à Jean Debry. Ce dernier ne garda pas rancune à son concurrent et le félicita très franchement :

Citoyen élu député,

« Le vœu de l'assemblée électorale vous prouve
« que le mérite pour être appelé, n'a pas besoin de
« se présenter : elle sait l'aller chercher et le cou-

(1) Cette preuve ne put pas être faite, car Saint-Just, né à Decize-en-Nivernais le 25 août 1767, venait seulement d'entrer dans sa vingt-cinquième année. Il renonça sans doute à toute réclamation, et son nom ne figure pas d'ailleurs sur la liste des électeurs qui a été transcrite à la fin du procès-verbal des opérations de l'assemblée électorale.

« ronne. De grandes espérances reposent sur vous :
« le choix même de l'assemblée est pour elle un
« gage assuré que ses espérances ne seront pas
« trompées. »

La seconde élection fut assez discutée. Pierre Loysel, vice-président du département, domicilié à Saint-Gobain, ne passa qu'au troisième tour, avec 375 voix. Plus heureux, le troisième député, Guillaume Ducreux, de Saint-Simon, administrateur du département, réussit au premier tour (530 voix). Debry complimenta d'abord Loysel en ces termes :

« La confiance de vos concitoyens vous avoit
« élevé au poste d'administrateur ; vous n'y avez
« point démerité, le corps électoral vous en donne
« en ce moment un éclatant témoignage. Que vos
« succès vous servent d'encouragement ! Continués,
« citoyen, affermissés la liberté, la félicité publique,
« le bonheur général et particulier de notre nation,
« affermissés les droits imprescriptibles du peuple,
« ces droits que huit siècles de despotisme n'ont pu
« étouffer. Allés, la reconnaissance de la patrie vous
« attend pour prix au bout de votre noble carrière ! » ;

Puis, s'adressant à Ducreux :

Citoyen élu député,

« A mesure que les élections s'avance, les espé-
« rances de l'assemblée électorale se consolident et
« se confirment. Après dix-huit mois de travaux
« consacrés à la chose publique, vous espériés
« reprendre les intéressantes occupations de la cam-
« pagne ; la presque unanimité de nos suffrages
« vous appelle encore hors de vos foyers. Vous ne
« résisterés point à nos vœux. Avec les connois-

« sances que vous avés acquises, vous porterez dans
« le sein de l'assemblée législative ces vertus douces
« et paisibles qui font l'ornement des campagnes,
« et qu'on peut justement nommer les habitudes de
« l'agriculture. Vous le voyez, citoyen, l'assemblée
« électorale sait que de tous les services rendus à
« la patrie, celui qui résulte de l'exercice, de l'exemple
« des vertus chères à l'humanité, est le plus précieux
« comme il est le plus utile ».

Dans la journée du 8 septembre, l'assemblée signala son activité par sept scrutins successifs. Au début, la majorité désigna au premier tour le quatrième, le cinquième et le sixième député, c'est-à-dire :

Jean-Jacques Fiquet, procureur-syndic du district de Soissons (427 voix) ;

Jean-Étienne Fache, juge de paix de Château-Thierry (546 voix) ;

François Lobjoy, maire de Colligis (568 voix).

Ce n'était pas chose facile que de justifier publiquement le choix des électeurs, en décernant à ces personnalités si diverses des louanges méritées, sans trop dépasser la mesure ni se répéter constamment. Jean Debry débuta par paraphraser les dernières paroles de Fiquet, qui avait juré de vivre libre ou mourir :

« Vivre libre ou mourir est maintenant le cri de
« ralliement de tous les François. C'est le devoir
« sacré que chacun de nous porte dans son cœur ;
« l'orgueil des grands et les abus de l'opulence l'y
« ont gravée en caractères de feu. Raportés à cette
« base vos déterminations, et vous serez assuré de
« n'offrir jamais que l'expression de la volonté
« générale. C'est l'espoir que nous allons reporter
« à nos commettans, et vous, qui l'aurez confirmée,

« quand vous rentrerez dans vos foyers, vous entendrés dire avec reconnaissance : voilà un de ceux
« qui ont assuré le bonheur de la France ! »

Pour Fache, qu'il ne connaissait peut-être pas beaucoup, il s'en tint à des généralités :

Citoyen législateur,

« Une grande et noble tâche vous est imposée :
« vous n'y serez point inférieur, l'assemblée en a
« l'assurance. Qu'il est beau, le moment où vos
« concitoyens vous élèvent ! C'est l'adolescence de la
« liberté. Naguères, la France étoit esclave, le luxe
« et l'oisiveté avoient rivés partout les chaines du
« despotisme. Le quatorze juillet 1789, l'empire
« entier, comme un seul homme, s'est réveillé libre
« et armé : dès lors, les droits du peuple ont été
« reconnus et ses devoirs classés, les droits de ce
« peuple calomnié par ses oppresseurs, qui se nom-
« moient ses maîtres. Le peuple n'a plus d'autre
« maître que la loi, c'est son joug seul qu'il veut
« subir, ce joug salutaire et doux, que les têtes les
« plus fières portent d'autant plus facilement qu'elles
« sont faites pour n'en porter aucun autre. »

Il se montra plus explicite à l'égard de Lobjoy, qui s'était écrié que ses intentions étaient « pures
« comme les rayons de la lumière », et qu'il portait dans son cœur « le feu céleste qui doit animer tous
« ceux que vous envoyés à la défense de notre sainte
« constitution » :

Citoyen législateur,

« L'assemblée électorale partage votre émotion.
« L'assemblée électorale a honoré toutes les vertus :
« votre rare modestie a été le premier titre qui a

« déterminé son choix ; vos connoissances, vos
« talens l'ont confirmé. Entre les fonctions légis-
« latives, il en est une que spécialement vous
« exercerez : vous ferez contraster les mœurs sim-
« ples et pures de la campagne avec les vices bril-
« lans domiciliés dans les cités populeuses. Élève
« de la religion, vous l'affermirez en affermissant
« les loix. Le pauvre que vous éclairiez, que vous
« soulagiez, se dira : il a été choisi au milieu
« [de nous], et nous aussi nous lui donnons nos
« suffrages. Estimable citoyen, l'assemblée électo-
« rale, en vous nommant, acquitte la dette de l'indi-
« gent, et l'indigent, en vous laissant éloigner de
« lui, paye dignement sa contribution patriotique ».

L'élection du septième député offrit un véritable intérêt. Jean Debry obtint en effet pour ainsi dire l'unanimité (554 voix sur 574 votants). Il prononça aussitôt l'allocution d'usage :

Mes concitoyens, mes collègues,

« Comment puis-je dignement vous remercier ?
« Je suis fils, je suis père, je suis citoyen. Vous
« m'avez nommé votre chef, vous me nommez votre
« représentant. Pardonnez, mon âme cède à tant
« d'émotions. Être suprême, reçois mon serment.
« Religion, patrie, mœurs, loix, simulacres sacrés de
« ce qui fonde le bonheur des empires, vous serez
« à jamais les objets de ma profonde vénération.
« Amis, collègues et concitoyens, que votre confiance,
« que votre indulgence environnent ma jeunesse ;
« tous mes sentimens vous sont dévoués, je ne veux
« vivre que pour vous ! »

Pierre Loysel répondit au nom de l'assemblée :

Jeune citoyen,

« L'amour que vous avez montré pour la liberté,
« la droiture de votre caractère, votre obéissance
« aux loix, votre fermeté à les faire exécuter, le feu
« du génie qui vous anime sont les principaux titres
« qui vous élèvent à la législation. Vous étiez dési-
« gné d'avance par l'opinion publique pour affermir
« une constitution qui assure le bonheur et la liberté
« des François. Les citoyens de l'Aisne fondent sur
« vous de grandes espérances pour la prospérité de
« l'empire. Ils ne doutent pas que la gloire dont ce
« département s'est environné dès le commencement
« de la Révolution, et à laquelle vous avez contribué,
« ne vous accompagne à l'Assemblée nationale : leurs
« vœux seront exaucés. En s'honorant avec leurs
« frères des autres départemens du choix qu'ils ont
« fait de vous, la France prouvera aux puissances
« étrangères qu'une nation libre sait distinguer les
« citoyens qui ont bien mérité de leur patrie ».

Les trois derniers scrutins du 8 se succédèrent rapidement. Au premier tour, Prosper-Hyacinthe Carlier, président du tribunal du district de Chauny, séant à Coucy, Louis-Jean-Samuel Joly l'aîné, négociant à Saint-Quentin, Nicolas-Marie Quinette, administrateur du département, domicilié à Soissons, furent nommés huitième, neuvième et dixième députés à la Législative par 468, 430 et 283 suffrages. Jean Debry les accueillit cordialement tous trois. Il rendit d'abord un légitime hommage au magistrat Carlier :

Citoyen député,

« Vos concitoyens vous avoient confié la redou-
« table fonction de juge, l'assemblée électorale vous

« élève au poste délicat de législateur. Vous porterez,
« dans cette dernière place, les connoissances de
« l'homme que vous avez pu acquérir dans la pre-
« mière ; vous sçauvez spécialement que les meil-
« leures loix tirent leur principale force de la raison
« qui les dicte : vous étiez utile au tribunal, vous le
« serez à la législature. Ainsi puisse toujours l'inté-
« rêt particulier céder à l'intérêt général ».

Il apprécia aussi avec justice la compétence toute
spéciale de Joly l'ainé :

Citoyen député,

« L'assemblée électorale porte ses vues et ses
« suffrages sur toutes les classes intéressantes de
« l'État. Elle sçait que, pour une grande nation
« civilisée, le commerce est une des branches de
« prospérité : c'est par lui que se fait l'échange des
« besoins et des lumières, c'est par le commerce
« qu'un jour nos loix iront faire le bonheur des
« nations étrangères. L'assemblée électorale honore
« en vous le négociant probe, le citoyen vertueux :
« votre cité, en vous continuant dans les fonctions
« d'électeur, avoit devancé son suffrage ».

Pressé sans doute par le temps (il était 8 heures
du soir), il se borna pour Quinette à deux ou trois
phrases de circonstance :

Citoyen élu député,

« La constitution est achevée, le règne de la loi
« commence. Présentez au peuple assuré de ses
« droits l'olivier de la paix, et quand, de retour chez
« vous, vous contemplerez la tranquillité et l'abon-
« dance dont la nation jouira, vous pourrez vous
« dire : et moi aussi j'ai contribué au bonheur de
« ma patrie ! »

Restait à élire deux représentants. Le 9 septembre, Jacques Potel, cultivateur à Sommelans, fut proclamé onzième député, au premier tour, par 319 voix. Potel n'était pas là, et, comme son acceptation était indispensable, on passa immédiatement à la dernière élection. 466 suffrages se portèrent, au premier tour également, sur François-Louis-Jérôme Prudhomme, juge de paix à Rozoy-sur-Serre. Dans son compliment, Jean Debry parla surtout des services judiciaires de Prudhomme :

Citoyen député à la Législature,

« Les sentiments que vous venés d'exprimer
« étoient connus de l'assemblée électorale, ils ont
« fixé son choix. L'assemblée électorale honore en
« vous le citoyen vertueux, l'administrateur intègre.
« Vous ferés briller dans votre nouvelle carrière les
« vertus que vous avés exercé dans votre fonction
« de juge de paix, dans cette institution patriarcale
« qui, de toutes les parties de la constitution, est la
« plus chère au peuple ».

Sur ces entrefaites, le président communiqua une lettre de Jacques Potel, dans laquelle il regrettait de ne pouvoir accepter, pour raison de santé, le titre et les fonctions de député. Il fut remplacé d'office, au deuxième tour de scrutin, par Louis-François Bernier, cultivateur à Passy-en-Valois, à qui Debry souhaita en quelques mots la bienvenue :

Citoyen que le corps électoral a nommé
député,

« L'agriculture est la baze de toute société, c'est le
« lien des conventions sociales. En vous élevant au
« poste éminent de législateur, l'assemblée électorale

« honore en vous l'état dont l'opulence ne fait la
« misère de personne ».

L'après-midi du 9 et une partie de la matinée du 10 furent consacrées à l'élection de quatre députés suppléants. L'assemblée choisit successivement :

Louis-Étienne Beffroy, administrateur du département, domicilié à Chevregny (3^e tour) ;

Jean-Baptiste-Louis Hébert, commandant la garde nationale de Chauny (2^e tour) ;

Gaspard Paulet, négociant à Saint-Quentin (1^{er} tour) ;

Pierre-François Sutil le jeune, officier municipal à Château-Thierry (1^{er} tour). Comme il ne s'agissait que de suppléants, Debry se contenta de courtes formules de politesse.

Malheureusement pour les électeurs, la série des scrutins n'était pas terminée. Ils nommèrent au premier tour, le 10, deux hauts jurés, Aldebert-René Le Radde, président du tribunal du district de Rocroi, et Onnebert Guillot, administrateur du département, domicilié à Villers-Cotterêts. Après il fallut pourvoir à trois vacances dans le haut personnel judiciaire. Au premier tour, Claude-Antoine Leleu, ancien député à l'assemblée constituante, fut élevé à la présidence du tribunal criminel par 307 voix : en raison de son absence, on chargea Debry de lui écrire à fin de notification. Au premier tour aussi, Jean-Baptiste Gallien, homme de loi, demeurant à Laon, se vit confier les fonctions d'accusateur public par 252 voix. Gallien n'ignorait certainement pas les devoirs que lui imposait sa nouvelle charge, néanmoins Debry jugea bon de lui recommander la prudence et la modération :

Citoyen,

« Il est sacré, solennel et obligatoire le serment

« que vous venés de prononcer. Maintenir les droits
« du peuple est le premier de vos devoirs : protéger
« l'action des autorités constitutionnelles, affermir les
« lois constitutionnelles, quelles qu'elles soient, c'est
« maintenir ces droits imprescriptibles. Celui qui les
« outrage blesse la majesté du peuple et lèze la sou-
« veraineté nationale d'un autre côté, et vous le
« considérerez. Sans doute ils sont détruits, ces
« tribunaux arbitraires où le tyran, avec l'or du
« peuple prodiguée à de vils satellites, payoit le
« sang du peuple. O citoyen que le corps électoral
« élève à la fonction éminente d'accusateur public,
« vous à qui nos suffrages et ceux de nos commet-
« tans, que nous représentons, ont donné en quelque
« sorte l'initiative à l'égard de l'innocence et du
« crime, n'oubliez pas cet adage vénérable que l'hu-
« manité a propagé de siècle en siècle depuis l'éta-
« blissement des sociétés, qu'il vaut mieux prévenir
« les délits que les punir, il vaut mieux absoudre
« un innocent que condamner vingt coupables ».

Le 11 septembre, au second tour, Jean-Chrysos-
tôme Suin, administrateur du district de Laon, domi-
cilié à Craonne, fut élu greffier du tribunal criminel
par 293 voix. A cette occasion, Debry exprima une
seconde fois ses sentiments humanitaires :

Citoyen,

« Sous le règne du despotisme, tout étoit dur et
« repoussant comme lui : sous l'empire de la liberté,
« tout doit être doux et fraternel comme elle. Ces
« sentimens et votre civisme vous ont mérité le
« choix de l'assemblée. Vous les conserverés et
« vous ne perdrez jamais de vue que, dès ce moment,
« soit innocent, soit coupable, c'est à l'infortuné que
« vous avez affaire ».

Enfin, le 11, le 12 et le 13, on vota pour le remplacement de divers membres de l'administration départementale, à savoir 18 faisant partie de la série sortante, et deux autres (Loysel et Prudhomme) qui venaient d'être nommés députés. Ces élections finies, le président proclama les vingt nouveaux administrateurs du département. L'un d'eux, François-Nicolas Chollet, notaire et directeur de la poste aux lettres de Chauny, remercia l'assemblée au nom de tous. Jean Debry, fatigué probablement de tous les discours qu'il avait prononcés, lui répondit brièvement, et leva la séance à deux heures de l'après-midi.

« Mais l'assemblée se réunit à quatre heures, en
« l'église paroissiale de Notre-Dame, lieu de ses
« séances, où se rendent le clergé, les membres du
« département, ceux du district, les officiers muni-
« cipaux, un détachement de la garde nationale et
« un du sixième régiment, et un grand nombre de
« citoyens. Une députation va chercher la bannière
« du département, ce signe qui rappelle avec atten-
« drissement le jour mémorable du 14 juillet et la
« fête célèbre de la Fédération : le Te Deum est
« chanté pendant qu'une musique militaire se fait
« entendre, et au bruit des acclamations d'un peuple
« satisfait, au bruit des boîtes et au son de toutes
« les cloches.

« On adresse au Ciel des vœux particuliers pour
« la conservation du Roi.

« Ensuite les fonctionnaires nommés pendant la
« tenue des séances de l'assemblée se rendent aux
« pieds des autels, et, en présence de l'Être suprême
« qui connoit les cœurs et punit les parjures, ils
« renouvellent le serment solennel, déjà prêté, d'être
« fidels à la nation, à la loi et au Roi, de maintenir

« la constitution, de répondre à la confiance dont ils
« sont honorés, et de vivre libre ou mourir.

« M. le Président et les fonctionnaires remontent
« au bureau, saluent en passant les corps adminis-
« tratifs, les détachemens et les citoyens qui se
« retirent.

« M. le Président félicite l'assemblée sur la mar-
« che rapide, le concert unanime, prudent et rai-
« sonné de ses opérations, sur la sagesse éclairée qui
« a présidé à ses choix, et déclare la séance levée,
« l'assemblée dissoute, et le procès-verbal clos et
« fermé ».

Le jugement de Jean Debry ne sera pas contesté par l'histoire, et c'est à juste titre qu'il avait félicité l'assemblée. Aucun incident fâcheux n'était venu mettre obstacle à la succession des opérations électorales ; assez compliquées cependant, puisqu'elles nécessitèrent plus de cinquante scrutins. Les noms qui sortirent des urnes, salués par d'unanimes acclamations, étaient ceux d'hommes connus de leurs mandataires, très compétents dans leur spécialité, et fort modérés d'opinion. Les électeurs de 1791 possédaient déjà cet esprit de sagesse et de pondération qui a toujours caractérisé depuis les populations du département de l'Aisne.

J. SOUCHON.

LES ANCIENS CIMETIÈRES

DE

L'HOTEL-DIEU DE LAON.

Il n'est pas un habitant de Laon, qui n'ait eu souvent l'occasion de remarquer les jardins, qui s'étendent du bas de la promenade du Nord à la route du Plateau à la Gare, et se terminent, vers l'Ouest, au chemin ou grimpette (c'est le terme local), qui conduit à la place du Palais de Justice, par l'escalier et l'ancienne porte de ville.

L'apparence de richesse de leur sol, sur ce froid versant de la montagne laonnoise, attire l'attention du promeneur. Toujours fréquentés pendant la belle saison, ces jardins sont aujourd'hui recherchés par les habitants, qui apprécient, avec raison, leur proximité et leur facile accès. Mais ces terrains peuvent présenter un intérêt d'un autre ordre, et méritent, croyons-nous, de retenir quelques instants ceux qu'anime le goût des recherches sur les choses du passé.

Si l'on consulte, en effet, les titres de propriété de cette partie du sol de Laon, on est tout de suite frappé par la nature du lieudit, qui semble évoquer quelques souvenirs de l'histoire locale. C'est l'impression, que l'on éprouve, lorsqu'on y lit ces mots : « *Lieudit sous le Chartrier de la Ville, ou l'ancien Cimetière de l'Hôtel-Dieu.* »

Essayons de déterminer, en quelques mots, à quelles

circonstances particulières cette partie nord de la ville doit cette dénomination originaire.

Nous pouvons dire, tout d'abord, que la première de ces deux appellations paraît être de beaucoup la plus ancienne. Elle doit remonter au commencement du seizième siècle.

Il suffit de se reporter aux Archives de la ville pour voir qu'au cours des années 1499 et 1500, fut construite sur la porte l'Évêque, depuis porte Germain ou Germaine, (c'est la porte, qui donne accès aujourd'hui de la promenade du Nord à la place du Palais de Justice), une salle pour y mettre les Chartres, et y faire les réunions des Gouverneurs.

Cette construction fut édiflée conformément à une clause du testament de Jean de Luzilly, et il fut décidé que les trois gouverneurs auraient les clés de cette salle.

L'exactitude de cette dénomination, due certainement à l'établissement de ce Chartrier de la Ville sur la porte l'Évêque, se trouve au surplus confirmée par les termes des documents, que nous allons successivement parcourir, et qui vont eux-mêmes nous permettre de fixer l'origine de la seconde appellation : « *lieudit l'ancien Cimetière de l'Hôtel-Dieu* » ; appellation, qui paraît bien ne dater que du dix-huitième siècle.

L'Hôtel-Dieu de l'église cathédrale de Laon, (c'est la désignation que nous trouvons dans les pièces authentiques du commencement du 18^e siècle), l'Hôtel-Dieu, disons-nous, qui était alors installé dans les bâtiments, que nous voyons actuellement occupés par les services de l'Administration de la Guerre, et dont la façade Est s'ouvre sur la place du Palais de Justice ou ancien Évêché de Laon, avait dès cette époque son cimetière *sur la Paroisse de Saint-Remy*

à la Place, au dehors des murs de la Ville, entre la porte dite Germain ou Germaine et la porte neuve. Cette dernière porte est aujourd'hui la porte des cinq ruelles, ou plutôt de la ruelle du Chemin de fer.

Mais cet établissement charitable prenant chaque jour une plus grande extension, ce cimetière devenait trop petit pour y inhumer les corps des personnes décédées à l'Hôtel-Dieu.

Aussi voyons-nous que par acte capitulaire du 9 janvier 1709, Messieurs les Doyens et les officiers de l'Hôtel-Dieu, « sont, (dit cet acte), sur ce qui a été réputé que le cimetière de l'Hôtel-Dieu était trop petit pour inhumer les corps, députés par MM. les Doyens et Chanoines du Chapitre de l'église cathédrale de Laon, fondateurs, supérieurs, et administrateurs de l'Hôtel-Dieu de leur église, à l'effet de chercher une place commode ».

Les députés du Chapitre s'acquittèrent avec empressement de leur mission, car, trois mois au plus après avoir reçu ce mandat, ils avaient trouvé un terrain pouvant convenir, comme situation, accès, et proximité, et une entente était intervenue entr'eux et les propriétaires du terrain, un sieur François Fournival, huissier-archer, et dame Marie Dehene, sa femme.

La convention sous signatures privées, qui consacre cette entente, est du 20 avril 1709 (1).

Cette convention contient reçu par les époux Fournival à MM. les administrateurs de l'Hôtel-Dieu, représentés à cet acte par un sieur Hubert « de la quantité de deux asnées de bled méteil, valant vingt quatre escus, pour le paiement d'une terre en saint foing, contenant un arpent, situez sur le terroir de

(1) V. Archives de l'Hôtel-Dieu. — B. 30/4.

Laon, entre le Mont de Vaux et le fossé de la ville, tenant d'une lizière aux pères minimes, d'autre à la chapelle de la magdelaine, lequel champ a été vendu à l'hôtel Dieu ladite somme de 72 livres ; » cette convention contient en outre « la promesse de passer contrat par devant notaire à la première requête des administrateurs. »

Cette entente entre les administrateurs députés et les époux Fournival fut aussitôt suivie d'un nouvel acte capitulaire du 22 avril 1709, qui donnait pouvoir aux députés, précédemment désignés pour faire l'achat du terrain nécessaire à l'établissement d'un cimetière, « de réaliser, aux conditions qu'ils jugeraient les meilleures, l'acquisition du terrain appartenant aux époux Fournival, comme étant le plus propre à cette destination. »

Ainsi munis de ces pouvoirs spéciaux, les députés du Chapitre donnèrent, aux conventions, précédemment faites, une forme définitive, suivant acte passé devant M^e Mignot, notaire à Laon, le 31 mai 1709. Ce contrat, signé en l'étude même de ce notaire, contient vente, moyennant la somme de 72 livres, par les époux Fournival à MM. les Doyens et Chanoines du Chapitre de l'église cathédrale de Laon, fondateurs, supérieurs, et administrateurs de l'Hôtel-Dieu de leur église, ce accepté par les chanoines, maître, sous-maitre, et receveur dudit Hôtel-Dieu, et par le chanoine butillier du Chapitre, députés par les actes capitulaires, que nous venons de rappeler. La propriété vendue y est ainsi désignée : « Une pièce de terre en sainfoin, située sur le terroir de Laon, AU LIEUDIT SOUS LE CHARTRIER DE LA VILLE, contenant deux quartels environ, tenant d'une lizière aux pères minimes de Laon, d'autre aux chapelains

de la magdelaine, d'un bout par bas au mont, et d'autre par haut aux fossés de la ville. »

Cette acquisition faite, le Chapitre ne tarda pas à reconnaître que le terrain, destiné à l'établissement du nouveau cimetière, deviendrait lui-même promptement insuffisant.

C'est pourquoi, par acte capitulaire du 8 Janvier 1710, MM. les Doyens et Chanoines, dûment agréés et assemblés en leur chapitre, « prirent la décision, (dit cet acte), sur ce qui leur était représenté, que le champ de terre précédemment acheté pour y faire un cimetière et y inhumer les corps des décédés dans l'Hôtel-Dieu, était trop petit, que les députés, déjà désignés pour la précédente acquisition, auraient pour mission d'acquérir un autre champ *des révérends pères minimes* de la Ville de Laon, auxquels il appartenait, et d'agrandir ainsi ce nouveau cimetière.

Conformément à cette délibération et aux nouveaux pouvoirs, qui leur étaient donnés, les députés procédèrent à la réalisation de cette nouvelle acquisition, suivant contrat passé devant M^{es} Lenain et Lescuniez, notaires à Laon, le 30 avril 1710.

Ce contrat, signé au couvent même des pères minimes, contient vente par ces religieux à MM. les Doyens et Chanoines du Chapitre, fondateurs et administrateurs de l'Hôtel-Dieu, d'une propriété ainsi désignée : « Une pièce de terre à présent en saintfoin, appartenant auxdits Révérends Pères Minimes, située sur le terroir de Laon, au lieu dit *sous les Chartriers de cette ville*, contenant deux quartels, environ, tenant d'une lizière aud. hôtel Dieu, à cause d'une pareille acquisition qu'il a fait de François Fournival et sa femme, d'autre à la chapelle Saint-Antoine, par haut

sur le chemin du rempart, et par bas au Mont de Vaux. »

A la suite de ces deux achats successifs, les terrains destinés à l'établissement du nouveau cimetière, constituaient donc, aux mains de l'administration de l'Hôtel-Dieu, une seule propriété, qui tenait, d'une lizière ouest aux chapelains de la magdelaine, *d'autre lizière est à la chapelle Saint-Antoine*, d'un bout par haut aux fossés de la ville ou chemin du rempart, et d'autre bout par bas au Mont de Vaux.

Ce cimetière de l'Hôtel-Dieu resta en cet état jusqu'en 1781, époque à laquelle il fut l'objet d'un nouvel agrandissement du *côté est*, appartenant à la *chapelle Saint-Antoine*.

Cette troisième et dernière acquisition pour le compte de cet établissement charitable dut être faite à la suite et comme conséquence d'une convention, que nous allons reproduire plus loin, et qui, intervenue le 30 mars 1781 avec la fabrique de l'église paroissiale de Saint-Remy à la place Royale de Laon, contient la cession, à cette dernière paroisse, *du cimetière primitif* de l'Hôtel-Dieu, situé hors des murs, entre la porte Germain ou Germaine et la porte neuve.

A notre grand regret, nous n'avons pu retrouver le titre d'achat de cette troisième parcelle de terre, qui appartenait à la chapelle Saint-Antoine et était située *au lieu dit sous le Chartrier de la Ville*, exactement entre le terrain formé par l'agglomération des deux pièces acquises en 1709 et 1710, et un autre terrain à l'est, qui allait, à cette même époque, devenir le cimetière *extra muros* de plusieurs paroisses de la ville.

La très-brève énonciation, que nous venons de faire, d'une part d'une cession par l'Hôtel-Dieu de

son petit cimetière primitif, et d'autre part de l'établissement à l'est de son grand cimetière de plusieurs cimetières paroissiaux, nous engage, pour faciliter l'intelligence de ce qui va suivre, à parler dès maintenant d'un acte de l'autorité publique de 1776, qui devait apporter de profondes modifications dans les habitudes jusqu'alors en usage pour les sépultures.

Le 10 mars de l'année 1776 avait paru une déclaration du Roi qui faisait connaître l'abus et l'inconvénient résultant des inhumations, qui se faisaient dans les églises, notamment dans celles, où il n'y avait aucun cimetière d'attaché ; cette déclaration royale ordonnait en conséquence que pour les paroisses des villes, les administrateurs des fabriques feraient le choix d'emplacement de terrains, hors les murs des villes, pour y établir les cimetières de ces paroisses.

Au désir de cette ordonnance, les paroisses de Saint-Remy-Porte, de Sainte-Benoiste, de N.-D. au Marché, de Saint-Martin au Parvis. et de Sainte-Geneviève de la ville de Laon avaient acheté, pour faire un cimetière, un terrain hors de l'enceinte de la ville, *au-dessous du glacis de la promenade de la Porte Germaine.*

Nous n'avons pas retrouvé le titre de cette vente, mais, à son défaut, nous allons donner connaissance ici d'une demande en autorisation de passage, qui concerne ces cimetières et qui fixe assez bien le réel état des choses à cette époque.

Voici cette autorisation littéralement rapportée (1) :

« A Messieurs les Vénérables Doyens, Chanoines,
et Chapitre de l'Église Cathédrale de Laon.

« Supplient très humblement les Curés et Marguilliers députés des paroisses de *St-Remy-Porte*,

(1) V. Archives de l'Hôtel-Dieu. — C. 4/15.

de *S^{te}-Benoitte*, de *Notre-Dame au marché*, de *St-Martin au Parvis*, et de *S^{te}-Geneviève* de la ville de Laon, disants qu'ayant été obligés, au désir de la déclaration du Roi du 10 mars 1776, de choisir un terrain hors l'enceinte de la ville pour faire un cimetière, ils en ont acheté un *au dessous du glassis de la promenade de la porte Germain* : Comme il est très difficile de pratiquer un chemin pour arriver audit cimetière, après visite faite, on a remarqué que le seul praticable serait par la Rouillié, qui descend au cimetière de l'hotel Dieu pour ensuite le traverser et arriver audit cimetière.

« Ce considéré, Messieurs, il vous plaise accorder aux paroisses sus nommées un passage par le cimetière de l'hotel Dieu aux conditions les moins dispendieuses, vous obligerez les suppliants et les habitants, ce dont ils seront très reconnaissants.

ROUSSELET, curé de St-Martin. DE FREULLEVILLE.

MOROY DESFONTAINES. MIGNOT.

DELAMARLIERE. LE CARLIER DE RONCHÈRES.

JAROT.

MENU, curé de *S^{te}-Geneviève*. LAMBIN, curé.

« Nous administrateurs de l'hotel Dieu pour et nom du chapitre faisons droit à la demande portée à la requête d'autre part, accordons le passage sur toute la longueur dudit cimetière de la largeur de huit pieds, à condition que les suppliants le fermeront d'une haye vive, qu'ils s'obligeront à l'entretien de toute la ditte haye ainsi que de l'ancienne haie le long du talu et qui sert actuellement de fermeture dudit cimetière, qu'ils fermeront ledit passage de deux portes, dont ils fourniront une clef à M^{rs} du chapitre, et qu'au bas de la présente concession, ils s'obligeront aux conditions ci dessus stipulées.

A Laon ce 1^{er} juillet 1780.

FROMENT, ch^{ne},
Maître de l'hotel Dieu.

« Nous soussignés dénommés dans la requête de l'autre part acquiescons aux charges et conditions imposées et nous obligeons à les remplir.

A Laon le 1^{er} juillet 1780.

DELAMARLIERE.

DE FREULLEVILLE.

L'ELEU D'ELÈNE.

MOROY DESFONTAINES.

ROUSSELET, curé de St-Martin.

JAROT, curé.

MIGNOT,

LAMBIN, curé.

curé de St-Benoite.

MENU, curé de St-Geneviève. »

Le document que nous venons de lire, établit donc bien que le terrain acheté par ces cinq paroisses, n'est autre que celui situé, nous l'avons déjà dit, à l'extrémité est de la pièce de terre objet de la 3^{me} et dernière acquisition faite par l'Hôtel-Dieu de Laon, vers cette même époque et dans le but d'agrandir *son nouveau cimetière*, au lieudit sous le Chartrier de la ville.

Du reste, l'existence et la situation exacte des cimetières de ces cinq paroisses ne sont pas précisées seulement par les termes de l'autorisation de 1780 ; il existe, en outre et à l'appui de notre dire, aux archives de la ville de Laon, (D. D. 7), une note et un plan très bien conservés. Ces deux pièces prouvent, d'une façon indiscutable, que les cimetières de ces paroisses étaient bornés, au nord par le glacis de la ville, au midi par le chemin de Laon à Vaux, à l'est par la collégiale de Saint-Jean, et à l'ouest par *la chapelle de Saint-Antoine*, c'est-à-dire l'Hôtel-Dieu, au titre de la 3^{me} et dernière acquisition faite *en ce lieudit* par cet établissement.

Le plan nous révèle encore, non moins exactement, l'existence, dans ce terrain réservé aux cimetières paroissiaux, d'un chemin établi au bas des glacis et en prolongement de celui concédé par l'Hôtel-Dieu le

1^{er} juillet 1780, et aussi d'un autre chemin central et perpendiculaire au premier, le tout de façon à rendre, comme accès, les cimetières de ces différentes paroisses indépendants les uns des autres.

Notons, en passant et à titre de réelle curiosité, que la configuration du terrain en cet endroit, conséquence immédiate de l'autorisation de 1780, n'a pas encore entièrement disparu de nos jours. Il suffit, pour nous en convaincre, de regarder, de la promenade du Nord, le passage commun, fermé de deux portes, et clos de hayes vives, qui dessert toujours les différents jardins cultivés en ce lieu dit. Nous retrouvons là, trace vivante du passé, le chemin d'accès aux cimetières des cinq paroisses déjà nommées.

La déclaration de 1776 détermina donc l'établissement, à l'*extrémité est* du nouveau cimetière de l'Hôtel-Dieu, de cimetières destinés à des paroisses de la ville.

Cette déclaration eut pour autre conséquence de provoquer la cession du *cimetière primitif* de l'Hôtel-Dieu à la fabrique de l'Église Saint-Remy à la place, qui n'avait pas encore de cimetière *hors des murs*. *Ce vieux cimetière de l'Hôtel-Dieu, appelé aussi le petit cimetière*, devait d'autant mieux convenir à cette destination nouvelle qu'il était, nous l'avons déjà vu, situé sur la paroisse même de Saint-Remy-Place.

Cette cession, qui fut réalisée par acte passé devant Mes Petitjean et Gallien, notaires à Laon, le 30 mars 1781, dut précéder de quelques mois à peine la 3^{me} et dernière acquisition faite par l'Hôtel-Dieu au lieu dit sous le *Chartrier de la ville*.

Nous sommes heureux de pouvoir rapporter ici les termes de cette convention ou cession de 1781 ;

nous reproduisons aussi les termes d'un bail à rente foncière du 23 février 1781, qui avait pour but de faciliter, en la préparant, la réalisation de la convention ou cession du 30 mars 1781 :

I.

« Pardevant les notaires du Roy au Baillage de Vermandois à Laon y demeurant soussignés furent présens Maîtres Vincent Froment, etc...

« Et M^e Jean-Baptiste Gallien, avocat au parlement, etc...

« Lesquels comparans ont dit que Mesdits sieurs, Curé, marguillier, et paroissiens de St-Remy place se trouvent dans la nécessité de rechercher un terrain pour y établir un cimetière et servir aux inhumations de laditte paroisse, ont proposé aux-d. s^{rs} de chapitre comme administrateurs dud. hotel Dieu de leur faire l'abandon d'un petit cimetierie dud. hotel Dieu situés dans lad^e paroisse au dehors des murs de la ville entre la porte neuve, et celle dite Germaine, ce qui a été accepté aux charges, clauses et conditions cy après stipulées.

« Mesdits sieurs de chapitre stipulant comme dessus ont cédé et transporté avec promesse de garantir et faire jouir en tous droits de propriété auxd. sieurs Curé, Marguillier, et paroissiens dud. Remy à la place et acceptant lesd. s^{rs} Gallien et Leleu ledit petit cimetierie de l'hotel Dieu situé entre lesd. deux portes pour dorénavant servir de cimetierie à laditte paroisse de St-Remy place et ce aux charges et conditions qui suivent.

« 1^o Que lesds. s^{rs} Curé, Marguillier et paroissiens dudit St-Remy feront remplir de terre à la hauteur des promenades toute l'étendue dudit cimetierie et planter une croix dans le milieu.

« 2^o Qu'ils feront rétablir les murs de terrasse donnant sur la montagne de Vaux et de les élever de deux pieds et demie au dessus du niveau desdit terres rapportées.

« 3^o De fermer de murs les deux cottés et le devant dudit cimetierre donnant sur les promenades en y laissant dans le milieu une porte dont sera fournie une clef au chapitre avec faculté d'y inhumer les officiers et tous autres de son bas chœur, indistinctement avec les paroissiens, sans que le chapitre soit tenu pour cela des réparations à faire dans la suite aud. cimetierre, à l'exception toutes fois que dans le cas ou led. chapitre (ce dont il se réserve la faculté) demanderait à jouir de la moitié dud. cimetierre pour y inhumer d'autres que les officiers ou autres de son bas chœur, alors il commencerait à être chargé des réparations à faire à cette ditte moitié dont il jouirait seul.

« 4^o Que laditte paroisse sera seule chargée d'aquiter tous les ans pour, au nom, et à la décharge dud. hotel Dieu, un surcens de quatre livres dix sols du au R. P. *Minimes du couvent de cette ville dont le terrain formant l'emplacement du grand cimetierre dud. hotel Dieu est chargé annuellement comme aussy que lesd. s^{rs} Curé, Marguiller et paroissiens augmenterait ledit grand cimetierre d'une partie de terrain dépendant de la chapelle de St-Antoine qu'ils ont pris à surcens du s^r chapelein par acte susdatté lequel terrain est situé entre ledit grand cimetierre et celui des cinq paroisses de la cité, que sur l'alignement des deux hayes qui ferment led. cimetierre il y sera planté une haye vive d'épines sur les deux côtés pour le fermer entierrement et que d'icy au temps ou lesd. hayes vives seront deffensables, il sera pourvu à la cloture par des hayes sèches ou autrement.*

« Lesquelles charges, etc... »

II.

« Pardevant les notaires du Roy au Bailliage de Vermandois à Laon, y demeurant soussignés. Fut présent M^{re} Alphonse Itasse, prêtre chanoine de l'Église de Laon, y demeurant, au nom de fondé

de procuration de M^e Jean-Baptiste Beaucaïne, prêtre chapelain de la chapelle de St-Antoine, etc...

« Le sieur comparant en vertu de laditte procuration a dit, etc..., que en cette ville de Laon, cinq paroisses avaient fait choix d'un terrain au bout du grand cimetière de l'hotel Dieu sous le séminaire, que Messieurs les administrateurs de la fabrique de St-Remy à la place de Laon dans le dessein de s'en procurer un à la proximité de leur église, ils avaient jetté les yeux sur le petit cimetière dud. hotel Dieu près la porte neuve, que pour faciliter l'exécution de leur projet et traiter avec M^{rs} les administrateurs dud. hotel Dieu, ils avaient besoin dudit terrain, ont fixé leur attention sur un terrain appartenant à lad^e chapelle de St-Antoine, qui est entre led. cimetière de l'hotel Dieu et les cinq autres, dont il vient d'être parlé, lequel terrain ils ont proposé au s^r Beaucaïne titulaire de lad^e chapelle de leur abandonner à rente foncière ; led. s^r Beaucaïne se conformant à l'ord^e de S. M., et led. s^r Itasse stipulant pour led. s^r Beaucaïne en vertu de s^ad^e procuration a par ces présentes cédé, quitté, délaissé à titre de bail à rente foncière perpétuelle et non rachetable à Messieurs les Curés, Marguilliers et paroissiens de St-Remy à la place dud. Laon ce acceptant pour eux Maître Jean-Baptiste Gallien, avocat en Parlement, Cons^r du Roy, Marguillier de lad^e église, etc....

« Une-pièce de terre couverte de Gazon ainsy qu'en a toujours jouy ou dû jouir led. s^r Beaucaïne et ses prédécesseurs, même les entreprises qui pourraient y avoir esté faite, à l'effet de quoy il leur cede ses droits et actions pour les répéter, faisant liz^e d'orient aux nouveaux cimetière établye, d'autre vers occident au grand cimetière dud. hotel Dieu, par bas vers sep^{on} à la Montagne de lad. Ville ou fauxb. de Vaux, et par haut aux glassis sous la promenade. Pour en jouir par lad^e Église et Fabrique de St-Remy placé audit titre dès maintenant et a toujours, à la charge

par M^{rs} les administrateurs de lad^e fabrique d'indemniser pour le tout ou partie à leurs volontés s^r Nicolas Carbonneau locataire de lad^e terre en vertu du bail qu'il luy en a esté fait, etc...

« Le présent bail outre ce fait moyennant la somme de dix livres de Rente foncière de Bail d'héritages perpétuel et non Rachetable payable annuellement en cette ville de Laon au s^r Beaucaine et à ses successeurs en lad^e Chapelle, etc... »

Nous pourrions encore citer, comme pièces de nature à présenter quelque intérêt, divers baux consentis par l'Hôtel-Dieu et relatifs à ces terres et prés *du lieudit sous le Chartrier de la ville*.

La différence des termes employés en ces divers actes, tant pour la désignation que pour la détermination des charges, permet de reconnaître l'extension que prenaient, successivement et avec chaque période de temps écoulée entre ces baux, les portions du sol plus spécialement réservées aux inhumations.

Il est facile de s'en rendre compte en les relisant.

Dans les six premiers baux, passés devant M^e Lenain, notaire à Laon, le 1^{er} juin 1725, le 5 juin 1734, et le 24 février 1744, devant M^e Cotte, notaire en la même ville, le 30 juin 1750, et devant M^e Petitjean, aussi notaire à Laon, le 6 mai 1760, et le 3 mai 1769, le terrain est uniformément désigné : « le prez dans lequel est pris *le grant cimetière nouveau de l'hotel Dieu*, au dessous du rempart de cette ville du côté dud. Vaux. »

Mais en ce qui concerne les charges à supporter par les preneurs, le premier de ces actes porte simplement, entr'autres charges, celle suivante : « D'entretenir ledit prés net à faul courante, autant qu'il se pourra ; » alors, que dans la plupart des autres baux, se trouve cette variante : « D'entretenir led.

prés net et à faul courante, et le chemin de toutes sortes d'herbes, *pour les fosses à faire à l'inhumation des pauvres*, qui seront morts dans ledit hotel Dieu, en sorte qu'on y puisse passer facilement. »

Enfin dans le dernier bail antérieur à 1789, bail passé devant M^e Petitjean, notaire à Laon, le 12 avril 1779, la désignation et la charge d'entretenir donnent bien la physionomie d'un état de choses progressivement changé par le nombre toujours croissant des sépultures, on les y voit ainsi modifiées :

La désignation porte : « Le prez dans lequel est pris le grand cimetière dudit hotel Dieu sur la coste de la Montagne vers Vaux, *réserve ledit cimetière*, excepté l'usage par les preneurs d'y scier et faucher l'herbe, qui y croitra. »

Et la charge d'entretenir, relate : « De se comporter désament dans ledit cimetière, et n'apporter aucun dommages *aux hayes vives, qui l'entourera.* »

On peut utilement rapprocher ces derniers termes : « *aux hayes vives, qui l'entourera* » des termes de l'autorisation de 1780. La vraie situation à cette époque ne s'en trouve que mieux définie.

Nous avons fini de parcourir les documents divers, qu'il nous a été possible de retrouver sur les anciens cimetières de l'Hôtel-Dieu, et nous pourrions, ce nous semble, résumer ainsi les résultats de ces quelques recherches :

Jusqu'au commencement du 18^e siècle, l'Hôtel-Dieu n'eut pas d'autre cimetière que le *petit cimetière*, situé sur la paroisse Saint-Remy-Place, au dehors des murs, entre la porte Germain ou Germaine et la porte neuve. Au point de vue actuel de notre ville, ce cimetière devait se trouver exactement situé *au bas du rempart Saint-Remy*, sur l'emplacement de la

partie de la promenade du Nord qui fait face à l'escalier ou grimpette, conduisant en droite ligne à la gare. Cette portion du versant nord du Plateau s'étendait, alors, beaucoup plus en contre bas des murs de ville, et en pente douce jusqu'à la vieille route de Laon à Vaux, partiellement représentée par la rue Lenain d'aujourd'hui. Ce n'est que beaucoup plus tard que, par des terres rapportées, cette partie de la promenade du Nord a été surélevée considérablement.

Au cours des années 1709 et 1710 l'administration de l'Hôtel-Dieu décide, en raison de l'insuffisance reconnue *de ce petit cimetière primitif, le seul en usage jusqu'alors*, d'en établir un nouveau au lieu dit sous le ou les Chartriers de la ville.

Nous avons examiné, successivement et en détail, les deux premières acquisitions, qui ont servi à le former.

Ce cimetière nouveau demeure en cet état jusqu'en 1781, époque à laquelle il reçoit, par acquisition faite de la chapelle Saint-Antoine, un nouvel et dernier agrandissement, qui le rend contigu aux nouveaux cimetières, créés vers cette même époque, dans un terrain situé à l'est de la terre de la chapelle Saint-Antoine, et destinés à cinq paroisses de la ville.

Enfin, cette dernière acquisition faite par l'Hôtel-Dieu avait été elle-même précédée de la cession consentie par cet établissement à la paroisse Saint-Remy-Place, *de son petit cimetière primitif*, sous diverses charges, conditions, et réserves énumérées précédemment.

Nous aurions terminé, s'il ne nous restait encore à consulter, utilement peut-être, les plans ou vues du vieux Laon, qui peuvent contribuer à mieux faire

saisir le véritable emplacement de ces vieilles et modestes nécropoles.

Une vue de Laon en 1640, portant les numéros 112 et 113 de la collection Édouard Fleury à la Bibliothèque nationale, cabinet des estampes, nous montre entre la porte Germain et la porte Lusseau, (la porte neuve n'existait pas encore à cette date), une croix plantée à une place du versant nord, qui paraît bien être celle que les documents précédemment analysés, assignent *au petit ou ancien cimetière de l'Hôtel-Dieu*. On n'y remarque rien encore du côté du lieudit sous le Chartrier de la ville, autre concordance avec les titres de propriété, car il s'agit là en effet d'une vue de 1640, ne l'oublions pas, et le nouveau cimetière, nous l'avons établi, n'a pu être créé qu'après 1710.

Une autre vue de Laon, qui existe à la Bibliothèque de cette ville et porte la mention : avant 1660, nous représente une seule croix plantée au même endroit que dans la vue, qui précède.

Si nous nous reportons ensuite au plan de 1777, si remarquable par sa netteté et si complet pour l'étude du vieux Laon, (l'original existe à notre Bibliothèque municipale), il nous est facile d'embrasser, d'un seul et rapide coup d'œil, le plateau tout entier, et de vérifier, sans longues recherches, l'emplacement des deux cimetières de l'Hôtel-Dieu.

L'un, *le nouveau et le plus grand*, situé au bas et un peu à l'est de la porte Germain ou Germaine, c'est-à-dire l'ancienne porte l'Évêque, aujourd'hui porte de la place du Palais de Justice.

L'autre *le plus ancien et le plus petit*, situé entre cette dernière porte et la porte Lusseau, au bas même des murs de ville. La porte neuve y apparaît

aussi, sinon très saillante, du moins très certaine, de même que le bâtiment élevé sur la porte Germain et servant de chartrier.

La vue de Laon d'avant 1660 a été publiée dans le Bulletin de la Société Académique, Tome XIV, page 258, et le plan de 1777 figure également au Bulletin de cette Société, Tome XXV, *in fine*.

Il nous reste enfin à signaler la vue la plus intéressante comme la plus rare, que nous ayons rencontrée, et qui semble tout spécialement destinée à défendre de l'oubli ce vieux coin laonnois. Cette vue, ou pour plus exactement parler, ce dessin au crayon, qui n'avait pas échappé à l'attention de M. Édouard Fleury, existe à la Bibliothèque nationale, cabinet des estampes, et nous donne la reproduction de ce qu'était au 18^e siècle tout le versant nord de la ville. Il nous fait voir, *au premier plan les cimetières*, et au second plan entr'autres constructions, le bâtiment réservé aux chartres sur la porte Germain. Une copie à la plume de ce dessin, exécutée en 1860, figure à cette même Bibliothèque sous le n^o 137 de la collection Fleury.

Nous avons intitulé ces quelques notes : « Les anciens cimetières de l'hôtel Dieu de Laon ». Peut-être aurions-nous dû, leur donner pour titre : « Les anciens cimetières EXTRA MUROS avant 1789 » ; car, au cours de nos recherches, nous n'avons pas trouvé trace qu'avant la Révolution il existât, pour la ville proprement dite et hors des murs, d'autres cimetières que ceux, qui font l'objet de cette courte étude.

Nous laissons toutefois à plus experts que nous le soin d'approfondir la question.

H. SERVANT.



VUE DE LAON EN 1740
d'après un dessin original du Cabinet des Estampes

FRANÇOIS BULOZ

ENNUYÉ PAR

ALEXANDRE DUMAS Père.

I.

Alexandre Dumas et François Buloz avaient fait connaissance, vers 1829, dans un petit restaurant du faubourg Saint-Germain, rue de Tournon, attenant à l'hôtel de l'Empereur Joseph II.

Quand la *Revue des Deux Mondes*, deux années plus tard, fut définitivement fondée, Dumas répondit à l'appel de Buloz et lui apporta sa collaboration.

C'est ainsi que la *Revue* publia : en 1831 et 1832, des Récits et Chroniques, notamment « la Rose rouge », sur laquelle nous reviendrons ; en 1833, un travail historique : « Des Révolutions de la Royauté en France » et une autobiographie : « Comment je devins auteur dramatique » ; en 1833 et 1834, des Impressions de voyages ; enfin en 1836, le 1^{er} mars, une étude littéraire : « Guelfes et Gibelins » et le 1^{er} avril une autre Impression de voyage, « Gabriel Payot ».

Ce fut le dernier article que Dumas présenta à la *Revue des Deux Mondes* ou, plus exactement, qui fut accepté par Buloz.

Dans l'intervalle, le 15 janvier 1834, la *Revue* avait accueilli et publié une étude de critique littéraire sur Alexandre Dumas, due à la plume d'Hippolyte Romand et qui faisait un éloge enthousiaste du jeune écrivain.

Buloz attendit quelques années pour se repentir de l'hospitalité qu'il avait accordée à Romand. Plus tard il arriva même à en rougir. « L'article de Romand — écrivait-il au cours d'un procès qu'il intentait à Dumas — était ridicule d'enthousiasme ; mais, après les jours d'inexpérience et de tâtonnement, naît la saine appréciation des hommes. » M. Romand ne fut plus admis à écrire à la *Revue* et Dumas subit ensuite le même sort.

Mais n'anticipons pas sur les événements.

Dumas laissa d'abord sommeiller sa rancune.

En 1838, Buloz succédait au baron Taylor comme commissaire royal près le Théâtre-Français, aux appointements de 6,000 fr., doublés quelques années plus tard ; il conserva par parenthèse ces fonctions jusqu'à la Révolution de 1848.

L'auteur dramatique avait donc intérêt à se ménager des intelligences avec le Gouverneur de la Place ; il réussit de cette façon à faire représenter : *Mademoiselle de Belle-Isle* le 2 avril 1839, *Un Mariage sous Louis XV* le 1^{er} juin 1841, *Lorenzino*, le 24 février 1842, et *Les Demoiselles de Saint-Cyr*, le 25 juillet 1843.

Henri III, *Charles VII chez ses grands vassaux* et *Le Mari de la Veuve* obtenaient à leur tour les honneurs d'une reprise.

Dumas caressait de plus le rêve de transporter sur notre première scène *Christine* et *Antony*.

Il écrivait le 15 mai 1840 à « son cher commissaire du roi » :

« Je désirerais traduire et imiter en vers *Hamlet*, *Macbeth* et *Jules César* de Shakespeare, afin que ces pièces prissent au répertoire la place des pièces de Ducis et de Voltaire que l'on joue peu ou point : par

la raison — ce n'est pas moi qui donne cette raison, mais je l'ai entendue sortir de la bouche même de quelques-uns de Messieurs les Sociétaires — que ces pièces ont vieilli. »

Le 15 janvier 1841, à l'occasion des changements qui lui étaient demandés pour les deux derniers actes d'*Un Mariage sous Louis XV*, Dumas écrivait de Florence à son « cher Buloz » :

« Parlez un peu de moi, dans vos Revues, pour l'Académie. Je ne suis pas sur les rangs, mais je suis bien aise qu'on s'étonne que je n'y suis pas. »

En outre, la *Revue de Paris*, dirigée également par François Buloz, avait publié successivement plusieurs romans de Dumas : En 1839, *les Aventures de John Davys* ; en 1840, *Un Maître d'armes ou Dix-huit mois à Saint-Petersbourg* ; en 1843, *Le Château d'Eppstein ou Albine* ; en 1843-1844, *Fernande* ; sans compter divers récits de voyages et articles de critique d'art : *Le Grütli*, en 1834 ; *Rome dans les Gaules*, en 1837 ; *Quinze jours au Sinaï* et plusieurs chapitres de l'Excursion sur les Bords du Rhin (*Bruxelles, Waterloo, Anvers et Gand*), en 1838 ; *Une année à Florence*, en 1840 et 1841 et *Fra Bartolomeo* (Fragment de l'Histoire de la Peinture), en 1843.

Les cartes se brouillèrent vers la fin de 1844 seulement.

Le journal *La Démocratie pacifique*, dans ses feuilletons des 10 septembre, 15 octobre et 10 novembre, avait demandé à Dumas quelles causes étouffaient le génie dramatique des hommes qui, naguères, faisaient la gloire de notre théâtre.

Dumas adressa en réponse à ce journal cinq lettres qui furent insérées dans les numéros des 27 novem-

bre, 4, 5, 6 et 26 décembre 1844, et qui formaient un réquisitoire complet contre Buloz. Celui-ci y était accusé d'éloigner du Théâtre-Français les auteurs vivants et les ouvrages modernes. La *Revue de Paris* était coupable d'avoir renvoyé à Dumas un roman, *Le Chevalier d'Harmental*, qu'il rapportait de Florence, et de l'avoir attaqué personnellement dans cinq ou six articles parus dans l'espace d'un semestre. Le Gouvernement lui-même n'était pas épargné dans les lettres de Dumas. Enfin, Balzac, Victor Hugo, Eugène Sue, George Sand et Alfred de Vigny, qui contribuèrent tant aux succès de la *Revue des Deux Mondes* naissante, avaient été attaqués depuis — écrivait Dumas — par des critiques à la dévotion de Buloz et sans autres motifs que de misérables questions d'intérêts ou de jalousie commerciale.

Ce long réquisitoire, qui forme la matière d'un volume de 132 pages imprimé à Bruxelles en 1845 sous ce titre : *Simplex lettres sur l'art dramatique*, par Alexandre Dumas, se terminait ainsi :

« M. Buloz a été non pas élu, mais choisi entre tous pour accomplir l'œuvre qu'il accomplit ; c'est une de ces anomalies comme notre époque seule en présente, et un jour on se dira comme une des choses les plus curieuses qu'ait enfantées le chaos dans lequel nous vivons, qu'il y a eu un petit-fils de Louis XIV et un successeur de Colbert qui ont mis à la tête de l'art dramatique, en France, un homme qui ne savait pas que *Cinna* fût de Corneille. Il est vrai qu'on ajoutera que cet homme était Savoyard, et qu'on a été obligé de le naturaliser pour en faire un commissaire royal. »

Buloz n'attendit pas la publication de la cinquième lettre pour provoquer en son propre honneur une délibération du Comité d'administration de la Comédie-Française.

A l'ouverture de la séance du 10 décembre 1844, un membre du Comité, prenant la parole tant pour lui qu'au nom de ses collègues, exposa que le Comité croirait manquer à d'impérieuses convenances non moins qu'à la justice, si devant les attaques dont M. le Commissaire royal avait été récemment l'objet dans un journal, il se dispensait de reconnaître et de déclarer que dans l'exercice de ses fonctions près le Théâtre-Français, il s'était toujours montré médiateur impartial, cherchant à concilier équitablement les intérêts qu'il avait mission de surveiller, avec les prétentions réciproques des gens de lettres et des artistes. Et le *satisfecit* suivant fut décerné à M. Buloz :

« C'est donc un devoir pour le Comité d'attester que M. le Commissaire royal n'a jamais usé de la juste influence que sa position lui confère, que pour étendre ou pour fortifier les rapports de la Comédie Française avec les écrivains dramatiques. »

Des notes manuscrites qui nous ont été cédées par Étienne Charavay avec diverses lettres des deux adversaires, le 1^{er} novembre 1892, sont relatives à la défense de Buloz qui les a rédigées en 1845. Voici la partie essentielle de ces notes :

« M. Dumas — écrivait Buloz — avait pris la douce habitude de se faire assurer, souvent de toucher d'avance deux primes pour une pièce, l'une de 6,000 fr. au Ministère de l'Intérieur, l'autre de 5,000 fr. au Théâtre-Français. Ces 11.000 francs dédommageaient M. Dumas de la perte de ses droits d'auteur, aliénés d'avance à des marchands ou à des chefs de claque. Il en résultait que M. Dumas se hâtait de brocher une pièce en cinq actes pour avoir ses primes, sans se soucier de la fortune qui lui était réservée et des intérêts du théâtre. J'ai supprimé cet abus ; ce fut mon premier crime.

« M. Dumas s'était en outre fait attribuer un droit

illégal de signature de billets pour 120 fr. par jour chaque fois qu'on jouait une pièce en cinq actes de lui. Ces billets étaient vendus à vil prix et portaient une grave atteinte au théâtre. J'ai supprimé cet abus introduit par la faiblesse des directeurs précédents. C'est mon second crime.

« En dehors de ces deux abus supprimés, je ne me reconnais que des torts de bienveillance et peut-être de faiblesse envers M. Dumas. J'étais toujours son intermédiaire pour concilier et apaiser le Théâtre qui avait tant à se plaindre des procédés de M. Dumas. La correspondance de M. Dumas prouvera amplement ce fait. »

Et plus loin :

« Un fait important sur lequel il me paraît bon d'insister, c'est l'abandon de *la Conspiration sous le Régent* à la Censure moyennant 3.000 fr. Et cela au détriment du théâtre. On vendait ce qui appartenait à d'autres. »

Dumas, dans sa cinquième lettre à la *Démocratie pacifique*, calculait ce qu'il avait reçu en travaillant pendant un an et demi pour le Théâtre Français et ce que des romans nouveaux lui eussent rapporté pendant la même période et il s'écriait : « Je n'ai pas perdu, mais j'ai manqué à gagner 137.000 francs. »

Ce cri du cœur fut vertement relevé par Lepoitevin de Saint-Alme dans *le Corsaire-Satan* du 23 décembre 1844.

« Comme ce mot peint bien l'époque ! — ajoutait le feuilletoniste. — M. Dumas ne l'a prononcé, nous en sommes convaincus, que pour nous donner une leçon de haute moralité. Il s'est conduit comme les sages qui, pour faire passer une vérité trop crue, disent *nous* en parlant des vices auxquels le vulgaire est en proie. »

Une brochure signée Édouard Bergounioux, portant ce titre : M. BULOZ ET M. ALEXANDRE DUMAS, *lettre à M. Delaunay, directeur du « Journal des*

Artistes », et publiée d'abord dans ce journal, le 15 décembre 1844, réfuta les attaques de Dumas. Elle fut certainement inspirée par Buloz, car on y retrouve les arguments insérés dans ses Notes et même des phrases identiques à celles dont il s'était servi.

Une autre réfutation parut en 1845 sous le voile de l'anonyme et avec ce titre : *Vérité ! — Sur les Lettres et Révélations de M. Alex^{dre} Dumas concernant M. Buloz, la Comédie française et l'art en général.*

Dès le 29 décembre 1844, Eugène de Mirecourt, s'adressant à ses confrères de la Société des Gens de Lettres, au sujet du *Mercantilisme littéraire*, leur demandait de déclarer solennellement que seuls les gens de lettres, au milieu du matérialisme du siècle, étaient retranchés sur la montagne pour y conserver l'arche sainte.

Puis, dès le commencement de 1845, le même pamphlétaire faisait paraître une virulente attaque contre Dumas sous ce titre : *Fabrique de Romans. — Maison Alexandre Dumas et Compagnie.* Eugène de Mirecourt, traduit devant le Comité de la Société des Gens de Lettres, se vit infliger le 25 février 1845 un blâme très-sévère, ce qui n'empêcha pas Alexandre Dumas de le faire condamner ensuite par la justice.

Pour en revenir à la querelle entre Dumas et Buloz, les lettres qu'elle provoqua dans les deux camps et que nous possédons, sont vraiment curieuses.

A. — *Du côté des partisans de Dumas.*

Le poète Louis Belmontet, gendre d'Alexandre Soumet, se plaignait à deux reprises différentes auprès de Dumas des injustices de « l'homme borné qu'on

appelait Buloz ». Celui-ci avait retiré ses entrées au Théâtre Français à lui, Belmontet, l'un des auteurs d'*Une Fête de Néron*. En outre, le *Gladiateur*, tragédie de Soumet, avait subi de longs ajournements, afin qu'une impatience de Casimir Delavigne fût satisfaite. Le poème épique du même Soumet, *la Divine Épopée*, avait été maltraité par un rédacteur occasionnel de la *Revue des Deux Mondes* pour venger la rancune de son directeur contre le poète.

« M. Buloz m'a dit à moi — ajoutait Belmontet — que la comédie convenait mieux à ses auditeurs que la tragédie et le drame, parce que la France était plus « comique » que tragique ; que les pièces en prose valaient mieux que celles en vers parce qu'on ne parle pas en vers dans le monde, enfin toutes les âneries possibles. »

Son indignation contre Buloz n'empêchait pas Belmontet de faire montre devant Dumas d'un véritable esprit de famille ; il lui écrivait : « Les tragédies de Soumet sont autrement pensées, écrites, « composées que les très-médiocres incréations de « de Vigny. »

Voilà un jugement que la postérité ne nous semble guères avoir ratifié !

B. — *Dans le camp de Buloz.*

Les protecteurs puissants ne manquaient pas ; c'étaient le ministre de l'Intérieur Duchâtel et Ludovic Vitet, qui allait être élu le 8 mai 1845, membre de l'Académie française.

Le 7 décembre 1844, Vitet écrivait à Buloz :

« Mon cher ami,

« N'ayez aucune inquiétude du côté de M. Duch(âtel). Vous êtes vivement approuvé. Vous serez vivement soutenu, s'il en est besoin. Mais cette nécessité n'aura

pas lieu. Vous aurez pour vous toutes les sympathies des honnêtes gens. On accuse votre direction du Théâtre-Français ; mais quoi de plus honorable et de plus sensé que votre lutte contre les talents qui se dégradent et contre toutes les débauches d'esprit ! Tenez ferme et restez digne, vous l'emporterez. »

Un ami des deux adversaires, Cavé, haut fonctionnaire du Ministère de l'Intérieur, crut devoir intervenir ; le 25 avril 1845, il écrivait à son « cher » Buloz :

« J'ai besoin de vous parler au sujet de l'affaire de Dumas. Je la croyais arrangée. Je ne vois vraiment pas pourquoi on tient à faire un scandale au moins inutile. Je vous serai obligé si vous voulez bien passer à mon cabinet demain samedi, vers midi. »

Le 1^{er} juin 1845, Vitet écrivait de nouveau à Buloz :

« M. Duchâtel n'attache qu'une importance très-secondaire à l'affaire de la Comédie-Française avec Dumas. Il a compris que vous n'y pouviez rien et que, le procès une fois engagé, on ne pouvait le finir que par un jugement ou une transaction, si Dumas voulait être raisonnable.

« Cherchez encore cette dernière voie ; mais, si elle vous manque, ne vous en tourmentez pas. »

Des dissentiments avaient éclaté aussi, on le voit, entre Dumas et la Comédie-Française elle-même, ayant Védel pour directeur, puisque Dumas écrivait à son « cher Buloz » à une date que nous ne pouvons préciser :

« Arrangez l'affaire lundi sans faute, car M. Vedel est assigné pour mardi au tribunal de commerce. Ligier et Beauvallet viennent déposer contre lui. Évitez donc le scandale si vous croyez que le théâtre en a assez comme cela. »

Il y a lieu de supposer que Dumas finit par se

réconcilier et avec Buloz et avec la Comédie-Française puisque celle-ci représenta, le 1^{er} avril 1846, *Une Fille du Régent*, comédie en 3 actes, substituée par Dumas à *Helène de Saverny*, dont nous avons le manuscrit provenant de la vente Moreau-Chaslon (11 au 14 avril 1892).

Disons à propos des démêlés de notre héros avec Buloz et avec le théâtre auprès duquel celui-ci était accrédité comme commissaire royal, qu'il n'est pas sans intérêt de lire le chapitre ayant pour titre : « Mon Odyssée à la Comédie-Française » dans le premier volume des *Souvenirs dramatiques* de Dumas.

II.

LE MOUSQUETAIRE, *journal de M. Alexandre Dumas*, fut fondé le 12 novembre 1853. Dans le numéro du 20 décembre suivant, au cours du feuilleton consacré à la publication de ses *Mémoires*, Dumas entretenait ses lecteurs et de la *Revue des Deux Mondes* et de M. Buloz.

Dumas écrivait :

« Il est bien entendu que ce n'est point par sa valeur littéraire personnelle que M. Buloz est une puissance, mais par la valeur littéraire des autres, employée à forte dose.

« Nous avons inventé — Hugo, Balzac, Soulié, de Musset et moi — la littérature facile ; et nous avons tant bien que mal réussi à nous faire une réputation avec cette littérature, si facile qu'elle fût. Buloz avait inventé, lui, la littérature ennuyeuse ; et, tant bien que mal, il s'est fait une fortune avec cette littérature, si ennuyeuse qu'elle soit.

« M. Buloz était, en 1830, un homme de trente-quatre ou trente-cinq ans, compositeur, puis prote dans une imprimerie, pâle de teint avec une barbe rare, les yeux

mal d'accord, les traits plutôt effacés que caractéristiques, les cheveux jaunâtres et clairsemés. Au moral, taciturne, presque sombre, mal disposé à répondre par une surdité naissante, maussade dans ses bons jours, brutal dans ses mauvais, en tout temps d'un entêtement coriace.

« Je l'avais connu par Bixio et Bocage. Tous deux à cette époque étaient liés avec lui. Buloz a été depuis pour eux ce qu'il est pour tout le monde, c'est-à-dire infidèle à une amitié quand il n'est point ingrat à un service. »

Dumas continuait son récit en racontant que le *Journal des Voyages* avait été vendu par le père d'Adolphe de Leuven à Buloz et que celui-ci, s'associant Bocage, Bonnaire et peut-être Bixio, avait fondé ainsi la *Revue des Deux Mondes* substituée au « Journal des Voyages. »

Dumas s'étendait ensuite sur sa collaboration personnelle à la *Revue des Deux Mondes*.

Buloz, instruit par un ami que sa personnalité venait d'être ainsi visée, adressa le 23 décembre 1853, avec sommation par huissier de l'insérer, une réponse qui parut le 26 du même mois dans le bouillant *Mousquetaire*.

Buloz rappelait à son agresseur que, lors de ses attaques de 1844, Sainte-Beuve, dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 décembre de la même année, lui avait administré une sévère leçon que par prudence il aurait dû relire.

A Dumas lui reprochant d'avoir attribué la tragédie de *Cinna* à Racine — ce qui avait été une erreur d'imprimerie — Buloz opposait le coup de ciseau qu'il avait donné dans les *Impressions de Voyage au Sinaï*, où Dumas avait écrit : « La pile de Volta, ce minerai qu'on trouve dans les entrailles de la

terre », coup de ciseau dont l'écrivain n'avait même pas été satisfait parce qu'il n'en voyait pas la cause.

Puis Buloz envoyait à Dumas les démentis suivants :

1° Il n'avait jamais rien acheté à M. Ribbing de Leuven, encore moins par l'entremise de Dumas ;

2° Jamais M. Bocage n'avait été pour quelque chose dans la *Revue des Deux Mondes* et n'y avait engagé de fonds (1) ;

3° En troisième lieu, Buloz reprochait à Dumas de lui avoir fait insérer comme inédite, dans la *Revue* de juillet 1831, la *Rose rouge*, que son auteur avait déjà publiée sous un autre titre : *Blanche de Beau-lieu ou la Vendéenne*, dans un volume paru chez le libraire Sanson, en 1826, et intitulé : *Nouvelles contemporaines* ;

4° Enfin, Buloz, né en 1803 à Vullens, dans un petit village de Savoie, réclamait contre la générosité de son contradicteur qui lui attribuait quelque huit années de plus que son âge réel.

Dans le même numéro du *Mousquetaire* du 26 décembre 1853, une série d'attaques directes contre Buloz commença sous cette rubrique : BULOZ-Y-EN-A.

Ainsi, l'un des secrétaires de Dumas, Rusconi, dans une lettre adressée à son cher maître Alexandre, accusait M. Buloz d'avoir, en 1833, mis en vente, sans l'assentiment de son auteur, une 2^{me} édition soi-disant *revue, augmentée et corrigée* par l'auteur

(1) Cela est possible, mais il est bien certain, d'après des lettres adressées par Buloz à Bocage en 1835, lettres dont nous possédons les originaux, que ce dernier avait rendu des services d'argent au Directeur de la *Revue des Deux Mondes*.

lui-même de l'ouvrage du général Dermoncourt, *la Vendée et Madame*, ce qui, sans les propositions d'arrangement offertes par Buloz et acceptées par l'auteur, eût infailliblement amené un procès scandaleux.

Le Mousquetaire du 27 décembre 1853 contenait d'innocentes attaques de Roger de Beauvoir et de E. Viellot, autre secrétaire de Dumas, contre François Buloz, attaques insérées sous la même rubrique.

Le lendemain, le même Viellot exhumait une *Préface des Grands et des Petits* portant la signature d'Harel, de son vivant directeur de l'Odéon et de la Porte-Saint-Martin et auteur dramatique évincé par Buloz. Cette préface attaquait l'administration de ce dernier au Théâtre-Français.

Par contre, dans ce même numéro du *Mousquetaire*, paraissait, avec la sommation d'usage, une lettre du Directeur de la *Revue des Deux Mondes*, en date du 26 décembre 1853, par laquelle celui-ci déclarait que son associé Bonnaire avait été seul mêlé à la publication de *La Vendée et Madame* ; il ajoutait que Dumas avait reçu 3,107 fr. 40 pour la première édition et 1,335 fr. pour la seconde, et qu'il y avait là une diffamation dont le maître et son secrétaire rendraient compte.

Dumas répliqua sur l'heure en faisant remarquer que cette dernière édition n'en avait pas moins paru avant d'être autorisée par l'auteur et par Dumas lui-même, et qu'il avait fallu un jugement d'arbitres pour arriver à un règlement, où les droits des auteurs étaient réservés pour une deuxième édition *réelle* qui avait paru chez le libraire Hivert.

Le 29 décembre, nouveau *Buloz-y-en-a*, avec un fragment de la préface du *Lys dans la Vallée*, où

Balzac reprochait aux propriétaires de la *Revue de Paris* parmi lesquels se trouvait Buloz, d'avoir vendu à des éditeurs de Saint-Petersbourg les épreuves du roman en question, en sorte que le « *Lys dans la Vallée* » paraissait en Russie au mois d'octobre quand il n'était publié à Paris que le 23 novembre. La chose avait été d'ailleurs judiciairement établie.

Le 31 décembre 1853, autre article où Dumas se défend plutôt qu'il n'attaque et, quand il devient agressif, c'est pour plaisanter Buloz sur son physique, ce qui n'est pas un argument.

Dans ce même numéro, le *Mousquetaire* enregistrait une double assignation donnée le 28 décembre à Alexandre Dumas et à son secrétaire Rusconi, à la requête de François Buloz, demeurant alors rue Saint-Benoit, 20, à comparaître devant la 7^e chambre du Tribunal civil, jugeant en matière correctionnelle, pour répondre des conséquences de la lettre signée Rusconi et insérée dans le numéro du 26 décembre 1853 du journal le *Mousquetaire*.

L'année 1854 commençait bien dans le Journal de Dumas du 1^{er} janvier.

Roger de Beauvoir avait parlé de produire contre Buloz les lettres de M^{lle} Mars, la célèbre actrice, et Buloz avertissait Dumas, toujours par ministère d'huissier, qu'il demanderait cette production.

Le piquant de la chose, c'est qu'en même temps M^{me} Aimée-Léocadie Doze, épouse séparée de corps de Roger de Beauvoir, faisait défense expresse à son mari, par actes extra-judiciaires, de remettre les lettres de M^{lle} Mars à Dumas, et à celui-ci de les publier, en raison de ce qu'elles avaient été écrites à M^{lle} Doze avant son mariage et de ce qu'elles étaient de nature confidentielle.

Dans le même numéro, autre lettre de Buloz dont l'huissier avait également opéré le dépôt au bureau du *Mousquetaire*, lettre relative à l'affaire de *La Vendée et Madame* et à la pièce de Harel ; répliques de Dumas.

Le 10 janvier 1854, intervention de Roger de Beauvoir, au sujet des lettres de M^{lle} Mars qu'il déclare ne plus posséder, et pour réclamer contre les procédés de Buloz qui confondait maintenant Roger de Beauvoir parmi les Trissotins et les Vadius, alors qu'en 1835 il sollicitait du même écrivain un article sur Madame d'Orsay pour sa *Revue de Paris*.

Dans le numéro du *Mousquetaire* du 19 janvier, A. Dupeuty écrivait :

« La Cour donne elle-même le signal des bals costumés. L'on en annonce déjà deux, rien que pour la fin de ce mois ; — celui de la princesse Mathilde, le premier, sera Louis XV, et tous les cavaliers devront se présenter en mousquetaires ; *que voulez-vous, M^r Buloz, c'est la mode du jour.* »

Enfin, pour le bouquet, le 26 janvier 1854, la veille même du jugement, Dumas exécutait l'idée de composer un numéro entier du *Mousquetaire* en reproduisant les éreintements dus à la plume des rédacteurs de la *Revue des Deux Mondes* et dirigés contre les illustrations dont les noms suivent : Lamartine, Casimir Delavigne, Victor Hugo, Balzac, Scribe, Frédéric Soulié, Émile Augier, Ponsard, Horace Vernet, Pradier, Clesinger, Fontaine, Halévy, Félicien David et Mesdames George Sand, de Girardin, Desbordes-Valmore et de Fauveau.

Buloz, lui, ne décolérait pas. Nous en avons la preuve dans les originaux de ses lettres adressées,

probablement à son avoué, les 11 et 14 janvier 1854 :

« M. Charpentier — écrivait-il — qui a l'habitude des procès, me disait hier que nous aurions dû donner une assignation nouvelle à Dumas après chaque article nouveau contre moi. Qu'en pensez-vous ? »

M^e Nogent Saint-Laurent était chargé de soutenir les intérêts de Buloz, et celui-ci écrivait le 26 janvier 1854 à son avoué :

« Vous me disiez ce matin que le journal de Dumas n'avait plus rien dit sur moi et sur la *Revue*. J'apprends au contraire que le numéro d'hier (antidaté et portant la date du 26) est plein de citations et d'habiles arrangements contre nous cōmme ayant attaqué toujours les « *Gloires de la France* » Il est clair qu'on nous diffame, afin de nous imposer l'admiration et d'empêcher toute critique littéraire. Jamais la *Revue* n'y consentira tant que je l'aurai en mains. Tout ceci fournit un nouvel argument à M^e Nogent : l'admiration imposée par la terreur ; louez-moi ou je vous fusille. »

Et M^e Nogent Saint-Laurent recevait de Buloz une note tendant à établir que les deux griefs que Dumas avait contre lui, indépendamment des autres, étaient son renvoi de la *Revue des Deux Mondes* et le refus persévérant de Buloz de soutenir la candidature académique de son adversaire d'aujourd'hui.

Était-il — s'écriait Buloz — l'ennemi des écrivains honorables et éminents de notre époque celui à qui Charles Nodier avait dédié *Inès de la Sierras*, Henry Murger *Adeline Protat* et à qui Alfred de Musset adressait une pièce de vers sur la *Paresse* ?

Il fallait demander quinze ou vingt mille francs de dommages-intérêts contre Dumas qui se vantait d'avoir fait plus de mal à la *Revue des Deux Mondes* en vingt jours que les autres en vingt ans.

« Avec un homme qui ne respecte rien, qui échappe à toutes les poursuites, il n'y a que des dommages-intérêts et la contrainte par corps qui puissent nous débarrasser de ses calomnies et de ses diatribes. Sans cela Dumas recommencera demain.

« Trois ou quatre éditions des injures et des diffamations de Dumas contre nous ; au journal d'abord, en livres in-8° et en *livraisons illustrées* à Paris ensuite, puis à Bruxelles en édition in-18 portant le titre *d'édition seule complète et autorisée par l'auteur*, c'est-à-dire enrichie de toutes les diatribes que Dumas n'ose ou ne peut se permettre en France. Toutes ces éditions sont tirées à 20 ou 40.000 exemplaires. »

Il aurait peut-être suffi cependant, pour éviter toute cette querelle, que la lettre suivante, dont nous sommes aujourd'hui possesseur, revint à la mémoire de Dumas :

« Comme, selon toute probabilité, une 2^e édition de *la Vendée et Madame* aura lieu en mon absence, je prie Mr Bonnaire (l'associé de Buloz) de régulariser mes comptes en mon nom avec M. Buloz : de toucher les trois quarts de la somme que Guyot versera pour le prix *total* de l'édition, et de faire parvenir sur cette somme sans autre explication 600 fr. au général Dermoncourt qui en donnera reçu.

« Le général Dermoncourt demeure auprès du passage Véro-Dodat à l'hôtel où l'on prend les voitures de Fontainebleau.

« Quant au reste de la somme, il me la garderait pour mon retour.

« Ce présent pouvoir s'applique aussi bien à une 2^e édition moins probable de *Gaule et France*.

« Paris, ce 19 août 1833.

« Alex. Dumas. »

Quoiqu'il en soit, le dénouement de cette petite guerre se produisit le 27 janvier 1854, à l'audience correctionnelle de la 7^e chambre, et le *Mousquetaire*

du 8 mars suivant publia le texte de ce jugement comme insertion judiciaire :

Le délit d'injure était écarté, « attendu — porte
« le jugement — que les articles incriminés sont
« écrits avec une malveillance fâcheuse, qu'ils dépassent trop souvent les limites d'une critique modérée, limites dans lesquelles devrait toujours se renfermer scrupuleusement l'homme qui se respecte, mais qu'ils ne contiennent aucune de ces expressions outrageantes, ni aucune de ces injures qu'atteint la loi pénale et que la justice doit punir. »

Mais le Tribunal, en ce qui touchait le délit de diffamation, visant les numéros des 26 et 28 décembre 1853 et 1^{er} janvier 1854 du *Mousquetaire*, relatifs à la *Vendée et Madame* et établissant que ces allégations répétées d'un fait précis, de nature à porter atteinte à l'honneur et à la considération de Buloz, offraient tous les caractères de la diffamation, condamna Dumas à 200 et Rusconi à 100 francs d'amende, tous deux solidairement aux dépens taxés et liquidés à la somme de 5 fr. 20 ; il autorisait de plus Buloz à faire insérer les motifs et le dispositif de ce jugement dans trois journaux à son choix et ce aux frais d'Alexandre Dumas et de Rusconi ; enfin il fixait au besoin à six mois la durée de la contrainte par corps.

Tel fut le dénouement modeste de ce procès dont la *Revue des Deux Mondes* n'entretint même point ses lecteurs.

Et aujourd'hui encore les plus récentes éditions des *Mémoires* d'Alexandre Dumas reproduisent sans changement le portrait physique et moral de François Buloz tel que le romancier l'a dessiné dès le premier

jour, et sans que les traits inexacts qui s'y rencontrent aient été supprimés en totalité ou en partie.

Décidément, les fables de La Fontaine sont toujours bonnes à relire, surtout quand il est question d'entamer un procès !

CHARLES GLINEL.

LETTRES INÉDITES

DU

Naturaliste POIRET, de Saint-Quentin.

Le naturaliste Poiret, né à Saint-Quentin en 1757, est un des savants qui ont honoré notre histoire locale : cependant, jusqu'à présent, sa vie et ses œuvres n'ont pas été l'objet d'une étude sérieuse et approfondie. La biographie *Michaud* lui a consacré un article qui fourmille d'erreurs, ce qui n'a pas empêché plusieurs auteurs de dictionnaires parus postérieurement de le transcrire, sans y rien changer. Il y a quelques années, M. Baudemant, trésorier de la Société Académique, a publié dans le *Bulletin* (tome 26, pp. 1-33) une notice dans laquelle il a seulement donné une courte biographie de Poiret, suivie de la copie et du commentaire d'un manuscrit autographe de ce savant qui lui avait été communiqué par M. Midoux ; ce manuscrit, je le rappelle, reproduisait un discours d'ouverture prononcé par Poiret à l'inauguration d'un de ses cours publics de botanique, le 1^{er} ventôse an II. Je n'ai pas l'intention aujourd'hui de présenter un travail complet sur le naturaliste saint-quentinois, travail qui exigerait d'ailleurs d'assez longues recherches. Je voudrais simplement rendre compte à la *Société* d'une découverte que j'ai faite dernièrement à Paris, chez un marchand d'autographes, d'une quarantaine de lettres adressées par Poiret à son libraire Agasse, à partir de l'an VII jusqu'à 1811 : plusieurs de ces lettres sont intéressantes et contiennent de curieux rensei-

gnements sur l'existence mouvementée de l'ancien chanoine.

Dans la première de ces lettres, en date du 16 vendémiaire an VII, Poirét manifeste l'intention de donner une seconde édition de son voyage en Barbarie, en y insérant des planches qui ne figuraient pas dans le premier tirage (1). Quelques jours après (20 vendémiaire), il semble avoir renoncé à cette idée : le naturaliste habitait alors chez le citoyen Perrot, à Paris, rue de la Harpe, n° 181, au coin de la rue Poupée ; il est probable qu'il y était en vacances, car, en l'an VII, il était encore président du bureau de l'école centrale de l'Aisne établie à Soissons.

Quatre ans plus tard, le 27 frimaire an XI, Poirét adressait à Agasse, dont la librairie se trouvait rue des Poitevins, une demande d'argent (ce ne sera pas la dernière) : « Plein de confiance en vos promesses, j'ai fait des sacrifices pour me livrer à un travail qui m'a toujours séduit : j'ai abandonné une partie de mon traitement de professeur pour me faire remplacer à Soissons, et je suis sur le point d'en perdre la totalité à cause de mon absence ». Il menace même d'abandonner le travail que lui a confié Agasse (2) si celui-ci ne lui garantit pas un traitement fixe : « Si j'étais plus riche, je serois moins pressant, mais le besoin de vivre est une loi impérieuse à laquelle on ne résiste pas ». Le

(1) Au moins dans l'édition française, qui date de 1789 ; l'édition allemande, parue à Strasbourg la même année, contenait au contraire un certain nombre de figures.

(2) C'était la publication du dictionnaire de botanique de l'*Encyclopédie*, qui ne fut achevé que vers 1825.

savant demeurait à cette époque rue du faubourg Saint-Jacques, 177 ou 482, presque en face la rue Dominique d'Enfer.

L'année suivante, 18 frimaire an XII, nouvelle demande d'argent. Poiret réclame 2,224 livres qui lui étaient dues, il est vrai, par Agasse ; il ajoute : « ... Aujourd'hui que notre école est supprimé, il ne me reste plus que mon travail pour mon existence ; en le consacrant à l'Encyclopédie, je suis forcé de renoncer à tout autre... ». Le 17 vendémiaire an XIII, il annonce qu'il a perdu l'espoir d'être placé « dans un des lycées de Paris : je m'en console par l'agréable perspective d'avoir avec vous des rapports plus étendus, et toute la liberté et la tranquillité qu'exigent des travaux importants.... ». Le premier pluviôse de la même année, il prévient le libraire qu'il vient de s'engager « à faire un cours de géologie à l'Athénée des étrangers. Comme cette partie est intimement lié avec la minéralogie, il me sera très utile de profiter de mes recherches pour la partie minéralogique de l'Encyclopédie et de leur donner en même temps la direction convenable à ce travail. Vous avez bien voulu m'en charger : votre parole est un contrat pour moi.... ». Ce surcroît de besogne, assure-t-il, ne retardera pas « la partie botanique qui m'occupe en ce moment ».

Malgré les encouragements pécuniaires du libraire Agasse, les affaires de Poiret allaient de mal en pis. Le 4 mars 1806, il écrit à son protecteur ordinaire une lettre lamentable, qui mérite d'être citée intégralement :

Paris, 4 mars 1806.

Monsieur,

Cette lettre que je suis forcé de vous écrire m'afflige et me mortifie : que ne suis-je dans une position à pouvoir la supprimer ! J'ai fait depuis près d'un an tous les

sacrifices qui ont été en mon pouvoir pour partager avec vous la gêne des circonstances, mais aujourd'hui ces sacrifices sont épuisés : j'ai pris des engagements que je ne peux remplir ; j'ai des besoins pressans auxquels je ne peux satisfaire. Comment m'y prendre ? Faut-il faire des emprunts ? Je ne sai à qui m'adresser. Placer des effets en gage ? C'est une ressource humiliante, qui viendrait la dernière. Vendre une partie de ma bibliothèque ? Outre la difficulté, les livres sont mes meilleurs amis, mes consolateurs.

Vous m'avez fait part de l'embarras momentané où vous vous trouvez vous-même : quel qu'il soit, il ne peut être comparé au mien. Mon existence est pénible et inquiétante. Je me suis, sur votre parole, livré tout entier au travail de l'Encyclopédie : tant qu'il a pu suffire à mes dépenses, il m'a été agréable ; aujourd'hui que les ressources m'abandonnent, il me devient fatigant, pénible, rebutant : je ne peux plus rien faire qui vaille, j'ai besoin d'une grande tranquillité d'esprit. Il m'en coûte plus que vous ne le pouvez imaginer pour vous exposer ma position. Depuis deux mois, ma femme est malade, elle commence à peine à se rétablir ; son état a nécessité des dépenses extraordinaires.

J'ose présumer, Monsieur, que, relativement à ma position, je suis un de ceux qui ont fait le plus de sacrifices et un de ceux qui pouvoient moins en faire. Je ne m'attendois pas aux deux mois de retard que j'ai reconnu dans vos billets : je les ai reçus avec confiance, sans examen, je ne me rapelle nullement que vous m'en ayez parlé. Certainement, je suis bien éloigné de vous soupçonner de mauvaise foi, c'est un malentendu de ma part sans doute, mais il n'en est pas moins vrai que tous ces retards me tourmentent cruellement, que jamais je n'ai éprouvé une crise comme celle où je me trouve. Passer les jours entiers au milieu de l'étude et des livres, et puis être déchiré par les besoins de l'existence, je vous l'avoue, Monsieur, c'est une fatigue trop forte pour ma tête, et à laquelle, malgré mon courage, mes forces se refusent. Depuis environ quatre ans vous m'avez soutenu par l'espoir d'un sort plus heureux ; je crois bien qu'il n'a pas dépendu de vous,

mais aussi il ne dépend pas de moi de soutenir plus longtemps mon courage. Que tous les mois je reçoive régulièrement une somme convenue, sans démarches pénibles, sans importunités, alors je serai rendu à moi-même, alors vous pourrez tout exiger de moi ; le travail ne m'épouvantera jamais, il en vaudra mieux, je me trouverai heureux : autrement je serai forcé d'aviser à quelqu'autre moyen d'existence, et d'abandonner malgré moi la carrière des sciences, dans laquelle j'ai déjà rencontré tant de ronces et d'épines. Puisse t'elle ne jamais séduire mon fils !

Je vous ai parlé dans l'amertume de mon cœur, je vous ai peins ma situation, quoiqu'il ait pu m'en coûter. Il ne me reste qu'une seule grâce à vous demander, c'est de ne pas me laisser employer à un travail, que vous soupçonnez ne pouvoir payer qu'avec lenteur, un temps que je dois sacrifier aux besoins de ma famille : c'est de me mettre en première ligne sur la liste de ceux avec qui vous avez pris des engagements : c'est d'être bien persuadé que je ne vous importune que parce que j'y suis forcé.

Quoique les lettres que j'ai l'honneur de vous adresser restent souvent sans réponse, je vous demande en grace, Monsieur, pour ma propre consolation, de me faire une réponse à celle-ci, de la faire d'après votre cœur, que je sai être franc et généreux, et non d'après des conseils qui ne seroient peut-être pas à mon avantage. Je suis assuré qu'en prenant en considération ma position, mes travaux, mon dévouement pour tout ce qui peut vous être agréable, vous ferez tout pour m'obliger.

Je vous prie, Monsieur, d'agréer l'assurance de mon sincère et respectueux attachement.

POIRET,

Rue faubourg St-Jacques, n° 187.

Agasse paraît avoir eu un caractère fort débonnaire, et il prenait en bonne part les récriminations de son client, dont le style était parfois un peu acerbe. Le 28 mai 1806, il rappelle au libraire que lorsqu'il a commencé « il y a quatre ans, à reprendre la partie botanique de l'Encyclopédie, nous étions

convenus que je serois payé régulièrement tous les mois, et même d'avance... », et il lui pose nettement ses conditions ; si elles ne sont pas acceptées, il ne fournira plus de copie. Visiblement, le savant était aigri par sa mauvaise fortune.

Une nouvelle complication vint tout aggraver. Poiret avait un fils, dont il avait « dirigé l'instruction sur la levée des plans et des cartes de géographie....; je fais en ce moment des démarches pour le faire entrer au dépôt de la guerre... » (lettre du 8 avril 1807). Il s'agissait en effet de le soustraire à la conscription, tâche difficile sous le premier empire. Il fallait pour cela beaucoup d'argent : aussi, le 31 juillet 1807, le naturaliste adresse à Agasse une nouvelle supplique ainsi conçue :

Paris, 31 juillet 1807.

Monsieur,

C'est pour moi un moment de crise bien désagréable, toutes les fois qu'il s'agit de nouveaux billets. Il n'est point dans mon caractère d'être pressant, les besoins de mon existence m'y forcent ; mon travail est ma seule ressource : s'il n'est point payé avec exactitude, je suis forcé de faire des emprunts onéreux, qui m'exposent quelquefois à des refus humiliants ; ma femme s'en chagrine, elle en est malade, je me vois alors dans la nécessité de vous tourmenter. Je voudrais attendre avec vous un moment plus favorable au commerce, je voudrais éviter tout ce qui pourroit vous être désagréable ; ce contraste fait ma plus grande peine. D'ailleurs, je ne peux que très difficilement parvenir jusqu'à vous, mes lettres restent presque toujours sans réponse. Si vous [ne] prenez la peine de me venir voir, nous ne terminerons rien, quand il seroit si facile de le faire.

J'espérois avoir l'honneur de vous voir le mercredi de la semaine dernière, vous me l'aviez promis ; quand vous verrai-je maintenant ? Voilà bientôt un mois

d'écoulé ; plusieurs autres lui succéderaient, et je resterois sans ressources si je demeurois tranquille. Que ne puis-je le faire ! Mais le besoin de vivre est une loi impérieuse qui l'emporte sur toute autre considération. Je vous prie donc, Monsieur, de me faire dans le plus court délai pour un an de billets à 300 livres ; il m'est dû sur le 7^{me} volume 816 livres, le reste sera pris sur le 8^{me}, que l'on imprime : il vous seroit aisé de me faire ces billets sans autre entrevue préliminaire, vous m'obligerez infiniment.

Je vous prie d'agréer l'assurance de mon respect et de mon entier dévouement.

POIRET.

Le libraire ne se pressa pas sans doute de répondre à cette lettre, pas plus qu'à une autre (dont nous n'avons pas le texte), dans laquelle Poiret demandait qu'on lui attribuât, à titre gracieux, un exemplaire de l'Encyclopédie. Les volumes n'arrivant pas, le savant lui réclame dans une épître tragi-comique :

Paris, 21 novembre 1807.

Monsieur,

Il y a trois ans que je sollicite auprès de vous un exemplaire de l'Encyclopédie, il y a trois ans que vous me le promettez : la dernière fois que je vous en ai parlé, vous m'avez invité à vous laisser tranquille pendant tout le mois d'octobre ; voilà une partie de novembre écoulée, pour le coup, vous allez être importuné, harcelé ! Je brûle de posséder cet ouvrage, j'en ai une impatience qui me tourmente, j'aurois si souvent besoin de le consulter ! Si j'étois riche, je l'aurois acheté, pour en jouir plutost. Il vous est si facile de me satisfaire, donnez des ordres, ou remettez-moi un billet pour faire prendre un exemplaire dans vos bureaux.... : je vous demande cette faveur avec instance ; vous êtes menacé, jusqu'à ce que je l'obtienne, d'une lettre tous les huit jours.... ».

Cependant le fils Poiret avait tiré au sort en mars 1808 ; son numéro était peu favorable : « Il ne tardera sûrement pas à être apellé. J'ai cependant un moyen de le sauver, par de grands sacrifices. Il me faudrait pour la semaine prochaine la somme de 2,500 livres : j'ai osé croire que vous ne nous abandonneriez pas dans une circonstance aussi cruelle, et que vous voudriez bien entrer dans nos peines.... ». Pour apitoyer Agasse, l'infortuné ajoute : « ... Ma femme est dans un état affreux, et si je ne la soutenois par l'espoir de sauver son fils, j'aurois beaucoup à craindre pour elle-même.... » (21 mars 1808). Le libraire ne resta pas insensible à cette missive, dont la forme était emphatique, mais le fond certainement sincère ; il promit donc ou accorda les 2,500 francs : aussi, le 20 mars 1809, le père reconnaissant se confond en remerciements, dans une lettre qui finit encore par un appel de fonds :

Monsieur,

Nous vous devons tout, notre existence, notre bonheur : je vous dois en particulier la conservation de mon fils, et celui-ci la vie de sa mère ; aussi, toutes les fois que nous nous réjouissons d'une réunion si peu espérée, nous vous plaçons au milieu de nous comme l'auteur de notre félicité, et je me rappelle alors avec l'effusion du sentiment ce beau vers de Virgile : *Deus nobis haec otia fecit !* A côté de ce tableau, je place celui du sort qui, sans vous, nous étoit réservé : mon fils perdu, peut-être pour toujours, sa mère se traînant douloureusement vers la tombe, que j'apellerois à mon tour comme le terme d'une existence malheureuse.

Si la reconnaissance semble me deffendre de vous importuner davantage, la confiance m'y encourage, et les circonstances m'y forcent malgré moi. Mon fils n'est devenu libre, et nous ne lui avons donné un état que par les plus grands sacrifices. Dans des circonstances aussi critiques, aussi décisives pour le sort d'une

famille, on prend, sans calcul, des engagements qui deviennent effrayans, lorsqu'on est sorti d'un premier embarras plus effrayant encore ; c'est le cas où nous nous trouvons en ce moment.

Vous savez l'usage que nous avons fait de vos derniers billets. La plus sincère économie nous a soutenus, jusqu'à ce moment, mais nous touchons à l'époque où il nous faut remplir des engagements sacrés, indispensables, et nous n'avons d'autres moyens, pour le faire, que de vous supplier d'achever votre ouvrage... : j'attends votre réponse en tremblant, non que je doute de l'excellence de votre cœur, mais je crains l'impossibilité où vous pourriez être de m'obliger de nouveau, vu l'état du commerce.... ».

Par malheur, la situation du naturaliste était telle que les remèdes les plus efficaces n'étaient jamais de longue durée. Le 30 mai 1810, Poiret faisait remettre à Agasse un billet où il manifeste une vive perplexité :

« Monsieur,

D'après ce que j'ai eu l'honneur de vous exposer dans mes deux lettres précédentes, je ne sais plus que penser de votre silence ; je vous priois en grâce de me faire une réponse, quelle qu'elle puisse être : je suis, en l'attendant, d'une inquiétude qui me rend malade. Auriez-vous quelque sujet de vous plaindre de moi ? Je ne peux le soupçonner, mais je suis persuadé que si vous connoissiez l'état où je me trouve depuis un mois, état qui me rend incapable d'autre travail sérieux, vous auriez quelque indulgence pour moi.

Le 12 juin suivant, le pauvre homme semble de plus en plus inquiet :

... Votre silence arrête mon travail et mes propres affaires. Il faut qu'on vous ait donné quelque impression défavorable sur mon compte, ou que vous ayez à vous plaindre de moi : cette pensée m'affecte singulièrement, et n'entre pas pour peu dans mes inquiétudes ; la perte

de votre estime seroit bien cruelle pour moi, je ne crois pas avoir mérité cette défaveur. Au nom de ces sentimens de bonté et d'affection que vous avez eu tant pour ma femme, mon fils, que pour moi, faites cesser par un mot de réponse, l'état d'incertitude qui m'accable. Je ne vous demande que de nous entendre pour mon travail : que je sache quant au reste ce que vous pouvez faire ou ne pas faire. Le premier objet suspend ma plume, le second arrête des arrangements particuliers, pour lesquels on me tourmente beaucoup : en remettant de huitaine en huitaine, dans l'espoir de recevoir de vous une réponse définitive, je passe pour un homme de mauvaise foi, qui cherche des échappatoires. Que votre réponse arrive, et je termine d'une manière ou d'une autre. En attendant, je suis comme un homme à la question, moi qui, loin des affaires, ne connois que mes livres et mon cabinet. Ma femme ignore tout ce que je souffre : je lui épargne bien des tourmens ; sa santé chancelante a besoin de tant de ménagemens !...».

Enfin, le 22 mars 1811, il sollicite avec instance un rendez-vous pour de nouveaux arrangements. Cette lettre est la dernière en date de notre dossier, qui est probablement incomplet. On peut également supposer que les relations cessèrent entre Poiret et Agasse, dont la patience avait été parfois mise à une rude épreuve.

En résumé, les quelques lettres reproduites dans ce court travail nous renseignent exactement sur le compte de Poiret. Ce naturaliste fut un savant de mérite, très laborieux, mais qui sut bien mal gérer ses affaires ; ajoutons que ce fut moins sa faute que celle du temps où il a vécu. Il n'est pas le seul dont la Révolution ait brisé la carrière ; combien de nos compatriotes ont été ainsi amenés à une existence pour laquelle ils n'étaient pas faits. Quelques-uns y ont trouvé la fortune, mais les autres, plus nombreux, n'y ont rencontré que la misère.

J. SOUCHON.

LES CLOCHES DU CANTON DE MARLE.

Le canton de Marle comprend 23 communes.
Nous avons relevé les inscriptions de 48 cloches.

Nous avons trouvé des renseignements sur 27 qui
sont disparues.

En voici le catalogue par ordre chronologique.

1° Cloches encore existantes.

XVI ^e siècle	1544	Saint-Pierremont	1
XVII ^e siècle	1647	id.	1
—	1647	Toulis	1
XVIII ^e	1757	Agnicourt	1
—	1781	Châtillon-lès Sous	1
—	1783	Autremencourt	1
—	1790	Sons-et-Ronchères	1
XIX ^e	1802	Marcy	1
—	1804	Montigny-le Franc	1
—	1810	Pierrepoint	2
—	1819	Froidmont	1
—	1826	Séchelles	1
—	1831	Bosmont	1
—	1842	Erlon	3
—	1847	Thiernu	1
—	1848	Marle	1
—	1855	Grandlup-et-Fay	3
—	1855	Cohartille	1
—	1855	La Neuville-Bosmont	1
—	1856	Pontséricourt	1
—	1856	Cuirieux	1
—	1859	Vesles-et-Caumont	1
—	1859	Marle	1

A reporter 28

			Report	28
—	—	1860	Voyenne	3
—	—	1863	Montigny-sous-Marle	1
—	—	1870	Monceau-le-Wast	1
—	—	1874	Marle.	1
XIX ^e	—	1873	Tavaux	1
—	—	1875	Cilly	4
—	—	1879	Saint-Pierremont	1
—	—	1880	Marle	5
—	—	1884	Marle	1
—	—	1897	Sons-et-Ronchères	2
Total. . . .				48

2° Cloches disparues.

Les cloches disparues dont il a été retrouvé des traces dans les archives communales ou paroissiales, sont les suivantes :

1684. — Marle : six cloches, trois grosses et trois petites, détruites dans l'incendie du 8 août 1684 ; nous n'en avons pas trouvé les noms.

1696 — Bosmont : Françoise et une non dénommée.

1706. — Marle : quatre cloches dénommées : Martine-Charlotte ; Anne ; Marie-Antoinette ; Marie Judith.

1728. — Sons-et-Ronchères : Henriette-Renée ; Henriette-Catherine.

1732. — Voyenne : une cloche : Marie-Madelaine-Célinie.

1740. — Pierrepont : deux cloches : Elisabeth ; Marguerite.

1790. — Cilly : Marie-Rose-Victorine refondue en 1875 ; la nouvelle rappelle son nom et son inscription.

1819. — Marle : quatre cloches : Adrienne-Charlotte ; Jeanne-Thérèse ; Élise-Antoinette ; Joséphine-Eléonore.

1847. — Marle : cinq cloches : Antoinette-Adrienne-Clotilde-Augustine ; Marie-Thérèse-Euphémie ; Albertine-Joséphine ; Adélaïde-Augustine-Thérèse-Eléonore ; Charlotte-Léonide.

M. J. Souchon a bien voulu faire des recherches aux archives départementales, mais il n'a rien trouvé sur l'enlèvement des cloches du canton de Marle pendant la Révolution.

3° *Fondeurs.*

Les fondeurs de cloches qui ont laissé des traces de leurs travaux dans le canton de Marle, sont :

Jean Van den Ghein, fondeur flamand, (1544) à Saint-Pierremont.

Maulguin Le Hault (1578) à Marle.

Nicolas Lambert et Nicolas Delespine (1664) à Marle.

Leguay, de Paris (1706) à Marle.

Claude Caussart et J.-B. Hanriot, de Doncourt en Lorraine, (1722) à Marle

C. Bernard (1757) à Agnicourt.

Les Roy et J.-B. Gury (1781) à Châtillon-lès-Sons.

Les Regnaud (1790) à Cilly ; et Montigny-le-Franc (1804).

Étienne Regnaud et Nicolas (1) (1790) à Sons-et-Ronchères.

Les Antoine père et fils (1802) à Marcy ; à Pierrepont (1810)

(1) Nicolas est cité dans une délibération du 15 mai 1793, au sujet du paiement de la fonte de la cloche de 1790.

Cochois et Antoine (1819) à Marle.

Cochois et Barrard (1819) à Froidmont.

Cochois (Jeune) Pierre-François (1830) à Bosmont.

Antoine et Loiseaux (1831) à Bosmont, (1842) à Erlon.

Gallois, fondeur à Paris (1847) à Marle ; à Thiernu (1847).

Hildebrand, de Paris, (1848) Marle (maison Pelletier).

Guillaume-Besson, d'Angers, (1859), cloche de l'Hôtel-Dieu de Marle.

Adolphe Cavillier à Solente, (1855) Grandlup-et-Fay ; Vesles-et-Caumont (1859) ; Vienne (1860) ; Monceau-le-Wast (1870).

Loiseau-Liégault, de Mézières, (1855) à La Neuville-Bosmont ; à Cuirieux (1856) ; Pontséricourt (1856).

Perrin-Robinet, de Mézières, à Montigny-sous-Marle (1863), Tavaux (1873), Cilly (1875).

Paul Drouot de Douai (1880) à Marle ; son neveu Charles Drouot (1883) à Marle refonte de la sonnerie. (1884) 6^e cloche de l'église de Marle. (1897) à Sours-et-Ronchères.

I

Agnicourt-et-Séchelles.

La commune d'Agnicourt-et-Séchelles possède 2 églises : l'église paroissiale et la chapelle de secours du hameau de Séchelles ; chacune d'elles a une cloche dont voici les inscriptions.

1° *Agnicourt.*

† J'ai été bénite par M^r Robert Nichault (1) prêtre
licentié de Sorbonne curé d'Agnicourt ✕

† Mon parin a été Adrien Solle ma marraine Barbe
Apolline Colbeau épouse ✕

† de Jean François Watteau mon donne nom Barbe
Nicolas Lemoine marguillier (2) ✕

† de Jean Cuvissart M^r. decol Médard Ienard

✕

† Martin Loth procureur fiscal.

Au bas : Fondée par C. Bernard en 1757.

Croix fleurée. Diamètre : 0,79. Hauteur : 0,65.

2° *Séchelles.* — 1 cloche.

✕ Lan 1826 j'ai été bénite et nommée Marie par
M^r J B Soyeux et par dame Marie *Chatherine* Fro-
mage.

Crucifixion avec Marie-Madeleine agenouillée près
de la croix — le tout très mal venu.

Non signée, mais ressemblant au travail des
Antoine et Loiseau.

Diamètre, 0,73 ; hauteur, 0,58.

II.

Autremencourt.

L'unique cloche de cette commune porte l'inscrip-
tion suivante :

† M^{re} Bêat Louis de Saxer chevalier S^r d'Autre-

(1) Robert Nicolas Nichault est décédé curé d'Agni-
court le 13 décembre 1763.

(2) Les croix sont renversées obliquement et suivies
d'une autre bien placée.

mancourt cap^{te} d'infanterie allemande dame Augustine.

 (1) Marguerite Iulie Nording Witt son épouse I Francois Boutroy laboureur procureur fiscal maire et

 Syndic d'Autremencourt Marie Can^e Thérèse Boutroy épouse du s^r Iacque Meugnier fermier à Dormicourt.

3^e ligne (2) = Clément Hulin marguillier P Michelle Painvin (3) fait (4) en 1783.

Non signée, mais exactement semblable pour les lettres et les figures à celle des Roy et Gury de Châtillon-lès-Sons.

Quatre petits médaillons sur la panse.

Vierge mère et reine. — Évêque crossé et mitré. — Crucifixion avec 2 saintes femmes au pied de la croix. — Hauteur 0,74 ; diamètre 0,91.

III.

Bosmont.

Dans les anciens registres paroissiaux de cette commune, on trouve les trois documents suivants :

« Le vingt et un janvier 1696 a été bénite la petite cloche par moy Pierre Constant, curé de Bosmont, et nommé (*sic*) *Francoise* par Maître Mathieu Hériveaux, curé de Laneufville, à l'absence de dom François Josteaux, prieux du Val-Saint-Pierre, et elle

(1) Main indiquant le début de la ligne.

(2) Pas de main.

(3) L'n de *vin* faite au burin.

(4) L'E a été enlevé.

pèse cinq cent trente six livres, lequel a signé le présent acte. »

Signé : Hérivaux, P. Martin et Constant.

« Le 15 juillet (même année) la grosse cloche a été bénite par moy curé soussigné, Monsieur le Comte de Bosmont (1) et Madame de Montenaux (2) l'ont nommé (3). A Bosmont le iule 1696 et elle pèse sept cent quarante sept livres. »

Signé : Constant.

« Les deux cloches pèsent 1185 livres. L'église a payé 445 l. et 27 l. de fraye et les habitants ont payé 445 l. Le P. P. prieur du Val St Pierre, qui a nommé la seconde, a donné aux pauvres 35 l. et le seigneur et la dame n'ont rien donné que deux aulnes de toille à 24 l. etc., etc sur quoy on a payé la facon de leurs armes. »

437 [livres] $\frac{1}{2}$ (4).

747 [livres] $\frac{1}{2}$.

Nous arrivons ensuite à la veille de la Révolution.

Le registre de la municipalité nous apprend que

(1) Jacques-François de Chambly.

(2) Marguerite Corneille, fille de Thomas Corneille et nièce de Pierre Corneille.

(3) La place du nom laissée en blanc.

(4) Les renseignements extraits des registres paroissiaux nous ont été copiés par M. Albert Delamé-Tisserand, maire de Bosmont ; nous lui témoignons à ce sujet notre plus vive reconnaissance.

Parmi les trois extraits ci-dessus, le 1^{er} seul (21 janvier) est à sa place dans le registre ; l'acte du 15 juillet 1696 est placé à la fin du registre sur la dernière page ; il en est de même du dernier : « Les deux cloches pèsent ».

le 22 novembre 1791, le Conseil général de Bosmont s'est assemblé extraordinairement pour se conformer au vœu de tous les citoyens qui voulaient trois cloches comme on les avait anciennement ; deux députés avaient été à Rozoy pour constater les accords des deux timbres des deux cloches restantes à la ci-devant église paroissiale de Rozoy (1), qui est maintenant transférée à l'église collégiale (Saint-Laurent, église du chapitre dudit Rozoy).

Les députés disent avoir reconnu que les deux susdites cloches pouvaient concorder avec une des deux qui se trouve actuellement bonne dans l'église dudit Bosmont.

On décida d'une voix unanime que deux députés iraient porter les vœux de la commune au directoire du district de Laon, afin d'être autorisé à enlever les susdites deux cloches de Rozoy, en offrant de remettre poids pour poids de pareil métal, sous le contrôle de commissaires qu'il plaira au directoire de nommer à cet effet.

Le 27 décembre de la même année, le Conseil général s'assemble de nouveau « au sujet de dix sept cent trente-neuf livres de métal à remettre à Messieurs les administrateurs du district de Laon, pour le surplus du poids des cloches provenant de Rozoy, què ledit district nous a échangés avec les nôtres ; sommes convenus et sommes engagés au nom de toute la commune d'après le rapport que

(1) Église Notre-Dame adjugée par le district de Laon le 26 avril 1792, moyennant 4,600 fr. au citoyen Talbot, de Vaux-sous-Laon ; le 27 septembre 1793, celui là revendit à François Lemercier, marchand à Rozoy, qui en opéra la démolition. Une chapelle s'élève à son emplacement ; elle date de 1857 et est entourée par le cimetière.

vient de nous faire Jean-François Delamé, l'un des notables de notre commune, que le sieur Brizet, marchand demeurant à Liesse, s'engagerait envers notre dite commune, de fournir ledit métal soit en mette de cuivre ou d'étain envers ledit district, qu'ice-lui jugera à propos de recevoir et ce moyennant la somme de vingt-sept sols la livre. »

« A ces causes avons autorisé ledit Delamé de prendre l'obligation du sieur Brizet ou le sieur Bauvet, marchand cloquement à Laon, pour fournir ledit métal, à la charge par notre communauté de payer moitié comptant au dit sieur Brizet ou audit sieur Bauvet, lorsqu'ils nous en rapporteront la décharge de Messieurs les administrateurs composant le directoire du district dudit Laon et l'autre moitié dans le courant du mois de janvier mil sept cent quatre vingt treize. »

Il est probable que cette affaire n'eut pas de suite, car le 3 février 1792, il y eut une nouvelle assemblée au sujet des cloches. On dit que l'on vient de s'apercevoir que la grosse cloche était cassée et que l'on allait s'informer s'il y en avait dans d'aucuns districts. On décide de s'adresser au district de St-Quentin ou à l'Hôtel de la Monnoye à Lille, afin d'avoir une sonnerie concordante de 3 cloches. On certifie qu'on a à rendre quatre mille de *mette*.

Et le 6 février 1792, le conseil général de la commune de Bosmont décide que les trois cloches actuelles seront conduites à Lille pour en ramener une sonnerie concordante de pareil poids, d'environ 4,000 pesant ou 4,500. La grosse était cassée et la petite était discordante à la moyenne. Après plusieurs soumissions, le transport des cloches fut adjugé à Charles Leclerc, laboureur à Tavaux, pour la somme de 200 livres, non compris les frais de charge des clo-

ches. Ledit Leclerc devait aussi ramener les cloches nouvelles pour la somme dont il vient d'être parlé.

Le 6 mars 1792, le conseil général dit que le poids des 3 cloches s'élève à 4,904 moins 16 livres, réduit au poids de 14 onces pour les faire transporter à Lille.

« La matière mise en délibération par Jean-Remy Picart, maire, après avoir entendu le rapport de Jean-François Delamé, notable de cette commune, qui s'est transporté à Lille à cet effet, et après avoir ouï le procureur de la commune, ledit conseil, composé dudit Picart, maire, de Robert Gigon, et Jean-Pierre Férez officiers municipaux, François Desse, Jean-Antoine Boussin, Jean-Pierre Lelièvre, François Delamé et Jacques Bertrand, tous notables, auraient délibéré d'une voix unanime qu'au cas qu'il se trouve un jeu de trois cloches qui excéderait les nôtres de deux cents livres, que M. Pithon Joseph, marchand de vin, rue de la Halloterie à Lille, répondrait (*sic*) pour nous et au nom de notre commune envers telle administration qu'il appartiendra, qu'elle satisfera et rendra (*sic*) le surplus de la mise des cloches qu'on nous rendra (*sic*) en échange des autres au cas qu'il excède notre poids, dans le délai fixé par l'administration et qu'à cette (*sic*) effet copie du présent délibéré sera envoyé au sieur Pithon. »

Le 11 mars, le conseil général réuni décide de faire un règlement pour la sonnerie des cloches. On dit que de « tels monument (*sic*) ne devoit pas être sonné sans ordres, par plaisir ou libertinage. » Le maître d'école a la surveillance des écoliers ou autres personnes qui voudraient s'immiscer de sonner sans ordre et à plus de trois enfants ou autres personnes raisonnables pour les sonner.

Le 8 avril 1792, le conseil général rend compte de

l'excédent du poids des cloches échangées à Lille, qui s'élève non à deux cents livres mais à 1,078 livres. On délibère d'une voix unanime que, malgré « l'extrême excédent, on ne pouvoit se dispensé (*sic*) d'accepter, vue (*sic*) le vœu public de tous les citoyens. »

Pour le paiement de cet excédent, on décide d'adresser une requête aux administrateurs du directoire du département, afin d'être autorisé à vendre certains coins d'usages vacants et terrains anticipés sur les rues et chemins publics et ceux concédés par M. de La Tour du Pin Chambly.

On décide que ceux qui ne voudront pas rentrer dans leurs limites ni payer la valeur de leurs terrains anticipés, seront poursuivis par le procureur de la commune.

Les 1,078 livres d'excédent furent estimés 25 sols la livre.

Le 6 août, au sujet d'une lettre de la ville de Lille pour les avances faites par M. Pithon d'une somme de 205 fr. pour le battant et transport des cloches, le conseil général reconnaît la créance de ladite somme, laquelle a été déboursée par Jⁿ Pierre Férez, officier municipal ; on donne la jouissance audit Férez, en attendant le complet remboursement de ses avances, d'une portion de terrain en chènevière d'une contenance d'environ 18 verges, lieu dit le jardin Bonne dame (1).

M. l'abbé Ach. Palant, curé de Cilly, dans sa notice relatant le baptême des cloches de Rogny (2),

(1) M. Albert Delamé a eu l'obligeance de nous copier dans les registres tous les documents concernant les cloches ; nous l'en remercions de nouveau — Nous nous sommes contentés de les résumer.

(2) Rogny. Baptême des cloches le dimanche 24 août 1890, tirage à part de la Sem. rel.

dit qu'on voulait braver et narguer les voisins de Cilly, qui venaient de faire fondre 3 petites cloches deux ans auparavant, en 1790, et à cette occasion il écrit ce qui suit :

« A l'époque où les deux sonneries voisines et rivales fonctionnaient alertement et sans crainte, la malice populaire et surtout la jalousie de *clocher* s'exerçait à l'envi et de l'une à l'autre. On prétendait que les petites cloches des *gens* de Cilly gazouillaient ainsi : *C'est à crédit, c'est à crédit, c'est à crédit* ».

« Et que les grosses cloches des *Messieurs* de Bosmont répondaient gravement : *Nous paierons bien, nous paierons bien, nous paierons bien* ».

De ces puissantes cloches, deux furent enlevées l'année suivante (1793).

La cloche restante fut refondue en 1831 ; c'est celle qui existe aujourd'hui

Le 18 mai 1830, Cochois (Jean-Pierre-François) s'oblige à refondre cette cloche, qui pèse environ 1250 kilogr., laquelle entrera dans la composition de la nouvelle, qui supportera un déchet de 5 kil. 0/0. Il convint de 500 fr. pour la refonte et de 80 fr. pour la descendre et la remonter.

Ce travail ne lui fut sans doute pas confié, car la cloche porte la signature d'Antoine et Loiseaux.

Voici son inscription :

† Lan 1831 jai été bénite par Mr Bernier (1)
curé de Bosmont et nommée Félicité par (2)

(1) L'abbé Bernier, inhumé dans le cimetière de Bosmont, a sa tombe surmontée d'une croix en pierre sur laquelle on lit :

« François Bernier né à Hirson le 23 avril 1750, décédé curé de Bosmont le 2 janvier 1840. Il préféra l'exil à l'apostasie... »

(2) Le parrain Pierre-Joseph Tisserant, né à St-

Mr Tisserand Joseph âgé de ans et par D^{lle} Félicité Coulbeaut (1). . . . SST. . . . âgée de 1 ans mes parrains

et marraines j'ai été refondue par les soins de Mr Tisserant adjoint de Bosmont ✱ Antoine et Loiseaux fondeurs.

Diamètre 1^m16 ; h : 1,02 ; épaisseur 0,06.

Observations : les caractères sont très mal faits ; beaucoup de lettres sont empâtées, entre autres les âges des parrain et marraine. — Cloche ébréchée un jour de Toussaint. — Ornaments : Ostensor avec le monogramme du Christ ; — Vierge mère et reine avec sceptre, sur socle.

Les noms des fondeurs sont en plus petits caractères que ceux employés pour le reste de l'inscription.

Pierremont (à cette époque Bosmont et St-Pierremont étaient réunies) le 30 septembre 1814, avait 17 ans lors du baptême de la cloche ; le 2 août 1837 il épousa à Cilly Marie-Anne Gaudry. Ce sont les grands-parents de M^{me} Albert Delamé, née Tisserand,

Le parrain devait être l'oncle de Pierre Joseph, M. Jⁿ B^{te} Tisserant, meunier et adjoint à Bosmont (1829-1831), maire cette même année jusqu'en 1835. Il était âgé et gêné par un embonpoint excessif, c'est pourquoi il avait délégué son neveu à sa place.

Le neveu devint aussi très puissant ; oncle et neveu pesaient chacun plus de 150 kilogr., leur grosseur était devenue proverbiale.

(1) Marie-Madeleine Félicité Coulbeaut, née à Bosmont le 1^{er} janvier 1815, avait 16 ans lorsqu'elle fut marraine de la cloche. Le 27 novembre 1837 elle épousa Charles-Algis Doyet, qui fut maire de Bosmont de 1857 à 1870. Ce sont les grands-parents maternels de M^{me} Albert Delamé.

(Renseignements obligeants de M. Albert Delamé).

IV.

Châtillon-les-Sons.

Avant la Révolution trois cloches envoyaient leurs joyeuses volées du haut du clocher, aux environs.

Voici l'inscription de celle qui est restée et qui forme la sonnerie actuelle.

† Nous avons été bénite par M^e Adrien Coulbaut curé de la paroisse de Sons Chatillion ray été

■ nommé Anne Elisabeth par Iean Louis Le Leu et Anne Ieanne Lhotte †

■ Philbert Ancelot Victoire

■ Félicienne Blot Catherine Guiot V de I C Vitu †

■ C I H Les Roy et I B Guery mon fait lan 1781 † ■

Diamètre 0,94, hauteur 0,75.

Ornements. — Vierge mère et reine, ayant à sa gauche accolé un évêque crôssé et mitré, tenant de la main droite un livre appuyé contre sa poitrine.

— Crucifixion avec S^{te} femme.

Observations. — Les lettres sont espacées dans le mot *avons*. — Le 8 est à tête plate (8).

2 cloches furent enlevées à la Révolution.

On dit que l'une d'elles fut placée à Avesnes ; elle n'existe plus.

V.

Cilly.

En 1790, les Regnaud refondent et augmentent en poids les cloches de Cilly ; trois ans plus tard deux des cloches furent conduites au dépôt de Laon.

L'unique cloche qui restait « ébréchée » fut refondue en 1875 et revint à Cilly accompagnée de trois autres.

Ces quatre cloches furent bénites solennellement le 24 octobre 1875 (1).

Voici leurs inscriptions :

Grosse cloche.

1^{re} ligne. — *Laudate dominum in cymbalis benesonantibus.*

2^e L'an de N. S. 1875 pour la gloire de Dieu et le salut des âmes

3^e J'ai été donnée à l'église St Martin de Cilly

4^e en mémoire et à l'intention d'Alphonse Rocq et de Claire Marie Félix Rocq leurs enfants décédés

5^e par Louis Etienne Rocq et Adélaïde Vuardet son épouse lesquels ont été mes parrain et marraine

6^e et m'ont nommée Alphonsine Félicie

7^e J'ai été bénite par M. Bonnaire doyen de Marle assisté de Mr Blat doyen de Crécy et de M. Palant curé de Cilly.

= 8^e Une première fois l'an 1790 j'ai été bénite par Mr Claude Lelièvre curé de Cilly et nommée Marie Rose Victoire par M. Armand Jérôme Vinchon fermier au moulin de Cilly notable et par D^e Marie

Jeanne Rosalie Proisy épouse de Mr Claude Favé-
raux fermier officier municipal. J'ai été fondue du
temps des sieurs P. Doyet marguillier Lebègue Maire,
P. Tellier notable. J'ai été fondue par les Regnaud.

Crucifixion et S^{te} femme. — Évêque crossé et mitré. — St Louis.

(1) Compte-rendu dans la *Semaine religieuse du diocèse de Soissons et Laon*, n° 45 du 6 novembre 1875.

Les lignes sont séparées par des fleurettes. —
H. Perrin.

Cette cloche pèse 900 kilogr.

2^{me}.

1^{re} ligne. — *Omnis spiritus laudet dominum.*

2^e Lan de N. S. 1875 (comme sur la 1^{re})

3^e J'ai été donné à l'église St Martin de Cilly par
Marie Denise Berthe Leclère et Marie Louise Georgie
Sandra représentées par Antoine Stanislas Leclère

4^e et Marie Louise Céline Petre épouse de Joseph
Edouard Sandra leurs parents lesquels ont été mes
parrain et marraine

5^e et m'ont nommée Denyse Georgie

6^e J'ai été bénite (comme sur la 1^{re}) sauf la
mention de 1790

H. Perrin.

Mêmes figures que sur la 1^{re}.

3^{me}.

1^{re} *Buccinate in neomenia tuba.*

2^e L'an de N. S. 1875 (comme sur les 2 pre-
mières).

3^e J'ai été donnée à l'église St Martin de Cilly par
Eugène Leblond et Adèle Dussart son épouse de
même par Joseph Hypolite Carlier président de la
fabrique

4^e et M^{lle} Marie Basilide Sandron bienfaitrice de
l'église de Cilly

5^e lesquels ont été mes parrain et marraine et
m'ont nommée Eugénie Basilide.

6^e J'ai été bénite ... (comme sur les autres).

Mêmes ornements sauf qu'au lieu de Saint Louis
il y a Saint Joseph.

Signée de H. Perrin.

4^{me}.

1^{re} L'an de N. S. 1875 (comme sur les 3 autres).

2^e J'ai été donnée à l'église St-Martin de Cilly par Arsène Coquizart et Clarisse Deville son épouse

3^e lesquels ont été mes parrain et marraine ainsi que Napoléon Carlier

4^e et Cornélie Mollet leurs petits enfants et m'ont nommée Clarisse Arcène

5^e J'ai été (comme sur les autres)

6^e *Gloria in excelsis Deo*.

Signée de H. Perrin. — Il s'agit de M. Honoré Perrin, de Mézières, qui fonde les 4 cloches (1).

Mêmes ornements que sur la 1^{re} et la 2^e.

VI.

Cuirieux.

Une seule cloche, sur laquelle on lit :

† Fondu en 1856 j'ai été bénite par M^r Bonnaire doyen de Marle mon parrain a été M^r

 Victor André Turquin maire de Cuirieux et ma marraine M^{me} Turquin née Thérèse Delphine

 Bachillet (2) Je me nomme Thérèse Delphine Geneviève.

Fonderie de Loiseau-Liégaalt.

Ornements. — Vierge, mère, — crucifixion.

(1) La souscription, sans celle de M. le curé, a produit 7,000 fr. en un jour. Un cultivateur, M. Rocq-Vuaret a donné 2,500 fr. — Un mécanisme permet à un seul homme de sonner les quatre cloches. Dans le clocher existe aussi une horloge neuve de 3,000 fr.

2) Lire Bachellet.

VII.

Erlon.

Le 6 brumaire an II (27 octobre 1793) deux cloches sur trois sont descendues et transportées à Laon.

Celle qui restait fut refondue en 1842 et est accompagnée de deux autres.

On y lit ce qui suit :

1^{re} (grosse).

† En 1842 restauration des cloches de N D d'Erlon faite par une souscription spontanée de tous les habitants et nous avons été

 bénites par Mr Leredde doyen de Marle assisté de Mr Jacquelet curé d'Erlon mon parrain M. Ferdinand Salandre et ma marraine dame

 Ferdinande Lhotte ils nous donne le nom Ferdinande Mr Charles Salandre étant maire M S Carre instituteur.

4^e Filet : Mr Carre Marc (en creux au burin).

Cartouche fleuré avec inscription : Antoine & Loiseaux fondeurs.

Ornements. — Crucifixion sur socle contenant comme inscription : *O crux ave.*

2^{me}.

† En 1842 j'ai eu pour parrain Mr Alexandre Beleme et pour marraine dame Eugénie Elisabeth Cuquigny ils m'ont donné le nom

 Elisabethe.

Ornements. — Vierge mère et reine avec sceptre. Non signée.

3^{me}.

† En 1842 mon parrain a été Mr Edouard Delange

et ma marraine dame Ursule Irma Feron ils mont
donné le

■ nom Ursule.

Ornementation. — Évêque crossé et mitré.

Non signée.

VIII.

Froidmont-et-Cohartille.

Le clocher de Froidmont ne renferme qu'une cloche ; la chapelle vicariale de Cohartille en possède une aussi.

1° *Froidmont.*

† Lan 1819 sous le règne de Louis XVIII jai été
bénite par M^r Birtelle curé doyen de Marle assisté de
M^r Ledoux D S^t

■ de Froidemont jai été nommée Augustine
par M^r Eliz Oudin fils de M^r Louis Oudin maire de
la commune et

■ par d^{lle} Augustine Roucout fille de M^r Brice
Roucout tous pt^{re} audit lieu MM Varoqueaux adoint
César

■ Clausse instituteur.

Au bas : Cochois te (1) Barrard fondeurs.

Crucifixion avec S^{te} femme placée entre une vierge
mère et reine et un évêque crossé et mitré, le tout
sur piédestal fleuré.

Diamètre : 0,92 ; hauteur : 0,75.

2° *Cohartille.*

■ Lan 1855 jai été bénite par M^r Mennechet
curé de Froidemont & Coartille (2) en présence de

(1) Pour *ET*.

(2) Sans *h*.

† M. Poindron Aimable Constant maire & de M
Cordier Louis Nicolas adjoint je suis nommée Marie

† Louise Victorine Octaviè par M Louis Achile
Varoqueaux parrain & dr Victorine Yacinhte (1)

† Hulin marraine & C. (2).

Médaille avec cloche : Cavillier à Solente. —
Vierge mère. — Crucifixion. Evêque crossé et mitré.
— La vierge et l'évêque chacun dans un médaillon.

Le 5 août 1855, les conseillers de fabrique de
Cohartille décidèrent la refonte de l'antique cloche
qui était fêlée ; ils votèrent une somme de 250 fr.
Le Conseil municipal vint à leur aide ; une sous-
cription fut faite entre les habitants. On fixa le poids
de la cloche à 300 kilogr.

Jadis (avant 1855) du temps de la cloche fêlée
il y eut un procès entre Dercy et Crécy-sur-Serre,
au sujet de *propriétés* ? (nous ignorons les choses).

A ce sujet on rapporte que les cloches puissantes
de Crécy, au son grave disaient :

Et nous l'aurons ! Et nous l'aurons ! Et nous
l'aurons !

On prêtait la réponse suivante à la petite cloche
de Cohartille qui était fêlée :

Pet-ête ! Pet-ête ! Pet-ête ! (3).

Dercy gagna le procès, alors les cloches de cette
localité chantèrent joyeusement : Nous l'avons !
Nous l'avons ! Nous l'avons !

L'ancienne cloche de Cohartille avait un son
argentin qui s'entendait de très loin ; on disait :
« Bavard comme la cloche de Cohartille ! »

(1) Yacinhte pour Hyacinthe.

(2) Veut dire *etc.*

(3) Prononciation locale de *peut-être*.

IX.

Grandlup-et-Fay.

Trois cloches dans le beffroi de cette commune.

Grosse.

 Lan 1855 j'ai été bénite par M. Bonnaire
doyen de Marle au nom de M Mansion curé de
Grandlup

† en présence de M Cocquebert maire j'ai eu pour
parrain M Cocquebert Félix Clovis & pour

† marraine M^{me} Desplanches Victoire Suzanne qui
mont nommée Félicie Victoire & C. (pour *etc.*)

Médaillon avec cloche et le nom de Cavillier à
Solente. — Vierge mère et évêque crossé et mitré..

Poids 758 livres.

2^e cloche.

 Lan 1855 (comme sur la grosse)

† de j'ai eu pour parrain M Belseur Adhémar

† & pour marraine M^{lle} Cocquebert Adélaïde
Aspasie qui mont donné les noms de

† Marie Adélaïde & C.

Mêmes ornements que sur la 1^{re} et même signature.

Poids 527 livres.

3^e cloche.

 Lan 1855

(comme sur les autres) . . Mansion

† curé parrain M.

† Tonnelet César Ferdinand & pour marraine
M^{lle} Cense Marie Eulalie qui m'ont

† donné les noms de Césarine Eulalie & C.

Même signature et mêmes ornements que sur les autres.

Poids 384 livres (1).

X.

Marcy-sous-Marle.

Avant la Révolution la sonnerie de Marcy se composait de 3 cloches ; 2 furent descendues et brisées en 1793 devant la porte de l'église.

Celle qui restait fut refondue en 1802, attendu que l'ancienne « ne pouvait plus être entendue à 50 toises. » C'est à Chavignon qu'eut lieu la fonte.

Elle fut bénite le 12 juin 1802 (23 prairial au X), à 9 heures du matin par M. Jean-Marie-Antoine Hamy, curé de Marcy ; elle fut nommée *Marie-Louise*.

Voici son inscription :

† Lan X de la république françoise j'ai eu pour *marraine* (2) Marie-Louise Dupuy épouse de

■ François Sandron cultivateur & pour *parain* (2) Jean Pierre Tellier (3) adjoind

■ j'ai été bénite par Mr Jean Marie Antoine Hamy curé Claude (4) Sandron (5) maire Pierre Coet marichal (6) Alexandre Delorme ■

maître décole.

Hector Sandron de la maison rouge Pierre Tellier cultivateur

(1) Les 2 anciennes pesaient 1,148 livres. Nous devons ces renseignements, comme le poids des nouvelles, à M. Xavier Cavillier, fondeur de cloches à Carrépuits (Somme).

(2) Parrain et marraine avec un seul R.

(3) Tellier, en creux, au burin.

(4) Pour Claude.

(5) Deux orthographes pour Sandron.

(6) Pour Maréchal.

Au bas on lit :

Fait par les Antoine perre & fils.

Diamètre 0,89, hauteur 0,79.

Ornements. — Cartouche avec vierge reine et mère,
— cartouche avec cloche et nom *Antoin*, l'e man-
que). — Crucifixion avec S^{te} f^e au pied de la croix. —
évêque crossé et mitré, le tout sur socle fleuré.

XI.

Marle.

Les renseignements les plus anciens que nous possédons sur les cloches de Marle remontent à 1578.

En cette année Maulguin Le Hault, marchand fondeur, demeurant à Marle, fournit quatre grosses cloches (1).

Le 8 août 1684, le clocher de Marle est détruit par un incendie occasionné par la foudre ; les six cloches furent fondues (3). C'est en cette même année qu'on rencontre à Marle dans les archives de la fabrique les noms de Nicolas Lambert et Nicolas Delespine, fondeurs de cloches (2). Ce sont sans doute ces saintiers qui coulèrent la nouvelle sonnerie, ou qui vinrent pour offrir leurs services.

(1) et (2) Arch. de la Fabrique. (Obligante communication de M. l'abbé Ach. Palant, curé de Cilly.

(3) Il y en avait 3 grosses et 3 petites. — L'unique cloche de Buncigny est signée : « Fondue par François et Nicolas Delespine » (1652). (Publiée par nous dans le Bulletin de la Société Archéologique de Vervins, t. XIII, p. 132 et t. XVIII, p. 78, années 1897-98.

Une étude de M. Alphonse Lalouette-Fossier (1) nous apprend que le 22 décembre 1706 quatre nouvelles cloches furent fondues dans l'église Saint-Martin de Marle, par un nommé Leguay de Paris.

La plus grosse, nommé *Martine-Charlotte*, pesait 3,638 livres ; la seconde, de 2,535 livres, s'appelait *Anne* ; la troisième *Marie-Antoinette*, pesait 1,834 livres ; et la quatrième, *Marie - Judith*, 1,498 livres (2).

Martine-Charlotte fut refondue le 31 juillet 1722, par Claude Causard et J.-B. Hanriot, de Dampcourt (3) en Lorraine. Elle pesait 3,700. Ce détail était rappelé sur la grosse cloche de 1819 refondue en 1847.

M. l'abbé Palant avait donné les renseignements suivants à M. A. Lalouette : le conseil de fabrique de l'église aurait décidé à cette époque « que l'on garderait l'ancienne inscription et que l'on ajouterait le nom de Pierre Périn, procureur de ^{gr} le duc de Mazarin au bailliage et comte de Marle, pour complaire à M^{gr} le duc. »

La dépense s'est élevée à 1,420 livres.

La délibération ne parle ni du motif qui a occasionné la refonte, ni des moyens employés pour la payer.

« La tradition rapporte que cette cloche avait été donné par M^{gr} le duc de Mazarin, opinion confirmée du reste par l'inscription reproduite. » (A. Lalouette).

(1) Le clocher de Marle, ses cloches et l'horloge communale (Bulletin de la Soc. Arch. de Vervins, t. 7, année 1883, p.p. 12-32.

(2) Renseignements provenant de papiers trouvés chez M. Pelletier.

(3) Doncourt (Haute-Marne).

« Dans la même année une fracture étant survenue pendant la procession aux anses de la plus petite des quatre cloches » anses (dit naïvement la délibération) qui « sont composées de cendres et de charbons en ce qui leur est intrinsèque, » il est accordé aux fondeurs, avec lesquels on tomba d'accord, 130 livres par grâce, comme aussi de faire les fourneaux dans l'église Saint-Martin comme ci-devant. »

« Ces quatre cloches existaient encore au 29 mai 1792, jour où pour la première fois injonction fut faite à la commune de mettre à exécution la loi du 22 avril de la même année. A cette première réquisition, la commune répondit que, ne possédant que quatre cloches à l'église Notre-Dame, elle ne pouvait en distraire pour la fabrication de la monnaie. » (A. Lalouette).

L'administration du district de Laon par son arrêté du 5 octobre 1793, ordonna la descente des cloches. « Le 20 du même mois le conseil prit une délibération par laquelle il décida que les cloches de la ville et du faubourg seront descendues et qu'il en restera une pour chaque paroisse ; qu'à cet effet les charpentiers, maçons et serruriers de la commune seront tenus d'opérer cette descente dans la huitaine. Enfin le 29 brumaire an II (19 novembre 1793), le conseil arrête qu'il sera fait des réquisitions aux agriculteurs, tant de l'enclave que des communes circonvoisines, pour conduire le vendredi suivant, les cloches à l'administration, et nomme, pour accompagner les voitures, le citoyen Dhiver, membre du conseil. » (A. Lalouette)

L'unique cloche qui resta servit jusqu'au 1819, époque à laquelle elle se brisa. Le conseil de fabrique réuni le 24 mars s'occupa de son remplace-

ment et, d'accord avec la municipalité, il décida qu'une souscription payable en trois annuités serait faite près des habitants.

La souscription ayant fourni une somme supérieure à celle prévue, on commanda quatre cloches.

Elles furent fondues à Marle, sur la place du grenier à sel, par Cochois et Antoine. Leur bénédiction eut lieu le 19 juillet 1819.

Ces cloches portaient les inscriptions suivantes (1).

1^o grosse, poids 935 kilogr.

« Nous étions quatre dont on vantait le son et l'accord ; la plus forte du poids de 3,700 livres survécut seule au 31 octobre 1793. Par sa réunion à celles de Saint-Nicolas et les généreux sacrifices des habitants dans des temps difficiles, nous renaissions encore quatre pour la gloire de Dieu.

« J'ai été bénite en 1819 par M. Pierre Birtelle, curé-doyen, assisté de M. Jean-Louis Terrien, son vicaire.

« J'ai eu pour parrain M. Charles-François Tilorier, maire, et pour marraine dame Adrienne-Clotilde Quénescour, épouse de M. Antoine-Nicolas Fouant de la Tombelle, chevalier de Saint Louis, qui m'ont nommée : *Adrienne-Charlotte*. »

2^o poids 685 kilogr.

Après la mention de la bénédiction : « J'ai eu pour parrain, M. Jean-Pierre-Nicolas Caby, juge de paix, président du conseil de fabrique, et pour marraine dame Marie-Joséphine-Thérèse Luquet épouse de M. Nicolas-Joseph Fournier de Frenel, colonel du 9^e bataillon de l'Aisne, qui m'ont nommée : *Jeanné-Thérèse*. »

(1) Renseignements fournis par M. l'abbé Palant à M. A. Lalouette ; — les registres de la fabrique de l'église N^e-D^e de Marle.

3^e poids 540 kilogr.

Après la mention de la bénédiction : « J'ai eu pour parrain M. Fouant de la Tombelle, et pour marraine dame Jeanne-Elise Dubercelle, épouse de M. Jean-Louis-Marie Leroy de Torcy, chevalier de St Louis, capitaine de dragons, qui m'ont appelée : *Elise-Antoinette*. »

4^e poids 417 kg. 500.

« J'ai eu pour parrain M. Jean-Nicolas-Joseph Lefebvre, cultivateur, membre du conseil municipal et du conseil de fabrique, et pour marraine dame Eléonore Cellier, épouse de M. Jean-Baptiste Doin, négociant, qui m'ont nommée : *Joséphine-Eléonore*. »

« *Cochois et Antoine fecerunt.* »

Le 3 avril 1847, au moment où les cloches sonnaient le *Gloria in excelsis* du samedi saint, la grosse cloche se brisa. La seconde ayant été fêlée précédemment, on décida le 17 avril 1847, qu'une souscription serait faite pour se procurer une sonnerie nouvelle.

La souscription ayant été très fructueuse, on traita avec Gallois, fondeur à Paris, le 9 juin suivant. Ce dernier livra les cinq cloches commandées. Elles furent reçues par M. Bécharias, maître de chapelle de l'église St-Sulpice de Paris.

Le 24 août de la même année, elles furent bénites solennellement par M. Leredde, curé-doyen de Marle.

Sur chacune d'elles, rapporte M. A. Lalouette, étaient représentés Notre-Seigneur en Croix, la St^e Vierge et deux figurines de saints particulièrement honorés, ou patrons des parrains et marraines.

Toutes portaient la mention : « L'an 1847 j'ai

été bénite par M. Cyriaque-Maur-Chrysostôme Leredde, curé-doyen de Marle. »

Sur la plus grosse pesant 1,900 kilogr. il y avait comme emblèmes : Saint Martin et Saint Nicolas, patrons des faubourgs de Marle. — Note *do*.

Les inscriptions étaient les suivantes :

· D'un côté :

« J'ai été nommée : *Antoinette-Adrienne-Clotilde-Augustine*, M. Antoine Desains étant maire de Marle. »

De l'autre côté :

« J'ai eu pour parrain M. Antoine-Marie-Bastien Debrottonne, président du conseil de fabrique, et pour marraine, dame Antoinette-Adrienne Fouan de la Tombelle, épouse de M. Paul-François-Jérôme Lehault, membre du conseil d'arrondissement. »

« Venez, réjouissons-nous devant le Seigneur, faisons éclater nos transports d'allégresse devant le Dieu de notre salut. »

2^e Note *ré*. — Poids 1,390 kilogr.

Figurines : St Louis et St^e Cathérine, patrons des parrain et marraine.

Inscriptions, — d'un côté :

« J'ai été nommée *Marie-Thérèse-Euphémie*, M. Antoine Desains étant maire de Marle. »

Et de l'autre côté :

« J'ai eu pour parrain M. Louis-Nicolas-Marie Pelletier, membre du conseil de fabrique, et pour marraine demoiselle Catherine-Denise-Euphémie Fournier-Frenel. »

« Prônons sa présence par des hymnes de louanges. »

3^e Poids 1,008 kilogr. — Note *mi*.

Figurines : St Joseph et St^e Marie-Madeleine.

Inscriptions, — d'un côté :

« J'ai été nommée *Albertine-Joséphine*. M. Antoine Desains étant maire de Marle. »

Et de l'autre côté :

« J'ai eu pour parrain M. Albert Debrottonne-Meunier, député, et pour marraine dame Charlotte-Joséphine Debrottonne, épouse de M. Achille Blin de Varlemont. »

« Poussons des cris de joie au milieu de nos cantiques. »

4^e Poids 760 kilogr. — Note *fa*.

Figures : St Jean-Baptiste et St François.

D'un côté on lisait :

« J'ai été nommée : *Adélaïde-Augustine-Thérèse-Eléonore*, M. Antoine Desains étant maire de Marle. »

De l'autre côté :

« J'ai eu pour parrain M. Jean-Baptiste-François-Auguste Doin, membre du conseil de fabrique, et pour marraine dame Adélaïde-Irma Hécart, épouse de M. Louis-Joseph-Jules Dehon. »

« Parce que le Seigneur est le grand Dieu et le grand Roi »

5^e Poids 277 kilogr. — Note *do* de l'octave aiguë de la 1^{re}.

Figurines : St Charles et St Maur.

D'un côté on lisait :

« J'ai été nommée : *Charlotte-Léonide*. MM. Denys-Grandson, Ferdinand Parent, Isidore Crémont, étant marguilliers. »

De l'autre côté :

« J'ai eu pour parrain M. Jean-Charles Grulet-Labouret, membre du conseil de fabrique, et pour

marraine dame Léonide Pruvost, épouse de M. Louis-Henri Damay. »

« Adorons Dieu et prosternons-nous devant lui. »

Cette dernière cloche, destinée à sonner les messes basses, les catéchismes et les retraites, fut jugée insuffisante et par suite de nombreuses réclamations et plaintes des habitants le 2 janvier 1848, on décida que cette cloche serait refondue et augmentée de poids et de volume, de manière à donner le *sol* naturel pour être d'accord avec les 4 plus grosses. Sa bénédiction eu lieu le 10 avril 1848. On reproduisit les inscriptions et figures qui existaient auparavant. Son poids était de 600 kilogr.

En la montant, la poulie se partagea et la cloche précipitée sur le pavé n'eut aucune avarie (Tous ces renseignements ont été puisés dans la notice de M. A. Lalouette).

Ces cloches eurent une courte existence ; après avoir annoncé « les joies et les deuils » et rempli la vallée de leurs sons puissants et harmonieux disparurent dans l'incendie du clocher, occasionné par la foudre le 28 mai 1879 vers 8 heures du soir (1).

(1) De ces cloches qui pesaient 5,658 kilogr., il ne fut retrouvé, dit M. A. Lalouette, que 1,680 kilogr. de métal non fondu et 1 820 kilogr. dans les décombres. Le reste a été perdu ou enlevé par ceux qui avaient à cœur d'avoir un souvenir.

En attendant la nouvelle sonnerie, M. l'abbé Tribouilloy, curé de Braye-en-Thiérache, avait prêté à l'église de Marle une cloche qu'il possédait et qui provenait de la Chartreuse du Val-St-Pierre. Cette cloche fut vendue à la commune de Rogny et refondue en 1890, par Perrin, de Mézières. L'inscription suivante qu'elle portait a été reproduite sur la 2^e cloche et était ainsi conçue :

« *In nomine et ad laudem Summæ Trinitatis in cartusia*

Actuellement 6 cloches envoient dans l'air leurs gais carillons (1)

Voici les inscriptions de ces cloches.

1^{re} cloche. — Note *la*.

1^{re} face. — Notre histoire.

1^{re} ligne. — Trois fois nous avons péri dans l'incendie du clocher en 1596, 1684 et 1879

2^e De six que nous étions en 1578, on nous réduisit à cinq en 1706

3^e une seule d'entre nous put échapper à la proscription de 1793

4^e Cette unique voix fut remplacée en 1819 par quatre moins graves

5^e en 1847 nous nous retrouvâmes cinq au sortir du creuset.

6^e Enfin en 1880, 1883 et 1893 grace à la géné-

Vallis Sancti Petri fusi sum et cujus sum. Anno domini millesimo septingentesimo quarto. »

On peut traduire : Au nom et pour la gloire de la très haute Trinité j'ai été fondue dans la chartreuse du Val Saint-Pierre et je lui appartiens. L'an du Seigneur 1704.

Nous avons publié l'inscription de cette cloche : 1^o *La Thiérache*, bul. Soc. arch. de Vervins, année 1890, t. 14, p. 85 ; 2^o *Libéral de l'Aisne*, n^o du 28 avril 1901 : Les cloches du carillon de Vervins.

Elle pesait environ 400 kilogr. et donnait le *la* bémol. Il nous semble avoir lu sur sa panse, lorsqu'elle fut descendue du clocher de Marle, le nom du fondeur Cavillier de Carrépuits.

(1) Ces cloches (cinq seulement) ne furent placées dans la tour de l'église que le 18 janvier 1888.

rosité des Marlois et aux soins des conseillers de fabrique (1) :

7^e M. M. Ancelot président, Bahin archiprêtre de Château-Thierry, Guyenne doyen, Bonnaire ancien doyen

8^e Coffignon maire, Berrois-Devouzy, Legrand-Desplanches, Gagneux-Maillard, Duflot-Flamain

9^e Dubois-Alboucq, Minette-Proix, Meunier-Pinson président et Wateau-Lamarez, maire

10^e Nous renaissons avec une voix plus solennelle, chantant à la gloire de Dieu : la, mi, ré do dièze, si, la.

(1) Elle porte les dates de 1883 et 1893, parce qu'elle fut fêlée deux fois et refondue. De plus en 1883 toutes les cloches furent refondues (sauf la 6^e) parce qu'elles avaient été coulées dans de mauvaises conditions, dans des moules faits au cours du terrible hiver de 1879-80. La terre desdits moules se décolla à la fonte et des fragments de terre se trouvèrent incrustés dans le métal ; d'où la mauvaise qualité des cloches.

Seule en 1893, la grosse cloche fut refondue parce qu'elle était fêlée.

Le prix des cloches de 1880 a été de 23.000 fr. (plus les débris de métal estimés 2 fr. 78 le kilogr. ce qui faisait 29.000 fr.), pris sur une souscription publique de 82.000 fr. dont 22.000 fr. étaient affectés spécialement aux cloches.

Les cloches de 1880 pesaient ensemble 10.270 kilogr. Celles de 1883, 13.610 kilogr. L'ancien métal a été repris et a servi à faire les nouvelles cloches ; le surplus a été payé 2 fr. 78 le kilogr. On les brisa sur place avant de les mettre au chemin de fer pour avoir moins de frais de port à payer. La refonte, le transport, la mise en place occasionnèrent une dépense de 4.000 fr.

(Renseignements fournis obligeamment par M. l'abbé Ch. Lefèvre). Il nous a relevé les inscriptions des cloches de l'Hôtel-Dieu, de la maison Pelletier et de St-Martin.

2^{me} face.

1^{re} ligne. — En 1847 bénite par M. Leredde
doyen de Marle

2^e J'avais eu pour parrain M. Bastien-Debrottonne
président de la fabrique

3^e et pour marraine M^{me} Lehaut-Fouant de la
Tombelle

4^e Le 13 juin 1880, j'ai été bénite par Monseigneur
Thibaudier, évêque de Soissons et Laon,

5^e Assisté de MM. Vincent vicaire général ;
Guyenne archiprêtre de Soissons.

6^e Bahin archiprêtre de Château-Thierry et Guyenne
curé-doyen de Marle,

7^e J'ai eu pour parrain M. Victor Honoré Amable
Ancelot-Pinart président de la fabrique

8^e et pour marraine M^{me} Victoire Adèle Desains
veuve de M. Mouret qui m'ont nommée

9^e *Marie Victoire Adèle* (1).

Sujets : Vierge mère ; crucifixion de 0^m40 ; les
armes de la ville de Marle et la marque de Paul
Drouot, fondeur à Douai.

Diamètre 1^m80, hauteur 1^m50 ; poids 3,620 kilogr.

2^{me} cloche. — Note si.

1^{re} face.

1^{re} ligne. — Le 13 juin 1880 j'ai été bénite par
Monseigneur Thibaudier évêque de Soissons et Laon

2^e assisté de M. M. Vincent vicaire général,
Guyenne archiprêtre de Soissons

3^e Bahin archiprêtre de Château-Thierry et Guyenne
curé-doyen de Marle

(1) Lors de la bénédiction des cloches, le 13 juin 1880,
M. Duvillier-Ancelin, négociant, avec l'autorisation de
M. Ancelet-Pinart, président du conseil de fabrique et

4^e M. Ancelot étant président de fabrique et M. Coffignon maire

5^e J'ai eu pour parrain M. Jacques Meunier Pinson

6^e et pour marraine M^{me} Virginie Adélaïde Ernestine Latour veuve Meuret qui m'ont donné les noms de

7^e *Elisabeth-Charlotte.*

2^{me} face.

1^{re} ligne. — En 1847 bénite par M. Leredde doyen de Marle

2^e J'avais eu pour parrain M. Louis Pelletier conseiller de fabrique

avec les renseignements fournis par M. Alphonse Lalouette, publia l'histoire des cloches avec leurs noms, ceux de leurs devancières, ceux des parrains et marraines (feuille de 27 x 41 imprimée à Vervins, à l'*Impartial*. Elle était destinée à être distribuée au public. Cette feuille donne *Adélaïde* au lieu d'*Adèle*. — Voici l'historique tel que la feuille l'a donné en son en-tête :

« Nos sœurs aînées, détruites par l'incendie de 1684, ont été remplacées par quatre cloches, dont la plus grosse, du poids de 3,700 livres attribuée à la munificence du cardinal Mazarin survécut seule à la tourmente révolutionnaire de 1793. En 1819, nous redevenons quatre, en 1847, une nouvelle refonte porte à cinq le nombre de nos sœurs anéanties, hélas par l'incendie du 28 mai 1879. Aujourd'hui, grâce à la générosité des habitants de Marle et aux soins des conseillers de fabrique, MM. Ancelot-Pinart ; l'abbé Bahin, curé doyen-chanoine honoraire, actuellement archiprêtre de Château-Thierry ; le docteur Coffignon-Vuaflart, maire ; Berrois-Devouzy, trésorier ; Legrand-Desplanches, secrétaire ; Gagneux-Maillard ; DufLOT-Flamain ; Dubois-Alboucq ; l'abbé Bonnaire, ancien-doyen chanoine honoraire, et l'abbé Guyenne, actuellement curé doyen, nous renaissions au nombre de cinq ayant un poids total de 20,000 livres. »

3^e et pour marraine M^{lle} Euphémie Fournier-Frenel.

Sujets : St Nicolas et les 3 petits enfants ; — les armes de Marle. — St Éloi avec l'enclume et une église. — Marque de Drouot.

Diamètre 1^m60, hauteur 1^m30 ; poids 2,503 kilogr.

3^{me} cloche. — Note : *do dièze*.

1^{re} face.

1^{re} ligne. — Le 13 juin 1880 (comme sur la 2^{me}).

5^e J'ai eu pour parrain M. le docteur Louis Narcisse Coffignon-Vuaflart

6^e maire de Marle et pour marraine M^{me} Virginie Sophie (1) Desplanches

7^e épouse de M. Legrand conseiller de fabrique qui m'ont donné les noms de

8^e *Louise-Virginie*.

2^{me} face.

1^{re} ligne. — En 1847 bénite par M. Leredde doyen de Marle

2^e J'avais eu pour parrain M. Albert Debrottonne-Meunier député.

3^e et pour marraine M^{me} Joséphine Debrottonne épouse de M. Blin de Varlemont.

Sujets : St Martin partageant son manteau ; — St Louis avec l'épée et la couronne d'épines ; — les armes de la ville ; — la marque du fondeur.

Diamètre 1^m45, hauteur 1^m20 ; poids 1,804 kilogr.

4^{me} cloche. — Note : *ré*.

1^{re} face.

1^{re} ligne. — Le 13 juin 1880 (comme sur la précédente).

(1) *Sophie*, sur la feuille citée.

6^e J'ai eu pour parrain M. Emile Ferdinand Duflot conseiller de fabrique

7^e et pour marraine M^{me} Clotilde Eugénie Flamain son épouse qui m'ont donné les noms de

8^e *Emilienne-Clotilde*.

2^{me} face.

1^{re} ligne. — En 1847 bénite par M. Leredde doyen de Marle

2^e J'avais eu pour parrain M. Doin conseiller de fabrique,

3^e et pour marraine M^{me} Dehon-Hécart.

Sujets : St Paul avec le glaive ; — un évêque les mains jointes ; — armes de la ville ; — marque du fondeur.

Diamètre 1^m35, hauteur 1^m08 ; poids 1,466 kilogr.

C'est sur cette cloche que sonne l'heure.

5^{me} cloche. — Note : *mi*.

1^{re} face.

1^{re} ligne. — Le 13 juin 1880 (comme sur la précédente).

8^e J'ai eu pour parrain M. Jules Alphonse Dubois-Alboucq conseiller

9 de fabrique et pour marraine M^{me} Marie-Alphon-sine-Eugénie

10^e Williot épouse de M. Parmentier adjoint qui m'ont donné les noms de Julie-Marie.

2^{me} face.

1^{re} ligne. — En 1847 bénite par M. Leredde doyen de Marle

2^e Je m'appelais Charlotte Léonide (1)

(1) La feuille déjà citée indique qu'on lui a donné les noms de *Julie-Marie*.

J'avais eu pour parrain M. Charles Grulet-Labouret
3^e conseiller de fabrique

4^e et pour marraine M^{me} Léonide Pruvost

5^e épouse de M. Damay.

Sujets : St Joseph avec une branche de lis ; —
St Catherine ; — les armes de la ville ; — la mar-
que du fondeur.

Diamètre 1^m20, hauteur 1^m ; poids 1,084 kilogr. —
Cette cloche est à battant rétrograde.

6^{me} cloches. — Note : *la*, octave supérieure (1).

1^{re} ligne. — Je suis faite pour servir à Notre Dame
de Marle,

2^e et pour empêcher mes grandes sœurs de se
prodiguer,

3^e M. Joseph Guyenne, doyen de Marle m'a bénite
en 1884

4^e J'ai eu pour parrain M. Maurice Duprez-Defer,

5^e et ma marraine M^{me} Marie Wateau

6^e épouse de M. Léonce Wateau m'ont nommée

7^e *Marie Valentine*.

Sujets : Immaculée Conception sur le croissant ;
St Joseph ; Crucifixion ; Marque du fondeur Paul
Drouot dans une couronne ovale de fleurs.

Diamètre 0^m78, hauteur 0^m73 ; poids 404 kilogr.

*
* *

Cloche de la chapelle du cimetière, ancienne église
Saint-Martin.

1^{re} ligne. — Bénite sous le nom de Marie

2^e par M. Bonnaire curé doyen

3^e en la présence de MM. Ancelot, Odent, Berrois,
Boutroy

(1) Elle pèse 403 kilogr. et a coûté 1,300 fr.

4^e Legrand et Gagneux, membres du conseil de fabrique

5^e dans l'église de Notre Dame de Marle a la mémoire de nos pères.

« Le clocher dû à la générosité des habitants fut édifié en 1874. »

*
**

Cloche de la chapelle St-Louis de l'Hôtel-Dieu (1).

Louise Emélie bénite en 1859 par M. Bonnaire doyen de Marle aidé de M. Venet aumônier, parrain M. Odent maire, marraine sœur Ste Emélie Je dois ma naissance à la bienveillante administration de M. M. Odent Bastien ordonnateur, Bonnaire Wateau Doyen et Froment Cossignon adjoint sœur Ste Emélie et S^r S^t Xavier religieuse directrice de la maison M. Berrois économe M. Mouret médecin.

*Beatus qui intelligit super egenum et pauperem
in die mala liberavit eum dominus.*

*
**

Clochette du donjon de la maison Pelletier.

*Isti campanæ nomine Maria ut presset huic turricula
Ab Ludovico Nicolao Mariæ Pelletier constructæ nec non et horas dixerit, o tum dedit D. Hildebrand Parisiensis anno domini MDCCCVIII.*

Diamètre et hauteur 0^m46.

La date MDCCCVIII (1808) est erronée, car Hildebrand n'était pas fondeur à cette époque; ce n'est guère qu'à partir de 1830 que l'on rencontre de ses œuvres (2).

(1) Cette cloche fut fondue par M. Guillaumé Besson d'Angers; elle pèse 82 kilogr. et a environ 0^m50 de diamètre. (Payée le 14 octobre 1859).

(2) La 1^{re} pierre de la maison Pelletier fut posée le 26 mai 1840; elle fut achevée en 1845, le donjon en 1848. C'est sans doute cette dernière date qui devrait figurer sur la cloche.

XII.

Monceau-le-Wast.

Une cloche sur laquelle on lit :

1^{re} face.

1^{re} ligne. — Lan 1870 jai été bénite par M Bon-
naire curé doyen

2^e de Marle chanoine honoraire de Soissons
assisté de

3^e M^r Mansion curé en présence de M^r Boquet
maire & de M^r Aubert adjoint.

2^{me} face.

1^{re} Je mappelle Louise Sophie jai eu pour par-
rain M^r

2^e Aubert Louis Augustin adjoint & pour marraine

3^e M^{me} Boquet Sophie Obeline née Cocquebert
épouse

4^e de M^r le maire de Monceau le Wast.

Cartouche avec cloche : Cavillier Solente. — Cruci-
fixion avec tête de mort au pied.

Poids : 365 kilogr.; l'ancienne en pesait 104.

XIII.

Montigny-sous-Marle.

Une seule cloche avec inscription sur 2 faces.

1^{re}.

1^{re} ligne. — Lan MDCCCLXIII jai été bénite et
nommée

- 2° Marie Oscar Zoee Georgette
- 3° J'ai eu pour parrain Frédéric Oscar Legoux
- 4° Pour marraine Marie Héloïse Désirée Zoé Bonvallet
- 5° M Aerst étant curé M Legoux Frédéric
- 6° Maire de Montigny sous Marle.

2^{me} face.

- 1^{re} M Louis Nicolas Pelletier
- 2° *Propri* (1) a Marle est mon *premier* (2) bienfaiteur
- 3° *Laudo Deum Christi plebm* (3) *voco*
- 4° *congrego clerum*
- 5° *Defuntos* (4) *ploro pestem fugo*
- 6° *festa decoro.*

Figures. — Crucifixion sur piédestal. — Vierge immaculée. — Jésus au jardin des Oliviers (2 fois) avec un ange.

Au bas : Fonderie de Perrin-Robinet à Mézières.

XIV.

Montigny-le-Franc.

Le 7 frimaire an II (27 novembre 1793), la municipalité fait l'inventaire des objets servant au culte et des cloches ; mais il est probable que les trois cloches furent enlevées, car la cloche actuelle date de 1804 et porte l'inscription suivante :

† Lan 1804 iay été nommée Anne Francoise par

(1) Pour *propriétaire*.

(2) Pour *premier*.

(3) Pour *plebem*.

(4) Lire *defunctos*.

M^r Francois Nattey (1) maire et cultivateur *parain* époux

de D^e Marie Catherine Petit et par D^e Anne Oudart épouse de M^r Francois Delorme aussi cultivateur *maraine*.

Filet au bas, d'un côté : J'appartiens à la commune de Montigny le Franc ; — côté opposé : J'ay été fondue par les Regnaud.

Diamètre 0^m93, hauteur 0^m83.

Ornements : Crucifixion avec sainte femme. — Vierge mère et reine avec sceptre et Evêque crossé et mitré, posés de chaque côté de la croix, 2 têtes d'anges ailés entre les personnages. — Les sujets sur socle fleuré. — Médaillon tête d'ange avec 2 têtes d'anges ailés.

XV.

La Neuville-Bosmont.

Une cloche sur laquelle on lit :

† Fondue en 1855 j'ai été bénite par M^r Bonnnaire doyen de Marle assisté de M^r Gobert curé

de la Neuville Bosmont Parrain M^r Jules Vinditient Blin de Varlemont du chateau de Riche-mont

marraine M^{me} Govin Ovide née Marie Rosine Angélique Watteau, Je me nomme Marie Julie M^r F Topin

maire

Filet au bas : F...rie (2) de Loiseau Liegault à Mézières.

Crucifixion.

(1) Lire *Nattier*.

(2) Les autres lettres manquent : lire fonderie.

XVI.

Pierrepont.

Le document le plus ancien concernant les cloches de Pierrepont date de 1740. C'est le baptême de deux cloches le 26 juin, de cette année.

En voici la teneur :

26 juin 1740, baptême des cloches : par moi curé de St Boétien de Pierrepont, fat faite la bénédiction de deux cloches. La plus grosse pesant environ 1,200 fut nommée *Elisabeth* par ordre et de la part de très noble et puissante dame Marthe Elisabeth de Roye de la Rochefoucault, dame du palais de la reine, duchesse d'Ancenis, comtesse de Rousy, baronne de Pierrepont et autres lieux, par Mademoiselle Suzanne Chaudron épouse de Maître Bernard, Receveur général du comté de Rousy ; la plus petite pesant environ 900, fut nommée *Marguerite* par ordre de Maître Pierre Bernard receveur général du comté de Rousy et par Mademoiselle Marguerite Lefèvre, épouse de Monsieur Louis Labbé, marchand à Pontavert ; lesquels parrain et marraine ont signé le présent acte avec moi, prêtre, curé soussigné les jour et au sus dits.

Ont signé : Bernard, Suzanne Chaudron, Marguerite Lefèvre, Raimbault, curé.

Il existait deux églises avant la Révolution : l'église St-Boétien qui est l'église paroissiale et l'église St-Jean dont le clocher seul reste.

Dans chacun des clochers existe une cloche ; celle qui se trouve à St-Jean est forte et puissante ; elle sert à la sonnerie civile et paroissiale (pour les 2 premiers coups des offices), attendu que celle de St-Boétien est petite et que l'église est à une extrémité du village près des restes de l'ancien château.

Inscription de la cloche de l'église paroissiale
St-Boétien :

† Lan 1810 iai été bénite en présence de M^r Armand Bossard iai été nommée Marie *Ianne* par M^r Iean

 Nicolas Ancelin adioint culitvateur et marchand et par d^m^s Marie Ieanne *Carree* épouse de M^r

 Nicolas Le Feuvre propriétaire *tousse* de Pierrepont (1) Faite par les Antoine.

Diamètre 0^m76, hauteur 0^m65.

Ornements vierge mère et reine avec sceptre. — Crucifixion et Sainte femme.

Inscription de la cloche de l'ancienne église
Saint-Jean :

† Lan 1810 iai été bénite en présence de M^r *Armant* Bossard desservant iai été nommée Marie Ioseph par M^r Ioseph

 Fromage *bourgois* et par D^m^s Marie Legrand épouse de M^r Iean Louis Håution Maire tous 4 de la commune de *Pierrepont*.

Filet au bas : Faite par les Antoine.

Diamètre : 104 ; hauteur : 0^m86.

Ornements. — Crucifixion et St^e femme. — Vierge mère et reine avec sceptre. — Un personnage avec une tiare et une double croix. — Marque du fondeur consistant en une cartouche avec cloche et nom : Antoin.

L'église St-Boétien est du XII^e siècle.

(1) Un fleuron sépare le nom du fondeur du reste de l'inscription.

L'horloge de l'ancienne église St-Jean possède 2 timbres fondus par Perrin à Mézières, sans date (1).

XVII.

Saint-Pierremont.

Le registre des délibérations de la municipalité nous apprend que le 1^{er} frimaire an II (21 novembre 1793), on conduisit à Laon les 3 cloches cassées en 140 morceaux (2).

Le 21 frimaire (11 décembre) le citoyen Romain Leclère, « commissaire pour le dépouillement des églises », veut faire descendre la dernière cloche de l'église ; les habitants de la commune s'assemblent et refusent de la livrer, « attendu qu'elle sert à annoncer les heures du jour, les assemblées du peuple, les incendies, etc. »

Le clocher renferme actuellement deux cloches et un timbre, qui était l'ancienne cloche de la chapelle N^e D^e de la Paix St-Antoine

Voici son inscription :

Une fleurette la précède en caractères gothiques :
I A N Van den.

Ghein heft mi ghegoten int iaer MCCCCECLIII

(1) Nous avons publié les inscriptions des cloches de Pierrepont dans le Bulletin de la Société arch. de Vervins, *La Thiérache*, en 1889, t. 13.

(2) Le 7 frimaire (27 nov.) ce sont les objets servant au culte qui y sont envoyés avec la croix du clocher, sciée par un couvreur en ardoises de Marle.

et fleurette pour terminer. — Le tout sur une seule ligne (1).

Diamètre : 0,39 ; hauteur : 0,33.

Un évêque crossé et mitré, avec un livre ouvert. — St-Jean-Baptiste avec agneau et son oriflamme.

Un autre ornement et une coquille Saint-Jacques avec vierge mère et reine assise dedans.

Une espèce d'amphore, de chaque côté de laquelle sont deux chérubins ailés avec corps en queue de poisson ; l'un est du sexe masculin et l'autre du sexe féminin avec seins volumineux ; ils ont l'air de poser l'un la main droite sur l'anse de l'amphore et l'autre la main gauche. L'un a des cornes (le masculin) et l'autre une toque. Cet ornement est reproduit trois fois sur la panse de la cloche (2).

La 2^e cloche porte l'inscription suivante :

1 ^{re} ligne.	—	Sancte	Mayre	ora
2 ^e	—	pro nobis	1647	
		Non signée.		

(1) Ce qui peut se traduire : Jean Van den Ghein m'a fondue l'an 1554.

Cette inscription a été reproduite : 1^o par Martin, *Essai historique sur Rozoy et environs*, t. 1^{er}, p. 426, et par De la Prairie, dans le *Bulletin de la Société archéol. de Soissons*, 1^{re} série 1866, t. 20, p. 19.

(2) Dans le pavé de l'ancienne chapelle de N^o D^e de la Paix St-Antoine, dans la ferme St-Antoine, sur une pierre blanche de 61 x 64, nous avons estampé et pu déchiffrer à peu près l'inscription qui en fait le tour et qui est ainsi conçue :

« Cy gist Jehanne de Deltz en son vivant feme de leu de le liebe (?) qui trespassa le III juin (?) VCXXV priés Dieu pr son âme.

C'est M. Aubert, alors maire de St Pierremont, propriétaire de la ferme St-Antoine, qui nous a fait visiter ce qu'il y avait d'intéressant dans son exploitation, tant au point de vue archéologique que scientifique. (La ferme est aujourd'hui exploitée par M. Godet-Aubert, maire de Saint-Pierremont, gen-îre de M. Aubert).

Ornements. — Croix fleurie. — Croix ayant de chaque côté une pique, l'une terminée par une lance, l'autre terminée par une éponge. L'U est représenté par un V.

Diamètre : 0,66 ; hauteur : 0,79.

Deux blasons. L'un portant une crosse accompagnée de 2 fleurs de lis ; l'autre surmonté d'une mitre et d'une crosse sur le champ duquel 6 besants de ... posés 3, 2 et 1. — L'écu surmonté d'une couronne de marquis (?).

1^{re} cloche.

1^{re} ligne. — J'ai été donnée à l'église de S^t-Pierremont par M^r Louis Allart

2^e et M^{me} Madeleine Vachelot son épouse de Reims

3^e Baptisée en 1879 par M^r Bahin curé doyen de Marle

4^e j'ai eu pour parrain et marraine les D sieur et dame Allart

5^e de qui j'ai reçu les noms de *Louise Madelaine*

6^e j'ai été posée par les soins de M^r Aubert Bailly maire de S^t-Pierremont

7^e M^r le curé Gobert desservant la paroisse.

Figures. — S^t Antoine avec un livre. — Crucifixion et S^{te} femme.

Perrin fondeur à Mohon Ardennes.

XVIII.

Sons-et-Ronchères.

Les registres paroissiaux de Sons-et-Ronchères nous donnent la bénédiction de deux cloches en 1728 ; en voici la teneur :

« Le huit octobre de la présente année 1728 ont été coulées les cloches de l'église de cette paroisse et

ont été bénites par moy prêtre-curé de la dite paroisse soussigné le dimanche 17^e jour du même mois. Jean Carlier et Anne Blin, son épouse, ont nommée (*sic*) la grosse cloche *Henriette René*, en la place de Messire Louis César Michel d'Hervilly (1) de Devise (2) et de damoiselle Henriette René d'Hervilly de Canisy (3). Jean Velleine et Madeleine Labare ont nommé la petite cloche *Henriette-Catherine*, en la place de messire Charles François d'Hervilly de Canisy et de damoiselle Henriette Catherine d'Hervilly de Devise à Sons les jour et an susdits.

Signé : Mennessier.

L'une de ces cloches vint à casser en janvier 1790 et le 13 avril le Maire et officiers municipaux et les habitants décidèrent qu'elle serait brisée et qu'on en ferait une plus forte et concordante ; ils décidèrent que la dépense serait payée moitié au marc la livre et par tête personnelle, à l'exception des enfants qui n'ont point fait leur 1^{re} communion. On traita avec les fondeurs Étienne et Nicolas Regnaud. Les frais s'élevèrent à 920 livres et les fonds n'étant sans doute pas versés assez vite entre les mains des fondeurs, ces derniers exercèrent des poursuites contre la commune.

Le 15 mai 1793 les dépenses n'étaient pas encore

(1) Les d'Hervilly étaient aussi seigneurs de Leschelles canton du Nouvion), où ils habitaient dans le château qui existe encore aujourd'hui et où réside le Comte Caffarelli, député de l'Aisne, descendant des d'Hervilly par sa grand'mère Julienne-Blanche-Louise d'Hervilly, qui épousa Marie-François-Auguste Comte Caffarelli, général de division et aide de camp de Napoléon I^{er}.

(2) Devise, 136 h., village du canton de Ham (Somme).

(3) Canisis, ch. l. de canton 684 h. (Manche).

entièrement soldées ; une délibération prise à la date de ce jour en fait foi.

Cette cloche qui existe encore et dont nous reparlerons tout à l'heure, fut refondue en face l'église, du côté Nord, dans le clos du *Sart* ou du *Savart*, près de la *Bouloir*.

La seule cloche datant de 1728 qui restait fut descendue le 17 Brumaire an II (7 novembre 1793) par les citoyens Charles Blond et François Blond, charron et maréchal à Sons, requis à cet effet ; ils demandèrent 12 livres pour l'exécution de ce travail.

C'est le nonidi du 9 frimaire (29 novembre) que la cloche fut chargée sur la voiture du citoyen Jean Levent, laboureur à Sons, pour être conduite au district de Laon, le lendemain.

Voici l'inscription de l'ancienne cloche, qui après avoir été la 1^{re}, est aujourd'hui la seconde des trois.

† Lan 1790 iay été bénite par M^{tre} Gabriel Aifre curé et nommée *Félicité* par le S^r Jean Nicolas Levent parain et par D^{lle}

 Félicité Labare maraine et aussi fondue du tems des S^{rs} Nicolas Fruchart maire et marguillier F. Pamart F. Lebègue I N

 Grandin F. Lebègue P A Lecat officiers municipaux et I G Lannée procureur de la commune de Sons.

Diamètre : 0,90 ; hauteur : 0,76.

Ornements : S^t Marc évangéliste avec son lion. — S^t Michel. — Croix fleurée terminée par 3 fleurs de lis et au centre des bras de la croix fleuron avec le monogramme I H S et au-dessous 3 clous. Le socle de la croix est fleuré et porte : Etienne Regnaud fondeur.

Grosse cloche.

✠ J'ai été bénite en 1897 par M^{gr} Duval, évêque de Soissons et Laon, assisté de M^r Branconrt Alphonse vicaire général ✠ et de M^r Guyenne Joseph curé doyen de Marle. M^r Joseph Poupart étant curé et M^r Gustave Viéville maire de Sons. ✠ Je m'appelle *Julie-Léonie-Louise-Joséphine-Dorothée*

✠ J'ai eu pour parrain M^r Léon Labare et pour marraine M^{me} Julie Paradis épouse de M^r J. Viéville (1). ✠ J'ai été offerte par messieurs et mesdames Cuvelette Léonice, V^{ve} Béguin, Grandin César, Labare-Grandin, Labare-Lebègue, Labare-Niquet ✠ Legrand-Poulain, Levent Alexandrine, V^{ve} Guïost, Pamart-Collier, Pamart Eugénie sœur S^{te} Victorine, Poupart Joseph, Viéville-Paradis.

Ornements. — S^t Joseph. — Vierge immaculée. — Crucifixion. — Dans un cartouche : Fonderie de Ch. Drouot à Douai (Nord).

3^e cloche.

✠ J'ai été bénite en 1897... (comme sur la grosse).

✠ Je m'appelle *Alexandrine-Marthe-Anna-Louise-Gabrielle*.

✠ J'ai eu pour parrain M^r Alexandre Legrand et pour marraine M^{me} Marthe Collier épouse de M^r Pamart Achille

✠ J'ai été offerte par la paroisse de Sons aidée de quelques bienfaiteurs étrangers Messieurs : Victor Labare président, Joseph Poupart, ✠ Gustave Viéville, César Grandin, Léon Labare, Alexandre Legrand, Théodore Quignon, membres du conseil de Fabrique.

(1) On doit lire G. Viéville et non J.

Ornements. — St^e Marthe avec palme. — Crucifixion. — St Louis roi de France avec mention sur le socle St *Louis*. — Vierge immaculée.

Dans un cartouche : Fonderie de Ch. Drouot à Douai (Nord).

C'est grâce à l'appel tout vibrant de confiance lancé par les membres du Conseil de Fabrique et par M. l'abbé Joseph Poupart (1), décédé curé de Sons le 22 janvier 1903, que la sonnerie paroissiale fut dotée de 2 cloches nouvelles.

Elles furent fondues à Douai le samedi saint, 17 avril 1897, dans l'atelier de M. Charles Drouot, qui exécuta loyalement son marché en donnant aux deux cloches nouvelles le *sol* avec 550 kilogr. et le *si* avec 320 kilogr. pour s'accorder toutes deux avec le *la* de la 2^e. Pour la fonte, livraison du métal, montage des cloches, modification du beffroi et fourniture d'un pédalier, M. Drouot demanda 3,500 fr.

Elles arrivèrent à Sons sur la place de l'église la veille de l'Ascension 26 mai et furent bénites le 30 du même mois par M. Brancourt, vicaire général au lieu et place de M. Duval, évêque de Soissons, qui était souffrant (2).

(1) Il adressa un appel écrit, daté du 23 juillet 1896, qui fut distribué à domicile. Le 26 juillet commença la souscription ; en une heure mille francs étaient souscrits M. Gustave Viéville, maire, et M. Léon Labare, Président du Bureau des marguilliers, accompagnaient M. le Curé.

(2) Le compte-rendu inscrit dans les Registres de la fabrique a aussi été publié dans le *Journal de l'Aisne* et *La Croix* ; un court résumé a paru dans la *Semaine religieuse* du diocèse, N^o du 5 juin 1897. — Des vues de la cérémonie furent prises sur place.

XIX.

Tavaux-et-Pontséricourt.

La commune de Tavaux-et-Pontséricourt possède deux églises ; l'une paroissiale, au village de Tavaux, et l'autre, simple chapelle vicariale, au hameau de Pontséricourt.

L'inscription de l'unique cloche de Tavaux est sur deux faces et est ainsi conçue :

Face Est

1^{re} ligne. — L'an 1873 j'ai été bénie par M. Bonnaire

2^e curé doyen de Marle

3^e M. Louis Legrand étant curé de Tavaux

4^e et M. Claude Virgile Wateaux étant maire de Tavaux

Face Ouest.

1^{re} ligne. — J'ai reçu le nom de *Valentine Marie Juliette* par

2^e M. Claude Virgile Wateaux époux de Valentine Dorigny cultivateur à Malaise

4^e et M. Marie Juliette Proisy épouse de M Ernest Govin

5^e notaire à Tavaux

Poids 652 kilogr.

Médaille : H. Perrin fondeur à Mézières.

Médaille représentant le Sauveur auréolé, tenant de la main gauche un globe surmonté d'une croix, et la main droite levée, avec cette inscription au-dessous : « Le très S^t Sauveur. »

Crucifixion. — Vierge immaculée.

Inscription de la cloche de Pontséricourt :

 Fondue en 1856 sous l'administration de

M. Caullier maire de Ponséricourt = (Tout ce qui suit est gravé en creux au burin) =

2^e et bénite par M^r L. V. A. Dumage curé Parrain
M^r Louis-Adolphe Catrin (1) cult^r à Ponséricourt.
Marraine M^{de} Ursule Lamarée

3^e épouse de M^r Caullier maire.

Sur la panse

Fonderie de Loiseau Liégault à Mézières.

Figures : Vierge mère avec sceptre. — Crucifixion.

Il y avait 3 cloches avant la Révolution.

XX.

Thiernu.

1 cloche. — Inscription sur 2 faces dans des cœurs enguirlandés :

1^{re} face.

1^{re} ligne. Lan 1847 j'ai été bénite par M

2^e Cyriaque Maur Chrysostome

3^e Leredde curé doyen de

4^e Marle et nommée

5^e Antoinette Adélaïde M

6^e Jean Baptiste

7^e Beauboucher étant

8^e curé desservant et

9^e M Charles Antoine

10^e Chalenton étant

(1) Louis-Adolphe Catrin, descendant d'anciens instituteurs de Dagny-Lamberg, où il est né, est décédé à Ponséricourt le 10 décembre 1883, dans sa 70^e année ; il était marié à Dieudonnée Bucquoy.

11^e Maire de

12^e Thiernu.

Au bas : Gallois, fondeur à Paris.

Figure : Vierge mère avec sceptre.

2^{me} face.

1^{re} ligne. — J'ai eu pour parrain M Jean

2^e Pierre Antoine Lefèvre

3^e Ancien cultivateur

4^e propriétaire et pour

5^e marraine dame Marie

6^e Rose Adélaïde

7^e Lefèvre

8^e Wardet (au burin en creux).

Figures : Dans le cœur Saint Bruno (buste), en prières devant une croix, un livre ouvert et au-dessous une tête de mort. — De chaque côté : 1 crucifixion et vierge.

Dans un filet au bas faisant presque le tour de la cloche on lit :

Gloire à Dieu au plus haut des cieux.

XXI.

Toulis.

Une seule cloche, qui n'est pas très abordable ni très propre, à cause des nombreux pigeons, et sur laquelle on lit :

† Antoinette svis nomée par messire Abraham (1) de Favcaux escvier seignr de Tovly Lvigny Parfonderve en partie

 et capitaine (2) d'une compagnie d'infanterie

(1) Abraham Foucaux.

(2) Pour capitaine.

dans le régiman de Rambvr entretenv pogr le service
du roy ET (1) madame

Antoinette de Flavigny sa *famme* fille de
lev Antoine de Flavigny escvier seignr de Ribavville
en son *vivan*

capitine dans le régiman du Plaissey Pralin
parin et *marine* † messire Pierre Liégeois cvré de
Tovly et dAvtrementcovrt

qui a este cure desdits lievx 51 ans leqvel a
resine a Me Martin Cocqvelere théologien 1647 Charle
Telier

Sur un autre filet sans signe indicatif :
et Iean Godin margvillier Nicolas Telier Ianne &
Marie Lote Marie Vassevr

Ni signature, ni ornements.

Diamètre 0^m80, hauteur 0^m69.

XXII.

Vesles-et-Caumont.

L'unique cloche porte l'inscription suivante :

1^{re} face.

1^{re} ligne. En 7B^{re} 1859 j'ai été bénite par Mr

2^e Bonnaire doyen de Marle en présence de Mr

3^e Lagneaux Nicolas Joseph maire de Vesles et
Commont

2^{me} face.

1^{re} Je suis nommée Marie Eugénie Charlotte par Mr

2^e Topin Jean Charles prop^{re} parrain & M^{lle} La-
gneaux

3^e Marie Angélique Appoline aussi prop^{re} mar-
raine.

(1) ET plus grand que les autres caractères.

Figures : Saintes femmes, séparant les 2 faces. — Cartouche avec cloche et la mention : Cavillier Solente. — Médaillon vierge mère, — 2^e méd. St Nicolas et les 3 petits enfants. — Crucifixion avec Sainte femme.

Cette cloche pèse 640 kilogr. ; l'ancienne en pesait 248. (Renseignements fournis par M. X. Cavillier déjà cité).

XXIII.

Voyenne.

Cette localité possédait jadis une sonnerie très puissante composée de 4 cloches ; la sonnerie d'Erlon pouvait sans doute rivaliser avec celle de Voyenne, car dans les environs on applique le dicton suivant aux cloches de ces deux communes :

Voyenne, Erlon,
Berlin (1), Bon ! Bon !

Le 12 brumaire, an II (17 octobre 1793) trois des cloches furent brisées dans le clocher ; on laissa la plus forte pour annoncer les assemblées, sonner le tocsin, etc.... Cette dernière cloche du poids de 1236 kilogr. 500 (2), fut refondue en 1860 pour faire place à une sonnerie complète.

Son inscription est parvenue jusqu'à nous, relevée soigneusement par M. Brucelle-Boutroy, qui la transcrivit lorsqu'on la descendit du beffroi en 1835 pour faire des réparations importantes au clocher (3).

(1) Pour *Drelin* !

(2) Renseignement fourni par M. X. Cavillier déjà cité.

(3) Ces derniers détails sont rapportés par M. l'abbé Puille, dans sa monographie paroissiale, ainsi que l'inscription que nous venons de transcrire.

M. Puille rapporte aussi, d'après le « Manuscrit com-

On lisait sur cette cloche :

« Au nom du Père, du Fils et du St-Esprit.

« En 1732, Pierre Daret, époux de Françoise Pinon, maire et greffier en la justice de Voyenne et receveur de MM^{ieurs} les vénérables prieur et religieux de l'abbaye de St-Jean de Laon, seigneurs dudit Voyenne, et Remy Gosset époux de Marie Beaurin échevin, m'ayant fait faire, du consentement de M. Chollet, curé de la paroisse, d'Antoine Lhotte époux de Marie Jeanne Coulbeaut, marguillier d'office de toute la communauté. Je fus nommée dans ma bénédiction : Marie-Madeleine-Célinie, par Jean Wateau, époux de Marie Jeanne Coulbeaut, et par Marie Madeleine Lefranc, épouse de Jean Lefèvre, fermiers des dits seigneurs, avec Jean Coulbeaut, époux de Marie-Anne Grouselle. »

Plus bas était écrit : Antoine Gosset, clerc, Jean Gentilliez choriste. Le poids de la cloche : 2500 livres.

Les nouvelles cloches fondues à Solente arrivèrent à Voyenne le 24 mai 1860 et furent bénites quelques jours après, dit M. l'abbé Puille.

Voici leurs inscriptions que nous avons relevées :

1^{re} cloche.

1^{re} face.

1^{re} ligne. — Lan 1860 jai été bénite par Mr Etienne Bonnairè curé

munal » qu'il y avait une cloche de 1683 et d'autres de 1694. En 1683, 45 sols furent payés au notaire Lehault de Marle, pour avoir passé le traité d'achat de la cloche le 10 octobre de cette année.

Le 17 décembre 1694, Jacques Beaurin reçoit 9 livres 4 sols pour réparations à la penture de la moyenne cloche. Cette dernière pouvait être antérieure ou postérieure à celle de 1683.

2^e doyen de Marle assisté de M^r Victor Florentin
Thomin curé

3^e desservant de Voyenne M^r Louis Valentin Mai-
reaux maire

4^e M^r Dussolon secrétaire.

2^{me} face.

1^{re} Mon parrain M^r Louis Vain Maireaux & ma
marraine dame

2^e Euphrasie Legris épouse de M^r Brucelle prési-
dent du conseil de

3^e fabrique mont nommée Valentine Euphrasie
Venez réjouissons nous

4^e faisons éclater nos transports dallégresse devant
le Dieu de notre salut

Médaille avec cloche : Cavillier à Solente.

Emblèmes : Evêque crossé et mitré. — Vierge
mère assise dans un médaillon. — Crucifixion entre
2 saintes femmes debout. — Les faces séparées par
une sainte quelconque.

Poids 2,099 livres.

2^{me} cloche.

1^{re} face, même inscription que sur la 1^{re}.

2^{me} face.

1^{re} Mon parrain M^r Alphonse Gentilliez Wateau
conseiller

2^e darrondissement & ma marraine dame Félicie
Turquin épouse de

3^e M^r Brucelle mont nommée Alphonsine Char-
lotte †

4^e Chantez le seigneur & la magnificence de ses œuvres.

5^e Annoncez les a toute la terre.

Les 2 faces séparées par une Sainte.

Ornements : Crucifixion avec Sainte femme. —
Médallions : dans l'un évêque crossé et mitré et dans l'autre St Pierre avec clef.

Cartouche : Cavillier & F. L. Solente.

Poids 1,564 livres.

NOTA. — La 1^{re} face de la seconde cloche diffère de la 1^{re} par le mot : Eloⁱⁿ.

3^{me} cloche.

1^{re} face comme sur la 1^{re}.

2^{me} face.

1^{re} ligne. — Mon parrain a été Mr Jean Baptiste Brucelle Boutron

2^e ma marraine dame Eugénie Duflot veuve de M^r

3^e Brucelle mont nommée Jeanne Eugénie

4^e Chantez au Seigneur un cantique nouveau que sa

5^e louange réside dans l'assemblée des saints.

Ornements comme sur la 2^e. — Crucifixion sans Sainte femme ; tête de mort au pied de la croix.

Poids 1,083 livres.

L'horloge de l'église possède 3 timbres. Sur l'un d'eux, le plus fort, nous avons pu lire ce qui suit :

1^{re} ligne. — Nous avons été fondues en 1854

2^e pour M^r A^{te} Calame ingénieur horloger mécanicien à Rethel

3^e Membre de plusieurs académies

4^e et sociétés savantes de France et d'Angleterre

5 Médailles dor et d'argent.

Au bas : Fonderie Loiseau Liégaut à Mézières (1).

CLOCHES DU CANTON DE MARLE.

Notes complémentaires.

§ 1.

Les cloches de Bosmont.

Voici deux faits absolument exceptionnels dont l'explication est difficile à trouver et qui sont presque des problèmes d'histoire locale :

1^o L'échange d'une cloche de Bosmont contre deux cloches de l'église Notre-Dame de Rozoy, supprimée, échange consentie par le *Directoire du District de Laon* à la condition de remettre audit District le surplus des cloches de Rozoy (2). Cet échange fait parce que les habitants de Bosmont voulaient trois cloches comme ils les avaient anciennement, contre deux autres concordant avec l'une des deux qu'ils avaient, a été réalisé entre le 22 novembre et le 27 décembre 1791.

(1) D'après la monographie de M. Puille (manuscrite), il a trouvé dans le manuscrit communal que la plus ancienne horloge de l'église remontait à l'an 1711 et qu'elle avait été construite par Pierre Foucart, menuisier et horloger, demeurant à Housset, moyennant 190 livres. Cette horloge fut remplacée en 1854. Les timbres portent aussi cette date.

(2) Il faut entendre le surplus en poids.

2° L'échange du jeu de cloches formé avec celles de Rozoy, contre une sonnerie concordante de trois cloches à St-Quentin ou à l' « *Hôtel de la Monnoye de Lille* », parce que la grosse cloche (1) était cassée, échange réalisé entre le 6 mars et le 8 avril 1792.

N'est-il pas vraiment extraordinaire en effet que malgré le décret du 25 juin 1791 qui proscrivait toutes les cloches (plus tard on en réserva une), nous trouvions depuis le 22 novembre 1791 jusqu'au 8 avril 1792, sept délibérations relatives aux échanges de cloches relatés ci-dessus où diverses administrations sont compromises par des arrangements avec la commune et contraires aux décrets.

Voici du reste résumées succinctement ces délibérations avec quelques éclaircissements nécessaires pour nos lecteurs.

1° 22 novembre 1791. — La municipalité émet le vœu de tous les citoyens qui désiraient avoir trois cloches et décide que deux députés porteraient les vœux au Directoire du District de Laon pour être autorisés à enlever les deux susdites cloches de Rozoy aux offres de remettre poids pour poids.

2° 27 décembre 1791. — Le Directoire du district a accepté l'échange puisque la présente délibération indique le poids de 1739 livres à remettre à messieurs les *administrateurs du district de Laon* et le moyen adopté pour se libérer.

3° 3 février 1792. — On vient de s'apercevoir que la grosse cloche est cassée et le conseil donne pou-

(1) Comme M. Albert Delamé nous pensons que la grosse cloche s'est trouvée cassée dans les diverses manœuvres qu'elle a subies et que c'est la seule cause qui a déterminé le nouvel échange.

voir à Jean-François Delamé laboureur et notable de s'adresser au district de St-Quentin ou à l'hôtel de la Monnaie à Lille pour échanger les cloches avec d'autres « s'il s'en trouve des convenables. »

4° 19 février 1792 (1). — L'échange doit avoir lieu à Lille, à la suite d'une démarche de Jean-François Delamé qui s'y est rendu et il est fait une adjudication pour la conduite des cloches à Lille et le retour des nouvelles.

5° 6 mars 1792. — Avant le départ pour Lille il est rendu compte du poids des trois cloches qui se trouvait monter au total à 4996 livres de 14 onces.

6° 11 mars 1792. — Avant le retour des cloches, la municipalité réglemente les sonneries (2).

7° 8 avril 1792. — Au retour de Lille, il est donné connaissance de l'excédent du poids des cloches qui est de 1078 livres et le conseil avise pour le paiement ; il décide la vente d'usages vacants et terrains anticipés.

Tous les faits mentionnés ci-dessus ne prouvent-ils pas surabondamment les transactions successives passées avec le département et la Monnaie de Lille en pleine période révolutionnaire et malgré les décrets ?

N'est-ce pas un défi jeté par les administrations communales, départementales et nationales (la Monnaie de Lille) aux actes du gouvernement ?

Comment expliquer ces échanges, cet envoi d'anciennes cloches et le retour de cloches plus puissantes à une époque où elles étaient condamnées ?

(1) Page 13, ligne 27, au lieu de lire 6 février, lire 19.

(2) Voir page 14. — Le 26 mars la sonnerie est adjugée à Jean-Pierre Férez pour 24 livres.

Il est vrai que le grand enlèvement des cloches n'eut lieu qu'en novembre et décembre 1793 (1).

Et Cilly et Sons-et-Ronchères qui firent fondre, la 1^{re} trois cloches et la seconde une en 1790, alors que les biens du clergé étaient décrétés d'aliénation ?

Folembray fait fondre 3 cloches en 1792 et Hirson trois en 1793 ; deux furent enlevées peu après.

§ II.

Résumé général.

D'après la délibération du 22 novembre 1791 on voit qu'il y a eu autrefois *trois cloches à Bosmont* et qu'il y en a *actuellement deux* puis qu'il y est dit : « que les deux susdites cloches pourraient concorder avec *celle des deux* qui se trouve actuellement bonne dans notre église » elle émet le vœu de tous les citoyens « qu'ils désireraient avoir trois cloches » et elle envoie au Directoire du district de Laon deux députés chargés d'obtenir l'autorisation d'enlever les deux cloches de Rozoy, devenues inutiles.

Cette autorisation est accordée puisque la délibération du 17 décembre 1791 nous fait comprendre qu'après avoir rendu la mauvaise cloche il manquait pour compléter l'échange 1739 livres de métal qui ont été rendus au District de Laon par l'intermédiaire de Brizet Marchand à Liesse ou de Bauvet Marchand cloquement (2) au prix de 27 sols.

Après l'installation des cloches de Rozoy on s'aperçoit (Délibération du 3 février 1791) que la grosse cloche est cassée et que (Délibération du 6 mars 1791) la petite se trouve discordante à la

(1) Les archives communales sont muettes à ce sujet.

(2) Cloquement pour marchand de cloches.

moyenne. C'est alors que le Conseil donne pouvoir à Jean-François Delamé de trouver à St-Quentin ou à Lille une sonnerie cordante de trois cloches. Cette sonnerie est trouvée à Lille.

(19 février 1792) Jean-Charles Leclère de Marle conduit les cloches du poids de 4996 livres de 14 onces (4371 livres normales) et ramène les nouvelles qui excèdent les anciennes de 1078 livres pour le prix de transport de 200 livres. Les cloches de Lille devaient donc peser $4371 + 1078 = 5449$ livres. L'excédent a été payé 25 sols la livre.

Poids des cloches d'après les données d'autre part.

Les deux cloches existant au 22 novembre 1791 devaient peser $4371 - 1739 = 2642$ livres.

Les trois composées des deux de Rozoy pesaient 4371 livres normales et les trois cloches de Lille 5449 livres.

Cette solution n'est juste qu'autant que toutes les pesées n'ont pas été faites au poids de la livre de 14 onces.

§ III.

Chapelle de Notre-Dame de la Paix-St-Antoine.

Un petit monastère fut fondé au XI^e siècle à l'emplacement où s'élève aujourd'hui la ferme actuelle de Saint-Antoine ; la fondation en fut confirmée par Louis IX en 1244 (1). Son église fut édiflée par

(1) Fondé en 1240. — Ach. Palant, Etude sur les localités détruites, p. 41.

Thomas de Coucy, seigneur de Vervins. En 1271, Ponsilie, fille de Henry de Lambercy donna à cette église cinq sols parisis pour le « remède de son âme ».

Ce monastère détruit en 1440 par les Anglais vit s'élever à sa place en 1540 l'hôpital Saint-Antoine. L'église était remplacée par une chapelle. C'est sans doute peu après que l'hôpital fut transformé en exploitation agricole connue sous le nom de Paix St-Antoine:

La famille Sohier fut fermière de cette ferme dès 1725. Une croix en face de la ferme en rappelle le souvenir. Nous avons relevé l'inscription suivante gravée sur le socle :

« A
la famille Sohier
de N^e-D^e de la Paix
St-Antoine
1725
et en souvenir du
pèlerinage
M^{me} V^e Aubert
petite-fille et mère
13 juin 1863. »

Sur le derrière de la pierre du socle on lit :

« Posée par Jules Félix Désiré Aubert, âgé de 4 ans. »

FIN.

L'ANCIEN PALAIS DES ROIS A LAON

L'étude de la topographie ancienne de Laon est sans contredit l'une des plus attachantes que puisse présenter l'histoire de cette ville au Moyen âge. L'antique cité a beaucoup conservé, en effet, de son aspect primitif, et l'on a pu dire avec moins d'exagération qu'il pourrait sembler que « les contemporains de Charles-le-Simple la reconnaîtraient. » (1).

Ils n'y retrouveraient plus cependant, entre autres édifices disparus, l'ancien palais des Rois, qui dut jeter jadis sur la ville un si grand éclat. On connaît le rôle prépondérant de cette place-forte à la fin de la période carolingienne (2) : dernière possession de la dynastie de Charlemagne, elle vit se jouer les destinées de toute une race de nos Rois et celles de la France elle-même : « quand il n'y avait plus de France, il y avait Laon » (3). A cette époque, Laon était considéré comme la capitale du royaume ; mais il convient de ne pas attacher à cette épithète que lui appliquent les contemporains (4) d'autre sens que celui de résidence habituelle. De fait, les derniers

(1) G. Hanotaux, *Impressions de France. Une ville moyenne : Laon*, dans *Revue des Deux Mondes*, 1901, t. II, p. 1. Cet article a été reproduit dans *l'Énergie française*, 1902, p. 15 et 19, du même auteur.

(2) Pour l'histoire de cette période, voy. surtout F. Lot, *Les derniers Carolingiens* (1891).

(3) G. Hanotaux, *loc. cit.*

(4) « Laudunum, ubi ex antiquo regia esse sedes dinoscitur », Richer, *Historiarum libri IV*, l. III, c. II, dans Pertz, *Scriptores (Monumenta Germaniæ historica)*, III, 610.

rois carolingiens y firent de fréquents séjours (1). Leur palais était situé près de l'abbaye royale de Saint-Jean, qu'il semble même avoir compris dans son enceinte (2), non loin du lieu où devaient s'établir au commencement du XII^e siècle les Hospitaliers de Jérusalem (3). Une tour que Louis d'Outre-

Plusieurs diplômes du roi Lothaire sont datés de Laon, « urbs regia », (*Historiens de France*, IX, 645, 646 et 651). Cette expression se retrouve dans une lettre de Gerbert (éd. Havet, n° 119). Dans la chanson de Raoul de Cambrai (éd. P. Meyer et Longnon, vers 5912), Louis IV est appelé roi de Monloon (*Mons Lauduni*,. Cf. Lot, *op. cit.*, 181 et Lauer, *Louis IV d'Outremer* (1899), p. 13, n. 4.

(1) Voy. un relevé des dates d'actes donnés à Laon et attestant la présence du Roi dans la ville : Bibliothèque nationale, *Collection de Picardie*, t. 236 bis, fol. 5 et 19. (Papiers de Dom Bugniâtre).

(2) Deux diplômes de Lothaire de 954 et 958 portent, en effet, la date de lieu suivante : « Datum in palatio Lauduni Clavati, apud monasterium sancti Joannis, etc. » (*Hist. de Fr.*, IX, 615 et 622). Cf. Dom Varoqueaux, *Mémoires pour servir à l'histoire... de Laon*, dans *Collect. de Picardie*, t. 185, fol. 20 — Jusqu'à sous le règne de Louis VII, les Rois eurent d'ailleurs dans l'abbaye, droit de gîte et de procuration. Voy. une charte de ce souverain, de 1143, dans Luchaire, *Histoire des institutions monarchiques de la France sous les premiers Capétiens*, 2^e édit., II, 298. Cf. du même, *Études sur les actes de Louis VII*, n° 122, et *Collect. de Picardie*, t. 235, fol. 177; t. 267, fol. 28 v° et t. 268, fol. 22 v°.

(3) Voir l'acte de vente, en août 1289, d'« une maison... seant en la rue qu'on dist la Viez-Court le Roi a Laon, entre la maison de l'Hospital, d'une part, ... et, par derrière, jusques a la rue deseur les murs par ou on va de Saint-Jean-l'Abie seur les murs au charbon. » (Mannier, *Les Commanderies du grand prieuré de France*, p. 529). En décembre 1290, Flament dit de Bourguignon,

mer avait fait édifier avant l'année 949 (1) et dont Charles-de-Lorraine renforça les défenses en 988 (2), y était attenante. On sait qu'elle avoisinait une porte de la ville (3), qui ne saurait être que la porte connue au Moyen-âge sous le nom de *Porte royale* (*Porta regalis*), en langue vulgaire *Porte Royé* (aujourd'hui *Porte d'Ardon*), ainsi dénommée par suite de sa proximité avec la cour des Rois (4). Dans l'enceinte murée du palais s'élevait une chapelle dédiée aux SS. Corneil et Cyprien, construite vrai-

écuyer, donnait aux Cordeliers « une place close de murs, sise dans la vieille court du Roi, devant l'Hospital » (*Collect. de Picardie*, t. 267, fol. 3 v^o et 84 v^o). Cf. plus loin, p. 179 et note 1.

(1) « ... Turrim regiæ domus.., quam ipse (Ludovicus) ad portam castri fundaverat » (Flodoard, *Annales*, dans Pertz, *Scriptores*, III, 398-399).

(2) « ... Turris, quæ adhuc muris humilibus perstabat, pinnis eminentibus extruxit (Carolus) fossisque patentibus circumquaque vallavit » (Richer, l. IV, c. XVII, éd. Pertz, III, 635). Le même annaliste ajoute plus loin (c. XIX) : « Turrim quoque potioribus edificiis intra et extra dilatat ac firmat ». — D'après M. Lot (*op. cit.*, p. 233, n. 2), ces travaux durent être effectués après la fin d'août 988.

(3) « Ad portam castri », écrit Flodoard dans le passage cité *supra*, n. 1. Le même auteur répète un peu plus loin : « ... turri ante portam ».

(4) Le 10 juin 1341, le prévôt de la cité baillait à cens une maison appartenant au Roi, sise près de la porte du cloître Notre-Dame, « devers porte Royé, tenant ... a la place devant Saint-Cornille » (ancienne chapelle du palais) : Archives nationales, JJ. 74, fol. 133 v^o, n° 236. Voir aussi une charte royale de 1136 dans Luchaire, *Louis VI*, n° 565. — C'est tout à fait sans fondement que Melleville (*Histoire de ... Laon*, I, 49 et 68) nie la proximité du palais carolingien avec la porte en question. Cf. Devisme, *Histoire de ... Laon*, II, 103.

semblablement à deux étages, et desservie par un seul chapelain (1). En 1151 ou 1152, le Roi la donna aux curés de la ville, dont la communauté se plaça, dès lors, sous le vocable de ces deux saints (2).

Dès le règne de Louis VII, les bâtiments de la cour carolingienne paraissent avoir été abandonnés, en raison, sans doute, de leur mauvais état de conservation ou de leur insuffisance. Mais l'emplacement de l'ancien palais semble être resté inoccupé jusque dans les dernières années du règne de Saint-Louis. A cette époque, le Roi, après avoir d'abord projeté de transférer le couvent des Frères mineurs du *Champ-Saint-Martin*, où ils s'étaient primitivement fixés (3), derrière le nouveau palais dont il va être question (4), leur permit de s'établir dans l'ancienne

(1) Voy. une charte de Louis VII, de juin 1147, en faveur du chapelain Gautier, dans Luchaire, *Étude sur les actes de Louis VII*, n° 221, p. 170 et 384. L'original, que n'a pas connu M. Luchaire, est dans la *Collect. de Picardie*, t. 286, n° 1. Cf. *ibid.* t. 283, n° 30 et t. 235, fol. 226.

(2) Luchaire, *op. cit.*, n° 263. Cf. *Collect. de Picardie*, t. 257, fol. 12 ; t. 283, n° 30 ; t. 286, n° 2, et Archives nation., R 4 935. Voir Leleu, *Histoire de Laon* (Biblioth. de Laon, ms. 551), I, 621-622 ; Melleville, *Hist. de ... Laon*, I, 87, et du même, *Les églises de Laon*, p. 7 et 15-16.

(3) En novembre 1234, sur une terre qui leur avait été abandonnée par le chapitre (*Cartulaire de Jacques de Troyes*, aux archives de la cathédrale, fol. 108 ; *Collect. de Picardie*, t. 267, fol. 56 v°, 80 v° et 237 v°. Cf. Dom Varoqueaux, *ibid.*, t. 186, fol. 170 v°). — Le P. Lelong (*Histoire ... du diocèse de Laon*, p. 294) dit à tort que les Frères mineurs s'établirent dès 1234 dans l'ancienne cour royale.

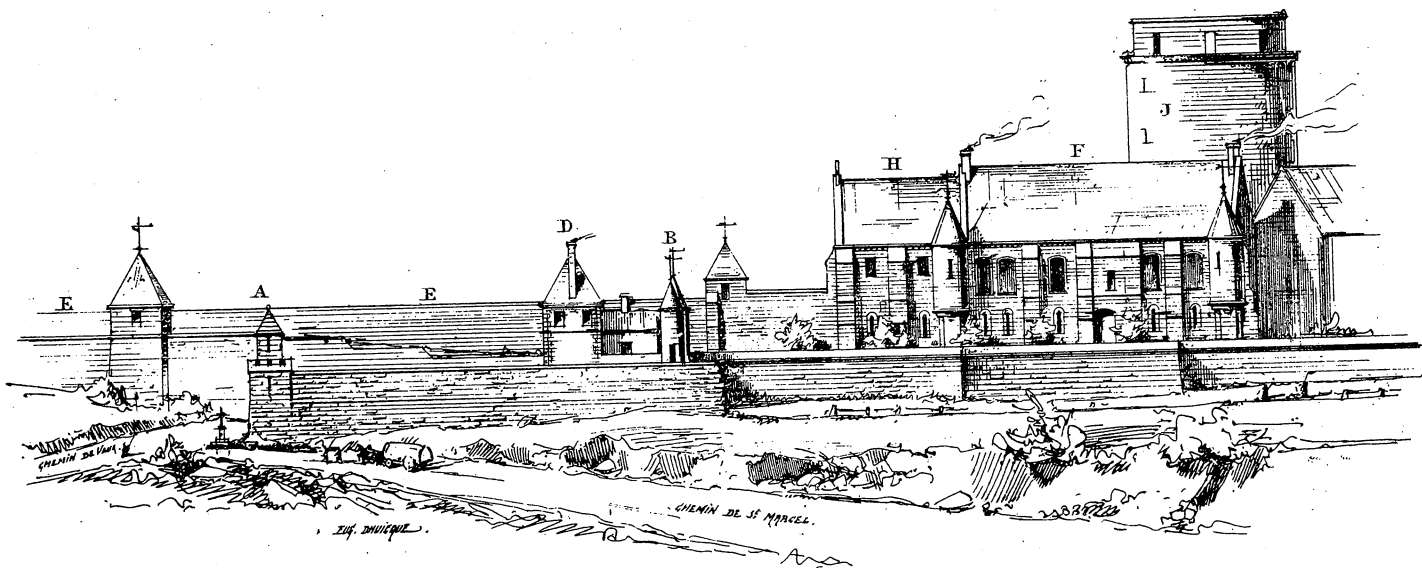
(4) Cela ressort de l'acte d'acquisition, en octobre 1255, au nom du Roi, d'une maison sise « derrier la maison monsieur le Roi de France, par devers Saint-Marcel », et dont il voulait faire don aux Frères « por edifier et por eaus herbergier » (Bibliothèque de Laon, carton 3, n° 8).

cour carolingienne, « ad illum quarellum qui proten-
« ditur a calceia Nebulariorum usque ad veterem
« curiam Regis, et a ruella domui hospitalis Jeru-
« salem de Bonacurte et domui hospitalis Beate-
« Marie usque ad vicum Santi-Cornelii » (1).

(1) Sur l'établissement des Cordeliers dans la vieille cour royale, qui souleva de vives et longues difficultés tant de la part des bourgeois que des moines de Saint-Jean, voir les textes suivants : Charles de : Louis IX, de mars 1269 (Biblioth. nation., *Collect. Moreau*, t. 194, fol. 150 et *Collect. de Picardie*, t. 110, fol. 80 ; t. 261, fol. 211 ; t. 267, fol. 3 v°, 81, 83 r° et v°) ; — Guillaume de Troyes, évêque de Laon, de juillet 1270 (*ibid.* t. 267, fol. 3 v° et 83 r° et v° ; cf. Leleu, *op. cit.*, I, 939 ; — Guillaume de Châtillon, évêque de Laon, du 25 octobre 1283 (*ibid.* t. 267, fol. 82 v° et 83 r° et v°) ; — bulles de : Grégoire X, du 29 août 1272 (*ibid.*, fol. 81 v° et Archives de l'Aisne, H. 6) ; du 4 septembre 1273 (Beauvillé, *Recueil de documents inédits concernant la Picardie*, I, 30) et du 1^{er} octobre 1274 (*Collect. de Picardie*, t. 267, fol. 82) ; — de Nicolas IV, du 2 septembre 1290 (*ibid.*, fol. 85 v°. Cf. Potthast, n° 23,377 et E. Langlois, *Les registres de Nicolas IV*, n° 3114) ; — lettres de : l'archidiacre de Laon et d'Aubert de Marle, chanoine de Laon, de 1273 (*Collect. de Picardie*, t. 267, fol. 83 v° et 84 v°) ; — Nicolas, archidiacre, et de l'official de Laon, de 1283 (*ibid.* fol. 83) ; — arrêt du Parlement du 11 novembre 1270 (Beugnot, *Les Olim*, I, 186, n° VI ; cf. Boutaric, *Les Actes du Parlement de Paris*, I, p. 149, n° 1584) ; — deux requêtes des Cordeliers au Roi, s. d., l'une postérieure à 1272 (*Collect. de Picardie*, t. 267, fol. 8 ; cf. Leleu, I, 943), et l'autre de vers 1298 (*Collect. de Picardie*, t. 286, n° 22). — Voyez enfin une charte de Philippe IV, d'avril 1298 (*ibid.*, t. 267, fol. 85 v°) et de Philippe VI, de mars 1341 (Arch. nation. JJ. 74, fol. 183 v°, n° 3111. — Cf. Dom Varoqueaux, dans *Collect. de Picardie*, t. 186, fol. 273 et sq. ; Melleville, II, 122, et Taiée, *L'abbaye de Saint-Jean*, dans *Bulletin de la Société académique de Laon*, t. XXI, (1876), p. 236 et sq. — D'après Gonzagua,

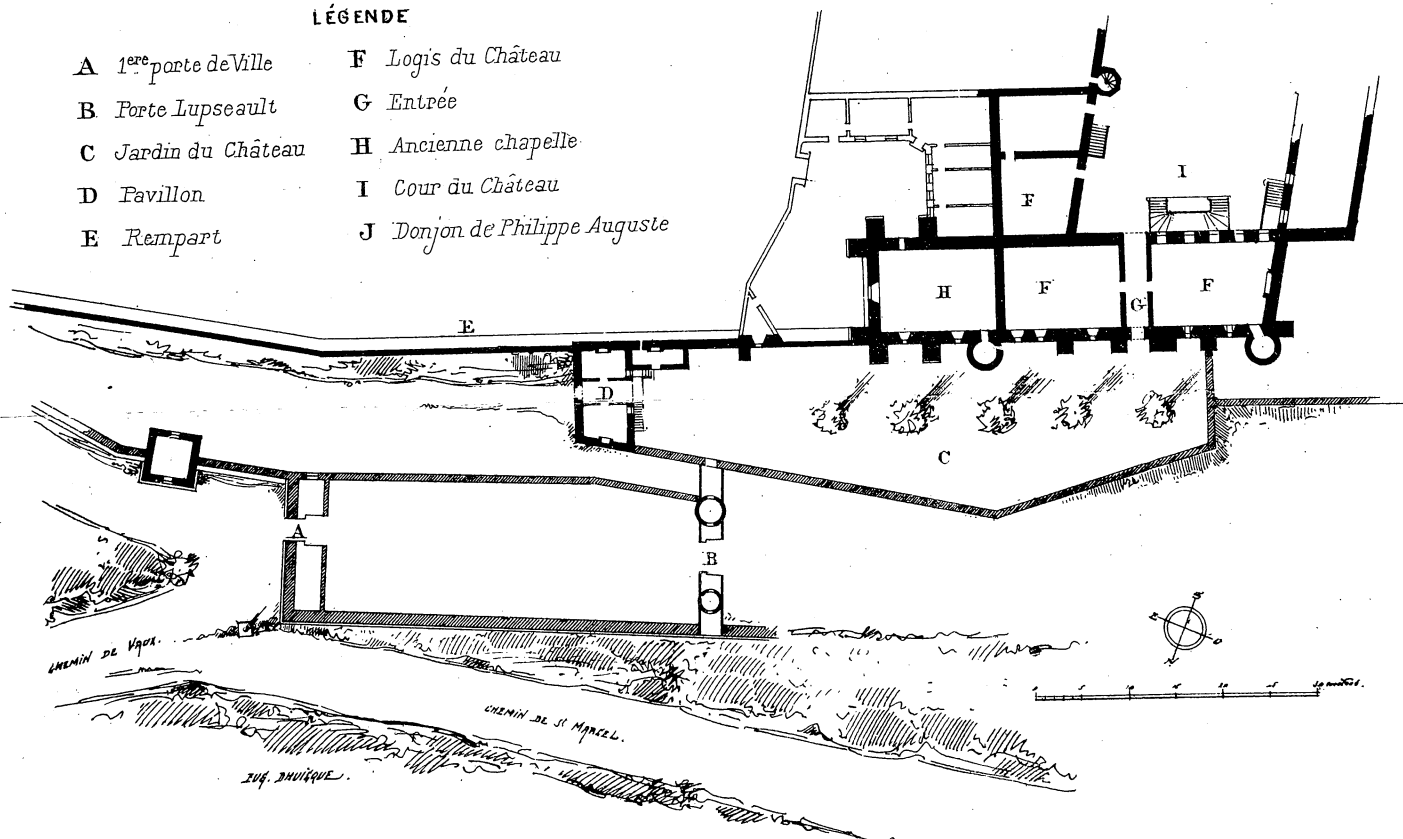
Ancien Palais des Rois.

Plan et Elevation



LÉGENDE

- | | |
|----------------------------------|------------------------------|
| A 1 ^{re} porte de Ville | F Logis du Château |
| B Porte Lupseault | G Entrée |
| C Jardin du Château | H Ancienne chapelle |
| D Pavillon | I Cour du Château |
| E Rempart | J Donjon de Philippe Auguste |



Le palais que les premiers Capétiens occupèrent pendant leurs séjours assez fréquents dans la ville (1), s'élevait à l'extrémité occidentale de la cité, sur l'emplacement de la place actuelle de l'Hôtel-de-Ville. Sa disposition d'ensemble, telle du moins qu'elle était encore à la fin de l'ancien régime, nous est assez bien connue, grâce surtout à un relevé exécuté vers 1751, et aujourd'hui conservé aux archives de la ville de Reims (Voir la planche ci-contre). (2).

Le corps de bâtiment principal et la chapelle qui s'y trouvait adossée se dressaient au Nord, à proximité de l'église Saint-Remi (3) et leur façade postérieure dominait le quartier de l'Éperon et l'ancienne porte Lupsault (4).

De origine Seraphicæ religionis Franciscanæ (1587), p. 560, et Wadding, *Annals Minorum*, IV, 300, l'église élevée par les Frères dans leur nouvelle résidence n'aurait pu être consacrée qu'en 1360.

(1) Il est intéressant de remarquer qu'au début du XII^e siècle Guibert de Nogent donne encore à Laon le titre de capitale du royaume : « Civitas hæc, cum caput regni sit, etc... » (*De Vita Sua*, l. III, c. XII, éd. d'Achery, p. 510). Le même auteur écrit aussi (*ibid.*, c. XIV, p. 514) : « Specialiter inter urbes Franciæ tota est regia. »

(2) Fonds de l'abbaye de Saint-Remi, prieuré de Corbeny, liasse 216, n° 14. Ce plan fut dressé à l'occasion d'un procès intenté à la ville par le prieuré, au sujet de la propriété du jardin du palais.

(3) Voir l'acte de vente, en juin 1253, d'une maison sise « ante ecclesiam Sancti-Remigii-in-Plateam Laudunensem, contiguam muro curie domini Regis in Lauduno » (Arch. nat., L. 996, n° 98).

(4) Dans une gravure exécutée en l'an VIII par Tavernier et Née (*Voyage pittoresque de la France*, département de l'Aisne, pl. II) et représentant la porte Lupsault (porte de Vaux), on distingue assez nettement l'ancienne chapelle du palais.

Dédiée à la Vierge et à St-Thomas, cette chapelle avait été édiflée par Louis VII dans la dernière année de son règne (1). Le chapelain affecté au service des deux oratoires (2) ajoutait à certains revenus fixes, assignés en partie, au XIII^e siècle, sur la commune de Crépy-en-Laonnois (3), diverses perceptions en nature, pendant le séjour au palais de la famille royale ; mais il était tenu de partager celles-ci avec les chapelains qui pouvaient accompagner la cour dans ses déplacements, ou bien encore avec le chapelain particulier de la Reine.

A partir du premier quart du XIV^e siècle, la chapelle fut desservie par les frères de Saint-Nicolas-

(1) Ed. Tardif, *Monuments historiques*, n° 681. Cf. Lu-chaire, n° 767 ; Arch. nat. R⁴ 985, et *Coll.-ct. de Picardie*, t. 258, fol. 14 v° et t. 267, fol. 260. Cet acte fut confirmé par Louis IX en avril 1247 (*ibid.* t. 246, fol. 214 v° et t. 267, fol. 260). Un inventaire du XVIII^e siècle (Arch. nat. R⁴ 985) mentionne aussi une confirmation de Philippe-Auguste, de 1194, qui ne semble pas s'être conservée. — Cf. Melleville, *Hist. de ... Laon*, I, 95, et *Les églises de Laon*, p. 15.

(2) Deux chartes, l'une de septembre 1254 et l'autre de juin 1256, mentionnent messire Asson comme chapelain du palais de Laon (Arch. nat. J 442, n° 6 et *Collect. de Picardie*, t. 286, n° 14).

(3) Voir un compte de cette commune, du 10 novembre 1260 : Arch. nat. J 385, n° 25 ; éd. de Laborde, dans *Layettes du Trésor des Chartes*, III, p. 553, n° 4644, et Dufour, dans *Mémoires de la Société des Antiquaires de Picardie*, t. XV, p. 638 : indiqu. Giry, *Documents sur les relations de la royauté avec les villes...*, p. XXVII, n° 38. — Le chapelain de Laon était, en outre, vêtu aux frais du trésor royal. Cf. un compte des bailliages, de 1285, dans *Hist. de Fr.*, XXII, 633, et un autre, de 1299, dans Gravier, *Essai sur les prévôts royaux...*, *Nouvelle revue historique de droit...*, 1903, p. 823 (et à part).

Cordel, de l'ordre du Val-des-Écoliers (1), puis, après la suppression de ce prieuré, en 1609, par les Minimes (2).

C'est dans la chapelle du palais que se célébrait au moyen-âge la messe solennelle marquant l'ouverture des assises du bailliage de Vermandois, qui, à Laon, se tinrent à la cour royale (3).

Construit à deux étages, comme la plupart des chapelles privées au Moyen-âge, cet édifice, de plan rectangulaire et assez exactement orienté, se terminait par un chevet plat, percé d'une grande baie en plein cintre et épaulé aux angles par des contreforts à double ressaut. Au Nord le rez-de-chaussée était éclairé par deux fenêtres cintrées, largement ébrasées à l'intérieur et à l'extérieur. De part et d'autre de ces ouvertures s'élevait un contrefort semblable à ceux du chevet. Une tourelle cylindrique en encorbellement, éclairée par une archère et recouverte d'un toit en poivrière, s'appuyait au mur de la façade septentrionale. L'étage supérieur, dont les fenêtres

(1) Charte de Louis X d'août 1315 (Arch. nat., R⁴ 985 et *Collect. de Picardie*, t. 230, fol. 91 et t. 267, fol. 260 v°), confirmée par Philippe V en juin ou juillet 1320 (*Collect. de Picardie*, t. 230, fol. 95 et t. 267, fol. 260 v°). Cf. des lettres d'amortissement de novembre 1344, en faveur des chapelains du palais : Arch. nat., JJ. 75, fol. 262, n° 595.

(2) Cette suppression, autorisée par une bulle de Paul V, le 13 janvier 1609, fut ratifiée par lettres-patentes du 8 mars de la même année et du 8 février 1611 (Arch. nat., X^{1a} 8647, fol. 135 v°, et R⁴ 985). Cf. Dom Varoqueaux dans *Collect. de Picardie*, t. 187, fol. 145 v° et 146 v° ; Devisme, II, 79 et 107, et Melleville, II, 92-93.

(3) Voir un règlement relatif aux assises du bailliage de Vermandois à Laon, du 14 juin 1461 : Bibliothèque de Reims, *Cartulaire de la ville de Laon*, fol. 20.

avaient été refaites, se trouvait abrité par une toiture à double rampant. Malheureusement le relevé auquel cette courte description est empruntée ne donne aucune indication sur la disposition intérieure de l'édifice. Autant qu'on en puisse juger par ce document, cette chapelle, par ses caractères architectoniques, paraît pouvoir être identifiée avec celle qu'avait fait construire Louis VII, en 1179. Aussi, est-il probable que la reconstruction totale qui en avait été décidée en 1733 ne fut pas exécutée, et que l'état de délabrement dans lequel elle se serait trouvée à cette date doit surtout s'entendre de l'effondrement des voûtes (1). Quoiqu'il en soit, telle qu'elle est représentée dans le plan de vers 1751, — qui la mentionne du reste comme une « ancienne chapelle », — elle n'a rien assurément d'un édifice contemporain du règne de Louis XV.

Le corps de logis à l'extrémité duquel elle s'élevait présentait sur sa façade Nord les mêmes caractères, et ces deux constructions devaient être contemporaines.

Ce corps de bâtiment, également construit à deux étages et sur plan rectangulaire, était éclairé au rez-de-chaussée par des fenêtres semblables à celles de la chapelle, épaulé par des contreforts du même genre et flanqué aussi d'une tourelle cylindrique en encorbellement. Toutefois, les grandes baies rectangulaires du premier étage n'avaient aucun caractère d'ancienneté. Cet étage renfermait la grande salle du

(1) Voir un arrêt du Conseil des finances du 14 juillet 1733, ordonnant de procéder à l'adjudication au rabais des réparations et constructions nouvelles à faire au palais de Laon (Arch. nat. E 1095 A, n° 56. Cf. *ibid.* R 4 985, et Archives de Reims, *loc. cit.*).

château, dans laquelle se tinrent au Moyen-âge les assises du bailliage de Vermandois et de la prévôté foraine (1), puis, à partir du XVI^e siècle, les audiences du Présidial et enfin, au XVIII^e siècle, les bureaux de l'Élection (2). Quant au rez-de-chaussée, il était affecté à la conciergerie du palais.

Entre ce bâtiment et les murs de la ville s'étendait un jardin assez étroit, formant terrasse. La compagnie des archers en avait obtenu la libre disposition pour s'exercer au tir. Un petit pavillon, occupé au XVIII^e siècle par la maréchaussée (3), s'élevait à l'extrémité Nord de ce jardin, sous lequel étaient ménagés de vastes sous-sols voûtés, encore existants, et qui servirent successivement de celliers, de prisons, d'atelier monétaire (4), d'arsenal (5), et enfin

(1) Le château royal est appelé dans plusieurs textes du XIV^e siècle « maison des plaiz du Roi » (Arch. nat. JJ. 72, fol. 27, n^o 27 et JJ. 74, fol. 423, n^o 699). Plusieurs actes de la prévôté foraine sont donnés « in curia domini Regis apud Laudunum ». Voir, par exemple, une charte de mai 1244 (*ibid.*, L. 995, n^o 91).

(2) *Ibid.* R 4^e 1141, fol. 95. Cf. Leleu, I, 768.

(3) Archives de Reims, *loc. cit.*

(4) Leleu, I, 767 ; Dom Varoquaux, dans *Collect. de Picardie*, t. 186, fol. 120 v^o ; Devisme, I, 326 et 393 ; Melleville, I, 420. — Cet atelier monétaire avait été établi par Charles VII, en novembre 1456 (Archives de la ville, AA. 13 et AA. 1, fol. 65 ; Archives nation., JJ. 189, fol. 52, n^o 111 ; Biblioth. nat., *Collect. Moreau*, t. 253, fol. 58 et *Collect. de Picardie*, t. 163, fol. 103 v^o et t. 267, fol. 349).

(5) Voir une quittance de 1498 : Archives de la ville, CC 407. Le 30 juin 1530, Regnault de Monchy, concierge du palais, donnait décharge au receveur de la ville de 40 s. p. « pour le louaige du cellier ou est a present l'artillerie et munition de ladite ville » (*Ibid.*, n^o 428).

d'écuries pour les chevaux des troupes de passage (1).

Du côté de la cour intérieure, il ne restait, au XVII^e siècle, que quelques vestiges des anciennes constructions, auxquelles s'étaient peu à peu substituées des maisons louées à des particuliers.

Les frais d'entretien des bâtiments du palais incombaient à la royauté (2), lorsqu'en 1766 un arrêt du Conseil d'État décida que les réparations des locaux affectés à l'administration de la justice seraient désormais à la charge des municipalités (3).

A l'Ouest, près de la *Porte-Mortée* (4), ouverte sur le bourg, s'élevait une grosse tour d'angle, anciennement appelée *tour du Roi* ou *tour couronnée*, véritable donjon qui défendait à la fois le château et la cité. Les anciens auteurs — et notamment J. Laurent (5), Leleu (6), Dom Varoqueaux (7),

(1) *Ibid.*, DD. 14 ; Archives de Reims, *loc. cit.*

(2) Un compte du trésor royal, en 1202, mentionne une réfection des toitures : « Pro aula Regis cooperienda, C. l. et X sol. » (Brussel, *Usage général des fiefs*, t. II, n° CXCH). Voir aussi les arrêts du Conseil des finances des 11 juillet et 15 décembre 1716 et du 12 février 1737, relatifs aux réparations à faire au palais de Laon (Arch. nat., E. 888, n° 106 ; 893 B, n° 104, et 1133 A).

(3) Archives de la ville, DD 22.

(4) En juin 1343, le prévôt de la cité accensait à un particulier « les degres qui sont devers Porte-Mortel et la place dessouz iceuls degres..., tenant aus murs de la court du Roy » (Arch. nat. JJ. 72, fol. 308, n° 395). Cette porte (*Porta Mortuorum*) devait son nom à ce fait que les convois mortuaires devaient la franchir pour se rendre au cimetière de l'abbaye de Saint-Vincent, qui fut longtemps, par privilège, le seul lieu d'inhumation de la ville.

(5) *Epitome de l'histoire de Laon* (1645), p. 11.

(6) *Op. cit.*, I, 767-768.

(7) *Collect. de Picardie*, t. 186, fol. 129 v°.

Devisme (1) et Melleville (2) — l'ont identifiée avec celle qu'avait fait construire Louis d'Outremer, et c'est sous ce nom qu'elle n'a cessé, depuis lors, d'être connue (3). Ces auteurs n'auraient pas commis une telle méprise s'ils avaient lu plus attentivement le passage de l'annaliste contemporain qu'ils invoquent. Flodoard, en effet, spécifie que la tour construite par ce roi était contiguë au palais, lequel, nous l'avons vu, s'élevait, à cette époque, dans un tout autre quartier de la ville (4).

Une seconde erreur a été de prétendre que la tour

(1) *Op. cit.*, I, 144.

(2) *Op. cit.*, I, 68 et II, 162. Voyez encore l'*Annuaire du département de l'Aisne* pour l'année 1815, p. 52 ; Brayer, *Statistique du département de l'Aisne* (1824), I, 146-147 ; Henri Martin, *Histoire de France*, II, 519, note 2. — Quant à Expilly, *Dictionnaire ... de la France* (1766), IV, 141, il attribue la tour en question à Philippe I (?).

(3) M. Lauer (*op. cit.*, p. 200, n° 1) fait remarquer avec raison que cette dénomination est toute moderne.

(4) Voir plus haut, p. 2. — Flodoard ajoute que le Roi ne pouvant se rendre maître de la tour, alors occupée par Herbert de Vermandois, la fit entourer d'une haute muraille, afin d'intercepter toute communication avec la cité. En conséquence de sa première erreur, Melleville écrit (I, 69 et II, 162-163) que « du côté de la cité, le palais de la cour du Roi était fermé par un mur élevé ; il avait été construit par Louis d'Outremer, en 949, afin de défendre la ville contre les troupes d'Herbert qui occupaient alors la grosse tour. Ce mur, légèrement circulaire, venait se terminer près de la Porte Mortée. » Dans un plan restitué de la place du Bourg au XVIII^e siècle (Bibl. nat., Cabinet des Estampes, *Collection Fleury*, t. V, fol. 15), il se trouve indiqué et attribué également à Louis IV. Ce massif de maçonnerie n'était autre, selon toute vraisemblance, que la substruction de la chemise du donjon de Philippe-Auguste.

dite de Louis d'Outremer avait été réparée par Philippe-Auguste. En effet, il suffira de se reporter au texte du devis reproduit ci-dessous pour se convaincre qu'il s'applique non pas à une simple réparation, mais bien à la construction d'un nouvel édifice. Il est vrai qu'aucun des auteurs précités ne semble avoir connu ce texte directement. Ici encore Melleville, et surtout Devisme, se contentent d'emprunter aux travaux de leurs devanciers les quelques lignes qu'ils consacrent à cet objet ; mais ces derniers ne font pas mention du devis de Philippe-Auguste. Leleu se réfère seulement au *Miroir historial* de Jean de Noyal, abbé de Saint-Vincent de Laon au XIV^e siècle. Malheureusement le passage visé (l. 24, c. 78) se trouve compris dans la partie de cette chronique qui ne nous est pas parvenue (1). Dans ce passage, dont Leleu nie, sans aucune raison d'ailleurs, l'exactitude, Jean de Noyal aurait formellement attribué à Philippe-Auguste la construction entière de la tour. Le texte que l'on va lire, extrait du plus ancien registre des actes de ce roi (2), confirme pleinement cette assertion.

(1) Jean de Noyal est aussi appelé Jean des Nouelles et Jean de Guise. On ne possède que la dernière partie de sa chronique universelle (années 1223 à 1380 : Bibliothèque nat., ms. fr. 10,138). Des extraits seulement en ont été publiés par Lacabane dans *Bibl. de l'École des Chartes*, I, 90-91, *Hist. de France*, XXI, p. 182-198, et A. Molinier, dans *Annuaire-Bulletin de la Société de l'histoire de France*, t. XX (1883), 2^{me} partie, p. 246 — 275, et à part.

(2) Registre A, fol. 94, conservé à la bibliothèque vaticane (ms. Ottoboni 2796). Il en existe une reproduction en héliogravure par les soins de M. Delisle. — Le texte que nous reproduisons a été publié par M. Tuetey, *Rapport sur une mission à Rome, en 1876, relative au cartulaire de Philippe-Auguste*, p. 12. (Extrait des *Archives des Missions*, 3^e série, t. VI).

« Taschia Lauduni : turris debet habere XVI
« tesias de alto et XV pedes de pisso et XXVI pedes
« de concavo ; fossatum habebit IIII tesias de pro-
« fundo et V tesias de lato et pavatum de foris, et
« duos pontes tornatiles et hordamentum paratum
« totum de ferro et ligno ; et de hiis omnibus debet
« habere XIX libras. » (Ce passage est ^Cannulé).

Ce document n'est pas daté ; cependant les auteurs précités reportent à l'année 1207 la prétendue réparation de la tour dite de Louis d'Outremer. Tout ce qu'il est possible d'avancer, c'est que la construction n'en est pas antérieure à 1204 ou 1205, et peut-être même à 1212, la partie du registre où figure le devis ayant été écrite, à plusieurs reprises, entre ces deux dates (1).

Malgré la brièveté des renseignements fournis par ce texte, et bien que, d'autre part, les indications données tant par les historiens locaux du siècle dernier que par d'anciennes gravures (2) ne soient

(1) Delisle, *Catalogue des actes de Philippe-Auguste*, p. VIII et Tuetey, *op. cit.*, p. 14. — Avec le devis de la tour de Laon figurent, dans le même registre, ceux des donjons de Corbeil, du Louvre, d'Orléans, de Villeneuve-en-Beauvaisis, de Melun, de Péronne et de Montreuil-Bellay.

(2) Voici l'indication des gravures consultées : Vue de Laon sous Louis XIII dans Chastillon, *Topographie française*, éd. Boisseau (1641-1647), reproduite en tête de l'ouvrage déjà cité de Devisme ; — vue de la ville à vol d'oiseau, au XVII^e siècle, publiée par Gomart d'après l'*Illustriorum regni Galliæ civitatum tabulæ* de Jansson, et insérée dans le t. XVI du *Bulletin de la Société académique de Laon*, ainsi que dans les *Mémoires sur la ligue dans le Laonnois* de Richart ; — une autre vue dessinée par Fleury, *Antiquités ... du département de l'Aisne*, III, 190, d'après Peeters (extraite de Van der Aa, *Le royaume de France*) ; — Beaugéan, *Voyage pittoresque en France*, (1817), t. I ; — Tavernier

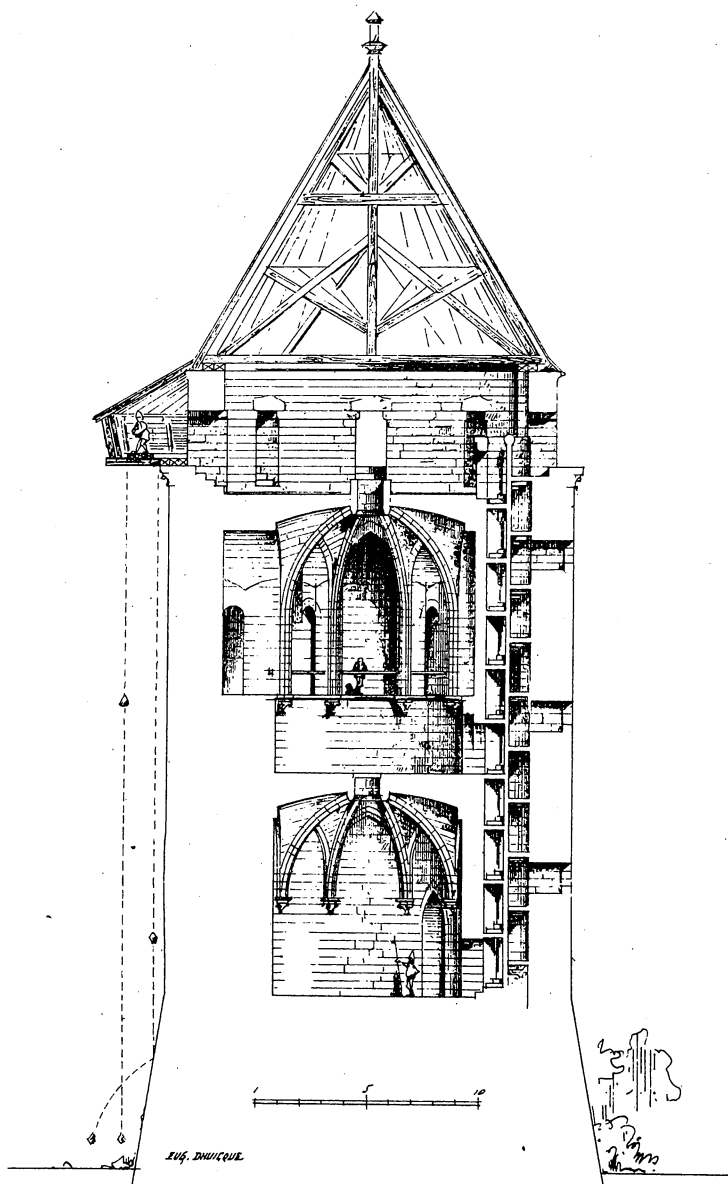
pas exemptes de contradiction, d'incertitude et même d'in vraisemblance, il a paru néanmoins possible de tenter une restitution de cet édifice. M. Eugène Dhuicque, architecte, a bien voulu en exécuter l'intéressante coupe reproduite ci-contre.

Construite d'après le système de défense adopté par Philippe-Auguste, — et dont les donjons de Coucy, de Gisors, de Rouen (tour dite de Jeanne d'Arc), de Dourdan, de Compiègne, etc., offrent d'autres exemples, — la tour de Laon, de forme cylindrique et de moyen appareil, mesurait environ 29 m. 40 de haut et 8 m. 40 de diamètre à l'intérieur ; l'épaisseur de ses murs était approximativement de 4 m. 85. Un fossé large d'à peu près 9 m. 75, profond de 7 m. 80, et dont le talus était recouvert de dalles (1), la séparait de la chemise circulaire au centre de laquelle elle s'élevait. Afin de mieux résister à la sape, elle avait été munie d'un empatement à la base. De la cour intérieure du palais, on franchissait le fossé, à hauteur de la chemise, par un pont levis à double tablier reposant sur une pile intermédiaire. Une porte en tiers-point, au-dessus de laquelle se trouvait ménagée une chambrette pour la manœuvre de la herse, donnait accès dans la salle basse. Cette salle circulaire, pourvue d'un puits, était recouverte d'une voûte sur branchés d'ogives rayonnantes, à

et Née, loc. cit., pl. 21, reproduite par Melleville, I, 272-273 ; — Pingret et Brayer, *Monumens ... du département de l'Aisne* (1821), pl. 8 ; — Taylor, Nolier et de Caillieux, *Voyages pittoresques et romantiques dans l'ancienne France*, II, (1816) [pl. 66]. — Cf. *Collect. Fleury*, t. II, fol. 7, 18, 20 et t. V, fol. 17 à 20.

(1) On sait que le fossé du donjon de Coucy est entièrement dallé.

Tour dite de Louis d'Outremer
(Donjon de Philippe-Auguste)
Coupe restituée



double tore, qui retombaient sur des culots ornés de feuillages. Sur ces encorbellements prenaient aussi leur point d'appui les formerets en tiers-point, formés de deux cordons toriques accolés, qui renforçaient les compartiments de remplissage de la voûte. Dans le couloir d'entrée prenait naissance la cage d'escalier, prise aux dépens de l'épaisseur du mur et éclairée par de simples archères. On accédait ainsi à la salle haute, également circulaire et surmontée d'une voûte semblable à celle du rez-de-chaussée. Ces deux voûtes étaient percées à la clef, afin de permettre l'accès de la lumière et surtout le passage des engins et munitions de guerre. Une vaste cheminée était pratiquée dans le mur du premier étage. Au niveau des culs de lampe qui recevaient les retombées des nervures de la voûte, courait une galerie de circulation, ménagée dans l'épaisseur de la maçonnerie. Ce chemin de ronde, formant tribune, s'ouvrait sur la grande salle par de larges baies en tiers-point, encadrées par les formerets de la voûte. Cette intéressante disposition se retrouve au dernier étage du donjon de Coucy, avec lequel, d'ailleurs, la tour que nous décrivons présentait, d'une manière générale et toutes proportions gardées, une réelle ressemblance. Dans une certaine mesure, on peut même la considérer comme le prototype de ce donjon.

Au-dessus de la voûte du premier étage, les murs décrivait, intérieurement comme extérieurement, un retrait assez accusé, qu'accentuait encore la saillie d'une corniche. Le retrait extérieur était destiné à asseoir les hourds mobiles de bois établis en temps de guerre pour augmenter l'étendue du flanquement et pouvoir battre l'empatement inférieur de la tour (1).

(1) A Coucy, ce retrait n'existe qu'à l'intérieur, et les hourds s'appuyaient sur des consoles de pierre.

Ce dernier étage, formant terrasse, était primitivement recouvert d'un toit en poivrière (2).

Le même document qui nous a conservé le devis de construction du donjon donne aussi (fol. 91) la nomenclature des vêtements de guerre, des armes et des munitions qu'il devait renfermer ; en voici le texte :

« Hee sunt munitiones castrorum domini regis....
« Turreis Lauduni : VI lorice, III loricule, X scuta,
« III targie, X capelli ferrei, VI baliste cornee,
« III ad duos pedes et III ad estrivum, decem millia
« quarellorum, quinque millia ad II pedes et quinque
« millia ad estrivum, et VI cros ad balistam. »

On voit figurer dans ce document les parties essentielles de l'habillement militaire à cette époque : le haubert armure faite de mailles métalliques entrelacées, l'écu et le chapeau de fer, ou chapeau de Montauban, coiffure plus légère que le heaume, de forme hémisphérique et à large bord plat. Comme armes défensives, le texte ne mentionne que des arbalètes, soit à deux pieds, soit à étrier, dont l'usage venait d'être repris au cours des luttes de Philippe-Auguste contre Richard d'Angleterre. Ces deux variétés d'ar-

(1) Dans un compte des bailliages, de 1248, est mentionnée une reconstruction totale de ce couronnement : « Pro turre Laudunense nova cooperta, III. XX. VI. l. » (*Hist. de Fr.*, XXI, 276). — C'est seulement, sans doute, l'incendie de cette toiture que consigne Jean de Noyal, en 1358, lorsqu'il écrit : « En icil temps fut arsé la tour de Laon » (Molinier, *op. cit.*, p. 258). — Elle se trouvait encore recouverte d'un toit du même genre au commencement du XVII^e siècle ; mais, le 30 juin 1638, un ouragan le détruisit entièrement (Dom Varoquaux dans *Collect. de Picardie*, t. 187, fol. 169 v^o), et depuis lors il ne fut pas rétabli.

balètes, dont l'arc était fait de corne, comportaient un crochet (*crocs*) permettant de les suspendre à la ceinture. Pour bander les premières, l'homme d'armes posait les deux pieds sur l'arc et tirait la corde à lui jusqu'à ce qu'elle fût en place. Les secondes, dont l'arbrier était muni à son extrémité d'un étrier pour maintenir le pied, offraient ainsi un point d'appui plus ferme. Il y avait enfin, dans la tour, pour armer les arbalètes, une réserve de 10,000 carreaux, sortes de flèches assez courtes, à tiges renforcées, pourvues de deux pennes à leur pied et terminées par un fer assez pesant, plus ou moins acéré (1).

Le donjon de Laon semble avoir perdu de bonne heure son importance primitive au point de vue de la défense du château et de la ville. Pendant la plus grande partie du Moyen-âge, il fut surtout utilisé comme prison royale, à laquelle, en 1640, un chanoine de Laon annexa, à ses frais, un oratoire particulier, desservi par le Chapitre cathédral (2).

Dès les premières années du XV^e siècle, le Roi avait même autorisé le démantèlement partiel de la chemise, pour permettre à Jean de Clamecy (Aisne), sire de Prouvais, maître de son Hôtel, d'édifier, en expiation sans doute de ses crimes (3),

(1) Voir le glossaire de Ducange aux mots *Balistæ* et *Quarellum* ; Viollet-le-Duc, *Dictionnaire du Mobilier*, t. V, p. 20 et 251 ; Quicherat, *Histoire du costume*, p. 218 ; et V. Gay, *Glossaire archéologique*, p. 42 et 282.

(2) Dom Varoqueaux dans *Collect. de Picardie*, t. 187, fol. 169 v^o ; Leleu, II, 611, et Combier, *Études sur le bailiége de Vermandois*, p. 273-274 et 563. — Cf. Arch. nat., R 4^o 1141, fol. 95.

(3) Jean de Clamecy, dont le fief mouvait de la châtellenie de Pierrefonds (Arch. nat., P. 1893 et Q 1^o ; Aisne, 6 ; cf. Melleville, *Dictionnaire ... de l'Aisne*, I, 254, et II, 238), ne

une chapelle privée qui a subsisté jusque dans

fut d'abord que marchand de harengs en gros à Laon et simple sergent d'armes, avant de devenir maître de l'Hôtel de Charles VII, puis maître clerc de la Chambre des Comptes (il figure avec cette dernière qualité dans un registre du trésor royal, en 1420 : Arch. nat., KK. 17, fol. 29). Sous le règne précédent, il avait pris part, en 1385, à l'expédition de Flandre (Bibl. nat., *Collect. Clairambault*, t. 80, n° 6255 ; cf. Demay, *Invent. des sceaux de la collect. Clair.*, n° 2540). — Ce personnage paraît avoir été d'humeur assez peu pacifique. En effet, non content de s'être pourvu, dès mars 1370, de lettres de rémission pour avoir roué de coups le fermier de l'imposition sur la vente du hareng (Arch. nat., JJ. 102, fol. 31, n° 82), Jean de Clamecy se voyait, à quelques années de là, poursuivi en Parlement, à la suite d'un exploit du même genre. Pris de boisson, il avait un jour infligé non moins de vingt blessures à un tabellion de la prévôté foraine de Laon, poussant la cruauté jusqu'à lui couper un doigt de la main droite, pour lui rendre désormais impossible l'exercice de son office (arrêt du 3 mars 1379 : Arch. nat., X^{2a} 9, fol. 205 v° ; cf. X^{1a} 1471, fol. 314 et 398, et X^{1a} 21, fol. 176 v°). Deux ans plus tard, il se signalait, à Vailly, dans une rixe où il prit une part des plus actives. Cette fois encore, le Roi l'absout de ce nouveau forfait (lettres de sept. 1382 : *ibid.* JJ. 124, fol. 90, n° 164). — Jean de Clamecy possédait à Laon, rue St-Martin, un hôtel appelé « la grande maison de Prouvais », qui, après avoir été loué au XV^e siècle comme grenier à sel (Arch. de la ville, CC. 407), fut saisi, au début du siècle suivant, pour défaut de paiement de divers cens, et acquis par la ville (*ibid.* AA. i, fol. 75). — En 1401, à la suite de contestations avec les gouverneurs qui voulaient l'astreindre à s'acquitter de la taille, Jean de Clamecy s'était engagé « a faire paver de bon grez bien et souffissamment toute la place estant devant l'entrée de la porte de la court du Roy... jusques au moustier Saint-Remy, et de la, en alant tout outre le droit chemin de la rue sur les murs, jusques a la poterne le prevost..., ainsi

la première moitié du siècle dernier (1).

Peu à peu, des maisons particulières s'étaient élevées sur l'emplacement des anciens fossés, ce qui avait rendu nécessaire la démolition de la che-

comme elle se comporte de long, et de le, en revenant devers la court du Roy, jusques a la chaussée de la grant rue Veschief (rue Serrurier... Et avec ce, ledit chevalier... fera faire une belle croix de pierre en ladite place, devant la cour du Roy » (Arch. de Laon, AA. 1, fol. 52, et Bibl. de Reims, *Cartulaire de la ville de Laon*, fol. 52 v°).

(1) Elle figure dans une gravure déjà citée de Tavernier et Née, de l'an VIII (pl. 21), et ne fut donc pas détruite, comme le prétend Melleville (*Hist. de ... Laon*, I, 95 et *Les églises de Laon*, p. 45), pendant la Révolution. — Cet auteur la fait remonter à 1399 et Dom Varoqueaux (*Collect. de Picardie*, t. 186, fol. 330), ainsi que Melleville, (II, 170), à l'année suivante. Mais elle ne fut certainement pas construite avant avril 1404. Elle s'élevait sur l'ancienne place du bourg, « ou les ouvriers et manouvriers se assemblent au matin pour trouver a gagner..., joignant des murs des fossez de notre tour... a commencer a six piez ou environ prez de la maison de la teste de senglier (Hôtel de la Hure), en alant selon les murs desdiz fossés environ seize piez faisans le long de ladite chappelle et la ou soit l'autel d'icelle, et au plus large pourra avoir ladite chappelle douze piez de ley en entreprenant sur la rue, et de maçonnerie de haulteur quatorze piez, et au dessus charpenterie de dix a douze piez de haulteur, faconné de quatre arestiers qui respondront tous au poinçon, qui se couperont tous d'estaille ; et dessoubz ledit comble n'aura point en ladite chappelle de voulte de pierre, et sera ledit comble avironné de goutieres de plomb ou de maçonnerie qui reporteront les eaus sur la chauceie, etc... » (Arch. nat., JJ. 158, fol. 188 v°, n° 323). Dedicée à la Trinité, cette chapelle était bâtie sur plan rectangulaire. Sa façade, épaulée aux angles par des contreforts chargés de niches à dais, se trouvait placée de biais par rapport à la porte Mortée et à l'Hôtel de la Hure entre lesquels elle s'élevait. Une large fenêtre, percée dans chacun des murs

mise, dont il ne restait plus au XVII^e siècle que quelques vestiges (1).

Après plusieurs essais de destruction, heureusement infructueux, à l'époque révolutionnaire (2), le donjon de Laon fut *frappé d'alignement*, en 1831, lors de l'aménagement de la place de l'Hôtel-de-Ville. On crut, par cet acte stupide, obtenir « un aspect plus conforme aux principes de l'art et aux règles du bon goût » (!) (3).

latéraux, éclairait l'édifice ; elle se composait de trois petites baies en tiers-point, surmontées d'un tympan qu'encadrait un arc de décharge brisé : le tympan était ajouré de deux oculus. La toiture à quatre rampants reposait sur une corniche à arcatures trilobées. — Cet oratoire, édifié dans la censive royale, se trouvait chargé d'un cens annuel de 60 s., assigné sur « la maison de Prouvais » (Arch. nat., R⁴ 215, fol. 13 v^o, et 1141, fol. 117 v^o). Dom Varoqueaux et Melleville (*loc. cit.*) prétendent à tort que les biens affectés par Jean de Clamecy à l'entretien de l'édifice comprenait notamment l'Hôtel-de-la-Hure. En effet, cette maison appartenait, à cette époque, à la collégiale de St-Pierre-au-Marché. — D'après Dom Wyard (*Hist. de l'abbaye de Saint-Vincent de Laon*, p. 549), Philibert de Brichanteau, abbé de St-Vincent, puis évêque de Laon, aurait été inhumé dans la chapelle de la Trinité, en 1650. Cf. Devisme, II, 170 et Melleville, I, 95.

(1) « Estat des maisons qui sont basties à l'entour de la cour du Roy, tant sur les fossez que contre les bastimens de la grosse tour, etc... » (Arch. nat. R⁴ 1141, fol. 114 et sq ; cf. *ibid.*, fol. 6 v^o, 100 v^o et 121).

(2) D'après Devisme (I, 145) et Melleville (I, 71), le couronnement de la tour aurait été démoli à cette époque. Cependant, la gravure précitée de Tavernier et Née, faite en 1800 ou 1801, le représente encore. Mais, dans un dessin de Beaugéan, de 1817, le donjon apparaît dérasé à sa partie supérieure.

(3) Arch. nat., F³ II, Aisne, 23.

C'est à la même époque que disparurent les anciens bâtiments du château royal, sur l'emplacement desquels on édifia l'Hôtel-de-Ville actuel (1).

Au moyen-âge, la garde du palais était confiée à un concierge, sans qu'il fût tenu d'y faire exécuter à ses frais aucune réparation : au contraire, les bois provenant de toute réfection ou construction nouvelle demeuraient sa propriété. Il entraît aussi dans ses attributions, au XIII^e siècle, de convoquer les échevins, lorsque ces magistrats devaient siéger au palais comme juges royaux (2). En vertu d'un droit de justice afférent à leur charge, les concierges connaissaient de toute prise de corps faite dans l'enceinte du château (3). Le fief attaché à cet office mouvait

(1) Armand d'Ambraine, *Aux Laonnois : Sur la destruction de la tour du Bourg* (1832). Cf. Devisme et Melleville (*loc. cit.*).

(2) Arrêt du Parlement du 18 novembre 1284 (Beugnot, II, p. 191, n° XX et Boutaric, n° 2390). L'expédition de cet arrêt, datée de janvier 1282 (n. st.), est en copie dans la *Collect. de Picardie*, t. 267, fol. 79 v°. — Devisme (I, 211) infère de ce texte que le concierge devait exercer au palais une juridiction « dans laquelle il était assisté des échevins ». Le document en question n'implique rien de semblable.

(3) Charte de Philippe-de-Beumanoir, bailli de Vermandois, du 4 janvier 1291 (n. st.) déterminant, après enquête, les droits des concierges royaux de Laon (Archives de Reims, fonds cité, liasse n° 1 et *Collect. de Picardie*, t. 267, fol. 3 v°. Cf. Leleu, I, 792, et Bordier, *Philippe de Remi, sire de Beaumanoir*, p. 41 et p. 135, n° XXIX). — Voir aussi les lettres de Godemart du Fay, bailli de Vermandois, du 22 mai 1346, dans un vidimus de 1368 et de 1372 (Archives de Reims, fonds cité, liasse 174). Dans la première de ces copies, l'acte vidimé est daté de 1356. Cette date doit être erronée, car Godemart du Fay, bailli dès le 1^{er} mai 1342 (*Collect. Clairambault*, t. 46, n° 3429 ;

de la châteltenie de Laon ; il était tenu du Roi à foi et à hommage lige, exigibles seulement lors de la prise de possession par un nouveau titulaire et non à chaque changement de souverain. Outre le logement dans les bâtiments du palais, ce fief comportait un certain nombre de droits utiles et de revenus. C'est ainsi que ses possesseurs prélevaient une quote-part déterminée sur les profits et émoluments de la prévôté foraine et du bailliage de Vermandois dans ses assises de Laon. Ils percevaient aussi à Bourg-et-Comin, à Coucy-lès-Eppes, à Verneuil-Courtonne, à Braine et à Beaulne-et-Chivy (Aisne) des droits de transit sur les vins, ainsi que divers menus cens et redevances dans plusieurs autres localités du Laonnois. Enfin, une partie des bois qui entraient à Laon était retenue par eux à titre de droit de portage (1).

Les documents recueillis à cet égard ont permis de dresser une liste des détenteurs de la conciergerie, qui, si elle n'est pas tout à fait complète, ne semble point toutefois présenter de bien grandes lacunes :

1^o *Raoul de Villers*. La conciergerie, que l'un de ses ancêtres avait déjà détenue, lui fut octroyée par Philippe-Auguste en 1203. Raoul de Villers était cousin de Gui de Béthisy, bailli de Vermandois (2) ;

cf. Demay, I, n^o 3513) et qui remplissait encore cet office le 21 mai 1346 (Arch. nat., X^{1a} 26, fol. 291), y fut remplacé, dès le 20 décembre de cette même année, par Olivier-de-Laye (J. Viard, *Les journaux du trésor de Philippe VI de Valois*, n^o 4524).

(1) Charte de Louis IX d'août 1256 (Arch. de Laon, II, 4).

(2) *Collect. de Picardie*, t. 267, fol. 30^{vo} et 79^{vo} (cop. de Dom Bagniâtre). Cet acte, donné à Mantes entre le 6 avril et le 31 octobre et probablement en août, — d'après la

2° *Pierre le Concierge* (voir le numéro suivant) ;

3° *Jean de Semilly*. Il avait acheté sa charge du précédent. Ces deux personnages sont seulement mentionnés dans une charte de Beaumanoir de 1291 (voir *supra*, p. 201, n. 3), date à laquelle Jean de Semilly n'occupait plus son office. Il semble pouvoir être identifié avec le concierge *Jean* qui figure dans un acte royal d'août 1236 (voir ci-dessus, n. 1), ainsi que dans un procès-verbal des enquêteurs royaux, vers 1269 (2) ;

4° *Jean Thorel*. Concierge en janvier 1291, d'après la charte de Beaumanoir précitée ;

5° *Jean Thorel*. Délivre le 3 février 1320 (n. st.) l'aveu de son fief (1), et paraît être le même personnage que celui qu'un document du 22 mai 1346 (voir plus haut, p. 201, n. 3) signale comme occupant à cette date la conciergerie ;

6° *Oudard Thorel*. Mentionné dans une charte du 27 décembre 1367 ; il était alors âgé de 80 ans (3) ;

7° *Jean Thorel*. Fils et héritier du précédent, d'après les indications données par une charte de juillet 1372 (voir plus haut, p. 201, n. 3) date à laquelle il était déjà décédé ;

table des années du règne et celle des séjours de ce roi, dressées par M. Delisle, *Catalogue des actes de Philippe-Auguste*, p. CVI et LXXVI —, ne figure pas dans ce répertoire. Cf. Marlot, *Histoire de l'église de Reims*, I, 377. — D'après Melleville (I, 403), Philippe-Auguste aurait, par cette charte, constitué en fief héréditaire ce qui n'était antérieurement qu'« un simple office » ; mais rien, dans le texte visé, ne justifie cette interprétation.

(1) *Collect. de Picardie*, t. 267, fol. 79 vo.

(2) *Hist. de Fr.*, XXIV, 703 et 727.

(3) Mandement du Parlement dans un vidimus du 23 octobre 1369 (Arch. de Reims, fonds cité, liasse 174).

8° *Adam Thorel*. Frère et héritier du précédent. Il était en charge à la date précitée ;

9° *Oudard Thorel*. Le dénombrement de son fief fut délivré le 15 septembre 1379 (1) ;

10° *Jean Coupetel*, chanoine de Laon et garde du sceau du bailliage de Vermandois à Laon. Il occupait la conciergerie à la date du 10 juillet 1389 (2) ;

11° *Oudard Thorel*, sire d'Angilcourt et de Pancy, fils d'Adam Thorel ; donne le 21 janvier 1390 (n. st.) l'aveu de son fief (3), qu'il détenait encore le 18 novembre 1396 (4) ;

12° *Gilles Thorel*, écuyer, sire de Pancy et de Lagny, capitaine et gouverneur de Laon, frère et héritier du précédent. Fait acte de foi et d'hommage, comme concierge, le 13 septembre 1397 (5) et délivre, dès le jour suivant, le dénombrement de son fief (6). Ce personnage, sur lequel les renseignements sont d'ailleurs assez nombreux (7), est surtout connu

(1) *Collect. de Picardie*, t. 237, fol. 80. — Melleville (*Dictionnaire ... de l'Aisne*, II, 195) le confond avec le personnage du même nom mentionné ci-dessus sous le n.º 11.

(2) Notification du partage des biens de la succession d'Adam Thorel, dans une copie notariée du 11 juin 1729 (Arch. de Reims, *loc. cit.*).

(3) Arch. nat. P 136, fol. 92 vo. Publié par Combier, *Les plumitifs du grand bailli de Vermandois*, dans *Bullet. de la Soc. ac. d. de Laon*, t. XXIII, p. 24-25.

(4) Mandement royal au bailli de Vermandois et au prévôt forain de Laon (Arch. de Reims, *loc. cit.*).

(5) Arch. nat. P 15, n.º 50.

(6) *Ibid.*, P 136, fol. 104 vo.

(7) Les archives de la ville renferment plusieurs quittances de ses gages de capitaine (CC 332, 339, 358, 367, 371, 375, 378, 382, 383, 392 et 395). Voyez, d'autre part, une sentence du bailliage de Vermandois du 7 avril 1413 (n. st.) qui le condamne au paiement de plusieurs rentes par lui dues au Chapitre de Laon (Arch. nat., L 734,

par un curieux procès que lui intentèrent en Parlement, au début du XV^e siècle, les religieux de Saint-Vincent de Laon (1). — Gilles Thorel fut inhumé dans l'église de Pancy, où son tombeau, malheureusement mutilé, subsiste encore (2) ;

13^o *Mathieu du Sart, dit Lyonnet*, possesseur de la conciergerie du chef de sa femme, Jeanne d'Ay. L'aveu de son fief porte la date du 13 septembre 1422 (3) ;

14^o *Guillaume Coulombel*, élu de Paris. Il acheta la conciergerie du précédent le 20 octobre 1447, moyennant 636 écus d'or (4) ;

15^o *Guillaume Guérault*, receveur de Vermandois, neveu du précédent, dont il reçoit le fief par translation le 19 novembre 1448 (5).

En 1474 le prieuré de Saint-Marcoul de Corbeny, dépendance au diocèse de Laon de l'abbaye de Saint-Remi de Reims, se rendit acquéreur de la conciergerie-

no 93). — Le sceau de ce personnage est décrit par Demory, *Invent. des sceaux de la Pirardie*, n^o 1029. — Melleville (*Hist. de ... Laon*, I, 377 et *Dictionnaire ... de l'Aisne*, II, 195), le mentionne comme bailli de Vermandois en 1406 ; mais Gilles Thorel ne figure dans aucun texte avec cette qualité.

(1) M. Matton a publié (*Bullet. de la Soc. acad. de Laon*, V, 23) un mémoire relatif à ce procès, conservé aux archives de la ville (AA 12). Voir aussi, à ce sujet, une plaidoirie en Parlement du 14 mars 1406 (Arch. nat. X¹ a 4787, fol. 511) et un arrêt de la même cour du 17 mars suivant (X¹ a 54, fol. 50).

(2) Voir dans la *Collection Fleury*, t. XIV, fol. 40, un dessin de cette tombe.

(3) Arch. nat. P 136, fol. 118 et Arch. de Reims, fonds cité, liasse 216, n^o 3. Cf. Melleville, *Dictionnaire ... de l'Aisne*, II, 312.

(4) Arch. de Reims, *ibid.*

(5) *Ibid.*

rie moyennant la somme de 550 l. p. qui fut distraite d'un don de 1200 écus d'or fait à la communauté par le roi Louis XI (1).

Depuis lors la conciergerie fut affermée à deux reprises différentes au cours du XVI^e siècle, à *Pierre Mignot*, le 19 février 1504 (n. st.), pour trente ans, moyennant 18 l. t. annuelles (2), puis, le 16 mai 1528, à *Regnault de Monchy*, procureur du Roi, gendre du précédent, à raison de 19 l. t. chaque année (3). Celui-ci, qui remplissait encore son office en 1531 (4), est le dernier concierge dont la mention nous soit parvenue. Par la suite, il n'est plus question de cette charge dans les textes, mais on ignore l'époque à laquelle elle disparut. Ce que l'on sait de plus certain, c'est qu'à la fin de l'ancien régime, les biens et prérogatives de la conciergerie étaient tombés aux mains des châtelains qui, à cette époque, portaient indifféremment la qualification de concierges (5).

(1) Le contrat de vente fut passé le 28 juin 1474 sous le sceau du bailliage de Vermandois (*Ibid.*, n° 1 et *Collect. de Picardie*, t. 267, fol. 80 et 383 v^o). Cf. un mandement de Louis XI d'octobre 1475, ainsi qu'une sentence de nantissement du bailliage de Vermandois, du 29 juillet 1484 (*ibid.*, fol. 80 v^o, 169 v^o et 334 v^o). — Voy. Dom Bugniâtre (*ibid.*, t. 264, fol. 55 v^o, 160 et 243) ; Dom Varoqueaux (*ibid.*, t. 186, fol. 364) ; Marlot, *op. cit.*, I, 377 ; Ledouble (l'abbé), *Notice sur Corbeny*, p. 152-153 ; de Barthélemy, *Notice historique sur le prieuré de Corbeny*, dans *Bulletin de la Société académique de Saint-Quentin*, 3^e série, t. XIII, p. 232 (et à part).

(2) Arch. de Reims, *loc. cit.*, n° 5.

(3) *Ibid.*

(4) Notification au bailli de Vermandois de lettres-patentes de François I^{er} confirmant, en faveur de Regnault de Monchy, les droits et privilèges de la conciergerie (Arch. de Laon, CC 428).

(5) Arch. nat., R⁴ 1141, fol. 100 et 102.

Aux châtelains royaux, — qu'il ne faut pas confondre, comme l'ont fait certains auteurs, avec les châtelains de l'évêque (1), — était dévolue la défense militaire du palais et du donjon en particulier. Ils avaient aussi la garde des prisonniers enfermés dans la tour et percevaient, à ce titre, un droit de tourage qui, au XIII^e siècle, était de 3 s. p. par jour pour un gentilhomme et 2 s. p. pour un roturier (2). Ces officiers recevaient enfin, au nom du bailli de Vermandois, les contrats passés entre particuliers dans l'intervalle des assises de ce bailliage à Laon.

Leur charge n'était pas héréditaire et ils pouvaient s'en voir destitués par le Roi. La prise de possession s'effectuait par la remise des clefs du donjon au nouveau titulaire, précédée de la prestation de la foi et de l'hommage, à laquelle il n'était tenu qu'à son entrée en fonction (3).

Les gages du châtelain qui, au XVII^e siècle, s'élevaient à 1200 l. annuelles, furent réduits, en 1660, à 600 l. (4), puis, dans la seconde moitié du siècle suivant, à 300 l. (5).

(1) Notamment Dom Buguatière (*Collect. de Picardie*, t. 265, fol. 67 v^o), Melleville (I, 402) et Matton, *La commune de Laon au XIII^e siècle*, p. 4, n. 1 (extrait du t. XVI du *Bullet. de la Soc. acad. de Laon*) ; cf. du même : *Note sur la commune de Laon au XIII^e siècle*, dans *Mémoires lus à la Sorbonne* (1866), p. 68, n. 1.

(2) Arrêt du Parlement de 1287 dans Delisle, *Essai de restitution d'un volume des Olim*, n^o 622 ; cf. Beugnot, II, p. 307, n^o XX ; Boutaric, n^o 2702 et Varin, *Arch. a l'administ. de la ville de Reims*, I, 1^{re} partie, p. 1052. — Au XVIII^e siècle, les châtelains affermaient à un geôlier la garde des prisonniers (Arch. nat. R⁴ 985 et R⁴ 1141, fol. 98 v^o et 99).

(3) Arch. nat. R⁴ 1141, fol. 99.

(4) *Ibid.*, fol. 98 r^o et v^o.

(5) *Ibid.*, P 5767 à 5782 et 5784 à 5785, *passim*.

Les textes contemporains nous ont conservé les noms de plusieurs de ces officiers. On trouve mentionné :

1° En 1248, Gontier. — Certains abus de ce châtelain furent l'objet, à cette date, d'une enquête des commissaires royaux (1) ;

2° En 1271, Pierre de Moncel, bourgeois de Laon (2) ;

3° De 1288 à 1299, Gobert dit Sarrazin (3). Ce personnage est peut-être celui que deux documents de 1321 mentionnent comme valet du Roi et lieutenant du bailli de Vermandois (4) ;

4° En 1317, Clarembault dit Henlius (5) ;

(1) *Hist. de Fr.*, XXIV, 260 et suiv.

(2) Voir à cette date un arrêt du Parlement dans Beugnot, I, 860, n° XXII. Cf. Boutaric, n° 1703 et Delisle, *op. cit.*, n° 92.

(3) Actes privés authentiqués par Gobert Sarrazin entre octobre 1288 et mai 1299 : Arch. nat., J 233, n° 21 à 26, JJ B fol. 92 v°, JJ 65 B, fol. 39, n° 145, S 4948, n° 7, 12, 77 et 86 et L 936, n° 138 ; — Arch. de l'Aisne, G 2, fol. 116 ; — Arch. de Laon, II 7 ; — Biblioth. de Laon, *Collect. d'autographes*, carton 2, n° 12 ; — Biblioth. nat., *Collect. de Picardie*, t. 267, fol. 85 v° et t. 287, n° 44. — Cf. Bordier, *op. cit.*, p. 41 et p. 135, n° XXVIII : Poupardin, *Cartulaire de Saint-Vincent de Laon*, dans *Mém. de la Soc. de l'hist. de Paris et de l'Ile-de-France*, t. XXIX, p. 246. — Une charte du 2 février 1320 (n. st.) mentionne Gobert Sarrazin comme échevin de Laon (Arch. nat. JJ 65 B, fol. 39, n° 125). — Son sceau est décrit par Douët d'Arce sous le n° 5302. — Melleville (*Dictionnaire ... de l'Aisne*, II, 312) commet une triple erreur en le mentionnant comme seigneur du Sart, châtelain de l'évêque et bailli de Vermandois.

(4) Arch. nat. K 1215, n° 1, et *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, 1857, 4^e s., t. III, 270 ; *Hist. de Fr.*, t. XXIV, 76. — Cf. *ibid.* X 1^a 8844, fol. 55 et 201 ; Boutaric, *op. cit.*, nos 6178 et 6544.

(5) Authentique à cette date un contrat de vente (Arch. nat. L 994, n° 85).

5° En 1381, Mathieu de Crécy, sergent d'armes du Roi, et Gombaut d'Authéville (1) ;

6° En 1416, Enguerrand Ducamp, dit Riflart, écuyer (2) ;

7° En 1384, Guillaume Gendrot, valet de chambre du Roi (3) ;

(1) Gombaut ne fut châtelain que quelques mois ; après compétitions, Mathieu de Crécy fut restitué dans son office qu'il exerçait depuis environ dix-sept ans (Arch. nat. X¹ c 42 A, n° 18 et 19).

(2) En juillet 1416, Enguerrand, « in suo lecto existente », avait laissé s'évader de nuit deux prisonniers qui coururent se réfugier sous le portail de la cathédrale, représenté, à cette époque, comme un véritable coupe-gorge (« homines cum eorum uxoribus continue intra muros dictorum portaliū nocte et die morabantur et ibidem jacebant necnon plures malefactores et criminosi in dictis portaliū... capti et in carceribus ducti et postmodum executati... fuerant »). Suivi de sa femme et de sa servante, le châtelain, « non imerito turbatus », se mit à leur poursuite et après une violente lutte, où celles-ci n'hésitèrent pas à lui prêter main-forte, il parvint à se rendre maître des fuyards. Mais le Chapitre le poursuivit en Parlement comme ayant enfreint le droit d'asile de la cathédrale et pour le faire condamner au remboursement des frais nécessités par la cérémonie de *réconciliation*, le sang ayant coulé au cours de ce corps-à-corps. Enguerrand fit valoir pour sa défense « quod... homo notabilis et ex genere nobili procreatus erat ac arma et guerras in servitio nostro (regio) persecutus fuerat... et suis meritis exigentibus officium custodis turris Laudunensis eidem donaverat, quod officium, quamvis periculorum, bene et diligenter [et] sine scandalo excercuerat, et ad causam dicti officii custodiam prisionariorum habebat, in quo honor et status sui pendebant. » (Arch. nat., X¹ a 61, fol. 235 v°).

(3) Mandement du Roi à la Chambre des Comptes de laisser Guillaume Gendrot percevoir le loyer des locaux occupés dans le palais de Laon par les officiers de jus-

8° De 1637 (?) à 1651, Guillaume de Sacquenay, baron de la Frette (1) ;

9° De 1675 à 1690, Roger de Longueval-Grécy, seigneur de Leuilly-sous-Coucy, engagiste du domaine de Laon depuis 1645 (2) ;

10° De 1719 à 1753, François de Crussol, engagiste de ce même domaine de 1713 à 1751 (3) ;

11° De 1758 à 1764, Pierre-Emmanuel de Crussol, vicomte de Lestrangle, comte de Leuilly-sous-Coucy (4) ;

12° De 1758 à 1783, Henry de Crussol. Il obtint dès le 20 juin 1758 ses lettres de provision d'office à la survivance de son père Pierre-Emmanuel de Crussol (5).

Les châtelains n'habitaient pas, comme les concierges royaux, dans l'enceinte du palais. Leur maison, que l'on voyait encore s'élever au siècle dernier à l'angle de la rue Châtelaine, qui lui devait son nom, et de l'ancienne rue du Soleil-Tobie (aujourd'hui rue de la Préfecture), était située en face du château royal (6). Elle paraissait remonter au XIII^e siècle.

tice, « attendu qu'il n'y a aucuns gaiges au dit estat (de châtelain) » (Arch. nat., P 2328, fol. 673).

(1) Arch. nat. R⁴ 985. Cf. Combier, *Étude sur le bailliage de Vermandois...*, p. 586, n° 229.

(2) Arch. nat. R⁴ 1141, fol. 7^{vo} et 98. — Roger de Longueval fut inhumé dans l'église de Nogent-sous-Coucy (Arch. de l'Aisne, E sup^t 865).

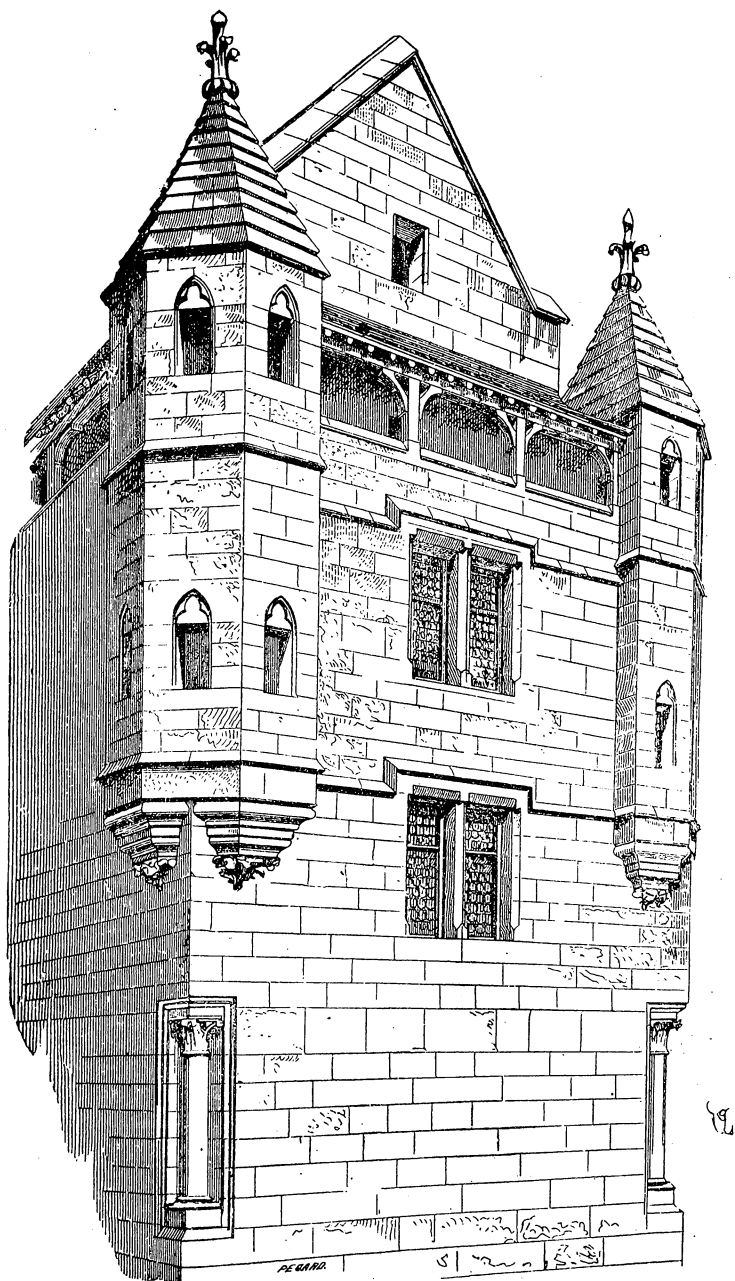
(3) Ses lettres de provision d'office sont datées du 31 octobre 1719 ; il prêta serment le 12 mai 1720 (*Ibid.* et R⁴ 1141, fol. 4 et 122).

(4) Arch. nat. P 5767 à 5784, *passim*.

(5) *Ibid.*, P 2487, fol. 507 ; — 5784, fol. 10^{vo} et 22 ; — 5787, fol. 11, 10^{vo} et 12^{vo}.

(6) « Dans le temps que le Roy résidoit dans le pallais royal appelé la Cour du Roy, le chastelain de Laon avoit

Maison du Châtelain royal
(Viollet-le-Duc, Diction. d'Architecture).



Ses deux étages, qui reposaient sur un rez-de-chaussée de maçonnerie pleine, prenaient jour sur la façade par une baie rectangulaire, à meneau central et dont l'encadrement était décoré d'un large biseau. Au-dessus de chacune de ces couvertures courait une moulure en larmier qui contournait aussi les deux échauguettes hexagonales construites aux angles de la façade. Portées sur des culs-de-lampes ornés de feuillages, ces tourelles étaient recouvertes d'une pyramide de pierre assez obtuse, amortie par un fleuron à crochets. Sur cinq de leurs faces s'ouvraient de petites fenêtres surmontées d'un tympan et d'un arc trilobé. A la base du pignon et des deux rampants de la toiture construite en retrait des murs extérieurs, le bâtiment comportait une loge abritée par un toit en appentis et dont l'appui était extérieurement muni d'un glacis. Cette galerie traversait les échauguettes à leur étage supérieur et se poursuivait le long des murs latéraux.

son ancien château où estoient et sont les maisons... dont la totalité faisoit la face du corps des bastimens qui séparent les rues Chastelaines et du Soleil-Tobie... La première et la principale qui est dans ladite rue Chastelaine appartenant à présent à M. le chevalier de Buzerolles, lieutenant et assesseur (au Présidial) qui, en 1710, a fait desmolir les anciens vestiges et bastimens pour les reconstruire à la moderne... Au-dessus desquels bastimens cy désignés sont encore les galleries anciennes dudit château et deux tours au deux costez » (Arch. nat. R⁴ 1141, fol. 96^{ro} et ^{vo}). — Cette construction est représentée dans : Melleville, II, 84-85; *Collect. Fleury*, fol. 24 et 26 et Viollet-le-Duc, *Dictionnaire ... d'architecture*, VI, 179 (au mot *Loge*). Ce dernier auteur écrit, par erreur, qu'elle s'élevait sur le parvis de la cathédrale et qu'elle dépendait autrefois du Chapitre.

De la châteltenie mouvaient directement au Moyen-âge un certain nombre de seigneuries, parmi les plus importantes desquelles on peut citer celles de Coucy, de Marie, de Rozoy, de Roucy, de Pinon et enfin la conciergerie même du palais (1).

Au milieu du XVIII^e siècle, la châteltenie fut réunie, en même temps que le comté de Soissons et les domaines de Laon, de Crépy et de Noyon, à l'apanage d'Orléans, par lettres patentes du 28 janvier 1751 (2).

LUCIEN BROCHE

Archiviste aux Archives nationales.

(1) « Ce sont les fiefz tenus du Roy nostre sire a cause de sa tour de Laon » : Arch. de Reims, *Cartulaire de la ville de Laon*, fol. 73. Cf. Leleu, I, 768, Dom Varoqueaux dans *Collect. de Picardie*, t. 186, fol. 130 v^o, et Melleville, I, 70. — Voir aussi : Arch. nat. P 156, fol. 1^{er} — 130 et R 4^o 1141, fol. 1 et sq., 105, 108, 109 v^o et sq.

(2) *Ibid.*, X 1^{er} a 8756, fol. 403 v^o et R 4^o 985.

LES FRANÇAIS A LUXEMBOURG

Notes d'histoire.

VAUBAN ET LA FORTERESSE

d'après des documents inédits

Par M. ALFRED LEFORT.

La Société Académique de Laon a reçu en hommage, dans ces dernières années, un très intéressant ouvrage de M. Alfred Lefort, notaire honoraire à Reims et membre de l'Académie nationale de cette ville. Notre savant collègue s'est fait, on le sait, une spécialité de l'histoire du grand duché de Luxembourg. Après un voyage dans ce pays si pittoresque, il y est revenu et a été amené peu à peu à étudier, avec un intérêt croissant, son passé glorieux. N'est il pas, en effet, curieux de constater que le Luxembourg, qui compte aujourd'hui deux cent mille habitants environ, (1) a joué naguère un rôle important dans l'histoire européenne et qu'il a donné cinq empereurs à l'Allemagne, quatre rois à la Bohême et une reine à la France ? (2) On comprend donc que M. Lefort lui ait consacré plusieurs monographies successives. Dans celle dont les lecteurs du *Bulletin de Laon*, trouveront ici une trop sèche analyse, l'auteur a rappelé les diverses phases de l'histoire du Luxembourg, pendant lesquelles cette région a été soumise à notre influence, ou même à notre domination, depuis les origines jusqu'à la période contemporaine : il a consulté pour cela, non seulement les livres les

(1) Il paraît qu'il y a autant de Luxembourgeois résident en dehors du Grand Duché que d'habitants dans le pays même.

(2) Marie, fille de l'empereur Henri VII et femme de Charles le Bel, reine de France ; elle mourut en 1324.

plus récents et les plus complets sur la matière, mais les archives du gouvernement grand ducal, et celles de notre ministère de la guerre ; sa critique est toujours impartiale et les faits sont très clairement exposés.

Après une courte introduction, viennent deux chapitres peu étendus où M. Lefort retrace brièvement l'histoire du Luxembourg à partir du ^xe siècle jusqu'à Louis XIV. L'origine du comté remonte à 963, et le fondateur de la maison fut Sigefroi, le plus jeune fils du comte palatin Wigeric, de la maison d'Ardenne qui, comme celle de Lorraine, se prétendait issue du sang de Charlemagne. Sigefroi acquit, à cette date, de Wicker, abbé de Saint-Maximin de Trèves, les débris d'un petit castel romain, situé sur le territoire de la paroisse de Weimerskirch et provenant d'une donation faite par Charles Martel à l'abbaye de Saint-Maximin. Il releva les ruines de cet établissement et le convertit en un château fort qui ne tarda pas à abriter toute une population de vassaux (agriculteurs et artisans). Telle fut la genèse de la forteresse et de la ville de Luxembourg. Sigefroi d'ailleurs, ne porta pas lui-même le nom de comte de Luxembourg ; c'est un de ses descendants, Guillaume, qui prit le premier ce titre en 1096.

Pendant toute la durée du moyen âge, l'histoire du Luxembourg est intimement liée à celle de l'Empire germanique. En 1354, l'empereur Charles IV, par une charte datée de Metz le 13 mars, éleva le comté au rang de duché en faveur de son frère consanguin Wenceslas, fils unique du second mariage de Jean de Luxembourg : rappelons que ce Jean de Luxembourg, roi de Bohême et comte de Luxembourg, fut tué à la bataille de Crécy, où il était venu combattre aux côtés du roi de France Philippe VI.

Au ^{xv}^e siècle, sous Wenceslas II (1401), le gouvernement de Luxembourg fut confié à Philippe le Hardi, duc de Bourgogne, puis, l'année suivante, à Louis, duc d'Orléans, qui le conserva jusqu'à sa mort, en 1407. Le duché passa alors à la nièce de Wenceslas, Elisabeth de Goerlitz, femme d'Antoine de Bourgogne, duc de Brabant : quelques années après, celle-ci entra en négociations avec son neveu Philippe le Bon, duc de Bourgogne, et par un traité conclu à Hesdin le 4 octobre 1441, elle lui céda tous ses droits sur le pays dont elle le nomma gouverneur. Cette cession ne plut pas aux habitants, et le duc de Bourgogne dut même prendre Luxembourg d'assaut (11 décembre 1443). Son autorité sur le duché fut reconnue non sans difficulté par les rois de France Charles VII et Louis XI ; à partir de cette époque, la langue française devint la langue administrative du duché, privilège qu'elle conserve encore de nos jours et qu'elle ne perdit même pas sous les dominations espagnole et autrichienne. (1) De Philippe le Bon, le titre de duc de Luxembourg passa à Charles le Téméraire, qui séjourna rarement dans son duché ; quelque temps après sa mort, son corps fut amené par son arrière-petit-fils Charles-Quint à Luxembourg, où il resta déposé trois ans avant d'être transporté à Bruges. .

C'est depuis l'occupation du pays par les ducs de Bourgogne que commencèrent à se manifester d'une manière plus vive les convoitises de la France sur le duché et surtout sur la capitale, dont l'importance

(1) Il est à remarquer que si le français est en Luxembourg la langue officielle et administrative, la population, dans le cours ordinaire de la vie, parle ou l'allemand ou le patois luxembourgeois : les prédicateurs à l'église emploient exclusivement l'allemand dans leurs sermons.

devenait de jour en jour plus grande. Quand le duché passa, après Marie de Luxembourg, à son fils Philippe le Beau, de nouvelles incursions des Français eurent lieu en 1486, dans les environs de Luxembourg. Le futur Charles-Quint avait reçu à sa naissance le titre de duc de Luxembourg, et il entendait bien garder son apanage ; aussi le défendit-il énergiquement contre nous. En 1542, une armée française, sous les ordres des ducs d'Orléans et de Guise, s'empara de Luxembourg le premier septembre, mais dut évacuer la place peu après. L'année suivante, le duc Charles d'Orléans prenait possession, au nom de François I^{er}, du pays presque tout entier : le roi vint en personne visiter sa nouvelle conquête, qu'il ne garda pas d'ailleurs longtemps ; les Impériaux reprenaient la ville le 5 juin 1544.

Le troisième chapitre est intitulé *Louis XIV et Vauban*. L'auteur, après avoir rappelé que pendant près de cent quarante ans l'influence française cessa de s'exercer à Luxembourg, montre que sous le Grand Roi tout changea. Il s'était déjà fait céder, à la paix des Pyrénées (1659), Thionville et Montmédy, places luxembourgeoises : après cette paix, les troupes françaises continuèrent à occuper vingt-quatre bourgs et villages situées dans les environs de la capitale ; la chambre de réunion de Metz annexa, de 1681 à 1683, tout le plat pays, isolant complètement Luxembourg, seule ville qui restât encore aux Espagnols. Elle ne tarda pas à être assiégée, et au commencement de 1684, Louvois prit ses dispositions pour l'investissement. Le maréchal de Créquy commandait l'armée d'opération, qui comptait trente-quatre bataillons d'infanterie, huit cents chevaux et soixante ingénieurs sous les ordres de Vauban.

Le siège commença le 28 avril 1684, et Vauban

ouvrit lui-même la tranchée le 8 mai : après une résistance des plus honorables, le prince de Chimay capitulait le 4 juin, et la garnison sortait trois jours plus tard (7) M. Lefort a publié, d'après les archives de la guerre, la très intéressante correspondance échangée, en mai-juin 1684, entre Louvois et Vauban, et en outre un mémoire inédit contenant une relation du siège que Vauban adressa aux souverains. Le roi lui donna une gratification de trois mille pistoles et le chargea de refaire la forteresse : de 1684 à 1697, on y travailla avec acharnement, et la dépense dépassa un million de livres.

Louis XIV modifia beaucoup le gouvernement du duché, quoiqu'il ne l'eût pas acquis à titre définitif ; les traités des 11 et 15 août 1684 avaient stipulé, non pas la paix complète, mais seulement une trêve de vingt ans. Au bout de quelques années, les habitants se soumirent à la nouvelle domination. Le roi vint à Luxembourg en 1687 et y séjourna une semaine. Un souvenir de cette visite se retrouve dans les registres paroissiaux de l'église Saint-Nicolas. Un avocat de la ville, Bernard Knepper, avait demandé au souverain d'être parrain de son fils, né dans la nuit du 24 au 25 mai. Louis XIV se fit représenter par un duc et une duchesse de sa suite, qui n'oublièrent pas le cadeau traditionnel au curé Feller ; ils lui donnèrent six pistoles.

Au traité de Ryswick (1697), le Luxembourg fit retour à l'Espagne, et à la fin de la guerre de la succession d'Espagne, les Pays-Bas espagnols et le duché de Luxembourg furent attribués à l'Autriche ; elle devait les conserver jusqu'à la fin du dix-huitième siècle.

Le chapitre IV est consacré à la Révolution française et à Napoléon I^{er}, c'est-à-dire à la période

pendant laquelle le Luxembourg fut incorporé à la France. Après la victoire de Jemmapes (novembre 1792), nos troupes pénétrèrent dans le duché, et en 1793 et 1794 tout le pays fut conquis, sauf le chef-lieu. Sur les ordres du Comité de Salut public, une division de l'armée de la Moselle, vint mettre le siège devant la forteresse le 21 novembre 1794 ; défendue par le vieux maréchal de Bender, elle résista plus de deux mois et capitula le 19 prairial an III (7 juin 1795). Plusieurs mois après (9 vendémiaire an IV), le Luxembourg était réuni à la France ; les deux tiers du duché formèrent le département des Forêts, le reste entra dans ceux de l'Ourthe et de Sambre-et-Meuse.

Sous l'Empire, Napoléon I^{er}, qui ne pouvait moins faire que Louis XIV, vint visiter Luxembourg, le 9 octobre 1804 ; il fut acclamé comme l'avait été le Grand Roi. L'empereur fit continuer la confection des plans en relief des places fortes de France, commencée au xvn^e siècle : l'un des plus beaux exécutés sous son règne est celui de la forteresse de Luxembourg ; M. Lefort a joint à son livre une jolie réduction de ce plan obtenue par le procédé héliographique.

En 1814, les armées alliées reprenaient possession du duché, et l'année suivante le congrès de Vienne le transformait en un grand duché qui fit partie de la Confédération germanique sous la souveraineté personnelle de Guillaume I^{er}, roi des Pays-Bas. La forteresse fut déclarée place fédérale, et elle reçut une garnison prussienne qu'elle devait garder plus de cinquante ans.

Le chapitre V, (*le Traité de Londres*) est le plus important de l'ouvrage par son développement (170 pages) et l'intérêt des événements qui y sont exposés. C'est en résumé le traité de Londres qui a donné

au Luxembourg, en 1867, une indépendance qu'il n'avait jamais connue depuis dix siècles, mais les Français n'oublieront pas que ce traité fut dirigé contre eux, et que, dans les deux années qui l'ont précédé, la diplomatie française subit une série d'échecs singulièrement humiliants pour l'amour-propre national.

A la suite de la Révolution de 1830, une insurrection, on le sait, éclata en Belgique et gagna le grand duché de Luxembourg, sauf la capitale, garantie par la garnison prussienne. Le roi Guillaume I^{er} se résigna à abandonner la Belgique, mais il ne voulait pas céder le Luxembourg. Après huit années de discussion, le traité des vingt-quatre articles (19 avril 1839) partagea ce pays entre la Belgique et les Pays-Bas : le roi de Hollande, Guillaume I^{er}, se fit confirmer ses droits de souveraineté sur la partie qui lui restait et qui formait à peine le quart de l'ancien duché du xvi^e siècle.

Le grand duché ne tarda pas à être gouverné comme un état à part, ayant ses institutions et ses lois particulières, surtout lorsque plus tard (1850) fut créée, en faveur d'un prince du sang, la charge de lieutenant du Roi grand-duc pour les affaires luxembourgeoises. En 1842, sous Guillaume II, qui régna de 1840 à 1849, le grand duché entra dans l'union douanière allemande (Zollverein), dont il fait encore partie. (1) Guillaume III, arrivé au trône, en 1849, délégua dès l'année suivante le gouvernement du grand duché à son frère, le prince Henri des Pays-Bas, qui l'exerça pendant vingt neuf ans, de 1850 à

(1) Ce contrat d'union douanière est très avantageux pour le Luxembourg puisque le produit des sommes monte au quart des recettes ordinaires du budget grand ducal, mais il met une barrière infranchissable à l'entrée des produits français.

1879. C'est sous son administration que survinrent, en Allemagne et en France, les événements de 1866 et 1867 qui eurent de si grandes conséquences pour le pays de Luxembourg.

Ces événements, qui donnèrent au grand duché la situation politique dont il jouit à l'heure actuelle, eurent pour point de départ la revendication par un prince allemand de la maison d'Augustenbourg des duchés de Sleswig et de Holstein, dont le roi de Danemarck était souverain. Cette revendication eut pour suites, d'abord la guerre soutenue par le Danemarck contre l'Autriche et la Prusse réunies, en 1864, puis, l'année suivante, la brouille des deux grands états allemands qui amena la campagne de 1866, terminée par la défaite de l'Autriche à Sadowa. Le gouvernement français, au moment de la guerre des duchés, avait eu une attitude que le public ne comprit en aucune façon. Lorsqu'on vit l'empereur abandonner, au profit de la Prusse et de l'Autriche, notre allié du premier empire, le Danemarck, on s'attendit à une évolution considérable de notre politique : on s'étonna plus encore quand, après la signature du traité de Gastein (août 1865) qui retarda un instant le conflit austro-prussien, Napoléon III favorisa ouvertement la liaison naissante de l'Italie et de la Prusse. La France entière était véritablement avec Thiers, le jour où le grand homme d'état interpella le gouvernement dans la séance du Corps législatif du 3 mai 1866. Les paroles prophétiques qu'il prononça au Palais-Bourbon produisirent un effet considérable, même dans l'entourage de l'empereur. Le ministre Drouyn de Lhuys, le maréchal Niel, le maréchal Randon conseillèrent vivement à Napoléon III d'envoyer à la frontière une armée d'observation, ce qui était le plus sûr moyen de porter un coup droit au

cauteleux personnage qui dirigeait alors la diplomatie prussienne.

Voyant ses projets menacés, le comte de Bismarck s'empessa de prodiguer à l'empereur les plus basses flatteries, lui laissant entendre que la Prusse ne s'opposerait pas à un agrandissement territorial de la France. Cette allusion flattait les penchants secrets de Napoléon III qui rêvait de rendre à la France ses frontières naturelles, et cela sans tirer l'épée, au moyen de sa diplomatie et par l'effet de son influence personnelle sur l'Europe, influence qu'il s'exagérait d'ailleurs considérablement : s'il songeait alors à rapprocher l'Italie de la Prusse, c'était afin d'obtenir pour l'Italie la Vénétie, et pour la France la rive gauche du Rhin. Les ministres étrangers l'encourageaient dans cette politique décevante, Cavour, de Beust, surtout Bismarck, qui avait eu une entrevue à ce sujet avec l'empereur, en août 1865, à Biarritz. Il avait tant besoin de la neutralité de la France pour abattre l'Autriche qu'il n'hésita pas, dès le mois de mars 1866 à garantir à Napoléon III, pour prix de cette neutralité, la cession de territoires allemands importants : cet engagement n'était qu'illusoire puisque le diplomate prussien n'avait pas l'intention de le tenir. Cependant le souverain s'y laissa prendre ; il accepta la démission de Drouyn de Lhuys qu'il remplaça par le pacifique marquis de Morestier et se rangea à l'avis de Rouher et du prince Napoléon, qu'on appelait l'Italianissime. Grâce à l'inaction de la France, l'Autriche fut écrasée à Sadowa : peu à peu, à mesure qu'augmentaient les succès des armées prussiennes, Bismarck se montrait moins affirmatif sur la question des compensations qui nous étaient dues, et après le traité de Prague, c'est-à-dire en août 1866, sûr de la victoire, il se dégagea de sa

promesse avec une insolente désinvolture. La désillusion de l'empereur fut cruelle, mais reculant devant une guerre impossible, il renonça aux « revendications légitimes » ; toutefois, pour donner satisfaction à l'opinion justement irritée, il résolut de préparer une annexion qui d'après lui ne devait pas soulever de difficultés, celle du grand duché de Luxembourg.

Par suite de la dissolution de la Confédération germanique après les événements de 1866, le grand duché avait recouvré son indépendance, car il ne faisait pas partie de la nouvelle confédération de l'Allemagne du Nord : la forteresse continuait pourtant à être occupée par une garnison prussienne. La question de l'annexion par la France entra dans sa phase décisive en février 1867, mais au début le gouvernement de Napoléon III commit une double faute, d'abord en ne cherchant pas à connaître les sentiments personnels du roi de Hollande sur la question, et ensuite en comptant sur l'appui de la Prusse pour favoriser la cession du Luxembourg ; au contraire Bismarck était déjà décidé à s'opposer par la force à l'annexion par la France de la moindre parcelle de terre allemande.

Notre chargé d'affaires à La Haye, Baudin, fut chargé de voir Guillaume III, et l'entrevue eut lieu le 18 mars. Le roi parut bien disposé, mais malheureusement pour nous, il se laissa influencer par les nouvelles de Paris et de Berlin. Justement, cette semaine, Thiers venait d'interpeller à nouveau le ministère français sur la conduite qu'il entendait tenir à l'égard de l'Italie et de l'Allemagne : le vice empereur, Rouher, lui avait répondu que la France n'avait qu'à se féliciter de voir l'ancienne confédération germanique remplacée par une Allemagne divisée en

trois tronçons. Ce mouvement oratoire était malheureux, car il prouvait que Rouher ignorait le traité d'alliance, défensive et offensive, conclu l'année précédente entre la Prusse et les états de l'Allemagne du Sud : du reste la riposte ne se fit pas attendre ; deux jours après le discours du ministre d'état français, la Gazette officielle de Berlin publiait, en tête de ses colonnes, le traité de 1866. Bismarck avait agi ainsi autant pour calmer l'opinion en Allemagne que pour détruire l'affirmation de Rouher, mais Guillaume III crut y voir une démonstration menaçante pour la France et il résolut de demander l'avis du roi de Prusse dans la question du Luxembourg ; c'était une maladresse, car Bismarck ne pouvait pas et ne voulait pas laisser croire à l'Europe que son gouvernement approuvait l'annexion. Le roi de Hollande envoya donc à Paris, son fils, le prince d'Orange (26 mars) avec une lettre pour l'empereur où il lui témoignait son intention de lui céder le Luxembourg, mais en même temps il prévenait l'ambassadeur de Prusse à La Haye, le comte Perponcher qui s'empressa d'en référer à Bismarck. Napoléon III, enchanté manda à Paris Baudin le 31 mars et le fit repartir le soir même pour La Haye avec des instructions pour le roi de Hollande. Le lendemain (1^{er} avril) Guillaume se déclarant d'accord avec l'empereur, on prépara le traité définitif ; il n'y manquait plus que les signatures quand tout fut remis en question par les intrigues du premier ministre prussien.

Dans les derniers jours de mars 1867, celui-ci, voyant le moment de contrecarrer les projets de Napoléon III, agit avec sa dissimulation habituelle. Il se concerta avec le chef des libéraux-nationaux allemands, Bennigsen, sur les termes d'une interpellation qui serait portée prochainement à la tribune dn

Reichstag relativement à l'affaire du Luxembourg. Bennigsen, déclarerait que le parti national était opposé à la cession du Luxembourg et Bismarck répondait par des paroles vagues, mais rassurantes. La discussion n'irait pas plus loin, mais l'empereur des Français serait ainsi prévenu que si la Prusse n'était pas un adversaire pour lui, une démonstration hostile de la France trouverait toute l'Allemagne groupée autour de la Prusse.

L'interpellation Bennigsen était fixée au 1^{er} avril à midi, c'est-à-dire à l'heure même où le traité de cession du Luxembourg était présenté à La Haye à la signature de Guillaume III. Ce même jour, quelques instants avant midi, notre ambassadeur à Berlin, le comte Benedetti, eut un entretien avec Bismarck : heureusement Benedetti n'avait pas encore reçu la dépêche du marquis de Moustier par laquelle le ministre lui annonçait que le traité de cession allait être signé ; autrement, il eût communiqué la nouvelle à son illustre interlocuteur qui alors n'aurait pas pu affirmer, comme il le fit quelques instants après, que la cession n'était pas encore officiellement annoncée, et avec les dispositions militaires de la Prusse, c'eût été la guerre à brève échéance. En quittant le comte Benedetti, Bismarck entra au Reichstag entendit le discours de Bennigsen et y répondit par d'évasives déclarations : le Reichstag passa ensuite à l'ordre du jour sur l'interpellation Bennigsen, mais cet ordre du jour était une manifestation bien caractérisée contre l'annexion du grand duché à la France. En même temps le roi de Prusse faisait télégraphier au roi de Hollande, le lendemain 2 avril, pour le prier de prendre en considération les vœux de l'Allemagne. Guillaume III qui, pour des questions de pure forme, n'avait pas pu signer le traité la veille, fut ravi de

sortir de l'impasse où il s'était engagé, et il prétextaque, devant l'attitude de la Prusse, il se considérait comme délié de tous ses engagements.

Pendant quelques jours l'effervescence fut grande à Paris. Tout le monde croyait à la guerre et les fonds d'Etat s'en ressentirent par une baisse rapide. Le 8 avril, le marquis de Moustier exposait au Sénat la situation et déclarait qu'après un échange de vues entre les cabinets de Paris et de la Haye au sujet de la possession du grand duché de Luxembourg, le cabinet de Berlin, consulté par le roi de Hollande, avait invoqué les stipulations du traité de 1839 : que dans ces conditions le gouvernement français était tout disposé à examiner avec le concours des autres puissances de l'Europe les clauses de ce traité, et qu'il apporterait dans cet examen le plus large esprit de conciliation. Le 3 mai, le même ministre annonçait à la haute Assemblée la réunion prochaine d'une conférence des puissances à Londres, où devait être résolue la question du grand duché. Tout semblait donc terminé.

Néanmoins il était temps que la diplomatie européenne intervint pour empêcher une guerre qui devenait imminente. En Allemagne, tout se préparait pour une invasion, et la France, épuisée par l'expédition du Mexique n'était pas en état de résister : elle dut contenir son courroux légitime et accepter l'intervention de l'Autriche et de la Russie qui lui permit de résoudre pacifiquement et honorablement la question du Luxembourg.

Bismarck ne voyait pas d'un bon œil cette conférence européenne, mais il dut céder devant l'attitude énergique du tsar Alexandre, partisan décidé de la paix. L'ouverture de la conférence eut lieu le 7 mai 1867 : les puissances suivantes y étaient représentées :

Autriche, Belgique, France, Grande-Bretagne, Pays-Bas et grand duché de Luxembourg, Prusse et Russie ; l'Italie par ses intrigues réussit à s'y faire admettre. Quatre jours après (11 mai) était signé le traité de Londres qui était très heureux pour le Luxembourg : le grand duché formait un état perpétuellement neutre ; il était placé sous la souveraineté du roi des Pays-Bas et de ses successeurs, dussent-ils appartenir à la maison de Nassau : les troupes prussiennes quitteraient la ville de Luxembourg qui serait démantelée. Ce traité fut accueilli froidement en France, très favorablement en Angleterre : en Prusse, on fit contre mauvaise fortune bon cœur et après avoir perdu l'occasion de faire la guerre, on se défendit d'y avoir jamais songé. Dans le grand duché on se préoccupa surtout des conséquences matérielles qu'allait avoir le départ des troupes prussiennes. La forteresse fut évacuée de mai à septembre 1867 : le 10 septembre, on commençait la démolition, qui dura jusqu'à 1883 ; le dernier bastion, conservé à cause d'un réservoir d'eau, disparut en 1890.

Le sixième et dernier chapitre du livre de M. Lefort est relatif à la guerre de 1870-71, pendant laquelle le pays de Luxembourg témoigna à la France une sympathie marquée. De nombreuses ambulances recueillirent les blessés français, quatre médecins luxembourgeois restèrent bloqués dans Metz et on distribua plus de trois cent mille francs en secours matériels. Cette généreuse conduite faillit amener des complications internationales. A force d'énergie, le président du gouvernement grand-ducal, M. Emmanuel Servais, parvint à concilier les devoirs de l'humanité avec la sécurité du pays, mais il ne put pas empêcher la Prusse victorieuse de mettre la main sur la principale ligne du chemin de fer du grand duché,

la ligue Guillaume-Luxembourg, qui en 1871, passa de la compagnie française de l'Est (qui l'exploitait depuis 1837) à la compagnie des chemins de fer d'Alsace-Lorraine, dont le siège est à Strasbourg.

Un post-scriptum de quelques pages termine l'ouvrage et résume l'histoire des dernières années. Après 1870, le grand duché continua sa paisible existence sous le gouvernement, plus nominal que réel, de Guillaume III de Hollande et sous la direction effective du prince Henri, son frère, qui mourut en 1879. Guillaume III étant mort en 1890 sans héritiers mâles fut remplacé par le duc Adolphe de Nassau, souverain actuel du grand duché, dont l'héritier présomptif est le prince Guillaume de Nassau.

En résumé, conclut M. Lefort, le Luxembourg est aujourd'hui un état souverain qui ne dépend de personne, sauf au point de vue commercial, et il a une situation exceptionnelle par suite de sa neutralité : c'est un avantage que les habitants savent apprécier. Malgré leur origine germanique, ils aiment la France, ils envoient leurs fils et leurs filles y terminer leur éducation, mais il ne faut pas leur demander davantage. Toute leur ambition, et l'on ne saurait les en blâmer, est exprimée par le refrain de leur hymne national.

« Mir welle bleiwen wat mir sin. »

J. SOUCHON.

LE GÉNÉRAL BARON PIERRE D'AUTENCOURT

1771 - 1832.

ESSAI BIOGRAPHIQUE

Les mauvaises actions des hommes se
burinent sur l'airain ; nous gravons
leurs vertus sur le sable.

SHAKSPEARE.

PRÉLIMINAIRE

En visitant le petit village de Montigny, bâti au pied de la coquette ville de Marle, mon attention fut attirée vers le portrait (1) du général baron Pierre D'Autencourt. Désireux de connaître un peu la vie de cet homme de guerre, j'interrogeai quelques habitants : personne ne put répondre à mes questions ; beaucoup même ignoraient qu'un général fût né dans leur commune ! Je résolus de tirer de l'oubli la mémoire du vaillant soldat et, après bien des recherches, grâce à la complaisance des bureaux du Ministère de la guerre, je suis heureux d'offrir à la Société Académique de Laon le présent essai biographique.

J. LECLERC,

Instituteur public,

*Lauréat de la Société de Géographie
de l'Aisne.*

(1) Sous le portrait on lit : Pierre d'Autencourt, général de brigade, major des cheveau-légers-Lanciers-Polonais de la garde impériale, commandeur de la Légion d'honneur, maréchal de camp, né à Montigny-sous-Marle le 28 février 1771, décédé à Nevers le 2 janvier 1832.

PIERRE D'AUTENCOURT

1771-1832.

ESSAI BIOGRAPHIQUE

La famille paternelle du général D'Autencourt était originaire de la commune de Bucy-lès-Pierrepont qui dépend actuellement du canton de Sissonne.

Les Archives départementales ne possèdent sur le compte de Pierre D'Autencourt aucun renseignement. C'est au greffe du Tribunal de Laon que nous ont été obligeamment communiqués les documents officiels relatifs à son acte de naissance et à la rectification de son nom patronymique.

On lit en effet dans l'acte de naissance : « 28 février 1771, acte de baptême de Pierre, fils de Pierre D'Autencourt, sous-brigadier des commis, demeurant à Montigny-sous-Marlé, et Marie-Antoinette Fétrot, sa femme ; parrain, Antoine Sandrin, de la paroisse de Cilly ; marraine, Marie-Hélène Fétrot, de la paroisse de Callérée, diocèse de Reims. »

En marge est écrit : « Par jugement du 13 mars 1820, *D'Autencourt* a été substitué à *D'Attencourt*. »

On verra plus loin aux pièces justificatives les motifs basés purement et simplement sur une orthographe et des signatures constatées depuis 1712 qui ont fait ordonner par le Tribunal de Laon cette rectification de nom.

En tout état de cause, qu'il ait été noble ou roturier de naissance, D'Autencourt ne dut son élévation qu'à lui-même et il n'en aura que plus de mérite à nos yeux. Son exemple montrera une fois encore que, depuis la Révolution, la fortune et le nom seuls ne font plus les grands hommes.

D'après la photographie qui orne les murs de la mairie de Montigny, D'Autencourt ressemblait à Eugène de Beauharnais avec deux énormes moustaches pendant de chaque côté de la bouche ; il portait comme Kléber, les cheveux longs et incultes.

En 1793, lors de la levée en masse, Pierre, réquisitionné pour le service de l'armée, fut choisi le 15 septembre, par le chef du 2^e bataillon du district de Vervins, pour aider le quartier-maitre-trésorier du bataillon à trouver les vivres indispensables aux recrues. La mission était difficile à remplir dans une année de famine et à proximité de l'ennemi. Pierre se tira si bien d'affaire que le 22 octobre 1793 il remplaça son chef dans les fonctions de quartier-maitre-trésorier et fut chargé de rassembler à Vervins une partie des approvisionnements nécessaires aux masses considérables de troupes réunies aux environs de Guise conformément aux ordres de Carnot. Plusieurs fois il dut employer la force pour défendre les provisions contre les émeutes d'affamés qui parcouraient le pays en criant : du pain ! du pain !

Fatigué de sévir contre des malheureux, D'Autencourt donna sa démission et s'enrôla, le 24 janvier 1794, comme simple fusilier, au 1^{er} bataillon des volontaires nationaux de la Vienne. Là il conquist la confiance de ses chefs et son instruction lui valut d'être détaché, le 9 mars, auprès de l'accusateur public près le tribunal criminel du quartier-général de l'armée du Nord où la conduite des généraux commandants devenait suspecte. Le 21 du même mois il fut délégué commis-greffier près ledit tribunal et le 19 août les Représentants du peuple aux armées le nommaient officier de police et de sûreté. Ces nouvelles attributions étaient délicates, il fallait

beaucoup d'énergie et de tact pour arrêter les nombreuses désertions qui se produisaient au milieu des soldats et des chefs subalternes non habitués à la discipline. Pierre réussit à merveille. Aussi, lorsque le Directoire reforma la gendarmerie pour assurer la tranquillité publique, réprimer les troubles soulevés par la disette et les vengeances populaires, le Comité de salut public pensa à lui. Il fut employé provisoirement, à partir du 16 avril 1796, comme lieutenant de gendarmerie auprès du général Wirion, organisateur de la gendarmerie dans les départements réunis.

Après la conquête de la Belgique par Jourdan et de la Hollande par Pichegru, conquêtes confirmées par le traité de Bâle, les pays annexés furent divisés en départements. D'Autencourt, versé dans la comptabilité militaire, reçut, au milieu de septembre 1796, le grade de quartier-maitre-trésorier de la 2^e division de gendarmerie des départements Dyle et Deux-Nèthes. Le 16 février 1798 il gagna les galons de lieutenant dans la compagnie du département de la Dyle à la résidence de Bruxelles.

Le 28 mars 1800, il était promu capitaine à la résidence de Mayenne.

Bien que la pacification de la Bretagne fût terminée. Georges Cadoudal, le plus implacable des chefs vendéens, grâce aux subsides de l'Angleterre, entretenait de sourdes menées contre le Gouvernement. Le poste de Mayenne était donc un poste d'avant-garde périlleux à remplir, car la moindre faiblesse pouvait amener les plus graves conséquences. D'Autencourt maintint le bon ordre et réprima impitoyablement dans son district tous les actes de brigandages commis par les déserteurs et les chouans licenciés.

Comme on le voit, malgré ses nombreux services, l'avancement de D'Autencourt fut pénible. Il est vrai

de dire que notre compatriote était plus habile administrateur que brillant militaire.

De 1807 à 1813, D'Autencourt est major dans la garde. A une époque si troublée, où le corps des officiers se renouvelait sans cesse, il semblerait qu'un homme de mérite ne puisse conserver six années le même grade. Cela paraît d'autant plus étrange qu'en 1812, après la retraite de Russie, les officiers faisant défaut, l'Empereur dut promouvoir les gradés de sa garde et leur donner de hauts emplois dans la nouvelle armée. D'Autencourt reste pourtant major ! mais son élévation à la dignité de Baron de l'Empire montre suffisamment dans quelle estime il était tenu par le Gouvernement impérial.

Autre chose. — Tous les soldats, ceux de la garde en particulier, étaient fanatiques de l'Empereur parce que celui-ci flattait leur amour-propre et surtout parce qu'il veillait à leur bien-être. La garde était l'objet de toute sa sollicitude et quand nous saurons que celle-ci en 1812, de Moscou à Königsberg, ne souffrit que du froid et jamais de la faim, nous reconnaitrons le savoir-faire de D'Autencourt. Par conséquent un tel homme rendait autant de services que le plus brave général d'armée, surtout dans un pays où le courage est le propre du plus grand nombre et non l'apanage de quelques-uns.

Il ne faut donc pas s'étonner si Napoléon voulut toujours conserver sous sa main un si précieux auxiliaire.

L'Angleterre ayant refusé d'accomplir toutes les clauses de la paix d'Amiens, Bonaparte résolut de traverser la Manche ; dans ce but il réunit des troupes et une flotte à Boulogne. Afin d'empêcher les Anglais d'inquiéter nos ports, il forma sur les côtes de l'Océan une armée composée en grande partie de cavalerie.

Les rives comprises entre Nantes et Brest furent placées sous la surveillance du général Lemarois ; D'Autencourt lui fut délégué avec le grade de capitaine. La cavalerie devait explorer sans cesse le littoral, s'opposer à tout projet de descente et secourir les chaloupes échouées pour éviter l'ennemi.

Lorsque la 3^e coalition éclata, Napoléon leva précipitamment le camp de Boulogne et se mit à la tête de la grande armée. D'Autencourt reçut le commandement d'un des deux escadrons de la gendarmerie d'élite chargés de faire la police du quartier général de la garde impériale. Il suivit la garde de l'Empereur, assista à la prise de Mack dans Ulm, aux victoires d'Austerlitz et d'Iéna. Le 27 octobre 1806, Napoléon au milieu de sa garde aux vêtements chamarrés d'or et d'argent, suivie des deux superbes escadrons de gendarmerie d'élite, dont l'un commandé par D'Autencourt, fit son entrée à Berlin.

Dès le 14 juin 1804, notre compatriote avait reçu la croix de chevalier de la Légion d'honneur ; le 29 mars de l'année suivante, il fut promu officier du même ordre.

De Berlin, l'armée marcha au devant des Russes en se dirigeant sur la Pologne. Napoléon profita de son long séjour dans ce malheureux pays pour fortifier certaines villes, distribuer des armes et opérer quelques levées d'hommes. Aussi, à partir de ce moment, plusieurs régiments polonais combattirent dans nos rangs (1). Napoléon, pour bien marquer l'estime qu'il portait à ce vaillant petit peuple, adjoi-

(1) Déjà, à la fin de la Révolution, une légion polonaise se battait pour la France ; mais, comme la loi défendait l'emploi des troupes étrangères, cette légion était censée marcher pour le compte de l'Italie.

gnit à sa garde quelques régiments de chevaux-légers-lanciers-polonais. Après les batailles d'Eylan et de Friedland, D'Autencourt obtint, le 6 avril, le grade de major en second du premier de ces régiments (1).

Vers la fin de 1807, l'insatiable empereur des Français résolut de s'emparer d'abord du Portugal, puissance qui n'avait pas voulu adhérer au Blocus, puis de l'Espagne. Présument que bientôt il devrait se mettre lui-même à la tête de ses troupes, il expédia, successivement sur Bayonne, toute sa garde dans les rangs de laquelle était d'Autencourt.

Le 4 novembre 1808 on franchit la frontière espagnole et le 5 on arrivait à Vittoria, pour se diriger ensuite sur Burgos et Madrid. En route les chevaux-légers-lanciers-polonais de la garde ayant à leur tête le brave général Montbrun et D'Autencourt comme major en premier, s'immortalisèrent sur les pentes de la Somma-Sierra en enlevant au galop le corps d'artillerie espagnole qui essayait de leur barrer le chemin. Malgré le terrible feu de la mousqueterie et de la mitraille, les Polonais, passant par-dessus les blessés, arrivèrent jusqu'aux pièces, sabrèrent les canonniers et se rendirent maîtres des 16 canons, puis, reprenant leur galop effréné, poursuivirent les Espagnols la lance dans les reins. Tous les caissons, les drapeaux, la plupart des officiers restèrent entre leurs mains.

Ce brillant fait d'armes rappelé dans un tableau attribué à Vernet, jeta la consternation dans Madrid qui ouvrit ses portes après quelques heures de combat. Le 13 janvier 1809, Napoléon, rappelé en France,

(1) D'Autencourt sut se concilier à tel point l'affection de ses soldats qu'ils le surnommaient le papa du Régiment.

quitta Madrid, gagna Bayonne et se dirigea sur Paris, à franc-étrier, avec la cavalerie de la garde qui ne le quittait presque jamais.

De 1809 à 1812, la garde transformée en une sorte d'école militaire, resta à Versailles. D'Autencourt et ses camarades reçurent la mission de dresser les 10.000 jeunes gens de choix que la conscription leur envoyait chaque année.

Dans cet intervalle, il fut fait baron de l'Empire par lettres-patentes du 26 avril 1810 et reçut comme dotation 4.000 francs de rente annuelle sur le département de Rome (Décret impérial du 15 mars 1810).

La même année, par autorisation du 13 juin, D'Autencourt épousa Sophie-Justine-Cécile-Josèphe d'Hardiviller.

Quand, en 1812, Napoléon fit ses préparatifs pour la guerre de Russie, il envoya secrètement sa garde à Berlin. Au mois de mai celle-ci le rejoignit à Dresde. Au passage d'un affluent du Niémen les lanciers-polonais de la garde, afin d'établir un pont pour leur maître vénéré, se jetèrent dans la rivière en nageant de toute la force de leurs chevaux. La violence du courant les entraîna, quelques-uns se noyèrent, les autres, recueillis dans des barques, furent sauvés.

A la bataille de la Moskowa, malgré les pressants appels de Ney, de Murat, du prince Eugène, la vieille garde resta simple spectatrice du combat, et n'eut guère d'autre rôle à remplir pendant toute la retraite.

Le 25 octobre à Kalouga, comme le soleil se montrait au travers d'un épais brouillard, phénomène fréquent au mois d'octobre, l'Empereur s'aventura dans la plaine suivi seulement de quelques officiers d'ordonnance. A peine avait-il fait quelques centaines de mètres qu'il fut enveloppé par une nuée de cosa-

ques. Au cliquetis des armes les officiers de la garde, D'Autencourt et beaucoup d'autres, s'élançèrent au secours de leur chef et firent le coup de sabre pour le dégager ; ils y parvinrent grâce à l'arrivée des cavaliers de la garde. Dans cette méprise tout le monde fit son devoir et courut les plus grands périls. On raconte qu'un officier de hussards, ayant perdu dans la mêlée son sabre et son chapeau, s'était emparé d'une lance pour se défendre. Un grenadier à cheval, de la garde, trompé par sa lance et sa capote verte, le prit pour un cosaque, d'un vigoureux coup de pointe il le traversa de part en part. Un instant après Napoléon, causant avec Murat, riait de ce qu'il avait failli être pris avec l'élite des chefs de sa garde (1).

A Krasnoé la garde donna tout entière. La cavalerie, dans les rangs de laquelle était D'Autencourt, comptait encore quelques centaines de chevaux montés. Ces soldats héroïques, un contre dix, se frayèrent un passage à travers les troupes de Kutusof.

Bientôt l'Empereur quitta l'armée et les grognards gagnèrent Kœnigsberg. Durant cette retraite ceux-ci reçurent régulièrement des provisions ; le plus souvent ce n'était que du bouillon fait avec la viande de cheval, une poignée de riz ou de gruau, mais les cavaliers de la garde eurent toujours quelque chose à se mettre sous la dent. D'Autencourt et ses collègues durent faire des prodiges pour trouver dans un pays ruiné et saccagé les subsistances nécessaires à leurs hommes.

A Bautzen, le vaillant Lefebvre-Desnouettes, à la

(1) Ce renseignement est emprunté aux « Mémoires du sergent Bourgogne ». — Librairie Hachette.

tête des lanciers polonais, secondé par D'Autencourt, fondit sur la cavalerie ennemie chargée de protéger la retraite et la mit en fuite.

Plus tard D'Autencourt aida le duc de Padoue à rassembler à Leipzig tous les vivres, munitions, souliers, effets d'habillement que l'on put trouver ; on en forma un immense convoi qui fut placé sous la surveillance directe des majors de la garde et sous la protection du valeureux Lefebvre, commandant en chef la cavalerie de la garde impériale. Le second jour de la bataille de Leipzig le convoi fut distribué aux troupes afin d'exciter leur enthousiasme.

Malgré cela, les Français furent battus et obligés de rétrograder sur le Rhin avec la garde aux avant-postes. A Hanau, la cavalerie de Lefebvre passa sur le corps de l'armée austro-bavaroise. D'Autencourt s'y conduisit bravement, car le 28 novembre 1813 il reçut les étoiles de général de brigade.

La France allait être envahie ; Napoléon fit des efforts surhumains pour constituer de nouvelles armées. La garde, sous le commandement suprême de Drouot, eut une extension inconnue jusqu'alors. C'était en quelque sorte une école militaire, une pépinière, où il était facile, en quelques semaines de transformer des conscrits en soldats.

Drouot eut pour principal auxiliaire D'Autencourt. Celui-ci, par sa longue expérience, était devenu un organisateur modèle. Demeuré à Paris, il équipa les divers corps de la garde avec économie et rapidité, veilla à la confection des souliers, des vêtements, et à la réfection du matériel d'artillerie perdu dans les plaines de la Russie.

En attendant leur habillement complet, les recrues étaient instruites par des officiers d'élite qui les façonnaient en quelques jours. Dans le courant de

janvier plus de 15.000 hommes sortirent des dépôts de la capitale, armés et instruits. En récompense de ces brillants services D'Autencourt fut fait commandant de la Légion d'Honneur le 27 février 1814.

Durant toute la campagne, tandis que Drouot combattait, D'Autencourt, à force d'énergie, trouva le moyen d'équiper un nombre d'hommes suffisant pour combler les vides faits dans les rangs de la garde. Tantôt à Paris, tantôt près de l'Empereur, il se multipliait sans cesse et subvenait à tout comme par enchantement.

Au retour des Bourbons, D'Autencourt, relevé de ses fonctions, fut mis en non activité le 1^{er} septembre 1814, mais conserva sa dotation.

Napoléon, revenu de l'île d'Elbe, rappela près de lui les anciens compagnons sur lesquels il pouvait compter. D'Autencourt, avec le grade de général de brigade, fut nommé le 3 avril 1815 Inspecteur-général du corps de la gendarmerie.

Sept jours après, la guerre étant inévitable, il recevait le commandement de la gendarmerie de la garde impériale et était fait chevalier de l'ordre militaire de Pologne. Personne n'était plus qualifié que lui pour assurer l'ordre et réprimer les défections qui pouvaient se produire parmi les 25.000 soldats de la garde.

Le soir de Waterloo, sorti sain et sauf de la fournaise, D'Autencourt rejoignit l'Empereur, l'accompagna jusqu'à Laon et de là gagna Paris.

Aussitôt le départ de Napoléon pour l'Angleterre, le gouvernement provisoire signa avec l'ennemi une capitulation qui reléguait l'armée française derrière la Loire. Par suite du licenciement de la majorité des troupes, D'Autencourt fut mis en non-activité le 26 septembre 1815 et en disponibilité le 1^{er} avril

1820. Par ordonnance royale du 16 février 1825, notre compatriote obtint une pension de retraite.

Après la Révolution de 1830, le duc d'Orléans, en sa qualité de lieutenant-général du royaume, rappela D'Autencourt au service et la veille de son avènement au trône, c'est-à-dire le 8 août 1830, il le nommait commandant de la 1^{re} subdivision de la 15^{me} division militaire. Cette subdivision comprenait alors les départements de la Nièvre et de l'Allier. Le 14 janvier 1831 on lui enlevait le commandement de l'Allier, mais le 4 juin de la même année ce département était replacé sous ses ordres.

Le général Baron Pierre D'Autencourt mourut à Nevers le 2 janvier 1832. Il laissait de nombreux écrits sur ses campagnes et notamment, l'Histoire du régiment des lanciers polonais.

La ville de Nevers, où le général avait conquis l'estime publique, sollicita et obtint de la veuve l'autorisation de garder la dépouille mortelle de ce vaillant guerrier ; une sépulture lui fut érigée aux frais de la ville.

Malgré le jugement qui avait rectifié son nom et en avait fixé l'orthographe, l'acte qui constata officiellement son décès, et qui figure plus loin aux pièces justificatives, désigna le glorieux défunt sous le nom de Dautancourt, conformément aux indications portées sur ses états de services.

Le général D'Autencourt, d'après une note insérée sous la signature O Kelly de Galway, dans l'*Intermédiaire des Chercheurs et Curieux*, n° du 7 février 1901, laissa deux fils :

I. — Pierre-Jules, baron Dautancourt (*sic*), lieutenant-colonel du génie, officier de la légion d'honneur, né en 1813, mort le 19 septembre 1865, marié le 30 avril 1849, avec Mélanie-Adèle-Marié Drouet dont

Mathilde Dautencourt, mariée en mai 1867 à Anatole Normand.

II. — Léon Dautancourt.

(Révérend. — Armorial du premier Empire, Tome II. Paris, 1895).

On lit dans le *Tout Paris* de 1900, que la baronne d'Autancourt (*sic*) demeure rue de l'Université, 23, et au château de Cisseaux par Chenonceaux (Indre-et-Loire), avec sa fille, M^{me} Normand d'Autencourt.

LE GÉNÉRAL BARON PIERRE DAUTANCOURT

RÉSUMÉ BIOGRAPHIQUE

(Relevé au Ministère de la Guerre).

1^o SERVICES :

- Réquisitionnaire au 2^e bataillon
du district de Vervins, le 15 septembre 1793.
- Quartier-Maitre-Trésorier, le 22 octobre 1793.
- Incorporé, comme fusilier, au
1^{er} bataillon des volontaires na-
tionaux de la Vienne, le 24 janvier 1794.
- Détaché auprès de l'Accusateur
public près le tribunal criminel
militaire du quartier-général de
l'armée du Nord, le 9 mars 1794.
- Commis-Greffier près le dit tri-
bunal, le 21 mars 1794.
- Nommé, par les Représentants
du Peuple près l'armée du Nord,
Officier de police et de sûreté, le 19 août 1794.
- A cessé ces fonctions, le 16 octobre 1795.
- Employé provisoirement, comme
Lieutenant de gendarmerie, auprès
du général Wirion, chargé de l'or-
gaⁿ de la Gendarmerie des Départ-
tements réunis, le 16 avril 1796.
- Quartier-Maitre-Trésorier de la
2^e Division (Dyle et Deux-Nèthes)
de gendarmerie des départements
réunis, à Bruxelles, le 14 septembre 1796.
- Lieutenant dans la compagnie de
la Dyle, à la résidence de Bruxelles,
le 16 février 1798.
- Capitaine à la résidence de
Mayenne, le 28 mars 1800.

Capitaine de cavalerie dans la gendarmerie d'élite, le	20 septembre 1801.
Chef d'escadron, le	10 avril 1804.
Major en second du 1 ^{er} régiment de cheval-légers-lanciers polonais de la garde impériale, le	6 avril 1807.
Général de brigade major en 1 ^{er} , le	28 novembre 1813.
Mis en non-activité, le	1 ^{er} septembre 1814.
Inspecteur général du corps de la gendarmerie, le.	3 avril 1815.
Commandant la gendarmerie de la garde impériale, le	10 avril 1815.
Mis en non-activité par suite de licenciement, le	26 septembre 1815.
Disponible, le	1 ^{er} avril 1820.
Retraité, par ordonnance du.	16 février 1825.
Relevé de la retraite et nommé Commandant de la 1 ^{re} subdivision (Nièvre et Allier) de la 15 ^{me} Divi- sion militaire, le	8 août 1830.
Commandant le département de la Nièvre, le	14 janvier 1831.
Commandant à nouveau les départements de la Nièvre et de l'Allier, le	4 juin 1831.

2^o CAMPAGNES :

1793, 1794 et 1795, Armée du Nord ;
 1804, Côtes de l'Océan ;
 Vendémiaire an XIV, 1805, 1806 et 1807, Grande
 Armée ;
 1808, Espagne ;
 1809, Armée d'Espagne ;
 1812, Russie ;
 1813, Saxe ;
 1814 et 1815, France.

3^o DÉCORATIONS :

Membre de la Légion d'Honneur, le 14 juin 1804 ;
Officier id. le 29 mars 1805 ;
Commandant id. le 27 février 1814.
Chevalier de l'ordre militaire de Pologne.

4^o TITRES :

Baron de l'Empire (lettres patentes du 26 avril 1810).

5^o DOTATION :

4.000 fr. de rente annuelle sur le département de Rome. (Décret du 15 mars 1810).

PIÈCES JUSTIFICATIVES

A.

Rectification de nom.

1^o REQUÊTE présentée à Monsieur le Président du Tribunal civil de première instance du département de l'Aisne, séant à Laon, par M^e Bernard, avoué à Laon, au nom du général baron D'Autencourt.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Monsieur le baron Pierre *D'Autencourt*, maréchal-de-camp, commandeur de l'ordre royal de la Légion d'Honneur, chevalier de 1^{re} classe de l'ordre du mérite militaire de Pologne, demeurant à Paris, rue du faubourg du Roule, n^o 22,

A l'honneur de vous exposer :

Qu'il naquit à Montigny-sous-Marle, le 28 février 1771 du mariage de feu Pierre *D'Autencourt*, sous-brigadier des employés, avec Marie-Antoinette Fétrot, demeurant alors audit Montigny ;

Que lors de la rédaction de son acte de naissance son

nom patronymique par erreur a été mal orthographié, c'est-à-dire qu'il fut écrit de cette manière *D'Attencourt* au lieu de celle-ci *D'Autencourt* qui est la seule orthographe dont s'est servie et se sert encore la famille D'Autencourt, ainsi qu'il résulte du certificat délivré par Mr Matrat, maire de la commune de Bucy-les-Pierrepont, d'où est originaire la famille de l'exposant, constatant que depuis 1712 les familles *D'Autencourt* n'ont jamais écrit et signé leur nom autrement que D'Autencourt. Ce certificat est resté annexé à la minute de l'acte de notoriété ci-joint passé devant Me Niay et son collègue, notaires à Marle, le 10 février dernier, duquel acte de notoriété il résulte évidemment, d'après le témoignage des sieurs Jean-Claude Robert, ancien employé des fermes, âgé de 81 ans, Charles Carlier, propriétaire âgé de 73 ans, de Marie-Magdeleine Detrez, veuve Maillart, âgée de 80 ans, tous demeurant à Montigny-sous-Marle, et Louis Delème, ancien employé de ferme, âgé de 63 ans, demeurant à Marle, que l'exposant est identiquement le même que Pierre D'Attencourt dont l'acte de naissance fut dressé à Montigny-sous-Marle le 28 février 1771 ; en effet, les sieurs Robert et Delème ont particulièrement connu Monsieur D'Autencourt père comme ayant été employés avec lui à différents postes, le premier l'ayant remplacé à celui de Montigny, et ladite Detrez a vu naître l'exposant chez elle et l'a tenu sur les *fonds* (sic) de baptême ;

Qu'ainsi il ne peut exister de doute sur cette identité ; que par conséquent c'est par erreur si, dans l'acte de naissance susdite de l'exposant, son nom y est écrit de cette manière *D'Attencourt* au lieu de celle-ci *D'Autencourt*.

Pourquoi, vu l'acte de notoriété ci-joint, l'exposant requiert qu'il vous plaise ordonner que rectification sera faite de son acte de naissance, etc..., etc....

2^e JUGEMENT DU 13 MARS 1820.

Vu la requête ci-dessus et de l'autre part, et après avoir entendu le rapport de Monsieur François, les conclusions de M. Huet, substitut de Monsieur le Procureur du roi ; vu l'acte de notoriété produit à la fin de ladite requête, le quel a été reçu par Me Niay et son collègue, notaires à Marle, le 10 février 1820, et les expéditions : 1^e de l'acte

de célébration du mariage des père et mère du requérant en date du 24 avril 1770 ; 2^o de l'acte de naissance dudit requérant en date du 28 février 1771 ; 3^o et le certificat du maire de Bucy-les-Pierrepont du 9 février 1819, lesdits trois actes annexés audit acte de notoriété ;

Considérant qu'il résulte dudit acte que le nom patronymique du père de la famille du requérant s'est toujours écrit et signé de cette manière *D'Autencourt*, que conséquemment c'est par erreur que dans l'acte de naissance du requérant du 28 février 1771 le nom patronymique de son père présente celui de *D'Attencourt* au lieu de *D'Autencourt* ;

Vu aussi les articles 99, 101 du code civil, ainsi que les articles 855, 856, 857 du code de Procédure,

Attendu que, l'erreur dont le requérant demande la rectification étant suffisamment établie, c'est le cas de faire à la demande l'application des dispositions des lois ci-dessus énoncées et d'ordonner la rectification requise,

Par ces motifs, le Tribunal dit qu'à l'avenir dans les expéditions qui pourront être délivrées de l'acte de naissance du pétionnaire du 28 février 1771, le nom patronymique orthographié ainsi *D'Autencourt* sera substitué à celui *D'Attencourt* qui se trouve par erreur ainsi orthographié dans le registre de l'état civil de la commune de Montigny-sous-Marle.

A l'effet de quoi ordonne que par les dépositaires des doubles minutes de l'acte de naissance dont il s'agit il sera fait en marge d'icelles mention du présent jugement qui sera en outre inscrit par l'officier de l'état civil de la commune de Montigny-sous-Marle sur les registres courants des actes de l'état civil de ladite commune aussitôt la présentation qui lui en sera faite, le tout sous les peines de droit.

Fait et prononcé à l'audience publique dudit Tribunal le 13 mars 1820 par MM. Gabriel Louis, président ; Jean Charles Carrière, Louis Antoine François et Etienne Dersu, juges.

Le présent jugement (revêtu de la formule exécutoire et enregistré) a été inscrit par Nous, Maire de la Commune de Montigny-sous-Marle ce dix septembre 1820.

Pour copie conforme.

Signé : MEUNIER.

B. — Acte de décès du Baron D'Autencourt dit Dautancourt. Mairie de Nevers (Nièvre). — Du 2 janvier 1832, acte de décès d : M. le baron Pierre Dautancourt, âgé de 61 ans 10 mois et 5 jours, maréchal-de-camp, commandeur de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre du mérite militaire en Pologne, commandant les départements de la Nièvre et de l'Allier, fils de feu Pierre Dautancourt et de feu Marie Antoinette Pétrot, né à Montigny-sous-Marle (Aisne) époux de Sophie Justine Cécile Josèphe d'Hardiviller, décédé ledit jour 2 janvier 1832, à une heure du matin, rue Saint-Martin.

Les témoins étaient :

MM. Pierre Claude Joseph Pelicier, maréchal-de-camp, colonel de la Garde nationale, et Pierre Joseph Frédéric Girerd, avocat, juge-suppléant, amis du défunt.

UNE RENONCIATION A COMMUNAUTÉ

contestée devant le Grand Bailli de Vermandois
au XIV^e siècle.

Quand des époux ont été mariés sous le régime de la communauté, et que celle-ci vient à être dissoute, le mari qui, pendant sa durée, en a été « seigneur et maître », est obligé de l'accepter telle qu'elle est, bonne ou mauvaise, que l'actif soit supérieur au passif, ou que les dettes soient plus importantes que l'actif.

La situation de la femme est toute autre. Suivant que la communauté sera avantageuse ou non, elle l'acceptera ou y renoncera. Les articles 1453 et suivants du code civil règlent la matière. La femme, après le décès du mari, a un délai de trois mois et quarante jours pour faire dresser acte de sa renonciation au greffe du tribunal civil (article 1457).

Cette institution de la renonciation se résout en une formalité très simple. Néanmoins, ses origines, les phases par lesquelles elle est passée sont restées obscures ; et pour en étudier l'histoire complète, il faudrait suivre son évolution dans chacune de nos coutumes.

On se propose ici d'en faire seulement l'esquisse pour le Vermandois, entendant par là le pays qui a été régi par la Coutume du Vermandois. On se servira notamment d'un document inédit du XIV^e siècle.

*
* *

Dans l'ancien droit coutumier, les biens mobiliers répondaient seuls des dettes. Les créanciers ne pou-

vaient exercer leurs droits que sur les meubles (1), et, par corrélation, la renonciation aux meubles, quand elle pouvait avoir lieu, exemptait des dettes.

Jusqu'à la fin du XIII^e siècle, nous ne connaissons pas de texte local qui permette d'affirmer que la faculté de renoncer existât dans le Vermandois. Les chartes de communes sont muettes sur ce point particulier. Ni celle de Saint-Quentin, ni celle de Noyon, ni celle de Vervins, ni celle de Laon pourtant si complète n'en font mention (2). Cette lacune, au surplus, se conçoit ; car, comme on le verra, c'est d'abord au profit des femmes nobles (3) que la renonciation fut instituée, et les chartes de communes règlent surtout des points de droit entre bourgeois (4).

Pierre de Fontaine qui fut grand bailli de Ver-

(1) Voir *Esmein. Étude sur les contrats dans le très ancien droit français. 3^e Ét.* — *Viollet. Histoire du droit civil français, p. 731.* — *Collinet. La saisie privée, p. 9.*

(2) Voir les textes de ces chartes : St-Quentin, notamment dans *Hordret, Histoire de la ville de St-Quentin, p. 190* ; Noyon, dans *l'Histoire de Noyon, p. M. Abel Lefranc, p. 196* ; Vervins, dans *l'Histoire de Vervins, p. M. E. Mennesson, p. 55* ; Laon, dans le *Dict. du dép. de l'Aisne, p. Melleville.*

Nous avons recherché des traces de cette institution dans de nombreuses chartes de communes même étrangères à notre pays. Nous n'en avons pas trouvé. Les chartes du comté de Hainaut si étendues n'en parlent pas. Voir la splendide publication du Cercle archéologique de Mons : *Chartes du comté de Hainaut de l'an 1200, par Léopold Devillers.*

(3) Voir *Planiol. Droit civil, t. III, p. 368, 1^{re} édition.*

(4) En dehors, bien entendu, des rapports que la charte établit entre le seigneur qui l'octroie et la collectivité qui la reçoit.

mandois en 1253, n'y fait pas allusion dans le « *Conseil à son ami* » (1).

Mais Philippe de Beaumanoir indique l'existence de cette institution dans la coutume du Beauvoisis. Il paraît certain qu'elle était connue dans le Vermandois. S'il en eût été autrement, le grand jurisconsulte n'eût pas manqué de le signaler (2). Voici comment il parle du choix qu'a la femme d'accepter les meubles, et partant, les dettes, ou de les délaisser (3) :

« Il est au quois de le feme, quant ses barons est mors, de laisser tous les muebles et toutes les dettes as hoirs et d'emporter son doaire quite et délivre ; et s'il li pleit, ele pot partir as muebles, et se ele y part, elle est tenue à se part des dettes... »

Ces lignes, qui ne font que constater un usage existant contiennent bien le principe de la renonciation, mais d'une renonciation aux meubles seulement et non aux autres éléments constitutifs de la communauté, de sorte que la femme évitait de payer les

(1) *Le Conseil de Pierre de Fontaines*. Édon Marnier, Paris, 1846. Né dans le Vermandois, Pierre de Fontaine était probablement de la famille des seigneurs de Fontaine-Utertre..

(2) Philippe de Beaumanoir était grand bailli de Vermandois en 1289 (V. G. Legrand. *Une charte inédite de P. de B.*) et son livre était terminé en 1283 ; mais il y a apporté de nombreuses retouches particulièrement en 1290. Voir à ce sujet : Philippe de Beaumanoir, *Coutumes de Beauvaisis*, texte publié par Salmon. Introduction, p. xiv et suiv. (Alph. Picard et fils, éd., 1899).

(3) *Beugnot. Les coutumes de Beauvoisis*, par Philippe de Beaumanoir, t. Ier, p. 215, § 9.

Salmon. Op. cit., t. X, ch. XIII, nos 440 et suiv.

dettes de la communauté en bornant sa renonciation aux meubles (1) et tout en gardant sa part dans les *conquêts* ou les *acquêts* (2).

D'après une opinion admise par la plupart des auteurs, le droit de renonciation aurait fait son apparition au temps des croisades et n'aurait appartenu tout d'abord qu'aux femmes nobles.

(1) V. Ginoulhiac. *Histoire du régime dotal et de la communauté en France*, p. 312. « Malgré sa renonciation, la femme ne perdait pas ses droits sur les immeubles de son mari, mais seulement sur les meubles, et encore pour ceux-ci, elle avait un préciput, qu'elle acceptât ou qu'elle renonçât. »

(2) Nous rapprochons intentionnellement les deux mots. Au moyen-âge, ils sont souvent confondus. Beaumanoir leur donne la même signification dans le même paragraphe. V. Beaumanoir. Ch. XIV, § 20. Éd. Beugnot, p. 233 et 234, t. Ier. « Après, le mere morut et li enfant demandèrent le moitié du fief, par le reson de l'*aqueste* lor mère..... Mais voirs est que, se li enfant en eussent porté le moitié par le reson *du conquest* lor mère... ».

Toutefois il arrive que ces deux expressions sont opposées l'une à l'autre.

« Les *acquêts* ou *conquêts* sont les biens qui ne nous viennent pas par succession, ceux dont nous avons acquis la propriété par achat ou donation. On distingue quelque fois les deux mots *acquêts* et *conquêts*, en réservant le premier aux biens acquis avant le mariage et le second aux biens acquis pendant la communauté existant entre le mari et la femme. *Conquêts se font par deux, acquêts se font par un.* » Paul Viollet. *Histoire du droit civil français*, p. 772.

Autre distinction, mais plus tardive : « Les deux expressions *conquêts* et *acquêts* qui sont synonymes aujourd'hui, ne l'étaient pas autrefois. Les *conquêts* s'opposaient aux propres, en matière de communauté ; les *acquêts* s'opposaient aux propres en matière de succession. » V. Planiol, *op. c.*, t. 3, p. 288.

Le grand Coutumier de Charles VI, s'exprime ainsi (1) :

« Item (2) l'en dict communement que la femme noble a election de prendre tous les meubles et payer toutes les debtes, ou de renoncer aux meubles pour estre quitte des debtes. De l'homme noble il n'est mie ainsi. Toutesfois plusieurs saiges dient que ja soit ce que la femme noble soit quitte de debtes en renonçant aux meubles, si n'est-il pas a son choiz de prendre tous les meubles en payant les debtors, si ce n'estoit du consentement des heritiers : exemple de la femme qui fust maistre Jehan de Vernon. — Et la raison pourquoy privilege de renonciation leur fust donné, ce fut pour ce que le mestier des hommes nobles est d'aller es guerres et voiajes d'oultre mer : et a ce se obligent, et aucunes fois y meurent, et leurs femmes ne peuent pas de legier estre acerte-

(1) « *Le grand Coutumier de France, ou Coutumier de Charles VI*, est un recueil tout à fait composite ; c'est surtout un livre de pratique. Il contient amalgamées : 1^o des ordonnances sur la juridiction royale en particulier sur celle du Châtelet et sur les appellations au Parlement de Paris ; 2^o un Style du parlement et un autre style de procédure ; 3^o des règles de la coutume de Paris, spécialement quant aux tenures féodales. » *Esmein. Cours d'histoire du droit français*, 3^e Édon, p. 735.

« On n'en connaissait point l'auteur jusqu'à ces derniers temps : M. L. Delisle nous a appris que l'auteur du grand Coutumier est Jacques d'Ableiges.

« Jacques d'Ableiges fut secrétaire du duc de Berry (1371), puis examinateur au Châtelet ; plus tard bailli de Chartres et de Saint-Denis-en-France (1380), enfin, bailli d'Évreux. Le Grand Coutumier a été achevé, au plus tard, en 1389. » *Viолlet, op. cit.*, p. 191.

(2) Édition Laboulaye et Dareste, p. 375.

nées de leurs obligations faictes a cause de leurs voyages, de leurs rençons et de leurs plegeries qui sont pour leurs compagnies et aultrement ; et pour ce ont le privilege de renonciation. »

On peut donc dire qu'au XIII^e siècle, spécialement dans notre région, la faculté de renoncer existe, mais pour les femmes nobles seulement ; la renonciation aux meubles et non à toute la communauté suffit (1).

*
* * *

Il faut franchir un espace de plus d'un siècle et demi pour trouver un texte réglementant la renonciation de la femme dans le Vermandois. Ce sont : *Les Coustumes des pays de Vermendois et ceulx de envyron* (2).

Ce livre, recueil de notes écrites en 1448 par un praticien et que nous appellerons le *Coutumier de 1448*, est rédigé sans ordre et sans clarté. On peut y démêler néanmoins les principes suivants (3) :

De droit commun, les femmes ont droit à la moitié des meubles ; donc elles doivent participer à la moitié des dettes. (Arg. tiré du § 231).

Les femmes nobles jouissent de ce qu'on appelle le privilège des nobles. Il consiste dans la faculté d'accepter tous les meubles avec obligation d'acquitter les dettes ou d'y renoncer. (V. §§ 251, 272, 273, 274.)

(1) V. Jamont. *Étude sur le droit des gens mariés d'après la coutume de Bretagne*, p. 198.

(2) *Coustumes des pays de Vermendois et ceulx de envyron*, publiées d'après le manuscrit inédit des Archives du département de l'Aube, par C. J. Beauteemps Beaupré. Paris. Durand, 1858.

(3) Nous verrons que ces principes ne concordent pas complètement avec ceux que l'on peut tirer des textes que nous publions.

Et la renonciation porte exclusivement sur les meubles. Les § 233 et 237 sont explicites. Le § 237 s'exprime ainsi :

« Item, Et par la coustume de Vermendois, la femme avecq sondict doaire, posé qu'elle preingne et mœubles et debtes ou seulement la moictié comme déclairé est cy dessus, ou qu'elle renonce aux biens meubles ou debtes, qui soyent debtes mobiliaries, sy aura elle la moictié de tous les héritaiges et rentes acquesteez par sondit mary durant leurdict mariage,... »

Les femmes roturières peuvent-elles renoncer ? Le passage cité est général ; mais il se trouve au X^e chapitre qui ne paraît concerner que les femmes nobles puisqu'il est intitulé : Comment la veuve d'ung noble homme doit prendre mœubles et debtes, et dedens quel temps.

Avant la rédaction officielle de la Coutume du Vermandois en 1556, mais postérieurement à ce Coutumier de 1448, il existait une compilation qu'on peut appeler *l'ancienne Coutume de Laon* (1). Son examen est intéressant. La renonciation y fait l'objet de deux dispositions différentes : au chapitre V de la 1^{re} p. a. VIII intitulé : *de la Coustume des nobles en meubles*, et au ch. III de la 4^e p. a. XXV : *des Privilèges des veufves nobles et autres*.

A. VIII. « Le mary noble survivant la femme, emporte par la coustume de ladite prevosté tous les meubles et debtes mobiliaries qui communes estoient entre lesditz conjointz au jour du trespas de sa femme, à la charge de toutes les debtes mobiliaries

(1) *Nouveau coutumier général*, p. Bourdot de Richelbourg, Tome II, p. 435. — Éd.^m 1724.

deues par eulx, et chascun d'eulx accreues tant constant le mariage que par avant. Et ne peut ledit mary renoncer à ladicte coustume sans le consentement des héritiers de sadite femme, pour ce qu'il a fait les debtes. Mais la vefve d'un homme noble a le choix de tenir par ladicte coustume ou d'y renoncer, lequel que bon luy semble. »

A. XXV. « Item, si la veufve d'ung homme noble et pareillement une veufve d'homme roturier veoit son mary fort endebté au jour de son trespas, et qu'il n'ayt meubles n'acquestz faitz constant leur mariage pour y fournir, elle peut renoncer incontinent après ledit trespas present justice ausditz acquetz et meubles, auquel cas elle ne serait tenue desdites debtes, ne pareillement s'elle jectait les clefz sur la fosse dudit mary quand on le met en terre, lequel ject desdictes clefz signifie renonciation et abandonnement desditz biens. »

Une lecture superficielle pourrait faire supposer que la distinction entre veuves nobles et roturières n'est qu'apparente. Il n'en est rien. Tandis que la femme noble, pour s'exonérer des dettes, peut renoncer simplement aux meubles, la roturière devra renoncer à la fois aux meubles et aux acquêts, cette dernière faculté restant, à fortiori, à la femme noble.

Nous sommes au début du XVI^e siècle. La règle d'après laquelle les meubles répondent seuls des dettes est éteinte depuis longtemps (1). Cependant une

(1) Il est impossible de fixer une date exacte. V. *Esmein. Contrats dans le très ancien droit français, 3^e Étude, p. 151 et suiv.* — *Viолlet. Les Établissements de St-Louis, p. 109.* En Orléannais dès le XIII^e siècle, l'immeuble du débiteur paraît répondre de la dette.

de ses conséquences primitives reste. C'est là un cas curieux de la survivance d'un des effets d'une règle juridique à la règle elle-même (1). Il est bon d'ajouter que la femme noble sera exempte des dettes « mobilières » seulement (2).

Cette *ancienne Coutume de Laon* offre une particularité : C'est la renonciation à « la coutume courant entre les mariez ».

Quand l'un des deux conjoints meurt sans enfant « nay et procréé dudit mariage », le survivant peut « tenir sa vie durant et jouir de tous les meubles et héritages et acquestz assis audit Laon, et en la banlieue, qui communs estoient entre lesdits conjointz au jour dudit trespas. » (3). Dans ce cas, il aura à supporter toutes les dettes « mobilières faictes constant leur mariage » (4). Mais, si dans les 40 jours, il renonce à « tenir par coutume, » ledit survivant « aura et emportera la moytié indifferemment de tous les biens meubles et acquestz qu'entre luy et le trespasé communs estoient au jour de son trespas, à la charge de la moitié des debtes faictes durant iceluy mariage tant seulement. » (5).

L'ancienne Coutume ne distingue pas entre le mari et la femme. L'un et l'autre peuvent renoncer à « la

(1) Voir la très savante étude de M. Guilhiermoz, *Le droit de renonciation de la femme noble lors de la dissolution de la communauté dans l'ancienne Coutume de Paris*. — *Bibliothèque de l'École des Chartes*, année 1883, p. 489 et suiv.

(2) Les cens et rentes foncières constituées ont été ordinairement considérés comme immeubles. *Viollet*, *op. cit.*, p. 620.

(3) Ch. VI, A. IX.

(4) Ch. VI, A. XIII.

(5) Ch. VI, A. XXIII.

coutume »; ils seront toujours tenus de la moitié des dettes. Mais, tandis que la femme pourra s'exonérer complètement des dettes par la renonciation pure et simple aux meubles et acquets, le mari ne pourra jamais qu'éviter le paiement de la moitié.

Il n'en est pas moins vrai que cet usage est désastreux ; et *l'ancienne Coutume* elle-même en convient (A. XXVIII^e de la I^{re} Partie) : « Laquelle coustume courant à Laon entre les mariez au long dessus transcribed, semble estre pernicieuse, et en sont advenus plusieurs inconveniens et dommages aux enfans du premier decédé qui n'estoient enfant du survivant, tellement que plusieurs en ont esté mendians ; parquoy semble aux conseilliers et assistans qu'elle se devroit abolir et remettre à la coutume generale. »

Comment expliquer cette bizarrerie ? Il nous semble qu'il faut encore voir là la survivance, à une règle disparue depuis longtemps, d'un des effets de cette règle. Jusqu'au XIII^e siècle, la communauté entre époux est complète en ce sens que si le mari en est le chef, la femme en est le chef en second. Les contrats, sont passés à la fois par le mari et la femme, ou tout au moins avec l'assentiment de celle-ci (1). Il en

(1) M. Lefebvre (*Leçons d'introduction à l'histoire du droit matrimonial français*, p. 220) fait remarquer que cette pratique était déjà très répandue dès le VI^e siècle. Ce qui n'est pas douteux, c'est qu'aux X^e, XI^e, XII^e et XIII^e siècles, l'usage est constant. Nous avons lu des centaines de chartes de cette époque concernant notre région. La femme intervient toujours : ou bien elle figure dans l'acte « Ego Philippus, comes Flandrie et Viromandie et Elisabeth comitissa, nostre dignitatis et legitimi thori socii... » *Charte de 1169. Cartulaire de Saint-Léger*, p. 79); ou bien il est indiqué que le mari agit du consentement de sa

résultait que les charges devaient être supportées aussi bien par l'un que par l'autre. A l'époque où nous sommes arrivés, on n'exige plus cet engagement mutuel des deux époux ; mais on conserve une des conséquences de la règle ancienne.

Avant la rédaction officielle de la coutume, les principes relatifs à la renonciation dans le pays Laonnois peuvent donc se résumer ainsi :

La femme noble renonçant aux meubles est exonérée des dettes mobilières.

La femme noble et la femme roturière peuvent échapper au paiement de toutes les dettes en renonçant à la fois aux meubles et aux acquêts.

Le survivant quelconque des époux peut éviter la moitié des dettes en renonçant à la coutume entre gens mariés.

*
* *

De la fin du XIII^e siècle à la fin de la 1^{re} moitié du XV^e, les textes font défaut.

Or, les archives de la mairie de Laon renferment une pièce inédite qui fournit quelques indications pour la fin du XIV^e siècle.

femme : « Hugo de Monte Cavillonis, annuente conjugis sua aquete. . . » — « Clarembaldus de Monte Cabilonis, assensu uxoris sue et filiorum suorum. Chartes de 1145 et 1196. *Notice sur la Baronie de la Bove*, par Courtaux, p. 82 et 83.) Souvent même, comme dans la citation précédente, les enfants interviennent, parce que la communauté peut se continuer avec eux après la mort d'un des époux.

Actuellement le mari a encore besoin du consentement de sa femme, mais c'est à cause de l'hypothèque de celle-ci.

V. *La communauté conjugale dans l'Ancien droit français*, p. Typaldo-Bassia, p. 43.

Ce sont les rôles des conclusions échangées devant le bailli du Vermandois entre le procureur de la communauté des habitants de Laon et celui d'une dame de Maizy, veuve d'un sr Jorran.

Ce document présente un réel intérêt historique et juridique ; il sera publié à la suite de cette notice.

En voici l'analyse :

Un sr Jorran est décédé à Laon, à la fin du XIV^e siècle, laissant sa femme Marie de Maizy commune en biens. Celle-ci avait des enfants d'une précédente union, mais n'en avait pas eu de son second mariage.

Quoiqu'imposé pour fouages et tailles des années 1377, 1378 et 1379, Jorran n'avait pas payé. Son décès survenu, la communauté des habitants de Laon avait fait une réclamation à la veuve, obtenu un titre exécutoire, et commencé les poursuites.

La veuve ayant fait opposition, l'affaire vint devant le grand bailli du Vermandois.

I. Que soutient le procureur des habitants de Laon ?

Suivant la coutume de Laon, le survivant des deux époux indistinctement peut prendre tous les meubles et acquêts ; il est alors tenu de payer toutes les dettes.

Il lui est loisible de renoncer à cette faculté dans les quarante jours du décès, en faisant une déclaration devant le prévôt. S'il ne prend pas cette précaution, il est réputé accepter : d'une part, les meubles et acquêts, et d'autre part, les dettes.

Mais même s'il a renoncé, il est tenu de payer, *suo capite*, la moitié des dettes contractées par les conjoints durant le mariage.

Telle est la coutume entre roturiers.

La coutume des nobles est différente.

La femme noble, si elle renonce aux meubles et acquêts, évite de payer aucune dette. Elle doit, le jour des obsèques du mari, laisser ses clés sur la fosse où ce dernier est enterré. Il ne lui est permis d'enlever aucun objet mobilier « fors la raube qu'elle use au jour de l'obsèque. » Si elle agissait autrement, la renonciation serait inopérante.

Or, Jorran, qui n'était pas noble, est décédé, redevable de diverses tailles. *Suo capite*, sa veuve sera donc toujours tenue à la moitié des dettes.

Mais comme elle n'a pas renoncé aux meubles et acquêts, elle doit payer toutes les dettes.

Soutiendra-t-elle qu'elle est noble, et qu'ayant renoncé suivant la coutume des nobles, elle ne doit rien payer ?

Ce serait inadmissible.

1° Son mari n'était pas noble ; elle ne l'était pas non plus ;

2° Dans tous les cas, elle n'a pas renoncé en jetant ses clés sur la fosse ;

3° Eût-elle renoncé, que cette formalité serait sans effet, parce qu'elle a enlevé des meubles et objets mobiliers ;

4° Si elle prétend que les meubles qu'elle a emportés appartiennent au fils issu de son premier mariage, la réplique est facile ; car elle avait pris le bail de son fils, et par conséquent les meubles de celui-ci étaient entrés dans son patrimoine, à elle, puis tombés dans la seconde communauté (1).

Le procureur des habitants de Laon conclut à la condamnation de l'opposante, offrant, au surplus, de prouver les faits avancés par lui.

(1) V. Viollet. *Histoire du droit civil français*, p. 536.

Comme on le voit par l'analyse succincte de ce premier document, et comme on pourra s'en rendre compte d'une façon plus complète par sa lecture intégrale, la renonciation aux meubles ne suffit pas. Il faut encore renoncer aux acquêts. Et la règle s'applique aussi bien aux veuves nobles qu'aux survivants roturiers

Or, ce texte, qui évidemment n'a aucune autorité législative, se trouve en contradiction avec le *Coutumier* de 1448 (postérieur de plus d'un tiers de siècle), puisque celui-ci n'exige que la renonciation aux meubles. Il est également en opposition avec une coutume voisine, celle de Picardie (1). Mais il est conforme à un arrêt rendu en 1312, sinon entre des habitants du Vermandois tout au moins entre des Picards (2).

Il donne enfin la faculté de renoncer non pas seulement à la veuve roturière mais au *survivant*, expres-

(1). « Se uns homs va morir et se femme demande le moitié des mœbles et des cateus, li hoirs, ne le peut contredire mais que elle baille boine seurté des debtez pour tant que à se partie monte par devers l'oïr ; et quant elle veut partir as cateulz, elle doit partir as debtes. Mais se elle eust renonchié au commencement as cateulz et se fust tenue tant seulement à sen douaire, il ne convenist jà que elle baillast seurté des debtes. » *Ancien coutumier inédit de Picardie*, Édouard Marnier, p. 110. — Sur la nature juridique des cateux. *Planhol. Traité de droit civil*, t. I, p. 310. — *Viолет. Histoire du droit*, p. 617.

(2) Item quod, cum dictus Robertus teneretur solvere omnia debita quondam dicti defuncti, cum ipsa renunciasset mobilibus et conquestis, communibus inter eos, ipsa solvit, coacta per judicem competentem, Roberto de Hangart, creditori dicti mariti sui, sexdecim libras Parisienses, quas petebat ab eodem Roberto sibi reddi. — Procès de 1312. *Olim*. Édouard Beugnot, III, p. 729.

sion qui comprend le mari, et en cela, il est semblable à l'ancienne coutume de Laon.

II. Que répond la v^e Jorran ?

Elle est noble. Elle a toujours été réputée comme telle à Laon.

D'après la coutume des nobles en vigueur à Laon, quand un mari qui n'est pas noble décède laissant sa femme noble d'origine, celle-ci a le choix : ou de prendre les meubles, et, partant d'accepter les dettes de la communauté, ou de renoncer aux meubles et d'échapper ainsi au paiement des dettes. — Le procureur de la dame Jorran ne parle pas de renonciation aux acquêts. Il s'agit simplement des meubles.

Ce principe posé, la v^e Jorran discute le fond.

Son mari ne devait ni fougages ni tailles.

Au surplus, elle a renoncé, suivant la coutume des nobles, aux meubles et aux dettes, en jetant ses clés sur la tombe.

Et cette renonciation est toujours valable. Car elle n'a rien diverti, provenant de la communauté. Les objets mobiliers qu'elle a pu prendre appartenaient à ses enfants issus du précédent mariage avec Goberon Baterel de Marle, enfants dont elle avait la garde et l'administration.

Si elle a enlevé des livres, c'est que ceux-ci avaient été donnés à ses enfants par leur grand oncle Jehan Baterel « pour aller à l'escolle ou estude. »

Quant aux formes usitées, qui consistent à jeter ses clés sur la fosse du mari, la défenderesse s'y est conformée, et elle a confirmé sa renonciation dans l'an et jour.

Dans ces conditions, elle demande que la communauté des habitants de Laon soit déboutée, offrant, toutefois, de prouver les faits par elle allégués « en

requérant condamnation aux dépens et en faisant ses autres protestations et réserves en tous cas. »

Pourquoi le Procureur de la veuve Jorran ne parle-t-il pas des acquêts ? Comme il prétend que sa cliente est noble, peut-être est-ce à dessein qu'il garde le silence sur ce point. Mais peut-on en induire que ce qui est admis pour les femmes nobles ne l'est pas pour les roturières ?

*
* *

En présence des contradictions qui existent entre les deux systèmes opposés, contradictions qu'il était inévitable de rencontrer, puisque les idées sont émises par deux adversaires, il est assez difficile de se former une opinion. Il eût été d'un intérêt capital de retrouver le texte de la sentence, qu'a dû rendre le grand bailli du Vermandois. Malheureusement, nous ne la possédons pas.

Quoi qu'il en soit, il ne paraît pas téméraire d'extraire de la prose quelque peu embrouillée des deux procureurs, les principes suivants :

A la fin du XIV^e siècle, à Laon, l'existence de la renonciation est certaine. Mais les règles diffèrent suivant qu'il s'agit de roturiers ou de nobles.

Pour les premiers, l'un quelconque des survivants peut renoncer dans les quarante jours du décès, et sa renonciation doit porter à la fois sur les meubles et les acquêts ; il sera toujours tenu de la moitié des dettes.

Pour les seconds, la femme seule peut renoncer ; et alors, elle sera exempte de toutes les dettes. Pour que sa renonciation soit valable, elle devra, le jour des obsèques, jeter les clés sur la tombe de son mari, et elle ne pourra divertir quoi que ce soit du mobilier.

Sa renonciation devra-t-elle porter à la fois sur les meubles et les acquêts ? il semble que la renonciation aux meubles suffise.

C'est à peu près le système que reproduira l'*ancienne Coutume de Laon* et dont il a été parlé plus haut.

*
**

Il faudra attendre la rédaction de 1556 pour obtenir l'uniformité. Alors la femme seule sera admise à la renonciation. A part une légère différence dans les délais, l'égalité sera entière entre les femmes nobles et les femmes roturières, les effets de la renonciation seront les mêmes qu'il s'agisse des unes ou des autres (1), et la formalité devra toujours être accomplie « en justice » (A. XXV et suiv.).

Le code civil n'apportera que des changements insignifiants à ces dispositions.

GAËTAN LEGRAND.

(1) « En conséquence de cette renonciation, dit *Buridan* (*Les Coustumes générales du bailliage de Vermandois. Édon D C XXXI, p. 57 sous l'a. 27*) la vefve perd sa dot mobiliare, destinée pour entrer en communauté avec son mary, à l'exception des habits, dont il est icy parlé, sçavoir ceux-là seulement qu'elle portoit ordinairement es jours des Dimanches, et Festes communes : Et les plus précieux des Festes solennelles, les bagues, et joyaux, principalement ceux, que le mary luy avoit baillé pour elle parer selon l'honneur deub à leur maison, et pour luy servir de parade. que l'on appelle à Reims jouëttes, elle n'y peut rien prétendre : par ce qu'il ne luy ont esté donnez tant pour luy estre propres, que pour la rendre plus agreable à son mary, contre l'intention duquel ils serviroient de gluaux, pour prendre plus facilement un second mary, à la perte des créanciers du premier. »

I

CONCLUSIONS POUR LA COMMUNAUTE

DES HABITANTS DE LAON (1).

Ce sont les fais, raisons que dit propose et maintient à Laon pardevant monseigneur le bailli de Vermendois (2) ou son lieutenant commissaire du Roy nostre sire en ceste partie le Procureur des habitants de la ville, cité pais de Laon (3) demandeur d'une part impetrans de certaines lettres roiaux contre demoiselle Marie de Maisy (4) jadis

(1) L'existence de ces conclusions et de celles en réponse, nous a été signalée par M. Lucien Broche, archiviste aux Archives nationales, qui a bien voulu nous aider dans leur lecture. Nous l'en remercions très sincèrement.

Elles se trouvent aux archives de la ville de Laon, II, 8. (Liasse).

M. Matton les indique à la page 3 de son *Inventaire des archives de la ville de Laon*.

Elles sont écrites sur des feuilles de papier de 28^{cm} 1/2 de largeur sur 44^{cm} de longueur mises bout à bout en forme de rôles. Le filigrane est celui qui a été dessiné par M. Midoux. (MATTON. *Inventaire du musée des archives de l'Aisne, XIV^e siècle. N° 46, 1379, Laon*).

Écriture courante du XIV^e siècle.

(2) Le procès a dû se poursuivre un peu après 1379. Le grand bailli de Vermendois était en 1381, Guillaume Blondel, seigneur de Comin. (Melleville. *Histoire de la ville de Laon, 1^{re} vol., p. 377*).

(3) La charte de commune de Laon avait été supprimée en 1320, et l'abolition confirmée en 1323. (V. Melleville, *op. cit., 2^e vol., p. 230 et suiv.*).

En surcharge : « ou nom de procureur et pour eulx. »

(4) Maizy, commune du canton de Neufchâtel (Aisne). La seigneurie relevait du comté de Roucy.

femme de feu Jorran des Creutes (5) deffendeur et opposant d'autre part tendant ad fin que ladicte deffenderesse et pour les causes cy dessus déclarées soit condampnée par toutes voies raisonnables es sommes cy dessus declarees et en la demande dudit procureur dont parlé sera cy dessous et que lesdictes lettres roiaux soient dictes bonnes et vallables sans sur ce tenir et soient entérinées et acomplies a l'encontre de la dicte deffenderesse en tant qu'il lui touche et ait le dit procureur ou nom que dessus bonne cause et actions a faire sa poursuite contre ladicte opposante et soit icelle deffenderesse et opposante condampnee es despens desdicts habitans fais et a faire en enpoursuite de ceste cause ettent ledict procureur a tout fais contraire des fais de partie adverse et face bien ledit procureur ou nom que dessus a recevoir a tout ses propos et lui baille non obstant chose que partie adverse die au contraire a quoy elle ne fait a recevoir ou ne lui doit valloir sauves toutes ses protestations et retenues en tous cas en requérant droit par ordre.

Premiers dit ledit procureur que quant de deux conjoins ensambles demourans en la ville cite et pais de Laon l'un y va de vie a trespasement, le seurvivant doit et est tenu de paier sur capite la moictié de toutes les debtes que iceulx conjoins ont faictes et accencenser leur mariage durant selon raison usage coustume et stilles noctoire.

Item et par l'usage et la coustume dont on use en la ville cite et pais de Laon il loit audit seurvivi-

(5) Les Creuttes, petit quartier, commune de Laon. — Hameau commune de Mons-en-Laonnois. V. *Matton. Dictionnaire du département de l'Aisne.* — V. *Antony. Valenciennes. Les Frères Le Nain*, p. 72.

vant apres le trespas du premier d'eux d'eulx /*sic*/ trespasse a penre et a eslire a tenir meubles et acques par la coustume courant en ladite ville cite et pais de Laon entre les maries et se ainsi le fait icilz seurvivant est tenu de paier toutes les debtes du premier trespasse faictes leur mariage durant.

Item et selon l'usage et coustume de ladicte ville cite et pais de Laon se ledit seurvivant [ne] ira par expres renoncie par devant le prevost de la cite de Laon ou son lieutenant ou autrement souffisamment a tenir par ladicte coustume meubles et acques et que se il ait fait dedens XL jour apres le trespas du premier trespasse icelui seurvivant tient meubles et debtes de lui et dudit trespasse et tellement que il est tenu de paier toutes les debtes dudit trespasse faictes ledit mariage durant.

Item et par ce, soit que ledit seurvivant tiengne meubles et debtes par vertu de ladicte coustume ou que dedans XL jours après le trespas dudit trespasse et cilz seurvivant n'ait renoncé comme dit est à tenir par ladicte coustume meubles et acques et cilz seurvivant est tenus de paier par les moiens dessus dits tant *suo capite* comme par ladicte coustume toutes les debtes que iceulx conjoins devoient, c'est assavoir celles qui sont faictes leur mariage durant selon raison usage coustume et stille nottoire.

Item selon raison, usage, coustume et stile aians court entre les nobles en la prevoste de Laon se une femme noble veult et puet renoncier a meubles et acques par la coustume des nobles ad fin qu'elle ne paie aucunes debtes des lays de son marit, il convient et est de necessite que a la fosse ou on enterre son marit et a son obseque elle renonce a ladicte coustume des nobles et que elle laisse ses cles ou lieu ou son dit marit est enterres

(1) et ce fait elle ne doit point rentrer ou son dit marit trespassa ne penre aucun des biens meubles d'elle et de son dit marit fors la raube qu'elle use au jour de l'obsecr tant seulement et sans fraude et se aucuns desdis biens elle prent ou fait prendre pour elle avant le trespas de son dit marit ou depuis ladicte renonciacion ou a vestu desdis biens elle est tenuc de paier toutes les debtes de son dit marit et les siennes qu'elles quelles soient ne la dicte renonciacion ne li pourfite en ce cas puis que avant icelle renonciacion et depuis elle a prins

(1) Antérieurement à la rédaction de la coutume, les femmes nobles devaient employer un mode assez curieux de renonciacion qui parait avoir été seulement facultatif pour les femmes roturières. Cette formalité toute symbolique consistait à jeter ses clés et sa ceinture sur la tombe du mari le jour des obsèques

C'est ainsi que, d'après Monstrelet (Éd. de 1543. Livre 1^{er} Ch. XVIII), la femme de Philippe de Bourgogne renonça aux meubles et aux dettes :

« Auquel lieu d'Arras fut mys en sa chapelle et on luy fist un service solennel. Et la renonca la duchesse Marguerite sa femme a ses biens meubles pour la doubte quelle ne trovast trop grans debtes, en mettant sur sa représentation sa ceinture avec sa bourse et ses clefz comme il est de coustume et de ce demanda instrument à ung notaire publicque qui estoit la present ».

M. Matton, ancien archiviste de l'Aisne, pense qu'une clé trouvée dans un sarcophage et conservée au musée des archives de l'Aisne a été jetée par une femme qui renonçait aux meubles. Il la décrit ainsi :

Inventaire du musée des archives de l'Aisne p. 40 (n° 29).
« Clé très ouvragée trouvée en un sarcophage carlovingien à Cerny-en-Laonnois, lieu de naissance de St-Remy, évêque de Reims, près de la ferme de la Boivelle. Dans nos contrées, conformément à l'usage germanique, la femme qui renonçait à la communauté ayant existé entre elle et son époux lançait, en présence de ceux qui

desdis biens ou en a veschu ce ainsi le veullent
raisons usages coustumes et stilles aians court
entre les nobles de la prevoste de Laon.

Item et il est vray que ledit Jorran eust espousée
par mariage la dite deffenderesse et opposante et
furent long temps ensamble par mariage et par
plusieurs années et demouroient a Laon et y
demourèrent tout leur mariage durant.

Item que eulx estans ensamble en mariage les
fouages (1) eurent cours en la ville cité et pais de
Laon sur les habitans d'icelle ville et convint faire
audit Laon plusieurs autres tailles (2) ordinaires
sur lesdits habitans.

assistaient aux funérailles, la clé du coffret commun,
dans le sarcophage avant sa fermeture. Hauteur 65
millimètres. Largeur à la base 25 millimètres ; dans le
haut 30 millimètres. »

Cette coutume a persisté jusqu'à la rélaction officielle
de 1556. Mais, à cette date, elle a été expressément
abrogée, ainsi qu'il résulte du Procès-Verbal : (Buridan.
Les Coutumes du Vermandois. P. V. p. 7).

« Les articles 26 commençant par ces mots *femme
noble*, et 27 commençant par ces mots *la dite femme*, ont
été accordez en la manière qu'ils sont: et l'ancienne
solemnité de jeter les clefs sur la fosse dont l'on souloit
user le passé, a esté par l'advis desdits États abrogée,
comme barbare et déraisonnable. »

(1) Le fouage, qu'il ne faut pas confondre avec l'af-
fouage, était un droit perçu annuellement sur chaque
feu. C'était un impôt personnel.

(2) Le roturier seul était astreint à la taille personnelle.
C'est dans ce sens qu'il faut lire la phrase de *Loisel. —
Institutes coutumières* livre 1^{er} tit. 1^{er} à 29. Toutefois selon
Viолет Hist. du droit p. 260 « bien des indices font penser
que ce privilège a été autrefois commun à tous les
hommes libres. » La charte de St-Quentin en est une

Item que par ledit temps ledis Jorran lui estant en mariage avec ladite deffenderesse fu assis pour les VIII fouages a C s par. ou au mains pour iceulx il fu tenus en reste en C s. de par.

Item et aussi par le temps dessus dit ledis Jorrans fu assis a VIII s. pour fouage pour l'an LXXVIII.

Item que les fouages qui eurent cours à Laon se levoient de par les habitans sur la main d'un d'un (*sic*) chacun singuler et de par iceulx habitans estoient paies en gros au receveur du roy et chascun de ladite ville de Laon assis aux dis fouages estoit tenus de paier son assiete au commis depute ad ce de par ladite ville.

Item que tous les requerans desdis fouages competent et appartiennent auxdis habitants.

preuve. « Les bourgeois de Saint-Quentin ne doivent nulle ayde en nulle manière à leur seigneur ne se assemblent pour faire li taille. — *Le Livre Rouge de l'Hôtel de Ville de Saint-Quentin* par Bouchot et Lemaire p. XXI.

— C'est l'impôt contre lequel s'éleva surtout le Tiers-Etat dans ses doléances. V. Fleury. *Baillage du Vernois. Elections aux États-Généraux de 1789.*

Ici, il ne s'agit pas évidemment de tailles levées au nom du roi, de tailles royales, mais de tailles municipales, auxquelles devaient être assujetties les personnes nobles, puisque le procureur de la V^e Jorran n'excipe pas de cette qualité mais de sa renonciation. Cette imposition avait été permise par le roi après l'abolition de la commune. En 1384 elle produisait 797 liv. 12 d. (6.700^f). A cette époque le clergé ne participait pas à ces charges ; mais il y fut contraint en 1405. V. à ce sujet Melleville, *Histoire de Laon*. T. 1. p. 216. — Sur les taxes municipales, en général. V. Esmein, *Histoire du droit français*, p. 301.

Item que durant ledit mariage ons a fait et assis en la ville de Laon plusieurs tailles ordinaires sur les habitans d'icelle ville pour les nécessités et utilités d'icelle ville et y fut en l'an LXXVII une taille en certaine somme d'argent dont on doit de rest XVIII s. VI d.

Item pour l'an LXXVIII il deust de reste de la taille faite pour icelle année XXIII s. III d. p.

Item que ladite deffenderesse fu assise a Laon pour l'an mil CCCLXXIX pour les tailles de ladite ville de Laon ou elle demouroit lors par avant et encore demeurant a la somme de XXIV s. p. dont elle en a confessé en jugement XIX s. demeure V s. p.

Item (1) que lesdits habitans queillent et ont accoustume de queillir telz tailles et ont cause et action de enpoursuir les debtors lesquels sont obliges de les paier au profit de la dicte ville pour tourner en l'aqui[t] utilité et profit d'icelle ville ou il appartient de raison usage coustumes et stilles nottoires.

Item que ledit Jorran est allés de vie a trespassement sans avoir fait satisfaction des choses dessus dictes deues de son temps qui ont esté faictes et accreutes durant le mariage dudit Jorran et de ladicte deffenderesse et par ce *suo capite* elle est tenue de paier la moitié d'icelle debte et ossi lesdits V s. demeurent à paier pour ledit an LXXIX de raison, usage, coustume et stille nottoire.

Item que apres le trespas dudit Jorran qui trespassa a Laon ladicte deffenderesse accepta a

(1) Ce paragraphe se trouve au recto. Il y est renvoyé par le mot : verte.

tenir meubles et acquies après le trespas dudit feu Jorran ou au moins dedens XL jours après son trespas elle ne renonça mie a ladicte coustume a tenir meubles et acquies et par ce elle tint meubles et acquies par ladite coustume et par ce elle fu et est tenue et obligec a paier les debtes de son dit marit faictes leur mariage durant et par les moiens dessus dit appert que elle est tenue de paier tout ce dont on la poursuit.

Et se on vouloit dire que la dicte deffenderesse feust noble et qu'elle eut renoncie a la coustume des nobles qui n'est mie vray comme dit sera cy dessous si est il vrai que ledis feu Jorran n'estoit mie nobles mais se portoit comme non nobles et si est vray que avant le trespas d'icelui feu Jorran et depuis icelle deffenderesse a prins levé et emporté grant quantité de biens meubles tant vasselle d'argent hannaps demadre (1) les couvertiores, draps, nappes, pos, paëlls comme autres demourans du deces dudit feu Jorran et aussi qui estoient communs entre lui et ladicte deffenderesse et par ce elle est tenue de paier toutes les debtes de elle et dudit feu Jorran et par consequens ce dont on la poursuit de raison et tous usage coustumes et

(1) *V. Inventaire du mobilier du Palais épiscopal de Laon au décès de l'évêque Geoffroy le Meingre*, p. Lucien Broche, p. 5 note 6.

« Vases à boire, en vieux français, vases de madre. Le madre peut désigner, dans certains cas, un minéral dont on ne connaît pas exactement la composition. Ce serait d'après certains auteurs, une pierre opaque ou translucide comme le jaspé, l'albâtre, l'agate ou l'onyx, et, d'après les recherches les plus récentes, le fluaté de chaux ou la fluorine. Mais on a fait, au moyen âge, des imitations plus ou moins grossières de cette matière, en bois dur et veiné. »

stille nottoire aians cours tant en ladicte ville de Laon comme entre les nobles.

Item et par les moiens dessus appert clèrement que ladicte deffenderesse et opposante est tenue en sommes dessus dictes et les doit paier et ad ce est obligée de raison et par les usage coustume et stille dessus dits.

Item et non obstant ce elle est refusante et en demeure de les paier sur ce sommée et requise souffisamment et a esté en demeure et en deffaulte et pour ce par vertu de certaines lettres du roy elle a esté executée pour lesdictes somes a quoy elle s'est opposée et li fu jour assignes a Laon par devant ledit Monseigneur le bailli ou son lieutenant pour proceder en ladicte opposition et en oultre selon raison et puet estre que la main de ces biens sera levée sans préjudice auxdits habitans parmi ce que a la demande qui faict li fu des choses dessus dictes en proposant toutes les choses dessus dictes et chascune d'icelles elle deut repondre peremptoirement.

Item considere ce que dit est il doit estre dit a l'entencion dudit procureur ou nom qu'il procede tant par raison comme par usage coustume et stille nottoire non obstant chose que partie adverse die au contraire a quoy elle ne fait a recevoir ou ne lui doit valoir par ce qui s'en suit.

Et premiers se partie adverse dit que ladicte deffenderesse dit qu'elle est noble et que apres le trespas dudit Jorran elle renonca a tenir meubles et debtes par la coustume des nobles et que par ce elle n'est tenue de paier ce que on li demande ne aucune debte d'elle et de son dit mari etc. Répond ledit procureur que ad ce propose partie adverse

ne fait a recevoir ou ne lui doit valloir par plusieurs raisons. :

La premiere : car de raison usage et coustume et stilles nottoires se une femme noble seurvit son marit non noble icelle femme ne puet user en tel cas de la coustume des nobles ne par icelle coustume elle ne puet tenir meubles et debtes mais se rieule (?) et gouverne selon la coustume aians cours entre les habitans du lieu ou ilz demouroient et pour ce suppose ores sans préjudice que ladicte deffenderesse feust noble si n'estoit mie noble ledit feu Jorran son marit mais estoit non noble et pour tel se porte il et demouroient à Laon iceulx conjoins et y trespasa ledit Jorran pourquoy ne se puet la dicte deffenderesse aider de ladicte coustume des nobles mais se doit rieuler selon la coustume aians cours à Laon entre les mariés qui est telle que le seurvivant de deux conjoins ensamble par mariage si ne renonce dedens XL jours apres le trespas du trespasé souffisamment a meubles et a debtes il est tenn de paier toutes les debtes que icelui trespasé est le seurvivant ont faictes durant leur mariage.

La seconde car supposé et non congneu qu'elle se peust aider de ladicte coustume des nobles et qu'elle vouldist dire qu'elle eust renoncé par icelle coustume a meubles et a debtes si diroit elle mal car onques elle n'y renonça et en telz cas par ladicte coustume il convient renoncier à la fosse du marit et à son enterrement et laisser les cleus sur la fosse et se autrement est fait telle renonciacion ne vault par la dicte coustume et la dicte deffenderesse n'a mie renoncé mayement comme est *quare* etc...

La tierce quar quant une femme noble veult renoncier à la dicte coustume des nobles elle ne puet ou doit penre aucuns biens meubles de

elle ne de son marit communs entre euls au vivant dudit mari ou autres appartenans au dit marit ou a icelle femme avant leur dit mariage ou autrement avant le trespas d'icelui ou depuis icelui trespas avant ladicte renonciacion ne depuis ne elle ne doit point rentrer en l'ostel ou sondit marit trespasa ne vivre des biens meubles qui furent à elle et à sondit marit mais par ladicte coustume se elle prent desdits biens avant ou depuis ledit trespas et renonciacion entrant en ladicte maison après l'obsecr de sondit marit fait et vive desdits biens elle est tenue de paier toutes les debtes d'elle et de sondit marit de raison et par ladicte coustume et la dicte deffenderesse avant et depuis le trespas de sondit marit a prins et applique a son profit plusieurs des biens meubles demourans du deces de son dit marit et plusieurs meubles communs entre lui et elle et autres qui appertenoient audit feu Jorran et à elle tant vasselle d'argent hannaps de madre lis couvertours draps nappes touailles (1) linges pos paelles ustenciles pour hostel et autres et aussi depuis l'obsecr de son marit elle entra en l'ostel ou il trespasa et ou il et elle demouroient et avoient demoure avant ledit trespas et la fu depuis par long temps et y vesceu des biens qui estoient demourés du décès de son dit marit.

Item se partie adverse dit qu'il souffit a renoncier a l'obsecr etc..... et que ainsi elle y renonça etc.... repond ledit procureur qu'il n'est mie vray sauve la grace du proposant que par la dicte coustume il convient renoncier à la fosse comme dit est, et en quelque lieu que l'on puist

(1) Touaille. — Espèce de turban, rapporté d'Orient par les croisés. — Plus souvent serviettes en toile de lin ou de chanvre.

renoncier si ne doit on prendre nulz des biens demourans du décès du trespassé ne de ceulx qui sont communs entre le trespassé et le seurvivant par ladicte coustume et ladicte deffenderesse a prins desdits biens de elle et de son dit marit quels qui soient et en vesceu comme dit est et rentrée en ladicte maison, *quare* etc.....

Item se partie adverse dit qu'elle ne prinst onques aucuns desdis biens et que ce qu'elle en print appartenoit a un sien fil qu'elle a d'un autre marrit que dudit Jorran respond ledit procureur qu'il n'est mie vray sauve la grace du possesseur car lesdis biens qu'elle prinst n'estoient mie a son dit fils car apres le trespas de son premier marit elle print le bail de son fil par quoy elle eust tous les meubles demourans de son dit premier marit de raison et par la coustume.

Item et par la coustume qui a cours entre les nobles se une femme noble a aucuns biens meubles de par li et elle se marie et depuis que son marit va de vie a trespasement et apres son trespas ou devant icelle femme reprent ses dis biens meubles qui li appartenoint avant son mariage elle les appliquera a son pourfit ou partie d'iceulx ou aucuns des biens de son dit mary ou qui estoient communs ensemble durant leur mariage elle est tenue de paier toutes les debtes d'elle et de son marit selon ladicte coustume des nobles nonobstant quelque renonciation qu'elle face.

Item et se elle prent apres ledit trespas et emporte a son profit les biens ou partie d'iceulx qui appartiennent a son dit marit avant ledit mariage ou les biens communs entre lui et elle ou partie d'iceulx elle est aussi tenue par ladicte coustume de paier toutes les debtes d'elle et de son

dit marit non obstant quelque renonciacion qu'elle face.

Item considere ce que dit est, il doit estre dit a l'entencion dudit procureur tant par raison comme par usages, coustumes et stilles nottoires.

Item que les choses dessus dictes et chascune d'icelles faisant pour ledit procureur sont vraies cleres et nottoires et les a partie adverse ou grant partie d'icelles congneuez et confessées souffisamment estre vraies.

Item que d'icelles il est voix et commune renommée en la ville cité et país de Laon et ou país d'environ.

Sur les choses dessus dictes faisant pour ledit procureur conclue et requiert et cilz procureurque droit et raison lui soient fais par ordre offrant a prouver de ces fais tout ou partie ou tant qu'il souffira à son entencion sans lui astraindre a tout prouver mais lui vaille ce que prouver en pourra les fais et autres choses proposées par partie adverse contraires ou préjudiciables aux siens et à son entencion recevables par droit nye icelui procureur et requiert condampnacion de despens contre partie adverse sauves toutes ses protestations et retenues en tous cas.

Plaidé et escript par P. de Sainte-Croix (1).

(1) Sainte-Croix est une C^{ne} du canton de Craonne (arrondissement de Laon). C'était jadis une vicomté appartenant à l'Abbaye St-Vincent de Laon.

Sainte Croix d'Offémont, fief. C^{ne} de Vouël. (V. Matton. Dictionnaire).

II

CONCLUSIONS POUR MARIE DE MAIZY

VEUVE DE JORRAN DES CREUTES (1).

Pardevant monseigneur le bailli de Vermendois ou son lieutenant à Laon commissaire du Roy nostre sire en ceste partie dit et maintient noble femme demoiselle Marie de Maisy femme jadis de feu Jorran des Creutes deffendeur d'une part à l'encontre des gouverneurs bourgeois et habitans de la ville cite et pais de Laon ou leur procureur pour eulx demandeurs d'autre part les faiset raisons qui s'ensuivent tendens ad fin que icelui procureur ne face a oïr ne a recevoir a la poursuite qu'il fut a l'encontre de la dicte deffenderesse et qu'il n'ait cause ne action de la poursuivre par la maniere qu'il la poursuit ne de faire a la demande ou demandes telles qui les a faictes en jugement et se il faisoit a recevoir ou s'il avoit cause ou action de le poursuivre que il ne lui baille et qu'il soit dit et par droit la dicte deffenderesse devoir estre et soit absolt et délivrée de la demande ou demandes faictes a l'encontre d'elle par ledit procureur et soit ladicte partie demanderesse ou nom qu'elle demande condamnée es despens de la dicte deffenderesse fais et a faire en la poursuite ceste cause et que a tout ce requerre propose et maintenir et a toutes fins contraires proposées de partie adverse face bien ladicte demanderesse a recevoir et li baille et fait ses protestacions et toutes ses autres retenues en tous cas.

Premiers il est verite que icelle demoiselle Marie est de grant et bel linage venue et descendue de

(1) Nous prenons l'orthographe actuelle.

grant et noble generacion et lignie et de tous ses costes (1).

Item et pour telle se porte elle et s'est tous jours portée et pour telle est elle tenue et réputée publiquement et nottoirement a Laon et ou pais d'environ.

Item que c'est chose toute nottoire et approuvée en vostre auditoire à Laon et ailleurs.

Item ce que dit est presupposé il est verite que entre les nobles a une telle coustume souffisamment aprouvée que quant aucuns sont ensamble conjoins par mariage se li maris va de vie a trespassement se la femme seurvivant est noble (2) il li loit se il li plait a tenir les meubles et les debtes acreues durant le mariage et qui paravant estoient communs et se il li plait par vertu de la dicte coustume elle puet renoncier aux meubles communs et aux debtes faictes et acreues durant le mariage et incontinent apres ladicte renunciacion faicte *ipso jure* elle est délivrée de toutes obligations et debtes faictes et acreues durant ledit mariage et telz sont les usages et coustumes des nobles ou bailliage de Vermendois e[t] (3) en la prevosté de Laon et mayement en lau di cour dudit monseigneur le bailli.

(1) Sur la noblesse dans le Vermandois. V. *Combier. Etude sur le baillage de Vermandois* p. 201.

(2) « La femme noble, mariée à un roturier, ne perdait pas la noblesse par le fait de ce mariage: la noblesse était seulement en suspens tant que vivait le mari ». Garraud. *Précis de l'ancien droit Coutumier français*. Edon 1875 p. 17.

(3) Le papier est arraché en cet endroit.

Item que ainsi en a on use et use on de jour en jour entre les nobles par tel et si long temps qu'il n'est memoire du contraire et qu'il souffit en tel cas à usages et coustumes avoir entroduite.

Item ont lieu les usages et coustumes dessus allegues suppose que li uns desdis conjoins ne feust mie nobles mais que le seurvivant soit nobles car en ce cas il li loist a user de ladicte coustume des nobles aussi bien que se tous les deux conjoins estoient nobles et ainsi en use on communement et mayement ou dit auditoire de la court du Roy nostre sire a Laon.

Item et non obstant ce que ladicte deffenderesse apres le trespas dudit feu Jorran son marit eust renoncie souffisamment et tellement qu'il appartient a faire en tel cas aux meubles et aux debtes par vertu de ladicte coustume et que par ce moien elle feust delivre de toutes debtes et obligations faites et acreutes durant leur mariage touteffois s'est efforcies et efforce le dit procureur pour et ou nom desdis gouverneurs bourgeois et habitans de Laon de li demander plusieus debtes qu'il dit avoir este acreuez et faictes durant ledit mariage tant pour tailles comme pour fouages qu'il dit estre deubz à ladicte ville du temps c'est assavoir assis pour VIII^e fouages qui ont este baillies en requierens par Pierre Troussel pour rest d'iceulx fouages cent s: de la taille de l'an LXXVII baillies en requierens par Adam d'Ardon (1) XVIII s., VI d. Item pour la taille de l'an LXXVIII par ledit Adam XXIII s. IIII d. Item pour fouages de l'an LXXVIII par ledit Adam VIII toutes lesquelles debtes ledit procureur demande à ladicte deffenderesse non obstant ladicte renunciacion faicte par elle comme dit est et par ce

(1) Ardon, faubourg de Laon.

appert et puet apparoir clerement que icelui procureur ne fait a recevoir a faire sa poursuite par la maniere qu'il l'a fait a l'encontre de ladicte deffenderesse selon raison, usage, coustume et stilles nottoires de court laye.

Item suppose sans prejudice qu'il y feist aucunement a recevoir ce que non si est-il tout cler qu'il n'a cause ne action de poursuivre la dicte deffenderesse par la maniere qu'il l'a poursuit car comme dit est cy dessus icelle deffenderesse incontinent apres le trespas dudit feu Jorran son mari ou au mains dedens temps deu et convenable et comme noble telle comme elle est renunça expressement aux meubles et aux debtes comme il li loisoit a faire par vertu de ladicte coustume aians court entre les nobles et par ce *ipso jure* elle fu et est délivré et desliié de toutes obligacions et debtes faictes et acréues durant le mariage et autres dudit Jorran et l'obligacion et mere d'action et par consequens s'il n'y a point d'obligacion ou que elle soit estainte consequitive il n'y a point d'action et *sine actione nemo experitur* et par ce on peut conclure evidemment que icelui procureur n'a cause ou action de poursuivre ladicte deffenderesse par la maniere qu'il la poursuit selon raison, usage coustume et stille nottoire de court laye.

Item et suppose que icelui procureur feist a recevoir ou eust cause ou action a faire sa poursuite par la maniere qu'il l'a faict contre ladicte deffenderesse si ne lui doit il valoir et si doit icelle deffenderesse estre delivré et absolve de la demande ou demandes faictes a l'encontre d'elle par ledit procureur tant par les raisons et moiens cy-dessus allegués lesquelz avec ce que dit est elle emploie a a ceste fin comme par ce que en verite les assietes ne furent onques celles que maintient ledit procu-

reur ne aussi ledit Jorran ou temps qu'il vivoit n'y estoit en riens tenus pour quoy etc...

Item et suppose et non congneu que il eust este ad ce obligé ou tenus si n'est ladicte deffenderesse son hoir ne tenne de paier pour li de droit et de raison et mayement par ladicte coustume des nobles car elle renonça souffisamment aux meubles et debtes comme dit est tant sur la fosse ou son dit maris fu enfouys comme autrement souffisamment pour quoy en est quiete et délivré tant par raison comme par usage, coustume et stille nottoire.

Item que veus et consideres les faiz et raisons cy-dessus proposes pour ladicte deffenderesse il doit estre dit en tout et pour tout a son entencion et contre ledit procureur de raison, usage, coustume et stille nottoire de court laye.

Item que des dis usages, coustumes et stilles dessus alléguez use on et a on acoustume de user en tel cas en la ville cité et pais de Laon et en ladicte court de si long temps qu'il n'est memoire du contraire ou qu'il souffit et doit souffire en tel cas.

Et ne feroit et ne fait partie adverse a recevoir ne li deveroit et ne doit valoir se elle vouloit dire ou maintenir que se il y a aucune coustume entre les nobles conjoins ensamble par mariage et que par vertu de ladicte coustume il loit au seurvivant de renoncier aux meubles et aux debtes si seroit ce tant seulement ou cas que tous les deux conjoins seroient nobles et non autrement etc.

Car sauve la grace de celui qui ce diroit la coustume n'est mie telle que elle maintient mais est toute autre et general et nottoire que se aucuns sont ensamble conjoins par mariage suppose que celui qui premiers va de vie a trespassement ne

soit mie noble se li seurvivans d'iceulx conjoins est noble il li loit a renoncer aux meubles et aux debtes se il li plaît par vertu de ladicte coustume et est ce fonde de bonne raison car puis que le seurvivant est noble de son droit naturel et que le droit de nature considere ladicte coustume a donne aucun privilege par accident de mariage ou autrement pas fait d'autrui, celui seurvivant ne puet ou doit perdre son privilege comme imprime en sa personne et ainsi le veult raison, usage, coustume et stille notoire de la court.

Item et se on vouloit dire que devant le trespas dudit feu Jorran lui estant malade ou apres ledit trespas ladicte deffenderesse eust emportes aucuns des biens meubles hors de l'ostel ou ledit feu Jorran ala de vie a trespasement et que par ce la renonciacion qui depuis averoit este faicte par ladicte deffenderesse ne li pouroit ou deveroit aucunement pourfiter pour ce qu'elle se seroit boutee es biens et par ce fust tenue es debtes acreues durant le mariage etc.

Si diroit mal partie adverse sauve sa grace car en verite il ne sera ja sceu que paravant le trespas dudit Jorran ladicte deffenderesse emportast aucuns d'iceulx biens meubles mais les laissa et a tous jours laissiés sans faire aucune aprehencion d'iceulx et pour tourner et convertir car (?) il appert mais suppose sans préjudice qu'elle eust emporte ou fait emporter aucuns biens meubles si n'estoit ce mie de ceulx qui estoient communs en leur mariage mais averoit este se ce avoit este des biens appartenans aux enfans de ladicte deffenderesse et qui estoient enffans de feu Goberon Baterel de Marle (1) desquelz enffans elle avoit la garde ou administracion et suppose que d'iceulx elle eust

(1) Chef-lieu de canton de l'arrondissement de Laon.

emporte ou fait emporter aucuns si n'aueroit elle en riens enfreint ladicte renonciacion qu'elle ne demourast tous jours en sa force et vertu selon raison usage coustume et stilles nottoires en tel cas comme les biens desdis enffans ne fussent mie audit Jorran ne a sa dicte femme mais aux dis enffans tant seulement dont elle pouoit auoir sans offense de ladicte coustume ladicte garde qui est equiparée a tutelle en ce cas de raison, usage, coustume et stilles nottoires.

Item et se on vouloit dire que depuis ce que ledit feu Jorran fu ales de vie a trespasement icelle deffenderesse fust retournée en la maison en laquelle il alla de vie a trespasement boire et mengier des biens qui par auant auoient este communs et tenu sa residence etc,... si n'en est il riens sauue la grace du proposant car en verite depuis que ledit feu Jorran fu ales de vie a trespasement ou au mains depuis ladicte renonciacion faicte par ladicte deffenderesse elle ne demoura ne n'eut residence en icelle maison ne ne beut ne ne menga ne fist aucun fait par lequel on peut dire que ladicte renonciacion fust aucunement enfreinte pour quoy etc... (1).

Item se partie aduerse vouloit dire que suppose que ladicte deffenderesse eust renoncie si n'aueroit ce mie este deuement ne convenablement et qu'il eust convenu que quant on fist l'obsequie dudit Jorran qu'elle eust renoncie sur la fosse ce qu'elle ne fist mie etc... si n'est-il mie vray, sauue la grace du proposant car par la coustume toute noltoire il n'est mie neccessite de renoncier sur ladicte fosse

(1) Ici se trouve un paragraphe de sept lignes cancel-
lées. Nous ne le reproduisons pas.

ne quant on fait l'obsequie du trespasse mais souffit de y renoncier dedens an et jour ou au mains de y renoncier dedens temps a ce ordonne et en verite ladicte deffenderesse renonça bien et solennelment aux meubles et aux debtes selon ce que la coustume des nobles le donnoit et sur la fosse dudit Jorran et fist toutes les solempnites acoustumes en tel cas ou au mains renonça elle deuement et solennelment ainsi que on doit faire et dedens temps deut garde et observes tous les usages et coustumes qui par vertu de ladicte coustume ont lieu entre les nobles et tellement que *ipso jure* elle fu delivre de toutes obligations et debtes pour quoy etc...

Il ne vault se partie adverse se dit que ladicte deffenderesse print et tint les biens meubles de son feu premier mari pere de ses dis enfans par la coustume des nobles et ainsi furent siens et non a ses dis enfans etc... sauve la grace de celui qui ce droit il ne mie vray mais furent les dis enfans hoirs de lenr dit pere et leur appartenrent les dis biens meubles seul et pour le tout et non a leur dicte mere etc...

Item il est verite que les livres et autres meubles que partie adverse dit ladicte deffenderesse avoir prins n'estoient audit Jorran appartenans mais aux dis enfans suppose et non congneu en eust prins car maistre Jehan Baterel oncle dudit feu Goberon les laissa ou ordonna par son testament ou ordonnance de darraine volente aux dis enfans pour aler a l'escole ou estude et furent et sont aux dis enfans appartenant tant par ladicte ordonnance comme autrement ou au mains par la succession de leur dit pere et dudit maistre Jehan Baterel pour quoy ne doivent estre faictes les conclusions de partie adverse mais doivent estre faictes les conclusions de ladicte deffenderesse par raison

usage coustume et stille nottoire de la court et aussi a tous jours maintenu ladicte deffenderesse que plusieurs biens meubles et lesdis livres estoient a ses dis enfans desquelz elle avoit la garde pour quoy etc...

Item que les choses cy dessus proposees pour ladicte deffenderesse sont vraies cleres et nottoires et les a partie adverse en tout ou en partie souffissamment congneues et confesse estre vraies.

Item que d'icelles il est voix et commune renommée a Laon et ou pais d'environ.

Si conclud ladicte deffenderesse a l'encontre des dessusdis ou de leur procureur pour eulx ou nom que dessus aux fins par elle cy dessus esleutes en requerant droit par ordre et offrant a prouver de ses fais tant de fait comme de recongnissance tout ou partie en tant qu'il souffrira a son entencion sans elle atraindre à tout prouver mais li vaille ce que prouver en pourra en nyant fais contraires ou préjudiciables aux siens recevables par droit propos par partie adverse en requerant condampnation de despens et en faisant ses autres protestacions et retenues en tous cas (1).

(1) Les conclusions actuellement réligées par les avoués se terminent d'une façon analogue.

QUELQUES SOUVENIRS

TIRÉS DES

ANCIENS TITRES D'UNE MAISON LAONNOISE

Toute vieille maison a son histoire. Parcourir ses vieux titres, c'est revivre son passé ; souvent aussi c'est revivre, en partie, l'histoire d'une ville.

Il suffit que plusieurs générations, également soucieuses de conserver les contrats de celles, qui les ont précédées, aient transmis au présent ces témoins d'un autre âge, pour que se déroulent facilement, sous nos yeux, les diverses transformations que chaque époque apporte dans la vie intime des habitants d'un même lieu, et qu'une courte étude nous révèle aussi, par ses côtés les plus intéressants, ce que fut leur existence extérieure.

De titres proprement dits, dont le but initial était d'assurer la régularité des transmissions et la sécurité de toute possession, le temps les a peu à peu transformés en documents d'archives, qui nous réservent la surprise de bien des inconnus de la vie d'autrefois, et mettent en relief le fond de ce passé local sur lequel, ainsi qu'on l'a si bien dit, « ils ouvrent des jours, qui nous y font pénétrer. »

Les quelques souvenirs, qu'une gracieuse communication va nous permettre de noter (1), sont extraits

(1) Nous devons cette communication à l'obligeance de M. Dubois, ancien notaire, dont la famille est propriétaire de cet immeuble.

des anciens titres d'une maison laonnoise, située en l'ancienne rue du Blocq, précédemment rue Veschef. C'est la rue Sérurier d'aujourd'hui.

*
* *

Le 2 mars de l'année 1763. Messire Jean-Philbert Le Carlier, écuyer, conseiller du Roy en sa cour des monnoyes de Paris, demeurant à Laon, Messire Nicolas Le Carlier, son fils, écuyer, et Dame Marie-Jehanne-Geneviève Renard, son épouse, demeurant aussi à Laon, vendaient à M. Marie-Joseph Dagneau, Ecuyer, Président Trésorier de France général des Finances et Grand voyer en la généralité de Soissons, demeurant à Laon, et à Dame Marie-Jeanne-Marguerite Dagneau de Richecourt, son épouse, « le fond et la « propriété d'une Maison située en cette ville de « Laon, rue du Blocq, consistante en une Grande « porte d'Entrée, cour sur le devant, salle, chambres « haute et basse, etc., avec toutes ses dépendances, « sans réserve, venant du chef dudit sieur Le Carlier, père, et de la feue Dame Deblois, son épouse, « tenant le total d'une lizière aux murs de la maison « de M. Le Carlier, avocat, par derrière audit sieur « Le Carlier, avocat, et pardevant sur laditte rue « du Blocq. »

De cette désignation, assez semblable en la forme à toutes celles que nous pouvons relever en des actes de cette nature, nous n'avons jusqu'ici rien de particulier à retenir.

Mais ce contrat, aux minutes de M^e Deuil, notaire à Laon, contient comme finale de la désignation ce court paragraphe : « avec *un Banc* en la paroisse « Saint Remy-place *dépendant et attaché à lad.*

« maison, avec aussi les toilles et ficelles servant
« pour la fête de Dieu. »

Par ces quelques mots nous voilà reportés à un mode de faire, qui, à première vue, nous apparaît comme très exceptionnel.

C'est cependant une impression qu'il faut vite abandonner, car cette même année et presque à la même date, nous voyons un autre titre de transmission d'immeubles conçu dans les mêmes conditions.

Le 3 mars 1763, devant Petitjean et son collègue, Notaires et Tabellions Royaux au bailliage de Vermandois, Maître Jean-Mathien Le Carlier, avocat au Parlement, M^{re} Jean-Charles Le Carlier, Conseiller du Roy, Président en l'élection dudit Laon, et Dame Claire-Madeleine Marquette, son épouse, demeurant à Laon, vendent à Jean-Joseph Berthelemy, sculpteur, demeurant à Laon, et Margueritte DuChange, sa femme, « le fond, très fond, et propriété d'une
« maison scize en cette ville de Laon; rue du Blocq,
« appartenant audits sieurs Le Carlier en communs
« de leurs chefs, consistante en une porte donnant
« sur laditte rue du Blocq ; Et une allée conduisante
« au corps de logis. Grande cour et porte commune
« avec les sieurs et Dame de Parpeville, autre porte
« d'entrée dans ladite grande cour, et tous les bâti-
« ments et lieux en dépendant, tenant le total, d'une
« part verst orrient au sieur Le Carlier, Conseiller en
« la Cour des monnoyes et à la Demoiselle d'Elvin-
« court, d'autre vers occident à la maison apparte-
« nant à la succession du sieur Quezie huissier, au
« sieur Duflot, et à la Dame v^{re} du sieur de Vitry,
« par devant vers le midy à cause du passage ou
« allée à laditte rue du Blocq, anciennement dite
« Veschief, et par derrière vers septentrion à la

« maison presbiteralle de Saint Remy à cause de
« laditte cour commune et auxdits sieurs et Dame
« de Parpeville. »

Et cette désignation, que nous rapportons ainsi littéralement, se termine par ces mots :

« Ensemble les deux *bancs dépendans de laditte*
« *maison* étant en la paroisse de Saint Remy place. »

Donc rien d'exceptionnel en ce mode de procéder, qui présente ainsi tous les caractères d'un usage courant, d'autant plus profondément entré dans les mœurs locales qu'il figure, en bonne place, dans des contrats de leur nature les plus importants de la vie civile ordinaire, les ventes d'immeubles urbains.

Mais ce soin ainsi pris de rattacher de façon si étroite à la propriété d'un immeuble important un simple droit de jouissance sur l'infime partie d'un édifice public et sur l'objet mobilier, qui garnit cet étroit emplacement, n'indiquerait-il pas aussi, que, si ce mode de faire a sa source dans des coutumes locales très anciennes, il s'est rencontré cependant certaines circonstances notables, dans lesquelles ces usages ont été l'objet d'ardentes discussions, circonstances qui ont ainsi démontré l'impérieuse nécessité de recourir au maximum des précautions prises pour la bonne exécution des contrats.

Car, il ne faut pas l'oublier, cette convention ne tendait à rien moins qu'à créer une sorte de démembrement spécial de la propriété pour l'usage et l'utilité d'un héritage, qui était l'immeuble vendu.

Certaines pièces du dossier, que nous parcourons, pièces, dont nous allons résumer le contenu, vont nous confirmer dans cette idée, et nous permettre une courte étude de certains incidents litigieux,

qu'avaient provoqués ces habitudes locales à la fin du XVII^e siècle (1).

Pendant les années 1677 et 1678, l'église Saint-Remy à la Place Royale de Laon, qui tombait en ruines « par sa caducité » (dit un acte de procédure de 1681), fut en partie démolie et reconstruite, « tant « pour en prévenir la cheute et les accidents, qui « pouvaient en arriver que parce que la forme en « estait très irrégulière et mesme que quantité de « banş de femmes était placez dans les chappelles « latérales, et qu'à cette occasion les hommes et « les femmes estaient confusément, ce qui estait « contre les cinq canons, qui veulent que les femmes « soient séparées des hommes et dans les place « éloignée du sacrificeur. »

La forme de l'église primitive fut alors considérablement modifiée, car, à partir des fondations, tout fut refait à neuf.

L'enceinte de l'église ancienne était séparée de la nef par de grosses et épaisses murailles. Dans l'église nouvelle, au contraire, six piliers remplacèrent ces murs de séparation et la nef se trouva ainsi augmentée de toute la place occupée précédemment par ces murailles. Les fonds baptismaux, placés primitivement dans la nef, furent reportés à l'extrémité de l'église ; et une chapelle, appelée vulgairement chapelle Sainte-Marguerite, qui occupait une autre partie de cette nef, fut complètement supprimée.

En outre, les banes des hommes ayant été retirés des chapelles latérales, il fallut les rapporter dans la

(1) Nous devons la lecture complète de plusieurs de ces documents à l'obligeant concours de M. le Président de la Société Académique. Nous le prions de vouloir bien recevoir ici nos plus sincères remerciements.

nef, ou près des murs d'enceinte, afin de ne pas nuire au bel ordre dans l'église.

Mais il résulta de toutes ces modifications qu'il devint impossible de rendre à chacun *la place, qui dépendait des maisons*, pour y poser les bancs des femmes.

Au cours de l'année 1679 furent tenues plusieurs assemblées solennelles des paroissiens, dans lesquelles on examina la possibilité du rétablissement de ces bancs, mais on ne put parvenir à s'entendre ; de là des mécontentements et à chaque messe paroissiale des murmures et du scandale.

D'autre part, tout le domaine de l'église avait été aliéné pour l'exécution de ces travaux déjà exécutés, et les fonds manquaient complètement, alors qu'il restait encore à faire le maître-autel, le chœur, les séparations entre la nef et les chapelles latérales, et la sacristie.

C'est alors qu'on résolut de tenir une dernière assemblée, et pour qu'elle fût plus nombreuse et que chacun y pût donner son suffrage, elle fut indiquée, pendant deux dimanches consécutifs, au prône de la messe paroissiale, pour le 25 décembre 1680. En outre, tous les paroissiens furent invités en particulier dans leur maison par le serviteur de la paroisse. Enfin, le jour de Noël, il fut encore annoncé au prône que cette réunion se ferait à l'issue des vêpres de ce même jour.

A cette assemblée, ainsi tenue à l'issue des vêpres et après la cloche sonnée pour y inviter les absents, *la vente des bancs fut résolue à la pluralité des voix*, avec une seule opposition.

Mais cette décision ainsi prise souleva les récriminations de plusieurs paroissiens, et un procès fut presque aussitôt intenté devant « *Messieurs les gens tenant le Siège Présidial de Soissons.* »

Le récit, très résumé que nous venons de faire, est extrait de trois pièces existant au dossier, que nous examinons, et qui ne sont autres que des copies de conclusions signifiées par huissier et portant les dates des 13 mars, 23 et 28 avril 1631.

Nous remarquons comme demandeurs s'opposant à cette vente des bancs : « *M^e Charles le Carlier, escuier, Conseiller Secrétaire du Roy, propriétaire d'une Maison située en la ville de Laon dans l'estendue de St Remy à la place* » ; *M^e François Bertrand, ancien avocat au bailliage et siège présidial de Laon ; M^e Antoine Delamer, conseiller du Roi, lieutenant particulier au siège de Laon ; M^e Philbert Viéville, conseiller du roi en la prévosté de Laon ; Louis de Bloi, capitaine de quartier ; Claude-Estienne Bourgeois ; Damoiselle Madeleine Muyau ; et Jeanne Lespicier ; paroissiens de cette église.*

Ces divers opposants soutenaient entr'autres choses que les droits des particuliers sur les bancs n'étaient pas anéantis, puisque le terrain sur lequel avait été réédifiée l'église n'avait pas été changé ; que la reconstruction avait été faite sur les anciennes fondations, et que l'église étant encore la même église qu'avant la démolition, il serait injuste d'ôter aux paroissiens des places affectées à leur maison.

A ces raisons, « *les Curez, Marquilliers, et Paroissiens, deffendeurs* » répondaient :

Que le petit nombre des opposants dans une paroisse composée de plus de cent paroissiens faisait assez connaître la faiblesse de leur opposition et qu'il ne fallait pas d'autre argument pour les en faire débouter, « *estant (ajoutaient-ils) des maximes dans toutes les société bien réglez de defférer à la pluralité des voyz ni ayant point d'apparence que le sentiment de cinq ou six particuliers puisse l'em-*

« *porter au dessus de celui de toute une paroisse.* » Qu'au fond, il n'était pas difficile de montrer que l'acte contre lequel ils réclamaient et dont ils s'efforçaient d'empêcher l'exécution, ne contenait rien que de très juridique.

Qu'aucun acte n'avait été concerté avec plus de solennité et « avec plus de semonçes pour y être présents. » Que cet acte avait été relu le lendemain, jour de Saint-Étienne, à l'issue de la messe paroissiale, que c'était une formalité, qui n'avait point été observée à l'égard de tous les actes faits auparavant, et qui n'avait jamais été pratiquée.

Que l'église était rebâtie sur le même terrain, mais non pas sur les anciennes fondations. Ces nouvelles fondations étaient plus creuses et plus épaisses, et la forme de l'église était entièrement changée. La structure du bâtiment était toute différente. C'était donc une transformation complète.

Avant la démolition, le chœur était séparé des chapelles latérales, et les murs d'enceintes aussi séparés de la nef par de grosses murailles. A l'heure présente, au contraire, (ajoutaient toujours les défenseurs) tous les combles de l'église reposent sur des piliers très délicats, ce qui donne beaucoup d'espace, sur l'emplacement de ces murailles. D'autre part, les fonts baptismaux, qui occupaient une grande place dans la nef, ont été reportés à l'extrémité de l'église. et la chapelle Sainte-Marguerite, qui était aussi dans cette nef, a été supprimée.

Dans ces conditions, il y avait impossibilité morale de rendre à chacun des paroissiens *la place qui dépendait de sa maison pour y poser un banc.*

De plus *cet usage d'affecter des bancs à perpétuité et de les attacher aux maisons,* est contraire au droit commun et aux arrêts des cours souveraines.

Ce dernier argument est très à remarquer. Il montre combien cette manière de faire était entrée dans les mœurs, sans avoir jamais été cependant consacrée par une décision de justice.

Mais ce n'est pas la seule preuve que nous trouvions de l'ancienneté de cette coutume ; nous aurons l'occasion un peu plus loin d'en noter plusieurs autres.

- Quelle fut l'issue de ce procès, dont les pièces de procédure nous indiquent l'ardeur des parties en cause?

Il nous est malheureusement impossible de l'établir avec précision. Le dossier, que nous avons sous les yeux, ne contient pas trace du jugement intervenu, et c'est grand dommage.

Mais un reçu que nous voyons au dossier, et qui porte la date du 18 décembre 1631, semble bien indiquer qu'une transaction dut intervenir, et que cet usage fut respecté, moyennant le paiement d'une redevance fixée, pour chaque maison, d'après le plan et l'ordonnance de Monseigneur l'Evesque-Duc de Laon (1).

(1) Voici la copie littérale de ce reçu :

« Je soubs^{ns} Marguillier de la paroisse St Remy A La place,
« Reconoist avoir reçu de Monsieur Delamer Conseiller du
« Roy Et son Lieutenant parer au Baillage Siège preal La somme
« de Soixante Livres A Laquelle Le Premier Ban de la pre-
« mière Ligne a main droite quy Est dans Ladite Eglise a
« Esté fixé Et Marqué pour La Maison a luy appartenant E
« qu'il occupe prétement suivant Le plan Et ordonnance au dos
« donné par Monseigneur Levesque Et duc de Laon le dix du
« pent Mois Pour jouir par Luy Et ses ayans causes conformé-
« ment à Lad. ordonnance quy a Esté Leue Et publié au
« prosne quy a Esté fait à la Messe paroissiale célébré dans
« Luite Eglise Le dimanche Quatorze dudit pent Mois de La
« quelle sone de Soixante Livres Je quitte Ledit sieur. fait le
« dix huit^e Jour de Decemb. Mil six cent quatre vingt un. »
« Ledoulx. »

Nous avons dit plus haut que *cette affectation des bancs à perpétuité* devait être de coutume très ancienne. Trois autres pièces du dossier, les seules que nous ayons trouvées sur cette question, après celles que nous venons de résumer, l'établissent d'une façon indiscutable.

Ce sont trois certificats, joints aux pièces de procédure déjà visées par nous, certificats sûrement délivrés à l'occasion du procès, car ils portent tous la date du 18 avril 1681.

Ces certificats émanent, le premier du curé et d'un marguillier de la paroisse Saint-Martin de Laon, le second du curé de la paroisse Sainte-Benoiste, et le troisième du curé de la paroisse Saint-Remy à la Porte, et tous les trois attestent que *tes bancs des femmes* placés dans la paroisse *sont et ont toujours été attachés aux maisons des propriétaires et paroissiens*.

Les certificats concernant Sainte-Benoiste et Saint-Remy à la Porte contiennent en outre l'attestation que les propriétaires et successeurs des Maisons ont *toujours été les propriétaires et successeurs à ces Bancs*, qui n'ont jamais été vendus au profit de la paroisse.

Enfin le certificat du curé de Sainte-Benoiste fait même ressortir que depuis peu d'années, il avait été fait des bancs neufs des deniers de la fabrique de cette paroisse, et que les *paroissiens jouissaient de ces bancs comme ils le faisaient avant cette nouvelle construction de bancs neufs* (1).

(1) Nous donnons ici la copie de ces trois certificats :

I

« Nous soussignés Comis aux fonctions curiales, Et Marguillier de la Pâroisse de Saint Martin de Laon certifions à

L'existence très ancienne de cette singulière coutume n'est pas la seule donnée intéressante que nous fournissent ces quelques documents.

Ils nous montrent partiellement aussi ce que pou-

*« tous qu'il appartiendra que les bancs des femmes placés dans
« La Nef de Ladicte Paroisse sont et ont toujours esté attachés
« aux maisons des propriétaires et Paroissiens de Ladicte
« Eglise. fuict ce jourdhuy dix huitième Avril Mil six cent
« quatre vingt et un. »*

« Morlet ». « Richetin ». »

II

*« Je Soubz^{né} Prebtre Curé de la paroisse de St^e Benoiste
« de Laon Certifie à tous qu'il appartiendra que les bancs des
« femmes placés dans ladite paroisse sont et ont toujours estez
« attachés aux Maisons des propriétaires et paroissiens de
« ladite Eglise et que les propriétaires et successeurs des-dies
« Maisons ont toujours estez les propriétaire et successeurs
« ausd. Bancs sans que lesdies bancs des femmes quy ont estez
« d'spuis quelques années fuils de neufs des deniers de la
« fabrique de Lul^e Parroisse aient estez vendus aus-dis par-
« roissiens au profit de ladite Parroisse et desquels bancs
« lesdis propriétaires desd. Maisons Jouissent en propriété
« comme ils faisoient auparavant la nouvelle construction
« d'iceulx. fuict le dix huict Avril s^{bre} quatre vingt et un. »*

« J. Bollicau. »

III

*« Je soubz^{nés} prebtre Curé de la paroisse de St^e Remy à la
« porte de Laon certifie à tous qu'il appartiendra que les
« bancs des femmes placés dans ladite paroisse sont et ont
« toujours esté attachés aux maisons des propriétaires et
« paroissiens de ladite Eglise et que les propriétaires et suc-
« cesseurs desd. Maisons ont toujours estez les propriétaires
« et successeurs ausd. bancs sans que lesd. bancs ayent jamais
« estez vendus en aucuns cas au profit de ladite paroisse.
« fuict ce jourdhuy dix huitiesme avril mil six cent quatre
« vingt et un. »*

« A Desains. »

vait être l'organisation paroissiale à cette époque, c'est-à-dire au milieu du règne de Louis XIV.

Cependant que la vie publique française se déroule alors sous l'empire du régime le plus absolu, l'existence paroissiale nous apparaît singulièrement indépendante, et les différents membres de cet organisme restreint se montrent à nous avec un sens très sûr de leurs droits, pour ne pas dire profondément jaloux de leurs franchises.

Nous pourrions sans doute trouver non loin de nous l'application bien vivante de leurs théories les plus chères.

Ne nous disent-ils pas, ces curé, marguilliers et paroissiens de Saint-Remy-Place, dans leurs conclusions portant la date du 23 avril 1681, que c'est une maxime dans toutes les sociétés bien réglées de déférer à la pluralité des voix, et qu'il ne se peut que le sentiment de cinq ou six particuliers puisse l'emporter au-dessus de celui de toute une paroisse.

Précurseurs déjà de tout ce qui devait s'accomplir un siècle plus tard, ils vont, tout en plaidant, droit aux conceptions de la vie publique contemporaine, et il n'est pas jusqu'au suffrage, que nous disons universel, qui ne trouve d'irréductibles partisans dans ces défenseurs de la mise en adjudication des bancs d'église.

Les conclusions des adversaires ne contiennent pas réponse à cet argument d'un ordre si particulier ; la partie adverse, qui paraît ainsi ne pas vouloir en contester le bien fondé, se borne à invoquer, à l'appui de sa thèse, la coutume toujours respectée.

Ces paroissiens de l'an de grâce 1681 méritaient de survivre à leur temps et de voir la réalisation de leurs doctrines sur un plus vaste théâtre que ne pouvait l'être le domaine de Saint-Remy-Place.

Quels militants auraient été, sur le terrain de la politique générale, ces fidèles d'une petite paroisse laonnoise, si enclins à défendre leurs places en ce lieu de recueillement et de paix, que devait être leur église paroissiale.

A vivre deux siècles plus tard, ils auraient vu se généraliser l'application de leurs maxims, mais, inversement aussi, ils auraient pu voir la paroisse, de démocratique qu'elle était au XVII^e siècle, (nous en trouvons la preuve dans les pièces du procès de 1681), devenir, dans son administration, plutôt aristocratique et fermée, et les noms de ses Conseillers de Fabrique demeurer souvent aussi peu connus de la foule que l'étaient, de tous manants, un grand nombre des Secrétaires d'État de Sa Majesté Louis XIV.

*
**

Les deux contrats de 1763, à l'examen partiel desquels nous nous sommes attaché jusqu'ici, nous ménagent encore d'autres aperçus sur ce qu'était alors ce quartier de la rue du Blocq.

Ces ventes sont consenties à la charge, entr'autres, par les acquéreurs de payer les cens et droits seigneuriaux, qui peuvent être dûs aux seigneurs fonciers.

Et comme conséquence de cette obligation, nous remarquons sur chaque expédition une mention relatant le paiement de ces droits.

La mention du titre du 2 mars 1763, est ainsi conçue : « Je soussigné fondé de la procuration de
« S. Em^{ce} Monseigneur le Cardinal de Rochecouart
« reconnois avoir reçu les lods et ventes à lui dûs
« pour la présente acquisition à Laon ce 14 Mars
« 1763. (Signé :) Ruffat. »

Quant à la mention figurant sur le titre du 3 mars 1763, elle est ainsi libellée : « J'ay soussigné fondé
« de la procuration de Son Em. M^{gr} l'Evêque Duc de
« Laon Reconnois avoir receu les lods et ventes dues
« pour l'acquisition portée au présent contrat dont
« quitt^{ce} A Laon ce 8 Mars 1763. (Signé) : Ruffat. »

Les immeubles, objet de ces contrats, ayant dû ainsi acquitter au fondé de procuration de l'Evêque de Laon les lods et ventes, c'est-à-dire les droits de mutation dûs au Seigneur pour la vente d'un bien dans sa censive, dépendaient donc de la censive de l'Evêque-Duc de Laon, Seigneur du fief, et faisaient partie, originairement, des héritages ou droits réels en cette ville que les Seigneurs-Evêques avaient concédés aux habitants, à charge par ceux-ci de foi et hommage.

La vente du 3 mars 1763 constate en outre la remise faite aux acquéreurs d'un contrat d'échange du 23 octobre 1627 passé devant Monseignat et son collègue, N^{res} à Laon, entre Dame Marie Defer, veuve de M. Charles Despinois, d'une part, et M^e Charles Le Carlier, avocat au bailliage dud. Laon, d'autre part.

A la suite de cet acte se trouve une vesture prise au duché-pairie de Laon le 23 octobre 1627 par ledit Sieur Le Carlier (1).

(1) Nous rapportons littéralement ici le texte de cette vesture :

« Ce jourdhuy vingt troisième du mois d'octobre mil six cent
« vingt sept.

« Pardevant nous Jean Carolé, Advocat au siège présidial de
« Laon, commis à l'exercice de la justice du Duché de Laonnois,
« assisté de Jérémiz Laurent, Greffier dudit Duché, est com-
« paru noble homme M^e Charles Lecarlier, Advocat au siège

Ce qui constitue à la fois une preuve nouvelle de l'origine féodale de cet immeuble, et un exemple curieux de ce qu'étaient les formalités translatives de la propriété pour les héritages de cette nature au commencement du XVII^e siècle.

Une autre pièce du dossier mérite aussi de retenir notre attention, c'est pour la maison vendue le 2 mars 1763 le *précédent titre translatif* de la propriété de cet immeuble.

Cet acte passé devant M^e Delabarre et son collègue,

« *présidial lequel en la présence de M^e Nicaise de Cambray et
« Claude Lelcu, praticien, tesmoins à ce par luy appelez, nous
« a monstre et fait voire le contrat d'eschange par luy faicte
« avec la Delle Despinoy ci-devant excripte. Nous requérant de
« vouloir vestir et ensaisiner de la maison et lieu y déclaré,
« assize à la rue du Blocq, dicté Veschof, et d'icelle le mettre
« en bonne possession et saisine suivant laquelle requête, après
« avoir leue ledit contrat et ouï M^e Felie Monseignat notaire,
« quy comme Procureur et porteur d'icelluy et en vertu du
« pouvoir à luy donné par icelle s'est levé et dessaisi de
« ladite maison au profit dudit Lecartier et consenty icelluy en
« estre vestu et saisy.*

« *Nous avons le lit Lecartier vestu et saisy, mis et mettons
« en bonne possession et saisine de ladite maison et lieux sus
« déclaré, assize aux fonds et censive de l'évêché et ce par fust
« et bistons en la forme accoustumée, sauf tous droitz dont et
« de quoy ledit Lecartier nous a requis acte à lui accordé.*

« *Les présentes que nous avons signées et fait signer par
« ledit Laurent, greffier, et par ledit Monseignat, porteur
« dudit contrat, Mesm^e y celuy faire registrer sur le registre
« aux vestures et nantissements dudit Duché, pour y avoir
« recours, les jours et an susdits. »*

« *de Cambray ».*

« *Laurent ».*

« *Carolé ».*

« *Lelcu ».*

« *Monseignat ».*

Notaires du Roy au Baillage de Vermandois à Laon, le 25 juin 1728 contient la réalisation de la vente de cette maison aux époux Le Carlier-De Bloiz par Dame Suzanne Delamer, veuve de Messire Théodore Dehedouville, Chevalier Seigneur de Revillon et autres lieux, demeurant à Laon.

La désignation est ainsi établie : « Une maison size
« en cette Ville de Laon, rue du Bloc, avec les Basti-
« ments et Lieux en dépendant en laquelle ledit Sieur
« Dehedouville est décédé, tenant d'une part à la
« Dame Beffroy V^e de Mr Dagneau, Coner, d'autre à
« Monsieur Le Carlier Eleu, pardevant sur ladite
« rue, et par derière audit Sieur Le Carlier Eleu. »

Nous remarquons toujours la charge d'acquitter les cens et droits seigneuriaux.

Nous remarquons aussi, à la fin de l'expédition, exactement au bas de la signature des notaires, la mention suivante, qu'il est intéressant de rapporter en entier :

« Nous Evêque Duc de Laon reconnais avoir reçu les
« lots et ventes de la présente acquisition, fait en notre
« Palais Episcopal à Laon le trente Septembre mil sept
« cent trente. »

« estienne de la fare évêque duc de Laon. »

*
* *

Par cette signature, nous saisissons sur le vif, vaquant aux menus soins de l'administration, ce prélat si discuté, que les mémoires de l'époque nous montrent dissipé et prodigue, toujours réduit aux expédients pour se procurer de l'argent.

Troublante figure, en effet, que celle de cet évêque, qui n'a laissé que de pénibles souvenirs.

Son ardeur dans sa persécution contre son clergé

et les citoyens compromis de Jansénisme fut extrême. Le parlement dut censurer plus d'un de ses mandements et le menaça même de la saisie de son temporel.

Nous pourrions toutefois faire trêve de sévérité à sa mémoire, en nous souvenant du milieu, où s'écoula sa jeunesse. S'il trouva au foyer paternel l'exemple des plus aimables qualités, il y fut aussi le témoin de bien des écarts.

Son père, Charles Auguste, Marquis de La Fare, né à Valgorge (Ardèche) en 1644, entra dans le monde en 1662, l'année même où Louis XIV fut affranchi de la tutelle de Mazarin.

Capitaine des Gardes du Corps de Monsieur, et ami de Turenne, son avenir militaire s'annonçait sous le jour le plus brillant. Mais il s'attira vite l'antipathie de Louvois, moins peut-être parce qu'il fut le rival heureux de ce dernier auprès de la Marquise de Rochefort, petite-fille de Madame de Sablé, que par son esprit indépendant, jugeur, et ne pliant pas.

Il quitta le service et s'abandonna tout entier à la vie facile.

Amant très épris de Madame de la Sablière, il donnait en même temps l'exemple de la plus grande frivolité auprès de Mademoiselle de Champmeslé.

Autant que par ses succès mondains, il reste connu par ses poésies, publiées à Paris en 1755, et par des Mémoires, publiés à Rotterdam, en 1715.

« C'était, dit Chaulieu, un homme, qui joignait à beaucoup d'esprit simple et naturel tout ce qui pouvait plaire dans la société..... Les siècles auront peine à former quelqu'un d'aussi aimables qualités et d'aussi grands agréments que M. de la Fare. »

« Ces qualités et ces agréments, nous dit Sainte Beuve, nous en entrevoyons quelque chose, bien moins encore

« par les vers qu'a laissé échapper La Fare et qui sont
« faibles, privés aujourd'hui des circonstances de société
« qui les ont fait naître, que par ses mémoires fins,
« sérieux, piquants, et qu'on regrette seulement de trou-
« ver trop courts et inachevés.

« Mémoires pleins d'esprit, de finesse, de bonne
« langue, et tous les jugements qu'il fait des hommes
« sont à considérer.

« Ce que Saint Simon dit en débordant, La Fare le
« dit d'un mot et en courant, mais on a la note juste. »

Malheureusement, ces brillantes qualités furent
bientôt ternies par une paresse sans borne et par
l'oubli de toute retenue.

Une lettre du Chevalier de Bouillon, petit neveu de
Turenne, à l'Abbé de Chaulieu, nous fait le triste
tableau de ce que furent ses dernières années :

« Je fus voir hier, à quatre heures après midi, M. le
« Marquis de La Fare, en son nom de guerre M. de la
« Cochônière, croyant que c'était une heure propre à
« rendre une visite sérieuse ; mais je fus bien étonné
« d'entendre dès la cour des ris immodérés et toutes
« les marques d'une bacchanale complète. Je poussai
« jusqu'à son cabinet, et je le trouvai en chemise, sans
« bonnet, entre son Remora et une autre personne de
« quinze ans, son fils l'abbé versant des rasades à deux
« inconnus ; des verres cassés, plusieurs cervelas sur la
« table, et lui assez chaud de vin. Je voulus, comme son
« serviteur, lui en faire quelque remontrance ; je n'en
« tirai d'autre réponse que : Ou buvez avec nous, ou
« allez, etc... J'acceptai le premier parti et en sortis à six
« heures du soir quasi ivre-mort. Si vous l'aimez, vous
« reviendrez voir s'il n'y a pas moyen d'y mettre quelque
« ordre : entre vous et moi, je le crois totalement perdu. »

Saint Simon enfin, en quelques mots sur sa mort,
nous achève le portrait du Marquis de La Fare.

« Deux hommes d'une grosseur énorme, de beaucoup
« d'esprit, d'assez de lettres, d'honneur et de valeur, tous

« deux fort du grand monde et tous deux plus que fort
« libertins, moururent en ce même temps, et laissèrent
« quelque vide dans la bonne compagnie : Cominges fut
« l'un... La Fare fut l'autre démesuré en grosseur. Il
« était capitaine des gardes de M. le duc d'Orléans, après
« l'avoir été de Monsieur, et croyait avec raison avoir
« fait une grande fortune. Qu'aurait-il dit s'il avait vu
« celle de ses enfants : l'un avec la Toison d'Or et
« le Saint Esprit, l'autre très-indigne évêque-duc de
« Laon ?... La Fare était un homme que tout le monde
« aimait, excepté M. de Louvois, dont les manières lui
« avaient fait quitter le service. Aussi souhaitait-il plai-
« samment qu'il fut obligé de digérer pour lui. Il était
« grand gourmand, et, au sortir d'une grande maladie,
« il se creva de morue et en mourut d'indigestion. Il
« faisait d'assez jolis vers, mais jamais en vers ni en
« prose rien contre personne. Il dormait partout les
« dernières années de sa vie. Ce qui surprenait, c'est
« qu'il se réveillait net, et continuait le propos où il le
« trouvait, comme s'il n'eût pas dormi. »

Ce que fut, de son côté, le fils de cet aimable
mais dévoyé Marquis, Estienne de La Fare, Evêque-
Duc de Laon, nous le savons trop bien par le peu
que nous avons trouvé dans les mémoires du temps.
Hâtons-nous plutôt vers son tombeau ; son épitaphe
nous permettra peut-être de clore plus heureusement
les quelques lignes de souvenirs, que nous avons de
lui (1).

Si le hasard de quelque excursion en Thierache
nous amène un jour jusqu'au village de Leschelle,
nous pourrions remarquer, au croisement principal

(1) La chronique maligne n'épargna pas La Fare. On
peut en juger par le quatrain, qui suit :

« Ici git un prélat de prodigue mémoire,
« Qui toujours emprunta et jamais ne rendit.
« S'il est, S'-igneur, en votre gloire,
« Ce ne peut être qu'à crédit. »

des routes, qui traversent cette petite localité, un vaste espace de terrain gazonné, qui semble découpé dans le parc même du château, dont les murs d'enceinte l'entourent par deux côtés.

Au centre de ce large banc de verdure s'élève, sans caractère comme sans architecture, en son bloc de briques, la modeste église de Leschelle.

A l'intérieur de ce temple comme au dehors, ce serait la même absence de tout intérêt pour celui qui le visite, si, dans ce cadre restreint, une pierre tombale, de très sobre décoration mais de grande allure, n'arrêtait forcément le regard. Discrètement posée au niveau même du sol de la nef, avec lequel elle se confond, cette dalle funéraire s'étend, d'une largeur à peu près égale à celle de la porte du chœur, au bas même des marches qui y conduisent, et frappe tout à la fois par ses proportions vraiment seigneuriales et par sa grande simplicité.

Là repose la dépouille mortelle d'Etienne-Joseph de La Fare, Evêque-Duc de Laon, Pair de France.

L'épithaphe se continue par ces mots, que nous soulignons à dessein, et que nous reproduisons tels qu'ils nous ont été communiqués (1) :

« Romanæ fidei defensor ardens.

« Debitum fecit clero fideli.

« Obsequium asservans Papæ.

« Pauperum pater Sedulus.

« Hos sua Largitate sustinuit

« Extremam diocesim visitans.

« Pastor bonus.

« Obiit.

(1) Nous devons ces renseignements sur l'inscription de cette pierre tombale, ainsi que le texte de l'acte de sépulture, qui suit, à l'extrême obligeance de M. Leclerc, instituteur à Leschelle :

« Le vingt cinq Avril 1741 a été inhumé dans l'église de

« In hujus loci castello.
« Die 23^a Aprilis anno Christo 1741.
« Aetatis in eunte 49.
« Et Hac in Ecclesia.
« Quamipse anno 1733 consecraverat.
« Sepeliri voluit. »

L'exactitude de ces dernières énonciations est, du reste, confirmée par les termes de l'acte de sépulture, qui figure sur les registres de la Paroisse, à la date du 25 avril 1741.

L'Évêque de La Fare mourut donc au Château de Leschelle, pendant un séjour qu'il y faisait, et fut inhumé dans l'Église de ce village, à la consécration de laquelle il avait procédé au commencement de l'année 1733.

Ce détail, joint à deux autres indications, que nous allons retenir, fait supposer qu'il existait une parenté entre lui et la famille d'Hervilly, alors propriétaire de ce Château.

« *l'Echelle Illustrissime et Révérendissime Père en Dieu, Mes-*
« *sire Etienne Joseph de la Fare, Evêque et Duc de Laon,*
« *Second Pair de France, Comte d'Anisy, et muni des sacre-*
« *ments de l'Eglise ; lequel est décédé le vingt trois Avril de la*
« *présente année au château de l'Echelle. L'inhumation a été*
« *faite par Messire Jean François Barbier Chanoine et archi-*
« *diacre de Thiérache en présence de Messire François César*
« *de Monchy d'Oberville son parent et son grand vicaire et*
« *Monpetit, Curé de Leschelle. En présence des députés du*
« *Chapitre de Laon et autres personnes de distinction qui ont*
« *assisté à la dite inhumation les jour et an susdits et ont*
« *signé :*

« *Barbier, archidiacre — De France, chanoine — Le Rebours*
« *de Vaumadeur, chanoine — Decesille, chanoine — Drosmenil.*
« *De la Mer — Solon — de Devise — d'Hervilly — Pontés —*
« *Caulaincourt — C. F. Lelarge — Lafont de la Plesnoye*
« *d'Hervilly — Monpetit, Curé de Leschelle. »*

Nous voyons en effet dans l'acte de sépulture la présence de « Messire François César de Monchy, « d'Oberville, son parent et son grand vicaire. »

Nous remarquons d'autre part au Nobiliaire de Picardie (page 270) que François d'Hervilly, Seigneur de Devise et de Parpeville, de cette même famille d'Hervilly, du Domaine de Leschelle, épouse le 25 janvier 1597, Claude de Monchy, fille d'Antoine de Monchy.

Le Château de Leschelle, où mourut Étienne de La Fare, fut reconstruit en 1780 par le Marquis d'Hervilly.

Il appartient actuellement aux descendants du Général François-Marie-Auguste Caffarelli, né au Falga en 1766, mort en 1849.

*
**

La seconde vente de maison rue du Bloc, que nous avons rappelée en commençant, avait été, nous l'avons vu, consentie le 3 mars 1763 à Jean-Joseph Berthelemy, Sculpteur, demeurant à Laon, et à Marguerite Duchange, sa femme.

Nous ne pouvons relire ces deux noms, sans nous y arrêter quelques instants. Ils évoquent pour nous trop de souvenirs, également chers à notre Ville et à la Société Académique.

Ne s'agit-il pas là, en effet, des père et mère du Peintre Berthelemy, que la cité laonnoise compte au nombre de ses plus glorieux enfants ?

M. Duchange, Premier Vice-Président et Second Président de la Société Académique, a consacré à la mémoire de ce grand artiste une étude très intéressante, qui figure au Tome III du Bulletin de cette Société.

Rappelons brièvement que le Peintre Berthelemy naquit à Laon, sur la Paroisse Saint-Éloi, le 5 mars 1743.

Cette paroisse se composait d'une chapelle et d'une partie de la nef de l'Église actuelle de Saint-Martin, et avait pour curé le Prieur même de l'Abbaye (1).

Le père de Berthelemy, qui habitait d'abord Guise, était venu à Laon pour y exécuter les travaux de son art à l'Abbaye de Vauclerc.

Nous citerons tout particulièrement, comme œuvre de ce peintre, le tableau, qui se trouve au Musée de Versailles, et qui a pour sujet : « *Bonaparte, Général en Chef de l'Armée d'Égypte, accompagné de son état-major et de quelques membres de l'Institut, visitant, après avoir passé l'isthme de Suez, les Fontaines de Moïse.* »

Ce tableau est célèbre par la ressemblance du personnage principal et par celle du Général Louis-Marie-Joseph-Maximilien Caffarelli du Falga, né au

(1) Extrait du registre des baptêmes, mariages et sépultures de la paroisse Saint-Éloi, existant aux Archives communales de Laon :

« L'An de grâce 1743, le 5^e jour de Mars, est né et a été baptisé par moy F. Antoine Gaspard Marion, prieur curé de la paroisse de Saint Eloy, Jean Simon Berthelemy, fils de Jean Joseph Berthelemy, sculpteur, travaillant actuellement dans Saint Martin, et de Marguerite Duchange, son épouse, demeurant dans cette paroisse auquel on a imposé le nom de Jean Simon.

« Les parain et maraine ont été Simon Pfaffinger, garçon sculpteur figuriste travaillant aussy actuelement dans cette paroisse et Marianne Duchange, jeune fille, qui ont signés et marqués avec moy le présent acte suivant l'ordonnance, le jour mois et an que dessus. » Signé : « Simon Pfaffinger, Marianne Duchange, Jean Joseph Berthelemy, et F. Marion. »

Falga (Haute-Garonne), mort en Égypte en 1799, frère aîné de celui qui devint plus tard propriétaire du Château de Leschelle.

Nous citerons encore, comme œuvre de Berthelemy, œuvre restée plus près de nous, le tableau, qui se trouve au-dessus du Maître-Autel de la Chapelle de l'Hôtel-Dieu de Laon. Resté inachevé à la mort de ce peintre, arrivée à Paris le 1^{er} mars 1811, une main amie l'a terminé.

La chapelle de cet établissement se trouve donc ornée tout à la fois des œuvres du père et du fils, car les boiseries, qui garnissent le chœur, proviennent de l'Abbaye de Vaclerc, et ont été exécutées par Berthelemy Père, de même, du reste, que les boiseries de l'Église Saint-Martin de Laon.

Dans l'étude qu'il a consacrée au peintre Berthelemy, M. Duchange indique qu'il fut mis en pension chez son oncle à Laon.

Cet oncle, qui était alors maître de pension sur la paroisse de Saint-Pierre-le-Vieil, immédiatement voisine de la paroisse Saint-Éloi, devait être l'aïeul paternel de M. Duchange, si nous nous en rapportons à l'acte de baptême de ce dernier, figurant sur les registres de la Paroisse de Saint-Julien à la date du 27 mars 1786 (1).

(1) « Le vingt sept Mars, de la présente année est né et le
« vingt huit a été baptisé par moi curé soussigné Jean
« Charles Nicolas fils de Monsieur François Nicolas Duchange,
« Maître de pension, et de Dame Louise Charlotte Monique
« Baston, son épouse. Le parrain a été Jean Antoine Baston
« apoticaire son ayeul maternel et la Marraine Dame Marie
« Jeanne Bouvet épouse de défunt Monsieur Nicolas... Du-
« change vivant M^{re} de pension, son ayeule paternelle, les-

Nous voyons en effet figurer à cet acte, comme Père de l'enfant M. François-Nicolas Duchange, Maître de pension, et comme Marraine Dame Marie-Jeanne Bouvet, épouse de défunt M. Nicolas Duchange, vivant Maître de pension, son ayeule paternelle.

M. François-Nicolas Duchange, père de l'Ancien Président de la Société Académique, et Maître de Pension en 1786 sur la Paroisse de Saint-Julien, se rendit plus tard acquéreur, soit le 9 avril 1791, devant MM. les Administrateurs du District de Laon, d'une Maison à Laon, rue du Val des Écoliers, depuis rue des Bouchers, actuellement rue Vinchon.

Cet immeuble faisait partie des biens des Chartreux du Val Saint-Pierre, déclarés aliénables par l'Assemblée Nationale le 3 novembre 1790.

Cette pension, toujours tenue dans le même local depuis son transfert de la paroisse Saint-Julien en 1791, est devenue ensuite la pension Vidalain, puis la pension Babilliot, et plus récemment la pension de notre ancien et très honorable concitoyen M. Routier. Cette maison est actuellement occupée par une institution libre.

*
* *

Berthelemy, Père, (Jean-Joseph), que nous avons vu se rendre acquéreur conjointement avec Dame

« quels ont avec nous le curé présent signés le présent acte
« les jour mois et an susdits. »

(Suivent les signatures :)

Veuve Duchange.

Baston.

Duchange.

Dieu, curé.

Marguerite Duchange, sa femme, le 3 mars 1763, de la Maison, rue du Blocq, habita-t-il longtemps cette demeure ?

Son acte de sépulture (1), indique que décédé le 2 janvier 1770, en la paroisse de Saint-Jean au Bourg, il fut inhumé dans l'Église de cette paroisse le 4 janvier suivant ; ce qui ferait supposer que son séjour rue du Blocq fut de courte durée.

Plusieurs documents du dossier, que nous examinons, vont nous permettre de préciser davantage et de dire qu'il ne prit même pas possession réelle de l'immeuble acheté par lui sur la Paroisse Saint-Remy-Place.

Le lendemain même, en effet, de la signature de leur contrat d'acquisition, M. et Madame Berthelemy recevaient par ministère de « Charpantier, Huissier
« en la Connétablie de Nos Seigneurs les Maréchaux
« de France, immatriculé à la Table de Marbre et au
« Bailliage de Laon, y demeurant au devant de la
« place et Paroisse de Saint Remy à la Place, et à la
« requête de Marie Joseph Dagneau Escuyer Prési-

(1) « *L'An mil sept cent soixante et dix le Jeudy quatre du
« mois de Janvier a été inhumé dans l'Église de cette paroisse
« le corps de Jean Joseph Berthelemy, maître menuisier, Epoux
« de Marguerite Duchange, décédé le Mardy en cette p^{se} le
« deux du même mois et an cy dessus, à onze heures du soir,
« âgé de cinquante cinq ans, à Laquelle inhumation ont assisté
« Nicolas Duchange, maître de pension de la p^{se} de St Pierre
« Levieil son beau-frère, François Bouvet horloger p^{se} de
« S^{te} Benoite et François Beauvais fondeur p^{se} de St Remy
« porte tous deux amis du deffunt, qui ont signé avec nous le
« présent acte le jour et an susdit. »*

(Ainsi signé :)

« Deharbes, Curé. Duchange. Bouvet fils, Bouvet, père. »

« dent trésorier de France au Bureau des Finances
« de la généralité de Soissons,, demeurant à Laon
« et Dame Marie Jeanne Marguerite Dagneau de Ri-
« chécourt, son épouse, pour lesquels domicile est
« élu en l'étude de M^e Chrétien Carrière, leur procu-
« reur à Laon, y demeurant, qui occupera en l'ins-
« tance, assignation, à comparoir au premier jour
« d'audience d'après la huitaine franche suivant l'or-
« donnance pardevant Monsieur le lieutenant général
« Et Messieurs les gens tenants le Bailliage Et Siège
« présidial de Laon, pour se voir condamner à aban-
« donner *par droit de retrait lignager* auxdits Sieurs
« et Dame Dagneau la maison scituée En cette ville
« cul de sac de Saint Remy place par eux acquise
« de Monsieur Le Carlier président En l'élection de
« cette Ville de Laon, et M^e Le Carlier avocat au
« Bailliage Et Siège présidial dudit Laon par contrat
« passé devant Petitjean et son confrère notaires
« Royaux En cette ville le trois du présent mois de
« Mars, *comme étant lesdits Sieurs et Dame Dagneau*
« *parents lignagers desdits Sieurs Le Carlier de cote*
« *et ligne d'où provient la dite maison, etc...* »

Berthelemy Père et sa femme s'empressèrent d'acquiescer à ce retrait fait sur eux, à la requête des Sieurs et Dame Dagneau, et le 9 mars 1763, il intervenait, entre les Sieurs et D^{me} Dagneau, « Jean Mathieu
« Le Carlier, Avocat, Jean Charles Le Carlier, Con^{er}
« du Roy, présid^t en l'élection de Laon, Dame Claire
« Madeleine Marquette, son épouse », et les S^r et D^{me}
Berthelemy, une convention faite en triple à Laon,
aux termes de laquelle, en conséquence de *leur*
acquiescement au retrait, les S^r et D^{me} Berthelemy
renonçaient à tous droits sur la maison et dépen-
dances, et consentaient que les S^{rs} et D^{me} Dagneau
fussent propriétaires incommutables, reconnaissant

que ces derniers leur avaient payé et délivré la somme à laquelle se montait le remboursement tant de leurs frais de lettres et loyaux coûts que de ce qu'ils avaient payé à compte sur le prix de cette acquisition.

Cette convention constatait en outre que les S^{rs} et D^{me} Dagneau s'obligeaient d'exécuter toutes les charges, clauses, et conditions du contrat de vente, à la décharge des S^r et D^{me} Berthelemy, qui leur avaient remis l'expédition de ce contrat et les titres de propriété.

Par l'exercice de ce retrait, les deux immeubles, objet des contrats d'acquisition du 2 et du 3 mars 1763, se trouvèrent ainsi réunis dans la même main, en la personne des S^{rs} et D^{me} Dagneau.

Issu du régime féodal, ce droit de retrait lignager était donc encore en pleine vigueur à la fin du XVIII^e siècle. Son but était de retenir la possession des immeubles fonciers dans les mêmes familles, et de modérer le mouvement des mutations.

Il devait être exercé dans l'an et jour de la vente, avec une régularité de procédure irréprochable, et ne pouvait porter que sur les biens patrimoniaux existant dans la famille depuis au moins deux générations; soit par voie d'hérédité directe ou collatérale, soit par voie de donation émanant d'un donateur parent en ligne directe.

Dans le cas particulier, qui nous occupe, l'exercice de ce droit, tel que nous venons de le voir pratiquer, établit donc qu'il y avait parenté entre les familles Le Carlier et Dagneau.

*
* *

La maison, dont les anciens titres nous ont permis de réunir ici ces quelques souvenirs, existe toujours

et garde encore des traces curieuses de ce qu'elle fut autrefois.

Lorsqu'on quitte la Place de l'Hôtel de Ville, elle forme la quatrième habitation à gauche de la rue Sérurier, sur laquelle elle s'ouvre par une Grand porte, d'aspect presque monumental.

La cour, citée par les titres de 1763, précède encore les bâtiments, qui se prolongent jusque derrière le Théâtre municipal, ancienne église Saint-Remy-Place.

Au fond, cette propriété se termine par un jardin et une cour, aboutissant elle-même à une autre cour commune et à l'impasse, qui longe le Théâtre au Nord.

Une partie de cet immeuble, la partie Nord, a été réunie, par suite d'une vente récente, à une autre propriété, qui avait, elle aussi, une entrée, au fond de l'impasse du Théâtre, sur la même cour commune.

Ce dernier immeuble, qui de là s'étend vers le Nord jusqu'au rempart de Ville ou rempart Saint-Remy, et est actuellement affecté à une institution de jeunes filles, n'est autre que l'ancienne maison presbytérale de Saint-Remy-Place, la vente du 3 mars 1763 nous le dit expressément. On remarque encore aujourd'hui, comme dépendant de cette propriété, un très haut pignon septentrional, curieux par les vieilles sculptures, dont il est orné.

*
* *

Ici s'arrête notre courte excursion vers ce passé local, qui s'offre si attachant à qui veut lire les vieux documents, que nous a légués la vie d'affaires de jadis.

Quelques instants accordés à ces feuillets vieillis

suffisent souvent pour faire revivre de très menus, mais bien intéressants détails de la vie intime et publique de ceux qui nous ont précédés.

En nous redisant l'infinie variété des précautions successivement prises par nos devanciers pour la défense de leurs intérêts privés, et ce que furent leurs simples démêlés de voisinage, le peu que nous retrouvons d'eux, nous montre encore, avec fidélité, quelques exemples heureux de leurs efforts et de leurs luttes pour le bien public, quelques faiblesses aussi, au fond et invariablement, à côté des intentions les meilleures, les mêmes contradictions, les mêmes mobiles, c'est-à-dire l'homme ... toujours.

H. SERVANT.

Lacn, le 4 février 1903.

LISTE

DES

MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ ACADEMIQUE DE LAON.

COMPOSITION

PRÉSIDENTS D'HONNEUR

- MM. GOULLEY, Préfet de l'Aisne.
ERMANT, Sénateur, Maire de Laon.
DE FLORIVAL, Président du Tribunal civil d'Abbeville, et ancien Président de la Société.
M^{gr} BATON, Protonotaire apostolique, ancien Curé-archiprêtre de la Cathédrale de Laon.
GLINEL, ancien Président de la Société.

PRÉSIDENTS & MEMBRES HONORAIRES

MM.

1879. SEBLINE, Sénateur, ancien Préfet de l'Aisne, à Montescourt Lizerolles (Aisne).
1881. TURQUET, ancien Sous-Secrétaire d'État, à Paris.
1884. HANOTAUX, de l'Académie Française, ancien Ministre des Affaires étrangères, à Paris, 258, boulevard Saint-Germain.
1886. LEFÈVRE-PONTALIS, Président de la Société française d'Archéologie, à Paris, 13, rue de Phalsbourg.
1886. ALLAIN-TARGÉ, Conseiller-Maitre à la Cour des Comptes, ancien Préfet de l'Aisne, à Paris, 1, rue Frédéric Bastiat.
1887. PROUDHON, ancien Préfet de l'Aisne, à Paris.
1889. ZELLER, Recteur honoraire, à Paris.

MM.

1890. BÈS DE BERC, Trésorier-Payeur général de la Loire-Inférieure, ancien Préfet de l'Aisne, à Nantes, 7, rue de Bréa.
1897. Georges LEFÈVRE, Professeur à la Faculté des lettres de l'Université de Lille, 30 bis, rue de Thionville.
1904. CORTILLIOT, Directeur du *Journal de l'Aisne*, ancien Président de la Société, à Laon.

BUREAU DE LA SOCIÉTÉ

pour l'année 1904-1905.

Président :	M. SOUCHON.
Vice-Président :	M. PÉRINNE DE LA CAMPAGNE.
Secrétaire-général :	M. SERVANT.
Trésorier :	M. LION.
Secrétaire des séances :	M. CASSE.

MEMBRES TITULAIRES

MM.

1850. TILORIER, Propriétaire, à Laon.
1857. M^r BATON, Protonotaire apostolique, ancien Curé-archiprêtre de la Cathédrale de Laon.
1874. DE FLORIVAL, Président du Tribunal civil, à Abbeville.
1876. MARLIER (O. A.), Curé-archiprêtre de la Cathédrale de Laon.
1877. BRISMONTIER, Propriétaire, à Laon.
1877. ERMANT (O. I.), Architecte, Sénateur et Maire de Laon, à Laon.
1879. GLINEL (O. I.), ancien Notaire, Adjoint au Maire de Laon, à Laon.
1880. CORTILLIOT, Directeur du *Journal de l'Aisne*, à Laon.
1880. LÉON ROUSSEAU (* O. A.), Ingénieur des arts et manufactures, à Laon.
1882. LOBGEAIS, ancien Avocat, ancien Bâtonnier, à Laon.

MM.

1883. LION, Notaire, à Laon.
1889. COURTOIS, Pasteur protestant, à Laon.
1889. SOUCHON (O. A.), Archiviste départemental de l'Aisne, à Laon.
1891. PÉRINNE DE LA CAMPAGNE (O. I.), Conseiller de Préfecture honoraire, à Laon.
1891. GILBERT, ancien Notaire, à Laon.
1892. PLY, Chanoine honoraire, Curé de Saint Martin, à Laon.
1898. BAUDET, Conseiller de Préfecture, à Laon.
1898. CASSE (O. I.), Professeur au Lycée, à Laon.
1899. BAILLET, Avocat, Docteur en droit, à Laon.
1899. SERVANT, ancien Notaire, à Laon.
1903. MONBRUN, Propriétaire, à Laon.
1905. L'ELEU, Avocat, Le Mans (Sarthe), 31, rue du Mouton.
1905. MARQUISET fils, Architecte, à Laon.

MEMBRES CORRESPONDANTS

MM.

1856. PALANT (l'Abbé), Curé de Cilly.
1877. LECOMTE (l'Abbé), Aumônier de l'Hôpital, à Soissons.
1830. JADART, Conservateur de la Bibliothèque, à Reims.
1881. LEMPEREUR, Archiviste de l'Aveyron, à Rodez.
1882. BERCET, Secrétaire de la Mairie, à Anor.
1889. le général MOREL, Commandant la 6^e brigade de dragons, à Lyon.
1890. DE LA TOUR DU PIN, Propriétaire, à Arrancy.
1890. DE TRÉTAIGNE, Propriétaire, Conseiller général, à Festieux.
1890. DE HÉDOUVILLE (l'Abbé), Curé de Retheuil, par Pierrefonds.
1891. RIOMET, Instituteur, à Passy-sur-Marne, par Jaulgonne.
1893. CONTENEAU, Docteur en médecine, à Paris, 43, rue Caumartin.

MM.

1899. HARDUIN DE GROSVILLE, Président honoraire du Tribunal civil de Laon, à Grosville, par Beaumetz-les-Loges (Pas-de-Calais).
1902. Madame TOLMER, à Neuilly-sur-Seine, 23, rue d'Orléans.
1902. DE HENNEZEL, Propriétaire, à Presles et-Thierny, par Bruyères-et-Montbérault.
1903. DÉMARET, (l'Abbé), Curé-doyen de Ribemont.
1903. BROCHE, Archiviste aux Archives nationales, à Paris, 4, boulevard Morland.
1903. LEFÈVRE (L'Abbé), Curé de Chalandry.
1903. LEGRAND, Avocat, Conseiller d'arrondissement, à Laon.
1904. BERRIOT (l'Abbé), Curé de Bruyères.
1904. DE NAZELLES, Propriétaire, à Guignicourt.
1904. BLACK, Avoué, à Laon.
1904. BARBIER, Bijoutier, à Laon.
1904. le Comte DE MONTESQUIOU, château de Longpont.
1905. RAVAUD, Pharmacien, à Reims, 13, rue du Cadran-Saint-Pierre.
1905. Henri LABOURET, Avocat, à Lille.
-

LISTE DES SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES

DE LA SOCIÉTÉ ACADÉMIQUE

Aisne.

Société archéologique de Château-Thierry.
Société académique de Chauny.
Société académique de Saint-Quentin.
Société industrielle de Saint-Quentin.
Société archéologique de Soissons.
Société archéologique de Vervins.

Allier.

Société d'émulation de l'Allier, à Moulins.

Alpes-Maritimes.

Société des lettres, sciences et arts des Alpes-Maritimes,
à Nice.

Aube.

Société d'agriculture, sciences et belles-lettres de l'Aube,
à Troyes.

Belfort (territoire de)

Société belfortaine d'émulation, à Belfort.

Bouches-du-Rhône.

Société de statistique de Marseille.

Calvados.

Académie de Caen.
Société française d'archéologie, à Caen.

Charente-Inférieure.

Société des archives historiques de la Saintonge et de
l'Aunis, à Saintes.

Cher.

Société historique du Cher, à Bourges.
Société des Antiquaires du Cher, à Bourges.

Côte-d'Or.

Académie de Dijon.

Doubs.

Académie de Besançon.

Drôme.

Société d'archéologie et de statistique de la Drôme, à
Valence.

Eure.

Société libre d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres
de l'Eure, à Evreux.

Finistère.

Société académique, à Brest.

Gard.

Académie de Nîmes.

Garonne (Haute)

Société archéologique du Midi de la France, à Toulouse.

Hérault.

Académie de Montpellier.

Société archéologique, à Béziers.

Loire (Haute)

Société agricole et scientifique de la Haute-Loire, au Puy.

Loiret.

Société d'agriculture, sciences, belles-lettres et arts, à
Orléans.

Lozère.

Société d'agriculture, industrie, sciences et arts de la
Lozère, à Mende.

Maine-et-Loire.

Académie d'Angers.

Manche.

Société d'agriculture, sciences et arts du département de
la Manche, à Saint-Lô.

Marne.

Société d'agriculture, sciences et arts, à Châlons.

Académie nationale, à Reims.

Société des sciences et arts, à Vitry-le-François.

Marne (Haute)

Société historique et archéologique de Langres.

Meurthe-et-Moselle.

Académie de Stanislas, à Nancy.

Meuse.

Société des lettres, sciences et arts, à Bar-le-Duc.

Société philomatique, à Verdun.

Nord.

Société archéologique d'Avesnes.

Société d'émulation, à Cambrai.

Société d'agriculture, sciences et arts, à Douai.

Union géographique du Nord de la France, à Douai.

Société d'agriculture, sciences et arts, à Valenciennes.

Oise.

Société historique de Compiègne.

Société archéologique, à Senlis.

Société académique de l'Oise, à Beauvais.

Comité archéologique de Noyon.

Pas-de-Calais.

Académie d'Arras.

Société académique, à Boulogne-sur-Mer.

Puy-de-Dôme.

Académie de Clermont-Ferrand.

Pyrénées (Basse)

Société des sciences et arts, à Bayonne.

Rhône.

Académie de Lyon.

Société littéraire, historique et archéologique de Lyon.

Saône-et-Loire.

Académie de Mâcon.

Sarthe.

Société d'agriculture, sciences et arts, au Mans.

Savoie.

Académie du Val d'Isère, à Montiers.

Seine.

- Association philotechnique, à Paris.
Société d'anthropologie, à Paris.
Société des antiquaires de France, à Paris.
Société botanique de France, à Paris.
Société pour l'encouragement des études grecques, à Paris.
Société des études historiques, à Paris.
Société de médecine légale de France, à Paris.
Société de l'histoire de Paris et de l'Île-de-France, à Paris.
Société philomatique de Paris.
Société philotechnique, à Paris.
Société d'ethnographie nationale.

Seine-et-Marne.

- Société d'agriculture, sciences et arts, à Meaux.

Seine-et-Oise.

- Société des sciences morales, des lettres et des arts, à Versailles.
Société archéologique, à Rambouillet.

Seine-Inférieure.

- Commission des antiquités de la Seine-Inférieure, à Rouen.
Société d'émulation de la Seine-Inférieure, à Rouen.
Société des sciences et arts, au Havre.

Somme.

- Société des antiquaires de Picardie, à Amiens.
Société d'émulation, à Abbeville.

Tarn-et-Garonne.

- Société archéologique, à Montauban.

Var.

- Académie du Var, à Toulon.

Vienne.

- Société des antiquaires de l'Ouest, à Poitiers.

Vosges.

Société d'émulation des Vosges, à Épinal.

Yonne.

Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne,
à Auxerre.

Algérie.

Société archéologique du département de Constantine.

Alsace-Lorraine.

Académie de Metz.

Revue d'Alsace.

Étranger.

Institution smithsonienne, à Washington.

Société d'art et d'histoire du diocèse de Liège (Belgique).

Commission impériale archéologique de Russie, à Saint-
Petersbourg.

Musée national de Montevideo.

ERRATA

Page : 77, ligne 6°, au lieu de : L'Eleu d'Elène, il
faut lire : L'Eleu d'Elmé.

TABLE ANALYTIQUE

A

Assemblée Générale extraordinaire, CXXVII à CXXX.

B

Barbier, élu membre correspondant. CXVII.

Baton (M^{gr}), élu Président d'honneur. XXI ; — Lecture sur la Cathédrale. XXXVI ; — Saint-Remy-Porte. XLV ; — Saint-Martin au Parvis et l'ancien Hôtel-Dieu. XLVIII ; — L'Évêché, le beffroi de la Ville, N.-D. au Marché et Saint-Pierre au Marché, Saint-Etienne de la Ville, l'Oratoire de Saint-Béat. LVI ; — la maison de retraite des Prêtres infirmes. LX ; — ancien Séminaire de Laon. LXI ; — le Grenier du Chapitre, la Chapelle Saint-Antoine, la Chapelle de Jacques de Troyes. LXIV ; — l'Église des Templiers et l'Église du Val des Écoliers. LXVI et LXVII ; — Proposition relative à la révision des Statuts. LXXII et LXXIII ; — Lecture sur l'Église Sainte-Geneviève, l'Église Saint-Corneille et Saint-Cyprien, l'Église Sainte-Benoite. LXXIV ; — les Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem et les Cordeliers. LXXVI ; — l'Église Saint-Michel. CIII ; — l'Église Saint-Jean au Bourg et l'Église Saint-Cyr. CIV et CV ; — les Églises Saint-Victor des Chenizelles, Saint-Julien et Saint-Just, et la Congrégation de N.-D. CXVI.

Baudet (Paul), nommé Conseiller de Préfecture. CVII ; — Présentation du nouveau projet de révision des statuts ; Discussion et adoption de ce nouveau projet. CXXIX.

Berriot (Abbé), élu membre correspondant. CXVI.

Berthault (Charles), élu rapporteur de la Commission de révision des statuts. CIV ; — Ouverture de la discussion du projet de révision des statuts rapporté par M. Berthault. CXIX à CXXI ; — Fin de la discussion du projet de révision des statuts rapporté par M. Berthault, et renvoi de ce projet à la Commission. CXXIII à CXXV ; — sa démission de membre de la Société. CXXVIII.

Bibliothèque (de la Société), décision de classement. LIX ; — Établissement de nouvelles vitrines. LXVI ; — Achèvement du classement, et rapport de M. Servant. LXXIV et LXXV ; CXXXVII.

Black (Paul), élu membre correspondant. CXVII.

Bouxin (Abbé): Note sur les pierres de deux maisons rampe Saint-Marcel et rue Sérurier. IX à XI ; — Article sur le Cardinal Mathieu d'Albano. LIII à LV ; — Lecture de plusieurs lettres de l'Abbé Duveuf, ancien archiprêtre. LXIV et LXVI ; — Éloge funèbre. LXXVIII et LXXIX.

Broche (Lucien): Thèse de sortie de l'École des Chartes. XXXIII ; — Élu membre correspondant ; Étude sur la Chapelle de l'ancien Évêché de Laon. CI ; — Inventaire du mobilier du Palais Episcopal en 1371. CXI ; — Notice sur l'ancien Palais des Rois à Laon. 180.

C

Casse (Albert), nommé officier de l'Instruction publique. LII.

Cortilliot (A): proposition relative à la révision des statuts. LXXII et LXXIII ; — Proposition relative à Arsène Houssaye. C à CII ; — Décision du Conseil Municipal. CX ; — Élu Président honoraire. CXXX.

D

D'Autencourt (Général) : Communication de notice par M. Leclerc. XXVIII et XXIX ; — Notice. 228.

Démaret (Abbé), élu membre correspondant. LXXXXVIII.

E

Ermant (Georges), sénateur, élu Président d'honneur. CXXX.

F

Fouilles à Montigny-la-Cour, (communications diverses). XXVII et XXVIII ; XXXII ; XXXVI.

G

Glinel (Charles): communication sur les rapports entre Buloz et Alexandre Dumas Père. XVIII et XIX ;

87 ; — Eloge funèbre de M. l'Abbé Bouxin. LXXVIII et LXXIX ; — Nomination d'Officier de l'Instruction publique, et élection comme Président d'honneur. LXXXXIII et LXXXXIV.

Goulley (Henry), préfet de l'Aisne, élu Président d'honneur. CXXX.

H

Harduin de Grosville, élu membre correspondant. V.

Hennezel d'Ormois (Jehan de), élu membre correspondant. LXXVI ; — Hommage de sa notice sur la Généalogie de la Maison de Hennezel. LXXV.

Houssaye (Arsène), (proposition relative à). C, CII, et CX.

J

Jetons de présence (Décision au sujet des). XVII.

L

Leclerc (J.) : communication de sa notice sur le Général D'Autencourt. XXVIII et XXIX ; 228.

Lefèvre (Abbé), élu membre correspondant. CI.

Lefort (Alfred) : hommage de son ouvrage : les Français à Luxembourg. IV ; analyse de cet ouvrage. 213.

Legrand (Gaëtan), élu membre correspondant. CXIII ; — Communication sur une Charte inédite de Philippe de Beaumanoir. CXVI ; 43 ; — Étude sur la renonciation à communauté devant le Grand Bailli de Vermandois. CXXV ; CXXVI ; 247.

Leleu (Claude) : (Note sur l'Histoire de Laon de). LXXXXIV ; LXXXXVI ; LXXXXIX.

Lobgeois (Edmond) : communication sur un Sceau de l'ancienne Bazoche de Laon. XXXVI ; — Communication sur un Sceau des Notaires de Laon du XVIII^e siècle. XLI à XLV ; — Proposition relative à la révision des statuts. LXXII et LXXIII ; — Proposition de renvoi à la Commission du projet de révision des statuts rapporté par M. Berthault. CXXIV.

M

Marlier (Chanoine), nommé curé-archiprêtre de la Cathédrale. CVIII.

Marquette (Jacques) : (communication sur un projet de statue à). XXXII ; (proposition pour la publication d'un ouvrage sur). XLVII et XLVIII ; LI et LII ; LXVII ; LXX à LXXII.

Matton (Auguste) : vœu au sujet de son ouvrage sur les filigranes. XXXIX et XL ; XLVI et XLVII ; L et LI ; — Publication de son travail sur les anciennes Papeteries du Département. CV et CVI ; — sa démission. CXIII.

Monbrun, élu membre titulaire. LXXXX.

N

Nazelles (de), élu membre correspondant. CXVI ; — Hommage de sa notice sur les manuscrits du Marquis de Dupleix. CXVIII.

P

Ply (Chanoine) : communication sur deux verrières de l'Eglise de Chevrières (Oise). LXI ; — Lecture d'un discours du curé d'Hartennes en 1790. LXIII.

Poquet (Chanoine) : don de ses œuvres. CIX et CX.

R

Riomet, élu membre correspondant. CXVII ; — Notice sur les Cloches du canton de Marle. 116.

S

Sceau de l'ancienne Bazoche de Laon. XXXVI.

Servant (Henri), élu membre titulaire. V ; — Classement général de la Bibliothèque de la Société. LIX ; — LXIII ; LXVI ; LXXIV ; LXXV ; — Rapport sur le classement de la Bibliothèque et sur le catalogue. CXXXVII ; — Notice sur les anciens cimetières de l'Hôtel-Dieu. CXIII ; 69 ; — Proposition d'offrir la Présidence d'honneur de la Société à M. le Préfet de l'Aisne et à M. le Maire de Laon. CXXX. — Quelques souvenirs tirés des anciens titres d'une Maison Laonoise (Notice). 286.

Souchon (Joseph) : lecture sur l'Assemblée électorale du département de l'Aisne en 1791. LXI, LXV ; 55 ; —

Lecture d'une relation inédite de fêtes données en 1781 au Château de Bruys. C ; — Lecture sur une élection dans l'Aisne sous la Restauration. CIV ; — Lecture d'une analyse de l'ouvrage de M. Lefort sur les Français à Luxembourg. CXVI ; 213 ; — Lecture d'un Mémoire destiné au Congrès des Sociétés savantes et consacré aux édifices servant au culte et qui n'étaient pas aliénés en l'An X. CXXI ; — Lettres inédites du Naturaliste Poiret, de Saint-Quentin. 106.

Statuts (de la Société) : proposition de révision. LXXII et LXXIII ; — Réunion de la Commission ; M. Berthault, élu rapporteur. CIV ; — Nouvelle réunion de la Commission. CXIX ; — Ouverture de la discussion du projet rapporté par M. Berthault. CXIX à CXXI ; — Fin de la discussion du projet rapporté par M. Berthault, et renvoi de ce projet à la Commission. CXXIII à CXXV ; — Présentation d'un nouveau projet rapporté par M. Baudet ; discussion et adoption de ce projet. CXXIX ; — Compte rendu des formalités remplies pour l'obtention de la capacité juridique conformément à la loi de 1901. CXXXII et CXXXIII.

T

Tolmer (Madame), élue membre correspondant. LXIII.

Tour du Pin Chambly (de) : hommage de son travail sur les anciennes familles militaires du Laonnois. LXXXVIII ; — Arrancy (Notice sur). 1.

TABLE GÉNÉRALE

	Pages
1. — Statuts <i>modifiés par la délibération de l'Assemblée générale extraordinaire du 11 novembre 1904.</i>	1
2. — Rapport sur les travaux de la Société par M. SERVANT, Secrétaire général.	11
3. — Procès-verbaux des séances. (<i>La table analytique, page 325, rappelle les communications constatées dans ces procès-verbaux</i>).	I
4. — Rapport sur le classement général de la Bibliothèque de la Société Académique et sur le Catalogue, par M. SERVANT. CXXXVII	
5. — Arrancy, par M. DE LA TOUR DU PIN.	1
6. — Une Charte inédite de Philippe de Beaumanoir, Grand Bailli de Vermandois, par M. Gaëtan LEGRAND.	43
7. — L'Assemblée électorale du Département de l'Aisne en 1791, par M. SOUCHON.	55
8. — Les Anciens Cimetières de l'Hôtel-Dieu de Laon, par M. SERVANT.	69
9. — François Buloz ennuyé par Alexandre Dumas père, par M. GLINEL.	87
10. — Lettres inédites du Naturaliste Poirét, de Saint-Quentin, par M. SOUCHON.	106
11. — Les Cloches du canton de Marle, par M. RIOMET.	116
12. — L'Ancien Palais des Rois à Laon, par M. BROCHE.	180
13. — Les Français à Luxembourg, Vauban et la Forteresse, ouvrage de M. Alfred Lefort, analysé par M. SOUCHON.	213
14. — Le Général Baron Pierre d'Autencourt 1771-1832. <i>Essai biographique</i> , par M. J. LECLERC.	228

	Pages.
15. — Une renonciation à communauté contes- tée devant le Grand Bailli de Verman- dois, au XIV ^e siècle, <i>par</i> M. Gaëtan LEGRAND.	247
16. — Quelques souvenirs tirés des anciens titres d'une Maison Laonnoise, <i>par</i> M. SERVANT.	286

GRAVURES ET DESSINS

	Pages.
1. — Vue de Laon en 1740, <i>d'après un dessin original du Cabinet des Estampes.</i> . . .	86
2. — Ancien Palais des Rois, <i>Plan et Élévation.</i> <i>(Dessin de Eug. Dhucque, Architecte)</i> .	185
3. — Tour dite de Louis d'Outremer, <i>Donjon de Philippe - Auguste, Coupe restituée.</i> <i>(Dessin de Eug. Dhucque, Architecte).</i>	194
4. — Maison du Châtelain royal. <i>(Viollet-le-Duc, Dictionnaire d'Architecture).</i>	211

